

LE CANADA, représenté par l'Honorable  
Frank Iacobucci

-et-

LES DEMANDEURS, représentés par le National Consortium,  
le Merchant Law Group et les autres avocats soussignés

-et-

Les avocats indépendants

-et-

L'ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS et LES REPRÉSENTANTS DES  
INUITS

-et-

LE GENERAL SYNOD OF THE ANGLICAN CHURCH OF CANADA,  
L'ÉGLISE PRESBYTÉRIENNE AU CANADA,  
L'ÉGLISE UNIE DU CANADA ET  
LES ENTITÉS CATHOLIQUES ROMAINES

**CONVENTION DE RÈGLEMENT**  
**RELATIVE AUX PENSIONNATS INDIENS**

# CONVENTION DE RÈGLEMENT RELATIVE AUX PENSIONNATS INDIENS

## TABLE DES MATIÈRES

	<b>Page</b>
<b>Article un – Interprétation</b>	
1.01 Définitions .....	7
1.02 Titres.....	17
1.03 Sens étendu .....	18
1.04 Ambiguïté .....	18
1.05 Renvois législatifs .....	18
1.06 Jour de prise de mesures .....	18
1.07 Ordonnance définitive .....	19
1.08 Devises .....	19
1.09 Annexes .....	19
1.10 Aucune autre obligation.....	20
<b>Article deux – Date à laquelle la convention devient exécutoire</b>	
2.01 Caractère exécutoire .....	21
2.02 Indivisibilité de la Convention.....	21
<b>Article trois – Financement</b>	
3.01 Financement du PEC .....	22
3.02 Financement du Fonds de la guérison .....	22
3.03 Financement de la Commission de vérité et de réconciliation.....	23
3.04 Financement du Fonds de la commémoration .....	23
3.05 Financement du PEI .....	24
3.06 Prestations sociales .....	24
3.07 Demandes des familles .....	25
<b>Article quatre – Mise en œuvre de la Convention</b>	
4.01 Recours collectifs .....	25
4.02 Teneur des recours collectifs .....	26
4.03 Ordonnance sur consentement .....	26
4.04 Membres des groupes .....	27
4.05 Autorisation sur consentement .....	27
4.06 Ordonnances d’approbation.....	28
4.07 Ordonnance d’approbation du recours collectif Cloud .....	31
4.08 Notification.....	31
4.09 Comité national d’autorisation .....	32
4.10 Comités d’administration .....	33
4.11 Comité d’administration national .....	34
4.12 Comités d’administration régionaux.....	38
4.13 Évaluation par le CAN .....	40
4.14 Seuil d’exclusion .....	40
4.15 Recours devant la Cour fédérale qui font exception .....	40

## **Article cinq – Paiement d’expérience commune**

5.01 PEC.....	41
5.02 Montant du PEC .....	41
5.03 Intérêts sur le fonds de la somme désignée.....	42
5.04 Processus de demande de PEC .....	42
5.05 Examen et vérification de l’actif.....	43
5.06 Insuffisance de la somme désignée.....	44
5.07 Excédent de la somme désignée .....	44
5.08 Frais d’administration du PEC.....	46
5.09 Procédure d’appel du PEC.....	46

## **Article six – Processus d’évaluation indépendant**

6.01 PEI.....	47
6.02 Date limite pour le dépôt d’une demande de PEI .....	47
6.03 Ressources.....	47
6.04 Notification de la date limite pour le dépôt d’une demande de PEI.....	50

## **Article sept – Vérité, réconciliation et commémoration**

7.01 Vérité et réconciliation .....	50
7.02 Commémoration .....	51

## **Article huit – Guérison**

8.01 Guérison .....	51
8.02 Accessibilité des services de santé mentale et de soutien affectif .....	51

## **Article neuf – Organismes religieux**

9.01 Organismes religieux .....	52
---------------------------------	----

## **Article dix – Devoirs du fiduciaire**

10.01 Fiduciaire .....	53
------------------------	----

## **Article onze – Quittance**

11.01 Quittance des membres des recours collectifs et les membres du recours collectif Cloud .....	55
11.02 Quittances des demandeurs non pensionnaires.....	57
11.03 Demandes par les demandeurs exclus ou autres.....	58
11.04 Fin des litiges.....	59

## **Article douze – Autres pensionnats indiens**

12.01 Demande d’ajout d’établissement.....	60
--	----

## **Article treize – Honoraires**

13.01 Honoraires .....	62
13.02 Honoraires de négociation (de juillet 2005 au 20 novembre 2005) .....	62
13.03 Honoraires menant à la Convention de règlement (du 20 novembre 2005 à la signature de la Convention) .....	63
13.04 Honoraires depuis le 20 novembre 2005 (pour les membres du CNA) .....	63
13.05 Aucuns honoraires associés aux versements de PEC .....	64

13.06	Honoraires pour mandats de représentation.....	64
13.07	Attestation des honoraires .....	65
13.08	Honoraires du National Consortium et de Merchant Law Group .....	65
13.09	Honoraires, dépens et débours pour le recours collectif Cloud .....	67
13.10	Honoraires du CNA .....	68
13.11	Honoraires du CAN .....	69
13.12	Honoraires des CAR.....	71
13.13	Honoraires du groupe de travail du PEI.....	71
13.14	Honoraires du Comité de surveillance.....	72

#### **Article quatorze – Premières nations, Inuits, Inuvialuits et Métis**

14.01	Inclusion .....	73
-------	-----------------	----

#### **Article quinze – Dispositions transitoires**

15.01	Caractère sans préjudice .....	73
15.02	Acceptation et transfert des demandes faites en vertu du Mode alternatif de règlement des conflits.....	75

#### **Article seize – Conditions et expiration**

16.01	Entente conditionnelle .....	76
16.02	Expiration de la Convention .....	77

#### **Article dix-sept –Versement du PEC aux représentants personnels**

17.01	Indemnité en cas de décès le ou après le 30 mai 2005.....	77
17.02	Membres décédés du recours collectif Cloud .....	77
17.03	Personnes frappées d'incapacité .....	78

#### **Article dix-huit – Dispositions générales**

18.01	Inaccessibilité.....	78
18.02	Indemnité globale .....	79
18.03	Lois applicables .....	79
18.04	Règlement des différends .....	79
18.05	Avis .....	79
18.06	Convention globale.....	80
18.07	Portée de la Convention.....	80
18.08	Exemplaires .....	80
18.09	Langues officielles.....	81



**Le 8 mai 2006**

**Convention de règlement  
relative aux pensionnats indiens**

**ATTENDU QUE :**

A. Le Canada et certains organismes religieux ont exploité des pensionnats indiens afin d'y éduquer des enfants autochtones, et ces enfants ont subi des sévices et des préjudices;

B. Les parties souhaitent résoudre pour de bon et de manière juste et globale les séquelles laissées par les pensionnats indiens;

C. Les parties souhaitent également promouvoir la guérison, l'éducation, la vérité, la réconciliation et la commémoration;

D. Le 20 novembre 2005, les parties ont conclu un accord de principe afin de tourner la page sur l'épisode des pensionnats indiens, à savoir :

- i) régler les recours collectifs et le recours collectif *Cloud*, conformément aux présentes;
- ii) prévoir que le Canada versera la somme désignée au *fiduciaire* pour le paiement d'expérience commune;
- iii) instaurer le processus d'évaluation indépendant;
- iv) mettre sur pied une Commission de vérité et de réconciliation;
- v. constituer un fonds de dotation pour la *Fondation autochtone de guérison* afin de financer des programmes de guérison relatifs aux

séquelles laissées par les pensionnats indiens, dont les effets intergénérationnels;

vi) allouer des fonds en vue de commémorer l'épisode des pensionnats indiens;

E. Sous réserve des ordonnances d'approbation, les parties conviennent d'amender et de réunir toutes les déclarations de recours collectifs en cours et envisagés, de façon à créer une seule série de recours collectifs aux fins du règlement;

F. Sous réserve des ordonnances d'approbation, et pourvu qu'à l'expiration du *délai d'exclusion* le *seuil d'exclusion* ne soit pas franchi, les *parties* conviennent de régler les recours collectifs aux conditions énoncées dans les présentes;

G. Sous réserve des ordonnances d'approbation et aux conditions énoncées dans les présentes, les parties acceptent de régler toutes les actions individuelles en cours relativement aux pensionnats indiens, mises à part les poursuites intentées par des personnes qui s'exclueront des recours collectifs de la manière prévue aux présentes ou qui seront réputées s'en être exclues en vertu de l'article 1008 du *Code de procédure civile* du Québec;

H. Les présentes ne doivent nullement être interprétées comme une reconnaissance de responsabilité par l'un ou l'autre des défendeurs nommés dans les recours collectifs ou dans le recours collectif *Cloud*.

**EN CONSÉQUENCE**, et en contrepartie des accords mutuels, conventions et engagements ici exposés, les parties conviennent que toute action, cause d'action, responsabilité, réclamation et demande de quelque nature que ce soit pour des dommages, contributions, indemnités, débours, dépens et intérêts que toute membre des recours collectifs ou du recours collectif *Cloud* a détenu, détient ou détiendra relativement à un pensionnat indien ou au fonctionnement d'un pensionnat indien, qu'une telle réclamation ait été faite dans une poursuite, notamment les recours collectifs, ou ait pu l'être, sera définitivement réglée aux conditions exposées dans les présentes à la date d'entrée en vigueur; et les parties quittancées n'auront plus d'autre obligation que celles énoncées dans les présentes.

## **ARTICLE UN INTERPRÉTATION**

### **1.01 Définitions**

Dans la présente convention, les termes suivants se définissent comme suit :

« *Accord de principe* » s'entend de l'accord signé le 20 novembre 2005 entre le Canada, représenté par l'honorable Frank Iacobucci; les demandeurs, représentés par le National Consortium, le Merchant Law Group, l'Inuvialuit Regional Corporation, la Société Makivik, la Nunavut Tunngavik Inc., les avocats indépendants et l'Assemblée des Premières Nations; le Synode général de l'Église anglicane du Canada, l'Église presbytérienne au Canada, l'Église Unie du Canada et les entités catholiques romaines;

« ***Avocat indépendant*** » signifie les avocats des demandeurs qui ont signé les présentes, autres que ceux qui les ont signées en qualité d'avocats de l'Assemblée des Premières Nations ou des représentants des Inuits, et autres que ceux qui sont membres du Merchant Law Group ou d'une société du National Consortium;

« ***Autres organismes religieux quittancés*** » s'entend des diocèses de l'Église anglicane du Canada nommés à l'annexe G et des entités catholiques nommées à l'annexe H, qui n'ont pas exploité un pensionnat indien ou qui ne comptaient aucun pensionnat indien à l'intérieur de leur territoire et qui ont apporté ou apporteront une contribution financière en vue du règlement des demandes déposées par des personnes qui ont fréquenté les pensionnats indiens.

« ***BRQPIC*** » désigne le Bureau de la résolution des questions des pensionnats indiens Canada;

« ***CAN*** » s'entend du Comité d'administration national prévu à l'article quatre (4) des présentes;

« ***Canada*** » ou « ***gouvernement*** » s'entend du gouvernement du Canada;

« ***Candidat admissible au PEC*** » signifie tout ancien élève qui a habité dans un pensionnat indien avant le 31 décembre 1997 et qui était toujours vivant le 30 mai 2005, qui ne s'exclut pas d'un recours collectif ou qui n'est pas réputé s'en être exclu pendant le délai d'exclusion, ou qui est une personne faisant partie du recours collectif *Cloud* à titre d'élève;

« **CAR** » s'entend des Comités d'administration régionaux prévus à l'article quatre (4) des présentes;

« **CNA** » s'entend du Comité national d'autorisation prévu à l'article quatre (4) des présentes;

« **Comité de surveillance** » s'entend du Comité de surveillance prévu au Processus d'évaluation indépendant joint comme annexe D;

« **Commission** » s'entend de la Commission de vérité et de réconciliation mise sur pied conformément à l'article sept (7) des présentes;

« **Crédits personnels** » s'entend de crédits sans valeur monétaire, transférables uniquement à un membre de la famille telle que définie dans les recours collectifs ou le recours collectif *Cloud*, qui peuvent être combinés aux *crédits personnels* d'autres personnes et échangés uniquement contre des *services éducatifs* personnels ou collectifs offerts par des entités ou des groupes éducationnels approuvés conjointement par le Canada et l'Assemblée des Premières Nations, aux conditions qui seront fixées par le *Canada* et l'Assemblée des Premières Nations. Des conditions similaires seront élaborées par le Canada et les représentants des Inuits à l'intention des candidats inuits admissibles au *PEC* qui l'ont reçu. Dans le cadre de ces discussions avec l'Assemblée des Premières Nations et les représentants des Inuits, le *Canada* bénéficiera de l'apport des avocats des groupes nommés aux sous-alinéas 4.09(4)d), e), f) et g);

« ***Date d’approbation*** » s’entend de la date de la dernière ordonnance d’approbation émise par un tribunal;

« ***Date d’entrée en vigueur*** » signifie la date la plus tardive parmi

- (1) Celle de trente (30) jours suivant l’expiration du délai d’exclusion,
- (2) le lendemain de la date limite à laquelle un membre d’un recours collectif dans l’un ou l’autre des territoires de compétence peut interjeter appel ou obtenir l’autorisation d’en appeler des ordonnances d’approbation,
- (3) et la date de la décision finale rendue à la suite d’un appel ayant trait aux ordonnances d’approbation;

« ***Date limite pour le dépôt d’une demande de PEC*** » correspond au quatrième anniversaire de la date d’entrée en vigueur;

« ***Date limite pour le dépôt d’une demande de PEI*** » correspond au cinquième anniversaire de la date d’entrée en vigueur;

« ***Délais d’exclusion*** » signifie le délai commençant à la date d’approbation apparaissant sur les ordonnances d’approbation;

« ***Demandes continues*** » correspond aux demandes prévues à la section I de l’annexe D des présentes;

« ***Demande de PEC*** » s’entend d’une demande de paiement pour expérience commune, présentée essentiellement selon le modèle prévu à l’annexe A aux

présentes et signée par le candidat admissible au *PEC* ou son représentant personnel, accompagnée des documents exigés par la demande de *PEC*;

« ***Demandeur admissible au PEI*** » s'entend de tout demandeur admissible au *PEC* ou un requérant non pensionnaire et comprend le terme « demandeur » utilisé dans le *PEI*;

« ***Demandeurs non pensionnaires*** » signifie toutes les personnes qui n'ont pas habité dans un pensionnat indien et qui, avant l'âge de 21 ans, étaient autorisées par un employé adulte d'un pensionnat indien d'être à l'intérieur du périmètre d'un pensionnat indien pour prendre part à des activités scolaires autorisées avant le 31 décembre 1997. Il est entendu que les demandeurs non pensionnaires ne sont ni membres d'un recours collectif, ni membres du recours collectif *Cloud*;

De manière collective, « ***Église*** » ou « ***organisme religieux*** » désigne le Synode général de l'Église anglicane du Canada, la Société des missions de l'Église anglicane en Canada, les diocèses de l'Église anglicane du Canada nommés à l'annexe B, l'Église presbytérienne au Canada, le Bureau de fiducie de l'Église presbytérienne au Canada, la Foreign Mission of the Presbyterian Church in Canada, le Board of Home Missions and Social Services of the Presbyterian Church in Canada, la Women's Missionary Society of the Presbyterian Church in Canada, l'Église Unie du Canada, le Board of the Home Missions of the United Church of Canada, la Women's Missionary Society of the United Church of Canada, l'Église Méthodiste du Canada, la Société des Missions de l'Église Méthodiste du Canada et les entités catholiques nommées à l'annexe C.

« **Fiduciaire** » désigne Sa Majesté du chef du Canada, représentée par les ministres en charge de Résolution des questions des pensionnats indiens Canada et de Service Canada. Initialement, les ministres représentatifs seront, respectivement, la ministre du Patrimoine canadien et de la Condition féminine et la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences;

« **Fondation autochtone de guérison** » désigne la société à but non lucratif créée en vertu de la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Lois révisées du Canada, 1970 afin de répondre aux besoins de guérison des Autochtones touchés par les séquelles des pensionnats indiens, y compris leurs effets intergénérationnels.

« **Fonds de la somme désignée** » signifie le fonds de fiducie créé pour recevoir la somme désignée, laquelle sera allouée conformément à l'article 5 des présentes;

« **Groupe de travail du PEI** » s'entend des avocats nommés à l'annexe U des présentes;

« **Jour ouvrable** » signifie une journée autre que le samedi, le dimanche, un jour considéré férié en vertu des lois de la province ou du territoire où vit la personne qui doit prendre des mesures conformément aux présentes, ou encore un jour décrété férié par une loi fédérale du Canada et observé dans la province ou le territoire en question;



« **Membres des recours collectifs** » englobent toutes les personnes, y compris les personnes frappées d'incapacité, qui font partie d'un groupe décrit dans les *recours collectifs* et qui ne se sont pas exclues ou ne sont pas réputées s'être exclues des *recours collectifs* avant la fin du délai d'exclusion;

« **Membres du recours collectif Cloud** » sont ceux qui font partie des groupes autorisés dans le recours collectif *Cloud*;

« **Membres du recours collectif Cloud à titre d'élèves** » sont ceux qui font partie du groupe des élèves autorisé dans le recours collectif *Cloud*;

« **Mode alternatif de Règlement des conflits (MARC)** » s'entend du modèle de règlement des conflits que propose le Canada depuis novembre 2003;

« **Ordonnances d'approbation** » signifie les jugements ou les ordonnances par lesquels les tribunaux autorisent les recours collectifs et approuvent cette convention comme étant juste, raisonnable et dans le meilleur intérêt des membres des recours collectifs ou du recours collectif *Cloud* aux fins de règlement des recours collectifs, conformément aux lois régissant les recours collectifs, à la common law ou au droit civil du Québec;

« **Parties** » désigne de manière collective et individuelle les signataires de la présente convention;

« **Parties quittancées** » désigne, solidairement, individuellement et collectivement, les défendeurs nommés dans les recours collectifs et le

recours collectif *Cloud*, ainsi que leurs auteurs actuels ou antérieures, qu'il s'agisse de sociétés mères, de filiales ou de sociétés affiliées ou liées et leurs employés, mandataires, dirigeants, administrateurs, actionnaires, associés, directeurs, membres, procureurs, assureurs, subrogés, représentants, exécuteurs, liquidateurs, prédécesseurs, successeurs, héritiers, ayants droit et cessionnaires respectifs, ainsi que les entités nommées aux annexes B, C, G et H des présentes;

« **PEC** » ou « **paiement d'expérience commune** » s'entend d'un montant forfaitaire versé à un candidat admissible au *PEC*, conformément à l'article cinq (5) des présentes;

« **Pensionnats indiens** » désigne :

- 1) les établissements nommés à la liste « A » du modèle de règlement des conflits du BRQPIC, qui figure à l'annexe E;
- 2) les établissements nommés à l'annexe F (« autres pensionnats indiens »), laquelle pourra au besoin être élargie, conformément au paragraphe 12.01 des présentes;
- 3) tout établissement qui est réputé répondre aux critères des alinéas 12.01(2) et (3) des présentes;

« **Personne frappée d'incapacité** » désigne :

- 1) un mineur au sens où l'entend la province ou le territoire de résidence de la personne concernée;

- 2) une personne incapable de gérer ses affaires, de poser un jugement raisonnable ou de prendre des décisions raisonnables concernant ses affaires, en raison d'une incapacité mentale, et pour qui un représentant personnel a été nommé.

« ***Processus d'évaluation indépendant*** » ou « ***PEI*** » s'entend du processus emprunté pour régler les demandes continues; il est présenté à l'annexe D;

« ***Programmes ou services d'éducation*** » s'entendent entre autres de ceux offerts par les universités, les collèges ou les écoles de métiers ou de formation, ou qui se rapportent à l'alphabétisation ou aux métiers, de même que des programmes ou services qui traitent de la préservation, de la mise en valeur, de la réappropriation ou de la compréhension de l'histoire, des cultures ou des langues autochtones;

« ***Projet pilote*** » s'entend des projets de règlement des conflits décrits à l'annexe T des présentes;

« ***Recours collectifs*** » s'entend des déclarations omnibus de recours collectifs relatifs aux pensionnats indiens prévus à l'article quatre (4) des présentes;

« ***Recours collectif Cloud*** » fait référence à l'affaire *Marlene C. Cloud et autres c. le Procureur général du Canada et al.* (C40771) autorisée par une ordonnance émise à Toronto le 16 février 2005 par la Cour d'appel de l'Ontario;

« **Représentant du gouvernement fédéral** » s’entend de l’honorable Frank Iacobucci;

« **Représentant personnel** » s’entend, dans le cas d’une personne décédée, d’un exécutif, d’un administrateur, d’un administrateur de succession, d’un fiduciaire ou d’un liquidateur; dans le cas d’une *personne frappée d’incapacité* mentale, d’un tuteur, d’un curateur ou d’un curateur public, ou leur équivalent; dans le cas d’un mineur, de la personne ou de l’entité nommée pour administrer ses affaires, ou du tuteur s’il y a lieu;

« **Représentants des Inuits** » comprend la Inuvialuit Regional Corporation (« IRC »), la Nunavut Tunngavik Inc. (« NTI ») et la Société Makivik; cette désignation peut inclure d’autres organisations ou sociétés qui représentent les Inuits;

« **Résidents étrangers** » s’entend des personnes membres des recours collectifs qui, à la date d’approbation, n’habitent pas dans une province ou un territoire du Canada;

« **Seuil d’exclusion** » signifie le seuil établi au paragraphe 4.14 des présentes;

« **Somme désignée** » signifie un milliard neuf cent millions de dollars (1 900 000 000 \$) moins tout montant déjà versé sous forme de paiement anticipé, le cas échéant, au moment de la date d’entrée en vigueur;

« **Tribunal compétent** » désigne la cour de la province ou du territoire où réside le membre du recours collectif à la date d’approbation, sauf que :

- a) les résidants de Terre-Neuve-et-Labrador, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard seront réputés être visés par l'*ordonnance d'approbation* de la Cour supérieure de justice de l'Ontario;
- b) les personnes résidant à l'étranger seront réputées être visées par l'*ordonnance d'approbation* de la Cour supérieure de justice de l'Ontario;

« **Tribunaux** » signifie, collectivement, la Cour supérieure du Québec, à la Cour supérieure de justice de l'Ontario, à la Cour du Banc de la Reine du Manitoba, à la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan, à la Cour du Banc de la Reine de l'Alberta, à la Cour suprême de la Colombie-Britannique, à la Cour de justice du Nunavut, à la Cour suprême du territoire du Yukon et à la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest;

## **1.02 Titres**

La division de la présente *Convention* en articles, en sections et en annexes, et l'ajout d'une table des matières et de titres ont pour seule fin de la rendre plus facile à consulter et non pour en modifier l'interprétation. Le terme « aux présentes » et toute expression similaire font référence à la présente *convention* et non, en particulier, à un article, à une section ou à toute autre portion de la *convention*. À moins d'une incompatibilité du sujet ou du contexte avec les présentes, toute mention d'article, de section et d'annexe a trait aux articles, aux sections et aux annexes de la présente *convention*.

### **1.03 Sens étendu**

Dans les présentes, le singulier comprend le pluriel et *vice versa*, le masculin ou le féminin s'applique aux personnes de l'un ou de l'autre sexe, et le mot personne comprend les particuliers, les partenariats, les associations, les fiducies, les organismes non constitués en société, les sociétés et les autorités gouvernementales. L'expression « y compris » signifie « y compris, sans restreindre la généralité de ce qui précède ».

### **1.04 Ambiguïté**

Les *parties* reconnaissent qu'elles ont examiné les modalités de la présente *convention* et qu'elles ont contribué à les établir, et elles conviennent que toute règle d'interprétation selon laquelle les ambiguïtés seront réglées à l'encontre des parties chargées de la rédaction ne s'appliquera pas à l'interprétation des présentes.

### **1.05 Renvois législatifs**

À moins de l'incompatibilité du sujet ou du contexte avec les présentes, ou sauf disposition contraire, un renvoi à une loi s'applique à la loi en vigueur à la date des présentes ou telle qu'elle a été modifiée, remise en vigueur ou remplacée, et comprend les règlements d'application qui en découlent.

### **1.06 Jour de prise de mesures**

Une mesure devant être prise à une date qui correspond à un jour non ouvrable, ou au plus tard à cette date, est prorogée jusqu'au premier *jour*

*ouvrable* suivant.

### **1.07 Ordonnance définitive**

Aux fins des présentes, un jugement ou une ordonnance devient définitif à l'expiration du délai d'appel ou de demande d'autorisation d'en appeler d'un jugement ou d'une ordonnance, sans qu'un appel ne soit porté ou sans qu'on ait demandé l'autorisation d'interjeter appel ou, dans les cas contraires, lorsque l'appel ou la demande d'autorisation et les autres appels ont été tranchés et que tout autre dernier délai d'appel est expiré.

### **1.08 Devises**

Les montants qui figurent aux présentes sont en monnaie ayant cours légal au Canada.

### **1.09 Annexes**

Les annexes suivantes sont intégrées aux présentes et en font autant partie que si elles figuraient dans le corps principal de la Convention:

Annexe A – Formulaire de demande du PEC

Annexe B – Diocèses de l'Église anglicane

Annexe C – Entités catholiques romaines

Annexe D – Processus d'évaluation indépendant

Annexe E – Pensionnats

Annexe F – Autres pensionnats

Annexe G – Entités anglicanes quittancés

Annexe H – Entités catholiques quittancés

Annexe I – Convention de fiducie

Annexe J – Directive découlant de la politique de commémoration

Annexe K – Plan de notification du règlement

Annexe L – Représentation du processus

Annexe M – Entente de financement entre la *Fondation autochtone de guérison* et le Canada

Annexe N – Mandat de la Commission de vérité et de réconciliation

Annexe O-1 – Entente avec les entités de l'Église presbytérienne au Canada

Annexe O-2 – Entente avec les entités de l'Église anglicane

Annexe O-3 – Entente avec les entités de l'Église catholique

Annexe O-4 – Entente avec l'Église Unie du Canada

Annexe P – Quittance complète et finale du PEI

Annexe Q – Directive sur les voyages du Conseil du Trésor

Annexe R – Lettre d'engagement relatif aux quittances données

Annexe S – Membres du Comité national d'autorisation

Annexe T – Projets pilotes

Annexe U – Membres du groupe de travail du PEI

Annexe V – Accord entre le gouvernement du Canada et le Merchant Law Group concernant la vérification des honoraires d'avocat

### **1.10 Aucune autre obligation**

Il est entendu que le *Canada* n'aura aucune obligation relative au *PEC*, au *PEI*, à la vérité et à la réconciliation, à la commémoration, à l'éducation et à la guérison, autres que les obligations et responsabilités précisées dans les présentes.



## ARTICLE DEUX

### DATE À LAQUELLE LA CONVENTION DEVIENT EXÉCUTOIRE

#### 2.01 Caractère exécutoire

Cette Convention deviendra exécutoire à compter de sa *date d'entrée en vigueur*, et liera toutes les *parties*, y compris les *membres des recours collectifs* ou les *membres du recours collectif Cloud*, conformément au paragraphe 4.14. Toutes les *ordonnances d'approbation*, y compris celle du recours collectif *Cloud*, viendront approuver les présentes à l'égard de tous les *membres des recours collectifs* et tous les *membres du recours collectif Cloud* qui résident dans la province ou le territoire du tribunal qui a rendu l'*ordonnance d'approbation* ou qui sont considérés visés par ladite ordonnance, conformément au paragraphe 4.04 des présentes. Aucune autre approbation d'un tribunal quant à un paiement devant être versé à un *membre d'un recours collectif* ou à un *membre du recours collectif Cloud* ne sera nécessaire.

#### 2.02 Indivisibilité de la *Convention*

Aucune des dispositions contenues dans les présentes n'entrera en vigueur tant que les tribunaux ne les auront pas toutes approuvées sauf que les honoraires, frais et les débours du CNA seront néanmoins couverts.

## **ARTICLE TROIS**

### **FINANCEMENT**

#### **3.01 Financement du PEC**

- 1) À la *date d'entrée en vigueur*, le Canada versera en fiducie la *somme désignée* aux représentants juridiques des *membres des recours collectifs* et des *membres du recours collectif Cloud*. Les *membres des recours collectifs* et les *membres du recours collectif Cloud* conviennent que, lorsque leurs représentants juridiques recevront la *somme désignée*, ils la remettront en totalité au *fiduciaire* sur-le-champ conformément à leur directive irrévocable.
- 2) Les *parties* reconnaissent que le *fonds de la somme désignée* sera détenu et administré par le *fiduciaire*, comme le prévoit la convention de fiducie contenue à l'annexe I des présentes.

#### **3.02 Financement du Fonds de la guérison**

- 1) À la *date d'entrée en vigueur*, le *Canada* transférera cent vingt-cinq millions de dollars (125 000 000 \$) dans un fonds constitué pour une période de cinq ans et destiné à la *Fondation autochtone de guérison*, conformément à l'article huit (8) des présentes. Après l'entrée en vigueur, les obligations et responsabilités du *Canada* en matière de financement de la guérison se limiteront à celles exposées dans les présentes.

### **3.03 Financement de la Commission de vérité et de réconciliation**

- 1) Le *Canada* versera soixante millions de dollars (60 000 000 \$), en deux versements, pour la création et le fonctionnement de la *Commission*. Deux millions de dollars (2 000 000 \$) seront débloqués à la *date d'approbation* pour entamer les travaux de démarrage préalables à la création de la *Commission*. Le solde de cinquante-huit millions de dollars (58 000 000 \$) sera transféré dans un délai de trente (30) jours à compter de l'approbation, par le *Canada*, du budget de la *Commission*. Après la date du dernier transfert, le *Canada* n'aura aucune autre obligation ou responsabilité eu égard au financement des activités de vérité et de réconciliation que celles énoncées dans les présentes.
- 2) Le *Canada* nommera un directeur général intérimaire qui sera chargé d'entamer les travaux de démarrage de la *Commission*. Le directeur général intérimaire peut être appelé à soumettre des rapports au *CNA*. Il sera nommé le plus tôt possible après la *date d'approbation* et restera en poste jusqu'à la nomination des commissaires. Le *Canada* assumera le salaire du directeur général pendant l'intérim.

### **3.04 Financement du Fonds de la commémoration**

Le fonds de commémoration sera de vingt millions de dollars

(20 000 000 \$) et s'appliquera aussi bien à des projets de commémoration d'envergure nationale que communautaire. Le financement sera disponible conformément à la directive découlant de la politique de commémoration, qui se trouve à l'annexe J. Il est entendu que le financement prévu au présent paragraphe 3.04 englobe le financement de dix millions de dollars (10 000 000 \$) déjà alloué à des activités de commémoration. Ce montant préalablement alloué de dix millions de dollars (10 000 000 \$) ne sera pas disponible avant la *date d'entrée en vigueur*. Après la *date d'entrée en vigueur*, les seules obligations et responsabilités du *Canada* en matière de financement de la commémoration seront celles énoncées dans les présentes.

### **3.05 Financement du *PEI***

Le *Canada* allouera suffisamment de fonds au *PEI* pour assurer une exécution pleine et opportune des dispositions de l'article six (6) des présentes.

### **3.06 Prestations sociales**

- 1) Le *Canada* fera de son mieux pour obtenir l'accord des provinces et des territoires afin que la réception de tout paiement découlant des présentes ne réduise en rien la quantité, la nature ou la durée des prestations sociales ou des prestations d'aide sociale payables à un *membre d'un recours collectif ou un membre du recours collectif Cloud*, en vertu d'une loi provinciale ou territoriale au Canada.
- 2) Le *Canada* fera de son mieux pour obtenir l'accord des ministères

fédéraux concernés pour que la réception de tout paiement prévu aux présentes ne réduise en rien la quantité, la nature ou la durée des prestations sociales ou des prestations d'aide sociale qui s'inscrivent dans un programme fédéral d'aide sociale, dont la Sécurité de la vieillesse et le Régime de pensions du Canada, et qui sont payables à un *membre d'un recours collectif* ou un *membre du recours collectif Cloud*.

### **3.07 Demandes des familles**

Les parties conviennent que les programmes mentionnés aux paragraphes 3.02, 3.03 et 3.04 seront à la disposition des *membres du recours collectif Cloud* et les *membres des autres recours collectifs*, y compris les groupes composés des membres des familles décrits dans les recours collectifs.

## **ARTICLE QUATRE MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION**

### **4.01 Recours collectifs**

Les *parties* conviennent que toutes les déclarations de recours collectif et actions représentatives actuelles, sauf le recours collectif *Cloud*, déposées contre le *Canada* relativement aux pensionnats indiens, peu importe le tribunal ou la région du Canada visée, mais exception faite de la Cour fédérale du Canada (les « demandes originales »), seront regroupées en une déclaration omnibus dans chaque juridiction (les « recours collectifs »). La

déclaration omnibus nommera tous les demandeurs qui figuraient aux demandes originales, ainsi que le *Canada* et les *organismes religieux* à titre de défendeurs.

#### **4.02 Teneur des recours collectifs**

- 1) Les recours collectifs feront valoir des causes d'action communes qui regrouperont et engloberont toutes les demandes et causes d'action formulées dans les demandes originales.
- 2) Sous réserve du paragraphe 4.04, les recours collectifs engloberont tous les groupes compris dans les demandes originales, auxquelles des modifications seront apportées au besoin afin de limiter les groupes et sous-groupes autorisés par chaque tribunal à sa juridiction territoriale, exception faite du sous-groupe des Autochtones défini dans la demande *Fontaine c. Procureur général du Canada* (05-CV-294716 CP), un recours collectif déposé à la Cour supérieure de justice de l'Ontario le 5 août 2005, lequel ne sera pas intégré au sein des recours collectifs.

#### **4.03 Ordonnance sur consentement**

- 1) Les *parties* consentiront à une ordonnance émise par chacun des *tribunaux* pour amender et réunir les demandes originales, conformément aux paragraphes 4.01 et 4.02 des présentes.
- 2) Il est entendu que l'ordonnance émise par la Cour supérieure de justice de l'Ontario n'amendera ni ne réunira le recours collectif *Cloud* aux autres recours collectifs.

#### **4.04 Membres des groupes**

Dans chaque recours collectif, l'appartenance d'un membre à un groupe sera déterminée en fonction de la province ou du territoire de résidence du membre à la *date d'approbation*, sauf :

- a) les résidants de Terre-Neuve-et-Labrador, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard;
- b) les *résidents étrangers*,

qui sont considérés comme faisant partie du groupe de l'Ontario.

#### **4.05 Autorisation sur consentement**

- 1) Les *parties* conviennent que, en même temps que seront déposées les demandes énoncées au paragraphe 4.03, des requêtes seront soumises à chacun des *tribunaux* afin qu'ils autorisent chacun des recours collectifs à des fins de règlement, conformément aux conditions énoncées dans les présentes.
- 2) L'autorisation sera sollicitée à la condition expresse que, conformément aux demandes d'autorisation prévues à l'alinéa 4.05 (1), chacun des *tribunaux* autorise les recours collectifs suivant les termes et conditions prévus au paragraphe 4.06, exception faite des variations de groupes et de sous-groupes définies aux paragraphes 4.02 et 4.04 des présentes.

#### 4.06 Ordonnances d'approbation

Des *ordonnances d'approbation* seront demandées pour :

- a) intégrer par renvoi la présente *convention* en entier;
- b) ordonner et déclarer que tous les *membres des recours collectifs*, y compris les *personnes frappées d'incapacité*, sont assujetties à ces ordonnances, à moins qu'elles ne s'excluent des recours collectifs ou soient réputées s'en être exclues à l'expiration du *délai d'exclusion*;
- c) ordonner et déclarer qu'à l'expiration du *délai d'exclusion*, toutes les actions pendantes relatives aux *pensionnats indiens* autres que les recours collectifs, qui ont été intentées devant n'importe quel tribunal compétent contre le *Canada* ou les *organismes religieux*, à l'exception des recours individuels intentés au Québec qui n'auront pas fait l'objet d'un désistement à l'expiration du *délai d'exclusion*, seront réputées rejetées sans frais, à moins qu'une personne se soit exclue ou qu'elle soit réputée s'être exclue à l'expiration du *délai d'exclusion*.
- d) ordonner et déclarer qu'à l'expiration du *délai d'exclusion*, tous les *membres des recours collectifs*, à moins qu'ils s'en soient exclus ou qu'ils soient réputés s'en être exclus à l'expiration du *délai d'exclusion*, donnent quittance aux défendeurs et *autres organismes religieux quittancés* à l'égard de toutes les poursuites qu'ils ont intentées, auraient pu intenter ou pourraient plus tard intenter contre les défendeurs et les *autres organismes religieux quittancés*



relativement aux *pensionnats indiens* ou au fonctionnement des *pensionnats indiens*.

- e) ordonner et déclarer que, si le nombre de *candidats admissibles au PEC* qui s'excluent, ou sont réputées exclus conformément aux *ordonnances d'approbation*, est supérieur à cinq mille (5 000), la Convention est résiliée et les *ordonnances d'approbation* révoquées en entier, ce qui ne sera subordonné qu'au droit du *Canada*, à son entière discrétion, de renoncer à l'application du paragraphe 4.14 des présentes.
- f) ordonner et déclarer qu'à l'expiration du *délai d'exclusion*, tous les *membres des recours collectifs* qui ne se sont pas exclus ne pourront faire aucune demande reliée à un *pensionnat indien* ou au fonctionnement d'un *pensionnat indien* contre toute personne qui, à son tour, pourrait déposer une demande contre l'un des défendeurs ou d'*autres organismes religieux exonérés*.
- g) ordonner et déclarer que les obligations assumées par les défendeurs en vertu des présentes constituent le règlement complet et final de toute demande, par un *membre d'un recours collectif*, qui soit reliée à un *pensionnat indien* ou au fonctionnement d'un *pensionnat indien*, et que les *ordonnances d'approbation* constituent les seuls recours pouvant être exercés relativement à une telle demande.
- h) ordonner et déclarer que les *tribunaux* doivent approuver les honoraires et débours de tous les avocats qui sont parties aux présentes, conformément aux articles quatre (4) et treize (13) des présentes, à l'exception des honoraires et débours du *CNA* et du

*groupe de travail du PEI*, qui seront versés dans tous les cas.

- i) Ordonner et déclarer que, nonobstant les sous-alinéas 4.06 c), d) et f), un *membre d'un recours collectif* qui, au cinquième anniversaire de la *date d'entrée en vigueur*, n'a jamais intenté de poursuite, autre que le recours collectif relatif à un *pensionnat indien* ou au fonctionnement d'un *pensionnat indien*, n'a jamais participé à un *projet pilote* ou déposé une demande en vertu du *Mode alternatif de règlement des conflits* ou du *PEI*, peut intenter une poursuite pour toute *demande continue* qui relève de la compétence du tribunal où la poursuite est intentée. Il est entendu que les règlements, procédures et critères du *PEI* ne s'appliquent pas à de telles poursuites.
- j) ordonner et déclarer que, dans les cas où une poursuite autorisée en vertu du sous-alinéa 4.06 i) est intentée, la quittance réputée prévue au paragraphe 11.01 est modifiée de façon à permettre que la poursuite puisse procéder uniquement dans le cas de *demandes continues*.
- k) ordonner et déclarer que, dans le cas d'une poursuite intentée en vertu du sous-alinéa 4.06 i), tous les délais de prescription sont interrompus pendant une période de cinq ans à compter de la *date d'entrée en vigueur*, et que les parties s'abstiennent d'invoquer toute défense fondée sur les retards et délais préjudiciables durant cette période.
- l) ordonner et déclarer que, nonobstant le sous-alinéa 4.06 d), une poursuite (à l'exception des demandes d'un groupe composés des

membres des familles tels que décrit dans les recours collectifs et dans le recours collectif *Cloud*) susceptible d'être intentée par un *membre d'un recours collectif ou un membre du recours collectif Cloud* ne peut se faire opposer une quittance si cette quittance n'existe que du fait que le demandeur est un membre d'un groupe composé des membres de la famille décrit dans les recours collectifs ou le recours collectif *Cloud*.

#### **4.07 Ordonnance d'approbation du recours collectif *Cloud***

Une *ordonnance d'approbation* distincte s'appliquera au recours collectif *Cloud* qui, à l'exception des groupes de personnes et du paragraphe 17.02 des présentes, renfermera les mêmes dispositions que celles qui figurent aux *ordonnances d'approbation* prévues par les présentes.

#### **4.08 Notification**

- 1) Les *parties* conviennent que le *CNA* mettra en œuvre un Plan de notification du règlement des recours collectifs relatifs aux *pensionnats indiens*, qui sera préparé par Hilsoft Notifications, de façon générale, sous la forme présentée à l'annexe K.
- 2) Le *CNA* dressera une liste des avocats qui sont actuellement chargés des réclamations relatives aux *pensionnats indiens* et qui acceptent d'être liés par les conditions des présentes, et ce, avant la *date d'approbation*, qui sera précisée dans les documents et sur le site Web du plan de notification.

- 3) Les avis légaux contiendront un coupon d'exclusion qui pourra être envoyé par la poste à une boîte postale située à Edmonton, en Alberta.
- 4) Le *Canada* financera une ligne d'appel sans frais qui transmettra de l'information préenregistrée sur le règlement. Un message énoncera que, bien que ce ne soit pas obligatoire, les membres des recours collectifs peuvent retenir les services d'un avocat, s'ils le désirent.

#### **4.09 Comité national d'autorisation**

- 1) Les *parties* acceptent de mettre sur pied un CNA chargé :
  - a) de désigner les avocats retenus pour rédiger les documents d'autorisation par consentement et pour obtenir l'autorisation et l'approbation des présentes;
  - b) de fournir des commentaires et des conseils au *fiduciaire*, à sa demande;
  - c) d'obtenir par consentement les autorisations et approbations des *ordonnances d'approbation* auprès des *tribunaux*, à la condition expresse que ces derniers les autorisent toutes suivant les mêmes termes et conditions;
  - d) d'exercer tous les pouvoirs nécessaires à l'exécution des fonctions afférentes au *processus d'évaluation indépendant*.
- 2) Le CNA comptera sept (7) membres avec l'intention que les décisions soient prises par consensus.

- 3) À défaut de consensus, la prise de décisions doit reposer sur une majorité de cinq (5) des sept (7) membres.
- 4) La composition du *CNA* prévoit un (1) avocat pour chacun des groupes suivants :
  - a) Le *Canada*;
  - b) Les *organismes religieux*;
  - c) L'Assemblée des Premières Nations;
  - d) Le National Consortium;
  - e) Le Merchant Law Group;
  - f) Les *Représentants des Inuits*;
  - g) Les *Avocats indépendants*.
- 5) Le *CNA* sera dissous à la *date d'entrée en vigueur*.
- 6) Nonobstant l'alinéa 4.09(4), les *organismes religieux* peuvent désigner un deuxième avocat chargé d'assister et de participer aux réunions du *CNA*. Le deuxième avocat désigné ne peut prendre part à aucun des votes tenus en vertu de l'alinéa 4.09(3).

#### **4.10 Comités d'administration**

- 1) Pour mettre en œuvre les ordonnances d'approbation, les *parties* acceptent de mettre sur pied des comités d'administration, soit :
  - a) un Comité d'administration national (« *CAN* »);

- b) trois comités d'administration régionaux (« *CAR* »);
- 2) Nonobstant l'alinéa 4.10(1), ni le *CAN* ni les *CAR* ne se réuniront ou n'amorceront leurs activités, quelles qu'elles soient, avant la *date d'entrée en vigueur*, à moins que le *Canada* n'y consente.

#### **4.11 Comité d'administration national**

- 1) Le *CAN* comptera un (1) avocat pour chacun des groupes nommés au paragraphe 4.09(4).
- 2) Chaque groupe nommera son premier membre au *CAN* au plus tard à la signature des présentes.
- 3) Chaque membre du *CAN* peut désigner une personne qui participera en son nom aux réunions du *CAN* et y exercera ses pouvoirs, son autorité et ses responsabilités.
- 4) Si un membre du *CAN* meurt, remet sa démission ou arrive à la fin de son mandat, ou si la Cour invoque l'alinéa 4.11(6) des présentes, le groupe représenté par ce membre nommera un remplaçant comme membre du *CAN*.
- 5) Le mandat des membres du *CAN* est d'une durée de deux (2) ans.
- 6) En cas de différend entourant la nomination ou les services d'une personne comme membre du *CAN*, le groupe ou l'individu en cause peut s'adresser au tribunal de la province ou du territoire où habite la personne concernée pour obtenir des conseils et des directives.

- 7) Les *parties* reconnaissent que le *Canada* ne sera pas responsable des coûts associés à une requête prévue à l'alinéa 4.11(6), relativement à la nomination d'une personne à titre de membre du *CAN*.
- 8) Aucun membre du *CAN* ne peut être membre d'un *CAR* ou du *Comité de surveillance* pendant la durée de son mandat au *CAN*.
- 9) Les décisions du *CAN* seront prises par consensus mais, à défaut, elles devront reposer sur une majorité de cinq (5) des sept (7) membres. Si on n'arrive pas à obtenir l'appui d'une majorité de cinq (5) membres, le différend pourra être soumis, par une majorité simple de quatre (4) membres du *CAN*, au tribunal compétent du territoire d'où origine le différend au moyen d'un renvoi présenté selon l'intitulé *In Re pensionnats indiens*.
- 10) Nonobstant l'alinéa 4.11(9), si un vote avait pour effet d'augmenter le coût des *ordonnances d'approbation*, qu'il s'agisse d'indemnités ou de questions de procédure, le *représentant du Canada* doit compter parmi les cinq (5) membres majoritaires.
- 11) Un différend en rapport avec l'application de l'alinéa 4.11(10) ne peut être renvoyé à un tribunal.
- 12) Le mandat du *CAN* consiste à :
  - a) interpréter les *ordonnances d'approbation*;
  - b) fournir des conseils et commentaires au *fiduciaire* relativement au *paiement d'expérience commune*;
  - c) assurer, dans la mesure du possible, une exécution uniforme des

*ordonnances d'approbation* à la grandeur du pays;

- d) produire et mettre en œuvre un protocole de politiques portant sur la mise en œuvre des *ordonnances d'approbation*;
- e) élaborer un document exposant des méthodes standard en vue de l'exécution des *ordonnances d'approbation*;
- f) servir de tribune d'appel aux *CAR*;
- g) évaluer la poursuite des activités des *CAR*, conformément au paragraphe 4.13;
- h) si les *CAR* cessaient leurs activités conformément au paragraphe 4.13, assurer l'exécution de leur mandat;
- i) entendre les requêtes des *CAR* qui découlent d'un différend entourant la nomination ou les services d'un de leurs membres;
- j) examiner et trancher les renvois faits par la *Commission* de vérité et de réconciliation conformément à l'alinéa 7.01(2) des présentes ou, sans trancher les renvois, les soumettre à n'importe quel tribunal pour obtenir une décision.
- k) entendre les appels logés par des *candidats admissibles au PEC*, comme le précise l'alinéa 5.09(1), et recommander la couverture des frais prévus à l'alinéa 5.09(3) des présentes.
- l) s'adresser à un tribunal afin qu'il tranche sur le refus d'ajouter un établissement, comme le prévoit l'article 12.01 des présentes;



- m) retenir et instruire un procureur aux conditions fixées par le *Canada* en vue de s'acquitter de son mandat énoncé aux sous-alinéas 4.11(12) j), l) et q), et à l'alinéa 4.11(13) des présentes;
  - n) dresser une liste des avocats qui s'occupent actuellement des réclamations relatives aux *pensionnats indiens* et qui acceptent d'être liés par les conditions de la présente *convention*, conformément à l'alinéa 4.08(5);
  - o) exercer tous les pouvoirs nécessaires à l'exécution des fonctions afférentes au *PEI*;
  - p) demander au *Canada* d'allouer des fonds additionnels au *PEI*, conformément à l'alinéa 6.03(3) des présentes;
  - q) demander aux *tribunaux* des ordonnances en vue de modifier le *PEI*, conformément à l'alinéa 6.03(3) des présentes.
  - r) recommander au *Canada* de publier une notification supplémentaire précisant la *date limite pour le dépôt d'une demande de PEI* aux membres des recours collectifs et aux membres du recours collectif *Cloud*, conformément à l'article 6.04 des présentes.
- 13) Lorsqu'un désaccord sur les conditions des *ordonnances d'approbation* oppose le *fiduciaire* au *CAN*, l'un ou l'autre peut soumettre le désaccord au tribunal qui a compétence dans le territoire d'où origine l'objet du désaccord, au moyen d'un renvoi présenté selon l'intitulé *In Re pensionnats indiens*.

- 14) Sous réserve de l'alinéa 6.03(3), on ne peut apporter aucune modification de fond aux *ordonnances d'approbation* sans le consentement unanime du *CAN*, entériné à l'unanimité par les *tribunaux*.
- 15) Le représentant du *Canada* au *CAN* fera office de secrétaire du *CAN*.
- 16) Nonobstant l'alinéa 4.11(1), les *organismes religieux* peuvent désigner un deuxième avocat chargé d'assister aux réunions du *CAN* et d'y participer. Le deuxième avocat désigné ne peut prendre part à aucun des votes tenus en vertu de l'alinéa 4.11(9).

#### **4.12 Comités d'administration régionaux**

- 1) Un (1) *CAR* agira au profit des *membres des recours collectifs*, comme le précise l'article 4.04, et des *membres du recours collectif Cloud* dans les trois (3) régions suivantes :
  - a) Colombie-Britannique, Alberta, Territoires du Nord-Ouest et Yukon;
  - b) Saskatchewan et Manitoba;
  - c) Ontario, Québec et Nunavut.
- 2) Chacun des trois (3) *CAR* comptera trois (3) membres choisis parmi les quatre (4) groupes représentant les demandeurs, que l'on retrouve aux sous-alinéas 4.09(4) d), e), f) et g) des présentes.
- 3) Au plus tard à la date de signature de la présente *convention*, les

groupes nommés aux sous-alinéas 4.09(4) d), e), f) et g) des présentes choisiront les membres initiaux des trois (3) *CAR*, dont les noms seront communiqués au *Canada*.

- 4) Si un membre du *CAR* meurt, remet sa démission ou arrive à la fin de son mandat, ou si la Cour invoque l'alinéa 4.12(7) des présentes, un remplaçant sera nommé au *CAR* par le groupe représenté par le membre en question.
- 5) Le mandat des membres des *CAR* est d'une durée de deux (2) ans.
- 6) Chaque membre des *CAR* peut désigner une personne qui participera en son nom aux réunions du *CAR* et y exercera ses pouvoirs, son autorité et ses responsabilités.
- 7) En cas de différend entourant la nomination ou les services d'un membre des *CAR*, le groupe ou la personne en cause peut demander au *CAN* de trancher le différend.
- 8) Aucun membre des *CAR* ne peut être membre du *CAN* ou du *Comité de surveillance* pendant la durée de son mandat au *CAR*.
- 9) Chaque *CAR* sera indépendant des autres *CAR*, et ses décisions devront faire l'unanimité parmi ses trois membres. S'il n'est pas possible d'atteindre un consensus, la majorité l'emportera.
- 10) Si un *candidat admissible au PEC*, un membre d'un *CAR* ou un membre du *CAN* n'est pas satisfait d'une décision rendue par un *CAR*, il peut demander au *CAN* de trancher la question.
- 11) Les *CAR* ne se pencheront que sur les questions administratives

courantes qui concernent la mise en œuvre des *ordonnances d'approbation* au sein de leur région et qui n'ont pas une portée nationale. En aucun cas, un *CAR* n'aura le pouvoir de revoir une décision relative au *PEI*.

#### **4.13 Évaluation par le CAN**

Dix-huit mois après la *date d'entrée en vigueur*, le *CAN* évaluera la nécessité de maintenir les activités des trois (3) *CAR*, et il rendra une décision qui devra faire l'unanimité parmi ses membres.

#### **4.14 Seuil d'exclusion**

Si le nombre de candidats admissibles au *PEC* qui s'excluent, ou qui sont réputés s'être exclus en vertu des *ordonnances d'approbation* est supérieur à cinq mille (5 000), la présente *convention* sera résiliée et les *ordonnances d'approbation* révoquées en entier, ce qui ne sera subordonné qu'au droit du *Canada*, et à son entière discrétion, de renoncer à appliquer le présent article. Le *Canada* a le droit de renoncer à l'application du présent article jusqu'à trente (30) jours après la fin du *délai d'exclusion*.

#### **4.15 Recours devant la Cour fédérale qui font exception**

Les *parties* conviennent que le recours collectif envisagé dans l'affaire *Kenneth Sparvier et al. c. Procureur général du Canada* déposée à la Cour fédérale le 13 mai 2005 (n° du dossier de la Cour : T 848-05), et le recours collectif envisagé dans la cause *George Laliberté et al. c. Procureur général du Canada*, déposée à la Cour fédérale le 23 septembre 2005 (n° du dossier de la Cour : T-1620-05), seront l'objet de désistements sans frais au plus tard à la *date d'entrée en vigueur*.

## **ARTICLE CINQ**

### ***PAIEMENT D'EXPÉRIENCE COMMUNE***

#### **5.01 PEC**

Sous réserve des articles 17.01 et 17.02, le *Canada* versera un *paiement d'expérience commune* à partir du *fonds de la somme désignée* à chaque *candidat admissible* qui a déposé une *demande de PEC*, pourvu que :

- 1) la *demande de PEC* soit soumise au *fiduciaire*, conformément aux dispositions des présentes;
- 2) la *demande de PEC* soit reçue avant la *date limite*;
- 3) la *demande de PEC* soit validée conformément aux dispositions des présentes;
- 4) le *candidat admissible au PEC* était vivant le 30 mai 2005.

#### **5.02 Montant du PEC**

Le montant du *paiement d'expérience commune* sera de :

- 1) dix mille dollars (10 000 \$) pour chaque *candidat admissible au PEC* qui a habité dans un ou plusieurs *pensionnats indiens* pendant une année scolaire ou une portion d'année scolaire;
- 2) une somme additionnelle de trois mille dollars (3 000 \$) pour chaque *candidat admissible au PEC* qui a habité dans un ou plusieurs *pensionnats indiens*, pour chaque année scolaire, ou portion d'une telle année, après la première année scolaire;

- 3) moins tout paiement anticipé déjà versé relativement au *PEC*.

### **5.03 Intérêts sur le *fonds de la somme désignée***

Les intérêts s'accumuleront et seront versés sur l'actif du fonds *de la somme désignée*, conformément au décret du Conseil privé 1970-300 du 17 février 1970, et à l'alinéa 21(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, comme le stipule la convention de fiducie contenue à l'annexe I.

### **5.04 Processus de demande de PEC**

- 1) Aucun *candidat admissible* ne recevra un PEC sans avoir d'abord présenté une demande de PEC au *fiduciaire*.
- 2) Le *fiduciaire* n'acceptera aucune *demande de PEC* avant la *date d'entrée en vigueur* ou après la *date limite de dépôt des demandes de PEC*.
- 3) Nonobstant les alinéas 5.01(2) et 5.04(2) des présentes, lorsque le *fiduciaire* estime qu'un *candidat admissible au PEC* est *frappé d'incapacité* à la *date limite du dépôt des demandes de PEC*, ou qu'il n'a pu acheminer la *demande de PEC* avant la *date limite de dépôt des demandes* stipulée à l'alinéa 5.04(2) par suite de difficultés ou de circonstances exceptionnelles, le *fiduciaire* examinera la *demande de PEC* déposée après la *date limite*, mais en aucun cas il n'acceptera une demande qui lui est soumise plus d'un an après la *date limite*, à moins que le tribunal n'en décide autrement.

- 4) Nul ne peut soumettre plus d'une (1) *demande de PEC* pour lui-même.
- 5) S'il ne dépose pas de *demande de PEC* selon les termes de l'article 5.04, le *candidat admissible au PEC* n'aura pas droit à un *paiement d'expérience commune* et ce droit sera éteint à jamais.
- 6) Le *fiduciaire* traitera la totalité des *demandes de PEC* essentiellement en conformité avec les dispositions de l'annexe L ci-jointe. Toutes les *demandes de PEC* feront l'objet d'une vérification.
- 7) Le *fiduciaire* informera le *candidat admissible au PEC* de sa décision relativement à sa *demande de PEC*, dans un délai de 60 jours de la décision rendue.
- 8) Le *fiduciaire* rend des décisions finales et exécutoires pour le demandeur et le *fiduciaire*, qui ne peuvent être contestées qu'au moyen de la procédure d'appel du PEC prévue à l'article 5.09 des présentes.
- 9) Le *fiduciaire* accepte de verser tous les *paiements d'expérience commune* le plus rapidement possible.

## **5.05 Examen et vérification de l'actif**

- 1) Le *fiduciaire* effectuera un examen du *fonds de la somme désignée* au premier anniversaire de la *date d'entrée en vigueur* ou avant, puis par intervalles, pour déterminer si le *fonds de la*

*somme désignée* est suffisant pour payer tous les *candidats admissibles au PEC* qui ont déposé une *demande de PEC* à la date de l'examen.

- 2) Le *fiduciaire* effectuera une vérification du *fonds de la somme désignée* au cours des douze (12) mois qui suivront la *date limite de dépôt des demandes de PEC*, afin de déterminer ce qu'il en reste à la *date de cette vérification*.

#### **5.06 Insuffisance de la somme désignée**

Si un examen mené conformément à l'alinéa 5.05(1) révèle que le *fonds de la somme désignée* ne suffit pas à payer tous les *candidats admissibles au PEC* qui ont déposé une *demande*, à la date de l'examen, pour recevoir le *paiement d'expérience commune* auquel ils ont droit, le *Canada* ajoutera un montant suffisant pour combler tout déficit à cet égard dans les 90 jours suivant le moment où le *fiduciaire* l'a avisé du manque à combler.

#### **5.07 Excédent de la somme désignée**

- 1) Si la vérification prévue à l'alinéa 5.05(2) révèle que la balance du *fonds de la somme désignée* excède de plus de quarante millions de dollars (40 000 000 \$) le montant nécessaire pour le versement des *paiements d'expérience commune* à tous les *candidats admissibles au PEC* qui ont fait une *demande* avant la *date limite*, l'excédent sera réparti proportionnellement entre tous ceux qui ont reçu un *paiement d'expérience commune*, jusqu'à concurrence de trois mille dollars (3 000 \$) par personne, sous forme de *crédits personnels*.
- 2) Une fois que le montant maximal des *crédits personnels* aura été



versé à tous les *candidats admissibles au PEC* qui ont reçu le *PEC* et que les frais d'administration connexes auront été acquittés, tout montant qui subsistera dans le *fonds de la somme désignée* sera transféré au National Indian Brotherhood Trust Fund (fonds fiduciaire de la Fraternité nationale des Indiens) (NIBTF) et à la Inuvialuit Education Foundation (fondation de l'éducation inuvialuit) (IEF), conformément aux politiques applicables du Conseil du Trésor, dans les proportions indiquées à l'alinéa 5.07(5). Les sommes ainsi transférées seront consacrées à des *programmes d'éducation*, à des conditions convenues par le NIBTF et la IEF qui garantiront à tous les *membres des recours collectifs*, y compris les membres des Premières nations, les Inuits, les Inuvialuits et les Métis, un accès équitable et raisonnable à ces programmes. Dans le cadre de ses discussions avec le NIBTF et la IEF, le *Canada* obtiendra l'apport des avocats des groupes visés aux sous-alinéas 4.09 d), e), f) et g).

- 3) Si la vérification prévue à l'alinéa 5.05(2) révèle que la balance du *fonds de la somme désignée* excède de moins de quarante millions de dollars (40 000 000 \$) le montant qui a été nécessaire pour le versement des *paiements d'expérience commune* à tous les *candidats admissibles* qui ont fait une *demande* avant la *date limite*, aucun *crédit personnel* ne sera accordé, et l'excédent sera versé au NIBTF et à la IEF dans les proportions indiquées à l'alinéa 5.07(5), aux mêmes fins et aux mêmes conditions que celles prévues à l'alinéa 5.07(2).
- 4) L'excédent qui subsistera dans le *fonds de la somme désignée* au

1<sup>er</sup> janvier 2015 sera versé au NIBTF et à la IEF dans les proportions indiquées à l'alinéa 5.07(5), aux mêmes fins et aux mêmes conditions que celles prévues à l'alinéa 5.07(2).

- 5) Les sommes dans le *fonds de la somme désignée* seront versées respectivement au NIBTF et à la IEF dans les proportions suivantes : pour le NIBTF, en fonction du total des *candidats admissibles au PEC* autres que les Inuits et les Inuvialuits qui ont reçu le *PEC*; pour la IEF, en fonction du total des *candidats* inuits et inuvialuits *admissibles au PEC* qui ont reçu le *PEC*.

#### **5.08 Frais d'administration du *PEC***

- 1) Il est entendu que le *Canada* assumera tous les frais d'administration internes du *PEC* et de sa distribution
- 2) Il est entendu que tous les frais d'administration internes liés aux *crédits personnels* et à leur distribution seront payés à même la *somme désignée*.

#### **5.09 Procédure d'appel du *PEC***

- 1) Si une demande au titre du *PEC* est rejetée en tout ou en partie, le demandeur peut en appeler de la décision auprès du *CAN*.
- 2) Si le *CAN* rejette l'appel en tout ou en partie, le demandeur peut s'adresser au tribunal compétent afin qu'il tranche la question
- 3) Le *CAN* peut recommander au *Canada* d'assumer les frais entraînés par un appel en vertu de l'alinéa 5.09(1). Dans des circonstances exceptionnelles, le *CAN* peut s'adresser au tribunal compétent afin

d'obtenir une ordonnance selon laquelle le *Canada* devra assumer les frais entraînés par un appel fait en vertu de l'alinéa 5.09(1).

## **ARTICLE SIX**

### ***PROCESSUS D'ÉVALUATION INDÉPENDANT***

#### **6.01 *PEI***

Un *processus d'évaluation indépendant* sera instauré, comme le prévoit l'annexe D des présentes.

#### **6.02 *Date limite pour le dépôt d'une demande de PEI***

- 1) Les *demandes de PEI* ne seront pas acceptées avant la *date d'entrée en vigueur* ou après la *date limite pour le dépôt d'une demande de PEI*.
- 2) Si un *candidat admissible au PEI* ne présente pas sa demande conformément à l'alinéa 6.02(1), ce candidat n'aura pas droit au *PEI*, et ce droit de demande d'admissibilité au *PEI* sera éteint à jamais.
- 3) Toutes les *demandes de PEI* déposées avant la *date limite* seront traitées conformément au *PEI* tel qu'il est décrit à l'annexe D des présentes.

### 6.03 Ressources

- 1) Les *parties* conviennent que le *Canada* injectera suffisamment de ressources dans le *PEI* afin de s'assurer que :
  - a) Au terme de la période de démarrage de six mois commençant à la *date d'entrée en vigueur* :
    - i) Les *demandes continues* qui ont été acceptées au titre du *PEI* seront traitées à un rythme minimal de deux mille cinq cents (2 500) pour chaque période de douze mois subséquente;
    - ii) Les demandeurs de chacune de ces deux mille cinq cents (2 500) *demandes continues* se feront proposer une date d'audition dans un délai de neuf mois suivant l'acceptation de leur demande. L'audition aura lieu dans les neuf mois suivant l'acceptation de la demande ou dans un délai raisonnable subséquent, à moins que le défaut du demandeur de répondre à une ou plusieurs exigences du *PEI* ne vienne empêcher l'atteinte de cet objectif.
  - b) Nonobstant le sous-alinéa 6.03(1)a), tout demandeur de *PEI* dont la demande a été acceptée en vertu de ce processus dans les dix-huit (18) mois de la *date d'entrée en vigueur* se fera proposer une date d'audition avant la fin d'une autre période de neuf mois. L'audition aura lieu dans les neuf mois suivant l'acceptation de la demande ou dans un délai raisonnable subséquent, à moins que le défaut du demandeur de répondre

à une ou plusieurs exigences du *PEI* ne vienne empêcher l'atteinte de cet objectif.

- c) Tous les demandeurs de *PEI* dont la demande a été acceptée après la date anniversaire de dix-huit (18) mois qui suit l'entrée en vigueur se feront offrir une audition dans un délai de 9 mois suivant l'acceptation de la demande ou dans un délai raisonnable subséquent, à moins que le défaut du demandeur de répondre à une ou plusieurs exigences du *PEI* ne vienne empêcher l'atteinte de cet objectif.
  - d) Il est entendu que toutes les *demandes de PEI* déposées avant la *date limite pour le dépôt d'une demande de PEI* seront traitées avant la date anniversaire de six ans qui suit l'entrée en vigueur, à moins que le défaut du demandeur de répondre à une ou plusieurs exigences du *PEI* ne vienne empêcher l'atteinte de cet objectif.
- 2) Si moins de deux mille cinq cents (2 500) *demandes continues* sont déposées à chaque période de douze mois, le *Canada* ne sera tenu que de fournir les ressources nécessaires au traitement des demandes au rythme où elles sont déposées et dans les délais prévus aux sous-alinéas 6.03(1)a) et b) des présentes.
- 3) Nonobstant l'alinéa 4.11(11), advenant que les *demandes continues* ne soient pas traitées au rythme et dans les délais prévus aux sous-alinéas 6.03(1) a) et b) des présentes, le *CAN* peut demander à ce que le *Canada* injecte des ressources supplémentaires pour le traitement des demandes et, au terme

d'un délai raisonnable laissant au *Canada* le temps de s'ajuster, demander aux *tribunaux* les ordonnances qui permettront de respecter l'alinéa 6.03(1).

#### **6.04 Notification de la *date limite pour le dépôt d'une demande de PEI***

Le *CAN* peut recommander au *Canada* d'envoyer une notification supplémentaire de la *date limite pour le dépôt d'une demande de PEI*.

### **ARTICLE SEPT**

### **VÉRITÉ, RÉCONCILIATION ET COMMÉMORATION**

#### **7.01 Vérité et réconciliation**

- 1) Un mécanisme de divulgation de la vérité et de la réconciliation sera instauré conformément à l'annexe N des présentes.
- 2) La *Commission* de vérité et de réconciliation peut demander au *CAN* de régler des différends qui portent sur la production, l'élimination et l'archivage de documents, le contenu du rapport de la *Commission* et ses recommandations, ainsi que les décisions de la *Commission* relatives à l'étendue de sa recherche et des sujets à examiner. La *Commission* s'efforcera elle-même de régler le différend avant de s'en remettre au *CAN*.
- 3) À la suite d'une décision rendue par le *CAN* relativement à un différend ou à un désaccord relatif à la *Commission* de vérité et de

réconciliation, comme le précise l'alinéa 7.01(2), *l'organisme religieux* ou le *Canada*, ou encore les deux, peuvent s'adresser aux tribunaux pour obtenir une nouvelle audition.

## **7.02 Commémoration**

Les propositions de commémoration seront traitées conformément à la directive découlant de la politique de commémoration qui figure à l'annexe J des présentes.

# **ARTICLE HUIT**

## **GUÉRISON**

## **8.01 Guérison**

- 1) Pour favoriser l'accès aux programmes de guérison, le *Canada* dotera la *Fondation autochtone de guérison* d'un fonds, comme le précise l'article 3.02, à des termes et conditions essentiellement similaires à celles présentées dans l'ébauche jointe à l'annexe M des présentes.
- 2) Au plus tard à la date du quatrième anniversaire de l'entrée en vigueur, le *Canada* évaluera les initiatives et les programmes de guérison déployés par la *Fondation autochtone de guérison*, afin d'en déterminer l'efficacité et de recommander si le financement devrait être poursuivi au-delà de la période de cinq ans et, le cas échéant, dans quelle mesure.

## **8.02 Accessibilité des services de santé mentale et de soutien affectif**

Le *Canada* accepte de maintenir ses services de santé mentale et de soutien affectif et de les rendre accessibles aux personnes dont la demande est traitée en vertu du *processus d'évaluation indépendant* ou qui sont admissibles à une indemnité en vertu de ce même processus. Le Canada accepte aussi de rendre ces services accessibles aux bénéficiaires du *paiement d'expérience commune* ainsi qu'aux participants à des activités de vérité et de réconciliation ou de commémoration.

## **ARTICLE NEUF**

### ***ORGANISMES RELIGIEUX***

#### **9.01 *Organismes religieux***

Les *parties* conviennent que les *organismes religieux* participeront à la présente *convention* selon les dispositions dans les présentes et conformément aux ententes entre le *Canada* et les *organismes religieux* qui sont jointes sous forme d'annexe O-1, Entente avec les entités de l'*Église presbytérienne* au Canada, d'annexe O-2, Entente avec les entités de l'*Église anglicane*, d'annexe O-3, Entente avec les entités de l'*Église catholique* et d'annexe O-4, Entente avec l'*Église Unie* du Canada.



## **ARTICLE DIX**

### **DEVOIRS DU *FIDUCIAIRE***

#### **10.01 Fiduciaire**

- 1) En plus des devoirs exposées dans la Convention de fiducie, les devoirs et responsabilités du *fiduciaire* sont :
  - a) élaborer, installer et mettre en œuvre des systèmes et des procédures pour le traitement, l'évaluation et la prise de décisions concernant les *demandes de PEC* qui soient simples quant à la forme, permettent des paiements rapides et assurent un mécanisme de vérification efficace. Les demandes à traiter comprennent les *demandes de PEC* essentiellement selon l'Annexe L des présentes;
  - b) élaborer, installer et mettre en œuvre des systèmes et des procédures nécessaires afin de s'acquitter de ses obligations, conformément à la Convention de fiducie qui figure à l'annexe I des présentes;
  - c) élaborer, installer et mettre en œuvre des systèmes et des procédures en vue de verser les indemnités associées aux *demandes de PEC* validées;
  - d) soumettre des rapports au *CAN* et aux *tribunaux* concernant les *demandes de PEC* reçues, les demandes administrées et les indemnités versées;

- e) fournir des effectifs en quantité raisonnable pour l'exécution de ses tâches, et les former à ces tâches;
- f) conserver ou voir à la conservation de comptes rendus exacts de ses activités et de son administration du *PEC*, y compris le versement des indemnités sous forme de *PEC*, préparer les états financiers, les rapports et les dossiers requis par le *CAN* et les *tribunaux*, selon la forme et le contenu prescrits par les *tribunaux*, et les soumettre aux *tribunaux* aussi souvent qu'ils l'exigent;
- g) recevoir toutes les demandes de renseignements et toute correspondance concernant la validation des *demandes de PEC*, et y répondre, examiner et évaluer toutes les *demandes de PEC*, prendre les décisions concernant les *demandes de PEC*, informer de ses décisions conformément aux présentes et communiquer avec les *candidats admissibles au PEC*, en français ou en anglais, selon le choix de chaque candidat;
- h) recevoir toutes les demandes et la correspondance relatives au versement des indemnités associées aux *demandes* valides de *PEC*, et y répondre, verser les indemnités conformément aux présentes, et communiquer avec les *candidats admissibles au PEC*, en français ou en anglais, selon le choix de chaque candidat;
- i) administrer les *crédits personnels* conformément au paragraphe 5.07 des présentes;

- j) tenir à jour une base de données comportant toutes les données nécessaires pour permettre au *CAN* et aux *tribunaux* d'évaluer, périodiquement, la viabilité financière et la suffisance du *fonds de la somme désignée*, sous réserve des lois applicables;
- k) s'acquitter de tout autre devoir ou responsabilité que lui assignent les *tribunaux*, le cas échéant.

## ARTICLE ONZE

### QUITTANCE

#### **11.01 Quittance des *membres des recours collectifs* et du *recours collectif Cloud***

- 1) Les *ordonnances d'approbation* déclareront que dans le cas des *membres des recours collectifs* et des *membres du recours collectif Cloud* :
  - a) chaque *membre des recours collectifs* et chaque *membre du recours collectif Cloud* a donné quittance entière et définitive à chaque partie quittancée de toute action, cause d'action, responsabilité en common law, en droit civil du Québec et découlant de la loi, contrat, réclamation et demande de quelque nature que ce soit, qu'elle ait été déposée ou qu'elle puisse avoir été déposée, qu'elle soit connue ou inconnue, pour des dommages, contributions, indemnités, coûts, dépenses et intérêts que ce *membre* a détenue, détient ou pourrait détenir

directement ou indirectement, ou de quelque façon que ce soit à l'issue ou au moyen d'un droit subrogé ou cédé, ou autrement, relativement à un *pensionnat indien* ou au fonctionnement d'un *pensionnat indien*, et cette quittance s'applique à toute réclamation de ce type qui a été ou aurait pu être déposée dans le cadre de toute procédure, notamment les recours collectifs ou le recours collectif *Cloud*, qu'elle soit faite directement par le *membre d'un recours collectif* ou le *membre du recours collectif Cloud* ou par tout autre personne, groupe ou personne morale agissant au nom ou à titre de représentant du *membre d'un recours collectif* ou du *membre du recours collectif Cloud*;

- b) les *membres des recours collectifs* et les *membres du recours collectif Cloud* sont réputés convenir de ne faire aucune réclamation ou demande ou de n'engager aucune action ou procédure contre toute partie quittancée ou toute autre personne contre laquelle une réclamation pourrait entraîner une demande envers la partie quittancée pour des dommages, des contributions, des indemnités ou autre dédommagement en vertu de quelque disposition de la *Loi sur le partage de la responsabilité*, L.R.O. 1990, ch. N.3 ou de son équivalent dans les autres juridictions, dans la common law, dans le droit civil du Québec ou dans tout autre législation de l'Ontario ou autre juridiction relativement à un pensionnat indien ou au fonctionnement d'un pensionnat indien;

- c) les obligations et les responsabilités du *Canada*, des *organismes religieux* et des *autres organismes religieux exonérés* qui sont prévues dans les présentes constituent la contrepartie pour les quittances et autres engagements énoncés aux sous-alinéas 11.01a) et b) inclusivement, et cette contrepartie constitue un règlement complet et final de toute demande dont il est question dans les présentes. Les *membres des recours collectifs* et les *membres du recours collectif Cloud* n'ont droit qu'aux prestations prévues et aux indemnités payables en vertu des présentes, en tout ou en partie, comme seul recours pour telle action, cause d'action, responsabilité, réclamation ou demande.
- 2) Nonobstant l'alinéa 11.01(1), il n'y aura pas de quittance accordée à l'égard d'une poursuite (à l'exception des demandes des familles telles que définies dans les recours collectifs et dans le recours collectif *Cloud*) susceptible d'être intentée par un *membre d'un recours collectif* ou un *membre du recours collectif Cloud* si cette quittance ne survient qu'en raison d'une demande d'un membre d'une famille dans le cadre des recours collectifs ou du recours collectif *Cloud*.

## **11.02 Quittances des *demandeurs non pensionnaires***

- 1) Les *ordonnances d'approbation* stipuleront que les *demandeurs non pensionnaires* devront, lorsqu'ils accéderont au *PEI*, signer une quittance sous la forme apparaissant à l'annexe P des présentes;
- 2) Rien, aux sous-alinéas 4.06 c), d) ou f) ou au sous-alinéa 11.01(1)a),

n'empêchera un *demandeur non pensionnaire* de soumettre sa demande au *PEI*.

- 3) Il est entendu que rien, au paragraphe 11.02, n'empêchera l'institution d'intenter une action en justice conformément aux sous-alinéas 4.06 i) et j) des présentes.

### **11.03 Demandes par les demandeurs exclus ou autres**

Advenant le cas où toute personne non liée par les présentes dépose une demande ou une demande reconventionnelle, fait une réclamation ou demande ou engage une action ou procédure contre tout défendeur désigné dans *les recours collectifs* ou *le recours collectif Cloud* relativement à un *pensionnat indien* ou au fonctionnement d'un *pensionnat indien*, aucun montant payable à cette personne par un défendeur désigné dans les recours collectifs ou le recours collectif *Cloud* ne sera puisé dans le *fonds de la somme désignée*.

## 11.04 Fin des litiges

- 1) Sur signature des présentes, les représentants des demandeurs nommés dans les recours collectifs et le recours collectif *Cloud*, ainsi que les avocats de chacun des groupes désignés aux sous-alinéas 4.09(4) c), d), e), f) et g) coopéreront avec les défendeurs désignés dans *les recours collectifs* et *le recours collectif Cloud* afin d'obtenir l'approbation des présentes et la participation générale à tous les aspects de la présente *convention* par les *membres des recours collectifs* et les *membres du recours collectif Cloud* ainsi que par les *demandeurs non pensionnaires*.
- 2) Dans les cinq jours suivant la *date d'approbation*, chaque avocat de chacun des groupes désignés aux sous-alinéas 4.09(4) c), d), e), f) et g) s'engagera à ne pas commencer ou poursuivre, ni aider ou conseiller, une action ou procédure contre une partie quittancée, ou contre une personne pouvant réclamer une contribution ou une indemnité d'une de ces parties quittancées de quelque façon reliée ou découlant de toute demande assujettie aux présentes, ayant pour but ou effet de miner la portée des présentes, dans la mesure où rien dans les présentes n'empêche un avocat de conseiller à une personne de s'exclure des recours collectifs ou de continuer de se faire représenter par lui.

## **ARTICLE DOUZE**

### **AUTRES *PENSIONNATS INDIENS***

#### **12.01 Demande d'ajout d'établissement**

- 1) Toute personne ou organisme (le « requérant ») peut demander l'ajout d'un établissement à l'annexe F, conformément aux critères définis à l'alinéa 12.01(2) des présentes, en soumettant au *Canada* le nom de l'établissement et tout renseignement pertinent que le demandeur a en sa possession.
- 2) Voici les critères pour l'ajout d'un établissement à l'annexe F :
  - a) l'enfant avait été placé dans un pensionnat, hors de son foyer familial, par le *Canada* ou en vertu de son autorité pour fins d'éducation;
  - b) le *Canada* était conjointement ou exclusivement responsable du fonctionnement du pensionnat et de la garde des pensionnaires.
- 3) Voici des exemples des indicateurs selon lesquels le *Canada* était conjointement ou exclusivement responsable du fonctionnement du pensionnat et de la garde des pensionnaires :
  - a) l'institution était la propriété du gouvernement fédéral;
  - b) le *Canada* agissait en lieu et place des parents de l'enfant;
  - c) le *Canada* était au moins partiellement responsable de l'administration de l'établissement;



- d) le *Canada* inspectait ou avait le droit d'inspecter l'établissement;
  - e) le *Canada* avait ou non désigné l'établissement comme un *pensionnat indien*.
- 4) Dans les 60 jours de la réception d'une requête d'ajout d'établissement à l'annexe F, le *Canada* effectuera des recherches sur l'établissement proposé et déterminera s'il constitue un *pensionnat indien* comme le définissent les présentes, puis il transmettra au requérant et au *CAN* :
- a) sa décision à savoir si l'établissement est un *pensionnat indien*;
  - b) la justification écrite de cette décision;
  - c) une liste des documents à l'appui de la décision;
- pourvu que le *Canada* puisse demander au requérant une prolongation du délai pour effectuer les recherches.
- 5) Si le requérant ou le *CAN* contestent la décision du *Canada* de refuser l'ajout d'un établissement proposé, le requérant pourra s'adresser au tribunal compétent, ou le *CAN* pourra s'adresser au tribunal de la province ou du territoire de résidence du requérant pour qu'il tranche la question.
- 6) Si le *Canada* ajoute un établissement à l'annexe F en vertu de l'alinéa 12.01(4), le *Canada* pourra rembourser au requérant ses frais juridiques et les débours raisonnables.

## ARTICLE TREIZE

### HONORAIRES

#### 13.01 Honoraires

Le *Canada* accepte d'acquitter les honoraires des conseillers juridiques comme il est convenu aux présentes.

#### 13.02 Honoraires de négociation (de juillet 2005 au 20 novembre 2005)

- 1) Le *Canada* accepte de payer chaque avocat, outre les avocats des *organismes religieux*, ayant participé aux négociations du règlement amorcées en juillet 2005 qui ont abouti à *l'Accord de principe*, pour le temps consacré aux négociations du règlement jusqu'à la date de *l'Accord de principe*, à son tarif horaire habituel, plus les débours raisonnables ainsi que la TPS et la TVP, s'il y a lieu, étant entendu toutefois qu'aucune somme n'est payable, en vertu du présent alinéa 13.02(1), pour des honoraires payés au préalable directement par le *BRQPIC*.
- 2) Tous les honoraires dûs en vertu de l'alinéa 13.02(1) seront payés au plus tard 60 jours après la *date d'entrée en vigueur*.

**13.03 Honoraires menant à la Convention de règlement (du 20 novembre 2005 à la signature de la *Convention*)**

- 1) Le *Canada* accepte de payer tous les avocats, sauf ceux qui représentent les *organismes religieux*, pour le temps qu'ils auront consacré à la mise au point de la présente *convention* entre le 20 novembre 2005 et sa signature, selon le tarif horaire habituel de chaque avocat, plus les débours raisonnables ainsi que la TPS et la TVP, s'il y a lieu, étant entendu toutefois qu'aucune somme n'est payable, en vertu du présent alinéa 13.03(1), pour des honoraires payés au préalable directement par le *BRQPIC*.
- 2) Aucun honoraire ne sera payé en vertu de l'alinéa 13.03(1) pour tout travail payé aux termes du paragraphe 13.04 des présentes.
- 3) Tous les honoraires dûs en vertu de l'alinéa 13.03(1) seront payés au plus tard 60 jours après la *date d'entrée en vigueur*.

**13.04 Honoraires depuis le 20 novembre 2005 (pour les membres du *CNA*)**

- 1) Les honoraires payables aux avocats à partir du 20 novembre 2005 seront payés conformément aux conditions énoncées aux alinéas 13.10(1), (2), (4) et (5) des présentes.
- 2) Sous réserve de l'article 13.07, tous les honoraires dûs en vertu des articles 13.06 et 13.08 seront payés au plus tard 60 jours après la

*date d'entrée en vigueur.*

### **13.05 Aucuns honoraires associés aux versements du PEC**

Aucun avocat ni aucune société d'avocats ayant signé la présente *convention de règlement* ou accepté un paiement de ses honoraires par le *Canada*, conformément aux articles 13.06 ou 13.08 des présentes, ne peut réclamer des honoraires ou débours à un *candidat admissible au PEC* relativement à un *paiement d'expérience commune*.

### **13.06 Honoraires pour mandats de représentation**

Chaque avocat ayant eu un mandat de représentation ou entretenu une relation professionnelle établie (un « mandat de représentation ») avec un *candidat admissible au PEC* en date du 30 mai 2005 recevra un montant équivalant au moindre de deux montants :

- a) le montant des travaux en cours non payés à la date de *l'Accord de principe* eu égard au mandat de représentation,
- b) quatre mille dollars (4 000 \$) plus les débours raisonnables ainsi que la TPS et la TVP, s'il y a lieu,

et conviendra qu'aucuns autres honoraires ne seront réclamés eu égard au *PEC*.

### **13.07 Attestation des honoraires**

Afin de recevoir paiement en vertu de l'article 13.06 des présentes, chaque avocat devra fournir au *BRQPIC* une déclaration assermentée attestant le nombre de mandats de représentation qu'il détenait auprès de *candidats admissibles au PEC* en date du 30 mai 2005, et le montant des travaux en cours eu égard à chacun de ces mandats tels que comptabilisés à leur système de tenue du temps ou déterminés après examen. Le *BRQPIC* examinera ces déclarations assermentées dans les 60 jours de la *date d'entrée en vigueur*, s'y reportera pour vérifier les montants à payer aux avocats et enclenchera auprès des avocats individuels les processus de vérification supplémentaires requis selon les circonstances avec le consentement des avocats concernés, consentement qui ne pourra être refusé sans motif raisonnable.

### **13.08 Honoraires du National Consortium et de Merchant Law Group**

- 1) Le National Consortium recevra quarante millions de dollars (40 000 000 \$) plus les débours raisonnables, ainsi que la TPS et la TVP s'il y a lieu, en contrepartie du nombre important de *candidats admissibles au PEC* qu'il représente et du travail en recours collectif réalisé au nom des *candidats admissibles au PEC*. Tout avocat associé, employé ou autrement affilié au National Consortium, ne peut prétendre aux paiements décrits aux articles 13.02 et 13.06 des présentes.

- 2) Les honoraires du Merchant Law Group seront fixés conformément aux dispositions de *l'Accord de principe* signé le 20 novembre 2005 et de l'entente du 20 novembre 2005 conclue entre le Canada et le Merchant Law Group concernant la vérification des honoraires d'avocats, jointe aux présentes en annexe V, sauf que la décision décrite au paragraphe 4 de cette dernière entente sera prise par le juge Ball ou, s'il n'est pas disponible, par un autre juge de la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan plutôt que par un arbitre.
- 3) Le *représentant du gouvernement fédéral* enclenchera des processus de vérification supplémentaire eu égard aux montants qui sont payables au National Consortium, comme ces parties en ont convenu.
- 4) Dans l'éventualité où le *représentant du gouvernement fédéral* et le National Consortium ou le Merchant Law Group ne peuvent s'entendre sur le montant payable pour les débours raisonnables faits jusqu'au 20 novembre 2005 inclusivement, en vertu de l'alinéa 13.08(1) des présentes, le *représentant du gouvernement fédéral* renverra la question :
  - a) à la Cour supérieure de justice de l'Ontario, ou à une autorité officielle désignée par elle, si le différend concerne le National Consortium;
  - b) à la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan, ou à une autorité officielle désignée par elle, si le différend concerne le Merchant Law Group;

qui déterminera ce montant.

5) Les cabinets membres du National Consortium sont :

Thomson, Rogers	Troniak Law Office
Richard W. Courtis Law Office	Koskie Minsky LLP
Field LLP	Leslie R. Meiklejohn Law Office
David Paterson Law Corp.	Huck Birchard
Docken & Company	Ruston Marshall
Arnold, Pizzo, McKiggan	Rath & Company
Cohen Highley LLP	Levene Tadman Gutkin Golub
White, Ottenheimer & Baker	Coller Levine
Thompson Dorfman Sweatman	Adams Gareau
Ahlstrom Wright Oliver & Cooper	

Tous les honoraires payables en vertu de l'article 13.08 seront acquittés au plus tard 60 jours après l'entrée en vigueur.

### **13.09 Honoraires, dépens et débours pour le recours collectif *Cloud***

- 1) Le *Canada* paiera tous les dépens attribués dans le recours collectif *Cloud* et non payés en date du 20 novembre 2005 aux avocats des demandeurs dans ce recours. Le Canada ne cherchera pas à recouvrer quelque portion des dépens payés en vertu du présent alinéa 13.09(1) des entités anglicanes désignées comme défenderesses dans le recours collectif *Cloud*.
- 2) Le Canada assumera les honoraires et les débours des demandeurs dans le recours collectif *Cloud*, comme le prescrit l'article treize

(13) des présentes.

### **13.10 Honoraires du CNA**

- 1) Le *Canada* paiera les honoraires au *CNA* selon un tarif horaire raisonnable et remboursera des débours raisonnables aux membres du *CNA*, mais de tels montants ne comporteront aucun honoraire pour le *Canada* ou les *organismes religieux*.
- 2) Sous réserve de l'alinéa 13.10(4), les honoraires prévus à l'alinéa 13.10(1) et comptabilisés après le 1<sup>er</sup> avril 2006 devront s'inscrire dans les limites d'un budget de fonctionnement de soixante mille dollars (60 000 \$) par mois.
- 3) Dans des circonstances extraordinaires, le *CNA* peut solliciter du financement supplémentaire du *Canada*, jusqu'à concurrence d'un montant mensuel maximal de quinze mille dollars (15 000 \$), nonobstant l'alinéa 13.10(2) et sous réserve de l'alinéa 13.10(4).
- 4) Le 1<sup>er</sup> juillet 2006, puis le premier jour de tous les mois subséquents, le *Canada* examinera et réévaluera le budget de fonctionnement maximal visé à l'alinéa 13.10(2) et le financement supplémentaire maximum pour dépenses extraordinaires visé à l'alinéa 13.10(3). Il est loisible au *Canada*, à sa discrétion exclusive, de réduire ou d'augmenter le budget de fonctionnement maximal ou le financement supplémentaire maximum pour dépenses extraordinaires, ou les deux.



- 5) Les avocats nommés par le *CNA* pour procéder à la rédaction, à l'autorisation et à l'approbation du règlement seront rémunérés selon leur tarif horaire habituel, et ils pourront régulièrement présenter une facture de débours raisonnables que paiera le *Canada*. Ces honoraires et débours ne sont pas assujettis aux limites du budget de fonctionnement exposées à l'alinéa 13.10(2).
- 6) S'ils sont nommés par le *CNA* et approuvés par le *Canada*, les autres avocats qui doivent comparaître en cour recevront des honoraires de deux mille dollars (2 000 \$) par journée d'audience. De tels honoraires ne sont pas assujettis aux limites du budget de fonctionnement exposées à l'alinéa 13.10(2).
- 7) Le *CNA* et les avocats nommés pour représenter le *CNA*, présenteront leurs factures au *BRQPIC* qui les paiera dans un délai de 60 jours à compter de la date de leur dépôt.
- 8) Le *CNA* présentera ses factures au *BRQPIC* qui, avant de les payer, en vérifiera la conformité avec la *Directive du Conseil du Trésor sur les voyages* qui figure à l'annexe Q.

### **13.11 Honoraires du CAN**

- 1) Le *Canada* paiera aux membres du *CAN* les honoraires selon un tarif horaire raisonnable tout en n'excédant pas le budget de fonctionnement mensuel précisé à l'alinéa 13.11(2) des présentes; cependant, les représentants du *Canada* et des *organismes religieux*

ne seront pas payés en vertu des présentes.

- 2) Sous réserve de l'alinéa 13.11(4), toutes les sommes prévues à l'alinéa 13.10(1) devront s'inscrire dans les limites d'un budget de fonctionnement de soixante mille dollars (60 000 \$) par mois.
- 3) Dans des circonstances extraordinaires, le *CAN* peut solliciter du financement supplémentaire au *Canada* jusqu'à concurrence d'un montant mensuel maximal de quinze mille dollars (15 000 \$), nonobstant l'alinéa 13.11(2) et sous réserve de l'alinéa 13.11(4).
- 4) Le premier jour du premier mois qui suit la *date d'entrée en vigueur*, puis le premier jour de chaque mois subséquent, le *Canada* examinera et réévaluera le budget de fonctionnement maximal visé à l'alinéa 13.11(2) et le financement supplémentaire maximum pour dépenses extraordinaires visé à l'alinéa 13.11(3). Il est loisible au *Canada*, à sa discrétion exclusive, de réduire ou d'augmenter le budget de fonctionnement maximal ou le financement supplémentaire maximum pour dépenses extraordinaires, ou les deux.
- 5) Le *CAN* présentera ses factures au *BRQPIC* qui, avant de les payer, en vérifiera la conformité avec la *Directive du Conseil du Trésor sur les voyages*, qui figure à l'annexe Q.

### **13.12 Honoraires des CAR**

- 1) Les membres des *CAR* recevront des honoraires selon un tarif horaire raisonnable qui s'inscrira dans les limites du budget mensuel de fonctionnement exposées à l'alinéa 13.12(2).
- 2) Le *Canada* dotera chaque *CAR* d'un budget de fonctionnement qui se chiffrera, tout au plus, à sept mille dollars (7 000 \$) par mois; toutefois, chaque *CAR* peut solliciter des fonds supplémentaires pour couvrir des dépenses extraordinaires.
- 3) Les *CAR* présenteront leurs factures au *BCRQPI* qui, avant de les payer, en vérifiera la conformité avec la *Directive du Conseil du Trésor sur les voyages*, qui figure à l'annexe Q.

### **13.13 Honoraires du groupe de travail du PEI**

- 1) Le *Canada* accepte de payer chacun des membres du *groupe de travail du PEI*, autres que les avocats représentant le *Canada* ou les *organismes religieux*, ayant participé aux réunions du *groupe de travail du PEI* à partir du 20 novembre 2005, pour le temps qu'ils y ont consacré jusqu'à la *date d'entrée en vigueur*, comme le *Canada* l'a demandé par écrit, à leur tarif horaire habituel, plus les débours raisonnables ainsi que la TPS et la TVP, s'il y a lieu, étant entendu toutefois qu'aucune somme n'est payable, en vertu du présent alinéa 13.13(1), pour des honoraires payés au préalable directement par le *BRQPIC*.

- 2) Aucuns honoraires ne seront payés en vertu de l'alinéa 13.13(1) pour les heures facturées en application de l'article 13.02 ou 13.03.
- 3) Les membres du *groupe de travail du PEI* présenteront leurs factures au *BRQPIC* qui devra les payer dans les soixante (60) jours suivants.

### **13.14 Honoraires du *Comité de surveillance***

1. Le *Canada* accepte de payer les honoraires de chacun des membres du *Comité de surveillance*, autres que les membres représentant le *Canada* et les *organismes religieux*, au même tarif et aux mêmes conditions que ceux applicables à l'occasion aux adjudicateurs nommés au *PEI*.
2. Nonobstant l'alinéa 13.14(1), les membres du *Comité de surveillance* se verront verser les honoraires fixés à l'alinéa 13.14(1) pour une période n'excédant pas trois jours par mois pour les mois pendant lesquels des réunions se tiennent en personne, ou n'excédant pas un jour par mois pour les mois pendant lesquels la réunion se tient par téléconférence ou autrement.
3. Les membres du *Comité de surveillance* présenteront leurs factures au *BRQPIC* qui les paiera dans les 60 jours et qui, avant de les payer, en vérifiera la conformité avec la *Directive du Conseil du Trésor sur les voyages* qui figure à l'annexe Q.

## **ARTICLE QUATORZE**

### **PREMIÈRES NATIONS, INUITS, INUVIALUITS ET MÉTIS**

#### **14.01 Inclusion**

Il est entendu que tout *candidat admissible au PEC* ayant habité dans un *pensionnat indien* est admissible au *PEC* et aura accès au *PEI*, conformément aux dispositions des présentes qui incluent tous les élèves inuits, inuvialuits, métis et des Premières nations.

## **ARTICLE QUINZE**

### **DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

#### **15.01 Caractère sans préjudice**

Les *parties* conviennent que l'engagement de ne pas porter préjudice pris dans la lettre du sous-ministre du *BRQPIC* de juillet 2005 et jointe à l'annexe R signifie qu'à la suite de l'entrée en vigueur :

- 1) Tous les *candidats admissibles au PEC* ont droit de soumettre une *demande de PEC* même si, dans leur cas, une quittance a été signée ou un jugement a été rendu relativement à un *pensionnat indien* avant la *date d'entrée en vigueur*.
- 2) Si une quittance à une demande concernant un *pensionnat indien* a été signée après le 30 mai 2005 afin de recevoir un montant adjugé en vertu du *Mode alternatif de règlement des conflits* :

- a) le *Canada* ajustera le montant adjugé pour tenir compte de l'échelle d'indemnisation établie à la page 3 du *PEI* qui figure à l'annexe D des présentes;
  - b) le *candidat admissible au PEI* peut demander une réouverture de son audition pour qu'on tienne compte de l'allocation de points relatifs à la catégorie des pertes d'occasions décrite à la page 3 du *PEI* jointe comme annexe D des présentes et conforme aux critères du *PEI*, dans le cas où l'adjudicateur considère que sa demande correspond au plus haut niveau de la catégorie des pertes d'occasions indirectes du *Mode alternatif de règlement des conflits*;
  - c) un *candidat admissible au PEI* qui dit avoir été victime de sévices sexuels par un autre pensionnaire dans la catégorie SL4 ou SL5, et s'il est prouvé que ces sévices furent les plus graves dans son cas, peut bénéficier d'une réouverture de son audition pour qu'on tienne compte de cette allégation conformément aux critères du *PEI*.
- 3) Après l'entrée en vigueur des *ordonnances d'approbation*, à la demande d'un *candidat admissible au PEI* dont la demande pour sévices subis dans les *pensionnats indiens* a été réglée par le *Canada* sans participation d'une entité catholique telle que définie à l'annexe C des présentes, un tel règlement ayant été d'un montant représentant une réduction fixe de l'indemnité évaluée, le *Canada* paiera le solde de l'indemnité évaluée au *candidat admissible au PEI*. Sous réserve, cependant, qu'aucun montant ne sera payé à un

*candidat admissible au PEI* en vertu de présent paragraphe tant que ce candidat ne conviendra pas d'accepter un tel montant comme indemnité complète et finale de sa demande contre une entité catholique telle que définie à l'annexe C des présentes, et de la libérer par le biais de la quittance essentiellement décrite au paragraphe 11.02 des présentes.

- 4) Jusqu'à la *date d'entrée en vigueur*, le *Canada* s'efforcera de régler les cas qui sont actuellement devant les tribunaux, notamment ceux qui ne s'inscriraient pas dans le *PEI*.

#### **15.02 Acceptation et transfert des demandes faites en vertu du *Mode alternatif de règlement des conflits*.**

- 1) Aucune demande de règlement en vertu du *Mode alternatif de règlement des conflits* ne sera acceptée après la *date d'approbation*.
- 2) Les demandes de règlement en vertu du *Mode alternatif de règlement des conflits* reçues au plus tard à la *date d'approbation*, pour lesquelles la date d'audience n'aurait pas été fixée à la *date d'entrée en vigueur*, seront traitées comme suit :
  - a) toute demande qui n'allègue que des sévices physiques sera traitée en vertu du *Mode alternatif de règlement des conflits*, sauf si le demandeur souhaite la transférer au *PEI*;
  - b) toute demande qui comprend une allégation de sévices sexuels sera transférée au *PEI*, sauf si le demandeur, dans un délai de 60 jours suivant la réception de l'avis du transfert proposé,

exprime par écrit qu'il souhaite poursuivre sa demande en vertu du *Mode alternatif de règlement des conflits*.

- 3) Une personne dont la demande est transférée en vertu de l'alinéa 15.02(2) des présentes n'a pas à remplir une demande supplémentaire pour le *PEI* mais peut modifier sa demande existante dans la mesure requise pour réclamer les indemnités offertes au titre du *PEI*.
- 4) Tout candidat admissible au *PEI* qui a reçu mais contesté une décision en vertu du *Mode alternatif de règlement des conflits* ou une décision d'un *projet pilote*, peut déposer une demande en vertu du *PEI* dans la mesure où toutes les preuves utilisées à l'audition du *Mode alternatif de règlement des conflits* ou du *projet pilote* sont transférées au *PEI*.

## **ARTICLE SEIZE**

### **CONDITIONS ET EXPIRATION**

#### **16.01 Entente conditionnelle**

La présente *convention* sera sans effet tant qu'elle n'aura pas reçu l'approbation des *tribunaux*, et dans le cas où ces approbations ne seraient pas accordées par chacun des *tribunaux* selon des modalités essentiellement identiques, outre les variations de catégories prévues aux articles 4.04 et 4.07 des présentes, cette *convention* sera alors résiliée et aucune des *parties* ne sera redevable à aucune autre *partie* aux présentes, sauf que les



honoraires et débours des membres du CNA seront payés dans toute éventualité.

## **16.02 Expiration de la *Convention***

La présente *convention* sera en vigueur tant que toutes les obligations qu'elle contient n'auront pas été remplies.

## **ARTICLE DIX-SEPT**

### **VERSEMENT DU *PEC* AUX REPRÉSENTANTS PERSONNELS**

#### **17.01 Indemnité en cas de décès le ou après le 30 mai 2005**

Si un *candidat admissible au PEC* décède le ou après le 30 mai 2005 et que la *demande de PEC* requise à l'article cinq (5) a été soumise au *fiduciaire* par lui avant son décès, ou par son *représentant personnel* après son décès et dans la période définie à l'alinéa 5.04(2), le *représentant personnel* recevra le montant payable en vertu de l'article cinq (5), montant auquel le *candidat admissible au PEC* aurait eu droit de son vivant.

#### **17.02 Membres décédés du recours collectif *Cloud***

Nonobstant l'article 17.01, si un *candidat admissible au PEC* faisant partie d'un groupe autorisé dans le recours collectif *Cloud* est décédé le ou après le 5 octobre 1996, et que la *demande de PEC* requise en vertu de l'article cinq (5) a été soumise au *fiduciaire* par son *représentant personnel* dans la période définie à l'alinéa 5.04(2), le *représentant personnel* recevra le

montant payable en vertu de l'article cinq (5) des présentes, montant auquel le *candidat admissible au PEC* aurait eu droit de son vivant.

### ***17.03 Personne frappée d'incapacité***

Si un *candidat admissible au PEC* est ou devient *frappé d'incapacité* avant de recevoir un *paiement d'expérience commune* et que la *demande de PEC* requise en vertu de l'article cinq (5) a été soumise au *fiduciaire* par lui avant qu'il ne soit *frappé d'incapacité*, ou par son *représentant personnel* après qu'il ait été *frappé d'incapacité*, dans la période prévue à l'alinéa 5.04(2), le *représentant personnel* recevra le montant payable en vertu de l'article cinq (5) auquel le *candidat admissible au PEC* aurait eu droit s'il n'avait pas été *frappé d'incapacité*.

## **ARTICLE DIX-HUIT DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

.

### **18.01 Incessibilité**

Aucun montant payé en vertu des présentes ne peut faire l'objet d'une cession, et toute cession est nulle d'une nullité absolue, sauf disposition expresse dans les présentes.

## **18.02 Indemnité globale**

Il est entendu que les montants payables aux *candidats admissibles au PEI* en vertu des présentes sont inclusifs de tout intérêt avant jugement ou autres montants pouvant être réclamés par les *candidats admissibles au PEI*.

## **18.03 Lois applicables**

La présente *convention* est régie par les lois de l'Ontario.

## **18.04 Règlement des différends**

Les *parties* conviennent d'épuiser tous les mécanismes de règlement des différends prévus dans les présentes avant de s'adresser aux *tribunaux* pour obtenir des directives sur la mise en application, l'administration ou la modification des présentes ou sur la mise en œuvre des *ordonnances d'approbation*. Le recours au tribunal se fera sur permission du Tribunal, après avis à toutes les parties concernées, ou autrement en conformité avec les présentes.

## **18.05 Avis**

Tout avis ou autre type de communication relatif aux présentes sera transmis par écrit et livré personnellement ou par voie électronique, et adressé à chaque membre du *CNA* ou du *CAN*, selon le cas, ou à toute autre adresse, numéro de communication individuelle ou électronique qu'une partie peut

transmettre, le cas échéant, par un avis écrit, conformément au présent paragraphe. Tout avis ou autre type de communication sera exclusivement considéré comme donné, s'il est livré en personne, le jour de la livraison proprement dite et, s'il est communiqué par voie électronique, le jour de la transmission pendant les heures d'affaires du destinataire et le *jour ouvrable* suivant s'il est transmis en dehors des heures d'affaires. Les noms et adresses professionnelles des membres du *CNA* sont fournis à l'annexe S.

#### **18.06 Convention globale**

Les présentes constituent l'entente globale entre les *parties* eu égard à la question visée par les présentes et annulent et remplacent tout arrangement ou accord autre ou antérieure entre les *parties* sur cette question. Il n'existe pas de représentation, garantie, modalité, condition, engagement, convention ou entente collatérale, expresse, implicite ou obligatoire entre les *parties* eu égard à la question visée par les présentes, autres que ceux mentionnés expressément dans les présentes.

#### **18.07 Portée de la Convention**

Les présentes lient les parties et bénéficient à leurs héritiers, ayants droit, exécuteurs testamentaires, administrateurs et successeurs respectifs.

#### **18.08 Exemplaires**

Les présentes peuvent être signées en n'importe quel nombre d'exemplaires, chacun étant réputé être un original et, pris dans leur ensemble, étant réputés

ne constituer qu'une seule et même convention.

### **18.09 Langues officielles**

Le Canada préparera une traduction française des présentes, pour utilisation lors des audiences d'approbation. Avant la *date d'entrée en vigueur*, le Canada prendra à charge les frais de préparation d'une version française qui fera autorité, y compris les frais de révision par une personne désignée par les *parties*. La version française faisant autorité doit être signée par les mêmes *parties* qui ont signé la présente convention; une fois signée, elle aura le même poids et la même force de loi.

EN FOI DE QUOI les *parties* ont signé la présente convention.

POUR LE COMPTE DE SA MAJESTÉ LA REINE  
DU CHEF DU CANADA

Par: \_\_\_\_\_  
L'honorable Jim Prencice

LE REPRÉSENTANT FÉDÉRAL

Par: \_\_\_\_\_  
L'honorable Frank Iacobucci

L'ASSEMBLÉE DES PREMIERES  
NATIONS

Par: \_\_\_\_\_  
Phil Fontaine, le Chef national

Par: \_\_\_\_\_  
Kathleen Mahoney

CORPORATION RÉGIONALE  
INUVIALUIT

Par: \_\_\_\_\_  
Hugo Prud'homme

NATIONAL CONSORTIUM

Par: \_\_\_\_\_  
Craig Brown

COHEN HIGHLY LLP

Par: \_\_\_\_\_  
Russell Raikes

LE SYNODE GÉNÉRAL DE L'ÉGLISE  
ANGLICANE DU CANADA

Par: \_\_\_\_\_  
Peter C. H. Blachford,  
trésorier, Synode général

L'ÉGLISE UNIE DU CANADA

Par: \_\_\_\_\_  
Jim Sinclair, secrétaire général

Par: \_\_\_\_\_  
Cynthia Gunn, avocate et conseillère  
juridique

NUNAVUT TUNNGAVIK INC.

Par: \_\_\_\_\_  
Janice Payne

LA SOCIÉTÉ MAKIVIK

Par: \_\_\_\_\_  
Gilles Gagné

MERCHANT LAW GROUP

Par: \_\_\_\_\_  
E. F. Anthony Merchant, C.R.

L'ÉGLISE PRESBYTÉRIENNE AU  
CANADA

Par: \_\_\_\_\_  
Stephen Kendall, greffier principal

SISTERS OF CHARITY, ENTITÉ  
ÉGALEMENT CONNUE COMME  
SISTERS OF CHARITY OF ST. VINCENT  
DE PAUL, HALIFAX, ÉGALEMENT  
CONNUE COMME SISTERS OF  
CHARITY OF HALIFAX

Par: \_\_\_\_\_  
Thomas Macdonald

LES SOEURS DE SAINT-JOSEPH DE  
SAINT-HYACINTHE (The Sisters of St.  
Joseph of St. Hyacinthe)

Par: \_\_\_\_\_  
Pierre L. Baribeau

THE ROMAN CATHOLIC EPISCOPAL  
CORPORATION OF HALIFAX

Par: \_\_\_\_\_  
Hugh Wright

LES SOEURS DE L'ASSOMPTION DE  
LA SAINTE VIERGE

Par: \_\_\_\_\_  
Pierre L. Baribeau

LES SOEURS DE ST-FRANÇOIS  
D'ASSISE

Par: \_\_\_\_\_  
Pierre L. Baribeau

LES SOEURS DE NOTRE-DAME  
AUXILIATRICE

Par: \_\_\_\_\_  
Pierre L. Baribeau

LES SOEURS DE JÉSUS-MARIE

Par: \_\_\_\_\_  
Pierre L. Baribeau

INSTITUT DES SOEURS DU BON  
CONSEIL

Par: \_\_\_\_\_  
Pierre L. Baribeau

LES SOEURS DE L'ASSOMPTION DE  
LA SAINTE VIERGE DE L'ALBERTA

Par: \_\_\_\_\_  
Pierre L. Baribeau

LES SOEURS DE LA CHARITÉ DES  
T.N.O.

Par: \_\_\_\_\_  
W. Roderick Donlevy ou Michael  
Thibault

LES SOEURS DE LA CHARITÉ DE ST-  
HYACINTHE

Par: \_\_\_\_\_  
Pierre L. Baribeau

LES OEUVRES OBLATES DE  
L'ONTARIO

Par: \_\_\_\_\_  
Pierre Champagne ou Ron Caza

LES RÉSIDENCES OBLATES DU  
QUÉBEC

Par: \_\_\_\_\_  
Pierre Champagne ou Ron Caza

LA CORPORATION ÉPISCOPALE  
CATHOLIQUE ROMAINE DE LA BAIE  
JAMES (The Roman Catholic Episcopal  
Corporation of James Bay) THE  
CATHOLIC DIOCESE OF MOOSONEE

Par: \_\_\_\_\_  
Pierre Champagne ou Ron Caza

SOEURS GRISES DE MONTRÉAL /  
GREY NUNS OF MONTREAL

Par: \_\_\_\_\_  
W. Roderick Donlevy ou Michael  
Thibault

SISTERS OF CHARITY (GREY NUNS)  
OF ALBERTA

Par: \_\_\_\_\_  
W. Roderick Donlevy ou Michael  
Thibault

HÔTEL-DIEU DE NICOLET  
(HDN)

Par: \_\_\_\_\_  
W. Roderick Donlevy

OBLATES OF MARY IMMACULATE  
ST. PETER'S PROVINCE

Par: \_\_\_\_\_  
Gilbert J.S. – Mason, OMI

Par: \_\_\_\_\_  
Jan Rademaker, OMI



THE GREY NUNS OF MANITOBA INC.  
– LES SOEURS GRISES DU  
MANITOBA INC.

Par: \_\_\_\_\_  
W. Roderick Donlevy

LA CORPORATION ÉPISCOPALE  
CATHOLIQUE ROMAINE DE LA BAIE  
D’HUDSON / THE ROMAN CATHOLIC  
EPISCOPAL CORPORATION OF  
HUDSON’S BAY

Par: \_\_\_\_\_  
Rheal Teffaine

MISSIONARY OBLATES-  
GRANDIN

Par: \_\_\_\_\_  
Curtis Onishenko

LES OBLATS DE MARIE IMMACULÉE  
DU MANITOBA

Par: \_\_\_\_\_  
Rheal Teffaine

THE ARCHIEPISCOPAL  
CORPORATION OF REGINA

Par: \_\_\_\_\_  
Archbishop of Regina

THE SISTERS OF THE PRESENTATION

Par: \_\_\_\_\_  
Mitchell Holash

THE SISTERS OF ST. JOSEPH OF  
SAULT ST. MARIE

Par: \_\_\_\_\_  
Charles Gibson

ORDER OF THE OBLATES OF  
MARY IMMACULATE IN THE  
PROVINCE OF BRITISH  
COLUMBIA

Par: \_\_\_\_\_  
Fr. Terry MacNamara, OMI

LES SOEURS DE LA CHARITÉ  
D’OTTAWA – SISTERS OF CHARITY  
OF OTTAWA

Par: \_\_\_\_\_  
Pierre Champagne ou Ron Caza

LA CORPORATION ÉPISCOPALE  
CATHOLIQUE ROMAINE DE  
GROUARD

Par: \_\_\_\_\_  
Administrator of the Diocese of  
Grouard

THE SISTERS OF SAINT ANN

Par: \_\_\_\_\_  
Patrick J. Delsey Law Corporation

THE BENEDICTINE SISTERS OF  
MT. ANGEL OREGON

Par: \_\_\_\_\_  
Azool Jaffer-Jeraj

SISTERS OF INSTRUCTION OF THE  
CHILD JESUS

Par: \_\_\_\_\_  
Violet Allard

THE ROMAN CATHOLIC BISHOP OF  
KAMLOOPS, CORPORATION SOLE

Par: \_\_\_\_\_  
John Hogg

LES PÈRES MONTFORTAINS

Par: \_\_\_\_\_  
Bernie Buettner

THE ROMAN CATHOLIC BISHOP OF  
NELSON, CORPORATION SOLE

Par: \_\_\_\_\_  
John Hogg

THE BISHOP OF VICTORIA,  
CORPORATION SOLE

Par: \_\_\_\_\_  
Frank D. Corbett

THE ROMAN CATHOLIC BISHOP OF  
THUNDER BAY

Par: \_\_\_\_\_  
John Cyr

THE SISTERS OF CHARITY OF  
PROVIDENCE OF WESTERN CANADA  
(anciennement Les Soeurs de Charité de la  
Providence des Territoires du Nord Ouest)

Par: \_\_\_\_\_  
Ray Baril, Q.C.

ARCHDIOCESE OF VANCOUVER –  
THE ROMAN CATHOLIC  
ARCHBISHOP OF VANCOUVER

Par: \_\_\_\_\_  
Mary Margaret MacKinnon

ROMAN CATHOLIC EPISCOPAL  
CORPORATION OF KEEWATIN

Par: \_\_\_\_\_  
Archbishop of Keewatin

LES MISSIONNAIRES OBLATES DE  
ST. BONIFACE / THE MISSIONARY  
OBLATE SISTERS OF ST. BONIFACE

Par: \_\_\_\_\_  
Rheal Teffaine

LA CORPORATION  
ARCHIÉPISCOPALE CATHOLIQUE  
ROMAINE DE ST. BONIFACE

Par: \_\_\_\_\_  
Rheal Teffaine

LA CORPORATION ÉPISCOPALE  
CATHOLIQUE ROMAINE DE PRINCE  
ALBERT

Par: \_\_\_\_\_  
Mitchell Holash

ROMAN CATHOLIC  
ARCHIEPISCOPAL CORPORATION OF  
WINNIPEG

Par: \_\_\_\_\_  
Bill Emslie, Q.C.

KESHEN MAJOR

Par: \_\_\_\_\_  
Greg Rickford

IMMACULATE HEART COMMUNITY  
OF LOS ANGELES, CA

Par: \_\_\_\_\_  
Mark Rowan

F. J. SCOTT HALL LAW  
CORPORATION

Par: \_\_\_\_\_  
Scott Hall

ROMAN CATHOLIC DIOCESE OF  
WHITEHORSE

Par: \_\_\_\_\_  
Azool Jaffer-Jeraj

THE ROMAN CATHOLIC EPISCOPAL  
CORPORATION OF PRINCE RUPERT

Par: \_\_\_\_\_  
Gary R. Brown

THE ROMAN CATHOLIC EPISCOPALE  
CORPORATION OF MACKENZIE

ROSE A. KEITH, LLP

Par: \_\_\_\_\_  
Archbishop of MacKenzie

Par: \_\_\_\_\_  
Rose A. Keith

FULTON & COMPANY

CABOTT & CABOTT

Par: \_\_\_\_\_  
Len Marchand, P. Eng.

Par: \_\_\_\_\_  
Laura I. Cabott

LACKOWICZ, SHIER & HOFFMAN

MACDERMID LAMARSH

Par: \_\_\_\_\_  
Dan Shier

Par: \_\_\_\_\_  
Robert Emigh (Saskatoon)

BILKEY, QUINN

WALLBRIDGE, WALLBRIDGE

Par: \_\_\_\_\_  
David Bilkey

Par: \_\_\_\_\_  
Kevin Simcoe

Par: \_\_\_\_\_  
Kathleen Erin Cullin

HEATHER SADLER JENKINS

DUBOFF EDWARDS HAIGHT &  
SCHACHTER

Par: \_\_\_\_\_  
Sandra Staats

Par: \_\_\_\_\_  
Harley Schachter

PETER GRANT & ASSOCIATES

Par: \_\_\_\_\_  
Peter Grant

Par: \_\_\_\_\_  
Brian O'Reilly

MACPHERSON LESLIE & TYERMAN  
LLP

Par: \_\_\_\_\_  
Maurice Laprairie, Q.C.

MACDERMID LAMARSH GORSALITZ

Par: \_\_\_\_\_  
Robert Emigh (Fort McMurray)

DINNING HUNTER LAMBERT &  
JACKSON

Par: \_\_\_\_\_  
Eric Wagner

JOHN A. TAMMING LAW  
OFFICE

Par: \_\_\_\_\_  
John A. Tamming

BIAMONTE CAIRO & SHORTREED

Par: \_\_\_\_\_  
Terry Antonello

KOSKIE MINSKY LLP

Par: \_\_\_\_\_  
Kirk M. Baert

CUELENAERE, KENDALL, KATZMAN  
& WATSON

Par: \_\_\_\_\_  
Michael D. Nolin

GILLES GAGNÉ

Par: \_\_\_\_\_  
Gilles Gagné

GATES AND COMPANY

Par: \_\_\_\_\_  
Sheldon Stener

GREY MUNDAY LLP

Par: \_\_\_\_\_  
Leighton B. U. Grey

CRYSTAL MCLEOD LAW FIRM

Par: \_\_\_\_\_  
Crystal McLeod

DIOCESE OF SASKATOON

Par: \_\_\_\_\_  
W. Roderick Donlevy

OMI LACOMBE AND CORPORATION

Par: \_\_\_\_\_  
W. Roderick Donlevy

DUFOUR & JACQUES

Par: \_\_\_\_\_  
Patrick Jacques

BRONSTEIN & COMPANY

Par: \_\_\_\_\_  
Stephen J. Bronstein

MCDUGALL GAULEY LLP

Par: \_\_\_\_\_  
Wayne L. Bernakevitch

CARROLL MAYES

Par: \_\_\_\_\_  
Karen Webb

ROSS, SCULLION

Par: \_\_\_\_\_  
Kevin J. Scullion

LISA M. DEWAR FAMILY LAW &  
MEDIATION

Par: \_\_\_\_\_  
Lisa M. Dewar

BERTHA JOSEPH, LLB, MBA

Par: \_\_\_\_\_  
Bertha Joseph

PIVOT LEGAL LLP

Par: \_\_\_\_\_  
Shabnum Durrani

BRIDGELAND LAW PRACTICE

Par: \_\_\_\_\_  
Cheryllynn Klassen

WOLOSHYN AND COMPANY

Par: \_\_\_\_\_  
Stephen Nicholson

RUSSELL KRONICK LLB

Par: \_\_\_\_\_  
Russell S. Kronick

POYNER BAXTER LLP

Par: \_\_\_\_\_  
Patrick Poyner

NELSON & NELSON

Par: \_\_\_\_\_  
Stephen B. Nelson

McKAY & ASSOCIATES

Par: \_\_\_\_\_  
David R. Barth

FOWLE & COMPANY

Par: \_\_\_\_\_  
Ryan Fowle

DAVID GIBSON AND ASSOCIATES

Par: \_\_\_\_\_  
David Gibson

DIONNE GERTLER SCHULZE

Par: \_\_\_\_\_  
Geeta Narang/David Schulze

PHILLIPS AIELLO

Par: \_\_\_\_\_  
Joe Aiello

MAURICE LAW

Par: \_\_\_\_\_  
Dale Szakacs

BIAMONTE CAIRO & SHORTREED LLP

Par: \_\_\_\_\_  
Rosanna M. Saccomani

ANDREW BENKO

Par: \_\_\_\_\_  
Peggy Benko

DICK BYL LAW CORPORATION

Par: \_\_\_\_\_  
Jon M. Duncan

MICHELLE GOOD & COMPANY

Par: \_\_\_\_\_  
Michelle Good

ME LEPINE

Par: \_\_\_\_\_  
Eric Lepine

DONOVAN & COMPANY

Par: \_\_\_\_\_  
Karim Ramji

ANJA BROWN, BARRISTER &  
SOLICITOR

Par: \_\_\_\_\_  
Anja Brown

WILLOWS TULLOCH

Par: \_\_\_\_\_  
Neil J.D. Tulloch

EISNER MAHON

Par: \_\_\_\_\_  
Michael Mahon

SCOTT PHELPS & MASON

Par: \_\_\_\_\_  
Kevin Wayne Scott

ANDREW CROLL LAW  
CORPORATION

Par: \_\_\_\_\_  
Andrew Croll

SANDERSON BALICKI  
PARCHOMCHUK

Par: \_\_\_\_\_  
Ronald G. Parchomchuk

DANIEL TAPP LAW FIRM  
PROFESSIONAL CORPORATION

Par: \_\_\_\_\_  
Daniel S. Tapp

MYERS WEINBERG LLP

Par: \_\_\_\_\_  
Priscilla Sternat-McIvor

BRUCE SLUSAR LAW OFFICE

Par: \_\_\_\_\_  
Bruce J. Slusar



HUTCHINS CARON & ASSOCIÉS

Par: \_\_\_\_\_  
Julie Corry

WILLIER AND CO.

Par: \_\_\_\_\_  
Will Willier

NAHWEGAHBOW CORBIERE  
GENOODMAGEJIG, BARRISTERS  
AND SOLICITORS

Par: \_\_\_\_\_  
Amber Crowe

CARROLL AND BELDING

Par: \_\_\_\_\_  
Ken Carroll

Par: \_\_\_\_\_  
Stacy Belding

ZATLYN LAW OFFICE

Par: \_\_\_\_\_  
Neil Raas

GILBERT DESCHAMPS  
BARRISTER AND SOLICITOR

Par: \_\_\_\_\_  
Gilbert Deschamps

RIDGWAY AND COMPANY

Par: \_\_\_\_\_  
Eric Wagner

BURKE FRAME BARRISTERS

Par: \_\_\_\_\_  
Alana Hughes

AMANA LAW OFFICE

Par: \_\_\_\_\_  
Idorenyin E. Amana

WILCOX ZUK CHOVIN LAW OFFICES

Par: \_\_\_\_\_  
Trish Greyeyes

CONNOLLY, WOOD AND COMPANY

TRIAL LAWYERS ADVOCACY GROUP

Par: \_\_\_\_\_  
Yoshio (Joe) Sumiya

Par: \_\_\_\_\_  
Shawn Bobb

ALGHOUL & ASSOCIATES LAW FIRM

FRIGAULT LAW

Par: \_\_\_\_\_  
Louay Alghoul

Par: \_\_\_\_\_  
Lise Frigault

LAW OFFICES OF AUDRA BENNETT

DANIEL S. SHIER LAW OFFICES

Par: \_\_\_\_\_  
Audra Bennett

Par: \_\_\_\_\_  
Daniel Shier

FORD LAW OFFICE

ALGHOUL & ASSOCIATES LAW FIRM

Par: \_\_\_\_\_  
Violet Ford

Par: \_\_\_\_\_  
Kathleen Mazur

SACK GOLDBLATT MITCHELL LLP

SUZANNE DESROSIERS  
BARRISTER & SOLICITOR

Par: \_\_\_\_\_  
Fay Brunning

Par: \_\_\_\_\_  
Suzanne Desrosiers

WARDELL GILLIS  
BARRISTERS & SOLICITORS

BLAIN LAW

Par: \_\_\_\_\_  
Evan H. Jenkins

Par: \_\_\_\_\_  
Darrin Blain

Par: \_\_\_\_\_  
Helen A. Cotton

NICKERSON ROBERTS HOLINSKI  
& MERCER

Par: \_\_\_\_\_  
Elaine Hancheruk



## DEMANDE DE PAIEMENT D'EXPÉRIENCE COMMUNE POUR LES ANCIENS ÉLÈVES DES PENSIONNATS INDIENS

**VEUILLEZ ÉCRIRE EN LETTRES MOULÉES À L'ENCRE**

**Veillez remplir toutes les cases ou écrire « sans objet »**

Si vous faites la demande à titre de représentant personnel légal d'une personne frappée d'incapacité mentale ou d'une personne mineure, ou si vous faites la demande pour une personne décédée le ou après le 30 mai 2005 ou pour une personne ayant fréquenté le Mohawk Institute et qui est décédée le ou après le 5 octobre 1996, veuillez utiliser le formulaire de « Demande des représentants personnels ou des représentants de succession » que vous pourrez vous procurer sur le site Web de Service Canada au [www.servicecanada.gc.ca](http://www.servicecanada.gc.ca) ou en appelant Service Canada au **1-866-699-1742 (TTY 1-800-926-9105)**.

SECTION A			
<b>1. IDENTIFICATION</b> <input type="checkbox"/> M. <input type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/> Mlle		Langue de correspondance préférée <input type="checkbox"/> Anglais <input type="checkbox"/> Français	
Prénom usuel	Deuxième prénom (s'il y a lieu)	Nom de famille	
<b>AUTRE(S) NOM(S) SOUS LE(S)QUEL(S) VOUS ÉTIEZ CONNU(E) AU PENSIONNAT INDIEN ET/OU NOM TRADITIONNEL</b> <i>Veillez indiquer tous les noms y compris le nom à la naissance et autres graphies et les surnoms (exemple : Celina, Lena).</i>			
Prénom(s)	Deuxième prénom (s'il y a lieu)	Nom(s) de famille	
<b>Noms complets de la mère, du père et/ou du tuteur/parent substitut à l'époque où vous avez fréquenté le pensionnat indien</b> (Les tuteurs/parents substitués peuvent être les parents adoptifs traditionnels, des membres de la famille élargie ou de votre communauté). Ces renseignements ne sont pas obligatoires pour établir l'admissibilité mais peuvent aider à confirmer votre fréquentation du (des) pensionnat(s).			
Mère (nom de fille/nom à la naissance)	Prénom _____	Nom de famille _____	
Père	Prénom _____	Nom de famille _____	
Tuteur(s)/parent(s) substitués (s'il y a lieu)	Prénom _____	Nom de famille _____	
Lien du/des tuteur(s)/parent(s) substitut(s) avec vous (par exemple, tante, grand-mère, ami, etc.) _____			
<b>2. ADRESSE ACTUELLE</b>			
Adresse (No, Rue, App., R.R., Case Postale)			Ville/Village/Communauté
Province/Territoire/État	Pays	Code postal	Numéro de téléphone ( ) -
ADRESSE POSTALE (No, Rue, App., R.R., Case Postale)			Ville/Village/Communauté
Province/Territoire/État	Pays	Code postal	Numéro de téléphone ( ) -

Si vous souhaitez obtenir de l'aide pour remplir ce formulaire, veuillez appeler Service Canada au 1-866-699-1742 (TTY 1-800-926-9105)



### 3. DATE ET LIEU DE NAISSANCE

Année / Mois / Jour

Province/Territoire/État

Pays

### VEUILLEZ INDiquer À QUEL GROUPE VOUS APPARTENIEZ LORSQUE VOUS FRÉQUENTIEZ UN PENSIONNAT INDIEN

☐ Indien inscrit ☐ Indien non inscrit ☐ Métis ☐ Inuit (Nunavut) ☐ Inuit (Québec) ☐ Inuvialuit ☐ Non-Autochtone

*Les renseignements demandés dans cette section sont obligatoires. Ces renseignements seront transmis à  
Résolution des questions des pensionnats indiens Canada pour le traitement de votre demande selon les principes  
approuvés par les tribunaux.*

### 4. PREUVE D'IDENTITÉ EXIGÉE

Une preuve de votre identité est exigée. Pour plus de précisions, voir la Section B.

Veillez cocher les cases correspondant aux documents joints :

Documents principaux :

Si le nom inscrit dans votre demande est différent de celui qui figure sur les documents principaux, veuillez joindre l'originale ou une copie certifiée conforme de l'un des documents suivants :

☐ Un original du certificat de naissance  
ou deux des documents suivants, dont l'un  
doit comporter une photographie

☐ Certificat d'Indien inscrit

☐ Permis de conduire provincial/territorial

☐ Carte d'assurance-maladie d'une province/d'un territoire

☐ Passeport canadien

☐ Certificat de mariage/d'enregistrement du mariage

☐ Jugement de divorce

☐ Attestation officielle de changement de nom

☐ Documents d'adoption

### 5. PENSIONNAT(S) INDIEN(S) OÙ VOUS RÉSIDIEZ (Veillez consulter la Section C pour connaître les numéros des pensionnats)

Veillez indiquer, selon vos souvenirs, tous les pensionnats indiens où vous avez résidé. Vous devrez indiquer le numéro du (des) pensionnat(s) figurant sur la liste approuvée de la Section C et nous indiquer la date de votre admission et la date de votre départ de ce pensionnat. Si vous avez quitté le pensionnat pendant un certain temps (autre que pour des congés et/ou des vacances), et que vous êtes retourné par la suite à ce même pensionnat, veuillez considérer ces périodes de fréquentation comme s'appliquant à des pensionnats distincts.

Pensionnat n°  Fréquenté : Du  /  au  /   
Mois ou saison Année Mois ou saison Année

Pensionnat n°  Fréquenté : Du  /  au  /   
Mois ou saison Année Mois ou saison Année

Pensionnat n°  Fréquenté : Du  /  au  /   
Mois ou saison Année Mois ou saison Année

Pensionnat n°  Fréquenté : Du  /  au  /   
Mois ou saison Année Mois ou saison Année

Si vous devez indiquer plus de quatre pensionnats indiens, veuillez donner les renseignements sur une autre page.

Si vous ne trouvez pas le nom du pensionnat fréquenté dans la liste approuvée, inscrivez le nom de ce pensionnat ici :

Village/Communauté et Province/Territoire où était situé le pensionnat \_\_\_\_\_

Pensionnaire : Du  /  au  /   
Mois ou saison Année Mois ou saison Année



**6. SI VOUS PRÉFÉREZ UN DÉPÔT DIRECT** *(au Canada seulement)*

Souhaitez-vous que votre Paiement d'expérience commune soit déposé dans votre compte dans une banque ou une institution financière?

☐ Non ☐ Oui (Remplissez cette section)

Si vous avez un compte-chèques, veuillez joindre un chèque personnalisé non signé. Inscrivez la mention « ANNULÉ » au recto du chèque.

**ou**

Si vous avez un compte d'épargne, remplissez les cases ci-dessous (vous devrez peut-être communiquer avec votre banque ou institution financière pour obtenir ces informations) :

Numéro de la succursale

Numéro de l'institution

Numéro de compte

Nom de l'institution financière

Nom(s) du titulaire du compte

Numéro de téléphone de l'institution financière



## SIGNATURE

Ma signature/marque indique que les renseignements donnés dans ce formulaire sont exacts et véridiques, à ma connaissance. Je reconnais que le fait de faire sciemment une fausse déclaration ou une demande frauduleuse pourrait entraîner des poursuites criminelles. Je comprends que chaque demande fera l'objet d'une vérification.

**Signature du demandeur**

**Année**

**Mois**

**Jour**



Je comprends que les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires pour l'administration du Paiement d'expérience commune et que ces renseignements seront transmis à Résolution des questions des pensionnats indiens Canada afin de déterminer mon admissibilité. Je comprends que les renseignements personnels sont protégés en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et de la *Loi sur le ministère du Développement social (MDS)*. J'ai le droit de demander l'accès à mes renseignements personnels en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, et je suis conscient que ces renseignements peuvent être utilisés ou divulgués conformément aux conditions prévues par la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et par la *Loi sur le MDS* et décrites dans le fichier de renseignements personnels (HRSDC PPU 100).

## SIGNATURE AU MOYEN D'UNE MARQUE

Si le demandeur a signé en inscrivant une marque (par exemple un « X »), la marque doit être faite en présence d'un témoin. Ce témoin peut être un parent.

Le témoin doit donner les renseignements suivants :

**Prénom, initiale et nom de famille du témoin**

**Lien avec le demandeur**

**ADRESSE** (No, Rue, App., R.R., Case Postale)

Ville/Village/Communauté

Province/Territoire/État

Pays

Code postal

Numéro de téléphone

( ) -

Si le demandeur a signé en inscrivant une marque, le témoin doit également signer la déclaration suivante :

J'ai lu le contenu de cette demande au demandeur qui en comprend et en confirme le contenu complet et qui a fait sa marque en ma présence.

**Signature du témoin**

**Année**

**Mois**

**Jour**





**VOUS N'AVEZ PAS À RETOURNER LES PAGES DE 5 À 11 AVEC VOTRE DEMANDE**

**SECTION B**

**DOCUMENTS EXIGÉS**

**I. PIÈCES D'IDENTITÉ**

1. Vous devez joindre l'original de votre certificat de naissance à votre formulaire de demande. Il vous sera retourné après vérification de votre identité.
- ou**
2. Si vous n'avez pas l'original de votre certificat de naissance, vous pouvez vous rendre à un Centre Service Canada pour présenter deux (2) des documents suivants, l'un doit comporter une photographie :
  - Certificat d'Indien inscrit (émis par Affaires indiennes et du Nord Canada)
  - Permis de conduire provincial/territorial
  - Carte d'assurance-maladie d'une province/d'un territoire
  - Passeport canadien
3. Si vous choisissez de poster votre demande et que vous n'avez pas l'original de votre certificat de naissance, vous devez joindre des **copies conformes certifiées** d'au moins deux (2) des documents énumérés au point 2. Vous devrez présenter les originaux des pièces d'identité à une personne qui attestera que les documents sont des copies conformes de vos pièces d'identité originales. La personne qui atteste l'authenticité des pièces d'identité doit être un citoyen canadien qui habite au Canada, être disponible pour Service Canada aux fins de vérification et doit vous avoir connu personnellement depuis au moins deux ans.

Veuillez noter que vous ne pouvez pas authentifier vos propres documents.

Sur chaque copie de pièce d'identité **qui ne comporte pas de photographie**, la personne qui authentifie le document doit inscrire la déclaration suivante : « Je certifie que la présente est une copie conforme de l'original. » Sur chaque copie de pièce d'identité **qui comporte une photographie**, la personne qui authentifie le document doit inscrire la déclaration suivante : « Je certifie que la présente est une copie conforme de l'original et que la photographie est bien celle du demandeur. Je suis un citoyen canadien et je connais personnellement le demandeur depuis au moins deux ans. » Sur toutes les copies de pièces d'identité, la personne qui authentifie le document doit inscrire aussi son nom en caractères d'imprimerie, son titre, sa signature, ses coordonnées ainsi que la date à laquelle elle a certifié le document.

Les personnes suivantes peuvent attester l'authenticité de vos documents :

- Chef ou conseiller d'un conseil de bande des Premières nations
- Conseiller du Métis Settlements General Council et membres du Saskatchewan Provincial Métis Council
- Dentiste
- Dirigeant de la Nunavut Tunngavik Inc
- Dirigeant/dirigeante de la Inuvialuit Regional Corporation (Société régionale Inuvialuit) et des six (6) Inuvialuit Community Corporations (Sociétés communautaires des Inuvialuit) (Territoires du Nord Ouest)
- Dirigeant de Makivik (Nord québécois)
- Juge
- Avocat (membre du barreau d'une province)
- Notaire (au Québec)
- Magistrat

For assistance completing this form, please call Service Canada at 1-866-699-1742 (TTY 1-800-926-9105)





- Maire
- Médecin
- Ministre du culte habilité en vertu de la législation provinciale à célébrer des mariages
- Notaire public
- Optométriste
- Pharmacien
- Agent de police (police municipale, provinciale ou GRC)
- Maître de poste
- Directeur d'une école primaire ou secondaire
- Expert-comptable (APA, CA, CGA, CMA, PA ou RPA)
- Ingénieur (P.Eng. ou Ing. au Québec)
- Cadre supérieur dans un établissement d'enseignement postsecondaire (y compris les cégeps)
- Cadre supérieur ou professeur dans une université
- Travailleur social détenant une MSS (Maîtrise en service social)
- Vétérinaire

**REMARQUE IMPORTANTE :**

Si le nom inscrit sur les pièces d'identité diffère du nom actuel, il vous faudra soumettre des documents à l'appui du changement de nom. Vous pouvez envoyer l'original ou une copie certifiée conforme des documents suivants :

- Certificat de mariage ou certificat d'enregistrement du mariage
- Jugement de divorce
- Attestation officielle de changement de nom
- Documents d'adoption

**II. TRANSMISSION DE VOTRE DEMANDE : Vous pouvez transmettre votre demande à un Centre Service Canada par courrier ou en personne.**

Le formulaire doit être posté à l'adresse suivante :

**Centre de traitement du PEC  
C.P. 8729  
Vic CRO - Station Principale  
706, rue Yates  
Victoria (C.-B.) V8W 3S3**

Veuillez ne pas fournir d'autres documents que ceux qui sont demandés dans le formulaire de demande. Nous communiquerons directement avec vous par téléphone ou par courrier si nous désirons obtenir d'autres renseignements. Assurez-vous d'avoir fourni tous les renseignements demandés et d'avoir signé votre demande.

Service Canada est maintenant rattaché à Ressources humaines et Développement social Canada. Pour trouver le Centre Service Canada le plus près de chez vous, consultez le site Web [www.servicecanada.gc.ca](http://www.servicecanada.gc.ca) ou appelez au 1-866-699-1742 (TTY 1-800-926-9105).



## SECTION C

### IDENTIFICATION DES PENSIONNATS INDIENS

**Veillez répondre à la question 5, Section A, en inscrivant le(s) numéro(s) correspondant au(x) pensionnat(s) que vous avez fréquenté(s).**

Veillez noter que d'autres pensionnats indiens peuvent s'ajouter à cette liste de temps à autre. Veuillez vérifier la liste officielle des pensionnats indiens sur le site Web de la Convention de règlement à l'adresse suivante : <http://www.reglementpensionnatsindiens.ca/French/schools.html>

### Pensionnats indiens

#### PENSIONNATS INDIENS DU YUKON

01	Carcross (Choooutla)	Carcross
02	Coudert Hall (Foyer/résidence de Whitehorse – remplacé par le Yukon Hall)	Whitehorse
03	Shingle Point (remplacé par All Saints, Aklavik)	Shingle Point
04	Whitehorse Baptist	Whitehorse
05	Yukon Hall (Résidence protestante/Whitehorse)	Whitehorse

#### PENSIONNATS INDIENS DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

06	Immaculate Conception (Aklavik Roman Catholic)	Aklavik
07	All Saints (Aklavik Anglican)	Aklavik
08	Fleming Hall (Fort McPherson)	Fort McPherson
09	Sacred Heart (Providence)	Fort Providence
10	St. Joseph's (Fort Resolution)	Fort Resolution
11	Bompas Hall (Fort Simpson Anglican)	Fort Simpson
12	Lapointe Hall (Fort Simpson Roman Catholic)	Fort Simpson
13	Breynat Hall (Fort Smith)	Fort Smith
14	Grandin College	Fort Smith
15	Hay River (St. Peter's)	Hay River
16	Grolier Hall (Inuvik Roman Catholic)	Inuvik
17	Stringer Hall (Foyer Anglicain Inuvik)	Inuvik
18	Akaitcho Hall (Yellowknife)	Yellowknife
130	Foyer fédéral de Fort Franklin	Déline

#### PENSIONNATS INDIENS DU NUNAVUT

19	Chesterfield Inlet (Turquetil Hall)	Chesterfield Inlet
20	Federal Tent Hostel de Coppermine	Coppermine
21	Foyer fédéral de Baker Lake	Qamani'tuaq, Qamanittuaq
22	Foyer fédéral de Belcher Islands	Sanikiluaq
23	Foyer fédéral de Broughton Island	Qikiqtarjuaq
24	Foyer fédéral de Cambridge Bay	Cambridge Bay
25	Foyer fédéral de Cape Dorset	Kinngait
26	Foyer fédéral d'Eskimo Point	Arviat



## IDENTIFICATION DES PENSIONNATS INDIENS

Veuillez répondre à la question 5, Section A, en inscrivant le(s) numéro(s) correspondant au(x) pensionnat(s) que vous avez fréquenté(s).

### Pensionnats indiens

#### PENSIONNATS INDIENS DU NUNAVUT

27	Foyer fédéral de Frobisher Bay (Ukkivik)	Iqaluit
28	Foyer fédéral d'Igloolik	Igloolik/Iglulik
29	Foyer fédéral de Lake Harbour	Kimmirut
30	Foyer fédéral de Pangnirtung (Pangnirtang)	Pangnirtung/Panniqtuuq
31	Foyer fédéral de Pond Inlet	Mittimatalik

#### PENSIONNATS INDIENS DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

32	Ahousaht	Ahousaht
33	Alberni	Port Alberni
34	Cariboo (St. Joseph's, Williams Lake)	Williams Lake
35	Christie (Clayoquot, Kakawis)	Tofino
36	Coqualeetza	Chilliwack/Sardis
37	Cranbrook (St. Eugene's, Kootenay)	Cranbrook
38	Kamloops	Kamloops
39	Kitimaat	Kitimaat
40	Kuper Island	Kuper Island
41	Lejac (Fraser Lake)	Fraser Lake
42	Lower Post	Lower Post
43	Port Simpson (Crosby Home for Girls)	Port Simpson
44	St. George's (Lytton)	Lytton
45	St. Mary's (Mission)	Mission
46	St. Michael's (Alert Bay Girls' Home, Alert Bay Boys' Home)	Alert Bay
47	Sechelt	Sechelt
48	St. Paul's (Squamish, North Vancouver)	North Vancouver

#### PENSIONNATS INDIENS DE L'ALBERTA

49	Assumption (Hay Lakes)	Assumption
50	Blue Quills (Saddle Lake, Sacred Heart, anciennement Lac La Biche)	St. Paul
51	Crowfoot (St. Joseph's, Ste. Trinité)	Cluny
52	Desmarais (St. Martin's, Wabasca Roman Catholic)	Desmarais-Wabasca
53	Edmonton (anciennement Red Deer Industrial)	St. Albert
54	Ermineskin	Hobbema
55	Fort Vermilion (St. Henry's)	Fort Vermilion
56	Grouard (St. Bernard's, Lesser Slave Lake Roman Catholic)	Grouard

Si vous souhaitez obtenir de l'aide pour remplir ce formulaire, veuillez appeler Service Canada au 1-866-699-1742 (TTY 1-800-926-9105)



## IDENTIFICATION DES PENSIONNATS INDIENS

Veuillez répondre à la question 5, Section A, en inscrivant le(s) numéro(s) correspondant au(x) pensionnat(s) que vous avez fréquenté(s).

### Pensionnats indiens

#### PENSIONNATS INDIENS DE L'ALBERTA

57	Holy Angels (Fort Chipewyan, École des Saints-Anges)	Fort Chipewyan
58	Joussard (St. Bruno's)	Joussard
59	Lac La Biche (Notre-Dame-des-Victoires, remplacé par Blue Quills)	Lac la Biche
60	Lesser Slave Lake (St. Peter's)	Lesser Slave Lake
61	Morley (Stony)	Morley
62	Old Sun	Gleichen
63	Sacred Heart	Brocket
64	St. Albert (Youville)	Youville
65	St. Augustine (Smoky River)	Smoky River
66	St. Cyprian's (Queen Victoria's Jubilee Home)	Brocket, Peigan Reserve
67	St. Joseph's (Dunbow)	High River
68	St. Mary's (Blood, Immaculate Conception)	Cardston
69	St. Paul's (Blood, Anglican/Church of England)	Cardston
70	Sarcee (St. Barnabas)	T'suu Tina
71	Sturgeon Lake (St. Francis Xavier)	Calais
72	St. John's (Wabasca Anglican/Church of England)	Wabasca
73	Whitefish Lake (St. Andrew's)	Whitefish Lake

#### PENSIONNATS INDIENS DE LA SASKATCHEWAN

74	Beauval (Lac la Plonge)	Beauval
75	Crowstand	Kamsack
76	File Hills	Balcarres
97	Fort Pelly	Fort Pelly
77	Gordon's	Gordon's Reserve, Punnichy
78	Lebret (Qu'Appelle, Whitecalf, St. Paul's High School)	Lebret
79	Marieval (Cowessess, Crooked Lake)	Grayson
80	Muscowequan (Lestock, Touchwood)	Lestock
81	Prince Albert (Onion Lake Anglican/Church of England, St. Alban's, All Saints, St. Barnabas, Lac la Ronge)	Prince Albert
82	Regina	Regina
83	Round Lake	Stockholm
84	St. Anthony's (Onion Lake Roman Catholic)	Onion Lake
85	St. Michael's (Duck Lake)	Duck Lake
86	St. Philip's	Kamsack

Si vous souhaitez obtenir de l'aide pour remplir ce formulaire, veuillez appeler Service Canada au 1-866-699-1742 (TTY 1-800-926-9105)



## IDENTIFICATION DES PENSIONNATS INDIENS

Veuillez répondre à la question 5, Section A, en inscrivant le(s) numéro(s) correspondant au(x) pensionnat(s) que vous avez fréquenté(s).

### Pensionnats indiens

#### PENSIONNATS INDIENS DE LA SASKATCHEWAN

87	Sturgeon Landing (remplacé par Guy Hill, Man.)	Sturgeon Landing
88	Thunderchild (Delmas, St. Henri)	Delmas

#### PENSIONNATS INDIENS DU MANITOBA

89	Assiniboia	Winnipeg
90	Birtle	Birtle
91	Brandon	Brandon
92	Churchill Vocational Centre	Churchill
93	Cross Lake (St. Joseph's, Jack River Annex – remplacé par Notre-Dame Hostel)	Cross Lake
94	Dauphin (McKay)	The Pas/Dauphin
95	Elkhorn (Washakada)	Elkhorn
96	Fort Alexander (Pine Falls)	Fort Alexander
98	Guy Hill (Clearwater, The Pas, anciennement Sturgeon Landing, Sask.)	The Pas
99	Norway House United Church	Norway House
129	Notre Dame Hostel (Norway House Roman Catholic, Jack River Hostel, a remplacé Jack River Annex à Cross Lake)	Norway House
100	Pine Creek (Camperville)	Camperville
101	Portage la Prairie	Portage la Prairie
102	Sandy Bay	Marius

#### PENSIONNATS INDIENS DE L'ONTARIO

103	Bishop Horden Hall (Moose Fort, Moose Factory)	Moose Island
104	Cecilia Jeffrey (Kenora, Shoal Lake)	Kenora
105	Chapleau (St. John's)	Chapleau
106	Fort Frances (St. Margaret's)	Fort Frances
107	Fort William (St. Joseph's)	Fort William
108	McIntosh	McIntosh
109	Mohawk Institute	Brantford
110	Mount Elgin (Muncey, St. Thomas)	Munceytown
111	Pelican Lake (Pelican Falls)	Sioux Lookout
112	Poplar Hill	Poplar Hill
113	St. Anne's (Fort Albany)	Fort Albany
114	St. Mary's (Kenora, St. Anthony's)	Kenora
115	Shingwauk	Sault Ste. Marie

Si vous souhaitez obtenir de l'aide pour remplir ce formulaire, veuillez appeler Service Canada au 1-866-699-1742 (TTY 1-800-926-9105)



## IDENTIFICATION DES PENSIONNATS INDIENS

Veillez répondre à la question 5, Section A, en inscrivant le(s) numéro(s) correspondant au(x) pensionnat(s) que vous avez fréquenté(s).

### Pensionnats indiens

#### PENSIONNATS INDIENS DE L'ONTARIO

- |     |   |         |
|-----|---|---------|
| 116 | Spanish Boys School (Charles Garnier, St. Joseph's, anciennement Wikwemikong Industrial)          | Spanish |
| 117 | Spanish Girls School (St. Joseph's, St. Peter's, St. Anne's, anciennement Wikwemikong Industrial) | Spanish |

#### PENSIONNATS INDIENS DU QUÉBEC

- |     |   |                            |
|-----|---|----------------------------|
| 118 | Amos (Saint-Marc-de-Figuery)  | Amos                       |
| 119 | Pointe Bleue  | Pointe Bleue               |
| 120 | La Tuque  | La Tuque                   |
| 121 | Fort George (St. Philip's)  | Fort George                |
| 122 | Fort George (St. Joseph's Mission, Résidence Couture, Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus) | Fort George                |
| 123 | Sept-Îles (Notre-Dame, Maliotenam)  | Sept-Îles                  |
| 124 | Foyer fédéral de George River   | Kangirsualujjuaq           |
| 125 | Foyer fédéral de Grande rivière de la Baleine (Poste-de-la-Baleine)                     | Kuujjaraapik/Whapmagoostui |
| 126 | Foyer fédéral de Payne Bay (Bellin)   | Kangirsuk                  |
| 127 | Foyer fédéral de Port Harrison (Inoucdjouac, Innoucdouac)                               | Inukjuak                   |

#### PENSIONNATS INDIENS DE LA NOUVELLE ÉCOSSE

- |     |              |              |
|-----|--------------|--------------|
| 128 | Shubenacadie | Shubenacadie |
|-----|--------------|--------------|



# DEMANDE DE PAIEMENT D'EXPÉRIENCE COMMUNE PAR DES REPRÉSENTANTS PERSONNELS LÉGAUX ET DES REPRÉSENTANTS DE SUCCESIONS

VEUILLEZ ÉCRIRE EN  
LETTRES MOULÉES À L'ENCRE

Veillez remplir toutes les cases ou écrire  
« sans objet »

Veillez indiquer si :

- ☐ Vous faites la demande pour un(e) mineur(e) ou un(e) ancien(ne) élève frappé(e) d'incapacité mentale  
ou  
☐ Vous faites la demande pour une personne décédée le ou après le 30 mai 2005 ou  
☐ pour une personne ayant fréquenté le Mohawk Institute et qui est décédée le ou après le 5 octobre 1996

Si vous faites la demande pour vous-même, veuillez utiliser le « Formulaire de demande de Paiement d'expérience commune pour les anciens élèves des pensionnats indiens » que vous pourrez vous procurer sur le site Web de Service Canada au [www.servicecanada.gc.ca](http://www.servicecanada.gc.ca) ou en appelant Service Canada au 1-866-699-1742 (TTY 1-800-926-9105).

## SECTION A

### RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONCERNANT L'ANCIEN ÉLÈVE POUR QUI VOUS REMPLISSEZ CE FORMULAIRE

1. IDENTIFICATION ☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle Langue de correspondance préférée ☐ Anglais ☐ Français

Prénom usuel	Deuxième prénom (s'il y a lieu)	Nom de famille
--------------	---------------------------------	----------------

### AUTRE(S) NOM(S) SOUS LE(S)QUEL(S) L'ANCIEN ÉLÈVE ÉTAIT CONNU AU PENSIONNAT INDIEN ET/OU NOM TRADITIONNEL

*Veillez indiquer tous les noms y compris le nom à la naissance et autres graphies et les surnoms (exemple : Celina, Lena).*

Prénom usuel	Deuxième prénom (s'il y a lieu)	Nom(s) de famille
--------------	---------------------------------	-------------------

### Noms complets de la mère, du père et/ou du tuteur/parent substitut à l'époque où l'ancien élève a fréquenté le pensionnat indien

(Les tuteurs/parents substitués peuvent être les parents adoptifs traditionnels, des membres de la famille élargie ou de la communauté de l'ancien élève). *Ces renseignements ne sont pas obligatoires pour établir l'admissibilité mais peuvent aider à confirmer la fréquentation du (des) pensionnat(s) par l'ancien élève.*

Mère (nom de fille/nom à la naissance) Prénom \_\_\_\_\_ Nom de famille \_\_\_\_\_

Père Prénom \_\_\_\_\_ Nom de famille \_\_\_\_\_

Tuteur(s)/parent(s) substitut(s) (s'il y a lieu) Prénom \_\_\_\_\_ Nom de famille \_\_\_\_\_

Lien du/des tuteur(s)/parent(s) substitut(s) avec l'ancien élève (par exemple, tante, grand-mère, ami, etc.) \_\_\_\_\_

### 2. ADRESSE ACTUELLE (Pour les anciens élèves mineurs ou frappés d'incapacité mentale seulement. Ne s'applique pas aux anciens élèves décédés)

ADRESSE (No, Rue, App., R.R., Case Postale)		Ville/Village/Communauté	
Province/Territoire/État	Pays	Code postal	Numéro de téléphone ( ) -

Si vous souhaitez obtenir de l'aide pour remplir ce formulaire, veuillez appeler Service Canada au 1-866-699-1742  
(TTY 1-800-926-9105)



<b>ADRESSE POSTALE</b> (No, Rue, App., R.R., Case Postale)		Ville/Village/Communauté	
Province/Territoire/État	Pays	Code postal	Numéro de téléphone (    )    -
<b>3. DATE ET LIEU DE NAISSANCE DE L'ANCIEN ÉLÈVE</b> Année / Mois / Jour / Province/Territoire/État Pays			
<b>4. DATE ET LIEU DU DÉCÈS (demandes provenant de représentants de successions seulement)</b> Année / Mois / Jour / Province/Territoire/État Pays			
<b>PREUVE DE DÉCÈS OBLIGATOIRE</b> Veuillez fournir une copie conforme certifiée de l'un des documents suivants (veuillez cocher la case appropriée) :  <input type="checkbox"/> Certificat de décès émanant de la province, du territoire ou de l'État <input type="checkbox"/> Certificat de décès du directeur d'une maison funéraire ou d'un administrateur d'un hôpital ou d'une clinique <input type="checkbox"/> Lettre d'un médecin, d'une infirmière diplômée ou d'un membre du clergé certifiant le décès selon les dossiers officiels de l'église, de l'hôpital ou de la clinique <input type="checkbox"/> Jugement d'homologation <input type="checkbox"/> Ancienne désignation d'un administrateur/d'un exécuter <input type="checkbox"/> Jugement provincial nommant l'administrateur <input type="checkbox"/> Certificat d'enregistrement de décès <input type="checkbox"/> Déclaration de vérification de décès du ministère des Anciens Combattants  Le document doit comporter l'entête officiel ou le sceau de l'organisme et contenir le nom et/ou la signature de la personne ou de l'autorité qui l'a émis. Le document doit indiquer le nom de la personne décédée ainsi que la date de son décès.			
<b>5. DÉCLARATION DU MÉDECIN TRAITANT (demandes faites au nom d'un ancien élève frappé d'incapacité mentale seulement)</b>  Une déclaration médicale signée par le médecin traitant doit accompagner votre formulaire de demande si vous présentez une demande à titre de représentant personnel d'un ancien élève frappé d'incapacité mentale. Veuillez cocher la case ci-dessous pour confirmer que vous avez joint le document requis. Pour de plus amples renseignements, consultez la Section C.  J'ai joint une copie de la déclaration médicale signée : Oui <input type="checkbox"/>			
<b>6. VEUILLEZ INDIQUER À QUEL GROUPE APPARTENAIT L'ANCIEN ÉLÈVE LORSQU'IL FRÉQUENTAIT UN PENSIONNAT INDIEN</b>  <input type="checkbox"/> Indien inscrit <input type="checkbox"/> Indien non inscrit <input type="checkbox"/> Métis <input type="checkbox"/> Inuit(Nunavut) <input type="checkbox"/> Inuit(Québec) <input type="checkbox"/> Inuvialuit <input type="checkbox"/> Non-Autochtone <i>Les renseignements demandés dans cette section sont obligatoires. Ces renseignements seront transmis à Résolution des questions des pensionnats indiens Canada pour le traitement de votre demande selon les principes approuvés par les tribunaux.</i>			

Si vous souhaitez obtenir de l'aide pour remplir ce formulaire, veuillez appeler Service Canada au 1-866-699-1742 (TTY 1-800-926-9105)





## 7. PREUVE D'IDENTITÉ EXIGÉE

Une preuve d'identité de l'ancien élève est exigée. Pour plus de précisions, voir la Section C.

Veuillez cocher les cases correspondant aux documents joints :

Documents principaux :

- ☐ Un original du certificat de naissance  
ou deux des documents suivants, dont l'un doit comporter une  
photographie:
- ☐ Certificat d'Indien inscrit
- ☐ Permis de conduire provincial/territorial
- ☐ Carte de soins de santé d'une province/d'un territoire
- ☐ Passeport canadien

Si le nom inscrit dans votre demande est différent de celui qui  
figure sur les documents principaux, veuillez joindre l'originale ou  
une copie certifiée conforme de l'un des documents suivants :

- ☐ Certificat de mariage/d'enregistrement du mariage
- ☐ Jugement de divorce
- ☐ Attestation officielle de changement de nom
- ☐ Documents d'adoption

## 8. PENSIONNAT(S) INDIEN(S) OÙ RÉSIDAIT L'ANCIEN ÉLÈVE (Veuillez consulter la Section D pour connaître les numéros des pensionnats)

Veuillez indiquer, à votre connaissance, tous les pensionnats indiens où l'ancien élève a résidé. Vous devrez indiquer le numéro du (des) pensionnat(s) figurant sur la liste approuvée de la Section D et nous indiquer la date d'admission et la date de départ de ce pensionnat. Si l'ancien élève a quitté le pensionnat pendant un certain temps (autre que pour des congés et/ou des vacances), et qu'il y est retourné par la suite à ce même pensionnat, veuillez considérer ces périodes de fréquentation comme s'appliquant à des pensionnats distincts.

Pensionnat n°	<input type="text"/>	Fréquenté :	Du	<input type="text"/>	/	<input type="text"/>	au	<input type="text"/>	/	<input type="text"/>
				Mois ou saison		Année		Mois ou saison		Année
Pensionnat n°	<input type="text"/>	Fréquenté :	Du	<input type="text"/>	/	<input type="text"/>	au	<input type="text"/>	/	<input type="text"/>
				Mois ou saison		Année		Mois ou saison		Année
Pensionnat n°	<input type="text"/>	Fréquenté :	Du	<input type="text"/>	/	<input type="text"/>	au	<input type="text"/>	/	<input type="text"/>
				Mois ou saison		Année		Mois ou saison		Année
Pensionnat n°	<input type="text"/>	Fréquenté :	Du	<input type="text"/>	/	<input type="text"/>	au	<input type="text"/>	/	<input type="text"/>
				Mois ou saison		Année		Mois ou saison		Année

Si vous devez indiquer plus de quatre pensionnats indiens, veuillez donner les renseignements sur une autre page.

Si vous ne trouvez pas le nom du pensionnat fréquenté dans la liste approuvée, inscrivez le nom de ce pensionnat ici :

Village/Communauté et Province/Territoire où était situé le pensionnat

Pensionnaire : Du  /  au  /   
Mois ou saison Année Mois ou saison Année



## SECTION B

**RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE REPRÉSENTANT PERSONNEL LÉGAL (qui fait la demande au nom d'un(e) mineur(e), d'une personne frappée d'une incapacité mentale ou de la succession d'un ancien élève). Pour de plus amples renseignements, consultez la Section C.**

**1. IDENTIFICATION**    ☐ M.    ☐ Mme    ☐ Mlle    Langue de correspondance préférée    ☐ Anglais    ☐ Français

Prénom usuel		Deuxième prénom (s'il y a lieu)		Nom de famille	
Adresse postale (No, Rue, App., R.R., Case Postale)				Ville/Village/Communauté	
Province/Territoire/État		Pays		Code postal	Numéro de téléphone (    )    -

### 3. VEUILLEZ PRÉCISER VOTRE LIEN AVEC L'ANCIEN ÉLÈVE ET FOURNIR LA PREUVE INDICUÉE À LA SECTION C

#### Au nom d'une succession :

- ☐ Exécuteur testamentaire
- ☐ Administrateur
- ☐ Fiduciaire de la succession
- ☐ Fiduciaire
- ☐ Liquidateur des biens de la personne décédée

Par les présentes, je demande un Paiement d'expérience commune et je déclare, à titre de représentant légal de la succession d'un ancien élève décédé, que je suis la seule personne légalement autorisée à administrer les biens de cette personne décédée, et que je suis le représentant légal autorisé à demander et à recevoir le Paiement d'expérience commune.

\_\_\_\_\_  
SIGNATURE

#### Au nom d'un ancien élève mineur :

- ☐ Tuteur
- ☐ Personne/Partie nommée pour administrer les affaires du mineur/de la mineure

#### Au nom d'un ancien élève frappé d'une incapacité mentale :

- ☐ Tuteur
- ☐ Curateur aux biens
- ☐ Substitut parental
- ☐ Curateur à la personne
- ☐ Curateur public ou l'équivalent

Par les présentes, je demande un Paiement d'expérience commune et déclare que l'ancien élève nommé dans le présent formulaire est incapable de gérer ses propres affaires en raison de son incapacité mentale ou qu'il est mineur selon les lois de la province ou du territoire qu'il habite, et que je suis le représentant légal de cet ancien élève autorisé à demander et recevoir en son nom le Paiement d'expérience commune.

\_\_\_\_\_  
SIGNATURE



#### 4. PREUVE D'IDENTITÉ EXIGÉE

Une preuve de l'identité du représentant légal qui fait la demande au nom de l'ancien élève est exigée. Pour plus de précisions, consultez la Section C. Veuillez cocher les cases correspondant aux documents que vous joignez :

Documents principaux :

- ☐ Un original du certificat de naissance
- ☐ Copie d'une pièce d'identité du gouvernement certifiée conforme

ou deux des documents suivants, dont l'un doit comporter une photographie :

- ☐ Certificat d'Indien inscrit
- ☐ Permis de conduire provincial/territorial
- ☐ Carte d'assurance-maladie d'une province/d'un territoire
- ☐ Passeport canadien

Si le nom inscrit dans votre demande est différent de celui qui figure sur les documents principaux, veuillez joindre l'originale ou une copie certifiée conforme de l'un des documents suivants :

- ☐ Certificat de mariage/d'enregistrement du mariage
- ☐ Jugement de divorce
- ☐ Attestation officielle de changement de nom
- ☐ Documents d'adoption

#### SIGNATURE

Ma signature/marque indique que les renseignements donnés dans ce formulaire sont exacts et véridiques, à ma connaissance. Je reconnais que le fait de faire sciemment une fausse déclaration ou une demande frauduleuse pourrait entraîner des poursuites criminelles. Je comprends que chaque demande fera l'objet d'une vérification.

**Signature du demandeur**

**Année**

**Mois**

**Jour**



Je comprends que les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires pour l'administration du Paiement d'expérience commune et que ces renseignements seront transmis à Résolution des questions des pensionnats indiens Canada afin de déterminer l'admissibilité d'un ancien élève. Je comprends que les renseignements personnels sont protégés en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels et de la Loi sur le ministère du Développement social (MDS). Je suis autorisé à demander l'accès aux renseignements personnels de l'ancien élève en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels, et je suis conscient que ces renseignements peuvent être utilisés ou divulgués conformément aux conditions prévues par la Loi sur la protection des renseignements personnels et par la Loi sur le MDS et décrites dans le fichier de renseignements personnels (HRSDC PPU 100).



## SIGNATURE AU MOYEN D'UNE MARQUE

Si le demandeur a signé en inscrivant une marque (par exemple un « X »), la marque doit être faite en présence d'un témoin. Ce témoin peut être un parent.

Le témoin doit donner les renseignements suivants :

### Prénom, initiale et nom de famille du témoin

### Lien avec le demandeur

Adresse (No, Rue, App., R.R., Case Postale)

Ville/Village/Communauté

Province/Territoire/État

Pays

Code postal

Numéro de téléphone

( ) -

Si le demandeur a signé en inscrivant une marque, le témoin doit également signer la déclaration suivante :

J'ai lu le contenu de cette demande au demandeur qui en comprend et en confirme le contenu complet et qui a fait sa marque en ma présence.

Signature du témoin

Année

Mois

Jour

► \_\_\_\_\_



## VOUS N'AVEZ PAS À RETOURNER LES PAGES 7 À 14 AVEC VOTRE DEMANDE

### SECTION C

**DOCUMENTS EXIGÉS avec les demandes faites au nom d'un ancien élève mineur, frappé d'incapacité ou décédé.**

#### I. PIÈCES D'IDENTITÉ

**Veuillez noter : Des pièces d'identité doivent être présentées pour établir l'identité tant de l'ancien élève que du représentant légal qui fait la demande en son nom.**

1. Vous devez joindre les originaux des certificats de naissance à votre formulaire de demande. Ils vous seront retournés après vérification des identités.
- ou**
2. Si vous n'avez pas les originaux des certificats de naissance, vous pouvez vous rendre à un Centre Service Canada pour présenter deux (2) des documents suivants, tant pour l'ancien élève que pour le représentant légal, dont l'un doit comporter une photographie :
  - Certificat d'Indien inscrit (émis par Affaires indiennes et du Nord Canada)
  - Permis de conduire provincial/territorial
  - Carte de soins de santé d'une province/d'un territoire
  - Passeport canadien
3. Si vous choisissez de poster votre demande et que vous n'avez pas les originaux des certificats de naissance, vous devez joindre des **copies certifiées conformes** d'au moins deux (2) des documents énumérés au point 2. Les demandeurs devront présenter les originaux des pièces d'identité à une personne qui attestera que les documents sont des copies conformes des pièces d'identité originales de l'ancien élève et du représentant légal. La personne qui atteste l'authenticité des pièces d'identité doit être un citoyen canadien qui habite au Canada, être disponible pour Service Canada aux fins de vérification et vous avoir connu personnellement depuis au moins deux ans.

Veuillez noter que vous ne pouvez pas authentifier vos propres documents.

Sur chaque copie de pièce d'identité **qui ne comporte pas de photographie**, la personne qui authentifie le document doit inscrire la déclaration suivante : « Je certifie que la présente est une copie conforme de l'original. »  
Sur chaque copie de pièce d'identité **qui comporte une photographie**, la personne qui authentifie le document doit inscrire la déclaration suivante : « Je certifie que la présente est une copie conforme de l'original et que la photographie est bien celle du demandeur. Je suis un citoyen canadien et je connais personnellement le demandeur depuis au moins deux ans. » Sur toutes les copies de pièces d'identité, la personne qui authentifie le document doit inscrire aussi son nom en caractères d'imprimerie, son titre, sa signature, ses coordonnées ainsi que la date à laquelle elle a certifié le document.

Les personnes suivantes peuvent attester l'authenticité de vos documents :

- Chef ou conseiller d'un conseil de bande des Premières nations
- Conseiller du Métis Settlements General Council et membres du Saskatchewan Provincial Métis Council
- Dentiste
- Dirigeant de la Nunavut Tunngavik Inc
- Dirigeant/dirigeante de la Inuvialuit Regional Corporation (Société régionale Inuvialuit) et des six (6) Inuvialuit Community Corporations (Sociétés communautaires des Inuvialuit) (Territoires du Nord Ouest)
- Dirigeant de Makivik (Nord québécois)
- Juge

Si vous souhaitez obtenir de l'aide pour remplir ce formulaire, veuillez appeler Service Canada au 1-866-699-1742 (TTY 1-800-926-9105)



- Avocat (membre du barreau d'une province)
- Notaire (au Québec)
- Magistrat
- Maire
- Médecin
- Ministre du culte habilité en vertu de la législation provinciale à célébrer des mariages
- Notaire public
- Optométriste
- Pharmacien
- Agent de police (police municipale, provinciale ou GRC)
- Maître de poste
- Directeur d'une école primaire ou secondaire
- Expert-comptable (APA, CA, CGA, CMA, PA ou RPA)
- Ingénieur (P.Eng. ou Ing. au Québec)
- Cadre supérieur dans un établissement d'enseignement postsecondaire (y compris les cégeps)
- Cadre supérieur ou professeur dans une université
- Travailleur social détenant une MSS (Maîtrise en service social)
- Vétérinaire

**REMARQUE IMPORTANTE :**

Si le nom inscrit sur les pièces d'identité diffère du nom actuel, il vous faudra soumettre des documents à l'appui du changement de nom. Vous pouvez envoyer l'original ou une copie certifiée conforme des documents suivants :

- Certificat de mariage ou certificat d'enregistrement du mariage
- Jugement de divorce
- Attestation officielle de changement de nom
- Documents d'adoption

**II. PREUVE DU POUVOIR JURIDIQUE D'AGIR AU NOM D'UN ANCIEN ÉLÈVE :**

Pour demander un Paiement d'expérience commune au nom d'un ancien élève, vous devez être un représentant personnel autorisé de cette personne tel qu'il est défini à la Convention de règlement approuvée par les tribunaux. Veuillez fournir une copie des documents juridiques qui vous autorisent à représenter l'ancien élève (par exemple une procuration).

Le document juridique devrait clairement indiquer, en détails, les pouvoirs conférés au représentant ainsi que la manière de les exercer.

**III. PREUVE DE DÉCÈS (demandes au nom d'une succession seulement)**

Pour demander un Paiement d'expérience commune au nom d'un ancien élève décédé, vous devez fournir un document contenant le nom de la personne décédée et la date de son décès. Vous pouvez fournir une copie certifiée conforme de l'un ou l'autre des documents suivants :

- Un certificat de décès émanant de la province, du territoire ou de l'État
- Un certificat de décès du directeur d'une maison funéraire ou d'un administrateur d'un hôpital ou d'une clinique
- Une lettre d'un médecin, d'une infirmière diplômée ou d'un membre du clergé certifiant le décès selon les dossiers officiels de l'église, de l'hôpital ou de la clinique
- Jugement d'homologation
- Certificat d'enregistrement de décès
- Déclaration de vérification de décès du ministère des Anciens Combattants
- Ancienne désignation d'un administrateur/d'un exécuter
- Jugement provincial nommant l'administrateur



**IV. DÉCLARATION DU MÉDECIN TRAITANT (demandes faites au nom d'anciens élèves frappés d'incapacité mentale seulement)**

Pour demander un Paiement d'expérience commune au nom d'un ancien élève frappé d'incapacité mentale, un médecin traitant doit attester l'incapacité mentale de l'ancien élève. Une déclaration médicale signée ou un rapport officiels du médecin traitant doivent être présentés attestant l'incapacité mentale de l'ancien élève à se représenter lui-même. La déclaration signée ou le rapport doivent dater de moins de deux ans avant la présentation d'une demande de Paiement d'expérience commune.

**V. TRANSMISSION DE VOTRE DEMANDE : Vous pouvez transmettre votre demande à un Centre Service Canada par courrier ou en personne.**

Le formulaire doit être posté à l'adresse suivante :

**Centre de traitement du PEC  
C.P. 8729  
Vic CRO - Station Principale  
706, rue Yates  
Victoria (C.-B.) V8W 3S3**

Veuillez ne pas fournir d'autres documents que ceux qui sont demandés dans le formulaire de demande. Nous communiquerons directement avec vous par téléphone ou par courrier si nous désirons obtenir d'autres renseignements. Assurez-vous d'avoir fourni tous les renseignements demandés et d'avoir signé votre demande.

Service Canada est maintenant rattaché à Ressources humaines et Développement social Canada. Pour trouver le Centre Service Canada le plus près de chez vous, consultez le site Web **[www.servicecanada.gc.ca](http://www.servicecanada.gc.ca)** ou appelez **1-866-699-1742 (TTY 1-800-926-9105)**.



## SECTION D

### IDENTIFICATION DES PENSIONNATS INDIENS

Veuillez répondre à la question 8, Section A, en inscrivant le(s) numéro(s) correspondant au(x) pensionnat(s) que l'ancien(ne) élève a fréquenté(s).

Veuillez noter que d'autres pensionnats indiens peuvent s'ajouter à cette liste de temps à autre. Veuillez vérifier la liste officielle des pensionnats indiens sur le site Web de la Convention de règlement à l'adresse suivante : <http://www.reglementpensionnatsindiens.ca/French/schools.html>

### Pensionnats indiens

#### PENSIONNATS INDIENS DU YUKON

01	Carcross (Choooutla)	Carcross
02	Coudert Hall (Foyer/résidence de Whitehorse – remplacé par le Yukon Hall)	Whitehorse
03	Shingle Point (remplacé par All Saints, Aklavik)	Shingle Point
04	Whitehorse Baptist	Whitehorse
05	Yukon Hall (Résidence protestante/Whitehorse)	Whitehorse

#### PENSIONNATS INDIENS DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

06	Immaculate Conception (Aklavik Roman Catholic)	Aklavik
07	All Saints (Aklavik Anglican)	Aklavik
08	Fleming Hall (Fort McPherson)	Fort McPherson
09	Sacred Heart (Providence)	Fort Providence
10	St. Joseph's (Fort Resolution)	Fort Resolution
11	Bompas Hall (Fort Simpson Anglican)	Fort Simpson
12	Lapointe Hall (Fort Simpson Roman Catholic)	Fort Simpson
13	Breynat Hall (Fort Smith)	Fort Smith
14	Grandin College	Fort Smith
15	Hay River (St. Peter's)	Hay River
16	Grollier Hall (Inuvik Roman Catholic)	Inuvik
17	Stringer Hall (Foyer Anglicain Inuvik)	Inuvik
18	Akaitcho Hall (Yellowknife)	Yellowknife
130	Foyer fédéral de Fort Franklin	Déline

#### PENSIONNATS INDIENS DU NUNAVUT

19	Chesterfield Inlet (Turquetil Hall)	Chesterfield Inlet
20	Federal Tent Hostel de Coppermine	Coppermine
21	Foyer fédéral de Baker Lake	Qamani'tuaq, Qamanittuaq
22	Foyer fédéral de Belcher Islands	Sanikiluaq
23	Foyer fédéral de Broughton Island	Qikiqtarjuaq
24	Foyer fédéral de Cambridge Bay	Cambridge Bay
25	Foyer fédéral de Cape Dorset	Kinngait
26	Foyer fédéral d'Eskimo Point	Arviat

Si vous souhaitez obtenir de l'aide pour remplir ce formulaire, veuillez appeler Service Canada au 1-866-699-1742 (TTY 1-800-926-9105)





## IDENTIFICATION DES PENSIONNATS INDIENS

Veuillez répondre à la question 8, Section A, en inscrivant le(s) numéro(s) correspondant au(x) pensionnat(s) que vous avez fréquenté(s).

### Pensionnats indiens

#### PENSIONNATS INDIENS DU NUNAVUT

27	Foyer fédéral de Frobisher Bay (Ukkivik)	Iqaluit
28	Foyer fédéral d'Igloodik	Igloodik/Iglulik
29	Foyer fédéral de Lake Harbour	Kimmirut
30	Foyer fédéral de Pangnirtung (Pangnirtang)	Pangnirtung/Panniqtuuq
31	Foyer fédéral de Pond Inlet	Mittimatalik

#### PENSIONNATS INDIENS DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

32	Ahousaht	Ahousaht
33	Alberni	Port Alberni
34	Cariboo (St. Joseph's, Williams Lake)	Williams Lake
35	Christie (Clayoquot, Kakawis)	Tofino
36	Coqualeetza	Chilliwack/Sardis
37	Cranbrook (St. Eugene's, Kootenay)	Cranbrook
38	Kamloops	Kamloops
39	Kitimaat	Kitimaat
40	Kuper Island	Kuper Island
41	Lejac (Fraser Lake)	Fraser Lake
42	Lower Post	Lower Post
43	Port Simpson (Crosby Home for Girls)	Port Simpson
44	St. George's (Lytton)	Lytton
45	St. Mary's (Mission)	Mission
46	St. Michael's (Alert Bay Girls' Home, Alert Bay Boys' Home)	Alert Bay
47	Sechelt	Sechelt
48	St. Paul's (Squamish, North Vancouver)	North Vancouver

#### PENSIONNATS INDIENS DE L'ALBERTA

49	Assumption (Hay Lakes)	Assumption
50	Blue Quills (Saddle Lake, Sacred Heart, anciennement Lac La Biche)	St. Paul
51	Crowfoot (St. Joseph's, Ste. Trinité)	Cluny
52	Desmarais (St. Martin's, Wabasca Roman Catholic)	Desmarais-Wabasca
53	Edmonton (anciennement Red Deer Industrial)	St. Albert
54	Ermineskin	Hobbema
55	Fort Vermilion (St. Henry's)	Fort Vermilion
56	Grouard (St. Bernard's, Lesser Slave Lake Roman Catholic)	Grouard

Si vous souhaitez obtenir de l'aide pour remplir ce formulaire, veuillez appeler Service Canada au 1-866-699-1742 (TTY 1-800-926-9105)



## IDENTIFICATION DES PENSIONNATS INDIENS

Veuillez répondre à la question 8, Section A, en inscrivant le(s) numéro(s) correspondant au(x) pensionnat(s) que vous avez fréquenté(s).

### Pensionnats indiens

#### PENSIONNATS INDIENS DE L'ALBERTA

57	Holy Angels (Fort Chipewyan, École des Saints-Anges)	Fort Chipewyan
58	Joussard (St. Bruno's)	Joussard
59	Lac La Biche (Notre-Dame-des-Victoires, remplacé par Blue Quills)	Lac la Biche
60	Lesser Slave Lake (St. Peter's)	Lesser Slave Lake
61	Morley (Stony)	Morley
62	Old Sun	Gleichen
63	Sacred Heart	Brocket
64	St. Albert (Youville)	Youville
65	St. Augustine (Smoky River)	Smoky River
66	St. Cyprian's (Queen Victoria's Jubilee Home)	Brocket, Peigan Reserve
67	St. Joseph's (Dunbow)	High River
68	St. Mary's (Blood, Immaculate Conception)	Cardston
69	St. Paul's (Blood, Anglican/Church of England)	Cardston
70	Sarcee (St. Barnabas)	T'suu Tina
71	Sturgeon Lake (St. Francis Xavier)	Calais
72	St. John's (Wabasca Anglican/Church of England)	Wabasca
73	Whitefish Lake (St. Andrew's)	Whitefish Lake

#### PENSIONNATS INDIENS DE LA SASKATCHEWAN

74	Beauval (Lac la Plonge)	Beauval
75	Crowstand	Kamsack
76	File Hills	Balcarres
97	Fort Pelly	Fort Pelly
77	Gordon's	Gordon's Reserve, Punnichy
78	Lebret (Qu'Appelle, Whitecalf, St. Paul's High School)	Lebret
79	Marieval (Cowessess, Crooked Lake)	Grayson
80	Muscowequan (Lestock, Touchwood)	Lestock
81	Prince Albert (Onion Lake Anglican/Church of England, St. Alban's, All Saints, St. Barnabas, Lac la Ronge)	Prince Albert
82	Regina	Regina
83	Round Lake	Stockholm
84	St. Anthony's (Onion Lake Roman Catholic)	Onion Lake
85	St. Michael's (Duck Lake)	Duck Lake
86	St. Philip's	Kamsack

Si vous souhaitez obtenir de l'aide pour remplir ce formulaire, veuillez appeler Service Canada au 1-866-699-1742 (TTY 1-800-926-9105)



## IDENTIFICATION DES PENSIONNATS INDIENS

Veuillez répondre à la question 8, Section A, en inscrivant le(s) numéro(s) correspondant au(x) pensionnat(s) que vous avez fréquenté(s).

### Pensionnats indiens

#### PENSIONNATS INDIENS DE LA SASKATCHEWAN

87	Sturgeon Landing (remplacé par Guy Hill, Man.)	Sturgeon Landing
88	Thunderchild (Delmas, St. Henri)	Delmas

#### PENSIONNATS INDIENS DU MANITOBA

89	Assiniboia	Winnipeg
90	Birtle	Birtle
91	Brandon	Brandon
92	Churchill Vocational Centre	Churchill
93	Cross Lake (St. Joseph's, Jack River Annex – remplacé par Notre-Dame Hostel)	Cross Lake
94	Dauphin (McKay)	The Pas/Dauphin
95	Elkhorn (Washakada)	Elkhorn
96	Fort Alexander (Pine Falls)	Fort Alexander
98	Guy Hill (Clearwater, The Pas, anciennement Sturgeon Landing, Sask.)	The Pas
99	Norway House United Church	Norway House
129	Notre Dame Hostel (Norway House Roman Catholic, Jack River Hostel, a remplacé Jack River Annex à Cross Lake)	Norway House
100	Pine Creek (Camperville)	Camperville
101	Portage la Prairie	Portage la Prairie
102	Sandy Bay	Marius

#### PENSIONNATS INDIENS DE L'ONTARIO

103	Bishop Horden Hall (Moose Fort, Moose Factory)	Moose Island
104	Cecilia Jeffrey (Kenora, Shoal Lake)	Kenora
105	Chapleau (St. John's)	Chapleau
106	Fort Frances (St. Margaret's)	Fort Frances
107	Fort William (St. Joseph's)	Fort William
108	McIntosh	McIntosh
109	Mohawk Institute	Brantford
110	Mount Elgin (Muncey, St. Thomas)	Munceytown
111	Pelican Lake (Pelican Falls)	Sioux Lookout
112	Poplar Hill	Poplar Hill
113	St. Anne's (Fort Albany)	Fort Albany
114	St. Mary's (Kenora, St. Anthony's)	Kenora
115	Shingwauk	Sault Ste. Marie

Si vous souhaitez obtenir de l'aide pour remplir ce formulaire, veuillez appeler Service Canada au 1-866-699-1742 (TTY 1-800-926-9105)



## IDENTIFICATION DES PENSIONNATS INDIENS

Veillez répondre à la question 8, Section A, en inscrivant le(s) numéro(s) correspondant au(x) pensionnat(s) que vous avez fréquenté(s).

### Pensionnats indiens

#### PENSIONNATS INDIENS DE L'ONTARIO

- |     |   |         |
|-----|---|---------|
| 116 | Spanish Boys School (Charles Garnier, St. Joseph's, anciennement Wikwemikong Industrial)          | Spanish |
| 117 | Spanish Girls School (St. Joseph's, St. Peter's, St. Anne's, anciennement Wikwemikong Industrial) | Spanish |

#### PENSIONNATS INDIENS DU QUÉBEC

- |     |   |                            |
|-----|---|----------------------------|
| 118 | Amos (Saint-Marc-de-Figuery)  | Amos                       |
| 119 | Pointe Bleue  | Pointe Bleue               |
| 120 | La Tuque  | La Tuque                   |
| 121 | Fort George (St. Philip's)  | Fort George                |
| 122 | Fort George (St. Joseph's Mission, Résidence Couture, Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus) | Fort George                |
| 123 | Sept-Îles (Notre-Dame, Maliotenam)  | Sept-Îles                  |
| 124 | Foyer fédéral de George River   | Kangirsualujjuaq           |
| 125 | Foyer fédéral de Grande rivière de la Baleine (Poste-de-la-Baleine)                     | Kuujjaraapik/Whapmagoostui |
| 126 | Foyer fédéral de Payne Bay (Bellin)   | Kangirsuk                  |
| 127 | Foyer fédéral de Port Harrison (Inoucdjouac, Innoucdouac)                               | Inukjuak                   |

#### PENSIONNATS INDIENS DE LA NOUVELLE ÉCOSSE

- |     |              |              |
|-----|--------------|--------------|
| 128 | Shubenacadie | Shubenacadie |
|-----|--------------|--------------|

## **ANNEXE B**

The Incorporated Synod of the Diocese of Algoma

The Synod of the Diocese of Athabasca

The Synod of the Diocese of Brandon

The Anglican Synod of the Diocese of British Columbia

The Synod of the Diocese of Calgary

The Diocese of the Synod of Cariboo

The Incorporated Synod of the Diocese of Huron

The Synod of the Diocese of Keewatin

The Bishop of Moosonee

The Synod of the Diocese of New Westminster

The Synod of the Diocese of Qu'Appelle

The Diocese of Saskatchewan

The Synod of the Diocese of Yukon

## CORPORATIONS CATHOLIQUES POURSUIVIES – 11 avril 2006

### Annexe C

ENTITÉ ET ADRESSE	ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION
1. <b>Sisters of Charity, entité également connu comme Sisters of Charity of St. Vincent de Paul, Halifax, également connu comme Sisters of Charity of Halifax</b> 150, chemin Bedford Halifax (Nouvelle Écosse) B3M 3J5	Thomas Macdonald Blois Nickerson & Bryson Barristers and Solicitors 1568, rue Hollis B.P. 2147 Halifax (Nouvelle Écosse) B3J 3B7
2. <b>The Roman Catholic Episcopal Corporation of Halifax</b> 151, rue Grafton Halifax (Nouvelle Écosse) B3J 2Y3	Hugh Wright McInnes Cooper 1601, rue Lower Water B.P. 730 Halifax (Nouvelle Écosse) B3H 2V1 (902) 444-8616 (Téléphone) (902) 425-6350 (Télécopieur)
3. <b>Les Sœurs de Notre Dame-Auxiliatrice</b> 895, rue Perreault est Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5H5	Pierre-L. Baribeau Lavery de Billy 1 Place Ville-Marie Bureau 4000 Montréal (Québec) H3B 4M4 (514) 877-2965 (Téléphone) (514) 871-8977 (Télécopieur)
4. <b>Les Sœurs de St. François d'Assise</b> 2700, rue Lacordaire Montréal (Québec) H1N 2M6	Pierre-L. Baribeau Lavery de Billy 1 Place Ville-Marie Bureau 4000 Montréal (Québec) H3B 4M4 (514) 877-2965 (Téléphone) (514) 871-8977 (Télécopieur)
5. <b>Institut des Sœurs du Bon Conseil</b> 1381, rue Roy Normandin (Québec) G8M 3V4	Pierre-L. Baribeau Lavery de Billy 1 Place Ville-Marie Bureau 4000 Montréal (Québec) H3B 4M4 (514) 877-2965 (Téléphone) (514) 871-8977 (Télécopieur)
6. <b>Les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe (The Sisters of St. Joseph of St. Hyacinthe)</b> À l'attention de Sœur Marie-Claire Dupont, Supérieure générale 805, avenue Raymond Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 5T9	Pierre-L. Baribeau Lavery de Billy 1 Place Ville-Marie Bureau 4000 Montréal (Québec) H3B 4M4 (514) 877-2965 (Téléphone) (514) 871-8977 (Télécopieur)

- |   |   |
|---|---|
| <p>7. <b>Les Sœurs de Jésus-Marie</b><br/>10070, avenue d'Auteuil<br/>Montréal (Québec) H3L 2K1</p>   | <p>Pierre-L. Baribeau<br/>Lavery de Billy<br/>1 Place Ville-Marie<br/>Bureau 4000<br/>Montréal (Québec) H3B 4M4<br/>(514) 877-2965 (Téléphone)<br/>(514) 871-8977 (Télécopieur)</p> |
| <p>8. <b>Les Sœurs de l'Assomption de la Sainte Vierge</b><br/>311, rue Saint-Jean-Baptiste<br/>Nicolet (Québec) J3T 1H5</p>  | <p>Pierre-L. Baribeau<br/>Lavery de Billy<br/>1 Place Ville-Marie<br/>Bureau 4000<br/>Montréal (Québec) H3B 4M4<br/>(514) 877-2965 (Téléphone)<br/>(514) 871-8977 (Télécopieur)</p> |
| <p>9. <b>Les Sœurs de l'Assomption de la Sainte Vierge de l'Alberta</b><br/>8533, rue 90<br/>Edmonton (Alberta) T6C 3L4</p>   | <p>Pierre-L. Baribeau<br/>Lavery de Billy<br/>1 Place Ville-Marie<br/>Bureau 4000<br/>Montréal (Québec) H3B 4M4<br/>(514) 877-2965 (Téléphone)<br/>(514) 871-8977 (Télécopieur)</p> |
| <p>10. <b>Les Sœurs de la Charité de St.-Hyacinthe</b><br/>16470, avenue Bourdages sud<br/>Saint-Hyacinthe (Québec) J2T 4J8</p>   | <p>Pierre-L. Baribeau<br/>Lavery de Billy<br/>1 Place Ville-Marie<br/>Bureau 4000<br/>Montréal (Québec) H3B 4M4<br/>(514) 877-2965 (Téléphone)<br/>(514) 871-8977 (Télécopieur)</p> |
| <p>11. <b>Les Œuvres Oblates de l'Ontario</b><br/>L'Édifce Deschatelets<br/>175, rue Main<br/>Ottawa (Ontario) K1S 1C3</p>  | <p>Pierre Champagne/ Ron Caza<br/>Heenan Blaikie<br/>55, rue Metcalfe, bureau 300<br/>Ottawa (Ontario) K1P 6L5<br/>(613) 236-0596 (Téléphone)</p>                                   |
| <p>12. <b>Les Résidences Oblates du Québec</b><br/>L'Édifce Deschatelets<br/>175, rue Main<br/>Ottawa (Ontario) K1S 1C3</p>   | <p>Pierre Champagne/ Ron Caza<br/>Heenan Blaikie<br/>55, rue Metcalfe, bureau 300<br/>Ottawa (Ontario) K1P 6L5<br/>(613) 236-0596 (Téléphone)</p>                                   |
| <p>13. <b>La Corporation Épiscopale Catholique Romaine de la Baie James (The Roman Catholic Episcopal Corporation of James Bay) The Catholic Diocese of Moosonee</b><br/>Catholic Diocese of Moosonee<br/>B.P. 40,<br/>2, chemin Bay<br/>Moosonee (Ontario) P0L 1Y0<br/>(705) 336-2908 (Téléphone)<br/>(705) 336-2759 (Télécopieur)</p> | <p>Pierre Champagne/ Ron Caza<br/>Heenan Blaikie<br/>55, rue Metcalfe, bureau 300<br/>Ottawa (Ontario) K1P 6L5<br/>(613) 236-0596 (Téléphone)</p>                                   |

- |   |   |
|---|---|
| <p>14. <b>Sœurs Grises de Montréal / Grey Nuns of Montréal</b><br/> 138, rue Saint-Pierre<br/> Montréal (Québec) H2Y 2L7</p>  | <p>W. Roderick Donlevy/ Michel Thibault<br/> McKercher McKercher &amp; Whitmore LLP<br/> 374, 3e avenue sud<br/> Saskatoon (Saskatchewan) S7K 1M5<br/> (306) 653-2000 (Téléphone)<br/> (306) 653-2669 (Télécopieur)</p> |
| <p>15. <b>Sisters of Charity (Grey Nuns) of Alberta</b><br/> Grey Nuns Regional Centre<br/> 9810, 165e rue<br/> Edmonton (Alberta) T5P 3S7<br/> (780) 974-4799 (Téléphone)<br/> (780) 484-7145 (Télécopieur)</p>                          | <p>W. Roderick Donlevy/ Michel Thibault<br/> McKercher McKercher &amp; Whitmore LLP<br/> 374, 3e avenue sud<br/> Saskatoon (Saskatchewan) S7K 1M5<br/> (306) 653-2000 (Téléphone)<br/> (306) 653-2669 (Télécopieur)</p> |
| <p>16. <b>Les Sœurs de la Charité des T.N.O.</b><br/> Grey Nuns Regional Centre<br/> 9810, 165e rue<br/> Edmonton (Alberta) T5P 3S7<br/> (780) 974-4799 (Téléphone)<br/> (780) 484-7145 (Télécopieur)</p>                                 | <p>W. Roderick Donlevy/ Michel Thibault<br/> McKercher McKercher &amp; Whitmore LLP<br/> 374, 3e avenue sud<br/> Saskatoon (Saskatchewan) S7K 1M5<br/> (306) 653-2000 (Téléphone)<br/> (306) 653-2669 (Télécopieur)</p> |
| <p>17. <b>Hôtel-Dieu de Nicolet (HDN)</b></p>   |   |
| <p>18. <b>The Grey Nuns of Manitoba Inc. – Les Sœurs Grises du Manitoba Inc.</b><br/> Grey Nuns Regional Centre<br/> 9810, 165e rue<br/> Edmonton (Alberta) T5P 3S7<br/> (780) 974-4799 (Téléphone)<br/> (780) 484-7145 (Télécopieur)</p> | <p>W. Roderick Donlevy/ Michel Thibault<br/> McKercher McKercher &amp; Whitmore LLP<br/> 374, 3e avenue sud<br/> Saskatoon (Saskatchewan) S7K 1M5<br/> (306) 653-2000 (Téléphone)<br/> (306) 653-2669 (Télécopieur)</p> |
| <p>19. <b>La Corporation Épiscopale Catholique Romaine de la Baie d'Hudson (The Roman Catholic Episcopal Corporation of Hudson's Bay)</b><br/> B.P. 10<br/> Churchill (Manitoba) R0B 0E0</p>  | <p>Rheal Teffaine<br/> R. E. Teffaine Law Corporation<br/> 247, boul. Provencher<br/> Winnipeg (Manitoba) R2H 0G6<br/> (204) 925-19000 (Téléphone)<br/> (204) 925-1907 (Télécopieur)</p>                                |
| <p>20. <b>Missionary Oblates – Grandin</b><br/> 21, promenade Meadowview<br/> St. Albert (Alberta) T8N 1R9<br/> (780) 459-2586 (Téléphone)<br/> (780) 459-2797 (Télécopieur)</p>  | <p>Curtis Onishenko<br/> McKercher McKercher &amp; Whitmore LLP<br/> 374, 3e avenue sud<br/> Saskatoon (Saskatchewan) S7K 1M5</p>   |
| <p>21. <b>Les Oblats de Marie Immaculée du Manitoba</b><br/> 474, rue Aulneau Piece<br/> St. Boniface (Manitoba) R2H 2V2</p>  | <p>Rheal Teffaine<br/> R. E. Teffaine Law Corporation<br/> 247, boul. Provencher<br/> Winnipeg (Manitoba) R2H 0G6<br/> (204) 925-19000 (Téléphone)<br/> (204) 925-1907 (Télécopieur)</p>                                |
| <p>22. <b>The Archiepiscopal Corporation of Regina</b><br/> 445, rue Broad nord<br/> Regina (Saskatchewan) S4R 2X8</p>  | <p>James Ehmann, Q.C.<br/> Kanuka Thuringer LLP<br/> 1400 – 2500, avenue Victoria<br/> Regina (Saskatchewan) S4P 3X2</p>  |



- |  |  |
|--|--|
| <p>23. <b>The Sisters of the Presentation</b><br/>         1405, place Mgr Pascal<br/>         Prince Albert (Saskatchewan) S6V 5J1</p>  | <p>Mitchell Holash<br/>         Harrandence Logue Holash<br/>         B.P. 2080<br/>         1102, 1ère avenue ouest<br/>         Prince Albert (Saskatchewan) S6V 6V4<br/>         (306) 764-4244 (Téléphone)<br/>         (306) 764-4949 (Télécopieur)</p> |
| <p>24. <b>The Sisters of St. Joseph of Sault St. Marie</b><br/>         2025, rue Principale ouest<br/>         North Bay (Ontario) P1B 2X6</p>  | <p>Charles Gibson<br/>         Vincent Dagenais Gibson LLP<br/>         600 – 325, rue Dalhousie<br/>         Ottawa (Ontario) K1N 762<br/>         (613) 241-2701 poste 232 (Téléphone)<br/>         (613) 241-2599 (Télécopieur)</p>                       |
| <p>25. <b>Les Sœurs de la Charité d'Ottawa – Sisters of Charity of Ottawa</b><br/>         9, rue Bruyère<br/>         Ottawa (Ontario) K1N 5C9<br/>         (613) 241-2710 (Téléphone)<br/>         (613) 241-7139 (Télécopieur)</p>  |  |
| <p>26. <b>Oblates of Mary Immaculate – St. Peter's Province</b><br/>         100, rue Main<br/>         Ottawa (Ontario) K1S 1C2</p>   | <p>William Sammon<br/>         Barnes Sammon LLP<br/>         200, rue Elgin, bureau 400<br/>         Ottawa (Ontario) K2P 1L5</p>   |
| <p>27. <b>The Sisters of Saint Ann</b><br/>         1550, rue Begbie<br/>         Victoria (Colombie-Britannique) V8R 1K8</p>  | <p>Patrick J. Delsey Law Corporation<br/>         1220 – 1175, rue Douglas<br/>         Victoria (Colombie-Britannique) V8W 2E1<br/>         (250) 412-0531 (Téléphone)<br/>         (250) 412-0535 (Télécopieur)</p>  |
| <p>28. <b>Sisters of Instruction of the Child Jesus</b><br/>         Sisters of the Child Jesus<br/>         318, rue Laval<br/>         Coquitlam (Colombie-Britannique) V3K 4W4</p>  | <p>Violet Allard<br/>         Sugden McFee &amp; Roos<br/>         700 – 375, rue Water<br/>         Vancouver (Colombie-Britannique) V6B 5N3</p>  |
| <p>29. <b>The Benedictine Sisters of Mt. Angel Oregon</b><br/>         840 S. Main Street<br/>         Mt. Angel OR 973262-9527<br/>         USA<br/>         (503) 845-6141 (Téléphone)<br/>         (503) 845-6585 (Télécopieur)</p> | <p>Azool Jaffer-Jeraj<br/>         Dohm Jaffer &amp; Jeraj<br/>         202, rue Kingsway<br/>         Vancouver (Colombie-Britannique) V5N 2R6<br/>         (604) 871-3550 (Téléphone)<br/>         (604) 871-3560 (Télécopieur)</p>                        |
| <p>30. <b>Les Pères Montfortains</b><br/>         Maison Provinciale des Montfortains<br/>         6455, avenue Louis-Riel<br/>         Montréal (Québec) H1M 1P1</p>  | <p>Bernie Buettner<br/>         Harper Grey LLP<br/>         3200 Vancouver Centre<br/>         650, rue West Georgia<br/>         Vancouver (Colombie-Britannique) V6B 4P7<br/>         (604) 669-9385 (Télécopieur)</p>                                    |

- |  |  |
|--|--|
| <p>31. <b>The Roman Catholic Bishop of Kamloops Corporation Sole</b><br/>         635 A, chemin Tranquille<br/>         Kamloops (Colombie-Britannique) V2B 3H5<br/>         (250) 376-3351 (Téléphone)</p>  | <p>John Hogg<br/>         Morelli Chertkow LLP<br/>         180, rue Seymour, bureau 300<br/>         Kamloops (Colombie-Britannique) V2C 2E3<br/>         (250) 375-3344 (Téléphone)<br/>         (250) 374-1144 (Télécopieur)</p>        |
| <p>32. <b>The Bishop of Victoria, Corporation Sole</b><br/>         The Roman Catholic Bishop of Victoria<br/>         (nom utilisé dans la plupart des litiges)<br/>         1 – 4044, rue Nelthorpe<br/>         Victoria (Colombie-Britannique) V8X 2A1</p>   | <p>Frank D. Corbett<br/>         Jawl and Bundon<br/>         1007, rue Fort, 4e étage<br/>         Victoria (Colombie-Britannique) V8V 3K5<br/>         (250) 385-5787 (Téléphone)<br/>         (250) 385-4354 (Télécopieur)</p>          |
| <p>33. <b>The Roman Catholic Bishop of Nelson Corporation Sole</b><br/>         402, rue Richard ouest<br/>         Nelson (Colombie-Britannique) V1L 3K3<br/>         (250) 354-4740</p>  | <p>John Hogg<br/>         Morelli Chertkow LLP<br/>         180, rue Seymour, bureau 300<br/>         Kamloops (Colombie-Britannique) V2C 2E3<br/>         (250) 375-3344 (Téléphone)<br/>         (250) 374-1144 (Télécopieur)</p>        |
| <p>34. <b>Order of the Oblates of Mary Immaculate in the Province of British Columbia</b><br/>         The OMI in B.C.; St. Paul's Province<br/>         1311 The Crescent<br/>         Vancouver (Colombie-Britannique) V6H 1T7<br/>         (604) 736-9363</p> | <p>Fr. Terry MacNamara OMI<br/>         1311 The Crescent<br/>         Vancouver (Colombie-Britannique) V6H 1T7</p>  |
| <p>35. <b>The Sisters of Charity of Providence of Western Canada (anciennement Les Sœurs de Charité de la Providence des Territoires du Nord Ouest)</b><br/>         3005, 119e rue<br/>         Edmonton (Alberta) T6J 5R5</p>                                  | <p>Ray Baril, Q.C.<br/>         Chomicki Bark Mah LLP<br/>         1201, 10088-102e avenue<br/>         Edmonton (Alberta) T5J 4K2<br/>         (780) 702-2317</p>   |
| <p>36. <b>La Corporation Épiscopale Catholique Romaine de Grouard</b><br/>         B.P. 388<br/>         210, 1ère rue ouest<br/>         McLennan (Alberta) T0H 2L0</p>   | <p>Karen Trace<br/>         McCuaig Desrochers LLP<br/>         2401 Tour TD<br/>         10088, 102e avenue<br/>         Edmonton (Alberta) T5J 2Z1<br/>         (780) 426-4660 (Téléphone)<br/>         (780) 426-0982 (Télécopieur)</p> |
| <p>37. <b>Roman Catholic Episcopal Corporation of Keewatin</b><br/>         B.P. 270<br/>         The Pas (Manitoba) R9A 1K4</p>   | <p>James Ehmann, Q.C.<br/>         Kanuka Thuringer LLP<br/>         1400-2500, avenue Victoria<br/>         Regina (Saskatchewan) S4P 3X2</p>   |
| <p>38. <b>La Corporation Archiépiscope Catholique Romaine de St. Boniface</b><br/>         151, avenue de la Cathédrale<br/>         Winnipeg (Manitoba) R2H 0H6</p>   | <p>Rheal Teffaine<br/>         R. E. Teffaine Law Corporation<br/>         247, boul. Provencher<br/>         Winnipeg (Manitoba) R2H 0G6<br/>         (204) 925-19000 (Téléphone)<br/>         (204) 925-1907 (Télécopieur)</p>           |

- |  |  |
|--|--|
| <p>39. <b>Les Missionnaires Oblates de St. Boniface –<br/>The Missionary Oblate Sisters of St. Boniface</b><br/>601, rue Aulneau<br/>Winnipeg (Manitoba) R2H 2V5</p>                                     | <p>Rheal Teffaine<br/>R. E. Teffaine Law Corporation<br/>247, boul. Provencher<br/>Winnipeg (Manitoba) R2H 0G6<br/>(204) 925-19000 (Téléphone)<br/>(204) 925-1907 (Télécopieur)</p>                    |
| <p>40. <b>Roman Catholic Archiepiscopal Corporation<br/>of Winnipeg</b><br/>1495, chemin Pembina<br/>Winnipeg (Manitoba) R3T 2C6</p>   | <p>Bill Emslie, Q.C.<br/>Aikins, MacAulay &amp; Thorvaldson LLP<br/>360, rue Main, 30e étage<br/>Winnipeg (Manitoba) R3C 4G1<br/>(204) 957-4674 (Téléphone)<br/>(204) 957-4288 (Télécopieur)</p>       |
| <p>41. <b>La Corporation Épiscopale Catholique<br/>Romaine de Prince Albert</b><br/>1415, 4e avenue ouest<br/>Prince Albert (Saskatchewan) S6V 5H1</p>   | <p>Mitchell Holash<br/>Harrandence Logue Holash<br/>B.P. 2080<br/>1102, 1ère avenue ouest<br/>Prince Albert (Saskatchewan) S6V 6V4<br/>(306) 764-4244 (Téléphone)<br/>(306) 764-4949 (Télécopieur)</p> |
| <p>42. <b>The Roman Catholic Bishop of Thunder Bay</b><br/>1222, rue Reaume<br/>Thunder Bay (Ontario) P7B 1C4<br/><br/>B.P. 10400<br/>Thunder Bay (Ontario) P7B 6T8</p>                                  | <p>John Cyr<br/>Weiler Maloney Nelson<br/>1001, rue William, bureau 201<br/>Thunder Bay (Ontario) P7B 6M1<br/>(807) 625-8880 (Téléphone)</p>   |
| <p>43. <b>Immaculate Heart Community of Los Angeles<br/>CA</b><br/>Sisters of the Most Holy Immaculate Heart of the<br/>Blessed Virgin Mary</p>  | <p>Mark Rowan<br/>Watson Goepel Maledy LLP<br/>1700-1075, rue Georgia ouest<br/>Vancouver (Colombie-Britannique) V6E 3C9<br/>(604) 642-5656 (Téléphone)<br/>(604) 683-8328 (Télécopieur)</p>           |
| <p>44. <b>Archdiocese of Vancouver – The Roman<br/>Catholic Archbishop of Vancouver</b></p>  | <p>Mary Margaret MacKinnon<br/>150, rue Robson<br/>Vancouver (Colombie-Britannique) V6B 2A7</p>  |
| <p>45. <b>Roman Catholic Diocese of Whitehorse<br/>The Catholic Episcopal Corporation of<br/>Whitehorse</b><br/>406, rue Steele<br/>Whitehorse (Yukon) Y1A 2C8<br/>(867) 667-2437<br/>(867) 667-4713</p> | <p>Azool Jaffer-Jeraj<br/>Dohm Jaffer &amp; Jeraj<br/>202, rue Kingsway<br/>Vancouver (Colombie-Britannique) V5N 2R6<br/>(604) 871-3550 (Téléphone)<br/>(604) 871-3560 (Télécopieur)</p>               |
| <p>46. <b>The Catholic Episcopal Corporation of<br/>Mackenzie</b></p>  | <p>Karen Trace<br/>McCuaig Desrochers LLP<br/>2401 Tour TD<br/>10088, 102e avenue<br/>Edmonton (Alberta) T5J 2Z1<br/>(780) 426-4660 (Téléphone)<br/>(780) 426-0982 (Télécopieur)</p>                   |

47. **The Roman Catholic Episcopal Corporation of Prince Rupert**  
B.P. 7000  
Prince George (Colombie-Britannique) V2N 3Z2
- Gary R. Brown  
Hope Heinrich  
Barristers and Solicitors  
1598, 6e avenue  
Prince George (Colombie-Britannique) V2L 5G7

ANNEXE D  
PROCESSUS D'ÉVALUATION INDÉPENDANT (PEI)  
POUR LES DEMANDES CONTINUES RELATIVES AUX ABUS SUBIS DANS LES  
PENSIONNATS INDIENS

TABLE DES MATIÈRES

	Page(s)
Abus donnant droit à une indemnité	2
Les règles d'indemnisation	4
Grandes lignes du PEI	6
Prémises de base	6
Volets de résolution	7
Sécurité et soutien	8
Matériel pour les adjudicateurs	9
Procédure---Généralités	9
Procédure---rapports de traitements et preuve par experts	10
Participation de l'auteur allégué	12
Fardeau et règles de preuve	12
Solennité	
Cadre	13
Décision	14
Révision	14
Cohérence	15
Spécialisation des adjudicateurs	15
Confidentialité	15
Demandeurs agissant seuls	16
Mandataires ou agents	16
Comité de surveillance du PEI	16
Adjudicateur en chef	17
Secrétariat du PEI	18
 Annexe I: Demande	 19
Annexe II: Acceptation de la demande	20
Annexe III: Participation des auteurs allégués	22
Annexe IV: Collecte d'informations et participation à l'audition	24
Annexe V: Critères de sélection des adjudicateurs	26
Annexe VI: Expertises et preuves médicales	27
Annexe VII: Documents du demandeur	31
Annexe VIII : Documents du gouvernement	30
Annexe IX : Instructions aux adjudicateurs	34
Annexe X : Connaissance extrajudiciaire	41
Annexe XI: Transition et priorités	45
Annexe XII: Format des décisions	47
Annexe XIII : Nominations et transitions	xx
Annexe XIV : Formulaire de demande	xx

## PROCESSUS D'ÉVALUATION INDÉPENDANT POUR LES DEMANDES CONTINUES RELATIVES AUX ABUS SUBIS DANS LES PENSIONNATS INDIENS

### I : LES ABUS DONNANT DROIT À UNE INDEMNITÉ

Dans le cadre du Processus d'évaluation indépendant (ci-après appelé PEI), les catégories qui suivent donnent droit à une indemnité.

1. Les agressions physiques et sexuelles telles que définies aux règles d'indemnisation et aux instructions ci-après, si elles sont liées au fonctionnement d'un pensionnat indien (ci-après appelé PI) et ce, peu importe qu'elles se soient produites ou non pendant l'année scolaire ou sur les lieux mêmes du PI, lorsqu'elles ont été commises par un employé adulte du gouvernement ou d'une Église exploitant le PI en question, ou par d'autres adultes autorisés à être présents sur les lieux, si le demandeur était élève ou pensionnaire, ou si le demandeur était âgé de moins de 21 ans et avait reçu la permission d'un employé adulte de se trouver sur les lieux pour participer aux activités autorisées de l'école.
2. Les agressions physiques et sexuelles telles que définies aux Règles d'indemnisation et aux instructions ci-après, si elles ont été commises par un élève contre un autre élève dans un PI lorsque :
  - a) le demandeur prouve qu'un employé adulte du gouvernement ou de l'Église exploitant le PI en question savait ou aurait raisonnablement dû savoir que des abus tels que celui allégué se produisaient au PI en question durant la période en cause et n'a pas pris les mesures raisonnables pour les empêcher.
  - b) dans un cas où l'agression sexuelle prouvée était un acte de prédation ou d'exploitation sexuelle, telle que décrit aux niveaux SL4 ou SL5, les défendeurs ne peuvent établir selon la prépondérance de la preuve qu'une supervision raisonnable était exercée au moment des événements.
3. Tout autre acte fautif commis par un employé adulte du gouvernement ou de l'Église qui exploitait le PI concerné, ou par tout autre adulte autorisé à être présent sur les lieux, dont on a prouvé qu'ils avaient causé au demandeur de graves conséquences psychologiques, telles que définies aux Règles d'indemnisation et aux instructions ci-après. Aux fins du présent document, ces réclamations seront appelées « autres actes fautifs ».

Aux fins du présent document, l'ensemble des réclamations susmentionnées seront désignées par le terme «demandes continues ».

## II : RÈGLES D'INDEMNISATION

	Actes prouvés	Points d'indemnité
SL5	<ul style="list-style-type: none"> <li>Incidents répétés et persistants de rapports sexuels avec pénétration vaginale ou anale.</li> <li>Incidents répétés et persistants de pénétration vaginale ou anale à l'aide d'un objet.</li> </ul>	45-60
SL4	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un ou plusieurs incidents de rapport sexuel avec pénétration vaginale ou anale.</li> <li>Incidents répétés et persistants de rapport sexuel oral.</li> <li>Un ou plusieurs incidents de pénétration vaginale ou anale avec un objet.</li> </ul>	36-44
SL3	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un ou plusieurs incidents de rapport sexuel oral.</li> <li>Un ou plusieurs incidents de pénétration digitale anale ou vaginale.</li> <li>Un ou plusieurs incidents de tentative de pénétration vaginale ou anale (excluant la tentative de pénétration digitale).</li> <li>Incidents répétés et persistants de masturbation.</li> </ul>	26-35
PH	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un ou plusieurs incidents de voies de fait causant une blessure ayant conduit ou qui aurait dû conduire à une hospitalisation ou un traitement médical sérieux par un médecin; des dommages physiques permanents ou prouvés comme étant à long terme, un handicap, le défigurement; une perte de conscience; des fractures; ou une incapacité sérieuse temporaire qui nécessitait que la victime garde le lit ou qu'elle reçoive des soins infirmiers pendant plusieurs jours. À titre d'exemple, ceci inclut les châtiments corporels sévères, les coups de fouet et une ou les brûlures au second degré.</li> </ul>	11-25
SL2	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un ou plusieurs incidents de rapport sexuel simulé.</li> <li>Un ou plusieurs incidents de masturbation.</li> <li>Des attouchements répétés et persistants sous les vêtements.</li> </ul>	11-25
SL1	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un ou plusieurs incidents d'attouchement ou de baiser.</li> <li>Des photographies prises du demandeur nu.</li> <li>Un geste d'exhibitionnisme posé par un employé adulte ou une autre personne autorisée à être présente sur les lieux.</li> <li>Tout contact physique avec un élève, avec ou sans objet, par un employé ou un autre adulte autorisé à être présent sur les lieux, qui excède les normes généralement reconnues de contact physique parental et viole l'intégrité sexuelle de l'étudiant.</li> </ul>	5-10
AAF	<ul style="list-style-type: none"> <li>Avoir été nettement plus abusé physiquement que les autres élèves par un employé adulte ou un autre adulte autorisé à être présent sur les lieux, lequel abus était nettement excessif en durée et en fréquence et a causé des dommages psychologiques de niveau P3 ou supérieur.</li> <li>Tout autre acte fautif commis par un employé adulte ou un autre adulte autorisé à être présent ayant entraîné des dommages psychologiques de niveau P4 ou P5.</li> </ul>	5-25

Niveau de préjudice	Préjudice subi	Points d'indemnité
P5	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Préjudice continu causant une dysfonction grave.</b></li> <li>• Manifesté par : une désorganisation psychotique, perte des limites de soi, troubles de la personnalité, grossesse résultant d'une agression sexuelle telle que définie par le PEI ou l'interruption forcée de telle grossesse ou l'obligation de donner en adoption l'enfant né suite à cette grossesse, l'automutilation, des tendances suicidaires, l'incapacité à établir ou à maintenir des relations interpersonnelles, un état post-traumatique chronique, une dysfonction sexuelle ou des troubles alimentaires.</li> </ul>	20-25
P4	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Préjudice causant une certaine dysfonction.</b></li> <li>• Manifesté par : des difficultés fréquentes dans les relations interpersonnelles, le développement d'un trouble obsessionnel-compulsif et d'états de panique, de l'anxiété grave, des tendances suicidaires occasionnelles, une blessure physique permanente entraînant une invalidité importante, un sentiment de culpabilité omniprésent, auto-condamnation, le manque de confiance envers les autres, un trouble sévère de stress post-traumatique, une dysfonction sexuelle ou des troubles alimentaires.</li> </ul>	16-19
P3	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Impact négatif continu.</b></li> <li>• Manifesté par : des difficultés fréquentes dans les relations interpersonnelles, des troubles obsessionnels-compulsifs et des états de panique occasionnels, un certain trouble de stress post-traumatique, une dysfonction sexuelle occasionnelle, une dépendance aux médicaments, à l'alcool ou à d'autres substances, une blessure physique ayant entraîné une incapacité à long terme résultant d'une agression sexuelle telle que définie par le PEI, ou une anxiété importante à long terme, la culpabilité, l'auto-condamnation, le manque de confiance envers les autres, les cauchemars, l'énurésie, agressivité, l'hyper-vigilance, la colère, la rage vengeresse et possiblement l'automutilation.</li> </ul>	11-15
P2	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Un certain impact négatif moyen.</b></li> <li>• Manifesté par: des difficultés occasionnelles au niveau des relations interpersonnelles, un trouble léger de stress post-traumatique, l'auto-condamnation, le manque de confiance aux autres, une faible estime de soi; ou plusieurs crises et symptômes reliés à: l'anxiété, la culpabilité, les cauchemars, l'énurésie, l'agressivité, les états de panique, l'hyper-vigilance, la rage vengeresse, la dépression, l'humiliation, la perte d'estime de soi.</li> </ul>	6-10
P1	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Impact négatif léger.</b></li> <li>• Manifesté par: courtes périodes occasionnelles, soit, d'anxiété, de cauchemars, d'énurésie, d'agressivité, d'états de panique, d'hyper-vigilance, de rage vengeresse, de dépression, d'humiliation, ou de perte d'estime de soi.</li> </ul>	1-5



Facteurs aggravants Majorer les points de 5 à 15% pour actes et dommages confondus (Arrondir au nombre entier le plus près)
Abus verbal Actes racistes Menaces Intimidation ou impossibilité de se plaindre; oppression Humiliation; dégradation Sévice sexuel accompagné de violence Âge de la victime ou atteinte envers un enfant particulièrement vulnérable Défaut de fournir les soins ou le soutien affectif à la suite d'un abus requérant de tels soins Être témoin d'un des actes décrits à la page 3 contre un autre élève Utilisation de la doctrine, de l'autorité ou du décorum religieux pendant ou pour faciliter l'abus Abus par un adulte ayant établi une relation particulière de confiance et de bienveillance à l'égard de la victime (trahison)

Soins futurs	Indemnité additionnelle (Dollars)
Généralement – traitements médicaux, counseling	jusqu'à 10 000\$
Si des soins psychiatriques sont requis,	total cumulatif jusqu'à 15 000\$

Perte d'occasion découlant du préjudice subi	Points d'indemnité additionnels
PO5 Incapacité chronique à obtenir un emploi	21-25
PO4 Incapacité chronique à conserver un emploi	16-20
PO3 Incapacité périodique à obtenir ou conserver un emploi	11-15
PO2 Incapacité à entreprendre ou terminer des études ou une formation causant le sous-emploi ou le chômage	6-10
PO1 Capacité de travail diminuée – force physique, concentration	1-5

Points d'indemnité	Indemnité (\$)
1-10	5 000\$ - 10 000\$
11-20	11 000\$ - 20 000\$
21-30	21 000\$ - 35 000\$
31-40	36 000\$ - 50 000\$
41-50	51 000\$ - 65 000\$
51-60	66 000\$ - 85 000\$
61-70	86 000\$ - 105 000\$
71-80	106 000\$ - 125 000\$
81-90	126 000\$ - 150 000\$
91-100	151 000\$ - 180 000\$
101-110	181 000\$ - 210 000\$
111-120	211 000\$ - 245 000\$
121 et plus	Jusqu'à 275 000\$

### Perte de revenus réelle

Lorsqu'une perte de revenus réelle est démontrée conformément aux critères du volet complexe du PEI, un adjudicateur peut accorder une indemnité maximale de 250 000\$ en plus de l'indemnité déterminée conformément à la grille qui précède si l'indemnité a été établie sans allocation de points pour perte d'occasions découlant du préjudice subi. Le montant accordé pour une perte de revenus réelle devra être déterminé conformément aux analyses juridiques faites par les tribunaux et aux montants accordés par ceux-ci pour ce genre de perte.

### III. APERÇU DU PEI

#### a. Prémisses de base relativement aux critères juridiques et d'indemnisation

i) Tous les candidats admissibles au Paiement d'expérience commune (PEC) seront réputés avoir donné quittance aux défendeurs de toute réclamation résultant de leur fréquentation des PI ou des expériences qu'ils y ont vécues, à l'exception de leur droit de poursuivre leurs demandes continues dans le cadre du présent PEI pour les sévices subis au PI.

ii) Le présent aperçu suppose que les parties sont représentées par avocat. Voir plus bas les formalités procédurales pour les demandeurs se représentant eux-mêmes. Les défendeurs peuvent être représentés par leurs employés, comme s'il s'agissait d'avocats.

iii) Les critères des préjudices indemnifiables et d'évaluation de l'indemnité ont été conçus pour le PEI. L'adjudicateur est lié par ces critères.

iv) Les règles d'indemnisation établissent les fourchettes d'indemnités à payer suivant les actes prouvés, dont la gravité objective des actes prouvés et l'impact subjectif prouvé des facteurs aggravants et des préjudices qui y sont reliés, tels que définis précédemment. Une indemnité peut aussi être accordée pour soins futurs.

v) Les adjudicateurs ont, sous réserve des droits de révision, le pouvoir de tirer des conclusions liant les parties quant à la crédibilité, à la responsabilité et aux indemnités dans le cadre des critères établis par le PEI.

vi) Lorsque qu'une indemnité est accordée à un demandeur représenté par avocat, une somme supplémentaire représentant 15% du montant payé sera ajoutée à titre de contribution aux frais juridiques du demandeur. Les débours raisonnables et nécessaires seront aussi payés. Les adjudicateurs peuvent déterminer le montant des débours s'il y a différend.

vii) Lorsqu'un avocat demande une révision pour un demandeur qui n'était pas représenté lors de la première audition, et qu'il obtient gain de cause lors de cette révision, un montant égal à 15% de la différence entre l'indemnité obtenue en appel et le montant obtenu lors de la première audition sera payé à titre de contribution aux frais juridiques du demandeur en révision. Les débours raisonnables et nécessaires seront aussi payés, l'adjudicateur au dossier ayant juridiction pour résoudre tout différend à ce sujet.

b. Volets de résolution dans le cadre du PEI

i. Le PEI comprend un volet ordinaire, un volet complexe et une possibilité d'accès aux tribunaux dans les cas décrits ci-dessous.

ii. Le volet relatif aux questions complexes traite des demandes continues comportant une demande d'indemnisation pour perte de revenus réelle et pour préjudice découlant d'autres actes fautifs (Catégorie AAF à la page 3).

iii. Sur demande du demandeur, l'adjudicateur en chef peut permettre au demandeur de s'adresser aux tribunaux pour régler une demande continue, si ce dernier est convaincu que :

- Dans le cas d'une réclamation pour perte de revenus réelle ou perte d'occasion, une preuve suffisante établit que l'indemnité pourrait excéder le maximum permis par le PEI;
- Dans le cas d'une réclamation pour sévices physiques, une preuve suffisante établit que le demandeur a subi un préjudice physique tellement grave que l'indemnité que pourrait lui octroyer un tribunal peut dépasser le maximum permis par le PEI;
- Dans le cas d'une réclamation fondée sur un autre acte fautif, la preuve requise pour étudier le préjudice subi est à ce point complexe et vaste que le recours au tribunal est plus approprié.

Dans de tels cas, les ordonnances d'approbation auront pour effet d'exclure ces demandes continues de la quittance réputée, le tribunal devant par la suite traiter ces demandes selon ses propres critères et règles de preuve et de procédure.

iv. Les deux volets du PEI ont recours à la procédure inquisitoire décrite ci-dessous.

v. Dans le volet ordinaire, les préjudices subis et la perte d'occasion qui en découle doivent d'abord être prouvés selon la prépondérance de la preuve et on doit ensuite prouver que ceux-ci et au moins l'un des actes fautifs prouvés sont plausiblement reliés. Il n'est pas nécessaire de rejeter toute autre source possible de préjudice pour conclure à un lien

plausible, mais une telle conclusion doit tout de même s'appuyer sur la preuve présente au dossier plutôt que ne résulter que d'hypothèses ou de spéculations. Les adjudicateurs doivent exercer leurs pouvoirs selon les dispositions de l'Annexe X ci-dessous.

- vi. Dans le volet complexe, on doit établir le lien de causalité entre les allégations d'au moins une demande continue et le préjudice, la perte d'occasion ou la perte de revenus réelle, et son indemnisation doit être évaluée dans le cadre fixé par les Règles d'indemnisation, toujours suivant les principes applicables par les tribunaux.
  - vii. Dans le volet ordinaire, lorsqu'une cause est prête à être entendue, le gouvernement et le demandeur peuvent tenter d'en arriver à un règlement sans audition, en ayant recours à une procédure acceptable en l'espèce pour les deux parties. Sur demande des parties, le Secrétariat du PEI peut demander à un adjudicateur de les aider à régler la demande.
  - viii. Dans le volet complexe :
    - Lorsque le Secrétariat du PEI détermine qu'une cause est prête à être entendue, le demandeur doit participer à une audience d'évaluation préliminaire du dossier au cours de laquelle il doit répondre aux questions de l'adjudicateur. Le but de cette audience est d'évaluer de façon préliminaire la crédibilité du demandeur et de vérifier que les faits qui soutiennent la demande sont *prima facie* suffisants pour s'inscrire au volet complexe. Les réponses du demandeur sont données sans préjudice, ne seront ni enregistrées, ni transcrites et sont inadmissibles à n'importe quelle autre étape d'une audition.
    - Si le bien-fondé de la demande est établi *prima facie*, l'adjudicateur doit prescrire des expertises, conformément aux dispositions du PEI.
    - Sur réception de la preuve d'expert ou de la preuve médicale ou à tout autre moment si on y a renoncé, le gouvernement et le demandeur peuvent tenter d'en arriver à un règlement négocié en considérant la preuve disponible, l'évaluation préliminaire de crédibilité et toute autre preuve, ou alors la cause peut être entendue.
- c. Sécurité et soutien
- i. Les frais raisonnables pour le transport aux auditions de personnes de confiance accompagnant le demandeur seront payés.
  - ii. Des conseillers, ou à tout le moins l'accès immédiat à des services de consultation psychosociale, seront accessibles pendant l'audition.
  - iii. À la demande du demandeur, des cérémonies culturelles telles que les prières d'ouverture ou les cérémonies de purification seront intégrées dans la mesure du possible.
- d. Matériel dont dispose l'adjudicateur à l'audition
- i. Le Secrétariat du PEI fournira à l'adjudicateur tous les documents pertinents ainsi que les déclarations des témoins (telles qu'elles auront été soumises par les parties) deux semaines avant l'audition, de manière à faciliter un interrogatoire structuré.

- ii. Avant l'audition, les représentants des parties peuvent indiquer des sujets de préoccupations ou des questions particulières qui, selon eux, requièrent une étude plus attentive et peuvent suggérer des questions. L'adjudicateur conserve toute discrétion quant à la formulation des questions qu'il pose à un témoin. Il doit cependant rechercher de l'information sur les sujets proposés par les avocats à moins qu'il ne décide que ceux-ci n'ont aucune pertinence quant à la crédibilité, la responsabilité ou l'indemnité prévue au PEI.
- e. Procédure---généralités
- i. Le PEI a recours à une procédure inquisitoire uniforme pour toutes les demandes, que ce soit pour évaluer la crédibilité, déterminer quelles allégations ont été prouvées et donnent droit à une indemnité, pour calculer celle-ci conformément aux règles d'indemnisation, ou pour établir la perte de revenus réelle.
  - ii. Dans la procédure inquisitoire, l'adjudicateur est chargé de mener l'audition, d'interroger tous les témoins (sauf les experts dont il a retenu les services) et de rendre une décision motivée exposant ses conclusions.
  - iii. Les questions de l'adjudicateur doivent inciter les témoins à relater toute l'histoire (des questions suggestives sont permises au besoin), et vérifier le contenu du témoignage (des questions sous forme de contre-interrogatoire sont permises au besoin).
  - iv. Ce rôle en est un d'inquisition et non d'investigation. Cela signifie que bien que l'adjudicateur doit apprécier les témoignages, seules les parties peuvent produire des témoins ou des preuves, autres que le témoignage d'experts.
  - v. Le demandeur et l'auteur allégué peuvent témoigner en racontant dans leurs propres mots et ils peuvent être interrogés par l'adjudicateur. Le refus de répondre à des questions de l'adjudicateur peut porter à conclure que les réponses auraient été préjudiciables à la position du témoin.
  - vi. Le demandeur peut lire une déclaration préparée, mais ceci peut affecter sa crédibilité.
  - vii. Le demandeur peut consulter ses propres notes à la condition qu'elles aient été remises aux avocats des défendeurs deux semaines à l'avance. Les notes ne font pas preuve.
  - viii. Le demandeur peut référer aux documents qui sont devant l'adjudicateur.
  - ix. Lorsque les avocats assistent aux auditions, ils peuvent rencontrer l'adjudicateur de temps à autre pour lui suggérer des questions à poser ou des champs d'interrogation. L'adjudicateur doit explorer les avenues qu'on lui a suggérées, à moins qu'il ne déclare celles-ci sans pertinence à la crédibilité, à la détermination de responsabilité ou à l'indemnité aux fins du PEI. Il a discrétion, cependant, quant à la formulation des questions posées à un témoin.

- x. Les parties peuvent exiger de l'adjudicateur qu'il entende tout témoin prêt à témoigner et qui détient des éléments de preuve pertinents à la crédibilité, la détermination de responsabilité ou l'indemnité aux fins du PEI, si un avis et une déclaration du témoin en question ont été communiqués deux semaines avant l'audition. Il est entendu que ceci ne s'applique pas à un expert médical ou un témoin expert quant à la preuve du préjudice subi, de la perte d'occasions ou de la perte de revenus réelle. Les critères pour le recours au témoignage d'un expert sont établis à la section (f) et dans l'Annexe VI ci-dessous.
  - xi. Puisque les témoins ne sont pas contraignables, aucune inférence défavorable ne devrait découler du défaut de produire un témoin susceptible de détenir des éléments de preuve pertinents ; cependant, le rapport d'un professionnel traitant peut se voir accordé moins de poids si celui-ci refuse de témoigner malgré sa disponibilité.
  - xii. Les auteurs allégués peuvent être entendus de plein droit, à la condition que les parties soient avisées au préalable de la teneur de leur témoignage.
  - xiii. Sauf lorsque requis pour obtenir une expertise médicale ou pour tout autre témoignage d'expert, ou lorsque prescrit dans le PEI, les auditions ne devraient être ajournées que dans des circonstances très exceptionnelles, par exemple lorsque le témoignage du demandeur diffère à ce point de la demande originale qu'il équivaut à une nouvelle demande.
  - xiv. À la fin de l'enquête, les avocats des parties peuvent faire de brèves représentations orales s'ils participent à l'audition.
  - xv. Lorsque des sévices donnant droit à une indemnisation ont été attestés, une indemnité est accordée pour les actes prouvés et, lorsque le fardeau de preuve applicable a été atteint, pour les préjudices subis tel que décrit dans les Règles d'indemnisation. À moins que les parties n'y consentent, la preuve par expert sera requise pour établir les préjudices subis ou la perte d'occasions aux niveaux 4 ou 5, ou la perte de revenus réelle. Une telle preuve ne sera requise que lorsque l'adjudicateur considère celle-ci justifiée et nécessaire ou lorsque les parties ont recommandé conjointement qu'une telle preuve soit obtenue.
- f. Procédure---rapports de traitements et preuve par expert (voir regroupement à l'Annexe VI)
- i. Les notes de traitements et les dossiers cliniques sont admissibles pour prouver que les traitements ont été donnés et que des observations ont été faites, mais ne peuvent être reçus comme preuve du diagnostic de troubles psychologiques ou de l'opinion qui les a générés. Ces notes et dossiers peuvent aussi faire la preuve de blessures physiques. Ils peuvent également être utilisés par l'adjudicateur pour questionner les témoins à propos de faits susceptibles d'établir les préjudices subis ou la perte d'occasion des niveaux 1 à 3. Ils peuvent aussi permettre de fonder les préjudices subis ou la perte d'occasion des niveaux 4 ou 5, lorsque les parties consentent à procéder en l'absence de rapports d'experts.

- ii. Si les notes de traitements et les dossiers cliniques des médecins traitants ou des conseillers ne sont pas disponibles, le demandeur peut soumettre des rapports rédigés par des médecins traitants ou conseillers quant aux mêmes sujets, sans examen médical par la partie défenderesse, mais le défendeur peut exiger que ce professionnel soit appelé à témoigner. Dans le cas où ce professionnel n'est pas disponible ou refuse de témoigner, le rapport demeure admissible mais l'adjudicateur peut lui accorder moins d'importance.
- iii. À moins que les parties n'y consentent, un adjudicateur ne devrait conclure à l'existence d'une blessure physique, aux fins du PEI, avant de pouvoir obtenir et évaluer une preuve médicale quant au moment où celle-ci est survenue, à sa cause et à l'impact à long terme de celle-ci. Lorsque cette preuve ne peut être obtenue à l'aide de notes de traitement ou de dossiers cliniques, ou de rapports de traitements acceptés en preuve, l'adjudicateur doit demander au demandeur de se soumettre à un examen réalisé par un professionnel de la santé reconnu. Si le demandeur se soumet à l'examen prescrit, l'adjudicateur tranchera la question en évaluant la preuve disponible selon le fardeau de preuve applicable, incluant dans les cas où les résultats de la preuve médicale ne sont pas concluants.
- iv. Sauf sur consentement, les points accordés, aux fins des Règles d'indemnisation, pour les préjudices subis, les pertes d'occasion démontrées supérieures au niveau 3, ou l'indemnisation pour les pertes de revenus réelles peuvent seulement être accordées lorsque l'adjudicateur a obtenu et évalué les expertises quant à la gravité et la cause de ces préjudices ou de ces pertes, ou la preuve médicale relative au moment de la survenance, à la cause et à l'effet à long terme des préjudices physiques allégués.
- v. Dans les cas où le demandeur réclame une indemnisation basée sur des dommages psychologiques dont les conséquences sont décrites aux niveaux 4 ou 5 des préjudices subis, ou aux niveaux 4 ou 5 des pertes d'occasion, ou sur une perte de revenus causée par des dommages psychologiques ;
  - Le demandeur doit l'indiquer dans sa demande.
  - L'adjudicateur peut, à sa discrétion, ordonner une évaluation par un expert. Seul l'adjudicateur peut ordonner une telle évaluation, et, à moins que les parties aient fait une recommandation à cet effet avant l'audition, il ne peut l'ordonner qu'après avoir entendu la preuve, tiré des conclusions quant à la crédibilité, et seulement après avoir déterminé qu'une telle évaluation est nécessaire d'après la preuve retenue pour évaluer équitablement l'indemnité à accorder.
  - Lorsqu'une évaluation est ordonnée, l'adjudicateur retient les services d'un expert inscrit sur la liste approuvée par le Comité de surveillance du PEI, et l'informe de son mandat. L'expert prépare un rapport qui doit être produit auprès de l'adjudicateur.
  - Les avocats des parties peuvent requérir que l'expert témoigne et qu'il leur soit permis de l'interroger à l'audition et de soumettre des observations.
  - Lorsque les parties consentent, sans le bénéfice d'une expertise, à ce que l'adjudicateur octroie des points dans la fourchette prévue à ces niveaux ou des

indemnités pour pertes de revenus réelles, un tel consentement ne dispense pas l'adjudicateur d'être convaincu, conformément au fardeau de la preuve en matière civile, que le demandeur souffre de ces préjudices et qu'ils sont liés aux actes fautifs prouvés qui se sont déroulés au PI, suivant les critères du PEI.

- vi) Dans le volet complexe, lorsqu'une réclamation pour perte de revenus réelle est faite, l'adjudicateur doit ordonner la production des rapports psychiatriques ou médicaux tel que décrit ci-haut, ou toute autre expertise requise pour quantifier et évaluer la réclamation.
- g. Procédure---participation de l'auteur allégué à l'audition
  - i. L'auteur allégué des sévices participe à l'audition de plein droit pourvu que les parties soient avisées à l'avance de la teneur de son témoignage. L'auteur allégué doit fournir la déclaration qu'il entend soumettre deux semaines avant l'audition. En l'absence de ce document, son avocat doit fournir, toujours dans les deux semaines avant l'audition, ses notes prises lors de l'entrevue avec l'auteur allégué.
  - ii. Normalement, l'auteur allégué est entendu après le demandeur. L'un ou l'autre peut être rappelé si cela est nécessaire pour résoudre une question de crédibilité, mais cela ne devrait pas se produire souvent.
  - iii. L'auteur allégué ne jouit pas du statut de partie.
  - iv. Le droit à la confrontation n'existe pas.
  - v. Des dispositions supplémentaires sur le rôle de l'auteur allégué se trouvent à l'Annexe III.
- h. Fardeau et règles de preuve
  - i. Sauf lorsque prescrit autrement dans le présent PEI, le fardeau de preuve correspond à celui appliqué par les tribunaux civils dans des causes de la même gravité. Même si ceci signifie que plus les faits allégués sont graves, plus la preuve soumise devra être solide et convaincante pour que l'adjudicateur se déclare satisfait de celle-ci, il n'en reste pas moins que le fardeau demeure celui de la prépondérance de la preuve en toutes choses.
  - ii. L'adjudicateur peut recevoir et appuyer sa décision sur les preuves soumises au cours des procédures et qu'il considère comme crédibles ou dignes de foi en l'espèce.
  - iii. La demande et les déclarations des témoins peuvent être utilisées comme documents de base pour les interrogatoires lors de l'audition et les différences significatives qui pourraient s'en dégager peuvent être utilisées pour décider de la réclamation, à moins que l'adjudicateur ne soit convaincu qu'elles sont le fait de divulgations graduelles ou d'une autre cause.
  - iv. Lors de l'audition, le demandeur peut aussi utiliser son formulaire de demande pour lui permettre de se remémorer les faits. Si le demandeur peut se servir de la déclaration, il ne s'agit cependant pas d'une preuve (autre qu'une déclaration antérieure incompatible). Ceci est conforme aux règles de preuve des tribunaux, selon lesquelles les déclarations antérieures d'une partie peuvent généralement



être admises à titre d'aveux contre elle mais ne peuvent prouver la véracité des faits allégués. Elles peuvent également être utilisées pour démontrer des incompatibilités avec une déclaration antérieure. Cependant, dans le présent PEI, il est reconnu que la divulgation graduelle peut expliquer les incompatibilités.

- v. Les avocats peuvent s'entendre sur le fondement de la cause et sur d'autres faits et en aviser l'adjudicateur. Un tel accord lie l'adjudicateur, mais n'empêchera pas le demandeur de faire le récit de son expérience s'il le désire.
  - vi. Les décisions rendues dans des instances civiles ou pénales peuvent être acceptées en preuve sans autres formalités, à condition qu'elles ne soient pas sujettes à appel.
  - vii. Un adjudicateur peut permettre à un témoin de témoigner par vidéoconférence lorsque ce moyen est disponible, et peut aussi permettre à un demandeur de témoigner de la même façon lorsqu'un professionnel de la santé est d'avis que la santé du demandeur lui interdit de se déplacer pour assister à une audition.
  - viii. Un demandeur peut confirmer sa déclaration antérieure préenregistrée, en autant qu'il peut être interrogé par l'adjudicateur. Cependant, si cette déclaration a été enregistrée dans le but d'obtenir réparation pour les expériences vécues au PI, elle n'est pas admissible sans le consentement des défendeurs.
  - ix. Lorsqu'un auteur allégué a donné une entrevue ou soumis une déclaration, mais qu'il n'apparaît pas, par la suite, à l'audition pour témoigner, les notes de l'entrevue et la déclaration (incluant tous les documents soumis avec celle-ci qui ne sont pas admis comme preuve d'une autre façon, qu'ils soient ou non sous forme d'affidavit) ne peuvent être admis en preuve à l'audition, sauf dans la mesure où elles contiennent un aveu.
- i. Solennité
    - i. Tous les participants et les témoins doivent témoigner sous serment, par affirmation solennelle ou d'une autre façon qui engage leur conscience.
  - j. Cadre
    - i. Les auditions auront lieu dans un endroit détendu et confortable. Le demandeur aura le choix entre plusieurs endroits, sujet aux horaires d'auditions qui devront être établis pour favoriser l'économie.

k. Décision

- i. L'adjudicateur rendra sa décision dans le format prescrit, en soulignant ses principales conclusions de fait et en motivant sa décision d'accorder ou non une indemnité et, le cas échéant, le montant accordé.
- ii. Au terme de l'audition, l'adjudicateur avisera le demandeur que la décision par écrit lui sera remise dans les 30 jours, dans le cas d'une audition dans le volet ordinaire, et de 45 jours pour une audition dans le volet complexe.
- iii. La décision sera normalement remise au demandeur par l'intermédiaire de son avocat, lequel pourra avoir recours à des services de soutien de santé pour le demandeur au moment où la décision lui sera communiquée.
- iv. Lorsque le demandeur n'est pas représenté par avocat, l'adjudicateur s'informerait, à la fin de l'audition, sur la façon dont le demandeur aimerait recevoir la décision, en considérant l'opportunité d'assurer un service de soutien de santé ou de support familial au moment où la décision lui sera communiquée.

l. Révision

- i. Dans les volets ordinaire et complexe, toute partie peut demander à l'adjudicateur en chef, ou à l'adjudicateur en chef désigné, de déterminer si la décision de l'adjudicateur au dossier ou de l'adjudicateur de révision applique correctement les critères du PEI aux faits déterminés par l'adjudicateur et, s'il y a lieu, de corriger celle-ci pour qu'elle se conforme à ces critères. L'adjudicateur en chef ou l'adjudicateur en chef désigné peut faire une telle révision.
- ii. Dans les deux volets, les demandeurs peuvent exiger qu'un deuxième adjudicateur révise la décision rendue pour déterminer si elle contient une erreur manifeste et déterminante.
- iii. Dans le volet complexe, les défendeurs peuvent exiger qu'un deuxième adjudicateur révise la décision rendue pour déterminer si elle contient une erreur manifeste et déterminante.
- iv. Si l'adjudicateur de révision trouve dans la décision rendue une erreur manifeste et déterminante, il peut choisir d'y substituer sa propre décision ou d'ordonner une nouvelle audition.
- v. Toutes les révisions sont faites à partir de la preuve documentaire et des transcriptions (aucune nouvelle preuve n'est admise) et aucune représentation ne peut être entendue.
- vi. La partie qui demande la révision peut fournir une courte déclaration à l'égard de ses objections à la décision (pas plus de 1500 mots) et les autres parties peuvent fournir une brève réponse (pas plus de 1000 mots). Dans des circonstances

exceptionnelles, l'adjudicateur en chef peut permettre aux parties d'excéder ces limites.

- vii. La réponse doit être fournie à la partie demandant la révision, laquelle peut demander une autorisation de l'adjudicateur en chef pour soumettre des représentations supplémentaires, lesquelles ne doivent pas excéder 500 mots. La demande d'autorisation doit être accompagnée par les représentations proposées. Une autorisation peut être accordée uniquement dans des cas exceptionnels lorsque l'adjudicateur en chef détermine que les représentations proposées soulèvent des questions importantes portées devant lui pour la première fois dans la réponse, ou cherchent à corriger une erreur fondamentale de fait ou d'interprétation dans la réponse.
- m. Cohérence
  - i. Les adjudicateurs peuvent se consulter entre eux à propos des auditions et du processus décisionnel. Ils tenteront d'instruire des auditions structurées et de rendre des décisions cohérentes entre elles ; ils peuvent discuter les questions soulevées par des cas particuliers, en autant qu'ils exercent seuls leur pouvoir décisionnel pour l'audition qu'ils ont instruite.
  - ii. L'adjudicateur en chef doit mettre sur pied des programmes de formation et des mesures administratives destinées à assurer la cohérence des décisions des adjudicateurs dans leur interprétation et leur application du PEI.
- n. Spécialisation des adjudicateurs.
  - i. L'adjudicateur en chef doit s'efforcer d'assigner les cas aux adjudicateurs de façon à ce que chacun se spécialise dans au moins une école.
  - ii. En assignant les cas relevant du volet complexe, l'adjudicateur en chef doit considérer l'expérience et l'expertise des adjudicateurs pour de tels cas. Pour plus de certitude, lorsqu'une nouvelle réclamation implique la commission d'un acte fautif dans lequel on allègue de l'abus physique excessif en durée et en fréquence, l'adjudicateur en chef doit considérer l'expertise de l'adjudicateur dans des cas de violence faite aux enfants.
- o. Confidentialité
  - i. Les auditions se tiennent à huis clos. Les parties, l'auteur allégué et les autres témoins doivent signer un engagement de garder confidentielle l'information qui sera dévoilée lors de l'audition, sauf leur propre témoignage, ou selon ce qui est prévu au PEI ou autrement par la loi. Les demandeurs recevront une copie de la décision, rédigée de façon à exclure les renseignements identificateurs concernant les auteurs allégués, et sont libres de discuter de l'issue de leur audition, y compris le montant de toute indemnité qui leur a été accordée.
  - ii. Les adjudicateurs peuvent avoir besoin d'une transcription pour faciliter la rédaction de leur rapport, d'autant plus qu'ils interrogent eux-mêmes les témoins. Une transcription sera aussi nécessaire dans le cas d'une demande de révision.

Pour ces raisons, et au cas où un demandeur veut obtenir une copie de son témoignage pour se le remémorer, l'audition sera enregistrée et transcrite. Les demandeurs pourront aussi choisir de faire déposer la transcription dans une archive créée à cette fin.

- p. Les demandeurs agissant seul
  - i. Un demandeur agissant seul recevra toute la documentation et les dépositions des témoins comme s'il avait un avocat.
  - ii. Il recevra les notes de toute entrevue fournie par un auteur allégué ainsi que de tout témoignage, s'il est disponible.
  - iii. Un demandeur agissant seul peut demander à l'avance à l'adjudicateur que certains aspects particuliers soient examinés et proposer certaines orientations pour l'interrogatoire (ceci s'applique particulièrement lorsque l'auteur allégué ou un témoin de la défense doit témoigner).
  - iv. Le demandeur agissant seul recevra les représentations sur les champs d'interrogation que les défendeurs ont faites à l'adjudicateur avant l'audition.
  - v. Pendant l'audition, le demandeur agissant seul et les défendeurs peuvent suggérer d'interroger sur certains aspects de la cause, mais ceci se fera dans la salle d'audience en présence de l'autre partie et fera partie du dossier. De plus, le demandeur agissant seul aura la possibilité de faire de courtes représentations à la fin de l'audition.
- q. Représentation par des mandataires ou agents
  - i. Les mandataires ou agents, qu'ils soient rémunérés ou non par le demandeur, ne peuvent s'acquitter des responsabilités incombant spécifiquement aux avocats dans le cadre du PEI.
- r. Comité de surveillance du PEI
  - i. Le groupe de référence de l'adjudicateur en chef sera reconstitué sous l'appellation du Comité de surveillance du PEI, et sera composé d'un président indépendant et de 8 membres, deux représentant les intérêts de chacun des groupes suivants : les anciens élèves ; les avocats des demandeurs ; les Églises ; le gouvernement.
  - ii. Dans toute la mesure du possible, le Comité exerce ses activités sur une base de consensus. Dans l'éventualité où l'on doit procéder à un vote, le président peut voter et une majorité de 7 voix est requise pour résoudre une question, sauf s'il s'agit d'une question entraînant une augmentation du coût du PEI, qu'il s'agisse des indemnités qui sont accordées ou des procédures qui y sont suivies, auquel cas un représentant du gouvernement doit faire partie des sept voix précitées.
  - iii. Les devoirs du Comité de surveillance sont :
    - Recruter et nommer et, si nécessaire, licencier l'adjudicateur en chef.
    - Conseiller l'adjudicateur en chef relativement à toutes questions qu'il porte à son attention.

- Recruter et nommer les adjudicateurs et approuver leurs programmes de formation.
- Approuver les adjudicateurs en chef désignés pour exercer le pouvoir de révision de l'adjudicateur en chef, tel que stipulé au sous-alinéa l(i).
- Sur recommandation de l'adjudicateur en chef, renouveler ou mettre fin au contrat d'un adjudicateur.
- Recruter et nommer des experts pour fins d'évaluations psychologiques.
- Étudier les instructions proposées par l'adjudicateur en chef quant à l'interprétation et l'application du PEI, et, lorsque nécessaire, préparer ses propres instructions ou faire parvenir les instructions proposées de l'adjudicateur en chef au Comité national d'administration pour approbation, en autant que :
  - o Aucune instruction ne modifie les pages 2 à 6 du PEI, ni leur interprétation telle que prévue ailleurs au PEI de quelque façon, ni les dispositions relatives au renvoi des demandes aux volets ordinaire ou complexe ou requérant une expertise ou des évaluations médicales ; et
  - o Les instructions ne seront exécutoires que lorsqu'elles auront été approuvées par le Comité national d'administration et publiées par le Comité de surveillance, et ne lieront que les parties qui en auront été avisées au moins deux semaines avant leur audition.
- Surveiller la mise en œuvre du PEI et faire les recommandations nécessaires au Comité national d'administration relativement aux modifications devant être faites au processus pour assurer son bon fonctionnement à long terme.

s. L'adjudicateur en chef

i. Les fonctions de l'adjudicateur en chef sont de :

- Assister dans la sélection des adjudicateurs.
- Mettre en œuvre les programmes de formation et les mesures administratives élaborées pour assurer la cohérence entre les décisions des adjudicateurs dans leur interprétation et leur application du PEI.
- Évaluer régulièrement les besoins de formations et l'encadrement requis par les adjudicateurs et développer des programmes appropriés.
- Assigner les adjudicateurs à des auditions et à des révisions ou leur demander de faciliter les négociations en vue d'un règlement.
- Conseiller les adjudicateurs sur les exigences du PEI.
- Préparer et soumettre au Comité de surveillance toutes instructions proposées pour faciliter l'application du PEI.
- Recevoir les plaintes à l'égard du rendement des adjudicateurs et lorsque approprié, rencontrer les adjudicateurs pour discuter des préoccupations relevées et développer des solutions adaptées.
- Déterminer, à son entière discrétion, de renouveler ou de mettre fin au contrat d'un adjudicateur.
- Réviser des décisions, conformément au sous-alinéa l (i) ci-dessus, ou assigner un adjudicateur désigné approuvé par le Comité de surveillance pour ce faire.

- Établir les politiques et les normes pour le Secrétariat et assumer la direction de ses opérations.
- Rendre la décision finale à l'égard de la requête par un demandeur de reconsidérer la décision du Secrétariat à l'effet que la demande présentée ne soulève pas de faits pouvant donner lieu à indemnisation dans le cadre du PEI.
- Instruire des auditions selon ce qu'il détermine approprié, en autant que des adjudicateurs en chef désignés ont été approuvés pour les fins du sous-alinéa l(i) ci-dessus.
- Remplir toutes les autres fonctions qui lui sont dévolues en vertu du PEI.
- Préparer les rapports annuels pour le Comité de surveillance relativement au fonctionnement du processus décisionnel du PEI.

t. Secrétariat

- i. Un secrétariat sera constitué pour soutenir l'adjudicateur en chef et il aura la responsabilité de déterminer si une demande relève de la compétence du PEI.
- ii. Si la demande ne relève pas de la compétence du PEI, le Secrétariat doit aviser le demandeur du refus de considérer sa demande et des motifs au soutien de son refus, et lui fournir l'opportunité de présenter une autre demande. Sur requête du demandeur, la décision d'accepter ou de refuser une demande sera révisée par l'adjudicateur en chef et celle-ci sera finale et sans appel.
- iii. Le Secrétariat doit aussi constituer une liste d'interprètes approuvés.
- iv. Le Secrétariat se rapporte directement à l'adjudicateur en chef.

## ANNEXE I : LA DEMANDE

- a) Dans sa demande au PEI, le demandeur doit :
  - i) Établir les éléments de la demande : indiquer, en se référant aux critères du PEI, chaque faute alléguée avec les dates, les endroits, les moments et suffisamment de renseignements sur l’auteur allégué de chaque incident pour l’identifier ou, dans le cas d’employés adultes, pour identifier la personne et son rôle au pensionnat.
  - ii) Fournir une déclaration écrite dans la demande. Le récit doit être rédigé à la première personne et signé par le demandeur et il peut être l’objet ou le fondement d’un interrogatoire lors d’une audition.
  - iii) Indiquer, en se référant aux Règles d’indemnisation du PEI, les catégories pour lesquelles on demande une indemnisation et, le cas échéant, indiquer si on demande une indemnisation pour des préjudices subis ou des pertes d’occasion, ou les deux, de niveau supérieur à 3 ou pour une perte de revenus réelle.
  - iv) Inclure les autorisations nécessaires pour que les défendeurs puissent produire leurs dossiers, conformément à l’annexe VIII.
  - v) Des mesures de sécurité seront fournies en consultation avec Santé Canada. Lorsque les demandeurs font leurs démarches en groupe, ils peuvent négocier pour que le groupe administre les mesures de sécurité.

## ANNEXE II : ACCEPTATION DE LA DEMANDE

i) Le Secrétariat admettra de plein droit une demande au PEI lorsque celle-ci est complète et décrit les allégations qui constitueraient, si elles étaient prouvées, une ou plusieurs demandes continues et lorsque le demandeur a signé la déclaration jointe au formulaire de demande, y compris les dispositions concernant la confidentialité de la déclaration.

ii) Si sa demande n'est pas admise au PEI, le demandeur sera informé du motif du refus et il aura une chance de présenter des renseignements supplémentaires. À la demande du demandeur, l'adjudicateur en chef peut réviser toute décision finale de refuser d'admettre une demande au PEI et confirmer ou infirmer cette décision. Si la décision est infirmée, la demande initiale et toute demande subséquente ou renseignement supplémentaire sera donnée à l'adjudicateur.

iii) À l'admission de la demande dans le PEI, le Secrétariat transmettra une copie de celle-ci au gouvernement et à l'entité religieuse qui est une partie aux jugements des recours collectifs et qui était impliquée dans le pensionnat indien visé.

- Une entité religieuse peut renoncer à son droit de recevoir les avis de demandes pour toute réclamation ou toute catégorie de réclamation définie en avisant le Secrétariat par écrit et peut également modifier ou annuler cette renonciation en tout temps par un avis écrit.

iv) Les conditions suivantes s'appliquent à la transmission de la demande au gouvernement ou à une entité religieuse :

- La demande sera uniquement dévoilée aux personnes qui doivent la voir pour aider le gouvernement à établir sa défense ou pour aider les entités religieuses à se défendre ou en rapport avec leur couverture d'assurance.
- Si des renseignements de la demande doivent être dévoilés à un auteur allégué, seuls les renseignements pertinents à l'allégation de sévices par cette personne seront dévoilés. L'auteur allégué n'obtiendra pas l'adresse du demandeur ou l'adresse de l'un ou l'autre des témoins nommés dans le formulaire de demande, non plus que les renseignements du formulaire concernant les effets des sévices allégués sur le demandeur à moins que celui-ci demande expressément que ces renseignements soient communiqués à l'auteur allégué.
- Chaque personne à qui la demande est dévoilée, y compris les avocats de toutes les parties, doit convenir de respecter sa confidentialité. Les entités religieuses déploieront les plus grands efforts pour obtenir le même engagement de tout assureur auquel elles sont obligées de dévoiler la demande.
- Des copies seront faites uniquement lorsque absolument nécessaire et toutes les copies autres que celles en possession du gouvernement seront détruites à la conclusion de l'affaire, à moins que le demandeur demande que d'autres personnes conservent une copie ou que l'avocat d'une partie soit obligé de conserver une copie afin de respecter ses obligations professionnelles.



v) Une fois la demande admise, les avocats peuvent tenter de convenir de certains faits pour réduire les besoins en matière de recherche.

vi) Les demandes de groupe seront acceptées lorsque les demandes de chaque membre du groupe sont présentées ensemble ou à l'intérieur d'un court intervalle de temps, que chacun des demandeurs indique son désir de faire partie du groupe, que les demandes montrent des points communs entre les membres du groupe (pensionnat, collectivité, problèmes) et qu'un représentant du groupe présente une demande de traitement en groupe montrant :

- qu'il s'agit d'un groupe établi dont la viabilité et la capacité décisionnelle sont évidentes;
- que ses membres se prodiguent déjà entre eux un soutien en rapport avec leur expérience dans les pensionnats indiens ou ont un plan défini et une capacité réaliste pour le faire;
- que les problèmes soulevés par les membres du groupe sont généralement semblables;
- que le groupe a l'intention de gérer les ressources de sécurité et dispose d'un plan défini pour le faire, le cas échéant, et d'assurer un règlement sain et durable de ses réclamations.

vii) Lorsqu'une proposition de faire une demande en groupe est refusée, les personnes seront informées de leur droit de poursuivre leurs démarches individuellement si leur demande se conforme par ailleurs aux critères du PEI.

### ANNEXE III : PARTICIPATION DES AUTEURS ALLÉGUÉS

- i) Les défendeurs tenteront de trouver l'auteur allégué pour l'inviter à l'audition. Si l'auteur allégué est décédé, s'il est impossible de le trouver ou s'il refuse l'invitation, l'audition peut quand même avoir lieu.
- ii) Sous réserve des points iii) et iv) qui suivent, aucune audition ne peut débiter :
  - avant que le gouvernement n'ait eu 60 jours après réception de la demande acceptée pour tenter de localiser l'auteur allégué ou, lorsque le premier contact est tenté par une entité religieuse ayant une entente avec le gouvernement prévoyant le droit de premier contact, avant que le gouvernement n'ait eu 30 jours supplémentaires;
  - avant que l'auteur allégué n'ait ensuite eu un total de 75 jours supplémentaires pour obtenir des conseils quant à l'opportunité de participer et, le cas échéant, pour fournir un témoignage ou être interrogé de la manière décrite ci-après.
- iii) Lorsque les événements susmentionnés se produisent avant l'expiration du temps alloué, le gouvernement peut en informer le Secrétariat, qui peut prévoir une audition lorsque l'affaire est par ailleurs prête à passer à l'étape suivante.
- iv) Si un demandeur fournit des preuves médicales que tout retard dans l'audition de son témoignage entraîne un grand risque qu'il meure ou perde la capacité de fournir un témoignage, le Secrétariat peut prévoir une audition dans l'unique but de recueillir ce témoignage, après quoi l'audition sera ajournée pour permettre la localisation de l'auteur allégué et l'obtention de son témoignage s'il accepte de participer.
- v) On remettra à l'auteur allégué des extraits de la demande décrivant les allégations dont il fait l'objet, qu'il devra remettre à la fin du processus, pour l'aider à se rappeler l'élève ou l'événement et à préparer sa réponse. L'adresse actuelle du demandeur ou les adresses d'autres témoins potentiels seront supprimées de ces documents, de même que l'information concernant les impacts des sévices allégués, à moins que le demandeur ne demande qu'elle soit fournie à l'auteur allégué.
- vi) On avisera l'avocat du demandeur de l'intention de l'auteur allégué de répliquer aux allégations dans les plus brefs délais possibles.
- vii) On demandera à l'auteur allégué de fournir une déclaration. S'il refuse de le faire, l'avocat de l'une ou l'autre des parties peut demander une entrevue avec l'auteur allégué. Cette entrevue ne sera pas l'équivalent d'un interrogatoire préalable et les notes d'entrevue concernant ce que l'auteur allégué a dit doivent être communiquées à toutes les parties deux semaines avant l'audition, tout comme la déclaration, le cas échéant.
- viii) La déclaration ou, à défaut, les notes d'entrevue sont une condition pour que l'auteur allégué soit entendu par l'adjudicateur.
- ix) L'avocat et une personne de confiance accompagnant l'auteur allégué sont autorisés à assister à l'audition pendant que ce dernier témoigne, mais ni l'auteur allégué ni son

avocat ne peut être présent en même temps et au même endroit que le demandeur sans le consentement préalable des parties. Le Canada versera jusqu'à 2 500 \$ pour permettre à l'auteur allégué de recevoir des conseils juridiques à propos des implications de témoigner, en plus des coûts raisonnables reliés à la participation de l'auteur allégué et d'une personne de confiance à l'audition. Il est entendu que la personne de confiance dans ce contexte n'inclut pas l'avocat de l'auteur allégué.

- x) Lorsque le témoignage du demandeur à l'audition diffère de façon substantielle des faits soulevés dans la demande et communiqués à l'auteur allégué, l'adjudicateur doit préparer un sommaire des nouvelles allégations et le fournir à l'auteur allégué et aux parties avant que l'auteur allégué témoigne.
- xi) L'auteur allégué est un témoin, non une partie.
- xii) L'auteur allégué a le droit de connaître le résultat de l'audition pour ce qui a trait aux allégations dont il est l'objet, mais non le montant de l'indemnité accordée.

#### ANNEXE IV : COLLECTE D'INFORMATION, DATES D'AUDITION, PRÉSENCE ET PARTICIPATION À CELLE-CI

- i) Les défendeurs rassembleront leurs documents et les présenteront au Secrétariat.
- ii) Les demandeurs rassembleront les documents, rapports de traitement et dossiers médicaux qu'ils veulent utiliser et les présenteront aussi. S'ils ne peuvent les obtenir, ils indiqueront les démarches entreprises pour tenter de le faire.
- iii) Les déclarations d'un témoin doivent être rédigées et présentées par la partie qui présente le témoin.
- iv) On ne fixera pas de date avant que le Secrétariat du PEI soit convaincu que la communication des documents, y compris les rapports de traitement et les dossiers médicaux, est aussi complète qu'elle peut raisonnablement l'être, à moins qu'un demandeur présente des preuves médicales que tout retard dans l'audition de son témoignage entraîne un grand risque qu'il meure ou perde la capacité de fournir un témoignage. Dans ces circonstances, le Secrétariat peut prévoir une audition dans l'unique but de recueillir ce témoignage, après quoi l'audition sera ajournée pour permettre la préparation du dossier conformément aux autres dispositions du présent PEI.
- v) La date d'audition sera fixée en fonction de la disponibilité des parties, de l'avocat et de l'adjudicateur et en considérant l'avantage économique de l'emplacement et du nombre d'auditions à être tenues à un endroit, dans une période donnée.
- vi) Le demandeur peut assister à l'audition au cours de laquelle témoigne l'auteur allégué sans le consentement de cette personne. Cela repose sur le fait que le demandeur est une partie et doit connaître toutes les preuves pour proposer des champs d'interrogation et faire des observations s'il agit seul ou pour donner des instructions à son avocat s'il est représenté.
- vii) Étant donné la nature non contradictoire du PEI, du rôle neutre et inquisitoire qu'y jouent les adjudicateurs et la nécessité de respecter la sécurité du demandeur, ni l'auteur allégué ni son avocat ne peuvent être présents lorsque le demandeur témoigne sans le consentement préalable du demandeur. Lorsque l'avocat d'une entité religieuse est également l'avocat de l'auteur allégué, cela signifie qu'il ne peut assister à l'audition pendant que le demandeur témoigne sans le consentement préalable de ce dernier. Les représentants du gouvernement peuvent toujours assister à cette partie de l'audition, tout comme les représentants des entités religieuses qui sont des parties aux jugements des recours collectifs, sauf leur avocat s'il est également l'avocat de l'auteur allégué en cette affaire.
- viii) Les personnes de confiance assistent aux auditions pour aider à assurer la santé et la sécurité du demandeur pendant un événement stressant. Elles doivent se concentrer sur la façon dont le demandeur compose avec son stress. Par conséquent, les personnes de confiance ne doivent pas se laisser distraire de ce but en essayant de participer à l'audition, par exemple en tentant de témoigner. S'il s'avère nécessaire que la personne de

confiance témoigne, elle doit prêter serment (ou faire une affirmation solennelle) à titre de témoin, mais seulement une fois que l'adjudicateur est convaincu que des dispositions appropriées pour assurer la sécurité du demandeur ont été prises.

- ix) Enfin, puisque le principal objet de l'audition est l'évaluation de la crédibilité, les avocats et représentants de toutes les parties doivent s'abstenir de discuter avec un témoin de la preuve en cause une fois que ce témoin commence à témoigner et ce, jusqu'à ce que son témoignage soit terminé. Un adjudicateur peut autoriser une exception à cette règle lorsqu'il estime que la discussion est nécessaire pour obtenir le témoignage du témoin en temps opportun.

## ANNEXE V : CRITÈRES DE SÉLECTION DES ADJUDICATEURS

- i) Diplôme de droit d'une université reconnue. On prendra également en considération les candidats possédant une combinaison de formation connexe ou d'expérience pertinente, ou les deux.
- ii) Connaissance de la culture et de l'histoire autochtones et sensibilité à leur égard.
- iii) Connaissance des questions liées aux sévices physiques et sexuels et sensibilité à celles-ci.
- iv) Connaissance du droit en matière de préjudices corporels.
- v) Connaissance en matière de l'évaluation des dommages-intérêts.
- vi) Aptitude à mener des entrevues ou à interroger des témoins.
- vii) Aptitude à obtenir un témoignage utile de manière concise.
- viii) Aptitude à agir de façon impartiale.
- ix) Respect à l'égard de toutes les parties concernées.
- x) Aptitude reconnue à évaluer la crédibilité et la fiabilité.
- xi) Aptitude à travailler sous pression et à rédiger des décisions claires, concises et logiques qui tiennent compte des éléments de preuve, des observations, des règles et des politiques du PEI, dans les délais impartis.
- xii) Aptitude à travailler efficacement avec des employés et des participants de milieux variés.
- xiii) Familiarité avec l'informatique et compétences supérieures en communication et en rédaction.
- xiv) Qualités personnelles, notamment l'aptitude à l'adjudication, l'équité, de bonnes capacités d'écoute, l'ouverture d'esprit, le jugement, le tact, l'aisance avec des questions complexes ou délicates.
- xv) Volonté et capacité de voyager à travers le Canada ou dans une région désignée, notamment dans les collectivités des Premières Nations, en utilisant divers modes de transport.
- xvi) Souplesse et disponibilité à être convoqué pour des auditions selon les besoins.

## ANNEXE VI : SYNTHÈSE DES DISPOSITIONS CONCERNANT LES PREUVES D'EXPERT ET LES PREUVES MÉDICALES

Le PEI vise à limiter le recours à des témoins experts aux questions pour lesquelles leur témoignage est essentiel ainsi qu'à éliminer l'éventualité de rapports d'experts contradictoires sur la même question. Cela permettra d'économiser beaucoup de temps et d'argent.

La présente annexe fait la synthèse des dispositions du PEI concernant les preuves d'expert et les preuves médicales et donne des instructions supplémentaires dans quatre catégories :

1. Rapports de traitement
2. Évaluations psychiatriques
3. Évaluations médicales
4. Évaluations professionnelles et actuarielles

### 1. Rapports de traitement

Les notes de traitement et les dossiers médicaux rédigés dans le cours normal de traitement du demandeur et indiquant les atteintes qu'il a subies, qu'elles soient physiques ou psychologiques, sont admissibles de plein droit pour aider l'adjudicateur à rendre une décision dans le cas sous étude. À cet égard, le PEI prévoit les dispositions suivantes :

- Le demandeur peut présenter de plein droit des notes de traitement et des dossiers médicaux émanant des médecins ou des conseillers traitants ou, s'ils ne sont pas disponibles, un rapport des médecins ou des conseillers traitants, à la condition d'en donner avis et de les divulguer conformément au PEI.
- Cela comprend les dossiers et les rapports des conseillers ou guérisseurs conventionnels ou traditionnels.
- La défense ne peut demander son propre examen médical, mais elle peut demander que la personne qui a prodigué le traitement témoigne lors de l'audition.
- Si la personne qui a préparé un rapport de traitement est décédée ou n'est pas disponible, le rapport peut alors être admissible, mais l'adjudicateur peut lui accorder moins de poids.
- Lorsque la personne qui a prodigué le traitement témoigne, seul l'adjudicateur peut l'interroger et l'interrogatoire peut porter sur les qualifications de cette personne ainsi que sur les dossiers et rapports.
- Les notes de traitement et les dossiers médicaux sont admissibles pour prouver qu'un traitement a été donné et que des observations ont été faites, mais non comme preuve de diagnostics de troubles psychologiques ou de l'opinion qui les motive. Ces notes et ces dossiers peuvent servir à prouver l'existence d'une blessure physique. L'adjudicateur peut également les utiliser comme base de formulation des questions et les réponses pourraient servir de base aux conclusions relatives à des préjudices subis et des pertes d'occasion en découlant aux niveaux 1 à 3. Ils peuvent en outre étayer les conclusions relatives à des

préjudices subis et des pertes d'occasion en découlant aux niveaux 4 ou 5 si les parties s'entendent pour procéder sans rapports d'expert.

## 2. Évaluations psychiatriques et psychologiques

Les évaluations préparées aux fins d'une action en justice soulèvent d'autres considérations. Leur qualité dépend beaucoup de l'information communiquée à l'expert pour étayer son rapport. Cette information se limite généralement à la version que le demandeur donne des événements et elle peut différer du témoignage donné lors de l'audition ou celle jugée crédible par l'adjudicateur. Lorsque le demandeur obtient une telle évaluation, les défendeurs en demanderont habituellement une eux aussi, ce qui aboutit assez souvent à une série de contradictions complexes entre les évaluations.

Par conséquent, le PEI adopte une approche plus restrictive à l'égard des évaluations. L'adjudicateur est la seule personne habilitée à ordonner de telles évaluations et, à moins d'une recommandation conjointe contraire des parties, ne le fait qu'après avoir entendu la preuve, formé ses conclusions préliminaires quant à la crédibilité et déterminé qu'une évaluation est justifiée par la preuve retenue et nécessaire pour bien évaluer l'indemnité. Dans de telles circonstances, l'adjudicateur choisira un expert dans une liste approuvée par le Comité de surveillance du PEI et on s'appuiera sur l'évaluation de cet expert de la manière décrite ci-dessous pour déterminer l'indemnité. Cette méthode n'est disponible que lorsque des préjudices indirects de niveau 4 ou 5 ou des pertes de revenus réelles sont en cause.

À moins d'avoir le consentement des parties, l'adjudicateur ne peut accorder des points selon les Règles d'indemnisation pour des préjudices subis ou des pertes d'occasion en découlant de niveau supérieur à 3 et des indemnisations pour pertes de revenus réelles que s'il a obtenu et étudié l'évaluation d'un expert sur la portée et la cause des préjudices psychologiques allégués (ou des preuves médicales quant au moment, à la cause et à l'effet continu des préjudices physiques allégués; voir ci-après).

Les considérations suivantes résument la marche à suivre pour obtenir des preuves psychiatriques et psychologiques :

- L'adjudicateur a le pouvoir d'ordonner une évaluation par un expert. Seul l'adjudicateur peut ordonner de telles évaluations et, à moins que les parties aient conjointement recommandé une telle évaluation avant l'audition, il ne peut le faire qu'après avoir entendu les témoignages, formé ses conclusions quant à la crédibilité et avoir déterminé qu'une évaluation est justifiée par la preuve retenue et nécessaire pour bien évaluer l'indemnité.
- Lorsqu'une évaluation est ordonnée, l'adjudicateur retient les services d'un expert dans une liste approuvée par le Comité de surveillance du PEI et, par la suite, les principes suivants s'appliquent :
  - On doit fournir à l'expert une transcription de l'audition et toute preuve documentaire déposée lors de l'audition et pertinente à l'évaluation proposée, le tout de manière confidentielle. Les parties doivent être informées des documents fournis à l'expert.



- L'adjudicateur doit informer l'expert de ses conclusions préliminaires afin que l'évaluation puisse être effectuée en fonction des conclusions de faits probables et il doit indiquer à l'expert d'éviter de tirer des conclusions quant à la crédibilité.
- L'adjudicateur doit accorder de l'importance à l'opinion de l'expert sur le niveau de préjudice et ses causes, conformément aux critères du PEI.
- Après avoir examiné son rapport, toutes les parties peuvent exiger que l'expert témoigne et peuvent l'interroger.
- Lorsque les parties consentent à ce que l'adjudicateur puisse attribuer des points dans ces deux niveaux sans bénéficier d'une évaluation d'un expert, ce consentement n'écarte pas la nécessité que l'adjudicateur soit convaincu, selon le fardeau de la preuve en matière civile, que le demandeur a subi ces préjudices et qu'ils sont reliés aux demandes continues prouvées suivant les critères du PÉI.

### 3. Examens médicaux ordonnés par l'adjudicateur pour évaluer les blessures physiques

- À moins d'avoir le consentement des parties, l'adjudicateur ne peut conclure à une blessure physique aux termes du PEI sans obtenir et étudier des preuves médicales quant au moment, à la cause et à l'effet continu de cette blessure. Lorsque ces preuves ne sont pas contenues dans les notes de traitement ou les dossiers médicaux admis en preuve, l'adjudicateur doit demander au demandeur de se soumettre à un examen par un professionnel de la médecine approprié. Une fois que le demandeur s'est soumis à l'évaluation médicale demandée, l'adjudicateur doit rendre une décision sur la question en tenant compte des preuves disponibles et du fardeau de la preuve, même si l'évaluation médicale n'est pas concluante.
- Les parties doivent s'efforcer de s'entendre sur le professionnel de la santé qui effectuera l'évaluation. Si cela est impossible, l'adjudicateur choisira une personne appropriée avec l'aide du Secrétariat.
- Dans les deux cas, le professionnel doit être engagé par le Secrétariat et doit prendre ses instructions de l'adjudicateur et lui rendre compte. Le mandat doit être conditionnel à ce que le professionnel accepte de témoigner si nécessaire.
- Lorsqu'un rapport a été déposé, les parties peuvent exiger que le professionnel assiste à l'audition (ou sa reprise) et témoigne.
- La même pratique d'interrogatoire que pour les rapports de traitement s'appliquera : l'adjudicateur dirige l'interrogatoire qui peut porter sur les qualifications du professionnel ainsi que sur les dossiers et rapports.

4. Évaluation des pertes de revenus réelles

- Dans le volet complexe, lorsqu'on présente une demande d'indemnisation pour perte de revenus réelle, l'adjudicateur doit ordonner des rapports d'experts ou des évaluations médicales de la manière susmentionnée.
- À la demande d'une des parties, l'adjudicateur doit également ordonner tout autre rapport d'expert nécessaire pour évaluer la demande en suivant la procédure susmentionnée pour obtenir des évaluations médicales.

## ANNEXE VII : PRODUCTION OBLIGATOIRE DE DOCUMENTS PAR LES DEMANDEURS

Suite à la réception d'une formule de demande dûment remplie et à l'acceptation d'une personne dans le PEI, les documents pertinents doivent être communiqués. On décrit dans la présente annexe les documents qu'un demandeur doit produire ou dont il doit expliquer l'absence, comme condition préalable à la tenue d'une audition dans le but d'obtenir une forme particulière d'indemnisation dans le cadre des Règles d'indemnisation.

L'annexe ne décrit pas les autres sortes de documents qui pourraient aider un demandeur à prouver le bien-fondé de sa demande. Ceux-ci seront admissibles selon les conditions décrites dans le présent PEI. Les sortes de documents que les défendeurs produiront sont décrites dans une autre annexe.

Aucun document n'est requis des demandeurs pour prouver les sévices eux-mêmes, mais ils sont libres de produire des documents à l'appui de leur réclamation.

### 1. PREUVE DES PRÉJUDICES SUBIS

#### NIVEAUX 3, 4 ET 5

- Les dossiers de traitement pertinents aux préjudices allégués (notamment les dossiers de traitements cliniques, hospitaliers, médicaux ou autres, mais excluant les dossiers de services d'aide psychosociale obtenus pour aider à assurer la sécurité pendant le traitement d'une réclamation visant les pensionnats indiens). Dans le volet complexe, les dossiers des omnipraticiens, des cliniques ou des centres de santé communautaire sont jugés pertinents à moins que les défendeurs conviennent du contraire.
- Les dossiers d'indemnisation des accidents du travail si la réclamation est basée en tout ou en partie sur une blessure physique.
- Les dossiers des services correctionnels (pour autant qu'ils se rapportent aux blessures ou préjudices).

#### NIVEAUX 1 ET 2

- Aucun document requis.

### 2. PREUVE D'UNE PERTE D'OCCASION DÉCOULANT D'UN PRÉJUDICE SUBI

#### NIVEAUX 3, 4 ET 5

- Les dossiers d'indemnisation des accidents du travail si la demande est basée en tout ou en partie sur une blessure physique.

- Les dossiers de l'impôt sur le revenu (s'ils ne sont pas disponibles, alors les dossiers de l'AE et du RPC).
- Les dossiers de traitement pertinents au fondement allégué de la perte d'occasion (notamment les dossiers de traitements cliniques, hospitaliers, médicaux ou autres, mais excluant les dossiers de services d'aide psychosociale obtenus pour aider à assurer la sécurité pendant le traitement d'une réclamation visant les pensionnats indiens). Dans le volet complexe, les dossiers des omnipraticiens, des cliniques ou des centres de santé communautaire sont jugés pertinents à moins que les défendeurs conviennent du contraire.
- Les dossiers scolaires des écoles secondaires (externats) et post-secondaires.

## NIVEAU 2

- Les dossiers d'indemnisation des accidents du travail si la demande est fondée en tout ou en partie sur une blessure physique.
- Les dossiers de l'impôt sur le revenu ou, au choix du demandeur, les dossiers de l'AE et du RPC.
- Les dossiers scolaires des écoles secondaires (externats) et post-secondaires.

## NIVEAU 1

- Aucun document requis.

### 3. POUR ÉTABLIR LA NÉCESSITÉ DE SOINS FUTURS

Aucun document nécessaire, mais un plan de traitement doit être présenté pour étayer toute réclamation pour des soins futurs dans toute affaire où le demandeur est représenté par un avocat ou est par ailleurs en mesure d'en fournir un.

## ANNEXE VIII : DIVULGATION DES DOCUMENTS DU GOUVERNEMENT

Le gouvernement recherchera, réunira et fournira un rapport établissant les dates auxquelles un demandeur a fréquenté un pensionnat. Il y a plusieurs sortes de documents qui peuvent confirmer la fréquentation d'un pensionnat et, aussitôt qu'on trouve un ou plusieurs documents relatifs à toute la période pertinente, les recherches cesseront.

Le gouvernement recherchera, réunira et fournira également un rapport sur les personnes nommées dans le formulaire de demande comme ayant abusé le demandeur, y compris l'information sur les emplois de ces personnes au pensionnat et les dates auxquelles ils travaillaient ou étaient là, ainsi que les allégations d'abus physiques ou sexuels commis par ces personnes, si ces allégations ont été faites pendant que la personne était un employé ou un élève.

Le demandeur ou son avocat recevra, sur demande, des copies des documents retracés par le gouvernement, mais l'information sur les autres élèves ou les autres personnes nommées dans les documents (autres que les auteurs allégués des abus) sera rayée pour protéger les renseignements personnels de chaque personne, tel que requis par la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Le gouvernement réunira également des documents sur le pensionnat que le demandeur a fréquenté et rédigera un rapport résumant ces documents. Le rapport et, sur demande, les documents seront disponibles pour examen par le demandeur ou son avocat.

Dans le cadre des recherches visant divers pensionnats, certains documents ont été, et peuvent continuer d'être trouvés lesquels font état d'abus sexuels perpétrés par des personnes autres que celles nommées dans une demande comme ayant abusé le demandeur. L'information extraite de ces documents sera ajoutée au rapport sur le pensionnat. Encore là, les noms des autres élèves ou personnes au pensionnat (autres que les auteurs allégués des abus) seront rayés pour protéger leurs renseignements personnels.

Les documents suivants seront remis à l'adjudicateur qui évaluera une demande :

- Documents confirmant la fréquentation du ou des pensionnats par le demandeur;
- Documents sur les personnes nommées comme abuseurs, y compris les emplois de ces personnes au pensionnat, les dates auxquelles elles travaillaient ou étaient là, et les allégations d'abus sexuels ou physiques les concernant;
- Le rapport sur le ou les pensionnat(s) en question et les documents historiques; et
- Tout document mentionnant des abus sexuels au pensionnat ou aux pensionnats en question.

En ce qui concerne les allégations d'abus entre élèves, le gouvernement travaillera avec les parties pour établir des aveux et faits admis à partir des interrogatoires préalables complétés, des entrevues de témoins ou auteurs allégués, ou des décisions du MARC ou du PEI pertinentes aux allégations du demandeur.

## ANNEXE IX : INSTRUCTIONS AUX ADJUDICATEURS

### I. APPLICATION DES CRITÈRES POUR LES RÉCLAMATIONS INDEMNISABLES

Dans le cadre du PEI, seuls les demandeurs ayant prouvé une demande continue auront droit à une indemnité.

L'adjudicateur est responsable d'évaluer la crédibilité de chaque allégation, et pour les allégations qui sont prouvées selon le fardeau de la preuve en matière civile, de déterminer si ce qui a été prouvé constitue une demande continue en vertu du PEI.

Les critères pour une demande continue découlent de la jurisprudence établie en matière de responsabilité du fait d'autrui ou de négligence, mais ils peuvent en différer. Les adjudicateurs ne doivent pas s'appuyer sur la jurisprudence en responsabilité du fait d'autrui ou négligence. L'indemnisation des demandes continues prouvées doit être déterminée seulement en fonction des dispositions du PEI, y compris les instructions émises à son sujet.

#### A. Sévices physiques ou sexuels commis par un adulte

##### 1. Lorsque la victime était un élève ou un pensionnaire

Lorsqu'une agression sexuelle ou physique a été commise sur un pensionnaire ou un élève d'un pensionnat indien par un adulte, les critères suivants doivent être satisfaits :

- a) L'auteur allégué était-il un employé adulte du gouvernement ou d'une entité religieuse qui exploitait le pensionnat en question? Si oui, il n'importe pas que son contrat d'emploi ait été à ce pensionnat.
- b) Si l'auteur allégué n'était pas un employé adulte, était-il un adulte autorisé à être présent sur les lieux?
- c) L'agression a-t-elle été occasionnée par l'exploitation du pensionnat ou sa perpétration était-elle liée à cette exploitation? Ce critère sera satisfait s'il est démontré qu'une relation a été créée au pensionnat qui a conduit à l'agression ou l'a facilitée. Si le critère est satisfait, il n'est pas nécessaire que l'agression ait été commise sur les lieux.

##### 2. Lorsque la victime n'était pas un élève ou un pensionnaire

Lorsqu'une agression sexuelle ou physique a été commise par un adulte sur une personne qui n'était pas un élève, les critères suivants doivent être satisfaits :

- a) L'auteur allégué était-il un adulte employé du gouvernement ou d'une entité religieuse qui administrait le pensionnat indien en question? Si oui, il n'importe pas que son contrat d'emploi ait été à ce pensionnat.
- b) Si l'auteur allégué n'était pas un employé adulte, était-il un adulte autorisé à être présent sur les lieux?
- c) Le demandeur était-il âgé de moins de 21 ans au moment de l'agression?
- d) Un employé adulte a-t-il donné au demandeur la permission i) d'être sur les lieux ii) afin de prendre part aux activités du pensionnat?

- e) L'agression a-t-elle été occasionnée par l'exploitation du pensionnat ou sa perpétration était-elle liée à cette exploitation? Ce critère sera satisfait s'il est démontré qu'une relation a été créée au pensionnat qui a conduit à l'abus ou l'a facilité. Si le critère est satisfait, il n'est pas nécessaire que l'agression ait été commise sur les lieux. La permission d'être sur les lieux pour une activité organisée crée des circonstances dans lesquelles une agression peut être indemnisable si les autres critères sont satisfaits, mais elle ne délimite pas le lieu où une agression doit avoir été perpétrée pour constituer une agression occasionnée par un pensionnat ou liée à son exploitation.

#### B. Sévices sexuels ou physiques commis par un élève

Lorsqu'un incident prouvé d'abus sexuel de prédation ou d'exploitation aux niveaux SL4 ou SL5 a été commis par un autre élève, les critères suivants doivent être satisfaits :

- a) L'agression a-t-elle eu lieu sur les lieux du pensionnat?
- b) L'agression sexuelle était-elle de la nature d'une exploitation ou d'une prédation?
- c) Le gouvernement a-t-il failli à prouver qu'une supervision raisonnable était en place au pensionnat?

À cet égard :

Une agression sexuelle est considérée comme une prédation ou une exploitation lorsque l'auteur était significativement plus âgé que la victime ou lorsque l'agression a été rendue possible par la coercition ou la violence.

Il est entendu que le fait qu'une agression sexuelle a eu lieu dans un pensionnat ne prouve pas en soi qu'une supervision raisonnable n'était pas en place.

Dans tous les autres cas où une agression sexuelle définie (y compris celles de niveau SL4 ou SL5 qui ne sont pas de la nature de la prédation ou de l'exploitation) ou une agression physique définie a été prouvée comme ayant été commise par un autre élève, les critères suivants doivent être satisfaits :

- a) L'agression a-t-elle eu lieu dans le périmètre du pensionnat?
- b) Un employé adulte du pensionnat avait-il ou aurait-il dû raisonnablement avoir connaissance que des sévices du genre prouvé (i) avaient lieu au pensionnat (ii) dans la période pertinente?
- c) Un employé adulte du pensionnat a-t-il omis de prendre les mesures raisonnables pour prévenir l'agression?

#### C. Autres instructions concernant les agressions physiques

1. Puisqu'une blessure physique est nécessaire pour établir une agression physique indemnisable dans le PEI, le besoin d'un examen médical ou d'une hospitalisation pour déterminer s'il y a eu une blessure n'établit pas que le fardeau de la preuve a été satisfait.

2. Un « traitement médical sérieux par un médecin » n'inclut pas l'application d'un baume ou d'un onguent ou de pansements ou d'autres interventions non envahissantes semblables.

3. La perte de conscience doit avoir été causée directement par un ou des coups et n'inclut pas une perte de connaissance momentanée.

4. Les sévices physiques ne peuvent être indemnisés dans le PEI que lorsque la force physique est appliquée à la personne du demandeur. Ce critère peut être considéré comme ayant été satisfait lorsque :

le demandeur est requis par un employé de frapper un objet dur comme un mur ou un poteau, de sorte que l'effet de la force sur la personne du demandeur est le même que s'il avait été frappé par un membre du personnel;

à condition que les autres critères pour l'indemnisation selon le PEI aient été satisfaits.

#### D. Autres actes fautifs

Cette catégorie vise à offrir une indemnisation pour les actes fautifs ne figurant pas dans les Règles d'indemnisation et qui ont causé le niveau défini de préjudices psychologiques subis. Si une demande évaluée dans cette catégorie est décrite dans une autre catégorie, cette dernière doit s'appliquer à la demande.

En raison de la nature nouvelle de ces réclamations et de l'importance d'établir un lien causal clair entre ces actes et le niveau nécessaire de préjudices psychologiques subis, ces demandes sont traitées seulement dans le volet complexe.

Aux fins de cette catégorie, un acte fautif, autre que l'acte d'abus physique d'une durée ou d'une fréquence excessive est un acte qui :

- a) a été commis par un employé adulte ou un autre adulte autorisé à être présent sur les lieux,
- b) est en dehors des pratiques de fonctionnement habituelles du pensionnat au moment en question, et
- c) dépasse les normes parentales ou de soins reconnues à l'époque.

Après qu'un acte ou une série d'actes a été déclaré fautif, et s'il ne figure pas dans une autre partie des Règles d'indemnisation, l'adjudicateur doit demander les rapports psychiatriques ou médicaux nécessaires pour déterminer quelles blessures au niveau P4 ou P5 ont été causées par l'acte ou la série d'actes, à moins que les parties consentent au contraire.

Dans toutes les réclamations relatives à un AAF (autre acte fautif), le critère pour la preuve de causalité et l'évaluation de l'indemnisation selon les Règles d'indemnisation est la norme appliquée par les tribunaux pour des affaires semblables.



## II. APPLICATION DES RÈGLES D'INDEMNISATION

L'indemnisation pour les demandes continues prouvées doit être déterminée exclusivement selon les Règles d'indemnisation. Ces Règles visent à assurer que l'indemnisation est évaluée individuellement. Bien que les sévices subis soient un indicateur important du niveau approprié d'indemnisation, les circonstances dans lesquelles les sévices ont été subis par la personne et les impacts particuliers de ceux-ci sur cette personne sont tout aussi importants.

Les Règles d'indemnisation ont été conçues expressément pour éviter une approche mécanique à l'indemnisation en reconnaissant qu'un acte relativement moins grave peut avoir des conséquences graves, et vice versa. Les Règles réalisent cet objectif en exigeant une évaluation objective de la gravité de l'acte abusif et une évaluation distincte et très subjective de la façon dont l'acte a affecté le demandeur. En conséquence, les catégories définissant les sévices et les préjudices doivent être évaluées séparément, et les mots dans chaque catégorie doivent être interprétés en fonction de leurs objets dans leurs contextes respectifs.

En particulier, pour déterminer le niveau de préjudice subi par un demandeur, les adjudicateurs doivent considérer chacune des cinq catégories comme un tout, et par rapport aux autres catégories, plutôt que de s'attarder à des mots isolés dans une catégorie donnée. Le PEI demande une considération contextuelle eu égard particulièrement aux titres de chaque catégorie afin de déterminer laquelle des catégories traduit le mieux le niveau prouvé des préjudices découlant de sévices indemnisables subis par le demandeur.

### 1. Les actes prouvés

La première étape d'application du cadre consiste à déterminer quels sévices ont été prouvés selon le fardeau de la preuve en matière civile. L'acte le plus sérieux de sévices prouvés, physique ou sexuel, détermine la fourchette dans laquelle les points pour tous les sévices subis au cours de la fréquentation d'un ou plusieurs pensionnats sont attribués. Des actes multiples d'abus physique ou sexuel sont reconnus dans les définitions des catégories de sévices; l'impact de l'abus sexuel accompagné d'un abus physique est traité plus loin comme un facteur aggravant.

Après que la catégorie la plus sérieuse parmi les catégories d'actes prouvés a été déterminée, un total des points sera attribué dans la fourchette de cette catégorie. L'adjudicateur est libre de choisir le niveau de pointage dans celle-ci, en tenant compte de la gravité relative des sévices prouvés comparativement aux actes figurant dans cette catégorie. Par exemple, dans la catégorie des photographies de nudité, il est prévu qu'une seule photo de fesses nues demeurée en la seule possession du photographe mériterait moins de points pour les sévices proprement dit qu'une série de photos très sexuelles qui ont été largement distribuées. Le potentiel qu'une personne subisse un grand traumatisme à cause d'un acte objectivement moins grave est reconnu, mais on doit en tenir compte dans les catégories de préjudices subis, plutôt qu'en augmentant les points autrement appropriés pour l'acte lui-même.

## 2. Préjudices subis

Après que l'affectation des points pour les actes prouvés a été déterminée, l'étape suivante consiste à évaluer les préjudices subis prouvés qui ont découlé des sévices prouvés, y compris ceux qui ont été confondus pour attribuer les points aux sévices, ce qui se fait par référence aux catégories de préjudices subis.

Un demandeur doit fournir une preuve ou il doit y avoir une preuve d'expert pour prouver chaque préjudice allégué selon la prépondérance de la preuve. Dans le volet ordinaire, après que des actes indemnissables et un préjudice indemnissable ont été établis selon la prépondérance de la preuve, il suffit d'établir un lien plausible entre eux pour accorder l'indemnisation. Pour conclure à l'existence d'un lien plausible, il n'est pas nécessaire d'éliminer toute autre cause possible de préjudice, mais la conclusion doit se fonder raisonnablement sur la preuve plutôt que sur des hypothèses ou spéculations quant aux liens possibles. Les adjudicateurs devront appliquer leurs pouvoirs selon l'annexe X, ci-après.

Pour le volet complexe, on doit prouver que les préjudices découlent d'au moins une demande continue prouvée, et l'indemnisation doit être évaluée selon les Règles d'indemnisation en appliquant les critères qu'un tribunal appliquerait pour des affaires semblables.

Les préjudices pour lesquels un lien aux actes constituant des actes indemnissables n'est pas prouvé ne peuvent pas être pris en compte pour évaluer les points dans les catégories de préjudices.

Jusqu'au niveau de préjudice P3 inclusivement, les préjudices ne sont pas évalués par des experts, bien que les notes de traitements et les dossiers cliniques des médecins traitants ou des conseillers, ou si ceux-ci ne sont pas disponibles, un rapport des médecins traitants ou des conseillers peuvent être utilisés pour compléter ou contredire la preuve des préjudices subis par le demandeur. Lorsque la preuve du demandeur établit de façon crédible les sévices et des préjudices apparents aux niveaux 4 ou 5, ou sur la recommandation conjointe des parties avant l'audition, l'adjudicateur peut ordonner une évaluation par un expert. C'est seulement lorsqu'une telle évaluation a été obtenue et considérée, ou lorsque les parties consentent aux points à ces niveaux sans une telle évaluation, que l'adjudicateur peut conclure que les préjudices aux deux niveaux les plus élevés ont été prouvés et ont été causées par les sévices allégués.

Les points pour les préjudices subis sont évalués une seule fois au niveau qui correspond le mieux à la preuve et aux critères de causalité du PEI. L'adjudicateur peut déterminer les points à attribuer dans la fourchette de ce niveau. Encore là, la gravité relative des préjudices subis dans la catégorie appropriée déterminera l'ordre applicable des points à attribuer.

## 3. Facteurs aggravants

L'adjudicateur doit ensuite déterminer si l'un ou l'autre des facteurs aggravants a été prouvé selon le fardeau de la preuve en matière civile. Seuls les facteurs aggravants spécifiques figurant au PEI peuvent être pris en compte pour évaluer cette catégorie. À condition que ces facteurs

soient prouvés spécifiquement et qu'il soit prouvé qu'ils ont empiré les sévices indemnissables, ils peuvent être pris en considération, qu'ils coïncident ou non quant au temps et au lieu avec ces sévices.

Lorsque ces critères sont satisfaits, l'adjudicateur peut déterminer un pourcentage à ajouter pour un ou plusieurs des facteurs aggravants prouvés collectivement. Cette discrétion doit être exercée eu égard à la gravité du facteur aggravant dans le contexte spécifique où il existe, y compris l'impact que le facteur a réellement eu sur le demandeur. Aucun autre facteur aggravant ne peut être pris en compte.

Le pourcentage pour les facteurs aggravants est ensuite appliqué au total des points attribués pour les actes et les préjudices. Le nombre de points pour les facteurs aggravants est ensuite arrondi au nombre entier le plus proche.

#### 4. Perte d'occasion découlant du préjudice subi

Lorsque le demandeur prétend que les sévices lui ont fait subir une perte d'occasion, l'adjudicateur prendra alors cette partie de la demande sous étude. Deux aspects doivent être pris en compte. Premièrement, le demandeur doit prouver, selon le fardeau de la preuve en matière civile, une ou plusieurs des circonstances ou des expériences figurant dans cette partie des Règles. Une preuve d'expert est requise pour établir les préjudices conduisant aux pertes aux niveaux 4 ou 5 à moins que les parties conviennent de s'en dispenser. Deuxièmement, dans le volet ordinaire, il doit convaincre l'adjudicateur qu'il y a un lien plausible entre les sévices prouvés et les événements subséquents prouvés. Dans le volet complexe, il faut prouver que les pertes d'occasion ont été causées par les sévices prouvés dans au moins une demande continue, et l'indemnisation doit être évaluée selon les Règles d'indemnisation suivant les critères qu'un tribunal appliquerait pour des affaires semblables.

Lorsque cette preuve est établie, l'adjudicateur choisira la fourchette de points reflétant la perte la plus grave prouvée liée à l'abus selon les normes du volet en question et attribuera un total des points dans cette fourchette. Dans la fourchette appropriée, l'adjudicateur attribuera les points en fonction de la gravité relative dans la catégorie des expériences prouvées.

Il est important de noter que dans le cadre d'indemnisation, les pertes d'occasion découlant du préjudice subi ne visent pas à remplacer une perte de revenus réelle. Les réclamations pour perte de revenus réelle constituent un chef distinct d'indemnisation dans le PEI, et les critères pour leur évaluation ne s'appliquent pas aux réclamations pour pertes d'occasion découlant du préjudice subi.

#### 5. Perte de revenus réelle

Sauf du consentement des parties, les réclamations pour perte de revenus réelle doivent être déterminées en fonction d'une preuve d'expert. Le lien entre la perte de revenus réelle prouvée et la demande continue prouvée doit être établi et l'indemnisation évaluée selon les mêmes critères qu'un tribunal appliquerait pour des affaires semblables.

La réclamation pour perte de revenus réelle peut remplacer une réclamation pour pertes d'occasion découlant du préjudice subi. On ne peut accorder les deux.

## 6. Évaluation de l'indemnisation

Tous les points attribués seront additionnés. Le total détermine la fourchette monétaire de l'indemnité qui peut être accordée (sauf pour l'élément de perte de revenus réelle d'une indemnité), mais il ne détermine pas à quel niveau dans cette fourchette l'adjudicateur accordera l'indemnité. Même si un nombre supérieur de points dans une fourchette conduira normalement à un niveau supérieur d'indemnisation, l'adjudicateur demeure libre de déterminer l'indemnité dans la fourchette monétaire applicable en tenant compte de l'ensemble des faits et des impacts prouvés.

## 7. Soins futurs

Enfin, lorsqu'une demande est présentée pour des soins futurs, l'adjudicateur considérera s'il faut accorder une indemnisation supplémentaire selon les critères des Règles d'indemnisation. Les facteurs pertinents dans ce cas comprendront les impacts de l'abus prouvé sur la personne, tout traitement déjà reçu pour ces impacts, la disponibilité du traitement dans la communauté de résidence du demandeur et la nécessité d'une aide pour les frais de déplacement, ainsi que la disponibilité d'autres sources de financement pour des parties du plan.

Aucune indemnisation pour soins futurs ne sera accordée à moins que l'adjudicateur croie que le demandeur a besoin du traitement proposé et qu'il a un désir réel d'utiliser le financement à cette fin. Dans la plupart des cas, cela sera démontré par un plan de traitement et une détermination manifestée et crédible de suivre ce plan.

## 8. Conclusion

Le cadre d'indemnisation vise à offrir une évaluation individuelle des sévices subis et de leurs impacts pour produire des niveaux d'indemnisation compatibles avec les décisions des tribunaux dans chaque instance, ou plus généreux que celles-ci, en utilisant d'une manière systématique et transparente les critères appliqués par les tribunaux. Dans l'intérêt de la justice et de la cohérence, tous les adjudicateurs doivent suivre ces instructions en appliquant le cadre aux affaires qui sont devant eux.

## ANNEXE X : UTILISATION DES CONNAISSANCES EXTRAJUDICIAIRES PAR LES ADJUDICATEURS

### INTRODUCTION

Plusieurs questions surviendront concernant la capacité des adjudicateurs de faire usage de l'information obtenue ou connue au-delà de celle fournie par les parties dans chaque cas individuel. Cette question présente plusieurs aspects :

- utilisation de l'information contextuelle ou de la connaissance personnelle, par exemple sur :
  - les écoles
  - l'abus à l'égard des enfants et ses impacts
  - le réseau des pensionnats
- accumulation d'information d'audition en audition, par exemple sur :
  - les auteurs allégués et le modus operandi des auteurs prouvés
  - les conditions dans une école
  - les conclusions quant à la crédibilité
- utilisation de précédents d'autres adjudicateurs
- capacité des adjudicateurs de se consulter

L'approche à adopter à l'égard de ces questions est présentée ci-après, suivant la source d'information en question.

#### 1. Documents d'orientation fournis aux adjudicateurs

On fournira aux adjudicateurs des documents d'orientation sur le réseau des pensionnats et son fonctionnement ainsi que sur les abus à l'égard des enfants et leurs impacts.

Si les documents d'orientation sont identifiés spécifiquement comme contenant des opinions ou des faits incontestés, ils peuvent être utilisés comme suit :

Les adjudicateurs doivent prendre connaissance de cette documentation. Ils peuvent l'utiliser pour interroger les témoins, mais également pour tirer des conclusions de fait et soutenir les inférences de la preuve qu'ils trouvent crédible, par exemple pour conclure que des traumatismes d'un certain genre peuvent découler d'une agression sexuelle subie par un enfant. Ces utilisations de cette information sont justifiées par le fait que les représentants de tous les intérêts en jeu ont convenu de son inclusion dans les documents d'orientation en vue de cet usage, et tous les participants à une audition auront accès aux documents d'orientation.

Aussi souvent que possible, l'adjudicateur devrait utiliser l'information à l'audition pour formuler les questions aux témoins qui peuvent être en mesure de formuler des commentaires à son sujet ou dont le témoignage peut être contredit, soutenu ou expliqué par l'information. Lorsque cela est impossible, l'utilisation que

L'adjudicateur se propose d'en faire pour arriver à une décision devrait être indiquée aux parties à l'audition afin de leur donner une chance de commenter l'information dans leurs représentations, mais cela n'est pas une condition préalable à ce que l'adjudicateur en fasse l'utilisation proposée.

Lorsque l'information est utilisée pour tirer une conclusion de fait, ou faire une inférence, elle devrait être citée et sa pertinence et la justification de son utilisation devraient être mentionnées dans la décision.

Lorsque les documents d'orientation fournis aux adjudicateurs ne représentent pas des opinions ou des faits incontestés, ils peuvent être utilisés par les adjudicateurs comme suit :

Les adjudicateurs peuvent utiliser cette catégorie de documents d'orientation pour interroger les témoins ou vérifier la preuve, mais ils ne peuvent se fonder sur ces documents comme source indépendante de leurs conclusions de fait ou de leur évaluation de l'impact réel des abus sur une personne.

## 2. Connaissance personnelle du phénomène de l'abus et de ses impacts

Certains adjudicateurs peuvent posséder de vastes antécédents de travail avec les abus à l'égard des enfants ou peuvent obtenir de l'information sur les abus et leurs impacts lors de séances de formation ou par des programmes d'éducation permanente, ou par leurs propres lectures ou recherches.

L'approche pour utiliser ce genre d'information est la suivante :

Les adjudicateurs peuvent recourir à leur connaissance personnelle, à la formation qu'ils ont reçue ou à du matériel éducatif d'ordre général comme base pour interroger les témoins ou vérifier la preuve, mais ne peuvent s'en servir comme source indépendante pour leurs conclusions de fait ou leur évaluation de l'impact réel des abus sur une personne.

## 3. Collections de documents

Les adjudicateurs obtiendront une collection de documents du Canada et, éventuellement, d'une Église, sur chaque pensionnat pour lequel ils tiennent des auditions. Cette documentation sera également accessible au demandeur et à son avocat.

L'approche pour utiliser ce genre d'information est la suivante :

Les adjudicateurs doivent prendre connaissance de cette documentation, qui peut être utilisée comme source d'une conclusion de fait ou de crédibilité. Si elle est utilisée par les adjudicateurs, elle doit être citée et sa pertinence et sa justification doivent être mentionnées dans le rapport.

Parce que cette information est spécifique au pensionnat en question et est fournie à l'avance, les adjudicateurs doivent la connaître avant de commencer une audition à

laquelle elle s'applique. Cependant, avant de s'appuyer sur des documents particuliers pour aider à décider dans un cas donné, l'adjudicateur devrait obtenir le consentement des parties ou présenter les extraits pertinents aux témoins qui peuvent être en mesure de formuler des commentaires à leur sujet ou dont le témoignage peut être contredit ou soutenu par la documentation. Lorsqu'il n'y a aucun témoin de ce genre ou qu'une ou plusieurs parties contestent l'utilisation des documents, l'adjudicateur peut quand même les utiliser dans sa décision, mais chaque fois que possible, il devrait informer les parties de son utilisation proposée du document de sorte qu'elles puissent en tenir compte dans leurs représentations.

#### 4. Conclusions antérieures

Les adjudicateurs entendront la preuve et tireront leurs conclusions de fait sur les opérations des divers pensionnats, leur configuration, les conditions les entourant, les actes et les connaissances des employés adultes et lorsqu'une personne est reconnue avoir commis un certain nombre d'agressions d'une façon particulière, leur modus operandi.

L'approche pour l'utilisation de ce genre d'information est la suivante :

Les adjudicateurs doivent traiter chaque demande comme une demande unique à trancher selon la preuve présentée, plus l'information dont l'utilisation est autorisée expressément selon les lignes directrices convenues pour ce processus. Ils ne peuvent pas utiliser les conclusions antérieures qu'ils ont tirées, y compris celles concernant la crédibilité, et encore moins être liés par elles.

Ils peuvent toutefois utiliser l'information provenant d'auditions antérieures pour enquêter sur les aveux ou admissions possibles ou, à défaut de cela, interroger les témoins. Cette capacité d'utiliser l'information d'auditions antérieures à ces fins spécifiques découle du fait que le PEI n'est pas un processus de confrontation contrôlé par les parties. Le modèle inquisitoire est plutôt utilisé pour que les adjudicateurs s'informent de ce qui s'est produit, en utilisant leurs compétences et leur jugement pour interroger les témoins afin de déterminer les faits.

Il ne serait pas juste de fonder une décision sur une preuve d'une audition antérieure puisque certaines ou toutes les parties ne connaîtraient pas son contexte et seraient incapables d'en contester la fiabilité, mais il n'est pas approprié d'insister pour que les adjudicateurs agissent comme si chaque cas était leur premier cas. Leur travail exige d'eux de vérifier la preuve et de déterminer les faits. Bien qu'ils ne puissent pas convoquer des témoins, c'est leur devoir de les interroger, et ils doivent être libres de poser les questions et de suivre les champs d'enquête qu'ils croient pertinents. Si cette croyance découle du sens commun, de l'instinct ou de quelque chose entendu lors d'une autre audition, cela est approprié comme fondement d'une enquête, mais, en l'absence d'un aveu ou de faits admis, non comme une preuve.

## 5. Stare decisis

Bien que des motifs soient rendus dans chaque cas, le PEI ne fonctionne pas au moyen de précédents d'application obligatoire. Tous les adjudicateurs ont un pouvoir égal et ne devraient pas se considérer liés par les décisions antérieures les uns des autres. Par voie de consultation, les adjudicateurs peuvent arriver à une interprétation commune de certaines questions de procédure, mais chaque cas doit être déterminé à son mérite.



## ANNEXE XI : TRANSITION DES LITIGES OU DES PROJETS DU MODE ALTERNATIF DE REGLEMENT DES CONFLITS ET PRIORITÉS POUR AVOIR ACCÈS AU PEI

Toutes les personnes ayant des réclamations relatives aux pensionnats indiens qui satisfont aux critères du PEI peuvent demander que leurs réclamations y soit admises, sauf :

1. Les demandeurs qui ont réglé leur réclamation judiciairement ou par le Mode alternatif de règlement des conflits (ci-après appelé MARC) existant, sauf tel que prévu dans les règles de transitions établies par les jugements des recours collectifs;
2. Les demandeurs dont la réclamation a été tranchée par un procès.

Il est entendu que la participation à des discussions infructueuses avec le gouvernement ou une Église dans le but de régler les réclamations n'empêche pas l'accès au PEI. Ce n'est que lorsqu'une des conditions ci-haut s'applique qu'une demande de participer au nouveau processus sera rejetée.

### Règles s'appliquant à la preuve existante

Lorsqu'un demandeur qui a présenté une preuve dans une procédure antérieure lors d'un projet pilote ou d'une audition selon le MARC ou le PEI (si une nouvelle audition a été ordonnée suite à un examen) ou de procédures judiciaires (y compris les réponses à des questions écrites ou la participation à un interrogatoire au préalable) veut participer au PEI et y est admissible :

- i. Le dossier de la preuve antérieure doit être fourni à l'adjudicateur du PEI qui peut l'utiliser comme fondement pour interroger le demandeur;
- ii. Le demandeur doit comparaître devant l'adjudicateur pour témoigner si une audition a lieu;
- iii. Le demandeur peut confirmer sa preuve antérieure plutôt que de recommencer son témoignage à l'audition;
- iv. Le demandeur peut être interrogé par l'adjudicateur au même titre que les autres demandeurs.

Le fait qu'un dossier est transféré du cadre judiciaire où les règles documentaires sont différentes ne change pas les types de documents permis dans le cadre du PEI. Il est entendu que les seules évaluations d'experts permises dans le PEI sont celles faites par un expert convenu sur l'ordre et sous la direction d'un adjudicateur.

### Potentiel d'accélérer le transfert

Afin d'accélérer la transition vers le nouveau système et de réduire la tâche de remplir une demande dans les circonstances où le demandeur a déjà présenté la preuve, l'avocat du gouvernement et celui du demandeur devraient s'efforcer d'élaborer une déclaration de faits commune sur certaines ou toutes les questions en litige à partir de la preuve présentée.

### Ordre de priorité au PEI

En considérant les demandes au PEI, y compris les demandes au MARC qui ont été transférées au PEI, la priorité ira, dans l'ordre :

- a) Aux demandes des personnes qui soumettent un certificat médical indiquant qu'elles ont des problèmes de santé qui entraveront leur capacité de participer à une audition si elle retarde;
- b) Aux demandes des personnes de 70 ans et plus;
- c) Aux demandes des personnes de 60 ans et plus;
- d) Aux personnes qui ont terminé l'interrogatoire préalable;
- e) Aux personnes qui réclament en tant que membres d'un groupe.

Parmi les personnes des catégories d) ou e) ci-dessus, la santé d'un auteur allégué qui a indiqué qu'il présentera une preuve à une audition peut servir à établir une priorité.

## ANNEXE XII : FORMAT DES DÉCISIONS

Dans chaque cas, l'adjudicateur doit produire une décision qui fait état de ses conclusions et les motive. Afin d'assurer la cohérence, l'équité et l'efficience, ces décisions doivent être préparées selon un format standard.

Les décisions visent principalement à expliquer aux parties comment la décision de l'adjudicateur a été prise, mais elles doivent également soutenir et faciliter la consultation parmi les adjudicateurs et la révision des erreurs.

Le format n'envisage pas une exposition descriptive de la preuve entendue. Il met plutôt l'accent sur les conclusions et la justification de ces conclusions. Une transcription de la preuve sera accessible aux demandeurs qui veulent un compte rendu de leur témoignage; ce n'est pas le but du rapport que de fournir un tel compte rendu. De même, la transcription sera disponible pour une révision; la preuve n'a pas à être résumée dans la décision à ces fins.

Bien qu'une limite arbitraire ne soit pas établie quant au nombre de pages, on prévoit que la plupart des décisions seront de l'ordre de 6 à 10 pages. Le format approuvé est le suivant :

### A. Sommaire

1. Sommaire des allégations
2. Sommaire des conclusions

### B. Décision

Lorsque la demande a été prouvée en entier ou en partie, il faut indiquer l'indemnité accordée. Lorsque la demande n'est pas prouvée, il faut déclarer qu'elle est rejetée.

### C. Analyse

1. On doit souligner chaque allégation spécifique ou chaque série d'allégations, et établir les conclusions de fait pertinentes. Ne pas reprendre toute la preuve.
2. Pour tirer les conclusions pour chaque allégation d'abus ou chaque série d'allégations d'abus :
  - a. Si la preuve n'est pas contredite, indiquer si elle est crédible ou non crédible, et les motifs pour ce constat, ou
  - b. S'il y a une preuve conflictuelle, indiquer quelle preuve est trouvée crédible et pourquoi, et
  - c. Eu égard à la preuve déclarée crédible, indiquer si, en fonction de cette preuve, le fardeau de preuve en matière civile a été satisfait ou non.
3. Eu égard à l'ensemble des allégations prouvées, il faut indiquer les actes, les préjudices et les facteurs aggravants constatés, ou non constatés, qui ont été établis selon le fardeau de preuve en matière civile, et les motifs pour ces constatations. Pour les actes et les

préjudices prouvés, il faut indiquer si, et sur quelle preuve, le demandeur a établi le lien causal des préjudices prouvés comme l'exige le PEI.

4. Relativement aux actes prouvés et au lien plausible de causalité entre eux et les préjudices, il faut indiquer le calcul de l'indemnité comme suit :

- a. Les actes prouvés les plus graves, la fourchette applicable et la justification des points attribués dans cette fourchette;
- b. Les préjudices prouvés les plus graves pour lesquels la causalité conformément au PEI a été prouvée, la fourchette applicable et la justification des points attribués dans cette fourchette;
- c. Les facteurs aggravants prouvés et la justification du pourcentage jugé approprié;
- d. Les pertes d'occasion prouvées les plus graves pour lesquelles le lien causal conformément au PEI a été prouvée et la justification des points attribués dans la catégorie pertinente;
- e. Dans le cas de l'évaluation d'une perte de revenus réelle, la preuve et la jurisprudence à l'appui du montant évalué;
- f. Les conclusions et la justification de l'indemnité accordée pour des soins futurs.

## ANNEXE XIII : PROCESSUS DE NOMINATION ET DISPOSITIONS DE TRANSITION APPLICABLES AU COMITÉ DE SURVEILLANCE, À L'ADJUDICATEUR EN CHEF ET AUX ADJUDICATEURS

### **Représentants des anciens élèves des pensionnats indiens siégeant au Comité de surveillance**

L'APN nommera un ancien élève qui siégera au Comité de surveillance, et un autre à titre de suppléant, comme le feront collectivement les organisations inuites qui, en vertu de la Convention de règlement, ont un représentant siégeant au CAN.

#### Défaut

Dans l'éventualité où les nominations n'ont pas lieu, le CNA (une fois créé, le CAN) procédera à la nomination ou aux nominations, après avoir consulté les organisations autochtones concernées.

### **Représentants des avocats des demandeurs siégeant au Comité de surveillance**

Les regroupements d'avocats des demandeurs représentés au CNA nommeront les deux premiers avocats des demandeurs qui siégeront au Comité de surveillance, et un suppléant, et les regroupements d'avocats des demandeurs représentés au CAN procéderont aux nominations ultérieures.

Dans l'éventualité où les nominations n'ont pas lieu, le CNA (après sa création, le CAN) procédera aux nominations.

### **Représentants des Églises siégeant au Comité de surveillance**

Les Églises étant parties à la Convention de règlement nommeront collectivement deux représentants, et un suppléant, qui siégeront au Comité de surveillance.

Dans l'éventualité où les nominations n'ont pas lieu, le CNA (une fois créé, le CAN) procédera aux nominations.

### **Représentants du gouvernement du Canada siégeant au Comité de surveillance**

Le gouvernement nommera deux représentants et un suppléant qui siégeront au Comité de surveillance.

### **Président impartial du Comité de surveillance**

Le premier président sera nommé par l'honorable Frank Iacobucci, qui devra obtenir l'appui d'au moins six (6) membres du CNA. Les présidents ultérieurs seront nommés par le président sortant et approuvés par au moins six (6) membres du CAN. Si un président meurt ou devient inapte avant de procéder à une nomination, la nomination s'effectuera par vote majoritaire du Comité de surveillance.

## **Adjudicateur en chef et adjudicateurs**

Le gouvernement émettra des demandes de propositions (DP) pour le poste d'adjudicateur en chef et les postes d'adjudicateurs dans le cadre du PEI, conformément aux processus de recrutement applicables aux postes de cette nature. Les modalités des DP du premier recrutement seront essentiellement les mêmes que celles prévues au Modèle alternatif de règlement des conflits (MARC). Toute modification proposée à ces modalités doit être convenue avec le CNA avant d'être adoptée. Pour les recrutements ultérieurs, les modalités des DP demeureront essentiellement les mêmes, mais les modifications proposées devront être convenues avec le CAN.

### Adjudicateur en chef

L'adjudicateur en chef sera choisi à l'unanimité par un jury de sélection composé d'un représentant de chacun des groupes suivants : anciens élèves, avocats des demandeurs, Églises et gouvernement. Les membres du jury seront nommés en temps opportun par les représentants de ces groupes qui siègeront au Comité de surveillance.

### Adjudicateurs

Les adjudicateurs, autres que les adjudicateurs nommés au préalable en vertu du MARC, seront choisis à l'unanimité par un jury de sélection composé d'un représentant de chacun des groupes suivants : anciens élèves, avocats des demandeurs, Églises et gouvernement. Les membres du jury seront nommés en temps opportun par les représentants de ces groupes qui siègeront au Comité de surveillance. Le jury de sélection mènera ses entrevues et nommera les adjudicateurs de concert avec l'adjudicateur en chef, sans droit de vote, ou son suppléant. Plusieurs jurys de sélection pourront être désignés pour travailler simultanément.

## **Transition**

Jusqu'à la clôture des processus de nomination susmentionnés, l'adjudicateur en chef nommé en vertu du MARC et les adjudicateurs du modèle A désignés par l'adjudicateur en chef s'acquitteront des fonctions correspondantes en vertu du PEI. Il est entendu que les adjudicateurs déjà en poste doivent réussir le concours s'ils veulent continuer d'exercer leurs fonctions après la transition au PEI; toutefois, ils peuvent continuer d'entendre des affaires soumises au MARC jusqu'à l'expiration de leur présent mandat.

Les adjudicateurs déjà en poste qui présentent leur candidature au poste d'adjudicateur en vertu du PEI seront choisis par un jury de sélection composé d'un représentant de chacun des groupes suivants : anciens élèves, avocats des demandeurs, Églises et gouvernement. Les membres du jury seront nommés en temps opportun par les représentants de ces groupes qui siègeront au Comité de surveillance. Plusieurs jurys de sélection pourront être désignés pour travailler simultanément.

Le jury de sélection mènera ses entrevues et nommera les adjudicateurs de concert avec l'adjudicateur en chef, sans droit de vote, ou son suppléant. Si les membres du jury n'arrivent pas

à s'entendre, l'adjudicateur en chef, ou son suppléant, pourra voter; quatre (4) votes affirmatifs sont nécessaires à la sélection d'un candidat.

Les nominations des représentants qui siégeront au Comité de surveillance et du président impartial du Comité s'effectueront au plus tard 60 jours après la date des dernières ordonnances d'approbation.

Le Groupe de référence de l'adjudicateur en chef établi en vertu du MARC agira à titre de Comité de surveillance jusqu'à ce que ce dernier soit établi.

# FORMULAIRE DE DEMANDE

## PROCESSUS D'ÉVALUATION INDÉPENDANT

REMARQUE IMPORTANTE : Une date limite a été fixée pour la réception des formulaires de demande du processus d'évaluation indépendant. Si vous comptez présenter votre demande en 2011 ou plus tard, veuillez téléphoner au Centre d'assistance afin de connaître la date limite.



## OBTENIR DE L'AIDE ET DU SOUTIEN

**Un *Guide* est annexé au présent *Formulaire de demande*. Ce guide donne des renseignements sur le processus d'évaluation indépendant, de même que des consignes pour vous aider à remplir le présent *Formulaire de demande*. Si vous ne disposez pas d'un exemplaire du *Guide*, veuillez appeler le Centre d'assistance au 1-800-816-7293.**

### Obtenir des services de counseling

Pendant toute la durée du processus d'évaluation indépendant, vous serez appelé à fournir des renseignements à propos des sévices que vous avez subis au pensionnat indien. Dans le présent *Formulaire de demande*, on vous demande de décrire, en détail, les sévices et leurs conséquences pour vous. Le contenu du *Formulaire de demande* et du *Guide* qui l'accompagne, notamment la description des sévices, peut vous perturber.

Si vous ressentez de l'angoisse ou êtes mal à l'aise lorsque vous pensez à votre expérience au pensionnat indien ou lorsque vous remplissez le présent *Formulaire de demande*, vous voudrez peut-être avoir quelqu'un avec vous ou près de vous pour vous soutenir, comme un membre de votre famille, un conseiller, un guérisseur traditionnel, un aîné ou une autre personne de votre communauté. N'hésitez pas à demander de l'aide si vous en avez besoin. Prenez également tout votre temps pour lire le *Guide* et remplir le *Formulaire de demande*.

Le gouvernement du Canada met à votre disposition des services de counseling **confidentiels** pour vous aider tout au long du processus d'évaluation indépendant. Pour plus de renseignements, veuillez consulter la page 5 du *Guide*. **Si vous avez besoin d'aide, vous pouvez rejoindre en tout temps nos intervenants autochtones au 1-866-925-4419.**

### Obtenir l'aide d'un conseiller juridique

Il est recommandé de retenir les services d'un avocat compte tenu des questions juridiques liées à ce processus d'évaluation indépendant.

Si vous retenez les services d'un avocat et recevez une compensation en vertu du processus d'évaluation indépendant, le gouvernement contribuera à vos frais juridiques. Veuillez consulter la page 3 du *Guide* pour plus de renseignements.

# CONTENU

<b>Section 1</b>	<b>Renseignements personnels</b>
<b>Section 2</b>	<b>Identification du pensionnat indien</b>
<b>Section 3</b>	<b>Les sévices</b>
<b>Section 4</b>	<b>Préjudices subis et traitements reçus</b>
<b>Section 5</b>	<b>Antécédents scolaires et professionnels</b>
<b>Section 6</b>	<b>Soins futurs</b>
<b>Section 7</b>	<b>Préférences en vue de l'audience et participation des Églises</b>
<b>Section 8</b>	<b>Déclaration</b>

**Au moment de remplir ce *Formulaire de demande*, veuillez**

- **utiliser un stylo à l'encre noire;**
- **vous servir d'autant de feuilles supplémentaires que vous aurez besoin.**

**Si vous souhaitez inclure des commentaires supplémentaires à la présente demande, veuillez les y annexer.**

## Section 1 — Renseignements personnels

Voir la page 10 du *Guide*.

1. M. M<sup>me</sup> M<sup>lle</sup>

**Nom de famille actuel**

**Prénom**

**Autres prénoms**

2. **Autres noms** sous lesquels vous êtes connu

3. **Tout autre nom** sous lequel vous pourriez avoir été connu au pensionnat indien (par exemple, nom de jeune fille, surnoms)

4. **Adresse postale actuelle**

N° civique et n° d'appartement

Boîte postale ou numéro de R.R.

Ville/village

Province/territoire

Code postal

N° de téléphone **à la maison**

( )

**Autre** n° de téléphone

( )

5. **Adresse de courrier électronique** (si vous souhaitez l'utiliser)

6. Si vous n'êtes pas représenté par un avocat, **où et quand devrait-on communiquer avec vous** (par exemple, au travail, à la maison ou par courrier électronique, téléphone ou télécopieur, ou par l'entremise de quelqu'un que vous connaissez)?

Si vous souhaitez que l'on communique avec vous par téléphone, pouvons-nous laisser un message?

Oui Non

7. **Votre date de naissance** (jour/mois/année)

8. Homme Femme

9. **Numéro d'inscription à titre d'Indien (statut) ou numéro de disque inuit** (si vous en avez un)

10. Si vous faites partie d'un groupe établi aux fins du présent processus (voir la page 10 du *Guide*), veuillez identifier :

**Coordonnateur :**

**Téléphone :** ( )

**Adresse postale et courriel**

**Nom du groupe :**

**Nom de l'avocat du groupe** (si connu)

Si, après l'envoi du présent formulaire, vous changez d'avis en ce qui concerne votre participation à ce groupe, vous devrez nous le laisser savoir par écrit.

11. Si une autre personne vous aide à remplir le présent *Formulaire de demande*, veuillez indiquer :

Le nom de cette personne

\_\_\_\_\_

Son lien avec vous

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Son adresse

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

N° de téléphone (     ) \_\_\_\_\_

Organisation (le cas échéant)

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

12. Les demandes présentées par les personnes âgées de 60 ans ou plus ou par les personnes dont l'état de santé est précaire seront traitées en priorité. Pour prouver que votre état de santé est précaire, il vous faudra obtenir une lettre d'un médecin indiquant que toute période d'attente supplémentaire nuirait à votre capacité de participer à une audience.

Votre état de santé est-il précaire?

Oui

Non

Si votre état de santé est précaire, veuillez annexer une lettre de médecin à votre *Formulaire de demande*, ou l'acheminer à :

Secrétariat d'adjudication des pensionnats indiens  
(adresse à déterminer)

13. Avez-vous intenté une action en justice ou présenté au préalable une réclamation dans le cadre du mode alternatif de règlement des conflits (MARC) en ce qui concerne votre expérience au pensionnat indien?

Oui

Non

14. Avez-vous reçu un règlement ou obtenu une décision en ce qui concerne votre réclamation dans le cadre de l'action en justice ou du mode alternatif de règlement des conflits (MARC)?

Oui

Non

## Section 2 — Identification du pensionnat indien

Voir la page 10 du *Guide*.

1. Veuillez cocher au moins une des cases suivantes :

J'ai vécu dans un pensionnat indien.

J'étais un élève du pensionnat indien, mais je n'y vivais pas.

Je n'étais ni un élève ni un pensionnaire de l'école.

Si vous n'étiez ni un élève ni un pensionnaire, pourquoi étiez-vous au pensionnat indien?

-----

-----

2. Veuillez indiquer le nom du/des pensionnat(s) indien(s) que vous avez fréquenté(s).  
Voir la page 10 du *Guide* pour la liste des pensionnats admissibles.

	Nom de l'école et province ou territoire	Dates de fréquentation approximatives	
		de	à
1		_____ (mois/année)	_____ (mois/année)
2		_____ (mois/année)	_____ (mois/année)
3		_____ (mois/année)	_____ (mois/année)

**VEUILLEZ LIRE CE QUI SUIV AVANT DE TOURNER LA PAGE**

**Dans les pages suivantes, on vous demande des renseignements détaillés sur les sévices que vous avez subis au pensionnat indien. Ces questions peuvent raviver certains souvenirs et provoquer des émotions pénibles. Pour cette raison, nous vous suggérons d'aller lentement et de vous assurer que vous vous trouvez dans un milieu rassurant lorsque vous prendrez connaissance de ces questions et y répondrez.**

**Nous vous recommandons de lire et de remplir les pages suivantes avec le soutien d'une personne de votre entourage, par exemple un membre de votre famille, un conseiller, un guérisseur traditionnel, un aîné ou une autre personne en qui vous avez confiance.**

**Si vous ressentez de l'angoisse ou que vous êtes mal à l'aise et que vous avez besoin de parler à quelqu'un, vous pouvez communiquer en tout temps et en toute confidentialité avec un intervenant autochtone en composant le 1-866-925-4419.**

**Des services de counseling confidentiels vous sont offerts tout au long du processus. Pour plus de renseignements, veuillez consulter la page 5 du *Guide*.**

## Section 3 — Les sévices

Voir la page 11 du *Guide*.

**Le processus d'évaluation indépendant ne couvre pas tous les types de sévices. Pour plus de renseignements, veuillez consulter la page 11 du *Guide*.**

**1. Veuillez brièvement consigner dans le tableau ci-après quelques renseignements à propos des sévices que vous avez subis. Vous devrez donner une description détaillée à la page suivante.**

Renseignements sur les sévices				
	Sévices subis	Niveau de sévices (Voir la page 12 du <i>Guide</i> )	Date(s) approximative(s) des incidents	Qui a commis ces actes? (Indiquez le nom de la personne et, s'il s'agissait d'un adulte, indiquez également la fonction ou le titre du poste de la personne, si vous connaissez cette information)
1				
2				
3				
4				
5				

Si vous avez subi plus de cinq (5) sévices, veuillez utiliser une feuille distincte et l'annexer à votre *Formulaire de demande*.

This image shows a full page of blank white paper with horizontal ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page, providing a guide for writing. There are no margins, text, or other markings on the paper.





**Si l'espace est insuffisant, veuillez utiliser une autre feuille et l'annexer à votre *Formulaire de demande*.**

3. **Facteurs aggravants.** Quelles autres circonstances, s'il y a lieu, peuvent avoir aggravé les effets des sévices que vous avez subis? Veuillez cocher chacune des cases qui s'appliquent à votre réclamation :

- |   |   |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> abus verbal  | <input type="checkbox"/> humiliation  |
| <input type="checkbox"/> actes racistes   | <input type="checkbox"/> dégradation  |
| <input type="checkbox"/> menaces  | <input type="checkbox"/> vulnérabilité particulière ou jeune âge  |
| <input type="checkbox"/> actes sexuels accompagnés de violence  | <input type="checkbox"/> Utilisation de la doctrine, de l'autorité ou du décorum religieux pendant l'abus ou pour le faciliter  |
| <input type="checkbox"/> défaut de fournir les soins ou d'offrir le soutien affectif nécessaires à la suite de l'abus | <input type="checkbox"/> trahison (c'est-à-dire que vous avez été maltraité par un adulte qui avait établi un lien de confiance et d'affection particulier à votre égard) |
| <input type="checkbox"/> être témoin d'un des actes décrits à la page 14 du <i>Guide</i> contre une autre élève       |   |
| <input type="checkbox"/> intimidation   |   |
| <input type="checkbox"/> incapacité de se plaindre  |   |

#### 4. Actes perpétrés par un élève : Connaissance par les autorités

Si vous avez été maltraité par un autre élève, avez-vous signalé cette situation à un des membres du personnel du pensionnat? Veuillez détailler. Croyez-vous que le personnel du pensionnat savait ou aurait normalement dû savoir que des élèves étaient maltraités par d'autres élèves? Le cas échéant, pourquoi pensez-vous que le personnel était au courant ou aurait dû l'être?

[illegible]

Voir la page 14 du *Guide*.

[illegible]

2. Si vous avez indiqué un **blessure corporelle** à la page 8 ou 12, quelle était la nature de cette blessure et combien de temps a-t-il fallu pour vous en remettre?

---



---



---



---



---

3. Avez-vous été traité pour cette **blessure corporelle** pendant que vous fréquentiez le pensionnat ou après avoir quitté l'école?

Oui ☐ Non ☐

Dans l'affirmative, veuillez décrire le type de traitement reçu, et indiquer le nom de la personne vous ayant prodigué les soins, le moment auquel vous avez reçu les soins et l'endroit où les soins vous ont été prodigués.

---



---



---



---

4. Avez-vous déjà reçu un traitement ou fait appel à des services de counseling ou de guérison traditionnelle pour pallier aux impacts **émotionnels, mentaux ou psychologiques** des actes énumérés à la page 8?

Oui ☐ Non ☐

Dans l'affirmative, veuillez décrire le type de traitement, de counseling ou de guérison traditionnelle dont vous avez bénéficié, indiquer le nom de la personne vous ayant traité et indiquer où et quand elle s'est déroulée.

---



---



---



---

5. Sur quel niveau de préjudice porte votre réclamation? Veuillez consulter la page 15 du *Guide*. (Ne cochez qu'une seule case)

**Niveau 1      Niveau 2      Niveau 3      Niveau 4      Niveau 5**

Si vous demandez une compensation pour des préjudices de niveau 3, 4 ou 5, il vous faudra obtenir et présenter certains documents à une date ultérieure. Si vous demandez une compensation pour des préjudices de niveau 4 ou 5, le décideur exigera que vous consultiez un spécialiste qui évaluera votre condition, à moins que toutes les parties conviennent que cela n'est pas nécessaire.

## Section 5 — Antécédents scolaires et professionnels

Voir la page 16 du *Guide*.

1. Veuillez fournir les détails de votre formation académique ou de tout autre apprentissage reçu.

École, collège, université ou établissement de formation fréquenté	Dates approximatives		Niveau atteint ou diplôme ou certificat obtenu
	du	au	

2. Veuillez fournir les détails de vos antécédents professionnels, peu importe qu'il s'agisse de travail rémunéré ou bénévole.

Nom de l'employeur et titre du poste. Pour les périodes de chômage, décrivez vos activités ou écrivez « en chômage »	Dates approximatives		Revenus gagnés. (Indiquez s'il s'agit de revenus hebdomadaires, mensuels ou annuels)	Raison(s) pour la(les)quelle(s) vous avez changé d'emploi, avez démissionné ou étiez en chômage
	du	au		



## Section 6 — Soins futurs

Voir la page 18 du *Guide*.

1. Souhaitez-vous recourir à un **traitement particulier ou à des services de counseling** pour vous aider à composer avec les actes dont vous avez été victime au pensionnat?

Oui      Non

Dans l'affirmative, veuillez détailler la nature du traitement ou du service de counseling auquel vous souhaitez recourir ou que vous souhaitez poursuivre. Veuillez indiquer le nombre approximatif de traitements ou de séances nécessaires et évaluer leur coût. Avant votre audience, nous vous conseillons de travailler avec votre avocat ou avec un conseiller afin d'établir un plan de traitement ou de service de counseling auquel vous souhaitez recourir.

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---



## Section 7 – Préférences en vue de l'audience et participation des Églises

Voir la page 18 du *Guide*.

Si votre réclamation est acceptée dans le cadre du processus d'évaluation indépendant et si une audience est fixée, vous pouvez nous indiquer vos préférences en vue de l'audience. Nous déploierons tous les efforts possibles pour tenir compte des préférences que vous aurez indiquées. Veuillez consulter la page 2 du *Guide* pour un aperçu du processus d'audience.

1. Préférez-vous que l'adjudicateur soit :

☐ Aucune préférence ☐ Un homme ☐ Une femme

2. Avez-vous une préférence quant à l'endroit où se déroulera votre audience?

☐ Oui ☐ Non

Dans l'affirmative, indiquez les emplacements de votre choix :

\_\_\_\_\_ 1<sup>er</sup> choix  
\_\_\_\_\_ 2<sup>e</sup> choix

### Travailleur de soutien en santé mentale

3. En règle générale, un travailleur autochtone de soutien en santé peut assister aux audiences. Cette personne peut se trouver dans la salle d'audience si vous le souhaitez, ou peut se tenir à proximité. Souhaitez-vous avoir un travailleur autochtone de soutien en santé présent dans la salle d'audience?

☐ Oui ☐ Non

Dans l'affirmative, pouvons-nous transmettre votre nom et vos coordonnées à cette personne?

☐ Oui ☐ Non

### Participation des Églises

En tant que partie au processus, l'Église visée par votre réclamation a droit de participer à votre audience. Lorsque l'Église ne souhaite pas participer, elle peut tout de même souhaiter être présente à votre audience pour entendre la preuve et/ou offrir un soutien pastoral.

4. Préférez-vous qu'un représentant de l'Église ne soit pas présent à votre audience pour constater votre témoignage ou offrir un soutien pastoral?

☐ Je préférerais qu'un représentant de l'Église ne soit pas présent à l'audience.

5. Si votre réclamation est réglée sans audience, aimeriez-vous avoir l'occasion de rencontrer un représentant de l'Église afin de discuter de votre réclamation et/ou obtenir un soutien pastoral?

☐ Oui ☐ Non

## Section 8 — Déclaration Voir la page 18 du *Guide*.

J'autorise Bibliothèque et Archives Canada, Affaires indiennes et du Nord Canada et tout autre ministère fédéral, provincial ou territorial ayant en sa possession des documents pertinents à ma réclamation à partager ces documents avec Résolution des questions des pensionnats indiens Canada. La présente autorisation permettra au gouvernement de procéder à des recherches au sujet de ma réclamation.

Je comprends que mes renseignements personnels, y compris les détails se rapportant à une réclamation pour sévices, peuvent être partagés avec le gouvernement, le décideur et toute Église participante, avec la personne ou les personnes que j'ai identifiée(s) à titre d'auteur(s) des sévices et avec les témoins. Les renseignements transmis à la personne ou aux personnes que j'ai identifiée(s) à titre d'auteur(s) des sévices et aux témoins ne comprendront ni mes coordonnées ni les autres renseignements qui ne relèvent pas de la réclamation à leur endroit, à moins que je n'y consente.

Je conviens de respecter la nature privée de toute audience à laquelle il me faudra participer dans le cadre du présent processus. Je ne communiquerai des détails d'aucune déclaration de témoin qui me sera transmise ni d'aucun témoignage présenté à l'audience par l'un ou l'autre des participants, à l'exception de mon propre témoignage.

**Je confirme** que mes déclarations ou celles faites en mon nom dans le présent *Formulaire de demande* sont véridiques. Lorsqu'une autre personne m'a aidé à remplir le *Formulaire de demande*, cette personne m'a lu tout ce qu'elle avait écrit et je confirme que ces renseignements sont véridiques. J'affirme que le fait de signer le présent *Formulaire de demande* a pour moi le même effet que si j'avais fait une déclaration sous serment en cour.

\_\_\_\_\_  
Témoin

\_\_\_\_\_  
Demandeur

\_\_\_\_\_  
Nom du témoin (en lettres moulées)

\_\_\_\_\_  
Date

J'atteste avoir examiné le présent *Formulaire de demande* dûment rempli avec mon client afin de vérifier l'exactitude de son contenu.

\_\_\_\_\_  
Signature de l'avocat

Nom de l'avocat

\_\_\_\_\_  
Nom de la société d'avocats

\_\_\_\_\_  
Adresse

Téléphone : ( ) \_\_\_\_\_

Télécopieur : ( ) \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_



## **ANNEXE E**

### **PENSIONNATS INDIENS**

#### **Pensionnats indiens de Colombie-Britannique**

Ahousat  
Alberni  
Cariboo (St.Joseph's, William's Lake)  
Christie (Clayoquot, Kakawis)  
Coqualeetza  
Cranbrook (St.Eugene's, Kootenay)  
Kamloops  
Kuper Island  
Lejac (Fraser Lake)  
Lower Post  
St.George's (Lytton)  
St.Mary's (Mission)  
St.Michael's (Alert Bay Girls' Home, Alert Bay Boys' Home)  
Sechelt  
St.Paul's (Squamish, North Vancouver)

#### **Pensionnats indiens de l'Alberta**

Assumption (Hay Lake)  
Blue Quills (Saddle Lake, Lac la Biche, Sacred Heart)  
Crowfoot (Blackfoot, St.Joseph's, St.Trinite)  
Desmarais (Wabiscaw Lake, St.Martins Wabiscaw)  
Edmonton (Poundmaker, a remplacé Red Deer Industrial)  
Ermineskin (Hobbema)  
Holy Angels (Fort Chipewyan)  
Fort Vermilion (St.Henry's)  
Joussard (St.Bruno's)  
Lac la Biche (Notre Dame des Victoires)  
Lesser Slave Lake (St.Peter's)  
Morley (Stony/Stoney, a remplacé McDougall Orphanage)  
Old Sun (Blackfoot)  
Sacred Heart (Peigan, Broket)  
St.Albert (Youville)  
St.Augustine (Smokey River)  
St.Cyprian (Victoria Home, Peigan)  
St.Joseph's (High River, Dunbow)  
St. Mary's (Blood, Immaculate Conception)  
St. Paul's (Blood)

Sturgeon Lake (Calais, St. Francis Xavier)  
Wabasca (St. John's)  
Whitefish Lake (St. Andrew's)

### **Pensionnats indiens de la Saskatchewan**

Beauval  
File Hills  
Gordon's  
Lac La Ronge (voir Prince Albert)  
Lebret (Qu'Appelle, Whitecalf, St. Paul's High School)  
Marieval (Cowessess, Crooked Lake)  
Muscowequan (Lestock, Touchwood)  
Onion Lake Anglican (voir Prince Albert)  
Prince Albert (Onion Lake, St. Alban's, All Saints, St. Barnabas, Lac La Ronge)  
Regina  
Round Lake  
St. Anthony's (Onion Lake, Sacred Heart)  
St. Michael's (Duck Lake)  
St. Philip's  
Sturgeon Landing (remplacé par Guy, MB)  
Thunderchild (Delmas, St. Henri)

### **Pensionnats indiens du Manitoba**

Assiniboia (Winnipeg)  
Birtle  
Brandon  
Churchill Vocational Centre  
Cross Lake (St. Joseph's, Norway House)  
Dauphin (a remplacé McKay)  
Elkhorn (Washakada)  
Fort Alexander (Pine Falls)  
Guy (Clearwater, Le Pas, anciennement Sturgeon Landing, SK)  
McKay (Le Pas, remplacé par Dauphin)  
Norway House  
Pine Creek (Campeville)  
Portage la Prairie  
Sandy Bay

### **Pensionnats indiens de l'Ontario**

Bishop Horden Hall (Moose Fort, Moose Factory)  
Cecilia Jeffrey (Kenora, Shoal Lake)  
Chapleau (St. Joseph's)  
Fort Frances (St. Margaret's)  
McIntosh (Kenora)  
Mohawk Institute  
Mount Elgin (Muncey, St. Thomas)  
Pelican Lake (Pelican Falls)  
Poplar Hill  
St. Anne's (Fort Albany)  
St. Mary's (Kenora, St. Anthony's)  
Shingwauk  
Spanish Boys' School (Charles Garnier, St. Joseph's)  
Spanish Girls' School (St. Joseph's, St. Peter's, St. Anne's)

### **Pensionnats indiens du Québec**

Amos  
Fort George (Anglican)  
Fort George (Catholique romaine)  
La Tuque  
Pointe-Bleue  
Sept-Iles

### **Pensionnats indiens de l'Atlantique**

Shubenacadie

### **Pensionnats indiens du Nunavut**

Chesterfield Inlet (Joseph Bernier, Turquetil Hall)

### **Pensionnats indiens des Territoires du Nord-Ouest**

Aklavik (Immaculate Conception)  
Aklavik (All Saints)  
Coppermine (Tent Hostel)  
Fort McPherson (Flemming Hall)  
Fort Providence (Sacred Heart)  
Fort Resolution (St. Joseph's)  
Fort Simpson (Bompas Hall)  
Fort Simpson (Lapointe Hall)

Fort Smith (Breynat Hall)  
Hay River (St. Peter's)  
Inuvik (Grollier Hall)  
Inuvik (Stringer Hall)  
Yellowknife (Akaitcho Hall)

**Pensionnats indiens du Yukon**

Carcross (Chooulta)  
Yukon Hall (Whitehorse/Protestant Hostel)  
Coudert Hall (Whitehorse Hostel/Student Residence - remplacé par Yukon Hall)  
Whitehorse Baptist Mission

**ANNEXE F**  
**PENSIONNATS INDIENS SUPPLEMENTAIRES**

Foyers fédéraux à Great Whale River  
Foyers fédéraux à Port Harrison  
Foyers fédéraux à George River  
Foyers fédéraux à Panniqtuug/Pangnirtang  
Foyers fédéraux à Broughton Island/Qikiqtarjuaq  
Foyers fédéraux à Cape Dorset/Kinngait  
Foyers fédéraux à Eskimo Point/Arviat  
Foyers fédéraux à Igloolik/Iglulik  
Foyers fédéraux à Baker Lake/Qamani'tuaq  
Foyers fédéraux à Pond Inlet/Mittimatalik  
Foyers fédéraux à Cambridge Bay  
Shingle Point Eskimo Residential School  
Foyers fédéraux à Lake Harbour  
Foyers fédéraux à Belcher Islands  
Foyers fédéraux à Payne Bay  
Fort Smith - Grandin College  
Grouard (Alberta)  
St. Joseph's/Fort William (Ontario)  
Port Simpson (C.-B.)  
Kitimaat (C.-B.)  
Foyers fédéraux à Frobisher Bay / Ukkivik  
Crowstand (Saskatchewan)  
Fort Pelly (Manitoba)  
Foyer fédéral à Fort Franklin  
Sarcee (Alberta)



## **ANNEXE « G »**

The Bishop of the Arctic

The Anglican Synod of the Diocese of Caledonia

The Diocesan Synod of Central Newfoundland

The Diocesan Synod of Eastern Newfoundland and Labrador

The Synod of the Diocese of Edmonton

The Diocesan Synod of Fredericton

The Synod of the Diocese of Kootenay

The Synod of the Diocese of Montreal

The Synod of the Diocese of Niagara

The Diocesan Synod of Nova Scotia and Prince Edward Island

The Incorporated Synod of the Diocese of Ontario

The Incorporated Synod of the Diocese of Ottawa

The Synod of the Diocese of Rupert's Land

The Diocese of Saskatoon

The Incorporated Synod of the Diocese of Toronto

The Diocesan Synod of Western Newfoundland

## Annexe H

Autres entités catholiques – le 5 avril, 2006

- |  |  |
|--|--|
| 1. <b>Episcopal Corporation of Saskatoon</b><br>100, 5e avenue nord<br>Saskatoon (Saskatchewan) S7K 2N7  | David Stack<br>McKercher McKercher & Whitmore<br>LLP<br>374, 3e avenue sud<br>Saskatoon (Saskatchewan) S7K 1M5   |
| 2. <b>OMI Lacombe Canada Inc.</b><br>Bureau du trésorier<br>151, avenue Laurier est<br>Ottawa (Ontario) K1N 6N8<br>Téléphone: (613) 230-2225<br>Télécopieur: (613) 230-2948<br>Timothy Coonen, omi | David Stack<br>McKercher McKercher & Whitmore<br>LLP<br>374, 3e avenue sud<br>Saskatoon (Saskatchewan) S7K 1M5<br>Téléphone: (306) 653-2000<br>Télécopieur: (306) 653-2669 |

**ANNEXE « I »**

**CONVENTION DE FIDUCIE**

**CONVENTION** conclue le ■ 2006,

**ENTRE :**

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA, représentée par le MINISTRE DES RESSOURCES HUMAINES ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES et par le MINISTRE DU PATRIMOINE CANADIEN ET DE LA CONDITION FÉMININE (le fiduciaire)

- et -

LES DEMANDEURS, représentés par le National Consortium, le Merchant Law Group et les autres conseillers juridiques soussignés

- et -

L'ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS et les REPRÉSENTANTS INUITS

- et -

THE GENERAL SYNOD OF THE ANGLICAN CHURCH OF CANADA, L'ÉGLISE PRESBYTÉRIENNE AU CANADA, L'ÉGLISE UNIE DU CANADA ET LES ENTITÉS CATHOLIQUES ROMAINES

**ATTENDU QUE :**

- A. Le ■ 2006, les parties au règlement ont conclu la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens en vue de résoudre les séquelles laissées par les pensionnats indiens, y compris le versement de paiements d'expérience commune;
- B. Conformément à la Convention de règlement, les parties ont convenu de conclure la présente convention constitutive d'une fiducie pour régler le financement des paiements d'expérience commune et certains autres aspects, sous réserve des modalités de la présente convention;

**CECI ÉTANT EXPOSÉ**, en contrepartie des ententes, promesses et engagements contenus aux présentes, les parties conviennent de ce qui suit :

## **ARTICLE 1**

### **INTERPRÉTATION**

#### **1.1 Définitions**

Outre les termes définis dans la désignation des parties ci-dessus, les définitions qui suivent s'appliquent à la présente convention.

« **bénéficiaires** » (i) tous les candidats admissibles au PEC qui se sont conformés aux conditions quant au délai et autres énoncées au paragraphe 5.04 de la Convention de règlement, (ii) les représentants personnels de tous les candidats admissibles au PEC qui font partie du recours collectif Cloud, qui sont décédés le 5 octobre 1996 ou après et qui se sont conformés aux conditions quant au délai et autres énoncées aux paragraphes 5.04 et 17.02 de la Convention de règlement, et (iii) les représentants personnels de tous les autres candidats admissibles au PEC qui sont décédés le 30 mai 2005 ou après et qui se sont conformés aux conditions quant au délai et autres énoncées aux paragraphes 5.04 et 17.01 de la Convention de règlement, et le mot « bénéficiaire » aura un sens correspondant;

« **convention** » La présente convention de fiducie, y compris ses attendus, avec les modifications, les ajouts ou les nouveaux énoncés qui pourraient y être apportés à l'occasion;

« **Convention de règlement relative aux pensionnats indiens** » La convention finale de règlement conclue le ■ 2006 entre le Canada, les demandeurs, représentés par le Consortium national, Merchant Law Group et autres conseillers juridiques, l'Assemblée des premières nations, les représentants inuits, le Synode général de l'Église anglicane du Canada, l'Église presbytérienne au Canada, l'Église unie du Canada et les entités catholiques romaines, ainsi que les attendus et les annexes de ladite convention, avec les modifications, les ajouts et les nouveaux énoncés qui y sont apportés à l'occasion;

« **compte fiduciaire** » Le compte fiduciaire au sens du paragraphe 5.1 de la présente convention;

« **date d'expiration** » La date d'expiration au sens de l'article 7.1 de la présente convention;

« **exercice** » S'agissant de la fiducie, la période commençant le jour et l'année mentionnés dans l'en-tête et se terminant le 31 décembre suivant, et par la suite l'année civile;

« **fiducie** » La fiducie établie par la présente convention aux fins énoncées au paragraphe 2.1 de la présente convention;

« **fonds fiduciaire** » désigne toujours chacune des sommes suivantes et autres avoirs détenus par le fiduciaire conformément de la présente convention :

- a) le montant initial;
- b) la somme désignée;
- c) les sommes, le cas échéant, reçues par le fiduciaire conformément au paragraphe 5.06 de la Convention de règlement, dont il est précisé qu'elles font partie des avoirs de la fiducie;
- d) le revenu qui est reçu et accumulé par le fiduciaire conformément au paragraphe 6.1 de la présente convention; et
- e) tous avoirs, droits et avantages additionnels de toute espèce ou nature, découlant directement ou indirectement de l'un des éléments précédents, ou s'y rapportant ou s'y ajoutant.

« **jour ouvrable** » signifie une journée autre que le samedi, le dimanche, un jour considéré férié en vertu des lois de la province ou du territoire où vit la personne qui doit prendre des mesures conformément aux présentes, ou encore un jour décrété férié par une loi fédérale du Canada et observé dans la province ou le territoire en question;

« **ministres représentants** » Les ministres représentants au sens du paragraphe 11.1 de la présente convention;

« **montant initial** » Le montant indiqué au paragraphe 3.1 de la présente convention;

« **parties** » De manière collective ou individuelle, les signataires de la présente convention;

« **parties au règlement** » De manière collective ou individuelle, les signataires de la Convention de règlement;

« **représentants personnels** » s'entend, dans le cas d'une personne décédée, d'un exécuteur, d'un administrateur, d'un administrateur de succession, d'un fiduciaire ou d'un liquidateur; dans le cas d'une *personne frappée d'incapacité* mentale, d'un tuteur, d'un curateur ou d'un curateur public, ou leur équivalent; dans le cas d'un mineur, de la personne ou de l'entité nomme pour administrer ses affaires, ou du tuteur s'il y a lieu;

## **1.2 Mots en majuscules non définis**

Tous les mots en majuscule employés dans la présente convention sans y être définis ont le sens qui leur est attribué dans la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens.

## **1.3 Titres**

La division de la présente convention en articles, en sections et en annexes, et l'ajout d'une table des matières et de titres ont pour seule fin de la rendre plus facile à consulter et non pour en modifier l'interprétation. Le terme « aux présentes » et toute expression similaire font référence à la présente convention et non, en particulier, à un article, à une section ou à toute autre portion de la convention. À moins d'une incompatibilité du sujet ou du contexte avec les présentes, toute mention d'article ou de section a trait aux articles et aux sections de la présente convention.

## **1.4 Sens étendu**

Dans les présentes, le singulier comprend le pluriel et *vice versa*, le masculin ou le féminin s'applique aux personnes de l'un ou de l'autre sexe, et le mot personne comprend les particuliers, les partenariats, les associations, les fiducies, les organismes non constitués en société, les sociétés et les autorités gouvernementales. L'expression « y compris » signifie « y compris, sans restreindre la généralité de ce qui précède ».

## **1.5 Ambiguïté**

Les parties reconnaissent qu'elles ont examiné les modalités de la présente convention et qu'elles ont contribué à les établir, et elles conviennent que toute règle d'interprétation selon laquelle les ambiguïtés seront réglées à l'encontre des parties chargées de la rédaction ne s'appliquera pas à l'interprétation des présentes.

## **1.6 Renvois législatifs**

À moins de l'incompatibilité du sujet ou du contexte avec les présentes, ou sauf disposition contraire, un renvoi à une loi s'applique à la loi en vigueur à la date des présentes ou telle qu'elle a été modifiée, remise en vigueur ou remplacée, et comprend les règlements d'application qui en découlent.

## **1.7 Jour de prise de mesures**

Une mesure devant être prise à une date qui correspond à un jour non ouvrable, ou au plus tard à cette date, est prorogée jusqu'au premier *jour ouvrable* suivant.

## **1.8 Devises**

Les montants qui figurent aux présentes sont en monnaie ayant cours légal au Canada.

# **ARTICLE 2 OBJETS DE LA CONVENTION**

## **2.1 Objets**

Les parties ont conclu la présente convention: (i) pour prévoir le paiement au fiduciaire, et la réception par celui-ci du montant initial et du Montant Désigné, et (ii) pour pourvoir à l'établissement de la fiducie à l'avantage des bénéficiaires et autres personnes ayant droit de recevoir un paiement de la fiducie en conformité avec la présente convention et avec la Convention de règlement.

# **ARTICLE 3 CONSTITUTION DE LA FIDUCIE**

## **3.1 Constitution de la fiducie**

Le fiduciaire a reçu la somme de 100 \$ des représentants légaux membres des recours collectifs et du recours collectif Cloud aux fins de constituer la fiducie (le montant initial). Le fiduciaire reconnaît avoir reçu le montant initial et s'engage à détenir le montant initial et tous autres montants faisant partie à tout moment du fonds fiduciaire, selon le mandat de fiducie et dans le respect des modalités de la présente convention et de la Convention de règlement.

### **3.2 Nom de la fiducie**

Le nom de la fiducie est « Fonds de la Somme Désignée ».

### **3.3 Attributs juridiques**

La propriété du fonds fiduciaire et le droit d'administrer la fiducie sont dévolus exclusivement au fiduciaire, et les bénéficiaires de la fiducie n'ont aucun droit de forcer ou d'exiger le partage, la division ou la distribution du fonds fiduciaire, en totalité ou en partie. Aucun bénéficiaire de la fiducie n'a, ni n'est réputé avoir, un droit de propriété dans les actifs de la fiducie.

### **3.4 Fiducie irrévocable**

La fiducie est réputée irrévocable et elle est ici déclarée telle.

## **ARTICLE 4 SOMME DÉSIGNÉE**

### **4.1 Obligation de payer**

Les représentants légaux des membres des recours collectifs et du recours collectif Cloud paient au fiduciaire, et le fiduciaire reçoit, à la date de mise en œuvre, le Montant Désigné.

## **ARTICLE 5 INVESTISSEMENT**

### **5.1 Investissement**

Le fiduciaire dépose dans le Trésor, conformément à l'article 21 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, tout montant reçu en tout temps conformément à la présente convention et à la Convention de règlement, de même que tout revenu accumulé conformément à la présente convention et faisant partie du fonds fiduciaire. Le fonds fiduciaire porte intérêt comme le prévoit le décret C.P. 1970-300 du 17 février 1970, pris conformément au paragraphe 21(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il est entendu que le fiduciaire n'aura ni l'obligation ni le pouvoir d'investir ou de réinvestir les sommes constituant le fonds fiduciaire, et les paragraphes 27(5) et (6) de la *Loi sur les fiduciaires (Ontario)* ne s'appliqueront pas à la fiducie.



## **ARTICLE 6**

### **REVENU ET CAPITAL**

#### **6.1 Accumulation du revenu**

Jusqu'à la date d'expiration, le fiduciaire accumule le revenu tiré du fonds fiduciaire et ajoute chaque mois ce revenu au capital du fonds fiduciaire pour qu'il soit traité comme partie du capital.

#### **6.2 Distributions aux bénéficiaires**

Le fiduciaire paie à chaque bénéficiaire, sur le capital du fonds fiduciaire, un montant représentant le paiement d'expérience commune auquel il a droit, et qui est calculé conformément au paragraphe 5.02 de la convention de règlement.

#### **6.3 Examens du fonds fiduciaire**

Le fiduciaire examine le fonds fiduciaire, ainsi que le prévoit le paragraphe 5.05(1) de la Convention de règlement, pour savoir si le fonds fiduciaire suffit au paiement de toutes les distributions aux bénéficiaires qui ont demandé un PEC à la date de l'examen. Si le fonds fiduciaire ne suffit pas au paiement, selon le paragraphe 6.2 de la présente convention, de toutes les distributions à tous les bénéficiaires qui ont demandé un PEC à la date de l'examen, le Canada paie au fiduciaire, conformément au paragraphe 5.06 de la Convention de règlement, un montant suffisant pour combler le déficit, et ce montant fait partie intégrante du fonds fiduciaire.

#### **6.4 Excédent du fonds fiduciaire**

Si la vérification du fonds fiduciaire effectuée conformément au paragraphe 5.05(2) de la Convention de règlement révèle que le solde du fonds fiduciaire excède le montant requis pour procéder à toutes les distributions restantes aux bénéficiaires selon le paragraphe 6.2 de la présente convention, le reliquat du fonds fiduciaire après versement de toutes les distributions restantes aux bénéficiaires selon le paragraphe 6.2 de la présente convention est distribué par le fiduciaire conformément aux dispositions du paragraphe 5.07 de la Convention de règlement.

## **ARTICLE 7**

### **EXPIRATION**

#### **7.1 Expiration**

La fiducie demeure en existence jusqu'à la plus hâtive des dates suivantes à survenir: (i) la date à laquelle les obligations prévues à l'article 5 de la Convention de règlement auront été exécutées, et (ii) le 1<sup>er</sup> janvier 2015 (la première de ces éventualités est appelée « date d'expiration »). Aussitôt que cela est possible après la date d'expiration, le fiduciaire :

- a) transfère tout reliquat du fonds fiduciaire au National Indian Brotherhood Trust Fund et au Inuvialuit Education Foundation conformément au paragraphe 5.07(4) de la Convention de règlement;
- b) prépare un compte rendu comptable final du fonds fiduciaire, qu'il remet au Comité d'administration national;
- c) dépose les déclarations finales applicables en matière d'information et d'impôt pour les fiducies, selon ce que prévoient les lois fédérales et provinciales applicables, et obtient les certificats de quittance requis.

## **ARTICLE 8**

### **DOSSIERS, RAPPORTS ET ÉTATS FINANCIERS**

#### **8.1 Dossiers**

Le fiduciaire conserve les livres, dossiers et relevés qui sont nécessaires ou utiles pour attester les avoirs de la fiducie et chacune des opérations de la fiducie. Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, le fiduciaire conserve des relevés de tous les montants reçus par le fiduciaire dans le cadre du fonds fiduciaire, ainsi que de toutes les distributions effectuées par le fiduciaire à partir du fonds fiduciaire.

#### **8.2 Rapports annuels**

Le fiduciaire remet au Comité d'administration national, dans un délai de soixante (60) jours suivant la fin de chaque exercice de la fiducie, et dans les soixante (60) jours qui suivent la date d'expiration, un relevé de compte écrit indiquant le solde du fonds fiduciaire au début et à la fin de la

période considérée, et tous les encaissements, décaissements et autres opérations du fonds fiduciaire durant la période considérée. À l'expiration d'un délai de trente (30) jours après que le Comité d'administration national a reçu un relevé de compte, ou plus tôt avec l'approbation du Comité d'administration national, le fiduciaire est définitivement libéré de toute responsabilité et reddition de compte envers quiconque au titre des actions ou opérations indiquées dans ce relevé, à l'exception des actions ou opérations à l'égard desquelles le Comité d'administration national a fait connaître par écrit au fiduciaire son opposition dans un délai de trente (30) jours.

## **ARTICLE 9**

### **MODIFICATION**

#### **9.1 Modification**

Nulle modification apportée à la présente convention n'est valide ou contraignante si elle n'est pas en forme écrite et si elle n'est pas dûment signée par les parties et approuvée par le tribunal.

## **ARTICLE 10**

### **FRAIS D'ADMINISTRATION ET HONORAIRES DU FIDUCIAIRE**

#### **10.1 Frais d'administration**

Sous réserve du paragraphe 5.08 (2) de la Convention de règlement, les frais se rapportant à l'administration de la fiducie sont payés par le Canada et ne sont pas payables à même le fonds fiduciaire.

#### **10.2 Le fiduciaire n'aura pas droit à des honoraires**

Le fiduciaire n'a pas droit à des honoraires ou indemnités dans l'accomplissement de sa charge.

## **ARTICLE 11**

### **À PROPOS DU FIDUCIAIRE**

#### **11.1 Représentants du fiduciaire**

À tout moment, deux ministres du cabinet fédéral représentent le fiduciaire (les ministres représentants). Les ministres représentants sont les ministres titulaires périodiquement chargés de la Résolution des questions des pensionnats indiens et de Service Canada. Les ministres représentants initiaux sont respectivement le ministre du Patrimoine canadien et de la Condition féminine et le ministre des Ressources humaines et du développement des compétences.

#### **11.2 Changement de nom d'un ministère**

En cas de changement de nom du ministère de l'un ou l'autre des ministres représentants, le fiduciaire communique promptement un avis de ce changement aux autres parties. Il est entendu qu'un tel changement de nom n'a aucun effet sur le statut d'un ministre représentant en tant que représentant du fiduciaire.

#### **11.3 Obligations additionnelles du fiduciaire**

Outre les obligations prévues par la présente convention, le fiduciaire reconnaît et accepte les obligations qui lui sont imposées par la Convention de règlement.

## **ARTICLE 12**

### **GÉNÉRALITÉS**

#### **12.1 Avis**

Tout avis ou autre communication devant être donné en rapport avec la présente convention est donné par écrit au destinataire, en main propre ou par voie électronique, comme il suit :

- a) à Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le Ministre des ressources humaines et du développement des compétences et par le Ministre du patrimoine canadien et de la condition féminine

Section des services juridiques RQPIC

Ministère de la Justice  
90, rue Sparks  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0H8

Aux soins de : Avocat-conseil  
Numéro de télécopieur : 613-996-1810

Section des services juridiques de RHDCC  
Place du Portage, Phase IV, 11<sup>e</sup> étage  
140, Promenade du Portage  
Gatineau (Québec)  
K1A 0J9

Aux soins de : Avocat général principal  
Numéro de télécopieur : 819-953-8301

- b) aux personnes faisant partie des recours collectifs et du recours collectif Cloud :

■  
■

Aux soins de : ■  
Numéro de télécopieur : ■

- c) à l'Assemblée des premières nations :

■  
■

Aux soins de : ■  
Numéro de télécopieur : ■

- d) aux représentants des Inuits
- e) au General Synod of the Anglican Church of Canada
- f) à l'Église presbytérienne au Canada
- g) à l'Église Unie du Canada et
- h) aux entités catholiques romaines.

ou à telle autre adresse, ou numéro de communication électronique, qu'une partie peut périodiquement indiquer par avis signifié conformément au présent paragraphe. Tout avis ou autre communication est exclusivement réputé avoir été donné, s'il est donné en main propre, le jour de sa remise effective et, s'il est donné par communication électronique, le jour de sa transmission en cas de transmission durant les heures normales d'ouverture du destinataire et, en cas de transmission en dehors des heures normales d'ouverture du destinataire, durant les heures normales d'ouverture du jour ouvrable suivant.

#### **12.2 Dévolution des avantages de la présente convention**

Les avantages de la présente convention sont dévolus aux successeurs et ayants droit respectifs des parties, lesquels sont liés par ses dispositions.

#### **12.3 Exemplaires**

La présente convention pourra être signée en français ou en anglais en un nombre quelconque de copies, dont chacune sera réputée être un original et dont l'ensemble est réputé constituer une seule et même convention.

#### **12.4 Lois applicables**

La présente convention est régie et interprétée selon les lois de la province de l'Ontario.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente convention.

## **ANNEXE « J »**

### **DIRECTIVE SUR LA POLITIQUE DE COMMÉMORATION**

#### **COMMÉMORATION**

La commémoration consiste à reconnaître et faire connaître les torts qu'ont subi les anciens élèves des pensionnats, leurs familles et leurs communautés, faire la lumière sur les conséquences systémiques du régime de pensionnats et rendre hommage aux victimes. La commémoration peut comprendre l'érection de mémoriaux ou de structures commémoratives permanentes ou la restauration de ceux qui sont en place, la tenue de cérémonies ou d'autres projets.

Le gouvernement financera les projets régionaux et nationaux commémorant l'expérience malheureuse vécue dans les pensionnats. Ces projets seront conçus de manière à ce que les familles et membres de la communauté puissent y participer.

Un montant annuel de financement sera accordé aux projets de commémoration. Toute proposition rejetée une année pourra être soumise à nouveau au cours d'une autre année.

#### **BUT DU PROGRAMME**

La directive sur la politique en matière de commémoration vise :

- à donner un sens aux processus de guérison et de réconciliation et à permettre aux anciens élèves et à leurs familles de légitimer leur expérience des pensionnats grâce à diverses mesures de commémoration;
- à resserrer les liens entre Autochtones ainsi qu'entre Autochtones et non Autochtones;
- à donner l'occasion aux anciens élèves et à leurs familles de s'entraider, de prendre conscience de leurs forces, de leur courage, de leur ressort psychologique, de leurs réalisations et d'en être fiers;
- à créer un sentiment d'identité, d'harmonie et d'appartenance;
- à faire connaître les langues et les cultures des Autochtones ainsi que leurs valeurs traditionnelles et spirituelles;
- à attester les séquelles des pensionnats et confirmer les expériences des anciens élèves et de leurs familles et les besoins qui en découlent;
- à commémorer de façon concrète et permanente l'expérience des pensionnats.

#### **PROPOSITIONS DE PROJETS DE COMMÉMORATION**

Tous les anciens élèves, leurs familles, les communautés et groupes peuvent proposer un projet régional ou national de commémoration. Il revient normalement aux communautés de présenter les propositions, mais on peut également reconnaître les projets que proposent d'autres groupes concernés (par exemple les anciens élèves d'une école particulière). Les propositions seront transmises à la Commission de vérité et de réconciliation, qui en fera l'évaluation avant de formuler des recommandations à RQPIC.

#### **CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ**

Les propositions doivent répondre aux critères suivants :

- le groupe (ou son organisme dirigeant, le cas échéant) doit compter au moins un ancien élève de pensionnat ou le proche parent d'un tel élève;
- tous les montants demandés et accordés pour un projet ainsi que leurs sources de financement doivent être divulgués;
- le groupe doit déclarer qu'il n'a reçu aucun autre financement de RQPIC pour un projet de commémoration;
- le bénéficiaire doit être en mesure de gérer le financement pour le projet de commémoration;
- le financement de tout projet et événement doit être conforme aux politiques et lignes directrices du Conseil du Trésor.

Toutes les décisions relatives aux propositions seront prises en fonction du financement annuel.

### **DÉPENSES PERMISES**

Les dépenses permises pour des projets commémoratifs comprennent la location d'une salle ou d'un site public, les frais de publication, d'impression, de comptabilité ainsi que les frais juridiques. Sont aussi permis les frais professionnels et les coûts de matériel relatifs à la conception, la création et l'administration relatives aux plaques, mémoriaux ou autres structures commémoratives.

Il faut faire mention des frais d'entretien dans les propositions, s'il y a lieu.

### **ÉVENTUELS PROJETS DE COMMÉMORATION**

Les projets nationaux de commémoration viseront la création de mémoriaux permanents ou de structures commémoratives ou l'amélioration de structures existantes. D'autres projets pourraient avoir pour objet une école particulière ou encore se tenir dans une communauté particulière. On s'attend à ce que la plupart des événements commémoratifs donnent lieu à une composante durable telle qu'une « Journée nationale de la guérison et de la réconciliation ».

### **CADRE D'IMPUTABILITÉ**

Le gouvernement du Canada exige que l'on mesure les résultats obtenus en regard des objectifs de départ, conformément aux politiques et lignes directrices du Conseil du Trésor.

### **LIENS AVEC D'AUTRES ASPECTS DE L'ENTENTE**

Vu la démarche holistique préconisée pour résoudre les séquelles des pensionnats indiens, les projets découlant de la Directive sur la politique en matière de commémoration doivent être coordonnés avec d'autres projets mentionnés dans la convention, et cadrer avec d'autres aspects de la convention, dans la mesure du possible, pour atteindre les objectifs généraux de réconciliation.



*Recours collectif relatif aux pensionnats*  
*Plan de notification de règlement*  
*Phase I – Notification d’audience*  
*Phase II – Notification de réclamation et*  
*d’option de refus*

*Préparé par Hilsoft Notifications*

# ***Table des matières***

---

	<i><b>Page</b></i>
1. Introduction	4
2. Historique/survol	5
3. Sommaire du Plan	7
4. Ordinogramme du calendrier de notification – Phase I	13
5. Ordinogramme du calendrier de notification – Phase II	14
6. Méthodologie	15
7. Public cible	16
8. Sélection des médias	23
9. Résumé de l'exécution du Plan	25
10. Portée nette	27
11. Fréquence d'exposition moyenne	29
12. Couverture géographique	30
13. Envois postaux individuels	31
14. Envois organisationnels par courrier, courriel et télécopieur	32

15. Télévision autochtone – APTN	33
16. Radio autochtone	35
17. Publications autochtones	38
18. Données sur la circulation des publications autochtones	41
19. Journaux grand public	43
20. Données sur la circulation des journaux grand public	45
21. Positionnement de la notification	47
22. Télévision grand public – Phase II	48
23. Circulaire d'information	49
24. Activités Internet	50
25. Diffusion communautaire – Phase II	52
26. Stratégie de conception de la notification	55
27. Formules provisoires de notification	57

# 1. Introduction

---

Le « Plan de notification » (ou le « Plan ») qui suit décrit les efforts de diffusion qui seront déployés pour fournir une notification convenable aux personnes inscrites au *Recours collectif relatif aux pensionnats indiens*, y compris la notification des audiences (phase I) et la notification du processus de l'option de refus et de réclamation (phase II). Le Plan est axé sur la réalisation des principaux objectifs, utilise une expérience antérieure exhaustive et appropriée de la notification de recours collectifs et est appuyé par les données et les outils de recherche normaux de l'industrie. Il a été élaboré avec la précieuse participation des peuples et groupes autochtones, des avocats des parties et du gouvernement.

Hilsoft Notifications a conçu et assurera l'exécution de ce Plan de notification avec la précieuse participation des peuples et groupes autochtones, des avocats des parties, du CPA et du gouvernement et selon les directives des tribunaux. Le président de Hilsoft Notifications, Todd B. Hilsee, a été reconnu comme un expert en notifications de recours collectifs par de nombreux juges américains et canadiens et possède une expérience particulière dans la conception et la mise en œuvre à grande échelle de plans de notification de recours collectifs en matière de consommation. M. Hilsee, avec les principaux directeurs de Hilsoft Notifications, soit Barbara A. Coyle, vice-présidente exécutive, Gina M. Intrepido, vice-présidente et directrice des médias, et Shannon R. Wheatman, Ph. D. vice-présidente et directrice des notifications, ont conçu le Plan et les notifications et superviseront personnellement avec Carla A. Peak, gestionnaire des notifications, la mise en œuvre pour la mener à bien.

Hilsoft Notifications a diffusé des notifications de recours collectifs dans presque 220 affaires importantes, dans plus de 209 pays et en 52 langues. Des juges ont reconnu, y compris au Canada dans des jugements publiés, l'importance de la méthodologie de calcul de la portée que Hilsoft Notifications a apportée de l'industrie de la publicité. Des tribunaux, y compris au Canada, ont déjà approuvé ce type de plan, les techniques de notification qu'il emploie et la diffusion qu'il permet de réaliser du point de vue du pourcentage élevé de membres du groupe qui sont atteints. Les plans de Hilsoft Notifications ont toujours résisté aux examens collatéraux et aux contestations en appel.

Hilsoft Notifications a conçu et rédigé tous les documents de notification (la ou les « notifications ») conjointement avec le CPA et avec une grande participation des anciens élèves et des dirigeants communautaires. Ces Notifications respectent les plus grands principes modernes des notifications typiques conçus et rédigés par

Hilsoft pour le Federal Judicial Center (« FJC ») américain, maintenant disponibles au [www.fjc.gov](http://www.fjc.gov), à la demande du comité consultatif sur les règles civiles de la conférence judiciaire des États-Unis (*Advisory Committee on Civil Rules of the Judicial Conference of the United States*). Les tribunaux canadiens ont reconnu l'importance de notifications bien conçues pour communiquer le mieux possible avec les membres du groupe. Le curriculum vitae de Hilsoft Notifications, y compris des commentaires judiciaires reconnaissant son expertise en matière de notification, est joint à l'**annexe 1**.

## 2. Historique/survol

---

- **Groupes autochtones.** « Les peuples autochtones du Canada » est l'expression utilisée pour désigner collectivement les Premières nations, les Inuits et les Métis. « Les Premières nations » est une expression à caractère ethnique utilisée au Canada et ayant généralement remplacé le terme « Indiens ». Elle désigne les peuples autochtones d'Amérique du Nord situés dans ce qui est maintenant le Canada et qui ne sont pas Inuits ou Métis ainsi que leurs descendants. Le Recensement du Canada et les recherches et données de Siggner & Associates utilisent l'expression « Autochtones amérindiens »; on utilisera toutefois, aux fins du présent Plan de notification, l'expression « Premières nations ».
- **Pensionnats.** Le gouvernement fédéral a commencé à jouer un rôle dans l'élaboration et l'administration du système de pensionnats pour les enfants autochtones dès 1874. Le gouvernement du Canada exploitait presque chaque école en « coentreprise » avec divers organismes religieux jusqu'en 1969, année où le gouvernement fédéral a assumé l'entière responsabilité des pensionnats. Dans beaucoup de cas, les églises ont continué de participer activement.

Les pensionnats se trouvaient dans chaque province et chaque territoire sauf Terre-Neuve, le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard, même s'ils étaient surtout concentrés en Colombie-Britannique, dans les Prairies et dans le Nord. La plupart des pensionnats exploités par le gouvernement fédéral ont fermé au milieu des années 1970, quelques pensionnats ayant continué leurs activités tout au long des années 1980. Le dernier pensionnat administré par le gouvernement fédéral au Canada a fermé en 1996.

Les enfants autochtones étaient souvent séparés de leur famille et de leur communauté pour fréquenter ces pensionnats. Même si tous les enfants n'ont pas eu d'expériences négatives dans ces pensionnats, des incidents de violence physique et d'abus sexuels ont été allégués par beaucoup d'anciens élèves. Les réclamations juridiques allèguent en outre des violations de traités, des pertes d'occasions d'éducation, des séquestrations et de mauvaises conditions dans les pensionnats. En outre, parce que l'un des principaux objectifs du système des pensionnats était l'assimilation des enfants autochtones, les réclamations juridiques allèguent que le système a contribué à la perte de la langue et de la culture des peuples autochtones.

En conséquence, le règlement suivant a été convenu.

Remarque : Les divers groupes touchés par le règlement ont des points de vue différents sur l'utilisation du terme « indien » en rapport avec les pensionnats. Même si ce terme ne s'applique pas aux Métis et aux Inuits, le gouvernement désigne les pensionnats comme des « pensionnats indiens », et ce terme a également la faveur des Premières nations. La convention de règlement est intitulée « Règlement concernant les pensionnats indiens ». L'affaire, par contre, porte le titre « Recours collectif relatif aux pensionnats ». En conséquence, le Plan de notification et les Notifications emploieront le terme « indien » pour désigner le règlement lui-même, avec quelques exceptions d'ordre pratique (des mots courts et une compréhension générale sont nécessaires dans les titres), mais utiliseront par ailleurs le terme plus simple mais toujours reconnaissable que tous comprennent, soit « pensionnat ».

- ***Programme de notification.*** Il y aura deux phases de notification en rapport avec le Règlement concernant les pensionnats indiens : la phase I publie la « notification d'audience » alors que la phase II diffuse la « notification d'option de refus et de réclamations ».

**Phase I – « Notification d'audience »**

- Offre une couverture efficace par la notification des personnes touchées, qu'elles demeurent dans une réserve, une autre communauté, un autre peuplement autochtone ou dans la population générale.
- Le message de la notification annonce le règlement proposé, les dates et les lieux des audiences, la façon d'obtenir des renseignements supplémentaires et la façon de s'opposer au règlement, si désiré.

**Phase II – « Notification d'option de refus et de réclamations »**

- Offre une plus grande couverture par la notification que la phase I pour garantir la portée la plus efficace praticable auprès des personnes touchées avant l'échéance finale de l'option de refus et en conjonction avec le lancement des inscriptions pour l'obtention d'un formulaire de réclamation.
- Le message de la notification annonce l'approbation du règlement et décrit : le règlement et ses avantages, la possibilité d'exercer des droits juridiques, y compris les procédures et échéances de l'option de refus, et la façon d'obtenir les renseignements supplémentaires nécessaires pour présenter une réclamation lorsque les formulaires de réclamation deviendront disponibles.

Tant dans la phase I que dans la phase II, les communications seront produites dans les langues appropriées à chaque média. On utilisera de multiples langues dans certains médias.



### 3. Sommaire du Plan

---

- **Objectif.** Notifier le plus grand nombre possible d'anciens élèves des pensionnats et de membres de leur famille et leur donner l'occasion de voir, de lire ou d'entendre la notification, de comprendre leurs droits et de répondre s'ils le désirent.
- **Analyse de la situation.** Les facteurs suivants nous ont aidés à déterminer les méthodes de diffusion nécessaires pour produire un effort de notification efficace :
  1. On estime à 78 994 le nombre d'anciens élèves des pensionnats encore vivants en 2006<sup>1</sup>, tous des Autochtones.
  2. Les personnes touchées appartiennent aux trois groupes autochtones : les Premières nations, les Métis et les Inuits.
  3. Les personnes touchées habitent partout au Canada, dans des réserves, dans d'autres communautés et peuplements autochtones et dans la population générale.
  4. Les personnes habitant à l'extérieur d'une communauté autochtone demeurent dans des secteurs urbains aussi bien que ruraux.
  5. Un petit pourcentage de personnes touchées se trouvent dans des établissements de correction ou demeurent à l'extérieur du Canada.
  6. Une liste partielle des personnes dont on sait qu'elles sont touchées est disponible (permet de joindre environ 25 p. 100 des anciens élèves).
  7. Les documents de notification doivent être produits dans une langue appropriée pour communiquer avec les personnes touchées (c.-à-d. français, anglais et diverses langues autochtones importantes).
- **Public cible.** Le Plan de notification doit joindre les anciens élèves des pensionnats et les membres de leur famille qui ont des droits en vertu du règlement. Cela comprend les personnes des communautés des Premières nations, inuites, inuvialuites et métisses et tout autre ancien élève.

En reconnaissant que beaucoup d'anciens élèves sont maintenant assez âgés (c.-à-d. plus de 45 ans), nous avons calculé au moyen des données de recherche disponibles la portée au sein de la population générale des membres du groupe

---

<sup>1</sup> Rapport du 24-10-2005 de Siggner & Associates Inc. : « Estimating the Residential School Attendee Population for the Years 2001, 2005 and 2006 ».

éventuels, soit les personnes autochtones de 25 ans et plus, parce que leur profil démographique et leur utilisation des médias correspondent à ceux de tous les membres du groupe éventuels et parce que cela nous donne la plus grande certitude de joindre de façon très générale tous les groupes inclus dans le règlement, y compris les membres de la famille et les anciens élèves qui étaient jeunes quand les derniers pensionnats ont fermé. En même temps, notre sélection d'émissions dans les médias veillera à atteindre convenablement les segments plus âgés de même que la population générale des Autochtones de 25 ans et plus.

- **Stratégies.** L'effort de notification est une combinaison d'envois postaux et de publicités payées dans des médias autochtones, y compris la télévision, la radio et les publications. Pour augmenter la portée, les publicités apparaîtront dans les journaux grand public des principales régions métropolitaines de recensement (RMR) et des principales agglomérations de recensement (AR) de la population autochtone et, uniquement dans la phase II, sur les chaînes de télévision grand public. La couverture sera encore améliorée par des envois organisationnels par courrier, courriel et télécopieur et la diffusion communautaire (distribution de la notification en personne) lors de la phase II, une circulaire d'information neutre de même qu'un site Web et un centre d'appel donnant accès aux notifications, répondant aux questions et permettant aux personnes de s'inscrire pour recevoir les formulaires de réclamation lorsqu'ils seront prêts.
- **Prestation.** Combinés, les efforts de notification joindront environ 91,1 p. 100 des personnes autochtones de 25 ans et plus, et donc un pourcentage semblable d'anciens élèves et de membres de leur famille, 6,3 fois en moyenne tout au long des programmes de la phase I et de la phase II. Les activités de la phase I joindront à elles seules près de 65,7 p. 100 des personnes autochtones de 25 ans et plus en moyenne 1,8 fois et les activités de la phase II joindront 90,8 p. 100 de la population cible en moyenne 5,1 fois<sup>2</sup>. Les chaînes de télévision et les stations de radio autochtones, la diffusion organisationnelle et communautaire, la circulaire d'information et le site Web augmenteront encore la portée et l'exposition des personnes touchées. Cette portée est conforme à d'autres programmes de notification efficaces, représente la meilleure notification réalisable et répond à toutes les exigences de la loi.

---

<sup>2</sup> Les calculs de la portée ne comprennent pas les postes de radio autochtones ou les téléspectateurs autochtones des chaînes de télévision autochtones non mesurés, non plus que les notifications individuelles pouvant être effectuées par des organismes servant des populations précises ou des efforts de diffusion locaux. Tous ces efforts seront étroitement surveillés et, si possibles, calculés et rapportés aux tribunaux dans un rapport final sous serment afin de fournir le calcul le plus exact et le plus conservateur possible de la portée totale des programmes de notification.

Le programme tient compte des anciens élèves plus âgés et, même si elle est impossible à calculer en raison du manque de données précises, nos choix de médias et de programmation sont effectués de manière à garantir que la portée auprès des anciens élèves inscrits à un recours collectif est égale, sinon supérieure, à la portée dans le groupe plus général de la population de 25 ans et plus dont les anciens élèves et tous les membres de leur famille font partie.

- ***Tactiques de notification.*** Les tactiques de notification suivantes ont été choisies pour assurer la meilleure portée auprès des personnes incluses dans le règlement :

1. **Envois postaux individuels.** Une lettre personnelle adressée aux membres connus du groupe, accompagnée par la notification sommaire et la notification détaillée appropriées et un formulaire d'exercice de l'option de refus (phase II), sera envoyée aux personnes figurant sur de nombreuses listes des membres du groupe tirées des bases de données de l'Assemblée des Premières nations (APN), des Inuits, des avocats et du gouvernement. L'envoi de la phase II comprendra également les personnes qui se sont manifestées et ont fourni leurs coordonnées au cours de la phase I.

La notification sommaire sera également postée à toutes les adresses dans les trois territoires du Nord, soit le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

2. **Envois organisationnels par courrier, courriel et télécopieur.** On communiquera avec les bureaux des Premières nations et d'autres organismes communautaires comme les Centres d'amitié et avec les organismes et agences autochtones et on demandera leur aide volontaire pour mettre les notifications à la disposition des membres du groupe en les distribuant, en les affichant publiquement, en les publiant dans leur bulletin, s'il y a lieu, ou en incluant un lien sur leur site Web, le cas échéant.

La notification sommaire et la notification détaillée appropriées (phase I ou phase II) seront également envoyées à tous les établissements de correction et fédéraux où se trouvent certains anciens élèves des pensionnats.

3. **Télévision autochtone.** Des unités de 30 secondes en anglais et de 60 secondes en français (plus longues pour tenir compte de la traduction) apparaîtront sur le réseau de télévision autochtone national – l'Aboriginal Peoples Television Network (APTN). Diverses unités en langues autochtones apparaîtront également en format de 30 ou 60 secondes, selon la

langue.

- Phase I : Environ 100 annonces seront diffusées sur deux semaines.
- Phase II : Environ 180 annonces seront diffusées sur trois semaines.

4. **Radio autochtone.** Des unités de 60 secondes seront placées sur environ 90 stations autochtones. Les stations de langue autochtone et française diffuseront la notification dans la ou les langues qui conviennent.

- Phase I : Environ 40 annonces seront diffusées par station sur deux semaines.
- Phase II : Environ 60 annonces seront diffusées par station sur trois semaines.

5. **Publications autochtones.** Une notification sommaire d'une page complète paraîtra dans environ 36 publications autochtones pendant les phases I et II. Dans les publications bilingues, la notification paraîtra en anglais (ou en français) et dans la ou les langues autochtones appropriées. Le nombre réel de publications utilisées pour chaque phase dépend des dates d'approbation par rapport aux dates de parution et aux échéances publicitaires.

6. **Journaux grand public.** Pour étendre la portée, surtout auprès des personnes touchées vivant à l'extérieur d'une communauté autochtone, la notification sommaire de la phase I et de la phase II paraîtra deux fois dans 31 journaux grand public quotidiens. Ces journaux circulent dans les 19 principales RMR et AR de la population autochtone et dans la RMR du Québec. Quatre journaux locaux distribués dans des régions à forte concentration de personnes autochtones et d'anciens élèves feront également paraître deux fois chacune des deux notifications. Une notification sommaire d'environ un tiers de page paraîtra dans les journaux grand format et une notification d'environ trois quarts de page paraîtra dans les tabloïdes. Une version française de la notification paraîtra dans les journaux francophones.

7. **Télévision grand public (Phase II SEULEMENT).** Des unités de 30 secondes en anglais et de 60 secondes en français (plus longues pour tenir compte de la traduction) apparaîtront sur les réseaux de télévision nationaux et régionaux<sup>3</sup>. Diverses émissions et périodes de la journée seront utilisées. La sélection des émissions mettra l'accent sur la nécessité de joindre les anciens élèves plus âgés.

- On cherchera à obtenir environ 100 points d'exposition bruts (PEB)<sup>4</sup>

---

<sup>3</sup> Les choix de programme et de réseau de télévision seront laissés à la discrétion de la planificatrice des médias.

<sup>4</sup> Un point d'exposition équivaut à un pourcentage de la population visée. Les PEB sont la somme de tous les points

- d'adultes de 25 ans et plus par semaine sur trois semaines sur les réseaux anglophones.
- On cherchera à obtenir environ 50 PEB d'adultes de 25 ans et plus par semaine sur trois semaines sur les réseaux francophones.
8. **Circulaire d'information.** Une circulaire d'information neutre et approuvée par les tribunaux sera transmise à la presse (p. ex. journaux, revues d'actualités) de même qu'aux organismes et agences autochtones et à l'APN aux fins de publication dans leur bulletin.
9. **Activités Internet.** Pour ceux qui ont accès à l'Internet, un site Web neutre et informatif avec un nom de domaine facile à retenir, [www.residentialschoolsettlement.ca](http://www.residentialschoolsettlement.ca), sera disponible. Les personnes touchées pourront y obtenir les documents de notification de même qu'y interagir et y correspondre avec les administrateurs. Les documents de notification seront disponibles en anglais, en français et en inuktitut.
10. **Diffusion communautaire.** Les efforts de la phase II comprendront des visites communautaires dont le principal objectif sera d'effectuer la distribution personnelle de la notification au plus grand nombre d'anciens élèves et de familles d'anciens élèves qu'il est raisonnablement possible de joindre.
11. **Réponses.** Un administrateur des réponses supervisera un centre d'appels à numéro sans frais où les appelants peuvent obtenir des réponses à leurs questions et demander de plus amples renseignements. L'administrateur tiendra une base de données des réponses et assurera le suivi, l'enregistrement, la transcription et la transmission des objections aux parties et aux tribunaux. Les appelants auront accès à des interlocuteurs parlant l'anglais, le français et les langues autochtones au besoin. La ligne téléphonique fera également la liaison avec le numéro d'urgence du gouvernement en cas de crise émotionnelle liée aux pensionnats. L'administrateur s'intégrera en outre aux activités sur le site Web en administrant les aspects du site Web liés à la réponse interactive et en affichant constamment divers documents juridiques.
- ***Contenu du message.*** Les notifications proposées ont toutes été conçues pour énoncer de façon claire et concise et en langage ordinaire les droits juridiques et

---

d'exposition et peuvent inclure la même personne exposée plus d'une fois, donc les PEB peuvent dépasser et dépassent 100.

les options des personnes touchées. Les notifications sommaires sont des guides simples mais complets donnant tous les principaux renseignements. Les notifications télédiffusées paraîtront à la télévision et à la radio, soulignant le message approprié (phase I : les audiences et la possibilité de s'opposer, phase II : le message « accepter/exercer son option de refus ») et invitant une réponse. Les notifications détaillées présentent encore plus de renseignements sous forme de Q et R faciles à comprendre. La circulaire d'information soulignera les principaux renseignements par de multiples voies de diffusion. Les ébauches de toutes les notifications sont entièrement conformes aux derniers modèles « remarquables » en langage ordinaire que nous avons créés pour le FJC américain et sont jointes à l'**annexe 2**.

- **Langue.** Les trousse de notification postées seront créées en anglais, en français et en inuktitut. Les notifications sommaires créées pour les publications grand public seront rédigées en anglais et en français. Les publications autochtones et les notifications télédiffusées à la télévision et la radio autochtones seront produites en anglais, en français et dans les langues autochtones appropriées à chaque média (si la publication est disponible au moment du placement). Voici ces langues :

**Publications :**

- Anglais
- Français
- Inuktitut
- Innuinaqtun
- Siglit
- Oji-cri

**Radio :**

- Anglais
- Français
- Inuktitut
- Cri
- Déné (divers dialectes, dont le gwich'in et le dogrib)
- Ojibway
- Innu
- Atikamekw

**Télévision :**

- Anglais, français et langues autochtones appropriées aux émissions choisies en langue autochtone, dont l'inuktitut, l'innu et le cri.

Tous les éléments de la trousse d'envoi (enveloppe, lettre de présentation, notification sommaire et notification détaillée) seront produits en anglais, en français et en inuktitut. La circulaire d'information sera publiée en anglais, en français et en inuktitut. Les personnes appelant au numéro sans frais pourront parler avec des téléphonistes en anglais, en français et en diverses langues autochtones. Le site Web apparaîtra en anglais, en français et en inuktitut.

## 4. Ordinogramme du calendrier de notification – Phase I

*Événements de communication importants dans le programme général de notification.*

L'organigramme suivant présente un calendrier hypothétique pour la phase I du Programme de notification du règlement concernant les pensionnats indiens. Le calendrier réel prévoira environ 60 jours à compter de l'apparition de la première notification. Les apparitions de chaque notification et des placements dans les médias varieront pendant la période de notification. Les apparitions des notifications peuvent se prolonger après la 6<sup>e</sup> semaine, jusqu'à la date d'objection.

<b><i>Tactique de notification</i></b>	<b><i>Semaine 1</i></b>	<b><i>Semaine 2</i></b>	<b><i>Semaine 3</i></b>	<b><i>Semaine 4</i></b>	<b><i>Semaine 5</i></b>	<b><i>Semaine 6</i></b>
<i>Télécopier la circulaire d'information aux bureaux communautaires des Premières nations, des Inuits et des Métis</i>						
<i>Publier la circulaire d'information par les agences de transmission</i>						
<i>Envois postaux individuels</i>						
<i>Envois organisationnels par courrier, courriel et télécopieur</i>						
<i>Publications autochtones</i>						
<i>Télévision autochtone</i>						
<i>Radio autochtone</i>						
<i>Journaux grand public</i>						
<i>Site Web</i>						

Tous les blocs de publication montrent quand les lecteurs recevront la notification (la date de « vente »). Les publications mensuelles, bimestrielles et trimestrielles et certaines publications hebdomadaires ont une plus grande « durée de vie » ou période de diffusion. Toutes les dates réelles de publication et d'insertion/diffusion peuvent varier à l'intérieur de la période de notification en fonction de la disponibilité au moment du placement.



## 5. Ordinogramme du calendrier de notification – Phase II

*Événements de communication importants dans le programme général de notification.*

L'ordinogramme suivant présente un calendrier d'apparition des notifications de la phase II. Les notifications apparaîtraient sur le site Web établi dans la semaine suivant l'autorisation de procéder. Les notifications commenceraient à apparaître dans les médias aussitôt que possible après l'approbation des documents de règlement et de notification. La semaine 1 suivante commence environ 35 jours après que le tribunal aura approuvé le passage à la phase II ou à l'approbation de la version finale des documents de notification.

<i>Tactique de notification</i>	<i>Semaine 1</i>	<i>Semaine 2</i>	<i>Semaine 3</i>	<i>Semaine 4</i>	<i>Semaine 5</i>	<i>Semaine 6</i>
<i>Télécopier la circulaire d'information aux bureaux communautaires des Premières nations, des Inuits et des Métis</i>						
<i>Publier la circulaire d'information par les agences de transmission</i>	Émise plus tôt – voir ci-après					
<i>Envois postaux individuels</i>						
<i>Envois organisationnels par courrier, courriel et télécopieur</i>						
<i>Diffusion communautaire**</i>						
<i>Publications autochtones</i>						
<i>Télévision autochtone</i>						
<i>Radio autochtone</i>						
<i>Journaux grand public</i>						
<i>Télévision grand public</i>						
<i>Site Web***</i>						

\*Circulaire d'information émise plus tôt – dans la semaine suivant l'autorisation de procéder ou de la levée de la suspension, selon la dernière éventualité. \*\*La diffusion communautaire commence dès que possible après l'approbation et se poursuit jusqu'à l'échéance de l'exercice de l'option de refus. \*\*\*Les notifications apparaissent beaucoup plus tôt sur le site Web – dans la semaine suivant l'autorisation de procéder ou de la levée de la suspension, selon la dernière éventualité.

Tous les blocs de publication montrent quand les lecteurs recevront la notification (la date de « vente »). Les publications mensuelles, bimestrielles et trimestrielles et certaines publications hebdomadaires ont une plus grande « durée de vie » ou période de diffusion. Toutes les dates réelles de publication et d'insertion/diffusion peuvent varier à l'intérieur de la période de notification en fonction de la disponibilité au moment du placement.

## 6. Méthodologie

---

*déf. : Outils et données éprouvés par l'industrie des communications et les tribunaux.*

---

Pour dresser le Plan de notification, nous avons utilisé des sources de données et des outils couramment employés par les experts dans le domaine des communications. Il s'agit entre autres des données du Print Measurement Bureau (« PMB »)<sup>5</sup> et de Mediamark Research Inc. (« MRI »)<sup>6</sup>, qui fournissent des données statistiquement importantes sur le lectorat, la démographie et l'utilisation des produits, les déclarations de l'Audit Bureau of Circulation (« ABC »)<sup>7</sup>, qui certifie les chiffres de circulation des publications et les recherches de BBM<sup>8</sup>, qui mesure les auditoires des émissions de télévision.

Ces outils, les ventilations démographiques indiquant combien de personnes utilisent chaque média, les logiciels informatiques et nos calculs conformes aux normes de l'industrie, qui prennent les données sous-jacentes en éliminant la duplication de l'auditoire de divers médias, nous permettent de déterminer la portée nette (sans duplication) d'un calendrier médiatique particulier. Nous combinons les résultats de cette analyse avec notre expérience et les normes bien établies en matière de planification des médias pour nous aider à déterminer si le plan de notification est suffisant et efficace.

Les sections des médias de presque toutes les plus grandes agences de publicité d'Amérique du Nord utilisent et analysent des données et outils indépendants et éprouvés, comme la portée nette, les méthodologies d'analyse éliminant la duplication et la fréquence moyenne d'exposition, et comptent sur eux pour guider

---

<sup>5</sup> PMB est la principale étude de recherche sur les médias du Canada, menée chaque année pour le compte des annonceurs, des agences et des médias.

<sup>6</sup> MRI est la principale source de données sur le lectorat des publications et sur l'usage des produits pour l'industrie des communications aux États-Unis. MRI offre des données complètes sur la démographie, le style de vie, l'utilisation des produits et l'exposition à toutes les formes de publicité recueillies auprès d'un échantillon unique.

<sup>7</sup> Fondé en 1914, ABC est une coopérative sans but lucratif formée par les médias, les annonceurs et les agences de publicité pour vérifier les déclarations de circulation payée des magazines et des journaux. Dans l'industrie, c'est la principale source neutre de documentation sur la distribution réelle des journaux imprimés et achetés par des lecteurs en Amérique du Nord. Généralement acceptée dans l'ensemble de l'industrie, il certifie plus de 3 000 publications, catégorisées selon les secteurs métropolitains, les régions et d'autres divisions géographiques. Ses vérifications de publication sont menées conformément aux règles fixées par son conseil d'administration. Ces règles régissent non seulement la façon dont les vérifications sont effectuées mais également la façon dont les éditeurs rapportent leurs chiffres de circulation. Le conseil d'administration d'ABC est composé de représentants des communautés de l'édition et de la publicité.

<sup>8</sup> BBM Canada est une entreprise sans but lucratif de recherche en diffusion fondée conjointement en 1944, sous forme de coopérative tripartite, par l'Association canadienne des radiodiffuseurs et l'Association canadienne des annonceurs. BBM est le principal fournisseur de services de cotes d'écoute pour la radio et la télévision de l'industrie canadienne de la publicité radiophonique et télévisée.

les placements publicitaires de milliards de dollars que nous voyons aujourd'hui, avec l'assurance que ces chiffres ne sont pas surévalués<sup>9</sup>. Ces analyses et des outils de planification semblables sont devenus les outils d'analyse standard pour l'évaluation des programmes de notification et sont régulièrement acceptés par les tribunaux.

---

<sup>9</sup> La portée nette est définie comme le pourcentage d'une classe qui a été exposée à une notification, en excluant toute duplication due aux personnes susceptibles d'y avoir été exposées plus d'une fois. La fréquence moyenne est le nombre de fois moyen que chaque personne atteinte pourra voir un média contenant une notification.

## 7. Public cible

---

*déf. : Les données démographiques sur les personnes incluses dans le règlement, y compris mais de façon non limitative les personnes les plus susceptibles d'être touchées.*

---

Un plan de notification efficace doit être guidé par une étude soignée et approfondie de la démographie puisque c'est le principal facteur qui guide la sélection et l'utilisation des médias dans les campagnes de notification. Selon les recherches décrites ci-après, les caractéristiques suivantes décrivent le mieux les personnes incluses dans le règlement :

- Résident partout au Canada, mais avec une concentration probable dans l'Ouest du pays.
- Ont 25 ans et plus, en mettant l'accent sur les personnes de 45 ans et plus.
- Distribution presque égale entre les personnes demeurant dans des réserves ou d'autres communautés et peuplements autochtones et les personnes demeurant à l'extérieur de ces communautés.
- Les personnes touchées vivant à l'extérieur des réserves ou d'autres communautés ou peuplements autochtones ont plus de chances de demeurer dans un environnement urbain (72 p. 100) que dans des secteurs ruraux (28 p. 100).
- Plus de 90 p. 100 de la population autochtone totale parlent anglais, environ 5 p. 100 parlent français et environ 7 p. 100 ne parlent que leur langue autochtone. Sans doute que les membres du groupe plus âgés que l'ensemble de la population autochtone comptent plus sur les langues autochtones, du moins à l'oral.
- Les personnes touchées correspondent probablement à la population autochtone générale eu égard aux autres mesures, c'est-à-dire qu'elles ont tendance à être moins éduquées, à avoir un revenu moins élevé et un taux de chômage plus élevé et à être plus mobile que la population générale du Canada.
- ***Population/taille du groupe des anciens élèves.*** Selon le Recensement du Canada de 2001, il y a 976 305 personnes qui s'identifient comme des Autochtones au Canada, soit 608 850 membres des Premières nations, 292 310 Métis et 45 070 Inuits<sup>10</sup>. La population canadienne ayant déclaré une identité

---

<sup>10</sup> Il y a beaucoup de façons de définir la population autochtone. Le Recensement de 2001 fournit des données basées sur la définition de l'origine ethnique (ascendance), de l'identité autochtone, d'Indien inscrit et de membre d'une bande. Les références dans le Plan de notification renvoient à l'identité autochtone, qui désigne les personnes ayant déclaré s'identifier à au moins un groupe autochtone, c'est-à-dire les Indiens de l'Amérique du Nord, les Métis et les Inuits. Sont également incluses les personnes n'ayant pas déclaré d'identité autochtone mais ayant déclaré être des Indiens inscrits ou visés par un traité et/ou des membres d'une bande ou d'une Première nation.

autochtone représente 3,3 p. 100 de la population canadienne totale de 29 639 030.

Une recherche préparée par Siggner & Associates Inc.<sup>11</sup> estimait la population d'anciens élèves autochtones des pensionnats (AÉP) âgée de 15 ans et plus à 83 695 en 2001. En raison de la mortalité dans cette population vivante et vieillissante, on l'estime à 78 994 en 2006. La majorité des anciens élèves sont des membres des Premières nations.

<b>Groupes d'AÉP</b>	<b>2001</b>		<b>2006</b>	
<i>Premières nations</i>	67 915	81,1 %	64 111	81,2 %
<i>Métis</i>	6 879	8,2 %	6 464	8,2 %
<i>Inuits</i>	3 619	4,3 %	3 448	4,4 %
<i>Origines autochtones seul.</i>	3 346	4,0 %	3 144	4,0 %
<i>Prisonniers</i>	877	1,0 %	855	1,1 %
<i>À l'extérieur du Canada</i>	1 059	1,3 %	973	1,2 %
<b>Total</b>	<b>83 695</b>	<b>100,0 %</b>	<b>78 994</b>	<b>100,0 %</b>

- **Résidence des anciens élèves dans les réserves et d'autres communautés et peuplements autochtones.** Selon les données de Siggner, le plus grand pourcentage d'AÉP est composé de membres des Premières nations vivant dans des réserves (52,7 p. 100). En fait, il y a environ 630 Premières nations au Canada. Toutefois, plus de 40 p. 100 des AÉP restants résident à l'extérieur des réserves ou d'autres communautés et peuplements autochtones, y compris 22 470 membres des Premières nations demeurant hors des réserves (soit 28,4 p. 100 des anciens élèves) et presque tous les anciens élèves métis et « origines autochtones seulement ».
- **Âge des anciens élèves.** La plupart des pensionnats exploités par le gouvernement fédéral ont fermé au milieu des années 1970, quelques pensionnats étant restés ouverts tout au long des années 1980. Le dernier pensionnat administré par le gouvernement fédéral au Canada a fermé en 1996. On peut en déduire que la grande majorité des anciens élèves a 25 ans et plus, en mettant l'accent sur les personnes de 35 ans et plus. Selon le rapport de Siggner, environ 17 p. 100 des AÉP ont plus de 65 ans.
- **Emplacement géographique des anciens élèves.** Puisque des pensionnats se trouvaient dans presque chaque province et territoire du Canada et puisque les

---

<sup>11</sup> On a utilisé les Enquêtes auprès des peuples autochtones de 1991 et 2001, les données du Recensement de 2001 et d'autres sources de données pour préparer la recherche.

anciens élèves ne vivent pas nécessairement dans la même région où ils ont fréquenté un pensionnat, les anciens élèves peuvent habiter n'importe où au Canada.

Les données suivantes donnent les tendances démographiques de la population autochtone en matière d'emploi, d'éducation, de revenu, de langue, de situation géographique et de mobilité selon les données du Recensement de 2001 :

- **Emploi.** Le chômage était plus élevé au sein de la population autochtone – le taux de chômage de la population autochtone était de 19,1 p. 100, par comparaison à 7,1 p. 100 pour la population non autochtone. Les taux de chômage des Premières nations et des Inuits étaient les plus élevés, tous deux de 22,2 p. 100, et le taux de chômage des Métis était de 14 p. 100.
- **Éducation.** Même si près de 16 p. 100 des canadiens non autochtones étaient diplômés d'une université, seuls 4,4 p. 100 des Autochtones détenaient un diplôme universitaire. Près de la moitié (48 p. 100) de la population autochtone n'avait pas terminé ses études secondaires, contre seulement 30,8 p. 100 de la population non autochtone. Les niveaux d'éducation étaient beaucoup plus faibles chez les Autochtones de 65 ans et plus, dont 78,9 p. 100 n'avaient pas terminé leurs études secondaires.
- **Revenu.** Le niveau de revenu moyen des Autochtones était de 36 p. 100 plus faible que celui de la population non autochtone. En outre, l'incidence des faibles revenus en 2000 était passablement plus élevée dans la population autochtone que dans la population non autochtone : 31,2 p. 100 des « familles » autochtones et 55,9 p. 100 des « célibataires » autochtones contre 12,4 p. 100 et 37,6 p. 100 respectivement pour la population non autochtone.
- **Langue.** Un total de 235 075 personnes, soit 24 p. 100 de la population ayant déclaré avoir une identité autochtone, ont indiqué qu'elles connaissaient assez bien une langue autochtone pour pouvoir converser. C'est dans le Nord et dans les réserves ou dans d'autres communautés et peuplements autochtones que l'on parle le plus les langues autochtones. Plus de 90 p. 100 de la population autochtone parle anglais et environ 5 p. 100 parle français. Environ 7 p. 100 de la population autochtone ne parle que sa langue autochtone.

Il y a entre 53 et 70 langues autochtones au Canada, le cri, l'inuktitut et l'ojibway étant les plus courantes.

	<i>Population</i>	<i>Population dont la</i>
--	-------------------	---------------------------

<i>Langue autochtone</i>	<i>connaissant la langue autochtone</i>	<i>langue maternelle est la langue autochtone</i>
<i>Cri</i>	92 630	77 285
<i>Inuktitut</i>	31 945	29 695
<i>Ojibway</i>	27 955	21 980
<i>Déné</i>	10 500	9 565
<i>Montagnais-Naskapi</i>	10 285	9 790
<i>Micmac</i>	8 625	7 405
<i>Oji-cri</i>	5 610	5 185
<i>Attikamekw</i>	4 935	4 710
<i>Dakota/Sioux</i>	4 875	4 280
<i>Blackfoot</i>	4 415	3 020
<i>Langues salish n'apparaissant nulle part ailleurs</i>	2 675	1 730
<i>Algonquin</i>	2 340	1 840
<i>Dogrib</i>	2 265	1 920
<i>Carrier</i>	2 000	1 425

- **Géographie.** Selon le Recensement de 2001, la province la plus peuplée du Canada, l'Ontario, comptait 188 315 Autochtones, le nombre absolu le plus élevé, suivie par la Colombie-Britannique avec 170 025. Il y a actuellement plus de 600 Premières nations au Canada, dont près de la moitié se trouvent en Ontario ou en Colombie-Britannique.

La plus grande concentration d'Autochtones était dans le Nord et dans les Prairies. Les 22 720 Autochtones du Nunavut représentent 85,2 p. 100 de la population totale du territoire, la plus grande concentration du pays. Les Autochtones représentaient plus de la moitié (50,5 p. 100) de la population des Territoires du Nord-Ouest et près du quart (22,9 p. 100) de la population du Yukon.

<i>Région</i>	<i>Population autochtone</i>	<i>% de la population autochtone</i>	<i>% de la population totale de la province ou du territoire</i>
<i>Ontario</i>	188 315	19,3 %	1,7 %
<i>Colombie-Britannique</i>	170 025	17,4 %	4,4 %
<i>Alberta</i>	156 220	16,0 %	5,3 %
<i>Manitoba</i>	150 040	15,4 %	13,5 %
<i>Saskatchewan</i>	130 190	13,3 %	13,6 %
<i>Québec</i>	79 400	8,1 %	1,1 %



<i>Nunavut</i>	22 720	2,3 %	85,2 %
<i>Terre-Neuve et Labrador</i>	18 780	1,9 %	3,7 %
<i>Territoires du Nord-Ouest</i>	18 725	1,9 %	50,5 %
<i>Nouvelle-Écosse</i>	17 015	1,7 %	1,9 %
<i>Nouveau-Brunswick</i>	16 990	1,7 %	2,4 %
<i>Yukon</i>	6 540	0,7 %	22,9 %
<i>Île-du-Prince-Édouard</i>	1 345	0,1 %	1,0 %
<b><i>Canada</i></b>	<b>976 310</b>	<b>100,0 %</b>	<b>3,3 %</b>

Les données du Recensement montrent également une augmentation lente mais constante du nombre d'Autochtones habitant dans les villes du pays. En 2001, près de la moitié des gens s'identifiant comme des Autochtones (49,1 p. 100) vivait dans des régions urbaines, contre 47 p. 100 en 1996. En même temps, la proportion d'Autochtones vivant dans les réserves ou dans d'autres communautés et peuplements autochtones a diminué de 32,7 p. 100 à 31,4 p. 100.

Un quart de la population autochtone vivait dans dix régions métropolitaines. En fait, en 2001, un total de 245 000 Autochtones, soit 25,1 p. 100, vivaient dans dix des 27 RMR du pays. Winnipeg en comptait le plus grand nombre, suivie d'Edmonton, Vancouver, Calgary, Toronto, Saskatoon, Regina, Ottawa-Hull (maintenant appelée Ottawa-Gatineau), Prince Albert et Montréal. La plus grande concentration se trouvait dans la RMR de Prince Albert, dont les 11 640 Autochtones représentaient 29,2 p. 100 de la population.

<b><i>RMR/AR</i></b>	<b><i>Population autochtone</i></b>	<b><i>% de la population totale de la RMR/AR</i></b>
<i>Winnipeg</i>	55 755	8,4 %
<i>Edmonton</i>	40 930	4,4 %
<i>Vancouver</i>	36 860	1,9 %
<i>Calgary</i>	21 915	2,3 %
<i>Toronto</i>	20 300	0,4 %
<i>Saskatoon</i>	20 275	9,1 %
<i>Regina</i>	15 685	8,3 %
<i>Ottawa-Gatineau</i>	13 485	1,3 %
<i>Prince Albert</i>	11 640	29,2 %
<i>Montréal</i>	11 085	0,3 %
<i>Victoria</i>	8 695	2,8 %
<i>Thunder Bay</i>	8 200	6,8 %
<i>Prince George</i>	7 980	9,4 %
<i>Grand Sudbury</i>	7 385	4,8 %

<i>Hamilton</i>	7 270	1,1 %
<i>Wood Buffalo</i>	6 220	14,6 %
<i>London</i>	5 640	1,3 %
<i>Sault Ste. Marie</i>	5 610	7,2 %
<i>Kamloops</i>	5 470	6,4 %
<b><i>TOTAL</i></b>	<b>310 400</b>	

Voici des renseignements et des détails géographiques supplémentaires pour chacune des trois populations d'identité autochtone :

**Premières nations :**

- La population totale était de 608 805, ou 62 p. 100 de la population d'identité autochtone.
- 22 p. 100 ont indiqué habiter en Ontario, 19 p. 100 en Colombie-Britannique et 43 p. 100 dans les trois provinces des Prairies, soit le Manitoba (15 p. 100), l'Alberta (14 p. 100) et la Saskatchewan (14 p. 100).
- Sur les 53 p. 100 ayant déclaré vivre hors réserve, 78 p. 100 vivaient dans des centres urbains et 22 p. 100 dans des endroits ruraux.
- Winnipeg avait la plus grande population (22 955), suivie de Vancouver (22 700), Edmonton (18 260), Toronto (13 785) et Saskatoon (11 290).

**Métis :**

- La population totale était de 292 310, ou 30 p. 100 de la population d'identité autochtone, une augmentation de 43 p. 100 par rapport à la population de cinq ans auparavant, la plus grande croissance en population des trois groupes autochtones.
- La plus grande population rapportée habitait l'Alberta (66 055 ou 23 p. 100), suivie par le Manitoba (56 795 ou 19 p. 100), l'Ontario (48 345 ou presque 17 p. 100), la Colombie-Britannique (44 265 ou 15 p. 100) et la Saskatchewan (43 695 ou 15 p. 100).
- Des 97 p. 100 qui habitaient à l'extérieur d'une communauté ou d'un peuplement autochtone, 70 p. 100 vivaient dans des centres urbains et 30 p. 100 dans des secteurs ruraux.
- Les cinq RMR ayant la plus grande population étaient : Winnipeg (31 395), Edmonton (21 065), Vancouver (12 505), Calgary (10 575) et Saskatoon (8 305), pour un total combiné de 29 p. 100 de la population métisse.

**Inuits :**

- La population totale était de 45 070, ou 5 p. 100 de la population d'identité autochtone.
  - La moitié de la population vivait au Nunavut (22 560 ou 50 p. 100), le Québec deuxième loin derrière (9 535 ou 21,2 p. 100), suivis par Terre-Neuve et le Labrador (4 555 ou 10,1 p. 100) et les Territoires du Nord-Ouest (3 905 ou 8,7 p. 100).
  - Les Inuits représentaient 85 p. 100 de la population totale du Nunavut.
  - Les cinq communautés ayant la plus grande population étaient : Iqaluit (3 010), Arviat (1 785), Rankin Inlet (1 680), Kuujjuaq (1 540) et Baker Lake (1 405).
  - Les Inuits représentaient 94,2 p. 100 de la population totale d'Arviat, 93,0 p. 100 de la population totale de Baker Lake, 80,2 p. 100 de la population totale de Kuujjuaq, 77,6 p. 100 de la population totale de Rankin Inlet et 57,9 p. 100 de la population totale d'Iqaluit.
  - La langue inuktitut reste vigoureuse – 70,7 p. 100 des personnes ont indiqué être en mesure de converser en inuktitut et 65,0 p. 100 ont indiqué le parler au moins régulièrement à la maison.
- **Mobilité.** Les Autochtones sont plus mobiles que les autres Canadiens. En général, dans les douze mois précédant le Recensement du 15 mai 2001, 22 p. 100 des Autochtones avaient déménagé contre seulement 14 p. 100 de leurs compatriotes non autochtones. Environ deux tiers de ceux qui avaient déménagé étaient restés dans la même communauté et environ un tiers avait changé de communauté.

La migration nette chez les Autochtones était plus importante pour les secteurs ruraux hors réserve du pays que dans les réserves, communautés et peuplements ou les secteurs urbains. Pendant cette période, les secteurs ruraux (hors réserve) du Canada ont connu une perte nette de 1,8 p. 100 due à la migration alors que les réserves, communautés et peuplements connaissaient une augmentation nette de 1,1 p. 100 et les RMR une augmentation nette de 0,4 p. 100. Ce schéma de légères augmentations nettes des mouvements au profit des réserves, communautés et peuplements et des plus grands centres urbains est une tendance observée depuis 1981.

## 8. Sélection des médias

---

*déf. : Les médias qui atteindront le plus efficacement les personnes touchées dans le cadre de ce programme de notification particulier.*

En plus des envois individuels et de la diffusion organisationnelle et communautaire, on a choisi une combinaison de placements payés de la notification à la télévision et la radio autochtones, dans les publications autochtones et les journaux grand public ainsi que, dans la phase II seulement, à la télévision grand public, pour transmettre le message aux membres du groupe. Nous avons examiné les mérites de toutes les formes de média pour cette affaire en comparant des options de calendrier.

Selon notre analyse, notre sélection de médias présente les avantages suivants :

- Des données documentées sur l'auditoire, ce qui garantit la portée chez les Autochtones.
- De multiples occasions pour les Autochtones de voir les messages.
- La diffusion d'un message télévisé accrocheur et frappant qui présentera l'information aux Autochtones à la télévision, leur principale source d'information.
- La capacité d'atteindre les Autochtones par la diffusion des notifications sur des chaînes de télévision autochtones ciblées.
- Le placement des notifications dans des publications autochtones dont la distribution comprend environ 630 Premières nations, peuplements métisses communautés inuites, centres d'amitié et divers organismes autochtones.
- Le placement des notifications dans les journaux grand public dans les secteurs à fortes populations autochtones afin d'étendre la portée, surtout auprès des personnes vivant hors des réserves et des communautés et peuplements autochtones.
- Les personnes touchées ont une version écrite de la notification à laquelle ils peuvent se reporter, qu'ils peuvent transmettre à d'autres sans distorsion et à

laquelle ils peuvent répondre facilement via le site Web ou le numéro sans frais, qui offrent une connexion à la ligne de soutien du gouvernement en cas de crise.

- Le placement des notifications à la radio autochtone, dont la portée comprend les communautés autochtones éloignées.
- Une vaste portée par la télévision grand public (phase II seulement), aussi bien sur les postes et réseaux anglophones que francophones.
- Un mélange efficace de médias et de fréquences de notification offrant aux personnes touchées diverses occasions de voir le message et d’y réagir pendant la période de notification.
- Une notification « accrocheuse » avec des graphiques frappants et un gros titre pour attirer l’attention des personnes touchées.
- La couverture *géographique* la plus grande et la plus inclusive, ce qui garantit que les personnes touchées ne sont pas exclues selon l’endroit où elles choisissent d’habiter, c.-à-d. qu’elles vivent dans des communautés autochtones ou non, dans des secteurs urbains ou ruraux.
- La couverture *démographique* la plus inclusive, ce qui garantit que les Autochtones visés en général sont effectivement atteints.

## ***9. Résumé de l'exécution du Plan***

<i>Activité</i>	<i>Phase I</i>	<i>Phase II</i>	<i>Total</i>
<i>Estimation NETTE des envois postaux aux membres connus du groupe :</i>	<i>20 000</i>	<i>40 000*</i>	<i>40 000</i>
<i>Nombre de publications autochtones :</i>	<i>Env. 36</i>	<i>Env. 36</i>	<i>Env. 36</i>
<i>Insertions dans les publications autochtones :</i>	<i>Env. 41</i>	<i>Env. 41</i>	<i>Env. 82</i>
<i>Nombre de journaux locaux et grand public :</i>	<i>35</i>	<i>35</i>	<i>35</i>
<i>Insertions dans les journaux locaux et grand public :</i>	<i>70</i>	<i>70</i>	<i>140</i>
<i>Nombre total de messages télévisés à la télévision autochtone :</i>	<i>100</i>	<i>180</i>	<i>280</i>
<i>Nombre total de PEB d'adultes de 25 ans et plus sur les réseaux de télévision grand public anglophones :</i>	<i>S.O.</i>	<i>300</i>	<i>300</i>
<i>Nombre total de PEB d'adultes de 25 ans et plus sur les réseaux de télévision grand public francophones :</i>	<i>S.O.</i>	<i>150</i>	<i>150</i>
<i>Nombre total de messages radiodiffusés à la radio autochtone, par station :</i>	<i>40</i>	<i>60</i>	<i>100</i>
<i>Circulation des publications autochtones :</i>	<i>402 697</i>	<i>402 697</i>	<i>402 697</i>
<i>Circulation des journaux grand public :</i>	<i>4 494 727</i>	<i>4 494 727</i>	<i>4 494 727</i>
<i>Expositions totales des adultes par les publications autochtones : **</i>	<i>200 000</i>	<i>200 000</i>	<i>400 000</i>

<i>Expositions totales des adultes par les journaux grand public :</i>	<i>20 000 000</i>	<i>20 000 000</i>	<i>40 000 000</i>
<i>Portée nette en pourcentage chez les Autochtones de 25 ans et plus :<sup>12</sup></i>	<i>65,7 %</i>	<i>90,8 %</i>	<i>91,1 %</i>
<i>Fréquence moyenne d'exposition des Autochtones de 25 ans et plus :</i>	<i>1,8</i>	<i>5,1</i>	<i>6,3</i>

\* Le Plan de notification de la phase II profitera des noms et adresses de membres supplémentaires du groupe obtenus grâce aux efforts de notification de la phase I.

\*\* Parce qu'une grande partie de la circulation des publications autochtones n'est pas payée et/ou n'est pas vérifiée par un organisme indépendant, nous avons déterminé de façon conservatrice que les impressions totales aux fins de calcul du lectorat est d'environ 50 p. 100 de la circulation totale et ne comprend pas les lecteurs secondaires possibles.

Ce Plan obtient une portée efficace chez les personnes touchées et donne la possibilité d'être exposés plusieurs fois aux notifications. Même si elles ne sont pas quantifiables aux fins de calcul de la portée nette totale des efforts, les impressions réalisées grâce aux calendriers de la radio et de la télévision autochtones, à la diffusion organisationnelle et communautaire, à la circulaire d'information et aux efforts du site Web s'ajouteront à la portée et à la fréquence d'exposition auprès des personnes touchées. Tout calcul possible au profit de la portée nette ou de la fréquence d'exposition moyenne à la notification sera signalé au tribunal à la conclusion des programmes.

---

<sup>12</sup> Les calculs de la portée ne comprennent pas les postes de radio autochtones ou les téléspectateurs autochtones des chaînes de télévision autochtones non mesurés, non plus que les notifications individuelles pouvant être effectuées par des organismes servant des populations précises ou des efforts de diffusion locaux. Tous ces efforts seront étroitement surveillés et, si possibles, calculés et rapportés aux tribunaux dans un rapport final sous serment afin de fournir le calcul le plus exact et le plus conservateur possible de la portée totale des programmes de notification.

## 10. Portée nette

*déf. : Nombre total de personnes différentes exposées à un média contenant une notification, énoncé en pourcentage du total.*

Nous employons les méthodologies standard de l'industrie pour éliminer les personnes atteintes en double dans des auditoires différents qui se chevauchent dans un calendrier de médias pour obtenir le total net de personnes atteintes. Les résultats du programme de notification proposé sont les suivants :

<b>Média</b>	<b>Phase I % d'Autochtones de 25 ans et plus atteints</b>	<b>Phase II % d'Autochtones de 25 ans et plus atteints</b>	<b>COMBINÉES % d'Autochtones de 25 ans et plus atteints</b>
<i>Envois postaux<sup>13</sup></i>	25,3 %	50,6 %	50,6 %*
<i>Publications autochtones</i>	38,5 %	38,5 %	38,5 %
<i>Journaux grand public</i>	25,5 %	25,5 %	27,6 %
<i>Télévision grand public</i>	S.O.	73,1 %	73,1 %
<b>COMBINÉS<sup>14</sup></b>	65,7 %	90,8 %	91,1 %

\*Effet des envois postaux supplémentaires de la phase II non incorporé à la portée totale combinée avant la conclusion du programme et la vérification de nombre net total de noms disponibles pour les envois.

Le pourcentage de la portée fourni par les seuls médias payés mesurés indique que le programme de notification sera exhaustif et très approprié aux circonstances de cette affaire. La portée sera encore améliorée par la télévision et la radio autochtones, la diffusion organisationnelle et communautaire, la circulaire

<sup>13</sup> Ne comprend pas les notifications individuelles supplémentaires qui seront distribuées aux personnes touchées par les bureaux et les organismes des Premières nations et d'autres communautés et peuplements autochtones ou distribués grâce aux efforts de diffusion communautaire. La portée des envois postaux de la phase II ne comprend pas la portée supplémentaire réalisée en joignant par courrier toutes les personnes s'étant identifiées au cours de la phase I. La portée réalisée par les envois postaux sera calculée dans le rapport final.

<sup>14</sup> Nette de la duplication entre tous les efforts. Les calculs de la portée ne comprennent pas les postes de radio autochtones ou les téléspectateurs autochtones des chaînes de télévision autochtones non mesurés, non plus que les notifications individuelles pouvant être effectuées par des organismes servant des populations précises ou des efforts de diffusion locaux. Tous ces efforts seront étroitement surveillés et, si possibles, calculés et rapportés aux tribunaux dans un rapport final sous serment afin de fournir le calcul le plus exact et le plus conservateur possible de la portée totale des programmes de notification.



d'information et les efforts liés au site Web. Les estimations de la portée pour la radio et la télévision autochtones (chez les téléspectateurs autochtones) sont incalculables en raison de l'absence de données mesurées sur l'auditoire. Les estimations de la portée sont également incalculables pour les anciens élèves plus âgés (c.-à-d. 45 ans et plus) en raison de la petite taille des échantillons des données de recherche sur les médias pour ce groupe d'âge plus restreint; toutefois, on a mis l'accent sur la sélection de médias visant les personnes plus âgées incluses dans le règlement. Par la nature de notre sélection de médias et de nos choix de programmation, on s'attend à ce que la portée chez les anciens élèves plus âgés inscrits à un recours collectif soit conforme, sinon supérieure, à la portée dans le groupe plus large de la population de 25 ans et plus qui comprend les personnes touchées et les autres membres de leur famille. Le nombre d'expositions attribuable à la diffusion organisationnelle et communautaire, à la circulaire d'information et au site Web peut être et sera calculé dans la mesure du possible au moment de notre rapport final.

Les données sur l'auditoire utilisées pour déterminer les résultats du tableau qui précède sont les mêmes que celles utilisées par les professionnels des médias pour guider les placements publicitaires de milliards de dollars que nous voyons aujourd'hui. Dans notre domaine, on se fie universellement aux statistiques et aux sources de données que nous citons : on se fie aux données d'ABC depuis 1914; 90 à 100 p. 100 des directeurs de médias utilisent la planification de la portée et de la fréquence<sup>15</sup>; tous les principaux manuels de publicité et de communication indiquent qu'il est nécessaire d'utiliser la planification de la portée et de la fréquence<sup>16</sup> et un traité de premier plan indique qu'il est *obligatoire* de l'utiliser<sup>17</sup> : « Afin d'obtenir ces renseignements essentiels, nous devons utiliser les statistiques connues sous le nom de portée et de fréquence. ». Dans le monde entier, les données sur les auditoires sont utilisées depuis des années<sup>18</sup>.

<sup>15</sup> Voir généralement Peter B. Turk, « *Effective Frequency Report: Its Use And Evaluation By Major Agency Media Department Executives* », 28 J. ADVERTISING RES. 56 (1988); Peggy J. Kreshel et al., « *How Leading Advertising Agencies Perceive Effective Reach and Frequency* », 14 J. ADVERTISING 32 (1985).

<sup>16</sup> Au nombre des manuels qui ont cerné la nécessité de la portée et de la fréquence pendant des années, on compte : JACK S. SISSORS & JIM SURMANEK, ADVERTISING MEDIA PLANNING, 57-72 (2e éd. 1982); KENT M. LANCASTER & HELEN E. KATZ, STRATEGIC MEDIA PLANNING 120-156 (1989); DONALD W. JUGENHEIMER & PETER B. TURK, ADVERTISING MEDIA 123-126 (1980); JACK Z. SISSORS & LINCOLN BUMBA, ADVERTISING MEDIA PLANNING 93-122 (4e éd. 1993); JIM SURMANEK, INTRODUCTION TO ADVERTISING MEDIA: RESEARCH, PLANNING, AND BUYING 106-187 (1993).

<sup>17</sup> AMERICAN ADVERTISING AGENCY ASSOCIATION, GUIDE TO MEDIA RESEARCH 25 (1987), révisé en 1993.

<sup>18</sup> Comme les données du PMB sur les publications et la démographie et les chiffres sur les auditoires de BBM pour la radio et la télévision au Canada, il existe beaucoup d'autres outils de données sur les auditoires particuliers à beaucoup de pays, y compris : MRI, Nielsen Media Research et Arbitron aux États-Unis; Roy Morgan; MA; MMP CIM; Estudos Marplan; NADbank; Media Project; Index Danmark/Gallup; Kansallinen Mediatutkimus; IPSOS – Presse Quotidienne; AEPM; AWA; MA; Bari/NSR; Media Analysis, Szonda IPSOS; AUDIPRESS; SUMMOSCANNER; AC Nielsen Media Readership Survey; ForBruker & Media; Norsk Medieindeks; Media Study Polonia; MediaUse; AMPS; Orvesto Consumer; MACH; Ukraine Print Survey; NRS; Simmons (SMRB),

Les tribunaux ont reconnu les mérites de cette méthodologie de quantification, même lorsqu'elle était contestée, et les principaux professionnels de la notification ont adopté ce modèle depuis que nous l'avons introduit dans le domaine de la notification des recours collectifs il y a environ 17 ans. De nombreux tribunaux canadiens ont déjà approuvé les résultats de ce Plan au point de vue du nombre de personnes touchées atteintes eu égard à un recours collectif.

## *11. Fréquence d'exposition moyenne*

---

*déf. : Les expositions qui amèneront un changement positif dans la sensibilisation, l'attitude ou l'action des personnes touchées par un calendrier des médias.*

*déf. : Fréquence moyenne – nombre de fois moyen que chaque personne atteinte pourra voir un média contenant une notification.*

Le Plan de notification est conçu pour donner aux personnes touchées la plus grande possibilité réalisable de voir, de lire et de comprendre la notification et leurs droits pour qu'elles puissent répondre si elles le désirent.

Même si ce Plan de notification doit compter sur une couverture médiatique moderne dont l'auditoire est documenté, comme on l'indique dans la présente, il assure une plus grande fréquence d'exposition qu'un programme de notification par courrier direct qui envoie une notification, une fois à membre du groupe<sup>19</sup>. Chaque personne autochtone de 25 ans et plus atteinte aura en moyenne 1,8 occasion d'être exposée à la notification pendant la phase I, 5,1 occasions pendant la phase II et 6,3 occasions au total (phases I et II combinées)<sup>20</sup>.

La fréquence d'exposition sera encore améliorée par la télévision et la radio autochtones, la diffusion organisationnelle et communautaire, la circulaire d'information et les efforts liés au site Web.

Même si les expositions supplémentaires sont importantes pour les messages du règlement, au cours de la phase I, il n'y a pas de message de présentation de réclamation et même si elles ont le droit d'être entendues, les personnes touchées n'ont aucune mesure à prendre pour demeurer dans le recours collectif. Cet important message provient du tribunal et est conçu pour fournir la notification de façon informative et compréhensible. En conséquence, les avantages présentés par une fréquence d'exposition excessive au message sont réduits pendant la phase I.

L'effort de la phase II, qui avise non seulement du droit d'exercice de l'option de refus mais également de la capacité de s'identifier et s'inscrire pour participer au processus de présentation des réclamations, exige par contre une fréquence supplémentaire de l'exposition à la notification. Cela assure des rappels concis de prendre les mesures nécessaires pour obtenir les avantages offerts en vertu d'un règlement. Cette situation est étayée par des méthodes et des principes de

---

<sup>19</sup> La portée réalisable par les programmes de notification par courrier direct varie considérablement selon l'exactitude et le caractère complet des listes des membres du groupe. Une liste complète et exacte n'est pas disponible dans le cas présent.

<sup>20</sup> Dans la terminologie standard des médias, « l'exposition » est définie comme l'ouverture ou la lecture d'une publication contenant un placement de notification.

communication bien établis. Par conséquent, l'avantage d'une exposition supplémentaire d'une personne donnée au message présenté par la couverture chevauchante assurée par les placements de la notification est très utile pendant la phase II.

## *12. Couverture géographique*

---

*déf. : Veiller à ce que les personnes touchées ne soient pas exclues simplement en raison de l'endroit où elles habitent.*

Le présent effort de notification prend des mesures pour assurer une couverture géographique équitable et étendue :

- Les envois postaux iront aux adresses des membres connus du groupe, peu importe où ils habitent maintenant.
- La télévision autochtone (APTN) est disponible dans près de 100 p. 100 des foyers autochtones dans les réserves et 85 p. 100 des foyers du Grand Nord.
- La radio autochtone, y compris les diffusions par satellite, augmente la portée et la fréquence pour les personnes autochtones de tout le Canada, y compris celles qui habitent dans les régions éloignées.
- Les publications autochtones offriront une couverture dans les 13 provinces et territoires.
- Les journaux grand public comprennent les principaux journaux dans les 19 principales RMR et AR autochtones. Deux des journaux ont une distribution nationale.
- La télévision grand public augmentera la portée dans l'ensemble du Canada.
- La circulaire d'information élargit la couverture dans l'ensemble du Canada.
- L'Internet donne accès à la notification sans égard à la géographie.

En conséquence, le Plan de notification cherche à atteindre les personnes touchées peu importe l'endroit où elles choisissent de vivre.

## ***13. Envois postaux individuels***

---

*déf. : Fait parvenir la notification directement par courrier aux personnes touchées lorsque des adresses actuelles, exactes et utilisables sont disponibles auprès des plaignants ou dans des listes commercialement disponibles.*

Une lettre personnelle identifiant le membre connu du groupe et accompagnée par des notifications sommaire et détaillée (et le formulaire d'exercice de l'option de refus à la phase II) sera envoyée aux membres du groupe figurant sur les listes fournies par l'APN, le National Consortium, le Merchant Law Group, la Société Makivik, l'Inuvialuit Regional Corporation, la Nunavut Tunngavik Incorporated, la Labrador Inuit Association, les avocats membres du Comité national de certification et tout autre avocat ayant le nom et l'adresse de membres du groupe de même qu'à une liste gouvernementale des personnes participant à des poursuites contre le gouvernement pour l'obtention de prestations d'un PEI. Le gouvernement et les églises fourniront, immédiatement après l'autorisation de procéder aux phases I et II, des listes à jour de tous les membres possibles du groupe et de leurs avocats ayant des poursuites en instance contre les défendeurs au sujet des pensionnats.

Lors de la phase I, on s'attend à poster des envois à environ 15 000 noms sur la liste de la base de données de l'APN et environ 15 000 noms dans les bases de données des avocats, ce que l'on estime représenter un nombre net de 20 000 noms ou plus uniquement grâce aux listes de l'APN et des avocats. En combinaison avec les autres listes susmentionnées, le nombre net d'adresses sera probablement encore plus élevé.

En fonction des noms supplémentaires que l'on s'attend à obtenir grâce aux efforts de notification de la phase I et au fait que les bases de données s'étofferont (p. ex. grâce aux appelants et à d'autres répondants qui donnent leur nom et leur adresse à l'administrateur), on s'attend à expédier des envois de la phase II à quelque 37 000 noms de la base de données de l'APN et à quelque 22 000 noms des bases de données des avocats. Des calculs conservateurs estiment qu'au moins 40 000 noms et adresses nets seront tirés des seules listes combinées de l'APN et des avocats. Il est tout à fait probable que la quantité nette d'adresses tirées de toutes les listes combinées lors de la phase II sera plus importante, ce qui augmentera encore la portée générale obtenue par les envois postaux individuels.

Pour les phases I et II, une notification sommaire sera envoyée par Postes Canada aux 28 000 adresses dans les trois territoires du Nord, soit le Nunavut, les

Territoires du Nord-Ouest et le Yukon. L'information sera envoyée en anglais et en français. Les adresses des listes inuites recevront les documents de notification en inuktitut et en anglais. Le Plan de notification envisage que tous les membres du groupe connus de l'administrateur ou qui s'identifient pendant la phase II recevront automatiquement un formulaire de réclamation par courrier lorsque ces formulaires deviendront disponibles.

## ***14. Envois organisationnels par courrier, courriel ou télécopieur***

---

*déf. : Atteindre les personnes touchées par l'entremise des organismes auxquels elles sont affiliées.*

Le Plan de notification cherche à fournir aux agences et organismes autochtones en contact avec les personnes touchées des renseignements à transmettre aux personnes touchées en fonction de leurs moyens. On demandera aux organismes de fournir une aide volontaire à la distribution de notifications aux personnes éventuellement touchées avec lesquelles ils traitent régulièrement de diverses façons.

Une notification sera envoyée par télécopieur aux bureaux des Premières nations pour les informer du règlement et sera accompagnée d'une notification sommaire à distribuer si possible ou à afficher publiquement à l'intention de ceux qui visitent le bureau ou d'autres endroits publics sur la réserve. Une notification sera également envoyée par télécopieur aux rédacteurs de publications et aux stations de radio.

Une trousse de notification de base sera envoyée aux bureaux des Premières nations et aux bureaux d'autres communautés et peuplements, aux Centres d'amitié, aux centres de traitement et de guérison, à la IRS Survivors' Society et ses filiales, aux organismes métis et aux associations inuites. La trousse de notification contiendra une lettre de l'administrateur et les notifications sommaire et détaillée. La lettre demandera une aide volontaire pour distribuer les notifications aux membres du groupe, afficher la notification dans un endroit public où les membres du groupe peuvent la consulter, publier la notification dans tout bulletin qu'ils publient ou inclure un lien vers le site Web du règlement sur tout site Web de l'organisme.

Des messages de courriel seront envoyés aux adresses des organismes autochtones ayant un site Web actif pour leur demander de l'aide en affichant un lien vers le site Web du règlement sur leur propre site Web.

Les notifications sommaires et détaillées appropriées seront également postées pendant les phases I et II à tous les établissements de correction et fédéraux où peuvent se trouver des anciens élèves des pensionnats. Un DVD présentant les six variations linguistiques de la notification télévisée sera distribué aux pénitenciers fédéraux aux fins de visionnement. En outre, des notifications sommaires seront



fournies à Service Canada aux fins de distribution dans tous les centres de service permanents et les bureaux d'extension temporaires.

## 15. Télévision autochtone - APTN

*déf. : Le réseau de télévision visé sur lequel les notifications seront diffusées.*

La télévision est classée comme la première source d'information par 36 p. 100 des Autochtones, plus que tout autre média. L'APTN est le seul média national touchant tous les Autochtones du Canada. Selon l'APTN, il est disponible dans presque 100 p. 100 des foyers autochtones dans les réserves et 85 p. 100 des foyers autochtones du Grand Nord. Plus de la moitié (56 p. 100) de la programmation de l'APTN est exclusive et ne peut être vue sur aucun autre réseau.

La programmation de l'APTN est offerte en différentes langues :

- 60 p. 100 en anglais
- 15 p. 100 en français
- 25 p. 100 en diverses langues autochtones

La notification sera produite sous forme d'une unité de 30 secondes pour la programmation en anglais, d'une unité de 60 secondes pour la programmation en français (pour tenir compte de la traduction) et d'unités de 30 ou 60 secondes pour la programmation dans les diverses langues autochtones, selon la longueur du message après traduction. Les notifications seront élaborées en utilisant des images et une voix hors champ.

Le calendrier comprendra plusieurs périodes de la journée pour augmenter la capacité du Plan d'atteindre des personnes ayant des habitudes d'écoute différentes. La sélection des programmes se concentrera sur les émissions les plus populaires (nouvelles et films) et les émissions ciblant des segments plus âgés des personnes touchées, ainsi que les émissions autochtones diffusées en trois blocs différents chaque jour. Voici un échantillon des programmes :

<i><b>Échantillon d'émissions autochtones :</b></i>	<i><b>Jour et heure</b></i>	<i><b>Langue</b></i>
<i>Films</i>	<i>Lun-Mer-Ven-Dim, 21 à 23h</i>	<i>Anglais</i>
<i>Films</i>	<i>Lun-Mer-Ven-Dim, 00h à 2h</i>	<i>Anglais</i>
<i>Nouvelles nationales de l'APTN</i>	<i>Lun au ven, 13h à 13h30</i>	<i>Anglais</i>
<i>Nouvelles nationales de l'APTN</i>	<i>Lun au ven, 19h à 19h30</i>	<i>Anglais</i>
<i>Nouvelles nationales de l'APTN – Contact</i>	<i>Ven, 19h30 à 20h30</i>	<i>Anglais</i>
<i>Nouvelles de fin de soirée de l'APTN</i>	<i>Lun au ven, 2h30 à 3h</i>	<i>Anglais</i>
<i>Notre Peuple</i>	<i>À déterminer</i>	<i>Français</i>
<i>Nunavut Elders</i>	<i>À déterminer</i>	<i>Inuktitut</i>

<i>Labradorimiut</i>	<i>À déterminer</i>	<i>Inuktitut</i>
<i>Our Déné Elders</i>	<i>À déterminer</i>	<i>Déné</i>
<i>Maamuitaau</i>	<i>À déterminer</i>	<i>Cri</i>
<i>Nunavimiut</i>	<i>À déterminer</i>	<i>Inuktitut</i>
<i>Dab Iyiuu</i>	<i>À déterminer</i>	<i>Cri</i>
<i>Innu Aitun</i>	<i>À déterminer</i>	<i>Innu</i>

- ***Phase I :***

- Calendrier de deux semaines.
- Environ 50 messages seront diffusés par semaine.
- Environ 100 messages au total.
- Les messages seront diffusés en plusieurs langues : environ 33 fois en français et en langues autochtones.

- ***Phase II :***

- Calendrier de trois semaines.
- Environ 60 messages seront diffusés par semaine.
- Environ 180 messages au total.
- Les messages seront diffusés en plusieurs langues : environ 58 fois en français et en langues autochtones.

## ***16. Radio autochtone***

---

*déf. : Les stations et réseaux de radiodiffusion ciblés sur lesquels les notifications seront diffusées.*

---

La radio est également un média fortement utilisé par les Autochtones. En fait, selon les données du PMB, les Autochtones de 25 ans et plus ont 39 p. 100 plus de chances d'écouter beaucoup de radio que les adultes canadiens de 25 ans et plus en général.

La radio autochtone est diffusée partout au Canada et on achètera des unités de 60 secondes à au moins 90 stations de radio autochtone, listés ci-après.

Les calendriers comprendront des notifications en anglais, en français et en langues autochtones, selon la langue appropriée à chaque station ou réseau de radio.

- Phase I : Calendrier de deux semaines avec environ 20 messages par station par semaine; environ 40 messages au total.
- Phase II : Calendrier de trois semaines avec environ 20 messages par station par semaine; environ 60 messages au total.

### **Aboriginal Multimedia Society of Alberta (AMMSA) - CFWE-FM**

- Couvre toute la province de l'Alberta à l'exception d'Edmonton et de Calgary; la couverture la plus importante est dans les secteurs ruraux.
- Diffuse dans près de 150 communautés de tout le Canada grâce au satellite Anik E2.
- Diffuse de la musique autochtone et country.
- Toute la programmation est en anglais.

### **Réseau James Bay Cree Communications Society (JBCCS)**

- Diffuse dans environ neuf communautés du Nord du Québec, surtout en cri.
- Le réseau comporte neuf stations.

### **Réseau Missinipi Broadcasting Corporation (MBC)**

- Offre le plus grand auditoire adulte de tous les postes de radio couvrant le Nord de la Saskatchewan et de plus en plus de communautés dans le Sud de la Saskatchewan.
- Le réseau comporte environ 59 stations.
- A un auditoire possible de plus de 47 000 personnes dans les secteurs de Prince Albert, Meadow Lake et La Ronge et un auditoire

quotidien/hebdomadaire régulier connu de plus de 32 000 personnes dans le reste du Nord de la Saskatchewan.

- Diffuse dans plus de 70 communautés en Saskatchewan, y compris les principaux centres urbains.
- Les auditeurs sont plurilingues – 64 p. 100 parlent cri et anglais, 22 p. 100 parlent déné et anglais et 98 p. 100 des auditeurs parlent anglais.
- Offre au moins dix heures de programmation en cri et dix heures de programmation en déné par semaine et s'efforce d'intégrer les langues partout, des émissions spéciales aux reportages en direct d'événements en passant par les concours, le contenu commercial et plus.
- La programmation comprend les nouvelles et les événements communautaires, souvent en trois langues.

#### **Réseau Native Communications Inc. (NCI)**

- Couvre 98 p. 100 de la province du Manitoba et atteint plus de 70 communautés.
- Le réseau comporte environ 57 stations.
- La programmation comprend les succès country pendant la journée et aux heures de pointe et les classiques du country, du hip hop, etc. la fin de semaine.
- La programmation est principalement en anglais; les publicités sont acceptées en anglais, en ojibway (la principale langue autochtone au Manitoba) et en cri.

#### **Native Communications Society of the Western Northwest Territories (CKLB-FM)**

- Diffuse dans 28 communautés des Territoires du Nord-Ouest.
- Diffuse de la musique autochtone et country.
- La programmation comprend les nouvelles locales, les événements communautaires et les reportages spéciaux, souvent en trois langues (anglais et divers dialectes déné).

#### **Northern Native Broadcasting - Terrace (CFNR-FM)**

- Diffuse dans 55 communautés, dont environ 35 sont des Premières nations, dans le Centre et le Nord de la Colombie-Britannique et dans certaines parties du Yukon.
- Diffuse des classiques du rock et des nouvelles de sport en anglais, y compris le basket-ball autochtone, le hockey des Canucks de Vancouver et le football des Lions de la Colombie-Britannique.

### **Northern Native Broadcasting - Yukon (CHON-FM)**

- Diffuse dans 25 communautés du Yukon, dans l'Ouest des Territoires du Nord-Ouest et dans de petites régions du Nord de la Colombie-Britannique.
- Diffuse principalement de la musique country avec des émissions qui proposent d'autres types de musique, des nouvelles, la météo et des nouvelles de sport ainsi que certaines émissions en langue autochtone, y compris le gwich'in.
- Presque tous les auditeurs parlent anglais.

### **OKalaKatiget Society (CKOK Radio).**

- Diffuse dans sept communautés de la Côte-Nord et de la région de Melville Lake du Labrador.
- Offre diverses émissions, y compris les nouvelles, des histoires des aînés, des émissions pour enfants, de la musique en anglais et en inuktitut, communiqués d'intérêt public, messes, etc. en anglais et en inuktitut.
- Fait la promotion de la culture inuite 20 heures par semaine.

### **Réseau de la Société de Communications Atikamekw Montagnais (SOCAM)**

- Diffuse dans 14 communautés, dont 11 sont innu et 3 sont atikamekw, dans le Centre et le Nord du Québec et au Labrador.
- Le réseau compte environ 12 stations.
- 85 p. 100 de la programmation est en langue autochtone (principalement l'innu et l'atikamekw); la langue seconde est le français dans la région du Québec et l'anglais dans la région du Labrador.

### **Taqramiut Nipingat Ltd. (TNI).**

- Diffuse dans les 14 communautés du Nunavik.
- La programmation comprend les nouvelles, de la musique traditionnelle et moderne, du gospel et de la musique spirituelle, des questions familiales, etc.
- Doit fournir la notification en anglais ou en français et en inuktitut.

### **Réseau radiophonique de la Wawatay Native Communications Society (WRN)**

- Diffuse dans 40 communautés en Ontario.
- Offre divers programmes faisant la promotion de la culture et de la langue autochtones.
- Presque toute la programmation est en oji-cri et en cri de la côte, avec une petite partie en anglais.

## 17. Publications autochtones

*déf. : Les publications ciblées dans lesquelles paraîtront les notifications.*

Les publications autochtones incluses dans le Plan de notification visent particulièrement les personnes touchées. Elles donnent les nouvelles locales et régionales, entre autres sur les questions, les personnes et les événements autochtones. Les Autochtones de 25 ans et plus ont 8 p. 100 plus de chances d'avoir lu un journal communautaire dans les sept derniers jours que la population générale des Canadiens de 25 ans et plus.

Elles couvrent tout le Canada et plus de 630 Premières nations, peuplements métis, communautés inuites, Centres d'amitié, commerces autochtones, écoles et organismes de même que divers organismes gouvernementaux et de santé.

Les plans de la phase I et II comprennent une unité d'une pleine page dans environ 36 publications. Dans les publications bilingues, plusieurs notifications paraîtront, l'une en anglais ou en français et les autres dans le ou les langues autochtones utilisées par la publication :

<i>Publication</i>	<i>Couverture</i>	<i>Province ou territoire</i>	<i>Parution</i>	<i>Fréq.</i>	<i>Langue des publicités</i>
<i>Aboriginal Times</i>	<i>Nationale</i>		<i>Bimestrielle</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>
<i>First Nation Voices</i>	<i>Nationale</i>		<i>2 fois l'an</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>
<i>First Perspective</i>	<i>Nationale</i>		<i>Mensuelle</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>
<i>Windspeaker</i>	<i>Nationale</i>		<i>Mensuelle</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>
<i>Windspeaker Business Quarterly</i>	<i>Nationale</i>		<i>Mensuelle</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>
<i>Native Journal</i>	<i>Nationale</i>		<i>Mensuelle</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>
<i>Alberta Native News</i>	<i>Régionale</i>	<i>Alberta</i>	<i>Mensuelle</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>
<i>Alberta Sweetgrass</i>	<i>Régionale</i>	<i>Alberta</i>	<i>Mensuelle</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>
<i>Ha-Shilth-Sa</i>	<i>Régionale</i>	<i>Colombie-Britannique</i>	<i>25 fois l'an</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>
<i>Kahtou News</i>	<i>Régionale</i>	<i>Colombie-Britannique</i>	<i>Mensuelle</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>
<i>Secwepemc News</i>	<i>Régionale</i>	<i>Colombie-Britannique</i>	<i>Mensuelle</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>
<i>Western Native News</i>	<i>Régionale</i>	<i>Colombie-Britannique, Yukon</i>	<i>Mensuelle</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>

<i>First Nations Drum</i>	<i>Régionale</i>	<i>Est du Canada</i>	<i>Mensuelle</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>
<i>Natotawin</i>	<i>Régionale</i>	<i>Manitoba</i>	<i>Hebdomadaire</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>
<i>The Drum</i>	<i>Régionale</i>	<i>Manitoba</i>	<i>Mensuelle</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>
<i>Whispering Pines</i>	<i>Régionale</i>	<i>Manitoba</i>	<i>Trimestrielle</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>
<i>Deh Cho Drum</i>	<i>Régionale</i>	<i>Territoires du Nord-Ouest</i>	<i>Hebdomadaire (jeu)</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>
<i>Inuvik Drum</i>	<i>Régionale</i>	<i>Territoires du Nord-Ouest</i>	<i>Hebdomadaire (jeu)</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>
<i>L'Aiglon</i>	<i>Régionale</i>	<i>Territoires du Nord-Ouest</i>	<i>Hebdomadaire (ven)</i>	<i>1</i>	<i>Français</i>
<i>Nunatsiaq News</i>	<i>Régionale</i>	<i>Territoires du Nord-Ouest, Nunavut, Québec</i>	<i>Hebdomadaire (ven)</i>	<i>2</i>	<i>Anglais, inuktitut, inuttitut, innuinaqtun</i>
<i>NWT News/North</i>	<i>Régionale</i>	<i>Territoires du Nord-Ouest</i>	<i>Hebdomadaire (lun)</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>
<i>The Hay River Hub</i>	<i>Régionale</i>	<i>Territoires du Nord-Ouest</i>	<i>Hebdomadaire (mer)</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>
<i>Tusaayaksat</i>	<i>Régionale</i>	<i>Territoires du Nord-Ouest</i>	<i>Bimensuelle</i>	<i>2</i>	<i>Anglais et siglit</i>
<i>The Slave River Journal</i>	<i>Régionale</i>	<i>Territoires du Nord-Ouest, Alberta</i>	<i>Hebdomadaire (mer)</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>
<i>Mi'kmaq-Maliseet Nations News</i>	<i>Régionale</i>	<i>Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Î.-P.-É., Terre-Neuve, N.-E. du Québec</i>	<i>Mensuelle</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>
<i>Kivalliq News</i>	<i>Régionale</i>	<i>Nunavut</i>	<i>Hebdomadaire (mer)</i>	<i>2</i>	<i>Anglais et inuktitut</i>
<i>Nunavut News/North</i>	<i>Régionale</i>	<i>Nunavut</i>	<i>Hebdomadaire (lun)</i>	<i>2</i>	<i>Anglais, inuktitut et innuinaqtun</i>
<i>Turtle Island News</i>	<i>Nationale</i>	<i>Ontario</i>	<i>Hebdomadaire (mer)</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>
<i>Anishinabek News</i>	<i>Régionale</i>	<i>Ontario</i>	<i>11 fois l'an</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>
<i>Tansi News</i>	<i>Régionale</i>	<i>Ontario</i>	<i>Mensuelle</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>
<i>Tekawennake</i>	<i>Régionale</i>	<i>Ontario</i>	<i>Hebdomadaire (mer)</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>



<i>Wawatay News</i>	<i>Régionale</i>	<i>Ontario</i>	<i>Toutes les deux semaines</i>	<i>2</i>	<i>Anglais et oji-cri</i>
<i>Eastern Door</i>	<i>Régionale</i>	<i>Québec</i>	<i>Hebdomadaire (ven)</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>
<i>The Nation</i>	<i>Régionale</i>	<i>Québec et Ontario</i>	<i>Bimestrielle</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>
<i>Saskatchewan Sage</i>	<i>Régionale</i>	<i>Saskatchewan</i>	<i>Mensuelle</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>
<i>Opportunity North</i>	<i>Régionale</i>	<i>Saskatchewan</i>	<i>Bimestrielle</i>	<i>1</i>	<i>Anglais</i>
<b><i>TOTAL</i></b>				<b><i>41</i></b>	

Remarque : les publications réelles sont sujettes à changement selon leur disponibilité au moment du placement.

## 18. Données sur la circulation des publications autochtones

déf. : Le nombre total de copies distribuées par tous les moyens (abonnement, kiosque, gros).

On estime la circulation totale des publications autochtones à plus de 400 000 copies :

<i>Publication</i>	<i>Circulation totale</i>
<i>Aboriginal Times</i>	<i>100 000</i>
<i>First Nations Drum</i>	<i>35 000</i>
<i>Windspeaker Business Quarterly</i>	<i>30 000</i>
<i>Windspeaker</i>	<i>25 000</i>
<i>Native Journal</i>	<i>15 000</i>
<i>The Drum</i>	<i>15 000</i>
<i>Turtle Island News</i>	<i>15 000</i>
<i>Alberta Native News</i>	<i>14 000</i>
<i>Kahtou News</i>	<i>12 041</i>
<i>First Perspective</i>	<i>10 000</i>
<i>Opportunity North</i>	<i>10 000</i>
<i>Western Native News</i>	<i>10 000</i>
<i>Anishinabek News</i>	<i>10 000</i>
<i>Tansi News</i>	<i>10 000</i>
<i>NWT News/North</i>	<i>9 672</i>
<i>Wawatay News</i>	<i>9 300</i>
<i>Alberta Sweetgrass</i>	<i>7 000</i>
<i>The Nation</i>	<i>7 000</i>
<i>Saskatchewan Sage</i>	<i>7 000</i>
<i>Secwepemc News</i>	<i>6 500</i>
<i>Nunavut News/North</i>	<i>6 213</i>
<i>Nunatsiaq News</i>	<i>6 000</i>
<i>First Nation Voices</i>	<i>5 000</i>
<i>Mi'kmaq-Maliseet Nations News</i>	<i>5 000</i>
<i>Ha-Shilth-Sa</i>	<i>3 200</i>

<i>The Hay River Hub</i>	2 542
<i>Whispering Pines</i>	2 500
<i>Tekawennake</i>	2 500
<i>Eastern Door</i>	2 500
<i>Tusaayaksat</i>	1 700
<i>Kivalliq News</i>	1 643
<i>Deh Cho Drum</i>	1 532
<i>Inuvik Drum</i>	1 470
<i>The Slave River Journal</i>	1 384
<i>Natotawin</i>	1 000
<i>L'Aquilon</i>	1 000
<b><i>TOTAL</i></b>	<b>402 697</b>

En réalité, plus de lecteurs que ceux qui achètent ou reçoivent les numéros en circulation ouvrent et lisent réellement une publication. Beaucoup de lecteurs secondaires voient la notification loin de chez eux, par exemple : chez un ami, au bureau du médecin ou d'un organisme de santé, à un Centre d'amitié ou une autre agence, au travail grâce à des collègues qui le prêtent, etc. L'exposition dans un environnement différent peut augmenter le niveau d'attention et le potentiel de réponse. Il est également bénéfique que le lectorat ait tendance à croître avec le temps après la date de publication. C'est la preuve que l'on peut se reporter aux numéros en tout temps, ce qui donne aux lecteurs une occasion plus longue et soutenue d'apprendre l'existence de la notification.

En tenant compte de ces lecteurs supplémentaires, nous estimons que les expositions totales du lectorat adulte aux notifications dans ces publications pourraient se chiffrer à 800 000 ou plus. Toutefois, parce que la plupart des chiffres de circulation susmentionnés ne sont pas vérifiés par un tiers indépendant et qu'une grande partie de cette circulation n'est pas payée, nous n'avons pas tenu compte des lecteurs secondaires ou des chiffres de circulation complets dans nos calculs de la portée.

## 19. Journaux grand public

déf. : Les journaux grand public dans lesquels les notifications paraîtront.

Les journaux grand public inclus dans les plans de notification des phases I et II augmenteront la portée, surtout chez les personnes touchées qui ne demeurent pas dans des réserves ou d'autres communautés et peuplements autochtones.

Le plan des phases I et II comprend deux insertions dans 31 journaux grand public quotidiens ainsi que deux insertions dans quatre journaux communautaires distribués dans des régions à grande concentration d'Autochtones, pour un total de 70 insertions. Les quotidiens choisis circulent dans les 19 RMR et AR ayant la plus grande population autochtone, où habitent environ 45 p. 100 de la population autochtone canadienne demeurant à l'extérieur des réserves ou d'autres communautés ou peuplements autochtones, plus deux journaux des RMR québécoises. Une notification sommaire d'environ un tiers de page sera placée dans les journaux grand format et d'environ trois quarts de page dans les journaux petit format.

<i>Journal</i>	<i>Ville/région</i>	<i>Province</i>	<i>Fréquence</i>
<i>Calgary Herald</i>	<i>Calgary</i>	<i>Alberta</i>	2
<i>Calgary Sun</i>	<i>Calgary</i>	<i>Alberta</i>	2
<i>Edmonton Journal</i>	<i>Edmonton</i>	<i>Alberta</i>	2
<i>Edmonton Sun</i>	<i>Edmonton</i>	<i>Alberta</i>	2
<i>Kamloops Daily News</i>	<i>Kamloops</i>	<i>Colombie-Britannique</i>	2
<i>Prince George Citizen</i>	<i>Prince George</i>	<i>Colombie-Britannique</i>	2
<i>Vancouver Province</i>	<i>Vancouver</i>	<i>Colombie-Britannique</i>	2
<i>Vancouver Sun</i>	<i>Vancouver</i>	<i>Colombie-Britannique</i>	2
<i>Victoria Times Colonist</i>	<i>Victoria</i>	<i>Colombie-Britannique</i>	2
<i>Winnipeg Free Press</i>	<i>Winnipeg</i>	<i>Manitoba</i>	2
<i>Winnipeg Sun</i>	<i>Winnipeg</i>	<i>Manitoba</i>	2
<i>Ottawa Le Droit</i>	<i>Ottawa</i>	<i>Ontario</i>	2
<i>Sudbury Star</i>	<i>Grand Sudbury</i>	<i>Ontario</i>	2
<i>Hamilton Spectator</i>	<i>Hamilton</i>	<i>Ontario</i>	2
<i>London Free Press</i>	<i>London</i>	<i>Ontario</i>	2
<i>Ottawa Citizen</i>	<i>Ottawa</i>	<i>Ontario</i>	2
<i>Ottawa Sun</i>	<i>Ottawa</i>	<i>Ontario</i>	2

<i>Sault Ste Marie Star</i>	<i>Sault Ste. Marie</i>	<i>Ontario</i>	<i>2</i>
<i>Thunder Bay Chronicle-Journal</i>	<i>Thunder Bay</i>	<i>Ontario</i>	<i>2</i>
<i>The Globe and Mail</i>	<i>Toronto</i>	<i>Ontario</i>	<i>2</i>
<i>The National Post</i>	<i>Toronto</i>	<i>Ontario</i>	<i>2</i>
<i>Toronto Star</i>	<i>Toronto</i>	<i>Ontario</i>	<i>2</i>
<i>Toronto Sun</i>	<i>Toronto</i>	<i>Ontario</i>	<i>2</i>
<i>La Presse</i>	<i>Montréal</i>	<i>Québec</i>	<i>2</i>
<i>Le Journal de Montréal</i>	<i>Montréal</i>	<i>Québec</i>	<i>2</i>
<i>The Montreal Gazette</i>	<i>Montréal</i>	<i>Québec</i>	<i>2</i>
<i>Le Journal de Québec</i>	<i>Québec</i>	<i>Québec</i>	<i>2</i>
<i>Le Soleil</i>	<i>Québec</i>	<i>Québec</i>	<i>2</i>
<i>Prince Albert Daily Herald</i>	<i>Prince Albert</i>	<i>Saskatchewan</i>	<i>2</i>
<i>Regina Leader-Post</i>	<i>Regina</i>	<i>Saskatchewan</i>	<i>2</i>
<i>Saskatoon Star Phoenix</i>	<i>Saskatoon</i>	<i>Saskatchewan</i>	<i>2</i>
<i>Klondike Sun</i>	<i>Dawson City</i>	<i>Yukon</i>	<i>2</i>
<i>L'Aurore Boréale</i>	<i>Whitehorse</i>	<i>Yukon</i>	<i>2</i>
<i>Whitehorse Star</i>	<i>Whitehorse</i>	<i>Yukon</i>	<i>2</i>
<i>Yukon News</i>	<i>Whitehorse</i>	<i>Yukon</i>	<i>2</i>
<b><i>TOTAL</i></b>			<b><i>70</i></b>

## *20. Données sur la circulation des journaux grand public*

---

déf. : Le nombre total de copies vendues par tous les moyens (abonnement, kiosque, gros).

---

La circulation totale des journaux grand public est de plus de quatre millions de copies. En tenant compte des lecteurs supplémentaires par copie, selon les mesures du PMB, et des deux insertions dans chaque journal, nous avons déterminé que les expositions totales d'adultes pourraient se chiffrer à 20 millions ou plus.

<i>Journal</i>	<i>Circulation</i>
<i>Toronto Star</i>	<i>644 280</i>
<i>The Globe and Mail</i>	<i>395 516</i>
<i>Toronto Sun</i>	<i>341 626</i>
<i>Le Journal de Montréal</i>	<i>319 201</i>
<i>La Presse (Montréal)</i>	<i>268 651</i>
<i>The National Post</i>	<i>268 739</i>
<i>Vancouver Sun</i>	<i>218 880</i>
<i>Vancouver Province</i>	<i>181 304</i>
<i>Winnipeg Free Press</i>	<i>164 106</i>
<i>Ottawa Citizen</i>	<i>156 657</i>
<i>The Montreal Gazette</i>	<i>153 016</i>
<i>Edmonton Journal</i>	<i>143 312</i>
<i>Calgary Herald</i>	<i>140 728</i>
<i>Le Journal de Québec</i>	<i>122 109</i>
<i>Hamilton Spectator</i>	<i>115 302</i>
<i>Le Soleil (Québec)</i>	<i>113 400</i>
<i>London Free Press</i>	<i>104 285</i>
<i>Edmonton Sun</i>	<i>95 826</i>
<i>Calgary Sun</i>	<i>91 219</i>
<i>Victoria Times Colonist</i>	<i>78 451</i>
<i>Saskatoon Star Phoenix</i>	<i>60 499</i>
<i>Regina Leader-Post</i>	<i>55 218</i>
<i>Ottawa Sun</i>	<i>52 544</i>

<i>Winnipeg Sun</i>	<i>52 197</i>
<i>Ottawa Le Droit</i>	<i>39 100</i>
<i>Thunder Bay Chronicle-Journal</i>	<i>31 224</i>
<i>Sault Ste Marie Star</i>	<i>18 957</i>
<i>Sudbury Star</i>	<i>18 710</i>
<i>Prince George Citizen</i>	<i>15 489</i>
<i>Kamloops Daily News</i>	<i>12 651</i>
<i>Yukon News</i>	<i>8 100</i>
<i>Prince Albert Daily Herald</i>	<i>7 377</i>
<i>Whitehorse Star</i>	<i>4 303</i>
<i>L'Aurore Boréale</i>	<i>1 000</i>
<i>Klondike Sun</i>	<i>750</i>
<b><i>TOTAL</i></b>	<b><i>4 494 727</i></b>

## ***21. Positionnement de la notification***

---

*déf. : Insérer les notifications à des endroits dans le média qui aideront à capter l'attention des personnes touchées.*

Tous les placements de notification dans les publications ne sont pas égaux. Nous pouvons et nous allons prendre soin de placer la notification à certains endroits dans chaque publication afin d'avoir le plus de chances d'avoir un grand lectorat.

Positionner les placements de notifications dans la section principale des nouvelles aidera à garantir que tout au long du calendrier des médias, le plus grand nombre possible de personnes touchées verront la notification.

Sans égard au positionnement, les notifications sont conçues pour être très visibles et remarquables. Dans les publications autochtones, les notifications paraîtront sous forme d'unités d'une pleine page. Dans les journaux grand public, les notifications paraîtront généralement sous forme d'unités de trois quarts de page dans les journaux petit format et d'unités d'un tiers de page dans les journaux grand format. Des unités aussi grandes sur une page assureront une plus grande attention et une meilleure compréhension de la part des lecteurs.



## 22. Télévision grand public – Phase II

déf. : Les réseaux de télévision dans lesquels les notifications seront diffusées.

La télévision grand public est un média à grande portée qui assure l'exposition des personnes touchées peu importe l'endroit où elles vivent (c.-à-d. dans une communauté autochtone, un secteur rural ou un secteur urbain). Selon les données du PMB, les Autochtones de 25 ans et plus ont 66 p. 100 plus de chances d'être de grands consommateurs de télévision que la population générale de 25 ans et plus du Canada.

Voici les réseaux envisagés :

- CBC (anglais)
- CTV (anglais)
- Global Television (anglais)
- Radio-Canada (CBC en français)
- TVA (français)
- Réseaux câblés ayant une grande portée chez les Autochtones (p. ex. Discovery Channel)

Des unités de 30 secondes en anglais et de 60 secondes en français (plus longues pour tenir compte de la traduction) apparaîtront dans divers intervalles de temps et dans diverses émissions, avec un accent particulier sur les émissions ciblant les anciens étudiants plus âgés. On cherchera à obtenir environ 100 points d'exposition bruts (PEB) d'adultes de 25 ans et plus par semaine sur trois semaines sur les réseaux anglophones et environ 50 PEB d'adultes de 25 ans et plus par semaine sur trois semaines sur les réseaux francophones.

Voici un exemple de mélange d'intervalles de temps de télévision :

<i>Intervalle de temps</i>	<i>PEB A25+ anglais</i>	<i>Allocation des PEB anglais</i>	<i>PEB A25+ français</i>	<i>Allocation des PEB français</i>
<i>Jour</i>	<i>60</i>	<i>20 %</i>	<i>30</i>	<i>20 %</i>
<i>Nouvelles de début de soirée</i>	<i>60</i>	<i>20 %</i>	<i>30</i>	<i>20 %</i>
<i>Pointe</i>	<i>120</i>	<i>40 %</i>	<i>60</i>	<i>40 %</i>
<i>Après-pointe</i>	<i>30</i>	<i>10 %</i>	<i>15</i>	<i>10 %</i>
<i>Câble</i>	<i>30</i>	<i>10 %</i>	<i>15</i>	<i>10 %</i>

<b><i>Total pour 3 semaines</i></b>	<b><i>300</i></b>	<b><i>100 %</i></b>	<b><i>150</i></b>	<b><i>100 %</i></b>
---	-------------------	---------------------	-------------------	---------------------

## 23. Circulaire d'information

---

*déf. : Obtenir l'exposition non payée (et autre) des renseignements approuvés par le tribunal sur la notification au moyen d'articles de nouvelles.*

Les activités médiatiques gagnées (c.-à-d. les efforts pour présenter un énoncé juste et neutre de l'effort de notification au moyen d'une circulaire d'information plutôt que de publicités payées) joueront un rôle important et aideront à faire connaître, par l'intermédiaire de distributeurs de nouvelles crédibles, ces questions importantes (le calendrier des auditions et, plus tard, l'échéance et le processus de l'option de refus). Les efforts médiatiques gagnés peuvent également générer une couverture par les médias électroniques.

À chaque phase, une circulaire d'information neutre et approuvée par les tribunaux sera transmise à plus de 390 bureaux de presse dans tout le Canada. Une circulaire d'information joue un rôle potentiellement important, offrant une exposition supplémentaire de la notification en plus de celle assurée par les médias payés. Il n'y a aucune garantie qu'il en résultera un article, mais dans l'affirmative, les personnes touchées auront d'autres occasions d'apprendre que leurs droits sont en jeu dans des médias d'information crédibles, ce qui améliorera leur compréhension.

Dans la phase II, la circulaire d'information sera émise dans la semaine suivant l'autorisation de lancement du programme (ou dans la semaine suivant la levée de la suspension, selon la dernière éventualité). Pour l'instant, on prévoit que cette journée sera le 22 mars 2007. Si possible, les autres communiqués de presse concernant le lancement de la phase II que les diverses parties pourraient souhaiter publier devraient être publiés à cette date ou plus tard en vue de maximiser l'intérêt des médias d'information dans le lancement de la phase II, à une date où les notifications approuvées par le tribunal sont prêtes sur le site Web ou disponibles au centre d'appels.

Une liste partielle des bureaux de presse qui recevront la circulaire d'information est jointe à l'**annexe 3**.

## 24. Activités Internet

---

*déf. : Prestation de la notification par l'Internet et les services en ligne.*

---

Les Autochtones utilisent de plus en plus l'Internet et de plus en plus de communautés autochtones auparavant incapables de se connecter ont maintenant accès à l'Internet. Selon le PMB, les Autochtones de 12 ans et plus ont 7 p. 100 plus de chances d'être de grands utilisateurs d'Internet que la population générale de 12 ans et plus du Canada. En outre, plus de la moitié (53,8 p. 100) des Autochtones de 12 ans et plus ont accédé à l'Internet ou au World Wide Web au cours du dernier mois<sup>21</sup>. Nous reconnaissons le fait que le segment plus âgé de la population autochtone n'utilise probablement pas l'Internet autant que le segment plus jeune. Toutefois, la grande utilisation d'Internet par les Autochtones est sans doute due au fait que la population autochtone est plus jeune que la population canadienne générale et que l'utilisation de l'Internet est affectée par l'âge. Néanmoins, il serait irréalisable de ne pas inclure un site Web d'information dans le programme.

Les tactiques relatives aux médias en ligne sont les suivantes:

- Un site Web neutre et informatif ayant un nom de domaine facile à retenir où les personnes touchées pourront obtenir des renseignements supplémentaires sur le règlement proposé, les dates et les documents importants. Le site Web sera disponible en anglais, en français et en inuktitut.
- Une page « Communiquez avec nous » permettant aux personnes touchées de poser des questions ou de formuler des commentaires à l'intention de l'administrateur et permettant aux organismes de demander des documents de notification pour distribuer aux membres de leur communauté.
- Pendant la phase I, les membres du groupe peuvent présenter leurs objections à l'administrateur au moyen du site Web.
- Pendant la phase II, la capacité des personnes touchées de s'inscrire pour recevoir un formulaire de réclamation par courrier quand il sera prêt et la capacité de télécharger un formulaire d'exercice de l'option de refus.

---

<sup>21</sup> Les données du PMB sur l'utilisation de l'Internet par les Autochtones de 25 ans et plus n'ont pas été utilisées parce que les données ont été jugées relativement instables en raison d'une faible base.

- Une adresse de site Web affichée en évidence sur tous les documents de notification.
- Un nom de domaine facile à retenir comme [www.residentialschoolsettlement.ca](http://www.residentialschoolsettlement.ca). Le même nom avec un « s » à la fin de « school » a été acquis et réacheminé vers ce site par mesure de protection supplémentaire et les versions « .com » ont également été réacheminées vers ce site pour une plus grande assurance que les personnes ne manqueront pas le site si elles ne le prennent pas correctement en note ou si elles le tapent incorrectement.
- Enregistrer des mots-clés auprès des principaux moteurs de recherche comme Yahoo!, WebCrawler et AltaVista afin d'aider à faire apparaître le site au haut des listes de recherche pour de nombreux mots-clés.
- On cherchera à faire mettre des liens sur les principaux sites Web, y compris les sites des organismes autochtones, les sites gouvernementaux appropriés, etc.

## ***25. Diffusion communautaire – Phase II***

---

*déf. : Distribution en personne de la notification dans les communautés.*

Pendant la phase II, le Plan de notification s'intégrera aux efforts locaux de diffusion communautaire qui seront entrepris pour fournir l'élément critique de la distribution en personne des notifications de l'option de refus au plus grand nombre d'anciens élèves et de membres de leur famille qu'il est raisonnablement possible de joindre. Ces efforts locaux, qui doivent être conçus et exécutés principalement par l'APN, divers organismes inuits et peut-être d'autres organismes, fourniront une exposition supplémentaire à la notification en plus de celle assurée par les envois postaux et les médias payés mesurables et permettra d'expliquer de vive voix les notifications et de répondre aux questions de base sur le règlement et sur les droits et options des membres du groupe.

Les plans de diffusion communautaire doivent inclure une formation pour éduquer les gestionnaires et les agents sur le terrain sur leurs responsabilités et leur rôle dans la diffusion des notifications, entre autres s'assurer qu'ils comprennent clairement le règlement et le contenu des notifications.

Hilsoft Notifications assurera la coordination avec le gouvernement et avec les personnes et organismes autorisés à mettre en œuvre les programmes de diffusion communautaires (les « agents de mise en œuvre ») de manière à garantir que les programmes 1) seront synchronisés avec le présent Plan de notification et l'appuieront efficacement et 2) fourniront des données quantitatives sur la distribution de la notification susceptibles d'être utilisées en conjonction avec notre rapport final sur le caractère adéquat général de la notification. En particulier :

- Les agents de mise en œuvre doivent quantifier et communiquer le nombre de notifications distribuées. On doit évaluer si la diffusion communautaire a réussi à aider à satisfaire les exigences des tribunaux relatives au Plan de notification par le pourcentage net d'anciens élèves qui ont reçu la notification grâce aux efforts de diffusion communautaire.
- Toutes les statistiques communiquées par les agents de mise en œuvre doivent distinguer le plus possible les anciens élèves et les membres de la famille d'anciens élèves.

- Les agents de mise en œuvre doivent suivre et enregistrer les présences et s'assurer que chaque personne présente reçoit une trousse de notification.
- Les agents de mise en œuvre doivent organiser des réunions communautaires en « groupe » autant que possible de manière à ce que les visites dans chaque communauté soient le plus efficace possible et ainsi permettre de couvrir davantage de communautés.
- Les efforts doivent être équilibrés sur le plan géographique. La diffusion doit être conçue pour être équitable et ne pas offrir un traitement spécial aux personnes vivant dans de grands groupes, par exemple.
- Hilsoft Notifications doit assister en personne à la ou aux réunions « de lancement » de la formation initiale avec les dirigeants régionaux, provinciaux et territoriaux (« gestionnaires de terrain ») des efforts de diffusion pour aider à leur présenter et à leur expliquer l'information contenue dans les notifications.
- Les questions courantes posées dans les communautés doivent être enregistrées et communiquées régulièrement à l'administrateur des réponses par l'intermédiaire des avocats pour que l'administrateur puisse les connaître et préparer des réponses uniformes. Une personne désignée par l'administrateur doit servir de point de contact pour les gestionnaires de terrain qui reçoivent des questions auxquelles ils ne savent pas comment répondre afin que l'administrateur puisse leur fournir des instructions sur la manière dont ces questions sont traitées au centre d'appels. L'administrateur doit, à son tour, tenir et communiquer aux gestionnaires de terrain les scripts de « réponse aux questions courantes » qu'il a fait approuver par les avocats pour couvrir toutes les questions soulevées au centre d'appels et exigeant d'autres renseignements que ceux fournis dans la notification sommaire ou détaillée.
- Les « agents » des programmes de diffusion doivent indiquer clairement aux membres du groupe qu'ils ne sont pas autorisés à accepter directement les formulaires d'exercice de l'option de refus. Les formulaires d'exercice de l'option de refus doivent impérativement être envoyés par les membres du groupe directement à l'adresse d'exercice de l'option de refus de l'administrateur.

- Avant le lancement de la diffusion communautaire, les agents de mise en œuvre doivent préciser les quantités, par langue, de notifications sommaires, de notifications détaillées et de formulaires d'exercice de l'option de refus dont ils auront besoin pour que l'administrateur puisse remplir les commandes lors du processus d'impression initial et les envoyer aux endroits demandés. Les options de langue de ces documents sont l'anglais, le français et l'inuktitut.
- Les agents de mise en œuvre n'ont pas besoin de suivre les taux de participation (c.-à-d. les demandes de formulaires de réclamation) ou les statistiques sur l'exercice de l'option de refus. Ces données seront suivies par l'administrateur de la notification grâce au nombre de formulaires qu'il reçoit.
- Les programmes de diffusion communautaire ne doivent inclure aucune publicité et aucun message d'intérêt public au sujet du règlement et des options des membres du groupe, puisque les notifications approuvées par le tribunal seront diffusées largement dans pratiquement tous les médias autochtones locaux et nationaux et dans un vaste éventail de médias généraux (y compris la télévision grand public), pour ainsi éviter toute possibilité de messages contradictoires.



## ***26. Stratégie de conception de la notification***

---

Les notifications seront rédigées et conçues de manière à encourager les personnes touchées à lire et comprendre le message. Les notifications transmettent un message clair décrivant de façon claire et concise les droits des personnes touchées en langage ordinaire.

La conception et le contenu sont conformes aux notifications approuvées par de nombreux tribunaux, dont des tribunaux canadiens.

La conception et le contenu sont conformes aux normes les plus élevées de communication des droits juridiques aux membres de groupes du monde entier. Ils sont conformes aux normes incorporées aux exemples de notifications « modèles » que nous avons rédigées pour le *Federal Judicial Center* américain à la demande du comité consultatif sur les règles civiles de la conférence judiciaire des États-Unis (Advisory Committee on Civil Rules of the Judicial Conference of the United States), disponibles au [www.fjc.gov](http://www.fjc.gov). M. Hilsee a fait valoir que ces normes sont applicables sans égard aux frontières nationales, y compris devant les tribunaux canadiens. En fait, les tribunaux canadiens ont reconnu l'importance de communications simples, claires et bien conçues au moyen des notifications.

- ***Les titres en gras captent l'attention.*** Les titres des notifications informent immédiatement même les lecteurs inattentifs susceptibles d'être inclus dans le règlement du fait qu'ils doivent lire la notification et de la raison de son importance. Les pensionnats constitueront une référence reconnaissable pour les personnes touchées et le message de guérison aidera les lecteurs à donner suite aux notifications et à permettre aux tribunaux de communiquer avec eux en utilisant une approche sensible et respectueuse.
- ***Taille de la notification.*** Les notifications paraîtront en page pleine dans les publications autochtones, en environ un tiers de page dans les journaux grand public grand format et en environ trois quarts de page dans les journaux grand public petit format. Ces tailles dominantes mettront en évidence l'importance du message et garantiront que les notifications seront remarquées même par les lecteurs inattentifs.
- ***Approche visuelle à la télévision et dans les médias imprimés.*** Les images culturellement pertinentes de la plume d'aigle, qui symbolise la guérison, et

d'un Quilliq que l'on allume, qui symbolise la lumière et la chaleur de la famille et de la communauté, sont purement publicitaires et servent de graphiques intéressants aidant à distinguer les notifications des autres publicités et, ce qui est encore plus important, donnent un ton respectueux et sensible à la lecture et au visionnement de notifications traitant d'un sujet difficile.

- ***Langage ordinaire.*** Chacune des notifications énonce de façon claire et concise l'information en langage ordinaire facile à comprendre pour que les personnes touchées puissent comprendre efficacement les notifications.
- ***La conception des notifications informe les lecteurs de leur importance juridique, ce qui leur donne de la crédibilité.*** La conception des notifications garantit que les lecteurs sauront que la communication donne des renseignements légitimes et importants sur les mesures qu'ils peuvent prendre et qu'il ne s'agit pas de publicités commerciales cherchant à leur vendre quelque chose.
- ***Caractère complet.*** La notification sommaire complète explique tous les renseignements essentiels sur les droits des personnes touchées. Aucun renseignement important n'est omis. Ceux qui choisissent de ne lire que la notification sommaire auront acquis beaucoup de connaissances sur leurs droits et leurs options. La notification détaillée, qui sera postée et facilement disponible pour ceux qui en font la demande, fournira de plus amples renseignements mais restera claire et concise, donc conviviale et facile à lire. L'utilisation de la notification sommaire pour les envois postaux s'appuie sur les avantages liés au lectorat que l'on sait pouvoir tirer de la prestation de notifications simples, claires et concises, conformes aux normes modernes les plus élevées en matière de notification, de même que sur l'expérience en communications qui démontre que ces messages font l'objet d'une lecture et d'un suivi plus attentifs.
- ***Site Web et numéro sans frais en évidence.*** La notification invite les lecteurs à répondre en offrant aux personnes touchées des mécanismes simples et pratiques pour obtenir de plus amples renseignements si elles le désirent. Le numéro sans frais offre une connexion à une ligne de soutien émotionnel du gouvernement.
- ***Traduction en français et en langues autochtones.*** Les documents de notification seront traduits dans la langue appropriée au placement dans les

médias, les objectifs liés au langage ordinaire étant également applicables à ces autres langues.

## ***27. Formules provisoires de notification***

---

L'**annexe 2** du présent Plan de notification contient des formules provisoires de toutes les notifications de la phase II :

- Les lettres accompagnées des notifications qui seront envoyées aux personnes touchées connues et à leurs avocats et les lettres qui seront envoyées aux organismes pour leur demander de l'aide dans la distribution des notifications.
- L'extérieur de l'enveloppe d'expédition qui montrera comment la conception et le contenu garantiront que les destinataires en comprendront la pertinence et l'importance.
- La notification sommaire telle qu'elle paraîtra dans les journaux grand public et les publications autochtones et qu'elle sera postée aux personnes touchées connues. Différentes versions de la notification sommaire permettent aux personnes connues de l'administrateur de simplement attendre un formulaire de réclamation et aux personnes inconnues de l'administrateur d'en demander un en s'inscrivant pour qu'on leur en envoie un dès qu'il sera prêt.
- La notification détaillée qui apparaîtra sur le site Web et qui sera postée aux personnes touchées connues de même qu'aux personnes qui en auront fait la demande après avoir lu une notification sommaire. Différentes versions de la notification détaillée permettent aux personnes connues de l'administrateur de simplement attendre un formulaire de réclamation et aux personnes inconnues de l'administrateur d'en demander un en s'inscrivant pour qu'on leur en envoie un dès qu'il sera prêt.
- Le script du message télévisé de 30 secondes en anglais qui sera produit et distribué à l'APTN et aux réseaux de télévision grand public (il sera produit sous forme de message de 60 secondes en français, en raison de l'expansion prise en durée lors de la traduction vers le français, et sous forme de message de 30 ou 60 secondes en diverses langues autochtones, selon la langue et la longueur du texte traduit).
- Les scripts des messages radiodiffusés de 30 et 60 secondes qui seront produits et distribués aux réseaux et aux postes de radio autochtones.

- La circulaire d'information neutre qui sera transmise aux bureaux de presse de tout le Canada de même qu'aux organismes et à d'autres tiers.
- La page du site Web où les personnes touchées peuvent obtenir des renseignements et des documents supplémentaires au sujet du règlement, y compris la convention de règlement, une notification détaillée, un formulaire d'exercice de l'option de refus, une demande de formulaire de réclamation lorsqu'il sera disponible ainsi que d'autres renseignements, à l'adresse Internet [www.residentialschoolsettlement.ca](http://www.residentialschoolsettlement.ca)

## **Traitement des Paiements d'expérience commune (PEC)**

1. Les demandes peuvent être faites en personne à un centre de Service Canada ou par un agent du Programme d'accès dans la communauté du demandeur. Une demande peut aussi être faite par courrier à Service Canada.
2. Service Canada et des organismes partenaires fourniront :
  - des renseignements généraux sur le PEC, y compris la demande et le processus de traitement du PEC; et
  - des renseignements sur les endroits et les heures où de l'aide peut être offerte dans ou près de la communauté du client, de même que l'horaire du Programme d'accès.

Des demandeurs ou leurs représentants personnels peuvent localiser le centre de Service Canada le plus près en appelant au 1-800 O-Canada ou en consultant le site Web de Service Canada ([www.servicecanada.gc.ca](http://www.servicecanada.gc.ca)).
3. Tous les formulaires de demande sont enregistrés la journée de leur réception par Service Canada. Les paiements sont versés, pour des demandes valides, dans les 35 jours suivant la réception des demandes, l'objectif étant que 80% de ceux-ci seraient versés dans les 28 jours. Les demandes qui requièrent plus de recherche pourront prendre plus de temps de traitement.
4. Service Canada :
  - note la date de réception et s'assure que la demande est complète;
  - confirme que le demandeur est identifié conformément au formulaire de demande;
  - confirme la déclaration de résidence faite dans le formulaire de demande du PEC en le comparant aux données fournies par le Bureau de Résolution des questions des pensionnats indiens Canada.
5. Service Canada verse les paiements pour les demandes validées. Toutes les autres sont envoyées au Bureau de Résolution des questions des pensionnats indiens Canada pour recherche supplémentaire.
6. Lorsqu'une demande n'est pas jugée valide, en tout ou en partie, BRPQIC demande à Service Canada d'informer le demandeur par écrit des raisons de la décision et du processus par lequel le demandeur peut en appeler de la décision auprès du CAN.
7. Service Canada maintient un registre du nombre de demandes qui sont complètement valides, valides en partie et non valides et transmet ces renseignements à RQPIC et au CAN mensuellement ou ainsi que CAN, RQPIC et Service Canada en décideront.

**ANNEXE « M »**

**CONVENTION DE FINANCEMENT**

**FONDATION AUTOCHTONE DE GUÉRISON**

**– et –**

**SA MAJESTÉ LA REINE DU  
CHEF DU CANADA, REPRÉSENTÉE  
PAR LE MINISTRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN  
ET INTERLOCUTEUR FÉDÉRAL AUPRÈS DES MÉTIS ET DES  
INDIENS NON INSCRITS**

## Table des matières

### TABLE DES MATIÈRES

<b>ARTICLE I – DÉFINITIONS</b>	.....
1.01 Définitions	.....
<b>ARTICLE II – DÉCLARATIONS ET GARANTIES</b>	.....
2.01 Déclarations de la Fondation	.....
2.02 Déclarations et garanties de Sa Majesté	.....
2.03 Survie ...	.....
2.04 Expiration.....	.....
<b>ARTICLE III – SUBVENTION</b>	.....
3.01 Subvention.....	.....
3.02 Subvention supplémentaire.....	.....
3.03	.....
<b>ARTICLE IV – INVESTISSEMENT ET GESTION DES FONDS</b>	.....
4.01 Critère de l'administrateur prudent.....	.....
4.02 Comité d'investissement	.....
4.03 Investissement des fonds	.....
4.04 Politique d'investissement.....	.....
4.05 Conseiller financier et gestionnaire de portefeuille.....	.....
4.06 Conflits d'intérêts concernant la gestion des investissements.....	.....
4.07 Emprunts.....	.....
4.08 Limites quantitatives des avoirs placés.....	.....
4.09 Avoirs investis dans des devises étrangères.....	.....
4.10 Échéance des titres.....	.....
4.11 Investissements autorisés.....	.....
4.12 Transactions et investissements interdits.....	.....
<b>ARTICLE V – FRAIS GÉNÉRAUX ET D'ADMINISTRATION</b>	.....
5.01 Frais généraux et d'administration	.....
5.02 Rémunération	.....



## **ARTICLE VI – BÉNÉFICIAIRES ADMISSIBLES.....**

- 6.01 Bénéficiaires admissibles.....
- 6.02 Bénéficiaires exclus – niveau fédéral .....
- 6.03 Bénéficiaires exclus – niveau provincial et territorial .....
- 6.04 Bénéficiaires exclus – filiales de la Fondation autochtone de guérison....
- 6.05 Dons.....

## **ARTICLE VII – PROJETS ADMISSIBLES ET COÛTS ADMISSIBLES.....**

- 7.01 Projets admissibles .....
- 7.02 Critères obligatoires .....
- 7.03 Critères généraux .....
- 7.04 Contenu de la demande .....
- 7.05 Coûts admissibles .....
- 7.06 Coûts non admissibles .....

## **ARTICLE VIII – AUTRES CONTRIBUTIONS.....**

- 8.01 Autres contributions .....

## **ARTICLE IX – ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS.....**

- 9.01 Engagements .....
- 9.02 Décaissements.....
- 9.03 Lignes directrices sur le financement .....
- 9.04 Avances et paiements .....
- 9.05 Paiements périodiques .....

## **ARTICLE X – ENGAGEMENTS DE LA FONDATION.....**

- 10.01 Engagements de la Fondation .....

## **ARTICLE XI – ASPECTS FINANCIERS ET VÉRIFICATIONS.....**

- 11.01 Livres comptables .....
- 11.02 Vérificateur .....
- 11.03 Conduite de la vérification .....
- 11.04 Comité de vérification .....
- 11.05 Rapport annuel.....
- 11.06 Communications publiques et obligation de rendre compte.....
- 11.07 Liquidation .....
- 11.08 Langues officielles .....

11.09	Conflits d'intérêts .....
11.10	Plan d'affaires.....
11.11	Vérification de gestion.....
11.12	Droit du ministre et du vérificateur général à la vérification.....
11.13	Évaluation du programme.....
11.14	Droit du ministre d'effectuer une évaluation du programme.....
11.15	Manquement.....
11.16	Délai de rectification.....

## **ARTICLE XII – ARBITRAGE.....**

12.01	Arbitrage.....
12.02	Pouvoirs de l'arbitre.....
12.03	Transfert de fonds à un tiers.....
12.04	Coûts de l'arbitrage.....

## **ARTICLE XIII – CONFIDENTIALITÉ.....**

13.01	Confidentialité .....
-------	-----------------------

## **ARTICLE XIV – QUESTIONS D'INTERPRÉTATION ET CONVENTIONS.....**

14.01	Genre et nombre .....
14.02	Titres.....
14.03	Renvois.....
14.04	Calcul des délais de prescription.....
14.05	Exécution les jours fériés .....
14.06	Références .....

## **ARTICLE XV – DIVERS.....**

15.01	Divisibilité .....
15.02	Modifications .....
15.03	Rencontres des parties .....
15.04	Dérogations .....
15.05	Lois applicables .....
15.06	Intégralité de la convention.....
15.07	Indemnisation et limitation de responsabilité .....
15.07.01	Limitation de la responsabilité découlant de la Charte et des lois sur les droits de la personne.....
15.07.02	Survie .....
15.08	Autres assurances .....
15.09	Avis.....
15.10	Rigueur des délais.....
15.11	Tiers bénéficiaires.....
15.12	Cession et successeurs.....

15.13	Relations entre les parties.....
15.14	Recours cumulatifs.....
15.15	Coûts et indemnités de dépenses .....
15.16	Signature en plusieurs exemplaires.....
15.17	Retards justifiables.....
15.18	Personnes exclues.....
15.19	Lobbyistes.....

## CONVENTION DE FINANCEMENT

LA PRÉSENTE CONVENTION a été conclue le \_\_\_\_\_ jour  
\_\_\_\_\_ 2006,

ENTRE :

LA FONDATION AUTOCHTONE DE GUÉRISON, société constituée en vertu de la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*, Statuts révisés du Canada de 1970, chapitre C-32, représentée aux présentes par un de ses dirigeants dûment autorisé (« la Fondation »)

D'UNE PART,

-et-

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA, représentée par LE MINISTRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN ET INTERLOCUTEUR FÉDÉRAL AUPRÈS DES MÉTIS ET DES INDIENS NON INSCRITS (« Sa Majesté »),

D'AUTRE PART.

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada a dévoilé une nouvelle stratégie nationale sur les affaires autochtones intitulée « Rassembler nos forces – Plan d'action du Canada pour les questions autochtones » qui comprend notamment des projets visant à renouveler le partenariat avec les peuples autochtones;

ATTENDU QU'un élément du plan d'action prévoit l'élaboration d'une stratégie de guérison visant à répondre aux besoins des Autochtones affectés par les séquelles des pensionnats indiens, y compris les répercussions intergénérationnelles;

ATTENDU QUE, dans le but d'amorcer l'élaboration de la stratégie de guérison, le gouvernement du Canada est prêt à conclure la présente convention avec la Fondation;

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada est prêt à financer la Fondation dans le but de répondre aux besoins de guérison des Autochtones affectés par les séquelles des pensionnats indiens, y compris les répercussions intergénérationnelles, en appuyant la

guérison holistique et communautaire afin de répondre aux besoins des individus, des familles et des collectivités, dont les communautés d'intérêts:

ATTENDU QUE les mesures suivantes sont reconnues comme des exemples de moyens que peut prendre la Fondation afin d'atteindre l'objectif :

- a) promotion de liens avec les autres programmes de services sociaux et de santé des gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et autochtones;
- b) attention particulière à la détection précoce et à la prévention des répercussions intergénérationnelles des abus sexuels et physiques;
- c) reconnaissance des besoins particuliers, notamment ceux des aînés, des jeunes et des femmes;
- d) promotion de l'acquisition, par les collectivités, de la capacité de satisfaire leurs besoins de guérison à long terme;

ATTENDU QUE la Fondation a été établie dans le but d'appuyer financièrement les bénéficiaires admissibles pour des projets admissibles afin de répondre aux besoins de guérison des Autochtones affectés par les séquelles des pensionnats indiens, y compris les répercussions intergénérationnelles;

ATTENDU QUE la Fondation et Sa Majesté souhaitent que la présente convention établisse leur entente sur les modalités en vertu desquelles la Fondation gèrera et investira les fonds reçus ainsi que les conditions en vertu desquelles la Fondation déterminera à qui elle distribuera ces fonds d'une manière juste et équitable en tenant compte de la réalité géographique et démographique et de la répartition à travers le Canada de ceux et celles qui ont fréquenté les pensionnats indiens et de ceux et celles qui sont affectés par les séquelles des pensionnats indiens, y compris les répercussions intergénérationnelles, et en les respectant;

ET ATTENDU QUE la Fondation et Sa Majesté souhaitent que les fonds ne servent pas à reproduire les programmes, les activités ou les services fournis ou financés par les gouvernements fédéral, provinciaux ou territoriaux;

ET ATTENDU QUE Sa Majesté a conclu une Convention de règlement en vue de résoudre la question des pensionnats indiens, y compris les répercussions intergénérationnelles, Convention qui prévoit l'octroi d'une subvention à la Fondation;

EN CONSÉQUENCE, et en considération de ce qui précède et des conventions, promesses et engagements mutuels contenus dans les présentes et de la réception d'autres contreparties à titre onéreux dont elles prennent acte, les parties conviennent de ce qui suit.

## ARTICLE I – DÉFINITIONS

**1.01 Définitions** Sauf disposition contraire, les définitions qui suivent s'appliquent à la présente convention:

« Administrateur » Personne qui fait partie du conseil, y compris le président.

« Année financière » L'année financière de la Fondation telle que définie conformément à ses règlements.

« Autochtones » Membres d'un peuple autochtone au sens de l'art. 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*, étant entendu qu'une personne qui est un Inuit, un Métis ou un membre des Premières Nations vivant dans une réserve ou hors réserve est un Autochtone, qu'il soit ou non inscrit en vertu de la *Loi sur les Indiens*.

« Autorité administrative » Tout gouvernement ou entité gouvernementale, administrative ou de réglementation, ministère, autorité, commission, agent du tribunal ou agence ayant compétence.

« Bénéficiaire admissible » Organisme situé au Canada ou particulier résidant au Canada qui réalise ou qui, de l'avis du conseil, est apte à réaliser des projets visant à répondre aux besoins de guérison des Autochtones affectés par les séquelles des pensionnats indiens, y compris les répercussions intergénérationnelles.

« Communautaire » Ce qui répond aux besoins des collectivités autochtones en matière de guérison, y compris les communautés d'intérêts.

« Communauté d'intérêts » Groupe, collectif, association, personne morale, rassemblement ou autre groupement d'Autochtones.

« Conseil » Le conseil d'administration de la Fondation tel que constitué à l'occasion.

« Convention de financement » La présente convention régissant la relation entre les parties aux présentes, y compris toutes les annexes et pièces à l'appui ainsi que toute modification aux présentes ou à leur égard.

« Convention de règlement » La Convention de règlement de la question des pensionnats indiens signée par les représentants du Canada, les demandeurs, l'Assemblée des Premières nations, les organisations inuits, le Synode général de l'Église anglicane du Canada, l'Église presbytérienne au Canada, l'Église-Unie du Canada et les entités catholiques.

« Coût admissible » Les coûts de fonctionnement, de gestion et d'administration d'un projet admissible en vertu des dispositions des paragraphes 7.05 et 7.06.

« Date de mise en œuvre » S'entend au sens de la Convention de règlement.

« Fondation » La Fondation autochtone de guérison, organisme sans but lucratif constitué en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes* dans le but de répondre aux besoins de guérison des Autochtones affectés par les séquelles des pensionnats indiens, y compris les répercussions intergénérationnelles.

« Fonds » La subvention de 350 000 000 \$ de Sa Majesté à la Fondation, toute subvention supplémentaire reçue de Sa Majesté et tout revenu généré par l'investissement des subventions.

« Jour ouvrable » Tout jour d'une année, autre qu'un samedi, un dimanche ou tout jour où les banques sont tenues de fermer ou autorisées à le faire, à Ottawa (Ontario).

« LGFP » La *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R.C. 1985, ch. F-11.

« Loi » La *Loi sur les corporations canadiennes*, S.R.C. 1970, ch. 32.

« Loi sur l'arbitrage » La *Loi sur l'arbitrage commercial*, L.R.C. 1985, ch. 34.6.

« Membre » Un membre de la Fondation élu ou nommé à l'occasion conformément à la *Loi* et aux lettres patentes et règlements de la

Fondation, aussi longtemps que la personne demeure membre de la Fondation.

« Ministre » Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur auprès des Métis et des Indiens non inscrits.

« Organisme sans but lucratif » Corporation, société, association, organisme ou groupement qui n'est pas exploité dans un but lucratif et dont aucune partie des revenus n'est versée à ses propriétaires, à ses membres ou à ses actionnaires ni autrement mis à leur disposition.

« Partie » La Fondation ou Sa Majesté représentée par le ministre, selon le contexte, et « parties » s'entend des deux.

« Pensionnats indiens » S'entend au sens de la Convention de règlement, étant entendu que sont visés les établissements inclus dans la Convention de règlement.

« Personne » Tout particulier, société de personnes, société en commandite, entreprise en participation, syndicat, entreprise individuelle, société ou personne morale avec ou sans capital-actions, fiducie, fiduciaire, exécuteur, administrateur ou autre mandataire, association non constituée en personne morale, institut, institution ou autorité administrative ainsi désigné ou constitué et les autres noms en tenant lieu ont une signification aussi générale.

« Président » Le président du conseil.

« Projet admissible » Projet qui est ou doit être réalisé pour répondre aux besoins de guérison des Autochtones affectés par les séquelles des pensionnats indiens, y compris les répercussions intergénérationnelles.

« Séquelles des pensionnats indiens » Les effets négatifs directs et indirects des abus sexuels et physiques subis dans les pensionnats indiens, y compris les répercussions intergénérationnelles, sur les individus, les familles et les collectivités, dont les communautés d'intérêts.

« Résolution extraordinaire des membres » Résolution adoptée aux deux tiers au moins des voix exprimées par les membres ayant voté sur la résolution lors d'une assemblée des membres ou signée par tous les membres habilités à voter sur la résolution.

« Valeurs mobilières admissibles » Valeurs mobilières comprises dans les catégories de valeurs mobilières dans lesquelles la Fondation peut investir les fonds conformément à l'annexe 4.02 de la convention de financement.



« Vérificateur » Le vérificateur de la Fondation nommé en vertu de l'alinéa 11.02 1).

## ARTICLE II – DÉCLARATIONS ET GARANTIES

**2.01 Déclarations de la Fondation** La Fondation déclare et garantit ce qui suit à Sa Majesté :

- a) elle est en règle en vertu des lois du Canada et de chaque province et territoire dans lequel elle doit être immatriculée;
- b) elle a le pouvoir (en tant que personne morale et autrement) de posséder ses actifs et de mener les activités prévues dans la présente convention de financement;
- c) la signature et la remise de la présente convention de financement par la Fondation et la réalisation par la Fondation de toutes les activités prévues aux présentes ont été dûment autorisées selon toutes les formalités corporatives exigées;
- d) elle est pleinement habilitée à signer et à délivrer la présente convention de financement et à remplir les obligations qu'elle lui impose;
- e) elle a et continuera d'avoir un conseil formé de personnes qui représentent les intérêts des Autochtones et qui possèdent la compétence, les aptitudes et les qualités nécessaires pour assumer les obligations de la Fondation en vertu de la présente convention de financement, ce qui peut comprendre notamment :
  - (i) de l'expertise dans le domaine de la guérison et des finances;
  - (ii) la représentativité régionale;
  - (iii) la fréquentation des pensionnats indiens;
  - (iv) des compétences et des qualités personnelles.
- f) la fondation reconnaît que :
  - (i) le conseil se compose en tout temps d'une majorité de membres qui ne sont pas des représentants ou mandataires du gouvernement fédéral; et
  - (ii) les représentants ou mandataires du gouvernement fédéral ne doivent pas représenter la majorité du nombre requis pour obtenir le quorum ou pour prendre une décision de la Fondation, de ses membres, du conseil ou d'un de ses

comités, ou pour se conformer aux lettres patentes et règlements;

- g) la présente convention de financement lie juridiquement la Fondation et est exécutoire contre elle conformément aux stipulations qu'elle prévoit, cette exécution étant assujettie à l'exercice de recours en cas de faillite, d'insolvabilité et de réorganisation, aux autres lois touchant généralement l'exercice des droits des créanciers et au pouvoir discrétionnaire d'un tribunal d'ordonner l'exécution en nature ou d'autres réparations en equity, sous réserve des pouvoirs de l'arbitre prévus à l'article XII;
- h) la signature et la délivrance de la présente convention de financement par la Fondation et l'exécution par la Fondation de ses obligations en vertu des présentes,
  - (i) ne violeront les dispositions d'aucune loi applicable;
  - (ii) ne violeront pas les dispositions de la charte, des règlements ou de tout autre document de gouvernance d'entreprise de la Fondation ni les dispositions de toute résolution du conseil ou des membres de la Fondation;
  - (iii) ne violeront aucun jugement, décret, ordonnance ou sentence d'un tribunal, d'une autorité administrative ou d'un arbitre;
  - (iv) n'entreront pas en conflit avec quelque licence, permis, concession, franchise, contrat synallagmatique, hypothèque, bail, contrat de location d'équipement, contrat ou acte de fiducie que ce soit ou tout autre instrument ou contrat liant la Fondation, n'entraîneront la violation ou la résiliation d'aucune clause importante ou disposition de tels engagements, ni ne constitueront une inexécution ou n'emporteront exigibilité immédiate en vertu de tels engagements;

et ni la signification d'un avis ou non, ou le passage du temps, ou les deux, ne permettra de déroger à ces dispositions.
- i) la Fondation ne fait l'objet d'aucune action, poursuite, enquête ou autre procédure en cours ni n'en est menacée, à sa connaissance, et il n'existe aucune ordonnance ou jugement d'un tribunal ou d'une autorité administrative quelconque qui pourrait nuire de façon importante aux activités prévues dans la *Loi* et la présente convention de financement.

**2.02 Déclarations et garanties de Sa Majesté** Sa Majesté déclare et garantit ce qui suit à la Fondation :

- a) la signature et la remise de la présente convention de financement par sa Majesté et la réalisation par Sa Majesté de toutes les activités prévues dans les présentes ont été dûment autorisées;
- b) Sa Majesté est pleinement habilitée à signer et à remettre la présente convention de financement et à remplir les obligations qu'elle lui impose;
- c) la présente convention de financement lie juridiquement Sa Majesté et est exécutoire contre elle conformément aux stipulations qu'elle prévoit, sous réserve du pouvoir discrétionnaire d'un tribunal d'ordonner l'exécution en nature ou d'autres réparations en equity, sous réserve des pouvoirs de l'arbitre prévus à l'article XII.

**2.03 Survie** Toutes les déclarations et les garanties survivront à la signature de la présente convention de financement jusqu'au dixième (10<sup>e</sup>) anniversaire de cette signature ou une date antérieure fixée par entente mutuelle entre les parties.

**2.04 Expiration** La présente convention de financement prendra fin au moment où :

- a) la Fondation ne possède plus de fonds;
- b) les bénéficiaires admissibles auront rendu compte de tous les fonds reçus de la Fondation à la satisfaction de celle-ci;
- c) la Fondation aura rempli toutes ses obligations en vertu de la présente convention de financement.

### **ARTICLE III – SUBVENTION**

**3.01 Subvention** Sa Majesté a versé à la Fondation un montant de 350 000 000 \$ au cours de l'année financière 1998-1999 du gouvernement fédéral.

**3.02 Subvention supplémentaire** Sa Majesté a versé à la Fondation un montant de 40 000 000 \$ le 31 mars 2005.

**3.03** Sa Majesté versera à la Fondation un montant de 125 000 000 \$ payable à la date de mise en œuvre de la Convention de règlement. Le ministre ne paiera aucun intérêt sur ce montant. La Fondation convient de garder, d'investir, de gérer et de verser la subvention supplémentaire conformément à la convention de financement.

## ARTICLE IV – INVESTISSEMENT ET GESTION DES FONDS

**4.01 Critère de l'administrateur prudent** La Fondation investit et gère les fonds selon les politiques, normes et marches à suivre en matière d'investissement qu'une personne prudente appliquerait lorsqu'elle prend des décisions d'investissement pour les biens d'autrui.

**4.02 Comité d'investissement** La Fondation crée un comité (le « comité d'investissement ») qui supervise toutes les questions relatives à la gestion de l'investissement des fonds. Le comité d'investissement est composé d'au moins trois administrateurs qui ne sont ni des cadres ni des employés de la Fondation. Les membres du comité d'investissement doivent connaître le domaine financier et posséder des connaissances étendues ou une vaste expérience dans le domaine des placements.

### **4.03 Investissement des fonds**

Sans que soit limitée la portée générale du paragraphe 4.01, la Fondation doit s'assurer que la partie des fonds qui n'a pas été déboursée ou engagée est investie conformément au critère de l'administrateur prudent. Les décisions en matière d'investissement doivent être prises avec pour objectif principal de préserver le capital pour faire face aux déboursés futurs.

En attendant que le conseil approuve la politique d'investissement et nomme un conseiller en placement pour le fonds, le comité d'investissement s'assure que le principal du fonds est placé à court terme dans des valeurs liquides et à faible risque, libellées en devises canadiennes.

### **4.04 Politique d'investissement**

(1) Le comité d'investissement doit rédiger une politique d'investissement concernant le portefeuille de placement des fonds, qui doit être approuvée par le conseil. Le comité doit veiller à ce que le conseil soit périodiquement tenu au courant de tout risque financier important auquel la Fondation est confrontée, y compris des conséquences d'importantes pertes d'investissements possibles d'une partie ou du total des fonds. La politique d'investissement doit faire l'objet d'une révision au moins une fois par année. Elle doit comprendre les volets suivants :

- a) objectifs et attentes à long terme relativement au taux de rendement;

- b) politique de diversification du portefeuille de placement, entre autres diverses limites quantitatives relativement aux investissements;
  - c) stratégie de répartition de l'actif, y compris les écarts spécifiques des fluctuations à court terme pour chaque catégorie d'actif et la composition de l'actif qu'on vise à long terme;
  - d) instruments de placement et activités commerciales qui sont permis;
  - e) Instruments de placement et activités commerciales qui sont interdits;
  - f) politique en matière de liquidités indiquant de quelle manière les besoins de la Fondation en matière de liquidités seront pris en considération;
  - g) politiques relatives à la gestion des risques faisant état de procédures de gestion et d'atténuation des divers types de risques auxquels la Fondation pourrait faire face;
  - h) politique relative au prêt de sommes d'argent ou de valeurs; et
  - i) mesure du rendement et suivi.
- (2) Le comité d'investissement élabore et approuve également une stratégie d'investissement dans laquelle sont décrits les moyens grâce auxquels la Fondation pourra mettre en application de façon optimale la politique d'investissement. La stratégie doit définir le style de gestion des placements, par exemple gestion active par rapport à gestion passive, de même que les instruments spécifiques de placement qui seront utilisés. La stratégie d'investissement doit faire l'objet d'une révision au moins une fois par année.

**4.05 Conseiller financier et gestionnaire de portefeuille** Le comité d'investissement doit recommander au conseil, à des fins d'approbation, la nomination d'un ou de plusieurs conseillers financiers externes, indépendants, qui donneront des conseils en matière d'investissements. Le comité d'investissement peut également recommander au conseil de nommer un ou plusieurs gestionnaires professionnels de portefeuille qui investiront les fonds conformément à la politique et à la stratégie d'investissement.

**4.06 Conflits d'intérêts concernant la gestion des investissements** Le conseil s'assure que tous les conseillers financiers ou gestionnaires de

portefeuille qui collaborent à la gestion des investissements des fonds divulguent, par écrit, en temps opportun, la nature et l'étendue de leur intérêt, y compris tout intérêt important, dans une entité qui est partie à une transaction conclue avec la Fondation.

Le conseil s'assure également que les politiques et procédures de la Fondation en matière de conflits d'intérêts contiennent des dispositions sur le vote, les transactions interdites, la divulgation continue et les normes d'évitement.

**4.07 Emprunts** La Fondation ne doit pas emprunter de l'argent, émettre un titre de créance ou garantir une créance contractée par une autre entité.

#### **4.08 Limites quantitatives des avoirs placés**

- a) Les investissements dans des valeurs émises par quelque entité, ou par deux ou plusieurs entités associées, ne doivent pas dépasser 10 % des actifs du portefeuille de placement.
- b) Le sous-alinéa 4.08 a) ne s'applique pas :
  - (i) aux investissements dans des valeurs émises par le gouvernement du Canada ou par le gouvernement d'une province, ou dans des valeurs qui sont pleinement garanties par l'un ou l'autre gouvernement;
  - (ii) à un indice ou fond réservé, mutuel ou commun, quel qu'il soit.
- c) La valeur totale des investissements dans des titres auxquels au moins une des agences de cotation reconnues a attribué la cote de crédit « A » (y compris toutes les sous-classifications de cette catégorie de cotation) sera limitée à tout au plus 20 % des actifs du portefeuille d'investissements.
- d) La valeur totale des investissements dans des titres auxquels au moins une des agences de cotation reconnues a attribué la cote de crédit « AA » (y compris toutes les sous-classifications de cette catégorie de classification) sera limitée à tout au plus 70 % des actifs du portefeuille d'investissements.
- e) La valeur totale des investissements dans des titres qui ne sont pas émis ou entièrement garantis par le gouvernement du Canada ou celui d'une province sera limitée à tout au plus 80 % des actifs du portefeuille d'investissement.

- 4.09 Avoirs investis dans des devises étrangères** La Fondation n'investit que dans des titres libellés en dollars canadiens.
- 4.10 Échéance des titres** Les échéances et les modalités des investissements correspondent au profil des décaissements prévus pour le fonds. Si le calendrier des décaissements n'est pas connu, une partie des investissements sera consacrée à des titres dont l'échéance ne dépasse pas un an.
- 4.11 Investissements autorisés** La Fondation peut investir le fonds dans les catégories suivantes :
- a) certificat de dépôt bancaire;
  - b) acceptation bancaire;
  - c) bons du Trésor, papier commercial ou autres titres, obligations et notes à court terme émis par le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux, les administrations municipales ou les sociétés;
  - d) titres adossés à des créances;
  - e) titres adossés à des créances immobilières.
- 4.12 Transactions et investissements interdits** La Fondation convient de ne pas engager ou investir dans ce qui suit :
- a) actions émises par des sociétés;
  - b) fonds de couverture ou fonds de fonds de couverture;
  - c) instruments à revenu fixe dont la cote est inférieure à A-, selon Standard & Poors ou Fitch, à A3, selon Moody's ou à A-, selon DBRS;
  - d) produits dérivés ou instruments qui sont constitués de produits dérivés ou qui ont des caractéristiques de produit dérivé;
  - e) titres non échangeables;
  - f) marchandises;
  - g) accords de rachat de titres qu'il est interdit de détenir dans le portefeuille;
  - h) transactions sur marge ou toute forme d'endettement externe.

## **ARTICLE V – FRAIS GÉNÉRAUX ET D'ADMINISTRATION**

- 5.01 Frais généraux et d'administration** La Fondation réduit au minimum les frais généraux et d'administration nécessaires à la conduite de ses affaires et de ses activités. Sans limiter la portée générale de ce qui précède, la Fondation peut utiliser la somme versée par Sa Majesté prévue à l'article III ou les produits de l'investissement de cette somme, ou

les deux, dans la mesure nécessaire au paiement des frais et des dépenses qu'elle assume dans le cours normal de ses activités, sous réserve de la présente convention de financement.

- 5.02 Rémunération** La rémunération des administrateurs, des membres des comités et des dirigeants de la Fondation doit être raisonnable et ne doit être versée que dans la mesure où la loi le permet.

## ARTICLE VI – BÉNÉFICIAIRES ADMISSIBLES

- 6.01 Bénéficiaires admissibles** La Fondation ne fournit des fonds qu'aux bénéficiaires admissibles dont les projets admissibles sont conformes aux articles VII et VIII.
- 6.02 Bénéficiaires exclus – niveau fédéral** La Fondation ne fournit des fonds à aucun ministère fédéral (au sens de la *LGFP*), établissement public fédéral (au sens de la *LGFP*), société d'État mère ou filiale en propriété exclusive d'une société d'État mère (au sens du paragraphe 83(1) de la *LGFP*), société ou fiducie sans but lucratif créée par un ministère fédéral, un établissement public fédéral, une société d'État mère ou une filiale en propriété exclusive d'une société d'État fédérale. Cela n'empêche pas les paiements dans le cadre d'échanges d'employés, le cas échéant.
- 6.03 Bénéficiaires exclus – niveau provincial et territorial** La Fondation ne fournit des fonds à aucun ministère ou organisme provincial ou territorial ou société d'État provinciale ou territoriale. Cette interdiction ne vise pas les paiements effectués dans le cadre d'échanges d'employés, le cas échéant.
- 6.04 Bénéficiaires exclus - filiales de la Fondation autochtone de guérison** La Fondation ne fournit des fonds à aucune filiale de la Fondation autochtone de guérison. Cette interdiction ne vise pas les paiements ou les engagements déjà faits ou pris avant le 31 mars 2005 en utilisant la première subvention reçue par la Fondation, au montant de 350 000 000 \$, et tout produit généré par son placement.
- 6.05 Dons** La Fondation n'accepte aucun don assorti de conditions qui soient contraires aux buts et objectifs énoncés dans la présente convention de financement conditionnelle.



## ARTICLE VII – PROJETS ADMISSIBLES ET COÛTS ADMISSIBLES

**7.01 Projets admissibles** La Fondation débourse les fonds en versant une aide financière aux bénéficiaires admissibles relativement à des coûts admissibles dans le cadre de projets admissibles en tenant compte et en respectant, d'une manière juste et équitable, la réalité géographique et démographique ainsi que la répartition dans l'ensemble du Canada de ceux et celles qui ont fréquenté les pensionnats indiens et qui sont affectés par les séquelles des pensionnats indiens, y compris les répercussions intergénérationnelles.

**7.02 Critères obligatoires** Pour être admissibles, les projets doivent :

- a) porter sur les besoins de guérison des Autochtones affectés par les séquelles des pensionnats indiens, qui peuvent comprendre les répercussions intergénérationnelles;
- b) établir des liens complémentaires, lorsque le conseil le juge possible, avec d'autres services et programmes sociaux et de santé (fédéraux, provinciaux, territoriaux et autochtones);
- c) être conçus et gérés en conformité avec la *Charte canadienne des droits et libertés* et les lois applicables en matière de droits de la personne.

**7.03 Critères généraux** Un projet admissible peut, sans y être obligé :

- a) se concentrer sur la prévention et la détection précoce des séquelles des pensionnats indiens, y compris les répercussions intergénérationnelles;
- b) comprendre des éléments de recherche et de développement des capacités des collectivités, y compris les communautés d'intérêts, de s'occuper de leurs besoins de guérison à long terme;
- c) comprendre, où et quand c'est possible, et selon le contexte et les besoins régionaux, une approche holistique incluant les méthodes traditionnelles et médicales;
- d) s'occuper des besoins particuliers de segments de la population, notamment des aînés, des jeunes et des femmes;

- e) se fonder sur une approche de guérison communautaire pour aborder les besoins des individus, des familles et des collectivités, ce qui peut comprendre les communautés d'intérêts.

**7.04 Contenu de la demande** Pour permettre l'évaluation des projets soumis par les bénéficiaires admissibles, les demandes de financement à la Fondation doivent inclure ce qui suit :

- a) une proposition énonçant les objectifs du projet proposé ainsi que les activités projetées et les résultats escomptés en ce qui a trait aux séquelles des pensionnats indiens, y compris les répercussions intergénérationnelles;
- b) un plan de mise en œuvre fournissant les renseignements suivants :
  - (i) les qualifications de l'équipe de gestion et des autres employés qui travailleront au projet,
  - (ii) l'échéancier et les dépenses projetées pour tous les éléments du projet,
  - (iii) les engagements de financement que le bénéficiaire admissible a obtenus d'autres sources, le cas échéant,
  - (iv) le segment précis de la population autochtone que le projet vise,
  - (v) la viabilité du projet et la capacité du bénéficiaire de réaliser les activités et d'obtenir les résultats énoncés dans la proposition,
  - (vi) la relation entre les coûts et les avantages éventuels du projet,
  - (vii) un plan d'évaluation du projet;
  - (viii) les programmes, activités et services pertinents avec lesquels des liens complémentaires peuvent être établis.

**7.05 Coûts admissibles** Lorsqu'elle fournit des fonds pour des projets admissibles, la Fondation peut assumer tous les coûts en suivant les lignes directrices établies à l'article IX des présentes, sous réserve du paragraphe 7.06.

**7.06 Coûts non admissibles** Les coûts suivants sont non admissibles :

- a) le coût d'achat, direct ou indirect, de biens immobiliers ou de réparation ou d'entretien de biens immobiliers que le bénéficiaire admissible possède directement ou indirectement ne constitue pas un coût admissible, sauf dans les cas exceptionnels où, selon l'opinion du conseil, ces coûts sont nécessaires et accessoires à la mise en œuvre efficace du projet admissible;
- b) les coûts afférents à l'indemnisation des individus, à toute procédure ou à toute enquête publique reliée aux pensionnats indiens ne sont pas des coûts admissibles; cela n'exclut pas les éléments des projets prévoyant des enquêtes publiques régionales à des fins de guérison en rapport avec les pensionnats indiens;
- c) les coûts afférents à un programme admissible qui fait double emploi avec des programmes, des activités ou des services offerts par le gouvernement fédéral, provincial ou territorial ou grâce à du financement provenant d'un gouvernement ne constituent pas des coûts admissibles.

## **ARTICLE VIII – AUTRES CONTRIBUTIONS**

**8.01 Autres contributions** La Fondation doit :

- a) inciter les bénéficiaires admissibles à conclure des ententes de collaboration avec le secteur privé, le secteur bénévole et les organismes religieux ainsi qu'avec les gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux, municipaux et autochtones;
- b) inciter les bénéficiaires admissibles à obtenir des engagements du secteur privé, du secteur bénévole et des organismes religieux ainsi que des gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et municipaux portant sur des contributions financières ou en nature pour financer les projets admissibles.

## **ARTICLE IX – ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS**

**9.01 Engagements** La Fondation déploie tous les efforts pour engager les fonds au plus tard au premier anniversaire de la date de mise en œuvre.

**9.02 Décaissements** La Fondation doit déboursier les fonds avant le quatrième anniversaire de la date de mise en œuvre.

**9.03 Lignes directrices sur le financement**

- a) Jusqu'à ce qu'un conseil de dix-sept administrateurs ait été formé, la Fondation ne doit approuver aucun projet ou proposition ni prendre aucun engagement de financement.
- b) La Fondation peut subventionner jusqu'à 100 % des coûts admissibles de tout projet admissible.
- c) La Fondation doit exiger que tous les bénéficiaires admissibles recevant des fonds pour tout projet admissible en rendent compte en fournissant des rapports sur les activités et les résultats à la population cible du projet et au conseil. Toutes les ententes conclues par la Fondation avec des bénéficiaires admissibles doivent faire l'objet de vérifications comptables et de projet par la Fondation.
- d) La Fondation doit s'assurer que le processus d'évaluation des propositions de projet est transparent et doté de critères de sélection clairs et qu'un processus d'appel clairement défini existe pour les propositions rejetées.

**9.04 Avances et paiements** La Fondation conclut avec les bénéficiaires admissibles des ententes définissant notamment la manière dont la Fondation verse des avances dans le cadre de son engagement envers le bénéficiaire admissible, le moment où ces avances sont versées et les conditions auxquelles les paiements sont subordonnés, y compris les étapes convenues.

**9.05 Paiements périodiques** La Fondation verse aux bénéficiaires admissibles auxquels des fonds ont été promis, des paiements périodiques selon un calendrier de paiements convenu entre la Fondation et le bénéficiaire admissible (lequel calendrier doit correspondre le plus possible aux débours prévus du bénéficiaire admissible) ou, si la Fondation et le bénéficiaire admissible sont d'accord, un versement unique peut être effectué à condition que la partie des fonds qui n'est pas nécessaire immédiatement pour les débours soit investie et que le produit de cet investissement soit comptabilisé dans le projet.

## **ARTICLE X – ENGAGEMENTS DE LA FONDATION**

**10.01 Engagements de la Fondation** La Fondation s'engage auprès de Sa Majesté à ne pas autoriser ou permettre, à moins d'accord mutuel, l'adoption de tout règlement administratif, ou tout changement ou modification de ses lettres patentes ou règlements administratifs, ou l'adoption de tout règlement, règle ou marche à suivre, par écrit ou non, qui serait contraire ou opposé à toute disposition de la présente convention de financement, y compris les conditions figurant à l'annexe 9.01. Aucune modification substantielle des objectifs du fonds ou de la politique d'investissement ne peut être apportée sans l'autorisation préalable écrite du ministre responsable.

## **ARTICLE XI – ASPECTS FINANCIERS ET VÉRIFICATIONS**

### **11.01 Livres comptables**

- a) Le conseil veille à ce que des livres comptables et d'autres registres soient tenus, et il met en place des contrôles financiers et administratifs, des systèmes d'information et des pratiques de gestion qui assurent l'exécution des affaires et des activités de la Fondation, et garantissent la gestion efficace, efficiente et rentable de ses ressources financières, humaines et matérielles.
- b) Les livres comptables et autres registres de la Fondation sont tenus conformément aux principes comptables généralement reconnus, appliqués régulièrement, et de telle sorte qu'ils démontrent clairement que les actifs de la Fondation sont protégés et gérés correctement, et que les activités et les affaires de la Fondation sont menées conformément aux dispositions de la présente convention de financement. Les livres comptables et les registres fournissent les renseignements suivants :
  - (i) la description et la valeur comptable de tous les investissements de la Fondation;
  - (ii) les bénéficiaires admissibles qui ont reçu ou sont sur le point de recevoir des fonds de la Fondation relativement à des projets admissibles, la nature et l'ampleur des projets et le montant du financement.
- c) La Fondation doit comptabiliser les fonds indépendamment des autres sources de fonds et en faire rapport.

## 11.02 Vérificateur

- (1) Les membres
  - a) le plus tôt possible après la constitution en personne morale, nomment un vérificateur pour la première année financière.
  - b) lors de leur première assemblée de chaque année financière, nomment un vérificateur de la Fondation pour l'année financière et déterminent sa rémunération.
- (2) Le vérificateur est :
  - a) une personne physique qui :
    - (i) est membre en règle d'un institut ou d'une association de comptables constitué en vertu d'une loi d'une assemblée législative provinciale,
    - (ii) compte au moins cinq années d'expérience à un niveau supérieur de la conduite des vérifications,
    - (iii) réside habituellement au Canada,
    - (iv) est indépendant du conseil, de chacun des administrateurs et de chacun des dirigeants de la Fondation, ou
  - b) un cabinet de comptables dont au moins un membre possède les qualifications énoncées au sous-alinéa a).
- (3) Si aucun vérificateur n'est nommé lors de la première assemblée des membres d'une année financière, le vérificateur de l'année financière précédente doit demeurer en fonction jusqu'à ce que son successeur soit nommé. À la fin du mandat du vérificateur, celui-ci peut être nommé de nouveau.
- (4) Les membres peuvent mettre fin au mandat du vérificateur par une résolution spéciale.
- (5) Un vérificateur cesse d'occuper ses fonctions lorsqu'il :
  - a) décède,
  - b) démissionne, ou
  - c) est renvoyé en vertu de l'alinéa 4.
- (6) Les membres, lors d'une de leurs assemblées, peuvent nommer un vérificateur pour combler un poste vacant, mais s'ils ne le font pas lors

d'une assemblée, ou si aucune assemblée n'est convoquée immédiatement lorsque le poste devient vacant, le conseil doit nommer un vérificateur pour combler le poste vacant.

- (7) Un vérificateur nommé pour combler un poste vacant demeure en fonction jusqu'à la fin du mandat non terminé de son prédécesseur dans le poste.

### **11.03 Conduite de la vérification**

- a) Dès que possible après la fin d'une année financière, le vérificateur pour cette année financière effectue la vérification des livres et des registres de la Fondation conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) appliquées régulièrement, et remet un rapport de vérification aux membres.
- b) Une assemblée des membres est convoquée pour étudier le rapport du vérificateur pour une année financière, et la réception du rapport fait l'objet d'une résolution des membres.

### **11.04 Comité de vérification**

- a) Le conseil nomme un comité de vérification comptant au moins trois administrateurs, et en définit les tâches.
- b) En plus de toute autre fonction et attribution, le comité de vérification peut faire effectuer des vérifications internes afin de s'assurer que les dirigeants et les employés de la Fondation respectent les contrôles et les systèmes de gestion et d'information mis en place par le conseil.

### **11.05 Rapport annuel**

- (1) Dans les trois mois suivant la fin de chaque année financière, la Fondation rédige, au moins dans les deux langues officielles, un rapport annuel de ses activités au cours de l'année et y inclut ce qui suit :
  - a) ses états financiers pour l'année, établis selon les principes comptables généralement reconnus, tels qu'approuvés par le conseil, et comprenant notamment :
    - (i) son bilan à la fin de l'année financière;
    - (ii) un état des résultats pour l'année financière,
    - (iii) un état de l'évolution de la situation financière pour l'année financière,
    - (iv) un état du portefeuille d'investissement;

- (v) des déclarations individuelles pour chaque filiale du bénéficiaire.
  - b) le rapport du vérificateur sur la vérification des livres et des dossiers de la Fondation pour l'année, les notes du vérificateur aux états financiers et tout autre rapport du vérificateur sur la situation financière de la Fondation au cours de l'année;
  - c) un énoncé des objectifs de la Fondation pour cette année et un relevé de la mesure dans laquelle la Fondation a atteint ces objectifs;
  - d) un énoncé des objectifs de la Fondation pour l'année suivante et l'avenir prévisible;
  - e) un énoncé des politiques, des normes et des marches à suivre de la Fondation relatives à l'investissement;
  - f) une liste des projets admissibles et des fonds fournis et une description des progrès réalisés à ce jour;
  - g) les critères appliqués pour choisir les projets admissibles;
  - h) les résultats de l'évaluation du programme ou de la vérification de gestion;
  - i) la rémunération totale payée par la Fondation à chacune des personnes suivantes au cours de l'année, y compris les honoraires, allocations ou autres avantages :
    - (i) les employés gagnant plus de 75 000 \$;
    - (ii) les membres du conseil gagnant plus de 75 000 \$;
    - (iii) les entrepreneurs recevant des paiements totaux dépassant les 75 000 \$.
  - j) les mesures prises pour assurer une distribution juste et équitable des fonds conformément au paragraphe 7.01;
  - k) un état des activités de chacune des filiales de la Fondation.
- (2) Avant que le rapport annuel de la Fondation pour une année financière ne soit distribué au public, il est approuvé par le conseil et par les membres lors d'une assemblée des membres.



- (3) Une fois le rapport annuel de la Fondation pour une année financière approuvé conformément à l'alinéa 2, il est rendu public conformément aux règlements administratifs de la Fondation, et une copie est remise au ministre qui prend les dispositions pour qu'elle soit déposée devant chaque chambre du Parlement dans les quinze jours de séances de celle-ci suivant sa réception par le ministre.

#### **11.06 Communications publiques et obligation de rendre compte**

La Fondation doit :

- a) mettre en œuvre une stratégie de communications publiques et de reddition de comptes aux fins de transmettre son rapport annuel et de rendre compte publiquement de ses activités au cours de l'année, y compris la tenue de réunions publiques,
- b) reconnaître, de manière appropriée, l'apport du gouvernement du Canada dans ses programmes, publicités et communications publiques. La reconnaissance du soutien du Canada à la Fondation devra être conforme au Programme de coordination de l'image de marque.
- c) remettre au ministre un préavis raisonnable de toute éventuelle annonce publique ou des cérémonies afférentes à ses activités. Le ministre ou son représentant désigné sera invité à prendre part à ces annonces ou cérémonies qui auront lieu à une date fixée par entente mutuelle. Lorsque le ministre ou un autre représentant du gouvernement du Canada veut prendre part à cette annonce ou à cette cérémonie, la Fondation s'engage à collaborer avec le représentant du gouvernement du Canada pendant cette annonce.

#### **11.07 Liquidation**

- (1) Sous réserve des exigences pertinentes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi applicable aux organismes sans but lucratif et aux œuvres de bienfaisance, selon le cas, si les deux parties conviennent que la Fondation doit être liquidée et dissoute, les fonds non engagés seront distribués, après accord des parties, à l'un ou à l'autre ou aux deux groupes suivants :
- a) un ou plusieurs organismes sans but lucratif au Canada dont les objectifs sont les mêmes que ceux de la Fondation ou semblables, la préférence allant aux organismes dirigés par des Autochtones;
  - b) une ou plusieurs œuvres de bienfaisance, la préférence allant

aux œuvres dirigées par des Autochtones.

- (2) Malgré l'alinéa 11.07(1), si la Fondation est liquidée ou dissoute, le Canada peut exiger de la Fondation qu'elle rembourse, à partir des sommes provenant de la liquidation, au receveur général et portée au crédit du Trésor, toute somme qui doit l'être suivant les modalités de la présente convention de financement.

**11.08 Langues officielles** La Fondation assure les communications et les services au public au moins dans les deux langues officielles du Canada (français et anglais), conformément à l'esprit et à la lettre de la Partie IV de la *Loi sur les langues officielles*, L.R.C. 1985, ch. 31. Plus précisément, la Fondation :

- a) effectue toutes les annonces aux bénéficiaires admissibles sur la stratégie nationale ou leur transmet tous les documents à ce sujet dans la langue officielle de leur choix;
- b) offre activement ses services aux bénéficiaires admissibles dans la langue officielle de leur choix;
- c) s'assure que toute communication destinée au grand public à l'échelle nationale est fournie dans les deux langues officielles et que les documents connexes sont offerts dans les deux langues officielles;
- d) s'assure, le cas échéant, que les accords pour l'attribution de fonds aux bénéficiaires admissibles contiennent une clause sur la langue relative aux communications des bénéficiaires transmises au public, lorsque la demande des services que le bénéficiaire dispense au public dans l'une ou l'autre langue officielle le justifie.

#### **11.09 Conflits d'intérêts**

La Fondation prévoit dans ses règlements administratifs :

- a) que le bénéficiaire admissible qui a soumis un projet à la Fondation peut demander au conseil de statuer sur une possible situation de conflit d'intérêts d'un administrateur dans le cadre de l'étude ou de la décision relative à la proposition;
- b) le processus que le conseil doit suivre pour répondre à la demande et rendre sa décision.
- c) les politiques en matière de conflits d'intérêts et le Code de conduite qui s'applique aux administrateurs, aux membres des

comités, aux dirigeants et aux conseillers de la Fondation.

**11.10 Plan d'affaires** La Fondation remet annuellement des plans d'affaires au ministre au moins deux mois avant le début de son année financière. Ces plans comprendront, mais sans s'y limiter :

- a) les résultats à court terme et à moyen terme (mis à jour, le cas échéant) selon le plan stratégique;
- b) le renvoi au plan d'affaires de la Fondation de l'année précédente, surtout pour ce qui est de ses réussites et des problèmes non résolus;
- c) les détails sur les fonds et leur gestion;
- d) les dépenses prévues pour l'exercice suivant y compris, mais sans s'y limiter, le montant du revenu qui proviendra des revenus des fonds pour l'année financière;
- e) les activités prévues pour l'exercice suivant;
- f) les résultats escomptés de ces activités;
- g) les recettes prévues provenant d'autres sources;
- h) l'évaluation des risques et les stratégies d'atténuation;
- i) les stratégies de surveillance continue du rendement.

Le ministre peut déposer une copie ou un résumé de ce plan devant le Parlement.

**11.11 Vérification de gestion** La Fondation convient qu'une vérification de gestion indépendante (optimisation des ressources) est effectuée au moins une fois tous les cinq ans pour s'assurer que les fonds ont été utilisés de manière économique, efficiente et efficace.

Le rapport est rendu public, et une copie en est remise au ministre.

Le ministre peut prendre les dispositions pour que la copie du rapport soit déposée devant chaque chambre du Parlement dans les quinze (15) jours de séances de celle-ci suivant sa réception par le ministre.

**11.12 Droit du ministre et du vérificateur général à la vérification** Au moins une fois tous les cinq ans, le Canada et le vérificateur général du Canada peuvent, après avoir consulté la Fondation, décider d'effectuer leur propre vérification de gestion (optimisation des ressources) ou vérification de la conformité aux autorisations législatives et connexes, relativement à l'utilisation des fonds reçus de Sa Majesté la Reine du chef du Canada. Cette vérification sera effectuée aux frais du ministre par la personne qu'il aura nommée pour agir à ce titre. Le vérificateur (du Canada et du vérificateur général du Canada) fournira à la Fondation un énoncé de la portée et des critères utilisés pour réaliser ces vérifications. Il peut avoir accès à tous les renseignements qui, de son avis, sont nécessaires pour s'acquitter de ses responsabilités. La Fondation collaborera et donnera accès aux documents et au personnel nécessaires au bon déroulement de cette vérification. Le vérificateur fournira un exemplaire de son rapport à la Fondation et au ministre si ce vérificateur est le vérificateur général du Canada. Lorsque la vérification est réalisée par le vérificateur général du Canada, les résultats peuvent en être communiqués au Parlement dans le rapport du vérificateur général. Lorsque la vérification est réalisée par le ministre, il peut en rendre les résultats publics et les communiquer au Parlement. La Fondation collaborera et donnera accès aux documents comptables nécessaires au bon déroulement de cette vérification. Le ministre peut remettre un exemplaire du rapport de vérification à la Fondation et convient de discuter de toute préoccupation exprimée dans la vérification avec la Fondation.

Le ministre peut prendre les dispositions pour que la copie du rapport soit déposée devant chaque chambre du Parlement dans les quinze jours de séances de celle-ci suivant sa réception par le ministre.

**11.13 Évaluation du programme** La Fondation convient que ses activités et ses projets seront évalués par un tiers indépendant qui utilise des normes d'évaluation reconnues. L'évaluation est effectuée au moins une fois tous les cinq ans selon un cadre qui sera approuvé par le conseil. L'évaluation permettra de mesurer le rendement global de la Fondation pour ce qui est de l'atteinte des résultats prévus dans la convention de financement.

**11.14 Droit du ministre d'effectuer une évaluation du programme** Le ministre peut, après avoir consulté la Fondation, décider d'effectuer sa propre évaluation. Cette évaluation est effectuée aux frais du ministre par un ou des évaluateurs de son choix. Ceux-ci sont chargés d'évaluer la convention de financement en tant qu'instrument de politique administrative du gouvernement du Canada. La Fondation collabore et donne accès aux documents comptables nécessaires au bon déroulement de cette évaluation. Le rapport d'évaluation est rendu

public et une copie en est remise au ministre. Le ministre peut remettre un exemplaire du rapport d'évaluation à la Fondation et convient de discuter de toute préoccupation exprimée dans l'évaluation avec la Fondation. Le ministre peut prendre les dispositions pour que la copie du rapport soit déposée devant chaque chambre du Parlement dans les quinze jours de séances de celle-ci suivant sa réception par le ministre.

**11.15 Défaut** Les situations suivantes constituent des cas de défaut :

- a) la Fondation fait faillite, fait l'objet d'une mise sous séquestre ou se met sous la protection d'une loi en matière de faillite ou d'insolvabilité, ou devient autrement insolvable;
- b) une ordonnance est rendue ou une résolution est adoptée en vue de la liquidation ou de la dissolution de la Fondation, sauf si les parties conviennent de la liquidation, de la dissolution et de la distribution des fonds non engagés conformément au paragraphe 11.07;
- c) la Fondation a fourni des renseignements substantiellement faux ou trompeurs ou a fait de fausses déclarations de nature déterminante au ministre, si celle-ci n'a pas été faite de bonne foi;
- d) la Fondation a fait une déclaration substantiellement fausse ou trompeuse en ce qui concerne le soutien offert par le ministre ou le gouvernement du Canada dans une communication publique ou interne, si celle-ci n'a pas été faite de bonne foi;
- e) la Fondation met fin à ses activités ou apporte des modifications importantes à la nature de ses affaires;
- f) la Fondation ne s'est pas conformée à une condition substantielle de la convention de financement.

**11.16. Délai de rectification**

- a) Les cas de défaut prévus aux sous-alinéas 11.15 c), d) et e) (en ce qui concerne le fait que la Fondation cesse ses activités ou change substantiellement la nature de ses affaires) et au sous-alinéa 11.15 f) ne constituent des cas de défaut que si le ministre a avisé la Fondation par écrit du défaut et que celle-ci n'ait pas corrigé la situation dans les trente (30) jours suivant réception de l'avis.
- b) Lorsqu'il est préoccupé par l'imminence probable d'un défaut

décrit au paragraphe 11.15, le ministre en avise la Fondation par écrit, et les deux parties discutent de la question, la Fondation devant remédier à la situation dans les trente (30) jours suivant réception de l'avis.

- c) **Recours.** Si un cas de défaut décrit au paragraphe 11.15 est survenu ou si le ministre a des motifs raisonnables de croire qu'un tel défaut surviendra probablement, il peut, dans le cas où la Fondation n'y a pas remédié comme il est prévu au sous-alinéa 11.16 a), ou que le ministre a signifié avis à la Fondation conformément au sous-alinéa 11.16 b), exiger que la Fondation rembourse les fonds non engagés.
- d) **Absence de renonciation.** Le fait que le ministre n'exerce pas un recours qu'il est en droit d'exercer en vertu de la convention de financement n'est pas considéré comme une renonciation à ce droit et, de plus, l'exercice partiel ou limité d'un droit qui lui est conféré ne l'empêche pas d'exercer ultérieurement tout autre droit ou recours en vertu de la présente convention de financement ou de toute loi applicable, à moins qu'il ne renonce à ce droit par écrit.

## **ARTICLE XII – ARBITRAGE**

**12.01 Arbitrage** Tout litige découlant de la présente convention de financement ou s'y rapportant, notamment toute question concernant son existence, sa validité ou son abrogation, sera soumise à un arbitrage en vertu de la *Loi sur l'arbitrage* de l'Ontario telle que modifiée ou remplacée, et elle sera définitivement réglée dans ce cadre, sauf dans la mesure où les règles et procédures stipulées dans la *Loi sur l'arbitrage* sont modifiées par les règles d'arbitrage établies à l'annexe 11.01.

**12.02 Pouvoirs de l'arbitre** Dans le cas où il conclut que l'une ou l'autre partie n'a pas rempli ses obligations en vertu de la présente convention de financement, l'arbitre peut lui ordonner de se conformer aux dispositions de la présente convention de financement dans l'avenir. Si c'est la Fondation qui est fautive, l'arbitre peut lui indiquer comment elle doit modifier ses programmes de financement pour respecter ces exigences dans l'avenir.

**12.03 Transfert de fonds à un tiers** S'il détermine que la Fondation a violé d'une manière grave et répétitive une quelconque disposition de la présente convention de financement, l'arbitre a le pouvoir de désigner une tierce partie, sous réserve de l'approbation de Sa Majesté (après consultation des organismes autochtones nationaux ayant nommé les

membres du conseil), qui gardera et déboursa le reste des fonds conformément aux dispositions de la présente convention de financement.

- 12.04 Coûts de l'arbitrage** Les coûts de l'arbitrage sont assumés à parts égales par les parties.

### ARTICLE XIII – CONFIDENTIALITÉ

- 13.01 Confidentialité** La Fondation élabore une politique sur la confidentialité. Cette politique définit ce qui constitue des renseignements confidentiels, le traitement à accorder à ces renseignements et les circonstances dans lesquelles ces renseignements peuvent être divulgués par la Fondation, les administrateurs et les dirigeants, les employés, les mandataires et représentants de la Fondation ou d'autres personnes.

### ARTICLE XIV – QUESTIONS D'INTERPRÉTATION ET CONVENTIONS

- 14.01 Genre et nombre** Dans la présente convention de financement, le masculin s'entend également du féminin et le singulier du pluriel, et vice versa.
- 14.02 Titres** L'établissement d'une table des matières, la division de la présente convention de financement en articles, paragraphes, alinéas et autres subdivisions et l'insertion de titres ne visent qu'à faciliter la consultation de la convention et n'en affecte pas l'interprétation.
- 14.03 Renvois** À moins d'indication contraire expresse, tout renvoi dans la présente convention de financement à une loi, un règlement, une règle ou un décret de tout gouvernement, organisme gouvernemental ou autre autorité administrative constitue un renvoi à cette loi, cette règle, ce règlement ou ce décret, tels qu'ils existaient à la date des présentes et tels qu'ils peuvent être modifiés, rétablis ou remplacés à l'occasion.
- 14.04 Calcul des délais** Dans le calcul du délai imparti pour tout acte ou toute mesure en vertu de la présente convention de financement, la date qui sert de date de référence dans le calcul du délai doit être exclue. Si le dernier jour de ce délai est un jour férié, le délai se termine le jour ouvrable suivant.
- 14.05 Exécution les jours fériés** Si un paiement ou un calcul devant être fait ou si une mesure devant être prise en vertu de la présente convention de

financement tombe un jour férié, ce paiement ou ce calcul doit être fait ou cette mesure doit être prise, selon le cas, le premier jour ouvrable suivant.

**14.06 Références** Dans la présente convention de financement, les termes « ci-contre », « ci-dessus », « ci-après » et autres expressions semblables renvoient à la présente convention prise dans son ensemble et non à un article, à un paragraphe, à un alinéa ou à une autre subdivision de la présente convention en particulier. Les termes « article », « paragraphe » et « alinéa » ou autres subdivisions suivis d'un nombre renvoient à l'article, au paragraphe, à l'alinéa ou à l'autre subdivision précisé de la présente convention.

## ARTICLE XV – DIVERS

**15.01 Divisibilité** Dans le cas où l'arbitre détermine qu'une quelconque disposition de la présente convention de financement est nulle ou inapplicable, cette disposition est réputée dissociée des présentes et les autres dispositions de la présente convention de financement ne sont pas affectées et demeurent valables et exécutoires, pourvu que les parties négocient de bonne foi des modifications à la présente convention qui permettent le mieux de préserver les avantages et les obligations découlant pour elles de la disposition invalidée.

**15.02 Modifications** La présente convention de financement ne peut être modifiée, changée ou complétée que par une entente écrite signée par les deux parties; la signature par Sa Majesté d'une telle convention est soumise aux processus de révision internes.

**15.03 Rencontres des parties** Dans les soixante jours suivant l'assemblée annuelle des membres prévue au paragraphe 11.05, les parties peuvent, à la demande de l'une ou l'autre, se rencontrer afin de discuter du fonctionnement de la Fondation relativement à la convention de financement, y compris des dispositions relatives aux investissements.

**15.04 Dérogations** Toutes les dérogations à la présente convention de financement doivent être consenties par écrit et le défaut d'exiger à n'importe quel moment qu'une partie assume une obligation en vertu de la présente convention de financement n'affecte pas le droit d'exiger ultérieurement l'exécution de cette obligation. Aucune dérogation à une quelconque disposition de la présente convention de financement par l'une ou l'autre partie ne peut constituer une dérogation à cette disposition pour l'autre partie ou une dérogation à toute autre disposition (semblable ou non) pour cette partie, pas plus que la dérogation ne doit constituer



une dérogation permanente à moins d'indication expresse contraire par écrit dûment signée par la partie liée par celle-ci.

- 15.05 Lois applicables** La présente convention de financement est régie par les lois de la province de l'Ontario et du Canada pertinentes, et elle doit être interprétée et mise en œuvre conformément à ces lois.
- 15.06 Intégralité de la convention** La présente convention de financement constitue l'accord intégral entre les parties sur les questions traitées dans les présentes, et elle remplace tous les accords, arrangements, négociations et discussions, oraux ou écrits, entre les parties.
- 15.07 Indemnisation et limitation de responsabilité** La Fondation indemnise et tient à couvert Sa Majesté de tous les dommages-intérêts, demandes, pertes, coûts, frais, actions et autres poursuites subis, déposés, soutenus, intentés ou qui peuvent être déposés ou poursuivis de quelque manière que ce soit, fondés sur tout acte de négligence, omission ou retard volontaire par la Fondation ou les administrateurs, cadres, employés ou agents de la Fondation, causés par cette négligence, cette omission ou ce retard, ou qui lui sont attribuables ou en découlent. Malgré toute disposition contraire contenue dans les présentes, ni l'une ni l'autre partie ne sera responsable des dommages-intérêts indirects ou consécutifs de l'autre partie ni des pertes de revenus ou de profits. Par conséquent, les parties reconnaissent et conviennent expressément qu'elles ne seront pas responsables des dommages indirects ou consécutifs l'une de l'autre ou des pertes de revenus ou de profits en vertu de la présente convention, que cette responsabilité découle d'un délit (y compris la négligence), d'un contrat, d'une rupture fondamentale du contrat et d'un manquement à une clause substantielle d'une fausse déclaration, de l'inobservation d'une garantie, de la violation d'une obligation fiduciaire, d'une indemnisation ou d'un autre manquement.
- 15.07.01 Limitation de la responsabilité découlant de la Charte et des lois sur les droits de la personne** La Fondation est tenue de se conformer à tout jugement d'un tribunal ou ordonnance d'un tribunal des droits de la personne contre Sa Majesté déterminant qu'un acte ou une omission de la Fondation ou de toute entité subventionnée par la Fondation pour poursuivre les objectifs de la Fondation a violé la *Charte canadienne des droits et libertés* ou une loi sur les droits de la personne dans le cadre d'un projet admissible, en payant tous dommages-intérêts ou en répondant de toute obligation financière et en modifiant les interventions de la Fondation ou de l'entité subventionnée par la Fondation afin de se conformer au jugement ou à l'ordonnance.

**15.07.02 Survie** Les dispositions des paragraphes 15.07 et 15.07.01 survivront à l'expiration de la présente convention relativement aux affaires qui auront débuté avant l'expiration de la convention.

**15.08 Autres assurances** À l'occasion au cours de l'exécution de la présente convention de financement ou à son expiration et sans autre contrepartie, les parties signeront et produiront les autres instruments et documents et prendront les mesures que l'autre pourra raisonnablement exiger pour réaliser les activités dont il est question dans les présentes.

**15.09 Avis** Tout avis, directive ou autre instrument qu'il est requis ou permis de donner en vertu de la présente convention de financement est transmis par écrit (y compris par télécopieur, télex ou tout autre moyen de communication permettant de reproduire les mots à un point de réception à distance d'une manière visible et instantanée) et remis en le livrant ou en l'expédiant par télécopieur ou un autre moyen de communication semblable adressé comme suit :

(1) à la Fondation :

À l'attention du directeur général **[REEMPLIR]**

Télécopieur : **[REEMPLIR]**

(2) au ministre : **[REEMPLIR]**

Télécopieur : **[REEMPLIR]**

Tout avis, directive ou autre instrument ainsi donné entrera en vigueur à la date de sa livraison ou de sa transmission, selon le cas, à moins qu'il ne soit remis ou transmis un jour férié, auquel cas il sera réputé entrer en vigueur le jour ouvrable suivant. L'une ou l'autre partie peut changer à l'occasion son domicile élu aux fins de signification en avisant de la manière indiquée ci-dessus et tout avis ultérieur à la partie doit être envoyé à sa nouvelle adresse.

- 15.10 Rigueur des délais** Les délais sont de rigueur dans la présente convention de financement.
- 15.11 Tiers bénéficiaires** Chaque partie précise que la présente convention de financement ne profitera ni ne créera aucun droit ou titre d'agir au nom de personnes autres que les parties, et personne d'autre que les parties n'aura le droit de se prévaloir des dispositions des présentes dans toute poursuite, action, procédure, enquête ou autre tribune.
- 15.12 Cession et successeurs** La présente convention de financement et tout droit ou obligation en découlant ne peuvent pas être transférés, attribués ou délégués à toute autre personne par l'une ou l'autre partie à la présente convention sans le consentement exprès écrit préalable de l'autre partie, ce consentement ne devant pas être refusé sans motif raisonnable. La présente convention de financement sera au profit et à la charge des parties, de leurs successeurs et de leurs ayants droit.
- 15.13 Relations entre les parties** La présente convention de financement ne doit pas être interprétée comme plaçant les parties dans une relation d'associés ou de coentrepreneurs et ni l'une ni l'autre partie n'a quelque droit que ce soit d'obliger ou de lier l'autre partie.

De plus, il s'agit d'une convention portant sur la prestation d'un service et la Fondation est engagée en vertu de la convention comme entité indépendante dans le seul but de fournir un service. Ni la Fondation ni aucun membre du personnel de la Fondation n'est embauché à titre d'employé, de fonctionnaire ou d'agent de Sa Majesté en vertu de la présente convention de financement. Il est entendu qu'en aucun cas ni la Fondation ni aucun de ses administrateurs, cadres, employés ou agents n'aura le droit de lier ou d'obliger Sa Majesté et qu'en aucun cas, la Fondation ou une des personnes précitées ne sera considérée comme un mandataire de Sa Majesté. La Fondation convient d'assumer l'entière responsabilité de tous les rapports, demandes, paiements, retenues ou contributions nécessaires, y compris ceux exigés par le Régime de pensions du Canada ou du Québec, l'Assurance-emploi, l'Indemnisation des accidentés du travail ou l'impôt sur le revenu.

- 15.14 Recours cumulatifs** Tous les droits, pouvoirs et recours prévus en vertu de la présente convention de financement ou autrement accessibles en vertu de la loi ou de l'équité seront cumulatifs et non subsidiaires, et l'exercice ou le début de l'exercice de ces droits, pouvoirs ou recours par l'une ou l'autre des parties n'empêchera pas l'exercice simultané ou ultérieur de tout autre droit, pouvoir ou recours par la partie.

- 15.15 Coûts et indemnités de dépenses** La Fondation paie tous les frais légaux et comptables qu'elle engage aux fins d'autorisation, de rédaction et de signature de la présente convention de financement.
- 15.16 Signature en plusieurs exemplaires** La présente convention de financement peut être signée en un ou plusieurs exemplaires dont chacun est considéré comme un original, l'ensemble constituant un seul et même instrument.
- 15.17 Retards justifiables** Les date et heure auxquelles l'une ou l'autre partie est tenue de s'être acquittée de toute obligation en vertu de la présente convention de financement sont reportées automatiquement pour la période au cours de laquelle la partie est empêchée de s'en acquitter en raison de circonstances indépendantes de sa volonté. Les circonstances comprennent notamment les cas fortuits, les grèves, les lock-outs, les émeutes, les actes de guerre, les épidémies, les règlements édictés par le gouvernement après le fait, les incendies, les pannes de communications ou d'électricité, les tremblements de terre ou les autres désastres.
- 15.18 Personnes exclues** Aucun membre de la Chambre des communes ou du Sénat n'est admis à participer à la présente convention de financement ni à en tirer un avantage. Les membres de la Chambre des communes et du Sénat ne peuvent être nommés administrateurs au conseil.
- 15.19 Lobbyistes** Si la Fondation a recours à des lobbyistes, elle doit s'assurer qu'ils sont effectivement enregistrés en vertu de la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes* et qu'ils ne sont pas en situation de conflit d'intérêts réel ou potentiel. De plus, les honoraires des lobbyistes ne doivent pas être déterminés en fonction des résultats et, si la Fondation conclut un marché avec des lobbyistes pour qu'ils l'aident à obtenir une contribution de la part d'organismes du gouvernement fédéral, ces honoraires ne doivent pas être fonction de la valeur de la contribution obtenue.

EN FOI DE QUOI, les parties ont demandé à leurs représentants dûment autorisés de signer la présente convention de financement conclue le \_\_\_\_\_ 2007 à la date figurant en tête des présentes.

POUR SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA  
REPRÉSENTÉE PAR LE MINISTRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU  
NORD CANADIEN ET INTERLOCUTEUR FÉDÉRAL AUPRÈS DES MÉTIS  
ET DES INDIENS NON INSCRITS

\_\_\_\_\_  
MINISTRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN ET  
INTERLOCUTEUR FÉDÉRAL AUPRÈS DES MÉTIS ET DES INDIENS NON  
INSCRITS

POUR LA FONDATION AUTOCHTONE DE GUÉRISON

\_\_\_\_\_  
Président

## **ANNEXE 9.01 - CONDITIONS FÉDÉRALES DE FINANCEMENT DE LA STRATÉGIE DE GUÉRISON RELIÉE AUX PENSIONNATS**

Les conditions suivantes doivent se refléter en tout temps dans les lettres patentes de constitution en personne morale et les règlements de la Fondation ou dans la convention de financement, ou les deux.

1. La composition du conseil doit tenir compte des intérêts de tous les Autochtones et assurer une majorité des représentants des Premières Nations. Les processus décisionnels du conseil doivent être équitables et refléter les intérêts pertinents de tous les Autochtones.
2. Les membres du conseil ne doivent occuper aucune fonction politique dans quelque gouvernement ou organisme politique représentant les Autochtones que ce soit.
3. Les règlements de la Fondation doivent définir un processus de sélection du conseil que le gouvernement du Canada jugera acceptable.
4. Les fonds ne doivent pas servir à indemniser des individus ou à payer les coûts de toute procédure ou de toute enquête publique liée aux pensionnats indiens.
5. Les projets financés à même les fonds doivent porter sur les besoins de guérison des Autochtones affectés par les séquelles des pensionnats indiens, y compris les répercussions intergénérationnelles.
6. La distribution des fonds doit être juste et équitable et tenir compte de la réalité géographique et démographique de la répartition à travers le Canada des membres des Premières Nations, des Inuits et des Métis qui ont fréquenté les pensionnats indiens et de ceux et celles qui sont affectés par les séquelles des pensionnats indiens, y compris les répercussions intergénérationnelles.
7. Le processus d'évaluation des projets que les fonds permettront d'appuyer doit être transparent et doté de critères de sélection clairs. Ce processus doit comprendre notamment un processus d'appel clairement défini pour les propositions rejetées.
8. Les propositions soumises doivent définir clairement les objectifs, les échéanciers et les résultats escomptés.
9. La reddition de comptes doit se faire à l'aide de rapports publics annuels, y compris un rapport du vérificateur annuel, ainsi que d'une stratégie de

communications publiques et de reddition de comptes, y compris la tenue des réunions publiques.

## ANNEXE 11.01 - RÈGLES D'ARBITRAGE

Les règles et procédure qui suivent (les « règles ») s'appliquent à toute question que les parties veulent soumettre à l'arbitrage en vertu de la présente convention de financement.

### 1. INSTAURATION DE LA PROCÉDURE D'ARBITRAGE

- a) Si l'une ou l'autre partie à la présente convention de financement souhaite qu'une question relevant de la présente convention de financement soit soumise à l'arbitrage en vertu des dispositions de la présente convention de financement, elle doit en aviser l'autre partie en exposant en détail la question en litige et en proposant le nom de la personne qu'elle veut comme arbitre unique. Dans les 15 jours suivant la réception de l'avis, l'autre partie doit donner avis à la première partie indiquant si elle accepte l'arbitre proposé par la première partie. Si l'avis n'est pas donné au cours de la période de 15 jours, l'autre partie sera réputée avoir accepté l'arbitre proposé par la première partie. Si les parties ne s'entendent pas sur un arbitre unique au cours de la période de 15 jours, l'une ou l'autre des parties peut demander à un juge de la Division générale de la Cour de l'Ontario, en vertu de la *Loi sur l'arbitrage*, telle que modifiée ou remplacée, de nommer un arbitre unique (l'arbitre).
- b) La personne choisie comme arbitre doit posséder les qualités requises sur les plans de l'éducation et de l'expérience pour prendre une décision quant à la question en litige, et n'avoir aucun lien avec les deux parties.

### 2. DÉPÔT DES DÉCLARATIONS ÉCRITES

- a) Dans les 20 jours suivant la nomination de l'arbitre, la partie qui a initié la procédure d'arbitrage (la requérante) doit remettre à l'autre partie (l'intimée) une déclaration (la déclaration) exposant avec suffisamment de détails les faits et les arguments de droit sur lesquelles elle se fonde ainsi que le redressement qu'elle demande.
- b) Dans les 20 jours suivant la réception de la déclaration, l'intimée fait parvenir à la requérante une défense (la défense) exposant avec suffisamment de détails les faits et les arguments de droit contenus dans la déclaration qu'elle admet ou nie, les raisons pour lesquelles elle les admet ou les nie ainsi que les autres faits et arguments de droit sur lesquels elle fonde sa défense.



- c) Dans les 20 jours suivant la réception de la défense, la requérante peut envoyer à l'intimée une réponse (la réponse).
- d) Les demande, défense et réponse sont accompagnées de copies (ou si elles sont très volumineuses, de listes) de tous les documents essentiels sur lesquels la partie concernée se fonde et qui n'ont été préalablement déposés par une partie.
- e) Après que la demande, la défense et la réponse ont été déposées, l'arbitre donne des instructions sur la conduite de l'arbitrage.

### 3. RENCONTRES ET AUDIENCES

- a) L'arbitrage a lieu dans la région de la capitale nationale au sens de l'annexe de la *Loi sur la capitale nationale*, ou dans tout autre endroit dont peuvent convenir la requérante et l'intimée par écrit. L'arbitrage se déroule en anglais à moins d'entente contraire entre les parties et l'arbitre. À moins que l'arbitre n'accorde un ajournement, l'audience finale se tient pendant des jours ouvrables consécutifs, jusqu'à sa conclusion.
- b) Toutes les rencontres et audiences se tiennent à huis clos, à moins que les parties n'en conviennent autrement.
- c) Chaque partie peut se faire représenter par avocat lors d'une rencontre ou d'une audience.
- d) Chaque partie peut interroger, contre-interroger et réinterroger tous les témoins convoqués à l'arbitrage.
- e) Les parties peuvent s'entendre pour que la procédure d'arbitrage se fasse, en totalité ou en partie, par voie de plaidoiries écrites.

### 4. DÉCISION

- a) L'arbitre rend sa décision par écrit et, à moins que les parties n'en conviennent autrement, y expose les motifs qui la justifie.
- b) L'arbitre fait parvenir sa décision le plus rapidement possible après la conclusion de l'audience finale, et au plus tard dans les 60 jours suivants, à moins qu'il ne prolonge ce délai pour une période déterminée, par avis écrit aux parties, pour cause de maladie ou pour toute autre cause indépendante de sa volonté.

### 5. COMPÉTENCE ET POUVOIRS DE L'ARBITRE

- a) En se soumettant à l'arbitrage en vertu des présentes règles, les parties sont réputées avoir conférer à l'arbitre la compétence et les pouvoirs décrits ci-dessous, lesquels sont exercés à sa discrétion, sous réserve uniquement des présentes règles et du droit applicable, de manière à assurer le règlement juste, rapide, économique et définitif du différend.
- b) Sans limiter la compétence de l'arbitre, les parties conviennent que l'arbitre a le pouvoir :
  - (i) de trancher toute question de droit soulevée pendant l'arbitrage;
  - (ii) de trancher toute question concernant sa compétence;
  - (iii) de trancher toute question de bonne foi, de malhonnêteté ou de fraude se posant dans le cadre du différend;
  - (iv) d'ordonner à une partie de fournir de plus amples détails sur sa thèse, du point des faits ou du droit;
  - (v) de poursuivre la procédure d'arbitrage malgré le défaut ou le refus d'une partie de se conformer aux présentes règles ou aux ordonnances ou instructions de l'arbitre, ou de se présenter à toute rencontre ou audience, mais seulement après avoir fait parvenir un avis écrit à cette partie pour l'informer de son intention de poursuivre l'arbitrage;
  - (vi) de recevoir et d'examiner toute déposition orale ou écrite soumise par les parties qu'il juge pertinente, qu'elle soit ou non recevable en droit;
  - (vii) de rendre des décisions provisoires;
  - (viii) de tenir des rencontres et des audiences et de rendre une décision (y compris une décision finale) en Ontario ou ailleurs, avec le consentement des parties;
  - (ix) d'ordonner à une partie de lui remettre ou de remettre à l'autre partie, aux fins d'examen, tout document ou catégorie de documents qu'elle a en sa possession ou sous sa garde qu'il juge pertinents, et d'en fournir des copies;
  - (x) d'ordonner la conservation, l'entreposage, la vente ou toute autre forme de disposition de tout bien ou toute chose qui est sous l'autorité d'une partie;

- (xi) de rendre des ordonnances provisoires pour bloquer la totalité ou une partie d'une somme en litige dans le cadre de l'arbitrage;
  - (xii) d'exercer les pouvoirs définis aux paragraphes 12.02 et 12.03 de la convention de financement.
- c) Sans que soit restreinte sa compétence en droit, l'arbitre ne rend aucune ordonnance exigeant le remboursement d'une partie quelconque des fonds à Sa Majesté.

## ANNEXE N

### **MANDAT DE LA COMMISSION DE VÉRITÉ ET DE RÉCONCILIATION**

*On observe un nouveau et puissant désir de tourner la page sur les événements passés, afin qu'il nous soit possible de bâtir un avenir plus solide et plus sain. Le processus de vérité et de réconciliation, qui s'inscrit dans une réponse holistique et globale aux séquelles des pensionnats indiens, est une indication et une reconnaissance sincères de l'injustice et des torts causés aux Autochtones, de même que du besoin de poursuivre la guérison. C'est un véritable engagement à établir de nouvelles relations reposant sur la reconnaissance et le respect mutuels qui prépareront un avenir meilleur. La révélation de nos expériences communes aidera à libérer nos esprits et à ouvrir la voie à la réconciliation.*

#### **Principes**

En concluant la Convention, les parties ont convenu de mettre sur pied une Commission de vérité et de réconciliation, entité historique chargée de contribuer à la vérité, à la guérison et à la réconciliation.

La Commission de vérité et de réconciliation s'inspirera de la « Déclaration de réconciliation » du 7 janvier 1998 et sur les principes établis par le Groupe de travail sur la vérité et la réconciliation et pendant les Dialogues exploratoires de 1998-1999. Le processus doit être accessible, axé sur les victimes, confidentiel (à la demande de l'élève survivant), ne pas blesser, être soucieux de la santé et sécurité des participants, représentatif, public et transparent, imputable, ouvert et honorable, global, inclusif, éducatif, holistique, juste et équitable, respectueux, volontaire, souple et ouvert sur l'avenir en ce qui concerne le rétablissement et le renouvellement des relations entre Autochtones et entre Canadiens autochtones et non autochtones.

La réconciliation, processus individuel et collectif de longue haleine, nécessite l'engagement de tous les intéressés – Anciens pensionnaires des premières nations, inuits et métis et leurs familles, collectivités, organismes religieux, anciens employés des écoles, gouvernement et la population canadienne. La réconciliation peut se produire entre n'importe lequel des groupes ci-dessus.

#### **Cadre de référence**

##### **1. Objectifs**

Voici quels sont les objectifs de la Commission :

- a) Reconnaître les expériences, les séquelles et les conséquences liées aux pensionnats;
- b) Créer un milieu holistique, adapté à la culture et sûr pour les anciens élèves, et leurs familles et collectivités, quand ils se présentent devant la Commission;
- c) Assister<sup>1</sup> aux événements de vérité et de réconciliation, au niveau national et communautaire, et appuyer, promouvoir et faciliter de tels événements;
- d) Sensibiliser et éduquer le public canadien sur le système des pensionnats et ses répercussions;
- e) Repérer les sources et créer un dossier historique le plus complet possible sur le système des pensionnats et ses séquelles. Ce dossier doit être conservé et mis à la disposition du public, pour étude et utilisation future;
- f) Préparer et soumettre aux parties à la Convention<sup>2</sup> un rapport, assorti de recommandations<sup>3</sup> destinées au gouvernement du Canada, portant sur le système et l'expérience des pensionnats et présentant les aspects suivants : historique, objet, fonctionnement et supervision du système des pensionnats, effet et conséquences des pensionnats (notamment les séquelles systémiques, les conséquences intergénérationnelles et les effets sur la dignité humaine) et les séquelles permanentes de ces pensionnats;
- g) Appuyer la commémoration des anciens élèves des pensionnats et de leurs familles, conformément à la Directive sur la politique de commémoration (Annexe J de la Convention).

## 2. Création, pouvoirs, fonctions et procédures de la Commission

Les membres de la Commission de vérité et de réconciliation sont désignés par décret comme des « commissaires » par le gouvernement fédéral, en application d'un règlement sur les nominations spéciales.

Les commissaires, en vertu de la Convention de règlement final sanctionnée par les tribunaux et des jugements sur les recours collectifs :

- a) sont autorisés, dans l'exercice de leur mandat relatif à la vérité et à la réconciliation, à recueillir les déclarations et les documents des anciens élèves, de leurs familles, de la communauté et de tous les autres participants intéressés et – sous réserve de f), g) et h) ci-dessous – de se

<sup>1</sup> Ce terme renvoie au principe autochtone de « témoignage ».

<sup>2</sup> Le gouvernement du Canada s'engage à assurer une diffusion plus large du rapport, conformément aux recommandations des commissaires

<sup>3</sup> La Commission peut formuler des recommandations en vue de l'adoption des autres mesures qu'elle estime nécessaires pour satisfaire au mandat et aux objectifs de vérité et de réconciliation.

servir de tous les documents et matériaux produits par les parties. Les commissaires ont en outre l'autorité et l'obligation, dans l'intérêt public, d'archiver tous ces documents, matériaux et transcriptions ou enregistrements des déclarations recueillies, de manière à garantir leur préservation et leur facilité d'accès par le public, et conformément aux lois sur l'accès et sur la protection des renseignements personnels ainsi qu'aux autres lois applicables;

- b) ne doivent pas tenir des audiences formelles, ni faire fonction de commission d'enquête publique, ni encore mener un processus judiciaire formel;
- c) ne possèdent pas le pouvoir d'assignation à témoigner ni le pouvoir de contraindre la présence ou la participation à l'un de leurs événements ou activités. La participation à tous les événements et activités de la Commission est à titre strictement volontaire;
- d) peuvent faire appel à toute procédure ou méthode informelle qu'ils jugent à propos pour la bonne marche des événements et activités de la Commission, dans la mesure où elle est conforme aux objectifs et dispositions dans l'énoncé de mandat de la Commission;
- e) peuvent, à leur discrétion, tenir des séances à huis clos ou exiger que des séances soient tenues à huis clos;
- f) s'acquittent de leurs fonctions (organisation d'événements, activités, réunions publiques, consultations, déclarations publiques, préparation d'un rapport et de recommandations) sans faire de constatations ou formuler la moindre conclusion ou recommandation au sujet de l'inconduite d'une personne, à moins que ces constatations ou informations concernant la personne aient déjà été confirmées dans le cadre d'une procédure judiciaire, d'aveux, ou de déclarations publiques par la personne en question. De plus, la Commission ne peut pas faire référence dans quelque activité ou dans son rapport ou ses recommandations à la responsabilité civile ou criminelle potentielle d'une personne ou d'une organisation, à moins que ces constatations ou informations concernant l'individu ou l'institution aient déjà été confirmées dans le cadre d'une procédure judiciaire.
- g) ne doivent pas, sauf obligation légale, utiliser ou permettre l'accès à des déclarations faites par des individus à l'occasion des événements, activités ou processus de la Commission, à moins que l'individu ait donné son consentement exprès, et même alors dans la seule mesure de ce consentement et dans le seul but pour lequel il est donné;
- h) s'abstiennent de nommer qui que ce soit dans leurs événements, activités, déclarations publiques, rapport ou recommandations, ou de faire usage de

renseignements personnels ou de déclarations qui nomment une personne sans le consentement exprès de celle-ci, à moins que ces renseignements et(ou) l'identité de la personne ainsi nommée aient déjà été confirmées dans le cadre d'une procédure judiciaire, d'aveux, ou de déclarations publiques par cette personne. Il faut, dans la mesure du possible, conserver l'anonymat des autres renseignements susceptibles d'identifier des individus;

- i) par dérogation à e), exigeront une séance à huis clos pour entendre toute déclaration faisant état des noms ou autres renseignements signalétiques des personnes accusées d'inconduite par l'auteur de la déclaration, à moins que la personne ainsi nommée ou identifiée ait été condamnée pour l'inconduite alléguée. Les commissaires ne doivent pas noter les noms ainsi identifiés à moins que la personne en question ait été condamnée pour l'inconduite présumée. Dans la mesure du possible, l'anonymat sera conféré aux autres renseignements susceptibles d'être utilisés pour identifier les personnes en question;
- j) s'abstiennent, sauf obligation légale, de remettre des renseignements personnels, des déclarations faites par une personne ou tout autre renseignement signalétique en vue d'une autre procédure, ou de toute autre utilisation, sans le consentement exprès de l'intéressé;
- k) veillent à ce que le comportement et les activités de la Commission ne remettent pas en question des procédures légales;
- l) peuvent faire appel au Comité d'administration national (CAN) pour la détermination de litiges impliquant la production de documents, et leur disposition et archivage, le contenu du rapport et des recommandations de la Commission, et les décisions de cette dernière sur le champ d'application de sa recherche et les questions à examiner. La Commission doit s'efforcer de régler elle-même la question avant de la transmettre au CAN.

### **3. Responsabilités**

Conformément aux pouvoirs et attributions de la Commission énumérés au point 2 ci-dessus, la Commission détient les responsabilités suivantes :

- a) faire appel à des méthodes interdisciplinaires, historiques, de tradition orale et archivistique, et aux sciences sociales, pour prendre les déclarations, rechercher et analyser les faits historiques, rédiger son rapport, gérer les connaissances et archiver;
- b) adopter les méthodes et procédures qu'elle juge nécessaires pour atteindre ses objectifs;

- c) engager les personnes, entre autres les experts, dont elle juge la prestation nécessaire pour atteindre ses objectifs;
- d) créer un centre de recherche et veiller à la conservation de ses archives;
- e) avoir à sa disposition les installations et l'équipement dont elle a besoin, dans les limites des lignes directrices et règles pertinentes;
- f) organiser les événements et donner les préavis nécessaires, y compris lors des cérémonies importantes jugées utiles par la Commission, au cours du processus quinquennal et à sa conclusion;
- g) rédiger un rapport;
- h) faire traduire le rapport dans les deux langues officielles du Canada, et tout ou partie de ce rapport dans les langues autochtones déterminées par les commissaires;
- i) évaluer les propositions de commémoration conformément à la Directive sur la politique de commémoration (Annexe X de la Convention).

#### 4. Exécution des obligations

Étant donné que la Commission doit s'abstenir d'agir comme si elle tenait une enquête publique ou d'appliquer un processus légal formel, elle ne doit pas reproduire (partiellement ou complètement) la fonction d'enquête criminelle, le Processus d'évaluation indépendant ou les poursuites en justice, ou faire des recommandations sur des sujets déjà traités dans la Convention. La Commission doit prendre acte, dans l'exercice de ses fonctions,

- a) des expériences uniques des anciens élèves indiens, inuits et métis des pensionnats; elle doit donc mener ses activités, organiser ses événements et préparer son rapport et ses recommandations de façon à tenir compte des expériences uniques de tous les anciens élèves des pensionnats et à les refléter et leur accorder une reconnaissance;
- b) que le processus de vérité et de réconciliation repose sur le principe de la participation individuelle à titre strictement volontaire;
- c) qu'elle construit sur les processus, les archives, les ressources et la documentation passés et actuels, y compris le travail et les archives de la *Commission royale sur les peuples autochtones* (1996);
- d) de l'importance pour son activité des traditions orales et légales des Autochtones;
- e) que dans le cadre de son approche holistique globale de la réconciliation et de la guérison, il est raisonnable qu'elle assure une coordination avec d'autres initiatives relevant de la Convention et reconnaisse les liens avec



les autres aspects de la Convention, en vue de favoriser les objectifs globaux de la réconciliation;

- f) que toutes les déclarations individuelles ont le même poids, même si elles sont faites après l'achèvement du rapport;
- g) que l'accent sera porté à la fois sur la collecte et la mémorisation de l'information, et l'analyse de cette information.

## **5. Composition**

La Commission doit se composer d'un président désigné et de deux commissaires, qui doivent être des personnes bien connues pour leur intégrité, leur valeur et le respect qu'elles inspirent.

- a) Il faudrait envisager qu'au moins un des trois membres soit Autochtone;
- b) Les titulaires doivent être choisis parmi des candidats désignés par d'anciens élèves, des organisations autochtones, des entités religieuses et le gouvernement;
- c) Il faut consulter l'Assemblée des Premières Nations (APN) dans la décision finale sur la désignation des commissaires.

## **6. Secrétariat**

La Commission fonctionne par l'intermédiaire d'un secrétariat central.

- a) Un directeur général est en charge du fonctionnement de la Commission; il choisit et engage le personnel et les agents de liaison avec les régions;
- b) Le directeur général et le Secrétariat sont soumis à la direction et au contrôle des commissaires;
- c) Le Secrétariat est responsable des activités de la Commission, comme les suivantes :
  - (i) recherche;
  - (ii) organisation des événements;
  - (iii) prise des déclarations personnelles et partage des faits divulgués;
  - (iv) obtention de documents;
  - (v) gestion de l'information contenue dans les archives de la Commission;
  - (vi) rédaction du rapport;

- (vii) conservation de ses archives;
- (viii) évaluation des propositions liées à la Directive sur la politique de commémoration.
- d) Le directeur général et les commissaires consultent le Comité des survivants des pensionnats indiens concernant la nomination des agents de liaison avec les régions.
- e) Les agents de liaison avec les régions :
  - (i) font fonction de transmetteurs de connaissances et favorisent le partage des connaissances parmi les collectivités, les individus et la Commission;
  - (ii) font le lien entre l'organisme national et les collectivités sur le plan de la coordination des événements nationaux et communautaires;
  - (iii) fournissent des informations aux collectivités et les aident tandis qu'elles planifient des événements de vérité et de réconciliation, coordonnent l'obtention de déclarations personnelles et le partage des faits divulgués, et l'enregistrement des événements, et facilitent la circulation de l'information des collectivités vers la Commission.

## **7. Comité des survivants des pensionnats indiens (CSPI)**

La Commission est épaulée par un Comité des survivants des pensionnats indiens (CSPI).

- a) Le comité se compose de dix représentants, choisis parmi différentes organisations autochtones et groupes de survivants. La représentation est par région, en fonction de la répartition de la population dans les pensionnats (selon la définition dans la Convention). La majorité des représentants doit être composée d'ex-élèves des pensionnats;
- b) Les membres du comité sont choisis par le gouvernement fédéral, en consultation avec l'APN, à partir d'un bassin de candidats admissibles sélectionnés par les intéressés;
- c) Les membres du comité sont chargés de conseiller les commissaires sur ce qui suit :
  - (i) les caractéristiques d'une « collectivité » aux fins de sa participation aux processus de la Commission;
  - (ii) les critères régissant les processus communautaires et nationaux;
  - (iii) l'évaluation des propositions liées à la Directive sur la politique de commémoration;

- (iv) les autres questions présentées par les commissaires.

## 8. **Calendrier**

La Commission doit achever son travail en l'espace de cinq ans; deux échéances ont été fixées dans cet espace de temps :

Échéance de deux ans

- a) Préparation d'un budget dans les trois mois de sa formation, sous réserve de la disposition sur les limites budgétaires dans la Convention;
- b) Achèvement de tous les événements nationaux, et recherche et rédaction du rapport sur les constatations et recommandations historiques dans les deux ans de la formation de la Commission, avec possibilité de prolongation de six mois, à la discrétion des commissaires.

Échéance de cinq ans

- a) Achèvement des événements communautaires liés à la vérité et à la réconciliation, obtention de déclarations personnelles et partage des faits divulgués, rapports des collectivités à la Commission, et cérémonies de clôture;
- b) Création d'un centre de recherche.

## 9. **Recherche**

La Commission doit mener les recherches, recevoir et enregistrer les déclarations, et examiner les documents qu'elle juge nécessaires pour atteindre ses objectifs.

## 10. **Événements**

Les événements liés à la Commission de vérité et de réconciliation sont répartis en trois volets essentiels : événements nationaux, événements communautaires, et obtention de déclarations personnelles et divulgation. Une cérémonie de clôture mettra fin au processus de vérité et de réconciliation.

### (A) **Événements nationaux**

Les événements nationaux sont le moyen de faire participer le public canadien au processus de vérité et de réconciliation et de l'éduquer au sujet du système des pensionnats, de l'expérience des anciens élèves et de leurs familles, et des séquelles permanentes de ces établissements.

La Commission doit financer et accueillir sept événements nationaux dans différentes régions du pays, afin :

- a) de partager les informations avec les collectivités ou provenant d'elles;
- b) d'appuyer et de faciliter l'autonomisation des anciens élèves des pensionnats et de ceux touchés par les séquelles des pensionnats;
- c) de mettre en lumière le contexte et le sens du Paiement d'expérience commune;
- d) d'obtenir l'adhésion du public et de l'éduquer au moyen de la communication de masse;
- e) d'atteindre ses objectifs de toutes les façons possibles.

Quand elle organise ces événements, la Commission doit tenir compte de l'histoire et de la démographie du système des pensionnats.

Tous les événements nationaux doivent comporter les composantes communes suivantes :

- f) la possibilité pour un échantillonnage d'anciens élèves, avec leurs familles, de partager leurs expériences;
- g) la possibilité pour certaines collectivités dans les régions de partager leurs expériences des répercussions sur les collectivités, ainsi que ce que leur ont enseigné les processus de réconciliation communautaires;
- h) la possibilité de participation et de partage des informations entre les anciens élèves et leurs familles, les collectivités, les experts, les représentants des entités religieuses et du gouvernement, les établissements et le public canadien;
- i) pour réaliser un transfert cérémoniel des connaissances, la transmission des transcriptions de déclarations individuelles ou des rapports ou déclarations communautaires. La Commission doit être consciente que seules les personnes qui ont subi les séquelles des pensionnats indiens peuvent vraiment décrire l'expérience qu'elles ont connue;
- j) une analyse des séquelles à court et à long terme du système des pensionnats sur les individus, les collectivités, les groupes, les institutions et la société canadienne, y compris les effets intergénérationnels de ce système;
- k) la participation de hauts représentants du gouvernement et des entités religieuses;
- l) pour tous les participants, des soutiens de santé et des experts en traumatisme durant et après la cérémonie.

## **(B) Événements communautaires**

Le but visé est de faire en sorte que les événements communautaires soient organisés par les collectivités et répondent aux besoins des anciens élèves, de leurs familles et des personnes touchées par les séquelles des pensionnats, y compris les besoins spéciaux des collectivités où étaient situés les pensionnats indiens.

Les événements communautaires ont les fonctions suivantes :

- a) reconnaître la capacité des collectivités de créer des pratiques de réconciliation;
- b) établir des narrations communautaires des effets du système des pensionnats sur les anciens élèves, leurs familles et les collectivités;
- c) à la demande des collectivités, faire participer les entités religieuses, les anciens employés des écoles et les représentants du gouvernement au processus de réconciliation;
- d) créer des archives ou une collection des narrations communautaires – y compris les faits divulgués, enseignements acquis et recommandations – pour utilisation dans la recherche et le rapport historique et en vue des événements nationaux, ainsi que pour inclusion dans le centre de recherche;
- e) éduquer le public et favoriser de meilleures relations avec les collectivités locales;
- f) à la demande des collectivités, autoriser la participation des hauts représentants du gouvernement et des églises;
- g) respecter l'objectif de témoigner dans le respect des principes autochtones.

Aux premières étapes du processus, la Commission doit élaborer, en consultation avec CSPI, les critères et valeurs fondamentales conformes au mandat de la Commission qui baliseront les processus communautaires.

Les collectivités peuvent, dans les limites de ces paramètres, soumettre à la Commission des plans de processus de réconciliation, ainsi que recevoir un financement pour ces processus, sous réserve de la capacité budgétaire de la Commission.

## **(C) Prise de déclarations personnelles et partage des faits divulgués**

La Commission doit coordonner la collecte de déclarations personnelles faites par écrit, électroniquement ou d'une autre façon. Par dérogation au mandat de cinq ans, quiconque

ayant subi les séquelles des pensionnats est autorisé à remettre une déclaration personnelle au centre de recherche, sans limite de temps.

La Commission doit assurer un milieu sûr, positif et adapté pour la prise de déclarations personnelles et le partage des faits divulgués.

La Commission n'utilise la déclaration d'un individu faite dans le cadre des processus de la Commission, ou n'autorise l'accès à cette déclaration, qu'avec le consentement exprès de la personne en question.

#### **(D) Cérémonie de clôture**

À la conclusion de son mandat, la Commission organise une cérémonie de clôture pour honorer l'importance de tous les événements survenus durant son mandat. Des hauts représentants des églises et du gouvernement participent à cette cérémonie.

### **11. Accès aux informations pertinentes**

- a) Afin d'assurer l'efficacité du processus de vérité et de réconciliation, le Canada et les organismes religieux fourniront tous les documents pertinents en leur possession ou sous leur contrôle à la commission de vérité et de réconciliation (la « Commission ») et pour son usage, sous réserve du droit à la protection des renseignements personnels d'une personne prévu par la loi applicable relative à la protection des renseignements personnels, et sous réserve de la législation sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels applicable, à l'exception des documents auxquels le secret professionnel de l'avocat s'applique lorsqu'il est invoqué;
- b) Dans les cas où le droit à la protection des renseignements personnels d'une personne est en cause et sous réserve de la législation applicable en matière de protection de renseignements personnels et d'accès à l'information, les chercheurs de la Commission auront accès aux documents, à la condition que les renseignements personnels soient protégés. Dans les cas où le secret professionnel de l'avocat est invoqué, la partie l'invoquant fournira une liste de tous les documents pour lesquels ce secret professionnel est invoqué.
- c) Le Canada et les organismes religieux ne sont pas tenus de renoncer à la possession de documents originaux en faveur de la Commission. Elles sont tenues de compiler tous les documents pertinents de façon organisée à des fins d'examen de la part de la Commission et de permettre l'accès à leurs archives afin que la Commission puisse remplir son mandat. La production de documents ne requiert pas la production de documents originaux. Les originaux ou copies certifiées conformes, peuvent être fournis ou les originaux peuvent être fournis temporairement à des fins de

photocopie si les renseignements originaux ne doivent pas être conservés par la Commission.

Dans la mesure où en conviennent les intéressés, et sous réserve des exigences du processus, les informations provenant du Processus d'évaluation indépendant (PEI), des litiges en cours et des processus de règlement des différends peuvent être transférées à la Commission à des fins de recherche et d'archivage.

## **12. Centre national de recherche**

Un centre de recherche doit être créé, en conformité avec le budget de la Commission et dans la mesure de ce budget. Son accès sera ouvert aux anciens élèves, à leurs familles et collectivités, au grand public, aux chercheurs et aux éducateurs qui souhaitent inclure ces matières historiques dans les programmes d'études.

Durant son mandat, la Commission veille à ce que toute documentation créée ou reçue dans le cadre de ce mandat soit préservée et archivée selon un objectif et une tradition qui sont conformes aux objectifs et à l'esprit du travail réalisé par la Commission.

La Commission doit employer les méthodes et s'associer aux experts (comme Bibliothèque et Archives Canada) nécessaires à la préservation et à la conservation des pièces et des documents. Toute la documentation recueillie au moyen de ce processus doit être accessible au public, dans la mesure du possible et à la lumière des lois pertinentes, ainsi que des recommandations de la Commission touchant le maintien de la confidentialité des dossiers.

## **13. Protection des renseignements personnels**

La Commission doit respecter à la fois les lois sur la protection des renseignements personnels et les craintes des participants sur le plan de la confidentialité. Il est entendu :

- a) que toute participation à des événements publics est strictement volontaire;
- b) par dérogation à 2i), que les événements nationaux sont publics; dans des situations spéciales, à la discrétion des commissaires, les informations peuvent être recueillies à huis clos;
- c) les événements communautaires peuvent être privés ou publics, selon le plan fourni par la collectivité;
- d) la Commission respecte le souhait d'une personne qui veut que sa déclaration soit faite à titre privé;
- e) les documents doivent être archivés conformément à la loi.

#### **14. Budget et ressources**

La Commission prépare un budget dans les trois premiers mois de son mandat et le soumet pour approbation auprès du Ministre responsable de Résolution des questions des pensionnats indiens Canada, et a plein pouvoir de prendre les décisions sur les dépenses, dans les limites de son mandat, de l'arrêté-en-conseil l'établissant, des politiques du Conseil du trésor, des fonds disponibles et de sa capacité budgétaire.

La Commission doit veiller à la suffisance des ressources affectées aux événements communautaires sur la période de cinq ans; elle doit veiller en outre à mettre de côté une portion du budget pour la prise de déclarations personnelles et le partage des faits divulgués, ainsi que pour archiver ses dossiers et ses informations.

Les parties institutionnelles assument leur part des frais de participation et de présence aux événements de la Commission et aux événements communautaires, de même que des frais de remise des documents. À la demande de la partie qui fournit les documents, la Commission prend à charge les frais de copie, de balayage, de numérisation, ou d'autres moyens de reproduire les documents.



**ANNEXE « O-1 »**

**DEUXIÈME ENTENTE MODIFICATIVE**

ENTENTE CONCLUE LE \_\_\_\_\_ 2006

entre

**SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA,  
REPRÉSENTÉE PAR LE MINISTRE RESPONSABLE DE RÉOLUTION DES  
QUESTIONS DES PENSIONNATS INDIENS CANADA**  
(ci-après appelée le « *gouvernement* »)

et

**L'ÉGLISE PRESBYTÉRIENNE DU CANADA**  
(ci-après appelée l'« *Église* »)

et

**LE BUREAU DE FIDUCIE DE L'ÉGLISE PRESBYTÉRIENNE AU CANADA**  
(ci-après appelée le « *Bureau* »)

ATTENDU QUE le *gouvernement* ainsi que l'Église et le Bureau ont participé au développement et au fonctionnement de pensionnats pour des enfants autochtones au Canada;

ET ATTENDU QUE le *gouvernement* ainsi que l'Église et le Bureau sont parties à un *Accord de principe* entre eux-mêmes, les *demandeurs*, l'APN et certaines autres confessions religieuses, daté du 20 novembre 2005, concernant la résolution des séquelles des *pensionnats indiens*;

ET ATTENDU QUE le *gouvernement* ainsi que l'Église et le Bureau ont conclu une entente de règlement (l'*Entente de règlement presbytérienne*) le 13 février 2003 et une entente modificative le 10 mai 2004;

ET ATTENDU QUE l'article 8.1 de l'*Entente de règlement presbytérienne* prévoit que le *gouvernement* négociera avec l'Église et le Bureau s'il conclut, avec une confession ou une entité religieuse, une entente de règlement renfermant des dispositions qui dans leur ensemble sont plus favorables que celles de l'*Entente de règlement presbytérienne* et que le *gouvernement* a confirmé son engagement à renégocier l'Entente de règlement anglicane pour donner effet à l'article 8.1;

ET ATTENDU QUE l'article 8.5 de l'*Entente de règlement presbytérienne* prévoit qu'aucune modification, addition ou renonciation à toute disposition de cette entente ou de toute autre entente prévue ou envisagée par cette entente, ni consentement à une dérogation à cette

entente de la part d'une partie ou de son représentant n'aura d'effet à moins d'être établie par écrit et signée par les parties à cette entente et qu'alors, la modification, l'addition, la renonciation ou le consentement sera exécutoire seulement dans le cas et aux fins spécifiques pour lesquelles il a été donné;

ET ATTENDU QUE les parties à l'*Entente de règlement presbytérienne* et à l'entente modificative ont déterminé que des modifications à ces ententes sont souhaitables;

ET ATTENDU QUE le *gouvernement* ainsi que l'Église et le Bureau conviennent de partager la responsabilité des sévices et des autres questions se rapportant aux *pensionnats indiens* et de participer avec les autres à un règlement global des séquelles des *pensionnats indiens* ;

ET ATTENDU QUE le *gouvernement* ainsi que l'Église et le Bureau sont et demeurent résolus à travailler conjointement avec les *demandeurs* pour les aider dans leur processus de guérison et de réconciliation et à recourir à des processus justes, sécuritaires, efficaces et opportuns afin de valider et de régler les *réclamations pour sévices subis dans un PI*, en évitant de causer d'autres traumatismes aux *demandeurs* et en protégeant également la réputation des personnes dont on allèguerait à tort qu'elles sont les auteurs de sévices;

ET ATTENDU QUE le *gouvernement* reconnaît l'importance de permettre à l'Église et au Bureau de poursuivre leur contribution à la société canadienne et, grâce à la présente *Entente*, soutient leur viabilité continue;

LE PRÉSENT MÉMOIRE ATTESTE :

## **PARTIE I : DÉFINITIONS**

1.1 Aux fins de la présente *Entente*, les définitions de l'*Entente de règlement presbytérienne* régissent le sens des mêmes termes en italique utilisés dans la présente, autres que le terme « *Entente* », qui désigne la présente *Entente* modificative, et les termes « *demandeur* », « *indemnité* », « *coûts* » et « *PI* », qui ont le sens défini dans la présente *Entente*.

1.2 Aux fins de la présente *Entente*, l'Église comprend le Comité des missions étrangères et le WMS.

1.3 Les définitions additionnelles suivantes s'appliquent à l'ensemble de la présente *Entente* et, sauf indication expresse, à tout document subséquent adopté en vue de ses objectifs :

« *Accord de principe* » désigne l'accord signé le 20 novembre 2005 entre le *gouvernement*, représenté par l'honorable Frank Iacobucci, les *demandeurs* des *PI*, l'*APN* et, entre autres, l'Église presbytérienne au Canada;

« *Assemblée des Premières Nations* » ou « *APN* » désigne l'organisation nationale représentant les Premières nations du Canada, créée par une Charte de ses membres en 1985;

« *autre réclamation visée par une quittance* » désigne toute réclamation réputée avoir fait l'objet d'une quittance conformément aux *ordonnances d'approbation*;

« *Convention de règlement relative aux pensionnats indiens* » ou « *CRRPI* » désigne la Convention de règlement datée du \_\_\_\_\_ 2006 (conclue entre le Canada, certains *demandeurs*, représentés par le National Consortium, le Merchant Law Group et les avocats indépendants, l'*APN*, les représentants des Inuits et les organismes religieux, au sens de la *CRRPI*), et approuvée par les *ordonnances d'approbation*;

« *coûts* » désigne les coûts adjugés, les coûts convenus, les coûts du *MARC* ou les coûts du *PEI*, qui doivent être payés à un *demandeur* dans le cas d'une *réclamation pour services subis dans un PI*;

« *demandeur* » désigne une personne qui a droit à faire une réclamation en vertu du *Modèle alternatif de règlement des conflits* ou du *Processus d'évaluation indépendant* établi sous le régime de la *Convention de règlement relative aux pensionnats indiens* ou un ancien élève d'un *PI* ou une autre personne qui s'est exclue de la Convention de règlement et a fait une *réclamation pour services subis dans un PI*;

« *Entente* », « *aux présentes* », « *à la présente* » et les expressions similaires désignent la présente *Entente* et toute modification à cet égard, y compris toutes les annexes jointes à la présente *Entente*;

« *Entente de règlement catholique* » désigne l'entente conclue entre certaines entités catholiques, la Société • et le *gouvernement* en date du \_\_\_\_ 2006;

« *Entente de règlement presbytérienne* » désigne l'entente conclue le 13 février 2003 entre le Canada ainsi que l'Église et le Bureau.

« *Fondation autochtone de guérison* » ou « *FADG* » désigne la société sans but lucratif créée en vertu de la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*, L.R.C. 1970, ch. C-32 pour répondre aux besoins de guérison des Autochtones touchés par les *pensionnats indiens*;

« *Fonds presbytérien pour la guérison et la réconciliation* » ou « *FPGR* » désigne le fonds établi par l'Église et le Bureau conformément à la présente *Entente*, fonds devant être administré conformément aux dispositions de l'Annexe A;

« *indemnité* » désigne les dommages-intérêts, les *coûts* et les intérêts accordés ou convenus dans le cas d'une *réclamation pour services subis dans un PI*;

« *Modèle alternatif de règlement des conflits* » ou « *MARC* » désigne le processus de règlement extrajudiciaire des *réclamations pour sévices subis dans un PI* annoncé par le ministre responsable de Résolution des questions des pensionnats indiens Canada le 6 novembre 2003, tel que modifié le cas échéant;

« *ordonnances d'approbation* » désigne les jugements ou les ordonnances par lesquels les tribunaux autorisent les *recours collectifs* et approuvent la *Convention de règlement relative aux pensionnats indiens*, conformément aux lois régissant les recours collectifs ou à la common law;

« *pensionnat indien* » ou « *PI* » désigne un ou plusieurs des *pensionnats indiens* énumérés à l'Annexe A de l'*Entente de règlement presbytérienne* et tout autre pensionnat ajouté à cette liste conformément au processus établi dans la *Convention de règlement relative aux pensionnats indiens*, dans lesquels l'Église, le Bureau ou une autre composante de l'Église presbytérienne du Canada étaient présents ou auxquels ceux-ci étaient associés à un autre titre;

« *Processus d'évaluation indépendant* » ou « *PEI* » désigne le processus servant à valider et indemniser certaines réclamations pour sévices prouvés, tel qu'établi à l'Annexe D de la *Convention de règlement relative aux pensionnats indiens*, tel que modifiée par les *ordonnances d'approbation* ou, par la suite, conformément à une procédure approuvée par ces jugements;

« *réclamation dans le cadre du PEI* » désigne une réclamation réglée au moyen du *PEI* établi par les *ordonnances d'approbation*;

« *réclamation pour sévices subis dans un PI* » désigne une demande continue définie aux fins du *PEI* ou, hors du cadre du *PEI*, une *réclamation pour sévices subis dans un PI* au sens de l'*Entente de règlement presbytérienne*;

« *services non financiers* » parfois appelés services en nature, inclut des services, contributions, engagements ou programmes, selon le contexte;

1.4 Il est entendu, aux fins de la présente *Entente* et de l'*Entente de règlement presbytérienne*, que les définitions de la présente *Entente* ont préséance sur celles que renferme la *CRRPI*. Lorsqu'un mot ou un terme est en italique dans la présente *Entente* et qu'il n'est pas défini, la définition énoncée dans la *CRRPI* s'applique, à moins que le contexte ne s'y prête pas.

1.5 Les annexes suivantes sont jointes à la présente *Entente* et y sont intégrées et en font partie, du fait du présent renvoi, de façon aussi complète que si elles étaient incluses dans le corps de la présente *Entente* :

Annexe A, *Fonds presbytérien pour la guérison et la réconciliation (FPGR)*;

Annexe B, Quittance complète et finale à l'égard des réclamations des personnes qui s'excluent de la *CRRPI*.

## **PARTIE II**

### **CESSATION DE L'ENTENTE MODIFICATIVE ET ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA PRÉSENTE ENTENTE**

2.1. L'entente modificative presbytérienne datée du 10 mai 2004 ne s'applique pas aux *réclamations pour sévices subis dans un PI* réglées après l'entrée en vigueur de la présente *Entente* et, par la suite, l'article 2.18 de l'*Entente de règlement presbytérienne* s'applique à ces réclamations.

2.2 La présente *Entente* deviendra effective et exécutoire pour les parties à la *date d'entrée en vigueur* (voir l'article 1.01 de la *CRRPI*). Il est entendu que si la *CRRPI* ne devient pas effective et exécutoire, la présente *Entente* sera sans effet.

## **PARTIE III**

### **DISPOSITIONS DE REMPLACEMENT CONCERNANT LES ENGAGEMENTS FINANCIERS ET NON FINANCIERS**

3.1. Le Fonds de règlement établi conformément à l'article 3.1 de l'*Entente de règlement presbytérienne* sera maintenu dans la mesure requise par la présente *Entente*

3.2 Le montant du règlement est réduit à 1 317 700 \$ (ce qui représente la part proportionnelle de l'Église presbytérienne relativement à la valeur monétaire des contributions en argent et en *services non financiers* prévues dans l'*Entente de règlement catholique*, y compris le montant maximal à amasser par une campagne de collecte de fonds pancanadienne par les entités catholiques, moins les montants payés en *indemnités* par l'Église et le Bureau à la date d'entrée en vigueur de la présente *Entente*). Les autres montants dans le Fonds de règlement peuvent être retirés par l'Église et le Bureau.

3.3 Sous réserve des dispositions de l'article 4.2 de l'*Entente de règlement presbytérienne*, l'Église et le Bureau n'ont aucune autre obligation de contribuer aux *indemnités* pour des *réclamations pour sévices subis dans un PI*.

3.4 Il est entendu que le *gouvernement* convient qu'il sera responsable du paiement de toute autre *indemnité* en vertu du *MARC*, du *PEI* et de tous les règlements et jugements relatifs aux *réclamations pour sévices subis dans un PI* en faveur des *demandeurs* qui s'excluent du règlement. Il est en outre entendu que cela ne comprend pas les règlements ou les jugements pour perte totale ou partielle de langue et de culture autochtones. Si l'Église ou le Bureau sont nommés dans une procédure judiciaire dans laquelle une *réclamation pour sévices subis dans un PI* est faite, et que le *gouvernement* n'est pas nommé, le *gouvernement* convient qu'il indemniserait l'Église et le Bureau pour toute *indemnité* payée par eux pour les *réclamations pour sévices subis dans un PI*.

3.5 Les parties conviennent qu'au 20 novembre 2005, la somme de 227 412 \$ a été payée par l'Église et le Bureau en *indemnité* aux *demandeurs* pour les réclamations validées.

3.6 Dans les 60 jours de l'entrée en vigueur de la présente *Entente*, le *gouvernement* et l'Église conviendront du montant de l'*indemnité* payée par l'Église entre le 20 novembre 2005 et la date d'entrée en vigueur de la présente *Entente* (la « période de transition »). Si le montant d'*indemnité* payé par l'Église et le Bureau entre le 20 novembre 2005 et la date à laquelle la présente *Entente* entre en vigueur, dépasse 489 540 \$, alors dans les 60 jours qui suivront, le *gouvernement* paiera au Bureau et à l'Église conjointement l'excédant de ce montant, qui sera placé dans le Fonds de règlement et appliqué conformément de la présente *Entente*.

3.7 Aucun paiement autre que ceux prévus à l'article 3.6 ne doit être payé par le *gouvernement* à l'Église ou au Bureau pour donner effet à l'article 8.1 de l'*Entente de règlement presbytérienne*, quelles que soient les circonstances.

3.8 Sous réserve de l'article 3.7, le solde du Fonds de règlement à la date d'entrée en vigueur de la présente *Entente* sera dépensé dans un délai maximal de huit ans conformément aux critères suivants :

3.8.1 Tout montant du Fonds de règlement peut, à l'entière discrétion de l'Église et du Bureau, être utilisé pour contribuer à l'*indemnité* payable à un *demandeur* pour une *réclamation pour sévices subis dans un PI*, et la contribution du *gouvernement* à cette *indemnité* sera réduite en conséquence.

3.8.2 Tout montant dans le Fonds de règlement peut être payé en subventions pour la guérison et la réconciliation conformément à l'Annexe A.

3.8.2.1 Toutes les décisions concernant le versement de subventions ou l'approbation de *services non financiers* seront prises par le Comité du *Fonds presbytérien pour la guérison et la réconciliation* (CFPGR ou le « Comité ») qui sera composé de trois membres nommés par le Conseil anglican pour les peuples autochtones, un membre nommé par l'APN, deux membres nommés collectivement par l'Église et le Bureau, et un membre nommé par le *gouvernement*. Les décisions seront prises à la majorité des membres du Comité.

3.8.2.2 Les frais d'administration raisonnables pour le fonctionnement du Comité peuvent, avec le consentement par écrit du *gouvernement*, être payés à même le Fonds de règlement. Le *gouvernement* ne peut refuser, sans motif raisonnable, le consentement auquel fait référence le présent article.

3.8.3 Lorsque des *services non financiers* ont été fournis par l'Église conformément à la présente partie et à l'Annexe A et que le *gouvernement* ainsi que l'Église et le Bureau conviennent de la valeur monétaire de ces services, cette valeur monétaire peut être retirée du Fonds de règlement par l'Église et le Bureau, à condition que le total de ces retraits ne dépasse pas 417 000 \$.

3.8.3.1 Les *services non financiers* font l'objet d'une vérification par le Comité et, sur demande du *gouvernement* et à ses frais, pour s'assurer que le programme ou le service offert, tel qu'il est mis en œuvre, satisfait aux critères de l'Annexe A et que les dépenses sont raisonnables.

3.8.4 Tous les fonds non versés à la date établie par l'article 3.3 seront transférés à la *Fondation autochtone de guérison* ou à un autre organisme de bienfaisance convenu à l'unanimité par le Comité.

3.9 L'Église et le Bureau peuvent réduire le montant disponible dans le Fonds de règlement dans la mesure correspondant au manque à gagner de la campagne de collecte de fonds catholique romaine par rapport à son objectif, soit 25 000 000 \$ multipliés par un facteur de 0,01668.

3.9.1 Aucun remboursement ne sera payé à l'Église et au Bureau par le *gouvernement* si, avant de déterminer le manque à gagner mentionné à l'article 3.4, le Fonds de règlement a effectué des paiements dans une mesure telle que les fonds ne sont pas suffisants pour réduire le solde afin de refléter tout manque à gagner de la campagne de collecte de fonds catholique romaine en tout ou en partie.

3.9.2 L'obligation de l'Église et du Bureau de payer le montant (conformément à l'Annexe A à la présente *Entente*) qui dépend de la campagne de collecte de fonds catholique romaine ne survient pas avant que la campagne ait permis d'amasser les fonds et alors seulement dans la mesure des fonds amassés grâce à la campagne, multipliés par un facteur de 0,01668.

3.9.3 Dans les 60 jours de chaque anniversaire de l'entrée en vigueur de la présente *Entente* et pour une période de sept ans par la suite, le *gouvernement* fournira à l'Église et au Bureau l'information raisonnable quant au montant amassé grâce à la campagne de collecte de fonds catholique romaine et versé dans le Fonds catholique pour la guérison et la réconciliation.

3.9.4 Aux fins des calculs en vertu de la présente *Entente*, la campagne de collecte de fonds catholique prendra fin sept ans après la date d'entrée en vigueur de la présente *Entente* ou au terme d'une période plus longue pouvant être convenue par l'Église et le Bureau et le *gouvernement*, mais en aucun cas la période ne dépassera dix ans après l'entrée en vigueur de la présente *Entente*.

3.10 Le Bureau de fiducie de l'Église presbytérienne au Canada détiendra le Fonds de règlement, déduction faite des sommes versées à juste titre à même ce fonds, dans un portefeuille financier consolidé qui est régi par l'énoncé des politiques et des procédures d'investissement de l'Église. Ce portefeuille sera géré professionnellement sous la direction et la supervision constante du Bureau de fiducie de l'Église, l'objectif de rendement souhaité étant fixé à 3 % de plus que le taux d'augmentation de l'IPC avant honoraires. La composition de l'actif sera la suivante : revenu fixe 55 %, actions canadiennes 20 %, petites actions canadiennes 5 %, actions américaines 10 % et actions internationales 10 %.



3.11 L'article 4.2 de l'*Entente de règlement presbytérienne* est modifié de façon à prévoir que le *gouvernement* remboursera l'Église et le Bureau, comme si la quittance et l'*indemnité* prévues aux articles 4.7 et 4.8 de la même entente étaient en vigueur, qu'elles aient été en vigueur ou non à la date du paiement par l'Église et le Bureau.

3.12 L'article 3.6 de l'*Entente de règlement presbytérienne* est modifié en ajoutant comme cas de défaut, le manquement à l'une ou l'autre des obligations prévues à la présente *Entente* de verser les fonds ou de fournir les *services non financiers* prévus dans la présente *Entente*.

3.13 Au besoin, l'Église fournira au *gouvernement* les documents qui pourraient aider ce dernier à valider les demandes de *paiement d'expérience commune (PEC)*, au sens donné à ce terme dans la *CRRPI*.

#### **PARTIE IV**

#### **RÈGLEMENT DES RÉCLAMATIONS POUR SERVICES DANS UN PI**

4.1 La Partie II de l'*Entente de règlement presbytérienne*, sauf les articles 2.2.2, 2.2.3, 2.3, 2.4, 2.17 et 2.18, est abrogée et devient inopérante. Les articles 4.1, 4.3, 4.5, 4.6 et 5.6.3 de l'*Entente de règlement presbytérienne* sont également abrogés et deviennent inopérants. De plus :

4.1.1 L'article 2.18.1 est remplacé par une disposition selon laquelle les quittances seront conformes à celles que prévoient les articles 4.06, 11.01, 11.02 et l'Annexe P de la *CRRPI* ainsi que les *ordonnances d'approbation*, dans le cas des *personnes faisant partie des recours collectifs*, des *personnes faisant partie du recours collectif Cloud* et des *demandeurs non pensionnaires*, et l'Annexe B de la présente dans le cas des personnes qui s'excluent de la *CRRPI*, le tout en conformité avec l'article 4.11 de la présente *Entente*.

4.1.2 Les articles 4.7 et 4.8 de la présente *Entente* sont modifiés de manière à prévoir que leurs dispositions sur la quittance et l'*indemnité* prennent effet lorsqu'il y a eu entière conformité aux dispositions de la présente *Entente* concernant le versement de fonds dans le Fonds de règlement ou le paiement à même ce fonds.

4.1.3 Les autres dispositions des parties II, IV et V sont considérées modifiées pour donner plein effet à la présente partie.

4.2 Tant et aussi longtemps qu'il existe une possibilité de régler une réclamation uniquement sur la base des allégations qui font partie de la définition d'une *réclamation pour services subis dans un PI*, cette possibilité doit être traitée comme telle aux fins de la présente *Entente*, nonobstant le fait que des réclamations découlant de la présumée perte totale ou partielle de langue ou de culture autochtone ou d'autres réclamations ne faisant pas partie de la définition sont également faites.

4.3 Dans le cas d'une réclamation qui est réglée dans le cadre du *PEI* ou du *MARC*, les droits de l'Église et du Bureau de participer sont établis dans la présente.



4.4. Le *gouvernement* participera aux négociations visant à déterminer le montant de l'*indemnité* dans tout règlement d'une *réclamation pour sévices subis dans un PI* ou d'une *réclamation dans le cadre du PEI* et pourra conclure ces négociations, selon des modalités acceptables pour le *gouvernement* et le *demandeur* et sans avoir recours à l'Église et au Bureau.

4.4.1 Lorsque l'Église et le Bureau informent le *gouvernement* par écrit qu'ils souhaitent être consultés avant que le *gouvernement* règle une *réclamation dans le cadre du PEI* pour ce *PI* sans tenir d'audition, le *gouvernement* acquiescera à ce souhait à condition que l'Église et le Bureau s'engagent dans cette consultation dans un délai d'au plus une semaine après que le *gouvernement* les aura avisés de son intention.

4.5 Lorsqu'un procès est tenu dans un cas soulevé dans le cadre du *PEI*, le *gouvernement* et l'Église s'abstiendront d'invoquer toute défense fondée sur la prescription et les délais préjudiciables ou toute autre défense visant à éviter que soit examiné le fond du litige.

4.6 Le *gouvernement* fournira à l'Église et au Bureau, en temps opportun, des copies des requêtes introductives d'instances visant un *PI* signifiées au *gouvernement* et des avis d'interrogation qu'il signifie aux *demandeurs* en ce qui concerne les réclamations relatives à un *PI* afin de faciliter la prise de décisions éclairées au sujet de la participation possible de l'Église et du Bureau.

4.6.1 Par un avis écrit au *gouvernement*, l'Église et le Bureau peuvent demander que les copies de ces documents ne leur soient pas transmises de façon générale ou pour certaines catégories de cas, et le *gouvernement* respectera cette demande sauf dans les cas où il a besoin de la coopération de l'Église et du Bureau pour régler la réclamation.

4.7 Lorsque des *réclamations pour sévices subis dans un PI* sont portées en litige, le *gouvernement* ainsi que l'Église et le Bureau s'aviseront mutuellement de toute ouverture pour un règlement démontrée par des *demandeurs* et travailleront ensemble pour établir une position conjointe pour les discussions sur le règlement et, si nécessaire, pour le procès.

4.7.1 L'Église et le Bureau, ou l'une ou l'autre, peuvent dégager le *gouvernement* des obligations de l'article 4.7 s'appliquant à eux, par un avis écrit au *gouvernement*.

4.8 Dans le cas où une *réclamation pour sévices subis dans un PI* est fondée sur des délits intentionnels survenus avant le 14 mai 1953, le *gouvernement* invoquera l'immunité si le cas est porté devant les tribunaux et ne jouera aucun rôle dans la contestation après qu'un tribunal aura conclu à une telle immunité. Le *gouvernement* fournira un avis écrit de son intention à l'Église et au Bureau, au plus tard 120 jours avant le début d'un tel procès, et l'Église et le Bureau contesteront la réclamation ou la régleront autrement.

4.8.1. Le *gouvernement* convient d'indemniser entièrement l'Église et le Bureau pour toute *indemnité* payée à un *demandeur* conformément au présent article ou à l'article 4.2 de l'*Entente de règlement presbytérienne*; et

4.8.2 Le *gouvernement* indemnifiera de plus l'Église et le Bureau pour les honoraires d'avocat et les dépenses encourus par eux pour la contestation d'une *réclamation pour sévices subis dans un PI* fondée sur un délit civil intentionnel commis avant le 14 mai 1953 pour la période allant de la date à laquelle un tribunal a rejeté la réclamation à l'encontre du *gouvernement* sur la base de l'immunité de la Couronne jusqu'à la date du règlement de la réclamation. L'indemnité sera d'un montant convenu entre le *gouvernement* ainsi que l'Église et le Bureau ou déterminé en vertu de la Partie VII de l'*Entente de règlement presbytérienne*. En cas de recours à la Partie VII, les parties et tout médiateur nommé en vertu de l'article 7.6 de l'*Entente de règlement presbytérienne* devront tenir compte des règles, des principes et de la jurisprudence qui s'appliqueraient relativement à la détermination de la valeur du compte d'un avocat à son client dans la province ou territoire où la réclamation a été déposée.

4.9 Lorsque l'Église et le Bureau reçoivent du Secrétariat du *PEI* une copie de la demande de participation du *demandeur* au *PEI* ou reçoivent du *gouvernement* une copie de la demande de participation au *MARC*, l'Église et le Bureau conviennent d'être liés par les conditions qui lui sont imposées en ce qui a trait à la confidentialité ou, s'ils ne conviennent pas de le faire dans un ou plusieurs cas, de retourner le ou les documents sans les copier, les lire ou les utiliser en aucune façon.

4.10 Dans le cadre du *PEI*, lorsque l'Église et le Bureau choisissent de ne pas participer à la validation, au règlement ou à la contestation d'une *réclamation pour sévices subis dans un PI*, à la condition que les dispositions suivantes n'entrent pas en conflit avec l'Appendice III du *PEI*, le *gouvernement* :

4.10.1 à la condition que la déclaration d'un témoin soit soumise au préalable ou que la personne fournisse une entrevue complète au *gouvernement*, paiera les frais raisonnables de voyage et d'hébergement d'un membre, d'un employé ou d'un ancien employé de l'Église ou du Bureau afin qu'il compare à l'audition dans le cadre du *MARC* ou du *PEI*. Dans le cas d'autres procédures impliquant une *réclamation pour sévices subis dans un PI*, le *gouvernement* ne sera responsable que des dépenses reliées à la participation du membre, de l'employé ou de l'ancien employé de l'Église ou du Bureau lorsque le *gouvernement* requiert la participation de tel membre, employé ou ancien employé pour ses propres fins; et

4.10.2 participera aux négociations visant à déterminer le montant de l'*indemnité* dans tout règlement, et pourra les conclure.

4.11 Les quittances des membres *des recours collectifs*, des membres du *recours collectif Cloud* et des *demandeurs non pensionnaires* sont conformes à la *CRRPI*, et plus particulièrement aux articles 4.06, 11.01, 11.02 et à l'Annexe P et aux dispositions des *ordonnances d'approbation*. Dans le cadre de tout règlement d'une réclamation déposée par toute personne non liée par la *CRRPI* conclu en relation avec un *pensionnat indien* ou découlant du fonctionnement général de *pensionnats indiens*, le *gouvernement* obtiendra un désistement de la réclamation et une quittance pour lui-même et pour l'Église pour toute réclamation passée, présente et future,

maintenant connue ou non ou existante selon la loi, reliée, ou se rapportant directement ou indirectement, à un *pensionnat indien*.

4.11.1 La quittance d'une personne non liée par la *CRRPI* sera sous la forme jointe à l'Annexe B.

**PARTIE V:  
RÉSOLUTION DES CONFLITS  
CONCERNANT LA PRÉSENTE ENTENTE**

5.1 Tout conflit concernant l'application ou l'interprétation de la présente *Entente* sera résolu conformément aux dispositions de la partie VII de l'*Entente de règlement presbytérienne*.

**PARTIE VI:  
GÉNÉRALITÉS**

6.1 Un avis sera donné, à moins d'indication contraire précise, par écrit et adressé à la partie à laquelle il est destiné et sera réputé avoir été reçu par l'autre partie le jour où sa réception est attestée par signature, s'il s'agit d'un envoi par courrier certifié et, s'il est expédié par télécopieur ou par courrier électronique, le jour ouvrable suivant la date de la transmission. L'adresse postale et le numéro de télécopieur des parties seront :

Dans le cas de l'Église et du Bureau :

The Presbyterian Church in Canada  
50, promenade Wynford  
Toronto (Ontario) M3C 1J7

À l'attention de : Le Rev. Stephen Kendall  
Télécopieur : (416) 441-2825

Copie à :  
Cassels Brock & Blackwell LLP  
Barristers and Solicitors  
40, rue King Ouest, bureau 2100  
Toronto (Ontario) M5H 3C2

À l'attention de : John Page  
Télécopieur : (416) 640 3038

Dans le cas du *gouvernement* :

Sous-ministre

Résolution des questions des pensionnats indiens Canada,  
90 rue Sparks, 3<sup>e</sup> étage  
Ottawa (Ontario) K1A 0H4

Télécopieur : (613) 996-2811

Copie à :

Ministère de la Justice  
Services juridiques  
90, rue Sparks, 5<sup>e</sup> étage  
Ottawa (Ontario) K1A 0H4

À l'attention de : Avocat principal  
Télécopieur : (613) 996-1810

Copie à :

Sous-procureur général du Canada  
Édifice du ministère de la Justice  
284, rue Wellington  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

À l'attention de : Sous-procureur général adjoint  
Droit des Autochtones  
Télécopieur : (613) 996-4737

ou toute autre adresse postale, de courrier électronique ou numéro de télécopieur, comme les parties peuvent, le cas échéant, s'en aviser mutuellement par écrit.

6.2 La présente *Entente* lie l'Église, le Bureau, leurs successeurs et ayants droit et le *gouvernement* et s'applique en leur faveur.

6.3 Toute disposition de la présente *Entente* qui est ou qui devient interdite ou inapplicable dans toute province ou territoire et qui régit l'interprétation, l'applicabilité ou la force exécutoire de la présente *Entente* n'invalide pas les autres dispositions de la présente *Entente* qui sont jugées dissociables de la disposition interdite ou inapplicable dans toute province ou territoire et n'y porte pas atteinte et son interdiction ou son inapplicabilité dans une province ou un territoire n'invalide pas ou ne rend pas inapplicable cette disposition dans toute autre province ou territoire.

6.4. Aucune modification, addition ou exemption d'une disposition de la présente *Entente* ou de quelque autre entente prévue ou envisagée dans la présente *Entente*, ni aucun consentement à une dérogation de la part d'une partie à la présente *Entente* ou de son représentant n'a d'effet à moins d'être sous forme écrite et signée par les parties à la présente *Entente* et, dans un tel cas, la

modification, l'addition ou l'exemption ou le consentement n'est applicable que dans le cas précis aux fins duquel le consentement a été donné.

6.5. Aucune renonciation, action ou omission d'une partie à la présente *Entente* ne s'applique ni ne peut être interprétée de manière à affecter une situation subséquente de manquement ou de défaut, par cette partie, à toute disposition de la présente *Entente* ou au titre des résultats ou des droits qui en découlent.

6.6 Les délais prévus à la présente *Entente* sont de rigueur.

6.7. Il est interdit aux députés à la Chambre des communes et aux sénateurs de participer à la présente *Entente* ou d'en profiter autrement qu'à titre de membre ou d'agent de l'Église et du Bureau ou qu'à titre de *demandeur*.

6.8. La présente *Entente* et l'*Entente de règlement presbytérienne* modifiée par la présente constituent l'entente complète entre les parties et annule et remplace tous les accords, engagements, déclarations ou représentations antérieurs, sous forme écrite ou verbale, en ce qui les concerne.

6.9 La présente *Entente* doit être interprétée conformément aux lois en vigueur dans la province de l'Ontario, sous réserve, comme toujours, des lois fédérales prépondérantes ou applicables. Aucune disposition de la présente *Entente* ne doit être considérée ou interprétée comme une limite, une dispense ou une dérogation, eu égard aux prérogatives de la Couronne fédérale.

6.10 Le *gouvernement* ainsi que l'Église et le Bureau reconnaissent que la participation aux négociations menant à la signature de la présente *Entente* et que sa signature même ne constituent pas une reconnaissance par le *gouvernement* et l'Église ou le Bureau d'une responsabilité financière ou juridique envers une partie relativement aux réclamations découlant de l'exploitation d'un *PI* ou s'y rapportant. Le *gouvernement* ainsi que l'Église et le Bureau conviennent qu'ils ne feront pas valoir comme preuve ou argument dans toute réclamation judiciaire l'un contre l'autre relativement aux réclamations découlant de l'exploitation d'un *PI* ou s'y rapportant, les négociations qui ont mené à la présente *Entente* et à sa signature.

6.11. La présente *Entente* peut être signée en plusieurs exemplaires.

EN FOI DE QUOI les parties ont demandé à leurs dirigeants respectifs dûment autorisés de signer la présente *Entente* à la date indiquée précédemment.

**SIGNÉE** en présence de :

\_\_\_\_\_  
Signataire autorisé de l'Église  
presbytérienne du Canada

\_\_\_\_\_  
Nom en lettres moulées

\_\_\_\_\_  
Adresse

\_\_\_\_\_  
Fonction

) L'ÉGLISE PRESBYTÉRIENNE DU  
) CANADA  
)

) \_\_\_\_\_  
) *(signature)*  
)

) \_\_\_\_\_  
) *(nom du signataire)*  
)

) \_\_\_\_\_  
) *(titre)*  
)

) Je suis autorisé à lier la personne morale

**SIGNÉE** en présence de :

\_\_\_\_\_  
Signataire autorisé du Bureau de  
fiducie de l'Église presbytérienne  
au Canada

\_\_\_\_\_  
Nom en lettres moulées

\_\_\_\_\_  
Adresse

\_\_\_\_\_  
Fonction

) LE BUREAU DE FIDUCIE DE  
) L'ÉGLISE PRESBYTÉRIENNE AU  
) CANADA  
)

) \_\_\_\_\_  
) *(signature)*  
)

) \_\_\_\_\_  
) *(nom du signataire)*  
)

) \_\_\_\_\_  
) *(titre)*  
)

) Je suis autorisé à lier la personne morale

**SIGNÉE** en présence de :

\_\_\_\_\_  
Représentant du Canada

) **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF**  
) **DU CANADA**, représentée par le  
) ministre responsable de Résolution des  
) questions des pensionnats indiens  
) Canada  
)  
)

\_\_\_\_\_  
(*signature*)

\_\_\_\_\_  
(*nom du signataire*)

\_\_\_\_\_  
Ministre

## ANNEXE A

### FONDS PRESBYTÉRIEN POUR LA GUÉRISON ET LA RÉCONCILIATION (FPGR)

1. Le Comité du *FPGR* établi en vertu de l'article 3.8.2.1 de la présente *Entente* recevra les demandes concernant les initiatives ou les programmes visant à contribuer à la guérison et à la réconciliation des anciens élèves des *PI* et de leur famille et de leur communauté, et versera les subventions ou approuvera les *services non financiers* conformément aux modalités de la présente *Entente*.
2. Le Comité approuvera seulement les *services non financiers* qui sont de nouveaux programmes et services ou qui constituent des ajouts aux programmes et services existants. Outre les demandes des groupes communautaires, le Comité acceptera également les demandes de subventions et de financement de *services non financiers* de l'Église, mais seulement pour le travail de guérison et de réconciliation qui est indépendant d'un ministère confessionnel. Lorsqu'une demande de subventions ou de financement de *services non financiers* existants est proposée, le Comité peut l'approuver dans la mesure où il estime que le programme ou *service non financier* ou qu'un volet de ce programme ou service est nouveau ou ne pourrait être maintenu autrement.
3. Les critères suivants s'appliqueront aux demandes de subventions et à l'approbation de *services non financiers*. Les critères a) et b) sont obligatoires dans toutes les circonstances, et le Comité tiendra compte des autres critères pour évaluer chaque demande :
  - a. Le programme est-il ouvert à tous les groupes autochtones, sans égard à la confession religieuse?
  - b. Le programme favorise-t-il la santé, la guérison et la réconciliation, ce qui peut inclure l'établissement de relations de respect mutuel et de confiance entre les participants autochtones et non autochtones?
  - c. Les Autochtones ont-ils contribué à l'élaboration et la prestation du programme?
  - d. Le programme a-t-il été efficace dans le passé?
  - e. Dans quelle mesure les communautés autochtones sont-elles impliquées dans le programme?
  - f. Le programme ou le service vise-t-il les anciens élèves, leur famille ou leur communauté et à remédier aux séquelles laissées par les *PI*, et notamment à fournir de l'aide pour recouvrer l'histoire de leur vécu?
  - g. Quelle partie du coût global du programme répond aux problèmes sociaux, psychologiques et de santé, sans égard au caractère religieux?
4. Il est entendu que les coûts ou les efforts consacrés à la participation à toute partie du travail



de la Commission de vérité et de réconciliation ou aux procédures pour régler une réclamation relative à un *PI* ne peuvent recevoir l'approbation du Comité.

5. Nonobstant l'article 2 de la présente annexe, le Comité peut, à titre de mesure provisoire, créditer la valeur d'un programme ou d'un service offert entre le 31 mars 2005 et l'entrée en vigueur de la présente *Entente* aux services non financiers, à condition :

- a) que le programme ou service réponde aux critères définis aux articles 3 et 4 de la présente annexe;
- b) que le programme ou le service n'ait pas existé avant le 31 mars 2005, à moins que le Canada y consente;
- c) que le même programme ou service ne puisse être certifié pendant une période suivant l'entrée en vigueur de la présente *Entente*, à moins qu'il soit possible de démontrer qu'il ne se poursuivrait pas par ailleurs;
- d) que le montant total crédité pour les programmes et les services fournis avant l'entrée en vigueur de la présente *Entente* ne puisse en aucun cas dépasser la valeur de 23 000 \$.

6. Les parties conviennent que le Comité peut se réunir et prendre des décisions en vertu de l'article 5 de la présente annexe avant l'entrée en vigueur de l'*Entente* et que, suivant l'entrée en vigueur de l'*Entente*, les décisions prises par le Comité pendant cette période seront ratifiées sans autre forme d'examen et que les dépenses et les coûts raisonnables encourus seront remboursés par l'Église et le Bureau et seront portés au crédit de leur dette en vertu de l'*Entente*. Il est entendu que si que l'*Entente* n'entre pas en vigueur, les décisions prises en vertu des articles 5 et 6 seront sans effet et que l'Église et le Bureau n'auront aucune obligation d'effectuer des remboursements.

## **ANNEXE B**

### **QUITTANCE COMPLÈTE ET FINALE À L'ÉGARD DES RÉCLAMATIONS DES PERSONNES QUI S'EXCLUENT DE LA CRRPI**

EN CONTREPARTIE du paiement de la somme de 10,00 \$ et autre contrepartie valable, le tout devant être entièrement versé en fidéicommis à mes avocats, \_\_\_\_\_ :

1. Je, \_\_\_\_\_, libère complètement et définitivement chacune des parties suivantes, séparément et solidairement:

- a) Sa Majesté la Reine du chef du Canada, le procureur général du Canada, leurs successeurs et ayants droit ainsi que leurs ministres, fonctionnaires, employés, préposés, partenaires, mandants, procureurs, subrogés, représentants et agents;
- b) [L'organisme religieux] et ses prédécesseurs, successeurs, cessionnaires, ayants droit et leurs dirigeants, employés, membres, préposés, directeurs, actionnaires, partenaires, mandants, procureurs, assureurs, subrogés, représentants, administrateurs, séquestres et agents;

(les « bénéficiaires de la quittance ») de toute action ou cause d'action, responsabilité, réclamation et demande de quelque nature que j'ai pu avoir, que j'ai actuellement ou que je pourrais avoir à leur endroit, à l'égard de dommages, contributions, indemnisations, de coûts, de dépenses ou d'intérêts (que je connaisse l'existence de ces réclamations ou causes d'action ou non à l'heure actuelle) découlant ou en conséquence des situations suivantes:

- a) à ma présence et/ou mes expériences dans tout pensionnat indien;
- b) au fonctionnement de tout pensionnat indien.

2. L'alinéa 1 de la présente quittance inclut les réclamations que je possède personnellement et que je pourrais déposer directement ou par l'entremise d'autres personnes, groupes ou personnes morales, en mon nom ou à titre de représentant, par voie de recours collectif ou de toute autre forme de recours.

3. En outre, je libère complètement et définitivement les bénéficiaires de la quittance de toute réclamation que j'ai ou aurais pu déposer contre eux dans le cadre de toute action intentée contre certains ou l'ensemble des bénéficiaires de la quittance, soit [numéro de dossier de la cour] déposé dans le [district judiciaire] de [nom exact de la cour], pour indemnisation et dommages-intérêts et autres mesures réparatrices liés à ma présence et/ou à mes expériences au pensionnat indien \_\_\_\_\_ (« l'action »). J'accepte de me désister de l'action.

4. Les réclamations et causes d'action dont il est question aux alinéas 1 à 3 sont appelées dans la présente quittance les « réclamations quittancées ».
5. Je ne déposerai pas d'autre réclamation de quelque nature que ce soit contre les bénéficiaires de la quittance en ce qui concerne les réclamations quittancées.
6. Il est entendu que dans l'éventualité où je déposais, directement ou par l'entremise d'une autre personne, une nouvelle réclamation ou demande, ou menaçais d'intenter une action contre l'un des bénéficiaires de la quittance, la présente quittance pourrait être invoquée en tant que préclusion et défense complète contre une telle réclamation ou action.
7. Je déclare et je certifie qu'aucune des réclamations quittancées n'a été cédée à une autre personne ou société.
8. J'accepte de ne pas déposer ou poursuivre, à l'endroit d'une personne physique ou morale qui pourrait réclamer des dommages, une contribution, ou une indemnité de la part de l'un ou l'autre des bénéficiaires de la quittance, une poursuite en rapport avec ma réclamation quittancée et ce, que ce soit en application des dispositions de la *Loi sur le partage de la responsabilité* (Ontario) ou de ses équivalents dans les autres provinces ou territoires de common law, de la common law, ou de toute autre loi d'autres juridictions.
9. De plus, je m'engage à indemniser les bénéficiaires des quittances contre d'éventuelles réclamations qui pourraient être déposées contre eux par d'autres personnes, personnes morales, gouvernements ou organismes gouvernementaux et qui feraient suite ou seraient liées de quelque façon aux paiements qui m'auraient été versés par cette personne physique, cette personne morale, ce gouvernement ou cet organisme gouvernemental relativement aux réclamations quittancées. Le présent alinéa vise, sans s'y limiter, les réclamations concernant des services ou des traitements médicaux ou dentaires que j'aurais reçus, ainsi que celles concernant une indemnité qui m'aurait été accordée par d'autres gouvernements ou instances gouvernementales en dédommagement d'une réclamation quittancée qui portait sur des voies de fait criminelles.
10. Advenant que j'intente ultérieurement une action qui n'est pas une réclamation en dommages-intérêts liée aux réclamations quittancées, mais pour cause de blessures ou de préjudices identiques ou apparentés aux blessures ou aux préjudices découlant de ces réclamations, et que l'une ou l'autre des bénéficiaires de la quittance compte parmi les parties à cette action, l'objet et la somme de la présente quittance, de même que les détails relatifs aux dommages-intérêts ou préjudices ayant motivé les réclamations quittancées, pourront être divulgués par les bénéficiaires de la quittance devant le tribunal dans le contexte de l'action ultérieure.
11. Je reconnais et déclare comprendre les dispositions de la présente quittance et avoir signé cette dernière de plein gré. Je reconnais de plus avoir demandé et obtenu un avis juridique concernant les réclamations dont je me suis désisté et la présente quittance.

12. Je comprends que les bénéficiaires de la quittance ne reconnaissent aucune responsabilité envers moi par l'acceptation de cette quittance ou par tout paiement pouvant m'être versé.

J'ai signé cette quittance le \_\_\_\_\_ 200\_.

FAIT DEVANT :

\_\_\_\_\_  
Témoin

\_\_\_\_\_  
**[Nom du signataire de la quittance]**

Adresse

Sceau

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Fonction

\_\_\_\_\_

## **ANNEXE « O-2 »**

### **ENTENTE MODIFICATIVE**

ENTENTE CONCLUE LE \_\_\_\_\_ 2006

entre

**SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA,  
REPRÉSENTÉE PAR LE MINISTRE RESPONSABLE DE RÉOLUTION DES  
QUESTIONS DES PENSIONNATS INDIENS CANADA**  
(ci-après appelée le « *gouvernement* »)

et

**LES ENTITÉS ANGLICANES NOMMÉES À L'ANNEXE A  
DE LA PRÉSENTE ENTENTE**  
(ci-après appelées les « *entités anglicanes* »)

et

**L'ANGLICAN CHURCH OF CANADA RESOLUTION CORPORATION**  
(ci-après appelée la « *Société* »)

ATTENDU QUE le *gouvernement* et certaines *entités anglicanes* ont participé au développement et au fonctionnement de pensionnats pour des enfants autochtones au Canada;

ET ATTENDU QUE le *gouvernement* et les *entités anglicanes* sont parties à un *Accord de principe* entre eux-mêmes, les *demandeurs*, l'APN et certaines autres confessions religieuses, daté du 20 novembre 2005, concernant la résolution des séquelles des *pensionnats indiens*;

ET ATTENDU QUE le *gouvernement* et certaines des *entités anglicanes* ont conclu une entente de règlement (l'*Entente de règlement anglicane*) le 11 mars 2003, et que le *gouvernement* et d'autres *entités anglicanes* ont conclu des ententes de contribution et de coopération et des ententes de soutien du General Synod à la même date ou à peu près à la même date;

ET ATTENDU QUE l'article 8.1 de l'*Entente de règlement anglicane* prévoit que le *gouvernement* négociera avec les *entités anglicanes* s'il conclut, avec une confession ou une entité religieuse, une entente de règlement renfermant des dispositions qui dans leur ensemble sont plus favorables que celles de l'*Entente de règlement anglicane* et que

le *gouvernement* a confirmé son engagement à renégocier l'*Entente de règlement anglicane* pour donner effet à l'article 8.1;

ET ATTENDU QUE l'article 8.5 de l'*Entente de règlement anglicane* prévoit qu'aucune modification, addition ou renonciation à toute disposition de cette entente ou de toute autre entente prévue ou envisagée par cette entente, ni consentement à une dérogation à cette entente de la part d'une partie ou de son représentant n'aura d'effet à moins d'être établie par écrit et signée par les parties à cette entente et qu'alors, la modification, l'addition, la renonciation ou le consentement sera exécutoire seulement dans le cas et aux fins spécifiques pour lesquelles il a été donné;

ET ATTENDU QUE les parties à l'*Entente de règlement anglicane* et aux autres ententes susmentionnées ont déterminé que des modifications à l'entente sont souhaitables;

ET ATTENDU QUE le *gouvernement* et les *entités anglicanes* conviennent de partager la responsabilité des sévices et des autres questions se rapportant aux *pensionnats indiens* et de participer avec les autres à un règlement global des séquelles des *pensionnats indiens*;

ET ATTENDU QUE le *gouvernement* et les *entités anglicanes* sont et demeurent résolus à travailler conjointement avec les *demandeurs* pour les aider dans leur processus de guérison et de réconciliation et à recourir à des processus justes, sécuritaires, efficaces et opportuns afin de valider et de régler les *réclamations pour sévices subis dans un PI*, en évitant de causer d'autres traumatismes aux *demandeurs* et en protégeant également la réputation des personnes dont on alléguerait à tort qu'elles sont les auteurs de sévices;

ET ATTENDU QUE le *gouvernement* reconnaît l'importance de permettre aux *entités anglicanes* de poursuivre leur contribution à la société canadienne et, grâce à la présente *Entente*, soutient leur viabilité continue;

LE PRÉSENT MÉMOIRE ATTESTE :

## **PARTIE I : DÉFINITIONS**

1.1 Aux fins de la présente *Entente*, les définitions de l'*Entente de règlement anglicane* régissent le sens des mêmes termes en italique utilisés dans la présente, autres que le terme « *Entente* », qui désigne la présente *Entente* modificative, et les termes « *demandeur* », « *indemnité* », « *coûts* » et « *PI* », qui ont le sens défini dans la présente *Entente*.

1.2 Les définitions additionnelles suivantes s'appliquent à l'ensemble de la présente *Entente* et, sauf indication expresse, à tout document subséquent adopté en vue de ses objectifs :

« *Accord de principe* » désigne l'accord signé le 20 novembre 2005 entre le *gouvernement*, représenté par l'honorable Frank Iacobucci, les *demandeurs* des *PI*, l'*APN* et, entre autres, le General Synod of the Anglican Church of Canada;

« *Assemblée des Premières Nations* » ou « *APN* » désigne l'organisation nationale représentant les Premières nations du Canada, créée par une Charte de ses membres en 1985;

« *autre réclamation visée par une quittance* » désigne toute réclamation réputée avoir fait l'objet d'une quittance conformément aux *ordonnances d'approbation*.

« *Comité du Fonds anglican pour la guérison et la réconciliation* » ou « *CFAGR* » désigne le comité établi par les *entités anglicanes* et la Société pour administrer les subventions et approuver les services financiers conformément à la présente *Entente*;

« *Convention de règlement relative aux pensionnats indiens* » ou « *CRRPI* » désigne la Convention de règlement datée du \_\_\_\_\_ 2006 (conclue entre le Canada, certains *demandeurs*, représentés par le National Consortium, le Merchant Law Group et les avocats indépendants, l'*APN*, les représentants des Inuits et les organismes religieux, au sens de la *CRRPI*), approuvée par les *ordonnances d'approbation*;

« *coûts* » désigne les coûts adjugés, les coûts convenus, les coûts du *MARC* ou les coûts du *PEI*, qui doivent être payés à un *demandeur* dans le cas d'une *réclamation pour sévices subis dans un PI*;

« *demandeur* » désigne une personne qui est autorisée à faire une réclamation en vertu du *Modèle alternatif de règlement des conflits* ou du Processus d'évaluation indépendant établi sous le régime de la *Convention de règlement relative aux pensionnats indiens* ou un ancien élève d'un *PI* ou une autre personne qui s'est exclue de la Convention de règlement et a fait une *réclamation pour sévices subis dans un PI*;

« *Entente* », « *aux présentes* », « *à la présente* » et les expressions similaires désignent la présente *Entente* et toute modification à cet égard, y compris toutes les annexes jointes à la présente *Entente*;

« *Entente de règlement anglicane* » désigne l'entente conclue le 11 mars 2003 entre le Canada et les *entités anglicanes*;

« *Entente de règlement catholique* » désigne l'entente conclue entre certaines entités catholiques, la Société • et le *gouvernement* en date du \_\_\_\_ 2006;

« *entités anglicanes* » désigne les organismes mentionnés à l'Annexe A de la présente;

« *Fondation autochtone de guérison* » ou « *FADG* » désigne la société sans but lucratif créée en vertu de la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*, L.R.C. 1970, ch. C-32 pour répondre aux besoins de guérison des Autochtones affectés par les *pensionnats indiens*;

« *Fonds anglican pour la guérison et la réconciliation* » ou « *FAGR* » désigne le fonds établi par les *entités anglicanes* et la Société conformément à la présente *Entente*, fonds devant être administré conformément aux dispositions de l'Annexe B;

« *gouvernement* » désigne le gouvernement du Canada;

« *indemnité* » désigne les dommages-intérêts, les *coûts* et les intérêts accordés ou convenus dans le cas d'une *réclamation pour sévices subis dans un PI*;

« *Modèle alternatif de règlement des conflits* » ou « *MARC* » désigne le processus de règlement extrajudiciaire des réclamations pour sévices subis dans un *PI* annoncé par le ministre responsable de Résolution des questions des pensionnats indiens Canada le 6 novembre 2003, tel que modifié le cas échéant;

« *ordonnances d'approbation* » désigne les jugements ou les ordonnances par lesquels les tribunaux autorisent les *recours collectifs* et approuvent la *Convention de règlement relative aux pensionnats indiens*, conformément aux lois régissant les recours collectifs ou à la common law;

« *pensionnat indien* » ou « *PI* » désigne un ou plusieurs des *pensionnats indiens* énumérés à l'Annexe E ou F de la *Convention de règlement relative aux pensionnats indiens* et tout autre pensionnat ajouté à cette liste conformément au processus établi dans la *Convention de règlement*, dans lesquels l'une ou l'autre des entités anglicanes était présente ou auxquels elle était associée à un autre titre, ou qui étaient exploités dans son territoire de compétence;

« *Processus d'évaluation indépendant* » ou « *PEI* » désigne le processus servant à valider et indemniser certaines réclamations pour sévices prouvés, tel qu'établi à l'Annexe D de la *Convention de règlement relative aux pensionnats indiens*, tel que modifiée par les *ordonnances d'approbation* ou, par la suite, conformément à une procédure approuvée par ces jugements;

« *réclamation dans le cadre du PEI* » désigne une réclamation réglée au moyen du *PEI* établi par les *ordonnances d'approbation*;

« *réclamation pour sévices subis dans un PI* » désigne une demande continue définie aux fins du *PEI* ou, hors du cadre du *PEI*, une *réclamation pour sévices subis dans un PI* au sens de l'*Entente de règlement anglicane*;



« *services non financiers* » parfois appelés services en nature, inclut des services, contributions, engagements ou programmes, selon le contexte;

1.3 Il est entendu, aux fins de la présente *Entente* et de l'*Entente de règlement anglicane*, que les définitions de la présente *Entente* et de l'*Entente de règlement anglicane* ont préséance sur celles que renferme la *CRRPI*. Lorsqu'un mot ou un terme est en italique dans la présente *Entente* et qu'il n'est pas défini, la définition énoncée dans la *CRRPI* s'applique, à moins que le contexte ne s'y prête pas.

1.4 Les annexes suivantes sont jointes à la présente *Entente* et y sont intégrées et en font partie, du fait du présent renvoi, de façon aussi complète que si elles étaient incluses dans le corps de la présente *Entente* :

Annexe A, Liste des *entités anglicanes*;

Annexe B, *Fonds anglican pour la guérison et la réconciliation (FAGR)*;

Annexe C, Quittance complète et finale à l'égard des réclamations des personnes qui s'excluent de la *CRRPI*;

Annexe D, Processus de production des documents destinés à la Commission de vérité et de réconciliation;

Annexe E, Articles de la *CRRPI* intégrés par renvoi;

Annexe F, Information pour donner avis aux *entités anglicanes* (autres que le General Synod, la Missionary Society et la Société).

## **PARTIE II ENTRÉE EN VIGUEUR**

2.1 La présente *Entente* deviendra effective et exécutoire pour les parties à la *date d'entrée en vigueur* (voir l'article 1.01 de la *CRRPI*). Il est entendu que si la *CRRPI* ne devient pas effective et exécutoire, la présente *Entente* sera sans effet.

2.2. Il est entendu que la présente *Entente* modifie non seulement l'*Entente de règlement anglicane*, mais aussi ladite entente, annexée aux ententes de contribution et de coopération et aux ententes de soutien du Synode général et à chacune de ces ententes dans la mesure nécessaire pour donner pleinement effet à la présente *Entente*.

### **PARTIE III**

#### **DISPOSITIONS DE REMPLACEMENT CONCERNANT LES ENGAGEMENTS FINANCIERS ET NON FINANCIERS**

3.1. Le Fonds de règlement établi conformément à l'article 3.1 de l'*Entente de règlement anglicane* sera maintenu dans la mesure requise par la présente *Entente* et la Société établira et gèrera un fonds distinct appelé le *Fonds anglican pour la guérison et la réconciliation (FAGR)*.

3.1.1 Le *FAGR* sera la source des paiements versés conformément à l'Annexe B et sera administré et géré comme prévu dans la présente *Entente*.

3.1.2 La Société gèrera les affaires financières du *FAGR*, mais toutes les décisions concernant le versement de subventions du *FAGR* ou l'approbation de *services non financiers* seront prises par un comité du *FAGR* (le « Comité ») composé de trois membres nommés par le Conseil anglican pour les peuples Autochtones, soit un membre nommé par l'*APN*, deux membres nommés par le Conseil du General Synod, et un membre nommé par le *gouvernement*. Les décisions seront prises à la majorité des membres du Comité.

3.1.3 Il sera stipulé, dans les modalités régissant le transfert de fonds par la Société au *FAGR*, que les paiements effectués à même le fonds par le Comité se feront exclusivement en conformité avec les dispositions de l'Annexe B. Le Comité du *FAGR* fournira au *gouvernement* des relevés financiers trimestriels sur ses opérations dans les soixante jours de la fin de chaque trimestre.

3.1.4. L'intérêt s'accumulant dans le *FAGR* servira d'abord au paiement de ses dépenses administratives raisonnables. Si les dépenses administratives raisonnables du *FAGR* dépassent, sur une base annuelle, le montant de l'intérêt accumulé dans le *FAGR*, l'excédant de ces dépenses peut être payé par la Société, avec le consentement par écrit du *gouvernement*, à même le Fonds de règlement. Le gouvernement ne peut refuser, sans motif raisonnable, le consentement prévu au présent article. Les montants d'intérêt accumulé non nécessaires pour payer les dépenses raisonnables du *FAGR* chaque année s'ajouteront aux fonds du *FAGR* disponibles pour verser des subventions, comme prévu à l'Annexe B.

3.1.5 Les fonds du *FAGR* doivent être versés selon les modalités de la présente *Entente* dans les douze ans suivant son entrée en vigueur, et les fonds non versés à cette date seront transférés à la Fondation autochtone de guérison ou à un autre organisme de bienfaisance convenu à l'unanimité par le Comité.

3.2 Les articles 3.3 à 3.6 de l'*Entente de règlement anglicane* sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

**Montants à détenir dans le Fonds de règlement et le FAGR  
et à verser à même ces fonds**

3.3.1 Les parties conviennent que le montant total que les *entités anglicanes* doivent fournir pour les *réclamations pour sévices subis dans un PI* et pour la guérison et la réconciliation est de 15 687 188 \$ (79 000 000 x 19,8572 %), qui représente la part proportionnelle anglicane des montants maxima devant être fournis par les entités catholiques pour la guérison et la réconciliation, les *services non financiers* et grâce à une campagne de collecte de fonds pancanadienne selon les modalités de l'*Entente de règlement catholique*.

3.3.1A Les parties conviennent qu'au 20 novembre 2005, la somme de 6 699 125 \$ a été payée par les *entités anglicanes* en *indemnité* au titre des *réclamations pour sévices subis dans un PI*.

3.3.2 Le *gouvernement* reconnaît que le montant que la Société est tenue de détenir est de 8 987 975 \$. Les parties conviennent que cette somme sera gérée et décaissée par la Société selon les modalités suivantes :

a) un montant maximal de 4 964 300 \$, comme le prévoit l'article 3.4 ci-après, à verser au *FAGR* et à gérer et décaisser conformément à la présente *Entente* (« montant du *FAGR* »);

b) un montant de 4 023 675 \$ à détenir pour les *services non financiers* admissibles (« montant pour services non financiers ») à retenir dans le Fonds de règlement.

3.3.3 Si le *gouvernement* reconnaît que le montant de 4 964 300 \$ représentant le montant maximal du montant du *FAGR* et que le montant de 4 023 674 \$ représentant le montant pour services non financiers demeurent dans le *FAGR* et le Fonds de règlement, respectivement, le solde du Fonds de règlement peut être remboursé aux *entités anglicanes* et leurs billets à ordre à la Société peuvent être annulés selon les modalités convenues entre eux. L'Annexe C de l'entente de règlement, c'est-à-dire l'entente de contribution et de coopération, est abrogée, sauf le préambule et les articles 1, 6, 7, et 8 qui demeurent en vigueur.

3.3.4 Le *gouvernement* convient qu'il sera responsable du paiement de toute autre *indemnité* en vertu du *MARC* et du *PEI* établi conformément aux *ordonnances d'approbation* et de tous les règlements et jugements relatifs aux *réclamations pour sévices subis dans un PI* en faveur des *demandeurs* qui s'excluent du règlement. Il est en outre entendu que cela ne comprend pas les règlements ou les jugements pour les pertes présumées de langue et de culture. Si une entité anglicane ou des entités sont nommées dans une procédure judiciaire dans laquelle une *réclamation pour sévices subis dans un PI* est faite, et que le *gouvernement* n'est pas nommé, le *gouvernement* convient qu'il indemniserà

l'entité ou les *entités anglicanes* pour toute *indemnité* payée par elles pour les *réclamations pour sévices subis dans un PI*, en vertu d'un règlement ou d'un jugement.

3.3.5 L'article 4.2 de l'*Entente de règlement anglicane* est modifié de manière à prévoir que le *gouvernement* rembourse les *entités anglicanes* comme si la quittance et l'*indemnité* prévues aux articles 4.8 et 4.9 de ladite *Entente* étaient en vigueur.

### **Fonds détenus dans le FAGR et paiements à même ce fonds**

3.4.1 Le montant que le FAGR doit détenir et distribuer sera de 19,8572 % du montant amassé grâce à la campagne de collecte de fonds pancanadienne catholique, comme l'exige l'*Entente de règlement catholique* jusqu'à un maximum de 4 964 300 \$. Aux fins des calculs en vertu de la présente *Entente*, la campagne de collecte de fonds catholique prendra fin sept ans après la date d'entrée en vigueur de la présente *Entente* ou une période plus longue pouvant être convenue par les *entités anglicanes* et le *gouvernement*, mais en aucun cas la période ne dépassera dix ans après l'entrée en vigueur de la présente *Entente*.

3.4.2 Au plus tard soixante (60) jours après chaque date anniversaire de l'entrée en vigueur de la présente *Entente*, le *gouvernement* présentera un relevé à la Société qui indiquera le montant net amassé en vertu de l'*Entente de règlement catholique* dans l'année antérieure multiplié par 19,8572 %, qui représentera l'apport des *entités anglicanes* au montant du FAGR pour l'année en question. Le *gouvernement* fournira à la Société l'information raisonnable pour vérifier le montant net amassé en vertu de l'*Entente de règlement catholique*.

3.4.3 Dans les 60 jours de l'entrée en vigueur de la présente *Entente*, le *gouvernement* et les *entités anglicanes* conviendront du montant de l'*indemnité* payée par les *entités anglicanes* entre le 20 novembre 2005 et la date d'entrée en vigueur de la présente *Entente* (la « période de transition »). Dans les 60 jours de cette entente, le *gouvernement* paiera à la Société:

3.4.3.1 le montant de l'*indemnité*, ne dépassant pas 2 200 000 \$, payé par les *entités anglicanes* entre le 20 novembre 2005 et la date d'entrée en vigueur de la présente *Entente*, montant qui sera consacré irrévocablement au financement du FAGR et versé conformément aux modalités de l'Annexe B; (le « *montant consacré au FAGR* »); et

3.4.3.2 le montant de l'*indemnité* payé par les *entités anglicanes* entre le 20 novembre 2005 et la date d'entrée en vigueur de la présente *Entente*, qui dépasse 2 200 000 \$.

3.4.4 Aucun paiement autre que ceux prévus à l'article 3.4.3.1 et 3.4.3.2 ne doit être payé par le *gouvernement aux entités anglicanes* pour donner effet à l'article 8.1 de l'*Entente de règlement anglicane*, quelles que soient les circonstances.

3.4.5. Les montants finals que les *entités anglicanes* doivent fournir au *FAGR* représentant 19,8572 % du montant amassé en vertu de l'*Entente de règlement catholique* au cours de la période déterminée conformément à l'article 3.4.1 (les « *fonds du FAGR de contrepartie* ») seront calculés comme suit :

3.4.5.1 Les *fonds du FAGR de contrepartie* serviront d'abord à réduire le montant consacré au *FAGR* jusqu'à ce que ce montant soit réduit à zéro;

3.4.5.2 le montant par lequel les *fonds du FAGR de contrepartie* dépassent le *montant consacré au FAGR* sera versé chaque année à même le *Fonds de règlement* dans le *FAGR* pendant la durée de la campagne de collecte de fonds catholique;

3.4.5.3 à la fin de la campagne de collecte de fonds que l'Église catholique est tenue de mener selon tous les efforts possibles, 4 964 300 \$ moins le *montant consacré au FAGR* et le montant par lequel les fonds du *FAGR de contrepartie* dépassent le montant consacré au *FAGR* n'auront plus à être détenus dans le Fonds de règlement et pourront être remboursés aux *entités anglicanes*.

### **Financement et distribution des contributions non financières admissibles**

3.5.1 Les *entités anglicanes* fourniront des contributions en *services non financiers* d'au moins 4 023 675 \$ au cours d'une période de dix ans pour la guérison et la réconciliation des anciens élèves des *PI*, de leur famille et de leur communauté. La période de dix ans commence le jour suivant l'entrée en vigueur de la présente *Entente*.

3.5.2 La somme de 4 023 675 \$ résulte de la soustraction d'une somme de 940 625 \$ de l'engagement anglican de contrepartie de 4 964 300 \$ sur la base de l'engagement au titre des *services non financiers* de 25 000 000 \$ prévu dans l'*Entente de règlement catholique*; cette somme de 940 625 \$ représente la mesure dans laquelle les paiements de 6 699 125 \$ d'*indemnité* par la Société au 20 novembre 2005 ont dépassé la part proportionnelle de 5 758 500 \$ de l'Église anglicane relative à la contribution financière de 29 000 000 \$ prévue dans l'*Entente de règlement catholique*.

3.5.3 Il est possible de s'acquitter de l'engagement au titre des *services non financiers*, en tout ou en partie, par un paiement en argent irrévocable au *FAGR* en sus de l'engagement énoncé à l'article 3.4.1, et l'engagement au titre des *services non financiers* sera réputé avoir été rempli en proportion de ce paiement.

Tous ces fonds transférés à partir de l'engagement au titre des *services non financiers* seront dépensés conformément à l'Annexe B.

3.5.4 La détermination de l'admissibilité des *services non financiers* se fera conformément aux dispositions de l'Annexe B.

3.5.5 Un minimum de 402 367 \$ en *services non financiers* ou en paiements en argent au *FAGR*, sera versé chaque année au cours de la période de dix ans ou jusqu'à ce que les contributions totalisent 4 023 675 \$, selon la première occurrence.

3.5.6 Tout *service non financier* admissible approuvé par le Comité du *FAGR* en vertu de l'Annexe B fera l'objet d'une vérification par le Comité du *FAGR* pour vérifier si les fonds approuvés au titre de *services non financiers* admissibles ont été décaissés aux fins approuvées.

3.5.7 Après avoir reçu la vérification du Comité du *FAGR* des *services non financiers* fournis dans chaque période de douze mois, le *gouvernement* informera la Société par écrit qu'elle peut retirer le montant équivalent du Fonds de règlement et le rembourser aux *entités anglicanes* selon les modalités convenues entre elles.

3.6. Les *entités anglicanes* fourniront les documents à la Commission de vérité et de réconciliation conformément à l'Annexe D.

3.6A Sur demande du *gouvernement*, chaque entité anglicane fournira au *gouvernement* les documents en sa possession qui pourraient l'aider à valider les demandes de *paiement d'expérience commune (PEC)*, au sens donné à ce terme dans la *CRRPI*, le tout aux frais du *gouvernement*.

3.7 L'article 3.10 de l'*Entente de règlement anglicane* est modifié en ajoutant comme cas de défaut le manquement à l'une ou l'autre des obligations prévues à la présente *Entente* de verser les fonds ou de fournir les *services non financiers* prévus à la présente *Entente*. Les articles 3.10.1 et 3.10.2 sont abrogés.

3.8 Les articles et les annexes de la *CRRPI* énumérés ci-après et reproduits à l'Annexe E ci-joint sont intégrés à l'*Entente* et en font partie du fait de ce renvoi de façon aussi complète que s'ils étaient inclus dans le corps de la présente *Entente*. Les articles et les annexes de la *CRRPI* intégrés par renvoi sont les suivants : 1.01, 4.01, 4.05, 4.06, 7.01(2), 7.01(3), 11.01, 11.02, 11.03, 13.02, 13.03, 13.10, 13.11, 15.01(3), Annexe D annexes II page 20 (iii) (iv), III page 22 (i), IV page 24 (i) (vii), X pages 41 à 44, XI pages 45 et 46, Annexe N Article 10A(k), 10B (c) (f), 10 D et Partie 14 paragraphe 3, l'Annexe P dans son intégralité ainsi que les définitions de l'article 1.01 de la *CRRPI* nécessaires pour donner sens et effet aux articles et aux annexes susmentionnés de la *CRRPI*.

## **PARTIE IV**

### **RÈGLEMENT DES RÉCLAMATIONS POUR SÉVICES DANS UN PI**

4.1 La Partie II de la l'*Entente de règlement anglicane*, sauf les articles 2.2.2, 2.2.3, 2.3, 2.5 et 2.18, est abrogée et devient inopérante. Les articles 3.8, 3.10.1, 3.10.2, 4.1, 4.3, 4.4, 4.5.1, 4.6, 4.7 et 5.7.3 de l'*Entente de règlement anglicane* sont également abrogés et deviennent inopérants. De plus :

4.1.1 Les articles 4.8 et 4.9 de la présente sont modifiés de manière à prévoir que les dispositions sur la quittance et l'*indemnité* prennent effet lorsque que tous les fonds devant être versés au *FAGR* et au Fonds de règlement ou payés par eux auront été payés conformément à la présente *Entente*, y compris si des *services non financiers* requis par la présente *Entente* ont été fournis.

4.1.2 Les autres dispositions des parties II, IV et V sont considérées modifiées pour donner un plein effet à la présente partie.

4.2. Tant et aussi longtemps qu'il existe une possibilité de régler une réclamation uniquement sur la base des allégations qui font partie de la définition d'une *réclamation pour sévices subis dans un PI*, cette possibilité doit être traitée comme telle aux fins de la présente *Entente*, nonobstant le fait que des réclamations découlant de la présumée perte totale ou partielle de langue ou de culture autochtone ou d'autres réclamations ne faisant pas partie de la définition sont également faites.

4.3 Dans le cas d'une réclamation qui a été réglée au moyen du *PEI* ou du *MARC*, les droits des *entités anglicanes* de participer sont établis dans la présente.

4.4. Le *gouvernement* participera aux négociations visant à déterminer le montant de l'*indemnité* dans tout règlement d'une *réclamation pour sévices subis dans un PI* ou d'une *réclamation dans le cadre du PEI* et pourra conclure ces négociations, selon des modalités acceptables pour le *gouvernement* et le *demandeur* et sans avoir recours aux *entités anglicanes*.

4.4.1 Lorsqu'une entité anglicane qui était présente dans un *PI* ou qui comptait un *PI* dans son territoire de compétence avise le *gouvernement* par écrit qu'elle souhaite être consultée avant que le *gouvernement* règle une *réclamation dans le cadre du PEI* pour ce *PI* sans tenir d'audition, le *gouvernement* acquiescera à ce souhait à la condition que l'entité anglicane s'engage dans cette consultation dans un délai d'au plus une semaine après que le *gouvernement* l'aura avisé de son intention.

4.5 Lorsqu'un procès est tenu dans un cas soulevé dans le cadre du *PEI*, le *gouvernement* et l'entité anglicane s'abstiendront d'invoquer toute défense fondée sur la prescription et les délais préjudiciables ou toute autre défense visant à éviter que soit examiné le fond du litige.

4.6 Le *gouvernement* fournira à une entité anglicane ou à son représentant désigné, en temps opportun, des copies des requêtes introductives d'instances visant un *PI* signifiées au *gouvernement* et des avis d'audience qu'il signifie aux *demandeurs* en ce qui concerne les réclamations relatives à un *PI* dans lequel l'entité anglicane était présente ou qu'elle comptait dans son territoire de compétence afin de faciliter la prise de décisions éclairées au sujet de la participation possible de l'entité anglicane.

4.6.1 Par un avis écrit au *gouvernement*, une entité anglicane peut demander que les copies de ces documents ne lui soient pas transmises de façon générale ou pour certaines catégories de cas, et le *gouvernement* respectera cette demande sauf dans les cas où il a besoin de coopération de l'entité anglicane pour régler la réclamation.

4.7 Lorsque des *réclamations pour sévices subis dans un PI* sont portées en litige, le *gouvernement* et les *entités anglicanes* s'aviseront mutuellement de toute ouverture pour un règlement démontrée par des *demandeurs* et travailleront ensemble pour établir une position conjointe pour les discussions sur le règlement et, si nécessaire, pour le procès.

4.7.1 Les *entités anglicanes*, ou l'une ou l'autre d'entre elles, peuvent dégager le *gouvernement* des obligations de l'article 4.7 s'appliquant à elles, par un avis écrit au *gouvernement*.

4.8 Dans le cas où une *réclamation pour sévices subis dans un PI* est fondée sur des délits intentionnels survenus avant le 14 mai 1953, le *gouvernement* invoquera l'immunité si le cas est porté devant les tribunaux et ne jouera aucun rôle dans la contestation après qu'un tribunal aura conclu à une telle immunité. Le *gouvernement* fournira un avis écrit de son intention à toute entité anglicane qui est partie de cette réclamation, au plus tard 120 jours avant le début d'un tel procès, et cette entité anglicane contestera la réclamation ou la réglera autrement.

4.8.1. Le *gouvernement* convient d'indemniser entièrement l'entité anglicane pour toute *indemnité* payée à un *demandeur* conformément au présent article ou à l'article 4.2 de l'*Entente de règlement anglicane*; et

4.8.2 Le *gouvernement* indemniserait de plus l'entité anglicane pour les honoraires d'avocats et les dépenses encourues par l'entité anglicane pour la contestation d'une *réclamation pour sévices subis dans un PI* fondée sur un délit civil intentionnel commis avant le 14 mai 1953 pour la période allant de la date à laquelle un tribunal a rejeté la réclamation à l'encontre du *gouvernement* sur la base de l'immunité de la Couronne jusqu'à la date du règlement de la réclamation. L'indemnité sera d'un montant convenu entre le *gouvernement* et l'entité anglicane ou déterminé en vertu de la Partie VII de l'*Entente de règlement anglicane*. En cas de recours à la Partie VII, les parties et tout médiateur nommé en vertu de l'article 7.6 de l'*Entente de règlement anglicane* devront tenir compte des règles, des



principes et de la jurisprudence qui s'appliqueraient relativement à la détermination de la valeur d'un compte d'avocat à son client dans la province ou territoire où la réclamation a été déposée.

4.9 Lorsqu'une entité anglicane reçoit du Secrétariat du *PEI* une copie de la demande de participation du *demandeur* au *PEI* ou reçoit du *gouvernement* une copie de la demande de participation au *MARC*, l'entité anglicane convient d'être liée par les conditions qui lui sont imposées en ce qui a trait à la confidentialité ou, si elle ne convient pas de le faire dans un ou plusieurs cas, de retourner le ou les documents sans les copier, les lire ou les utiliser de quelque façon.

4.10 Dans le cadre du *PEI*, lorsqu'une entité anglicane choisit de ne pas participer à la validation, au règlement ou à la contestation d'une *réclamation pour sévices subis dans un PI*, à la condition que les dispositions suivantes n'entrent pas en conflit avec l'Annexe III du *PEI*, le *gouvernement* :

4.10.1 à la condition que la déclaration d'un témoin soit soumise au préalable ou que la personne fournisse une entrevue complète au *gouvernement*, paiera les frais raisonnables de voyage et d'hébergement d'un membre, d'un employé ou d'un ancien employé d'une entité anglicane afin qu'il compare à l'une audition dans le cadre du *MARC* ou du *PEI*. Dans le cas d'autres procédures impliquant une *réclamation pour sévices subis dans un PI*, le *gouvernement* ne sera responsable que des dépenses reliées à la participation du membre, de l'employé ou de l'ancien employé d'une entité anglicane lorsque le *gouvernement* requiert la participation de tel membre, employé ou ancien employé pour ses propres fins; et

4.10.2 participera aux négociations visant à déterminer le montant de l'*indemnité* dans tout règlement, et pourra les conclure.

4.11 Les quittances des membres *des recours collectifs*, des membres *du recours collectif Cloud* et des *demandeurs non pensionnaires* sont conformes à la *CRRPI*, et plus particulièrement aux articles 4.06, 11.01, 11.02 et à l'Annexe P et aux dispositions des *ordonnances d'approbation*. Dans le cadre de tout règlement d'une réclamation déposée par toute personne non liée par la *CRRPI* conclu en relation avec un *pensionnat indien* ou découlant du fonctionnement général de *pensionnats indiens*, le *gouvernement* obtiendra un désistement de la réclamation et une quittance pour lui-même et pour l'Église pour toute réclamation passée, présente et future, maintenant connue ou non ou existante selon la loi, reliée, ou se rapportant directement ou indirectement, à un *pensionnat indien*.

4.11.1 La quittance d'une personne non liée par la *CRRPI* sera sous la forme jointe à l'Annexe C.

**PARTIE V:  
RÉSOLUTION DES CONFLITS  
CONCERNANT LA PRÉSENTE ENTENTE**

5.1 Tout conflit concernant l'application ou l'interprétation de la présente *Entente* sera résolu conformément aux dispositions de la partie VII de l'*Entente de règlement anglicane*.

**PARTIE VI:  
GÉNÉRALITÉS**

6.1 Un avis sera donné, à moins d'indication contraire précise, par écrit et adressé à la partie à laquelle il est destiné et sera réputé avoir été reçu par l'autre partie le jour où sa réception est attestée par signature, s'il s'agit d'un envoi par courrier certifié et, s'il est expédié par télécopieur ou par courrier électronique le jour ouvrable suivant la date de la transmission. L'adresse postale et le numéro de télécopieur des parties seront :

Dans le cas du General Synod, de la Missionary Society et de la Société :

80, rue Hayden  
Toronto (Ontario) M4Y 3G2

À l'attention de :      Secrétaire général  
Télécopieur :            (416) 924-0211

Copie à :

Cassels, Brock & Blackwell  
Barristers & Solicitors  
40, rue King Ouest, bureau 2100  
Toronto (Ontario) M5H 3C2

À l'attention de :      John Page  
Télécopieur :            (416) 640-3038

Dans le cas des autres *entités anglicanes* :

Selon l'Annexe F

Dans le cas du *gouvernement* :

Sous-ministre  
Résolution des questions des pensionnats indiens Canada,  
90, rue Sparks, 3<sup>e</sup> étage  
Ottawa (Ontario) K1A 0H4

Télécopieur : (613) 996-2811

Copie à :

Ministère de la Justice  
Services juridiques  
90, rue Sparks, 5<sup>e</sup> étage  
Ottawa (Ontario) K1A 0H4

À l'attention de : Avocat principal  
Télécopieur : (613) 996-1810

Copie à :

Sous-procureur général du Canada  
Édifice du ministère de la Justice  
284, rue Wellington  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

À l'attention de : Sous-procureur général adjoint  
Droit des Autochtones  
Télécopieur : (613) 996-4737

ou toute autre adresse postale, de courrier électronique ou numéro de télécopieur, comme les parties peuvent, le cas échéant, s'en aviser mutuellement par écrit.

6.2 La présente *Entente* lie les *entités anglicanes*, leurs successeurs et ayants droit et le *gouvernement* et s'applique en leur faveur.

6.3 Toute disposition de la présente *Entente* qui est ou qui devient interdite ou inapplicable dans toute province ou territoire et qui régit l'interprétation, l'applicabilité ou la force exécutoire de la présente *Entente* n'invalide pas les autres dispositions de la présente *Entente* qui sont jugées dissociables de la disposition interdite ou inapplicable dans toute province ou territoire et n'y porte pas atteinte et son interdiction ou son inapplicabilité dans une province ou un territoire n'invalide pas ou ne rend pas inapplicable cette disposition dans toute autre province ou territoire.

6.4. Aucune modification, addition ou exemption d'une disposition de la présente *Entente* ou de quelque autre entente prévue ou envisagée dans la présente *Entente*, ni aucun consentement à une dérogation de la part d'une partie à la présente *Entente* ou de son représentant n'a d'effet à moins d'être sous forme écrite et signée par les parties à la présente *Entente* et, dans un tel cas, la modification, l'addition ou l'exemption ou le consentement n'est applicable que dans le cas précis aux fins duquel le consentement a été donné.

6.5. Aucune renonciation, action ou omission d'une partie à la présente *Entente* ne s'applique ni ne peut être interprétée de manière à affecter une situation subséquente de manquement ou de défaut, par cette partie, à toute disposition de la présente *Entente* ou au titre des résultats ou des droits qui en découlent.

6.6 Les délais prévus à la présente *Entente* sont de rigueur.

6.7. Il est interdit aux députés à la Chambre des communes et aux sénateurs de participer à la présente *Entente* ou d'en profiter autrement qu'à titre de membre ou d'agent des *entités anglicanes* ou qu'à titre de *demandeur*.

6.8. La présente *Entente* et l'*Entente de règlement anglicane* modifiée par la présente *Entente* ainsi que l'entente envisagée à l'article 3.1 constituent l'entente complète entre les parties et annule et remplace tous les accords, engagements, déclarations ou représentations antérieurs, sous forme écrite ou verbale, en ce qui les concerne, sauf ce qui suit :

6.8.1 Les dispositions de l'*Entente de règlement anglicane* entre le *gouvernement*, la Société et les *entités anglicanes* énumérées à l'Annexe A qui étaient en vigueur à compter de la date de prise d'effet de la présente *Entente* continuent de s'appliquer aux fins de déterminer les droits et les obligations dans les procédures du *MARC*, sans toutefois s'appliquer à quelque question financière que ce soit.

6.9 La présente *Entente* doit être interprétée conformément aux lois en vigueur dans la province de l'Ontario, sous réserve, comme toujours, des lois fédérales prépondérantes ou applicables. Aucune disposition de la présente *Entente* ne doit être considérée ou interprétée comme une limite, une dispense ou une dérogation, eu égard aux prérogatives de la Couronne fédérale.

6.10 Le *gouvernement* et les *entités anglicanes* reconnaissent que la participation aux négociations menant à la signature de la présente *Entente* et que sa signature même ne constituent pas une reconnaissance par le *gouvernement* et les *entités anglicanes* d'une responsabilité financière ou juridique envers une partie relativement aux réclamations découlant de l'exploitation d'un *PI* ou s'y rapportant. Le *gouvernement* et les *entités anglicanes* conviennent qu'ils ne feront pas valoir comme preuve ou argument dans toute réclamation judiciaire l'un contre l'autre relativement aux réclamations découlant de l'exploitation d'un *PI* ou s'y rapportant, les négociations qui ont mené à la présente *Entente* et à sa signature.

6.11. La présente *Entente* peut être signée en plusieurs exemplaires.

EN FOI DE QUOI les parties ont demandé à leurs dirigeants respectifs dûment autorisés de signer la présente *Entente* à la date indiquée précédemment.

**SIGNÉE** en présence de :

\_\_\_\_\_  
Signataire autorisé du General Synod of  
The Anglican Church of Canada

\_\_\_\_\_  
Nom en lettres moulées

\_\_\_\_\_  
Adresse

\_\_\_\_\_  
Fonction

) THE GENERAL SYNOD OF THE  
) ANGLICAN CHURCH OF CANADA  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*signature*)  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*nom du signataire*)  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*titre*)  
)

) Je suis autorisé à lier la personne morale  
)

**SIGNÉE** en présence de :

\_\_\_\_\_  
Signataire autorisé de la Missionary  
Society of the Anglican Church of Canada

\_\_\_\_\_  
Nom en lettres moulées

\_\_\_\_\_  
Adresse

\_\_\_\_\_  
Fonction

) THE MISSIONARY SOCIETY OF  
) THE ANGLICAN CHURCH OF  
) CANADA  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*signature*)  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*nom du signataire*)  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*titre*)  
)

) Je suis autorisé à lier la personne morale  
)

**SIGNÉE** en présence de :

\_\_\_\_\_  
Signataire autorisé de la Société de  
règlement de l'Église anglicane du Canada

\_\_\_\_\_  
Nom en lettres moulées

\_\_\_\_\_  
Adresse

\_\_\_\_\_  
Fonction

) SOCIÉTÉ DE RÈGLEMENT DE  
) L'ÉGLISE ANGLICANE DU CANADA  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*signature*)  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*nom du signataire*)  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*titre*)  
)

) Je suis autorisé à lier la personne morale  
)

**SIGNÉE** en présence de :

\_\_\_\_\_  
Signataire autorisé du Incorporated  
Synod of the Diocese of Algoma

\_\_\_\_\_  
Nom en lettres moulées

\_\_\_\_\_  
Adresse

\_\_\_\_\_  
Fonction

) THE INCORPORATED SYNOD OF THE  
) DIOCESE OF ALGOMA  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*signature*)  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*nom du signataire*)  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*titre*)  
)

) Je suis autorisé à lier la personne morale  
)

**SIGNÉE** en présence de :

\_\_\_\_\_  
Signataire autorisé du Diocese of Arctic

\_\_\_\_\_  
Nom en lettres moulées

\_\_\_\_\_  
Adresse

\_\_\_\_\_  
Fonction

) THE DIOCESE OF ARCTIC  
)  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*signature*)  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*nom du signataire*)  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*titre*)  
)

) Je suis autorisé à lier la personne morale  
)

**SIGNÉE** en présence de :

\_\_\_\_\_  
Signataire autorisé du Synod of  
the Diocese of Athabasca

\_\_\_\_\_  
Nom en lettres moulées

\_\_\_\_\_  
Adresse

\_\_\_\_\_  
Fonction

) THE SYNOD OF THE DIOCESE OF  
) ATHABASCA  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*signature*)  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*nom du signataire*)  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*titre*)  
)

) Je suis autorisé à lier la personne morale  
)

**SIGNÉE** en présence de :

\_\_\_\_\_  
Signataire autorisé du Synod of  
the Diocese of Brandon

\_\_\_\_\_  
Nom en lettres moulées

\_\_\_\_\_  
Adresse

\_\_\_\_\_  
Fonction

) THE SYNOD OF THE DIOCESE OF  
) BRANDON  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*signature*)  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*nom du signataire*)  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*titre*)  
)

) Je suis autorisé à lier la personne morale  
)

**SIGNÉE** en présence de :

\_\_\_\_\_  
Signataire autorisé du Anglican  
Synod of the Diocese of British Columbia

\_\_\_\_\_  
Nom en lettres moulées

\_\_\_\_\_  
Adresse

\_\_\_\_\_  
Fonction

) THE ANGLICAN SYNOD OF THE  
) DIOCESE OF BRITISH COLUMBIA  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*signature*)  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*nom du signataire*)  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*titre*)  
)

) Je suis autorisé à lier la personne morale  
)

**SIGNÉE** en présence de :

\_\_\_\_\_  
Signataire autorisé du Anglican  
Synod of the Diocese of Caledonia

\_\_\_\_\_  
Nom en lettres moulées

\_\_\_\_\_  
Adresse

\_\_\_\_\_  
Fonction

) THE ANGLICAN SYNOD OF THE  
) DIOCESE OF CALEDONIA  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*signature*)  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*nom du signataire*)  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*titre*)  
)

) Je suis autorisé à lier la personne morale  
)

<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	THE SYNOD OF THE DIOCESE OF
	)	CALGARY
	)	
_____ Signataire autorisé du Synod of the Diocese of Calgary	)	_____
	)	<i>(signature)</i>
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____
	)	<i>(nom du signataire)</i>
	)	
_____ Adresse	)	_____
	)	<i>(titre)</i>
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale

<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	THE DIOCESE OF THE SYNOD OF
	)	CARIBOO
	)	
_____ Signataire autorisé du Diocese of the Synod of Cariboo	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale

<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	ANGLICAN PARISHES OF THE
	)	CENTRAL INTERIOR
	)	
_____ Signataire autorisé du Anglican	)	
Parishes of the Central Interior	)	
	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale



**SIGNÉE** en présence de :

\_\_\_\_\_  
Signataire autorisé du Diocesan  
Synod of Central Newfoundland

\_\_\_\_\_  
Nom en lettres moulées

\_\_\_\_\_  
Adresse

\_\_\_\_\_  
Fonction

)

)

)

)

)

)

)

)

)

)

)

)

THE DIOCESAN SYNOD OF CENTRAL  
NEWFOUNDLAND

\_\_\_\_\_  
(signature)

\_\_\_\_\_  
(nom du signataire)

\_\_\_\_\_  
(titre)

Je suis autorisé à lier la personne morale

**SIGNÉE** en présence de :

\_\_\_\_\_  
Signataire autorisé du Diocesan Synod  
of Eastern Newfoundland and Labrador

\_\_\_\_\_  
Nom en lettres moulées

\_\_\_\_\_  
Adresse

\_\_\_\_\_  
Fonction

)

)

)

)

)

)

)

)

)

)

)

)

)

)

)

THE DIOCESAN SYNOD OF EASTERN  
NEWFOUNDLAND AND LABRADOR

\_\_\_\_\_  
(signature)

\_\_\_\_\_  
(nom du signataire)

\_\_\_\_\_  
(titre)

Je suis autorisé à lier la personne morale

**SIGNÉE** en présence de :

\_\_\_\_\_  
Signataire autorisé du Synod of  
the Diocese of Edmonton

\_\_\_\_\_  
Nom en lettres moulées

\_\_\_\_\_  
Adresse

\_\_\_\_\_  
Fonction

)

)

)

)

)

)

)

)

)

)

)

)

)

)

THE SYNOD OF THE DIOCESE OF  
EDMONTON

\_\_\_\_\_  
(signature)

\_\_\_\_\_  
(nom du signataire)

\_\_\_\_\_  
(titre)

Je suis autorisé à lier la personne morale

\_\_\_\_\_  
Signataire autorisé du Diocesan  
Synod of Fredericton

---

Adresse

---

Fonction

THE DIOCESAN SYNOD OF  
FREDERICTON

---

(signature)

(nom du signataire)

(titre)

Je suis autorisé à lier la personne morale

\_\_\_\_\_  
Signataire autorisé du Incorporated  
Synod of the Diocese of Huron

---

Adresse

---

Fonction

THE INCORPORATED SYNOD OF THE  
DIOCESE OF HURON

---

(signature)

(nom du signataire)

(titre)

Je suis autorisé à lier la personne morale

Signataire autorisé du Synod of  
the Diocese of Keewatin

---

Adresse

---

Fonction

THE SYNOD OF THE DIOCESE OF  
KEEWATIN

(signature)

(nom du signataire)

(titre)

Je suis autorisé à lier la personne morale



**SIGNÉE** en présence de :

\_\_\_\_\_  
Signataire autorisé du Synod of  
the Diocese of New Westminster

\_\_\_\_\_  
Nom en lettres moulées

\_\_\_\_\_  
Adresse

\_\_\_\_\_  
Fonction

) THE SYNOD OF THE DIOCESE OF NEW  
) WESTMINSTER  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*signature*)  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*nom du signataire*)  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*titre*)  
)

) Je suis autorisé à lier la personne morale  
)

**SIGNÉE** en présence de :

\_\_\_\_\_  
Signataire autorisé du Synod of  
the Diocese of Niagara

\_\_\_\_\_  
Nom en lettres moulées

\_\_\_\_\_  
Adresse

\_\_\_\_\_  
Fonction

) THE SYNOD OF THE DIOCESE OF  
) NIAGARA  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*signature*)  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*nom du signataire*)  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*titre*)  
)

) Je suis autorisé à lier la personne morale  
)

**SIGNÉE** en présence de :

\_\_\_\_\_  
Signataire autorisé du Diocesan Synod  
of Nova Scotia and Prince Edward Island

\_\_\_\_\_  
Nom en lettres moulées

\_\_\_\_\_  
Adresse

\_\_\_\_\_  
Fonction

) THE DIOCESAN SYNOD OF NOVA  
) SCOTIA AND PRINCE EDWARD  
) ISLAND  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*signature*)  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*nom du signataire*)  
)

) \_\_\_\_\_  
) (*titre*)  
)

) Je suis autorisé à lier la personne morale  
)

\_\_\_\_\_  
Signataire autorisé du Incorporated  
Synod of the Diocese of Ontario

---

Adresse

---

Fonction

Signataire autorisé du Incorporated  
Synod of the Diocese of Ottawa

---

Adresse

---

Fonction

THE INCORPORATED SYNOD OF THE  
DIOCESE OF ONTARIO

(signature)

(nom du signataire)

(titre)

Je suis autorisé à lier la personne morale

THE INCORPORATED SYNOD OF THE  
DIOCESE OF OTTAWA

(signature)

(nom du signataire)

(titre)

Je suis autorisé à lier la personne morale

Signataire autorisé du Synod of  
the Diocese of Qu'Appelle

---

Adresse

---

Fonction

THE SYNOD OF THE DIOCESE OF  
QU'APPELLE

(signature)

(nom du signataire)

(titre)

Je suis autorisé à lier la personne morale

<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	THE SYNOD OF THE ANGLICAN
	)	CHURCH OF THE DIOCESE QUEBEC
	)	
_____ Signataire autorisé du Synod of the Anglican Church of the Diocese of Quebec	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
	)	
<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	THE SYNOD OF THE DIOCESE OF
	)	RUPERT’S LAND
	)	
_____ Signataire autorisé du Synod of the Diocese of Rupert’s Land	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
	)	
<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	THE DIOCESE OF SASKATCHEWAN
	)	
	)	
_____ Signataire autorisé du Diocese of Saskatchewan	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
	)	

<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	THE DIOCESE OF SASKATOON
	)	
_____	)	_____
Signataire autorisé du Diocese of Saskatoon	)	(signature)
	)	
_____	)	_____
Nom en lettres moulées	)	(nom du signataire)
	)	
_____	)	_____
Adresse	)	(titre)
	)	
_____	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
Fonction	)	
 <b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	 THE INCORPORATED SYNOD OF THE
	)	DIOCESE OF TORONTO
	)	
_____	)	_____
Signataire autorisé du Incorporated	)	(signature)
Synod of the Diocese of Toronto	)	
	)	
_____	)	_____
Nom en lettres moulées	)	(nom du signataire)
	)	
_____	)	_____
Adresse	)	(titre)
	)	
_____	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
Fonction	)	
 <b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	 DIOCESAN SYNOD OF WESTERN
	)	NEWFOUNDLAND
	)	
_____	)	_____
Signataire autorisé du Diocesan Synod of	)	(signature)
Western Newfoundland	)	
	)	
_____	)	_____
Nom en lettres moulées	)	(nom du signataire)
	)	
_____	)	_____
Adresse	)	(titre)
	)	
_____	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
Fonction	)	

\_\_\_\_\_  
Signataire autorisé du Synod of  
the Diocese of Yukon

Adresse

**SIGNÉE** en présence de :

THE SYNOD OF THE DIOCESE OF  
YUKON

(signature)

(nom du signataire)

(*titre*)

Je suis autorisé à lier la personne morale

**SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF  
DU CANADA**, représentée par le  
ministre responsable de Résolution des  
questions des pensionnats indiens  
Canada

(signature)

(nom du signataire)

Ministre



## **ANNEXE A ENTITÉS ANGLICANES**

The General Synod of the Anglican Church of Canada  
The Missionary Society of the Anglican Church of Canada  
The Incorporated Synod of the Diocese of Algoma  
The Diocese of Arctic  
The Synod of the Diocese of Athabasca  
The Synod of the Diocese of Brandon  
The Anglican Synod of the Diocese of British Columbia  
The Anglican Synod of the Diocese of Caledonia  
The Synod of the Diocese of Calgary  
The Diocese of the Synod of Cariboo  
Anglican Parishes of the Central Interior  
The Diocesan Synod of Central Newfoundland  
The Diocesan Synod of Eastern Newfoundland and Labrador  
The Synod of the Diocese of Edmonton  
The Diocesan Synod of Fredericton  
The Incorporated Synod of the Diocese of Huron  
The Synod of the Diocese of Keewatin  
The Synod of the Diocese of Kootenay  
The Synod of the Diocese of Montreal  
The Diocese of Moosonee  
The Synod of the Diocese of New Westminster  
The Synod of the Diocese of Niagara  
The Diocesan Synod of Nova Scotia and Prince Edward Island  
The Incorporated Synod of the Diocese of Ontario  
The Incorporated Synod of the Diocese of Ottawa  
The Synod of the Diocese of Qu'Appelle  
The Synod of the Anglican Church of the Diocese of Quebec  
The Synod of the Diocese of Rupert's Land

The Diocese of Saskatchewan

The Diocese of Saskatoon

The Incorporated Synod of the Diocese of Toronto

The Diocesan Synod of Western Newfoundland

The Synod of the Diocese of Yukon

## ANNEXE B

### FONDS ANGLICAN POUR LA GUÉRISON ET LA RÉCONCILIATION (FAGR)

1. Le Comité du *FAGR* établi en vertu de l'article 3.1.2 de la présente *Entente* recevra les demandes concernant les initiatives ou les programmes visant à contribuer à la guérison et à la réconciliation des anciens élèves des *PI* et de leur famille et de leur communauté, et versera les subventions ou approuvera les *services non financiers* conformément aux modalités de la présente *Entente*.

2. Le Comité approuvera seulement les *services non financiers* qui sont de nouveaux programmes ou services ou qui constituent des ajouts aux programmes et services existants. Outre les demandes des groupes communautaires, le Comité acceptera également les demandes de subventions et de financement des *services non financiers* des *entités anglicanes*, mais seulement pour le travail de guérison et de réconciliation qui est indépendant d'un ministère confessionnel. Lorsqu'une demande de subventions ou de financement de *services non financiers* existants est proposée, le Comité peut l'approuver dans la mesure où il estime que le programme ou *service non financier* ou qu'un volet de ce programme ou service est nouveau ou ne pourrait être maintenu autrement.

3. Les critères suivants s'appliqueront aux demandes de subventions et à l'approbation de *services non financiers*. Les critères a) et b) sont obligatoires dans toutes les circonstances, et le Comité tiendra compte des autres critères pour évaluer chaque demande :

- a. Le programme est ouvert-il à tous les groupes autochtones, sans égard à la confession religieuse?
- b. Le programme favorise-t-il la santé, la guérison et la réconciliation, ce qui peut inclure l'établissement de relations de respect mutuel et de confiance entre les participants autochtones et non autochtones?
- c. Les Autochtones ont-ils contribué à l'élaboration et la prestation du programme?
- d. Le programme a-t-il été efficace dans le passé?
- e. Dans quelle mesure les communautés autochtones sont-elles impliquées dans le programme?
- f. Le programme ou le service vise-t-il les anciens élèves, leur famille ou leur communauté et à remédier aux séquelles laissées par les *PI*, et notamment à fournir de l'aide pour recouvrer l'histoire de leur vécu?
- g. Quelle partie du coût global du programme répond aux problèmes sociaux, psychologiques et de santé, sans égard au caractère religieux?

4. Il est entendu que les coûts ou les efforts consacrés à la participation à toute partie du travail de la Commission de vérité et de réconciliation ou aux procédures pour régler une réclamation relative à un *PI* ne peuvent recevoir l'approbation du Comité.

5. Nonobstant l'article 3 de la présente annexe, le Comité peut, à titre de mesure provisoire, créditer la valeur d'un programme ou d'un service offert entre le 31 mars 2005 et l'entrée en vigueur de la présente *Entente* aux services non financiers, à condition :

- a) qu'il réponde aux critères définis à l'article 3 de la présente annexe;
- b) que le programme ou le service n'ait pas existé avant le 31 mars 2005, à moins que le Canada y consente par écrit;
- c) que le même programme ou service ne puisse être certifié pendant une période suivant l'entrée en vigueur de la présente *Entente*, à moins qu'il soit possible de démontrer qu'il ne se poursuivrait pas par ailleurs;
- d) que le montant total crédité pour les programmes et les services fournis avant l'entrée en vigueur de la présente *Entente* ne puisse en aucun cas excéder 19,8572 % de 1 500 000 \$, soit 300 000 \$.

6. Les parties conviennent que le Comité peut se réunir et prendre des décisions en vertu de l'article 5 de la présente annexe avant l'entrée en vigueur de l'*Entente* et que, suivant l'entrée en vigueur de l'*Entente*, les décisions prises par le Comité pendant cette période seront ratifiées sans autre forme d'examen et que les dépenses et les coûts raisonnables encourus seront remboursés par l'Église et seront portés au crédit de sa dette en vertu de l'*Entente*. Il est entendu que si l'*Entente* n'entre pas en vigueur, les décisions prises en vertu des articles 5 et 6 seront sans effet et que l'Église n'aura aucune obligation d'effectuer des remboursements.

## ANNEXE C

### QUITTANCE COMPLÈTE ET FINALE À L'ÉGARD DES RÉCLAMATIONS DES PERSONNES QUI S'EXCLUENT DE LA CRRPI

EN CONTREPARTIE du paiement de la somme de 10,00 \$ et autre contrepartie valable, le tout devant être entièrement versé en fidéicommiss à mes avocats, \_\_\_\_\_ :

1. Je, \_\_\_\_\_, libère complètement et définitivement chacune des parties suivantes, séparément et solidairement:

a) Sa Majesté la Reine du chef du Canada, le procureur général du Canada, leurs successeurs et ayants droit ainsi que leurs ministres, fonctionnaires, employés, préposés, partenaires, mandants, procureurs, subrogés, représentants et agents;

b) [L'organisme religieux] et ses prédécesseurs, successeurs, cessionnaires, ayants droit et leurs dirigeants, employés, membres, préposés, directeurs, actionnaires, partenaires, mandants, procureurs, assureurs, subrogés, représentants, administrateurs, séquestres et agents;

(les « bénéficiaires de la quittance ») de toute action ou cause d'action, responsabilité, réclamation et demande de quelque nature que j'ai pu avoir, que j'ai actuellement ou que je pourrais avoir à leur endroit, à l'égard de dommages, contributions, indemnisations, de coûts, de dépenses ou d'intérêts (que je connaisse l'existence de ces réclamations ou causes d'action ou non à l'heure actuelle) découlant ou en conséquence des situations suivantes:

a) à ma présence et/ou mes expériences dans tout pensionnat indien;

b) au fonctionnement de tout pensionnat indien.

2. L'alinéa 1 de la présente quittance inclut les réclamations que je possède personnellement et que je pourrais déposer directement ou par l'entremise d'autres personnes, groupes ou personnes morales, en mon nom ou à titre de représentant, par voie de recours collectif ou de toute autre forme de recours.

3. En outre, je libère complètement et définitivement les bénéficiaires de la quittance de toute réclamation que j'ai ou aurais pu déposer contre eux dans le cadre de toute action intentée contre certains ou l'ensemble des bénéficiaires de la quittance, soit [numéro de dossier de la cour] déposé dans le [district judiciaire] de [nom exact de la cour], pour indemnisation et dommages-intérêts et autres mesures réparatrices liés à ma présence et/ou à mes expériences au pensionnat indien \_\_\_\_\_ (« l'action »). J'accepte de me désister de l'action.

4. Les réclamations et causes d'action dont il est question aux alinéas 1 à 3 sont appelées dans la présente quittance les « réclamations quittancées ».
5. Je ne déposerai pas d'autre réclamation de quelque nature que ce soit contre les bénéficiaires de la quittance en ce qui concerne les réclamations quittancées.
6. Il est entendu que dans l'éventualité où je déposais, directement ou par l'entremise d'une autre personne, une nouvelle réclamation ou demande, ou menaçais d'intenter une action contre l'un des bénéficiaires de la quittance, la présente quittance pourrait être invoquée en tant que préclusion et défense complète contre une telle réclamation ou action.
7. Je déclare et je certifie qu'aucune des réclamations quittancées n'a été cédée à une autre personne ou société.
8. J'accepte de ne pas déposer ou poursuivre, à l'endroit d'une personne physique ou morale qui pourrait réclamer des dommages, une contribution, ou une indemnité de la part de l'un ou l'autre des bénéficiaires de la quittance, une poursuite en rapport avec ma réclamation quittancée et ce, que ce soit en application des dispositions de la *Loi sur le partage de la responsabilité* (Ontario) ou de ses équivalents dans les autres provinces ou territoires de common law, de la common law, ou de toute autre loi d'autres juridictions.
9. De plus, je m'engage à indemniser les bénéficiaires des quittances contre d'éventuelles réclamations qui pourraient être déposées contre eux par d'autres personnes, personnes morales, gouvernements ou organismes gouvernementaux et qui feraient suite ou seraient liées de quelque façon aux paiements qui m'auraient été versés par cette personne physique, cette personne morale, ce gouvernement ou cet organisme gouvernemental relativement aux réclamations quittancées. Le présent alinéa vise, sans s'y limiter, les réclamations concernant des services ou des traitements médicaux ou dentaires que j'aurais reçus, ainsi que celles concernant une indemnité qui m'aurait été accordée par d'autres gouvernements ou instances gouvernementales en dédommagement d'une réclamation quittancée qui portait sur des voies de fait criminelles.
10. Advenant que j'intente ultérieurement une action qui n'est pas une réclamation en dommages-intérêts liée aux réclamations quittancées, mais pour cause de blessures ou de préjudices identiques ou apparentés aux blessures ou aux préjudices découlant de ces réclamations, et que l'une ou l'autre des bénéficiaires de la quittance compte parmi les parties à cette action, l'objet et la somme de la présente quittance, de même que les détails relatifs aux dommages-intérêts ou préjudices ayant motivé les réclamations quittancées, pourront être divulgués par les bénéficiaires de la quittance devant le tribunal dans le contexte de l'action ultérieure.

11. Je reconnais et déclare comprendre les dispositions de la présente quittance et avoir signé cette dernière de plein gré. Je reconnais de plus avoir demandé et obtenu un avis juridique concernant les réclamations dont je me suis désisté et la présente quittance.

12. Je comprends que les bénéficiaires de la quittance ne reconnaissent aucune responsabilité envers moi par l'acceptation de cette quittance ou par tout paiement pouvant m'être versé.

J'ai signé cette quittance le \_\_\_\_\_ 200\_.

FAIT DEVANT :

\_\_\_\_\_  
Témoin

\_\_\_\_\_  
[Nom du signataire de la quittance]

\_\_\_\_\_  
Adresse

\_\_\_\_\_  
Sceau

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
Fonction

\_\_\_\_\_

## ANNEXE D

### PROCESSUS DE PRODUCTION DES DOCUMENTS DESTINÉS À LA COMMISSION DE VÉRITÉ ET DE RÉCONCILIATION

1. Afin d'assurer l'efficacité du processus de vérité et de réconciliation, les entités anglicanes fourniront tous les documents pertinents en leur possession ou sous leur contrôle à la Commission de vérité et de réconciliation (la « Commission ») et pour son usage, sous réserve du droit à la protection des renseignements personnels d'une personne prévu par la loi applicable relative à la protection des renseignements personnels, et sous réserve de la législation sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels applicable, à l'exception des documents auxquels le secret professionnel de l'avocat s'applique lorsqu'il est invoqué.
2. Dans les cas où le droit à la protection des renseignements personnels d'une personne est en cause, et sous réserve de la législation applicable en matière de protection des renseignements personnels et d'accès à l'information, les chercheurs de la Commission auront accès aux documents, à la condition que les renseignements personnels soient protégés. Dans les cas où le secret professionnel de l'avocat est invoqué, la partie l'invoquant fournira une liste de tous les documents pour lesquels le secret professionnel est invoqué.
3. Les *entités anglicanes* ne sont pas tenues de renoncer à la possession de leurs documents originaux en faveur de la Commission. Elles sont tenues de compiler tous les documents pertinents de façon organisée à des fins d'examen de la part de la Commission et de permettre l'accès à leurs archives afin que la Commission puisse remplir son mandat. La production de documents ne requiert pas la production de documents originaux. Les originaux, ou copies certifiées conformes, peuvent être fournis ou les originaux peuvent être fournis temporairement à des fins de photocopie si les documents originaux ne doivent pas être conservés par la Commission.
4. Chaque *entité anglicane* assumera les frais de fourniture des documents. Si la partie qui fournit des documents le demande, les frais de photocopie, de balayage, de numérisation ou d'autres moyens de reproduction des documents seront assumés par la Commission.
5. La Commission peut confier au Comité d'administration national (« CAN »), comme l'y autorise l'alinéa 4.11 (12)(j) de la *Convention de règlement relative aux pensionnats indiens* datée du 2006, la tâche de régler les conflits relatifs à la production, à la destruction et à l'archivage de documents ainsi qu'au contenu de rapports, aux recommandations et aux décisions de la Commission concernant la portée de sa recherche et les enjeux à examiner. La Commission fera tous les efforts possibles pour régler le problème elle-même avant d'en saisir le CAN.
6. Le CAN peut examiner et trancher la question dont la Commission a été saisie sous le régime de l'article 5 ou en saisir tout tribunal pour une nouvelle audition.



7. Lorsque le CAN rend une décision sous le régime de l'article 6, les entités anglicanes, de plein droit, peuvent présenter une demande à tout tribunal pour une nouvelle audition.

## ANNEXE E

### ARTICLES DE LA CRRPI INTÉGRÉS PAR RENVOI

#### ARTICLE QUATRE

##### MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION

#### 4.01 Recours collectifs

Les *parties* conviennent que toutes les déclarations de recours collectif et actions représentatives actuelles, sauf le recours collectif *Cloud*, déposées contre le *Canada* relativement aux pensionnats indiens, peu importe le tribunal ou la région du Canada visée, mais exception faite de la Cour fédérale du Canada (les « demandes originales »), seront regroupées en une déclaration omnibus dans chaque juridiction (les « recours collectifs »). La déclaration omnibus nommera tous les demandeurs qui figuraient aux demandes originales, ainsi que le *Canada* et les *organismes religieux* à titre de défendeurs.

#### 4.05 Autorisation sur consentement

- 1) Les *parties* conviennent que, en même temps que seront déposées les demandes énoncées au paragraphe 4.03, des requêtes seront soumises à chacun des *tribunaux* afin qu'ils autorisent chacun des recours collectifs à des fins de règlement, conformément aux conditions énoncées dans les présentes.
- 2) L'autorisation sera sollicitée à la condition expresse que, conformément aux demandes d'autorisation prévues à l'alinéa 4.05 (1), chacun des *tribunaux* autorise les recours collectifs suivant les termes et conditions prévus au paragraphe 4.06, exception faite des variations de groupes et de sous-groupes définies aux paragraphes 4.02 et 4.04 des présentes.

#### 4.06 Ordonnances d'approbation

Des *ordonnances d'approbation* seront demandées pour :

- a) intégrer par renvoi la présente *convention* en entier;
- b) ordonner et déclarer que tous les *membres des recours collectifs*, y compris les *personnes frappées d'incapacité*, sont assujetties à ces ordonnances, à moins qu'elles ne s'excluent des recours collectifs ou soient réputées s'en être exclues à l'expiration du *délai d'exclusion*;
- c) ordonner et déclarer qu'à l'expiration du *délai d'exclusion*, toutes les actions

pendantes relatives aux *pensionnats indiens* autres que les recours collectifs, qui ont été intentées devant n'importe quel tribunal compétent contre le *Canada* ou les *organismes religieux*, à l'exception des recours individuels intentés au Québec qui n'auront pas fait l'objet d'un désistement à l'expiration du *délai d'exclusion*, seront réputées rejetées sans frais, à moins qu'une personne se soit exclue ou qu'elle soit réputée s'être exclue à l'expiration du *délai d'exclusion*.

- d) ordonner et déclarer qu'à l'expiration du *délai d'exclusion*, tous les *membres des recours collectifs*, à moins qu'ils s'en soient exclus ou qu'ils soient réputés s'en être exclus à l'expiration du *délai d'exclusion*, donnent quittance aux défendeurs et *autres organismes religieux quittancés* à l'égard de toutes les poursuites qu'ils ont intentées, auraient pu intenter ou pourraient plus tard intenter contre les défendeurs et les *autres organismes religieux quittancés* relativement aux *pensionnats indiens* ou au fonctionnement des *pensionnats indiens*.
- e) ordonner et déclarer que, si le nombre de *candidats admissibles au PEC* qui s'excluent, ou sont réputés exclus conformément aux *ordonnances d'approbation*, est supérieur à cinq mille (5 000), la Convention est résiliée et les *ordonnances d'approbation* révoquées en entier, ce qui ne sera surbordonné qu'au droit du *Canada*, à son entière discrétion, de renoncer à l'application du paragraphe 4.14 des présentes.
- f) ordonner et déclarer qu'à l'expiration du *délai d'exclusion*, tous les *membres des recours collectifs* qui ne se sont pas exclus ne pourront faire aucune demande liée à un *pensionnat indien* ou au fonctionnement d'un *pensionnat indien* contre toute personne qui, à son tour, pourrait déposer une demande contre l'un des défendeurs ou d'*autres organismes religieux exonérés*.
- g) ordonner et déclarer que les obligations assumées par les défendeurs en vertu des présentes constituent le règlement complet et final de toute demande, par un *membre d'un recours collectif*, qui soit liée à un *pensionnat indien* ou au fonctionnement d'un *pensionnat indien*, et que les *ordonnances d'approbation* constituent les seuls recours pouvant être exercés relativement à une telle demande.
- h) ordonner et déclarer que les *tribunaux* doivent approuver les honoraires et débours de tous les avocats qui sont parties aux présentes, conformément aux articles quatre (4) et treize (13) des présentes, à l'exception des honoraires et débours du *CNA* et du *groupe de travail du PEI*, qui seront versés dans tous les cas.
- i) Ordonner et déclarer que, notwithstanding les sous-alinéas 4.06 c), d) et f), un *membre d'un recours collectif* qui, au cinquième anniversaire de la *date d'entrée en vigueur*, n'a jamais intenté de poursuite, autre que le recours collectif relatif à un *pensionnat indien* ou au fonctionnement d'un *pensionnat*

*indien*, n'a jamais participé à un *projet pilote* ou déposé une demande en vertu du *Mode alternatif de règlement des conflits* ou du *PEI*, peut intenter une poursuite pour toute *demande continue* qui relève de la compétence du tribunal où la poursuite est intentée. Il est entendu que les règlements, procédures et critères du *PEI* ne s'appliquent pas à de telles poursuites.

- j) ordonner et déclarer que, dans les cas où une poursuite autorisée en vertu du sous-alinéa 4.06 i) est intentée, la quittance réputée prévue au paragraphe 11.01 est modifiée de façon à permettre que la poursuite puisse procéder uniquement dans le cas de *demandes continues*.
- k) ordonner et déclarer que, dans le cas d'une poursuite intentée en vertu du sous-alinéa 4.06 i), tous les délais de prescription sont interrompus pendant une période de cinq ans à compter de la *date d'entrée en vigueur*, et que les parties s'abstiennent d'invoquer toute défense fondée sur les retards et délais préjudiciables durant cette période.

## **ARTICLE SEPT VÉRITÉ, RÉCONCILIATION ET COMMÉMORATION**

### **7.01 Vérité et réconciliation**

- 2) La *Commission* de vérité et de réconciliation peut demander au *CAN* de régler des différends qui portent sur la production, l'élimination et l'archivage de documents, le contenu du rapport de la *Commission* et ses recommandations, ainsi que les décisions de la *Commission* relatives à l'étendue de sa recherche et des sujets à examiner. La *Commission* s'efforcera elle-même de régler le différend avant de s'en remettre au *CAN*.
- 3) À la suite d'une décision rendue par le *CAN* relativement à un différend ou à un désaccord relatif à la *Commission* de vérité et de réconciliation, comme le précise l'alinéa 7.01(2), l'*organisme religieux* ou le *Canada*, ou encore les deux, peuvent s'adresser aux tribunaux pour obtenir une nouvelle audition.

## **ARTICLE ONZE QUITTANCE**

### **11.01 Quittance des *membres des recours collectifs* et du *recours collectif Cloud***

- 1) Les *ordonnances d'approbation* déclareront que dans le cas des *membres des recours collectifs* et des *membres du recours collectif Cloud* :
  - a) chaque *membre des recours collectifs* et chaque *membre du recours*

*collectif Cloud* a donné quittance entière et définitive à chaque partie quittancée de toute action, cause d'action, responsabilité en common law, en droit civil du Québec et découlant de la loi, contrat, réclamation et demande de quelque nature que ce soit, qu'elle ait été déposée ou qu'elle puisse avoir été déposée, qu'elle soit connue ou inconnue, pour des dommages, contributions, indemnités, coûts, dépenses et intérêts que ce *membre* a détenue, détient ou pourrait détenir directement ou indirectement, ou de quelque façon que ce soit à l'issue ou au moyen d'un droit subrogé ou cédé, ou autrement, relativement à un *pensionnat indien* ou au fonctionnement d'un *pensionnat indien*, et cette quittance s'applique à toute réclamation de ce type qui a été ou aurait pu être déposée dans le cadre de toute procédure, notamment les recours collectifs ou le recours collectif *Cloud*, qu'elle soit faite directement par le *membre d'un recours collectif* ou le *membre du recours collectif Cloud* ou par tout autre personne, groupe ou personne morale agissant au nom ou à titre de représentant du *membre d'un recours collectif* ou du *membre du recours collectif Cloud*;

- b) les *membres des recours collectifs* et les *membres du recours collectif Cloud* sont réputés convenir de ne faire aucune réclamation ou demande ou de n'engager aucune action ou procédure contre toute partie quittancée ou toute autre personne contre laquelle une réclamation pourrait entraîner une demande envers la partie quittancée pour des dommages, des contributions, des indemnités ou autre dédommagement en vertu de quelque disposition de la *Loi sur le partage de la responsabilité*, L.R.O. 1990, ch. N.3 ou de son équivalent dans les autres juridictions, dans la common law, dans le droit civil du Québec ou dans tout autre législation de l'Ontario ou autre juridiction relativement à un pensionnat indien ou au fonctionnement d'un pensionnat indien;
- c) les obligations et les responsabilités du *Canada*, des *organismes religieux*

et des *autres organismes religieux exonérés* qui sont prévues dans les présentes constituent la contrepartie pour les quittances et autres engagements énoncés aux sous-alinéas 11.01a) et b) inclusivement, et cette contrepartie constitue un règlement complet et final de toute demande dont il est question dans les présentes. Les *membres des recours collectifs* et les *membres du recours collectif Cloud* n'ont droit qu'aux prestations prévues et aux indemnités payables en vertu des présentes, en tout ou en partie, comme seul recours pour telle action, cause d'action, responsabilité, réclamation ou demande.

- 2) Nonobstant l'alinéa 11.011), il n'y aura pas de quittance accordée à l'égard d'une poursuite (à l'exception des demandes des familles telles que définies dans les recours collectifs et dans le recours collectif *Cloud*) susceptible d'être intentée par un *membre d'un recours collectif* ou un *membre du recours collectif Cloud* si cette quittance ne survenait qu'en raison d'une demande d'un membre d'une famille dans le cadre des recours collectifs ou du recours collectif *Cloud*.

## **11.02 Quittances des demandeurs non pensionnaires**

- 1) Les *ordonnances d'approbation* stipuleront que les *demandeurs non pensionnaires* devront, lorsqu'ils accèderont au *PEI*, signer une quittance sous la forme apparaissant à l'annexe P des présentes;
- 2) Rien, aux sous-alinéas 4.06 c), d) ou f) ou au sous-alinéa 11.01 1)a), n'empêchera un *demandeur non pensionnaire* de soumettre sa demande au *PEI*.
- 3) Il est entendu que rien, au paragraphe 11.02, n'empêchera l'institution d'intenter une action en justice conformément aux sous-alinéas 4.06 i) et j) des présentes.

### **11.03 Demandes par les demandeurs exclus ou autres**

Advenant le cas où toute personne non liée par les présentes dépose une demande ou une demande reconventionnelle, fait une réclamation ou demande ou engage une action ou procédure contre tout défendeur désigné dans *les recours collectifs* ou *le recours collectif Cloud* relativement à un *pensionnat indien* ou au fonctionnement d'un *pensionnat indien*, aucun montant payable à cette personne par un défendeur désigné dans les recours collectifs ou le recours collectif *Cloud* ne sera puisé dans le *fonds de la somme désignée*.

## **ARTICLE TREIZE HONORAIRES**

### **13.02 Honoraires de négociation (de juillet 2005 au 20 novembre 2005)**

- 1) Le *Canada* accepte de payer chaque avocat, outre les avocats des *organismes religieux*, ayant participé aux négociations du règlement amorcées en juillet 2005 qui ont abouti à l'*Accord de principe*, pour le temps consacré aux négociations du règlement jusqu'à la date de l'*Accord de principe*, à son tarif horaire habituel, plus les débours raisonnables ainsi que la TPS et la TVP, s'il y a lieu, étant entendu toutefois qu'aucune somme n'est payable, en vertu du présent alinéa 13.02(1), pour des honoraires payés au préalable directement par le *BRQPIC*.
- 2) Tous les honoraires dûs en vertu de l'alinéa 13.02(1) seront payés au plus tard 60 jours après la *date d'entrée en vigueur*.

### **13.03 Honoraires menant à la Convention de règlement (du 20 novembre 2005 à la signature de la *Convention*)**

- 1) Le *Canada* accepte de payer tous les avocats, sauf ceux qui représentent les *organismes religieux*, pour le temps qu'ils auront consacré à la mise au point de la présente *convention* entre le 20 novembre 2005 et sa signature, selon le tarif horaire habituel de chaque avocat, plus les débours raisonnables ainsi que la TPS et la TVP, s'il y a lieu, étant entendu toutefois qu'aucune somme n'est payable, en vertu du présent alinéa 13.03(1), pour des honoraires payés au préalable directement par le *BRQPIC*.
- 2) Aucun honoraire ne sera payé en vertu de l'alinéa 13.03(1) pour tout travail payé aux termes du paragraphe 13.04 des présentes.
- 3) Tous les honoraires dûs en vertu de l'alinéa 13.03(1) seront payés au plus tard 60 jours après la *date d'entrée en vigueur*.

### **13.10 Honoraires du CNA**

- 1) Le *Canada* paiera les honoraires au *CNA* selon un tarif horaire raisonnable et remboursera des débours raisonnables aux membres du *CNA*, mais de tels montants ne comporteront aucun honoraire pour le *Canada* ou les *organismes religieux*.
- 2) Sous réserve de l'alinéa 13.10(4), les honoraires prévus à l'alinéa 13.10(1) et comptabilisés après le 1<sup>er</sup> avril 2006 devront s'inscrire dans les limites d'un budget de fonctionnement de soixante mille dollars (60 000 \$) par mois.
- 3) Dans des circonstances extraordinaires, le *CNA* peut solliciter du financement supplémentaire du *Canada*, jusqu'à concurrence d'un montant mensuel maximal de quinze mille dollars (15 000 \$), nonobstant l'alinéa 13.10(2) et sous réserve de l'alinéa 13.10(4).
- 4) Le 1<sup>er</sup> juillet 2006, puis le premier jour de tous les mois subséquents, le *Canada* examinera et réévaluera le budget de fonctionnement maximal visé à l'alinéa 13.10(2) et le financement supplémentaire maximum pour dépenses extraordinaires visé à l'alinéa 13.10(3). Il est loisible au *Canada*, à sa discrétion exclusive, de réduire ou d'augmenter le budget de fonctionnement maximal ou le financement supplémentaire maximum pour dépenses extraordinaires, ou les deux.
- 5) Les avocats nommés par le *CNA* pour procéder à la rédaction, à l'autorisation et à l'approbation du règlement seront rémunérés selon leur tarif horaire habituel, et ils pourront régulièrement présenter une facture de débours raisonnables que paiera le *Canada*. Ces honoraires et débours ne sont pas assujettis aux limites du budget de fonctionnement exposées à l'alinéa 13.10(2).
- 6) S'ils sont nommés par le *CNA* et approuvés par le *Canada*, les autres avocats qui doivent comparaître en cour recevront des honoraires de deux mille dollars (2 000 \$) par journée d'audience. De tels honoraires ne sont pas assujettis aux limites du budget de fonctionnement exposées à l'alinéa 13.10(2).
- 7) Le *CNA* et les avocats nommés pour représenter le *CNA*, présenteront leurs factures au *BRQPIC* qui les paiera dans un délai de 60 jours à compter de la date de leur dépôt.
- 8) Le *CNA* présentera ses factures au *BRQPIC* qui, avant de les payer, en vérifiera la conformité avec la *Directive du Conseil du Trésor sur les voyages* qui figure à l'annexe Q.



### **13.11 Honoraires du CAN**

- 1) Le *Canada* paiera aux membres du *CAN* les honoraires selon un tarif horaire raisonnable tout en n'excédant pas le budget de fonctionnement mensuel précisé à l'alinéa 13.11(2) des présentes; cependant, les représentants du *Canada* et des *organismes religieux* ne seront pas payés en vertu des présentes.
- 2) Sous réserve de l'alinéa 13.11(4), toutes les sommes prévues à l'alinéa 13.10(1) devront s'inscrire dans les limites d'un budget de fonctionnement de soixante mille dollars (60 000 \$) par mois.
- 3) Dans des circonstances extraordinaires, le *CAN* peut solliciter du financement supplémentaire au *Canada* jusqu'à concurrence d'un montant mensuel maximal de quinze mille dollars (15 000 \$), nonobstant l'alinéa 13.11(2) et sous réserve de l'alinéa 13.11(4).
- 4) Le premier jour du premier mois qui suit la *date d'entrée en vigueur*, puis le premier jour de chaque mois subséquent, le *Canada* examinera et réévaluera le budget de fonctionnement maximal visé à l'alinéa 13.11(2) et le financement supplémentaire maximum pour dépenses extraordinaires visé à l'alinéa 13.11(3). Il est loisible au *Canada*, à sa discrétion exclusive, de réduire ou d'augmenter le budget de fonctionnement maximal ou le financement supplémentaire maximum pour dépenses extraordinaires, ou les deux.
- 5) Le *CAN* présentera ses factures au *BRQPIC* qui, avant de les payer, en vérifiera la conformité avec la *Directive du Conseil du Trésor sur les voyages*, qui figure à l'annexe Q.

## **ARTICLE QUINZE DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

### **15.01 Caractère sans préjudice**

Les *parties* conviennent que l'engagement de ne pas porter préjudice pris dans la lettre du sous-ministre du *BRQPIC* de juillet 2005 et jointe à l'annexe R signifie qu'à la suite de l'entrée en vigueur :

- 3) Après l'entrée en vigueur des *ordonnances d'approbation*, à la demande d'un *candidat admissible au PEI* dont la demande pour sévices subis dans les *pensionnats indiens* a été réglée par le *Canada* sans participation d'une entité catholique telle que définie à l'annexe C des présentes, un tel règlement ayant été d'un montant représentant une réduction fixe de l'indemnité évaluée, le *Canada* paiera le solde de l'indemnité évaluée au *candidat admissible au PEI*. Sous réserve, cependant, qu'aucun montant ne sera payé à un *candidat*

*admissible au PEI* en vertu de présent paragraphe tant que ce candidat ne conviendra pas d'accepter un tel montant comme indemnité complète et finale de sa demande contre une entité catholique telle que définie à l'annexe C des présentes, et de la libérer par le biais de la quittance essentiellement décrite au paragraphe 11.02 des présentes.

## **ARTICLES DE L'ANNEXE D DE LA CRRPI (PROCESSUS D'ÉVALUATION INDÉPENDANT) INTÉGRÉS PAR RENVOI**

### **Annexe II : ACCEPTATION DE LA DEMANDE (Annexe D, page 20)**

iii) À l'admission de la demande dans le PEI, le Secrétariat transmettra une copie de celle-ci au gouvernement et à l'entité religieuse qui est une partie aux jugements des recours collectifs et qui était impliquée dans le pensionnat indien visé.

- Une entité religieuse peut renoncer à son droit de recevoir les avis de demandes pour toute réclamation ou toute catégorie de réclamation définie en avisant le Secrétariat par écrit et peut également modifier ou annuler cette renonciation en tout temps par un avis écrit.

iv) Les conditions suivantes s'appliquent à la transmission de la demande au gouvernement ou à une entité religieuse :

- La demande sera uniquement dévoilée aux personnes qui doivent la voir pour aider le gouvernement à établir sa défense ou pour aider les entités religieuses à se défendre ou en rapport avec leur couverture d'assurance.
- Si des renseignements de la demande doivent être dévoilés à un auteur allégué, seuls les renseignements pertinents à l'allégation de sévices par cette personne seront dévoilés. L'auteur allégué n'obtiendra pas l'adresse du demandeur ou l'adresse de l'un ou l'autre des témoins nommés dans le formulaire de demande, non plus que les renseignements du formulaire concernant les effets des sévices allégués sur le demandeur à moins que celui-ci demande expressément que ces renseignements soient communiqués à l'auteur allégué.
- Chaque personne à qui la demande est dévoilée, y compris les avocats de toutes les parties, doit convenir de respecter sa confidentialité. Les entités religieuses déploieront les plus grands efforts pour obtenir le même engagement de tout assureur auquel elles sont obligées de dévoiler la demande.
- Des copies seront faites uniquement lorsque c'est absolument nécessaire et toutes les copies autres que celles en possession du gouvernement seront détruites à la conclusion de l'affaire, à moins que le demandeur demande

que d'autres personnes conservent une copie ou que l'avocat d'une partie soit obligé de conserver une copie afin de respecter ses obligations professionnelles.

**Annexe III : PARTICIPATION DES AUTEURS ALLÉGUÉS (ANNEXE D, page 22)**

- i) Les défenseurs tenteront de trouver l'auteur allégué pour l'inviter à l'audition. Si l'auteur allégué est décédé, s'il est impossible de le trouver ou s'il refuse l'invitation, l'audition peut quand même avoir lieu.

**Annexe IV : COLLECTE D'INFORMATION, DATES D'AUDITION, PRÉSENCE ET PARTICIPATION À CELLES-CI (ANNEXE D, page 24)**

- i. Les défenseurs rassembleront leurs documents et les présenteront au Secrétariat.
- vii. Étant donné la nature non contradictoire du PEI, du rôle neutre et inquisitoire qu'y jouent les adjudicateurs et la nécessité de respecter la sécurité du demandeur, ni l'auteur allégué ni son avocat ne peuvent être présents lorsque le demandeur témoigne sans le consentement préalable du demandeur. Lorsque l'avocat d'une entité religieuse est également l'avocat de l'auteur allégué, cela signifie qu'il ne peut assister à l'audition pendant que le demandeur témoigne sans le consentement préalable de ce dernier. Les représentants du gouvernement peuvent toujours assister à cette partie de l'audition, tout comme les représentants des entités religieuses qui sont des parties aux jugements des recours collectifs, sauf leur avocat s'il est également l'avocat de l'auteur allégué en cette affaire.

**Annexe X : UTILISATION DE CONNAISSANCES EXTRAJUDICIAIRES PAR LES ADJUDICATEURS**

**INTRODUCTION**

Plusieurs questions surviendront concernant la capacité des adjudicateurs de faire usage de l'information obtenue ou connue au-delà de celle fournie par les parties dans chaque cas individuel. Cette question présente plusieurs aspects :

- utilisation de l'information contextuelle ou de la connaissance personnelle, par exemple sur :
  - les écoles
  - l'abus à l'égard des enfants et ses impacts
  - le réseau des pensionnats

- accumulation d'information d'audition en audition, par exemple sur :
  - les auteurs allégués et le *modus operandi* des auteurs prouvés
  - les conditions dans une école
  - les conclusions quant à la crédibilité
- utilisation de précédents d'autres adjudicateurs
- capacité des adjudicateurs de se consulter

L'approche à adopter à l'égard de ces questions est présentée ci-après, suivant la source d'information en question.

### 1. Documents d'orientation fournis aux adjudicateurs

On fournira aux adjudicateurs des documents d'orientation sur le réseau des pensionnats et son fonctionnement ainsi que sur les abus à l'égard des enfants et leurs impacts.

Si les documents d'orientation sont identifiés spécifiquement comme contenant des opinions ou des faits incontestés, ils peuvent être utilisés comme suit :

Les adjudicateurs doivent prendre connaissance de cette documentation. Ils peuvent l'utiliser pour interroger les témoins, mais également pour tirer des conclusions de fait et soutenir les inférences de la preuve qu'ils trouvent crédible, par exemple pour conclure que des traumatismes d'un certain genre peuvent découler d'une agression sexuelle subie par un enfant. Ces utilisations de cette information sont justifiées par le fait que les représentants de tous les intérêts en jeu ont convenu de son inclusion dans les documents d'orientation en vue de cet usage, et tous les participants à une audition auront accès aux documents d'orientation.

Aussi souvent que possible, l'adjudicateur devrait utiliser l'information à l'audition pour formuler les questions aux témoins qui peuvent être en mesure de formuler des commentaires à son sujet ou dont le témoignage peut être contredit, soutenu ou expliqué par l'information. Lorsque cela est impossible, l'utilisation que l'adjudicateur se propose d'en faire pour arriver à une décision devrait être indiquée aux parties à l'audition afin de leur donner une chance de commenter l'information dans leurs représentations, mais cela n'est pas une condition préalable à ce que l'adjudicateur en fasse l'utilisation proposée.

Lorsque l'information est utilisée pour tirer une conclusion de fait, ou faire une inférence, elle devrait être citée et sa pertinence et la justification de son utilisation devraient être mentionnées dans la décision.

Lorsque les documents d'orientation fournis aux adjudicateurs ne représentent pas des opinions ou des faits incontestés, ils peuvent être utilisés par les adjudicateurs comme suit :

Les adjudicateurs peuvent utiliser cette catégorie de documents d'orientation pour interroger les témoins ou vérifier la preuve, mais ils ne peuvent se fonder sur ces documents comme source indépendante de leurs conclusions de fait ou de leur évaluation de l'impact réel des abus sur une personne.

## 2. Connaissance personnelle du phénomène de l'abus et de ses impacts

Certains adjudicateurs peuvent posséder de vastes antécédents de travail avec les abus à l'égard des enfants ou peuvent obtenir de l'information sur les abus et leurs impacts lors de séances de formation ou par des programmes d'éducation permanente, ou par leurs propres lectures ou recherches.

L'approche pour utiliser ce genre d'information est la suivante :

Les adjudicateurs peuvent recourir à leur connaissance personnelle, à la formation qu'ils ont reçue ou à du matériel éducatif d'ordre général comme base pour interroger les témoins ou vérifier la preuve, mais ne peuvent s'en servir comme source indépendante pour leurs conclusions de fait ou leur évaluation de l'impact réel des abus sur une personne.

## 3. Collections de documents

Les adjudicateurs obtiendront une collection de documents du Canada et, éventuellement, d'une Église, sur chaque pensionnat pour lequel ils tiennent des auditions. Cette documentation sera également accessible au demandeur et à son avocat.

L'approche pour utiliser ce genre d'information est la suivante :

Les adjudicateurs doivent prendre connaissance de cette documentation, qui peut être utilisée comme source d'une conclusion de fait ou de crédibilité. Si elle est utilisée par les adjudicateurs, elle doit être citée et sa pertinence et sa justification doivent être mentionnées dans le rapport.

Parce que cette information est spécifique au pensionnat en question et est fournie à l'avance, les adjudicateurs doivent la connaître avant de commencer une audition à laquelle elle s'applique. Cependant, avant de s'appuyer sur des documents particuliers pour aider à décider dans un cas donné, l'adjudicateur devrait obtenir le consentement des parties ou présenter les extraits pertinents aux témoins qui peuvent être en mesure de formuler des commentaires à leur sujet ou dont le témoignage peut être contredit ou soutenu par la documentation. Lorsqu'il n'y a aucun témoin de ce genre ou qu'une ou plusieurs parties contestent l'utilisation des documents, l'adjudicateur peut

quand même les utiliser dans sa décision, mais chaque fois que possible, il devrait informer les parties de son utilisation proposée du document de sorte qu'elles puissent en tenir compte dans leurs représentations.

#### 4. Conclusions antérieures

Les adjudicateurs entendront la preuve et tireront leurs conclusions de fait sur les opérations des divers pensionnats, leur configuration, les conditions les entourant, les actes et les connaissances des employés adultes et lorsqu'une personne est reconnue avoir commis un certain nombre d'agressions d'une façon particulière, leur *modus operandi*.

L'approche pour l'utilisation de ce genre d'information est la suivante :

Les adjudicateurs doivent traiter chaque demande comme une demande unique à trancher selon la preuve présentée, plus l'information dont l'utilisation est autorisée expressément selon les lignes directrices convenues pour ce processus. Ils ne peuvent pas utiliser les conclusions antérieures qu'ils ont tirées, y compris celles concernant la crédibilité, et encore moins être liés par elles.

Ils peuvent toutefois utiliser l'information provenant d'auditions antérieures pour enquêter sur les aveux ou admissions possibles ou, à défaut de cela, interroger les témoins. Cette capacité d'utiliser l'information d'auditions antérieures à ces fins spécifiques découle du fait que le PEI n'est pas un processus de confrontation contrôlé par les parties. Le modèle inquisitoire est plutôt utilisé pour que les adjudicateurs s'informent de ce qui s'est produit, en utilisant leurs compétences et leur jugement pour interroger les témoins afin de déterminer les faits.

Il ne serait pas juste de fonder une décision sur une preuve d'une audition antérieure puisque certaines ou toutes les parties ne connaîtraient pas son contexte et seraient incapables d'en contester la fiabilité, mais il n'est pas approprié d'insister pour que les adjudicateurs agissent comme si chaque cas était leur premier cas. Leur travail exige d'eux de vérifier la preuve et de déterminer les faits. Bien qu'ils ne puissent pas convoquer des témoins, c'est leur devoir de les interroger, et ils doivent être libres de poser les questions et de suivre les champs d'enquête qu'ils croient pertinents. Si cette croyance découle du sens commun, de l'instinct ou de quelque chose entendu lors d'une autre audition, cela est approprié comme fondement d'une enquête, mais, en l'absence d'un aveu ou de faits admis, non comme une preuve.

#### 5. Stare decisis

Bien que des motifs soient rendus dans chaque cas, le PEI ne fonctionne pas au moyen de précédents d'application obligatoire. Tous les adjudicateurs ont un pouvoir égal et ne devraient pas se considérer liés par les décisions antérieures les uns des autres. Par voie

de consultation, les adjudicateurs peuvent arriver à une interprétation commune de certaines questions de procédure, mais chaque cas doit être déterminé à son mérite.

#### ANNEXE XI : TRANSITION DES PROJETS DES LITIGES OU DU MODE ALTERNATIF DE RÈGLEMENT DES CONFLITS ET PRIORITÉS POUR AVOIR ACCÈS AU PEI

Toutes les personnes ayant des réclamations relatives aux pensionnats indiens qui satisfont aux critères du PEI peuvent demander que leurs réclamations y soit admises, sauf :

1. Les demandeurs qui ont réglé leur réclamation judiciairement ou par le Mode alternatif de règlement des conflits (ci-après appelé MARC) existant, sauf tel que prévu dans les règles de transitions établies par les jugements des recours collectifs;
2. Les demandeurs dont la réclamation a été tranchée par un procès.

Il est entendu que la participation à des discussions infructueuses avec le gouvernement ou une Église dans le but de régler les réclamations n'empêche pas l'accès au PEI. Ce n'est que lorsqu'une des conditions ci-haut s'applique qu'une demande de participer au nouveau processus sera rejetée.

#### Règles s'appliquant à la preuve existante

Lorsqu'un demandeur qui a présenté une preuve dans une procédure antérieure lors d'un projet pilote ou d'une audition selon le MARC ou le PEI (si une nouvelle audition a été ordonnée suite à un examen) ou de procédures judiciaires (y compris les réponses à des questions écrites ou la participation à un interrogatoire au préalable) veut participer au PEI et y est admissible :

- i. Le dossier de la preuve antérieure doit être fourni à l'adjudicateur du PEI qui peut l'utiliser comme fondement pour interroger le demandeur;
- ii. Le demandeur doit comparaître devant l'adjudicateur pour témoigner si une audition a lieu;
- iii. Le demandeur peut confirmer sa preuve antérieure plutôt que de recommencer son témoignage à l'audition;
- iv. Le demandeur peut être interrogé par l'adjudicateur au même titre que les autres demandeurs.

Le fait qu'un dossier est transféré du cadre judiciaire où les règles documentaires sont différentes ne change pas les types de documents permis dans le cadre du PEI. Il est entendu que les seules évaluations d'experts permises dans le PEI sont celles faites par un expert convenu sur l'ordre et sous la direction d'un adjudicateur.

### Potentiel d'accélérer le transfert

Afin d'accélérer la transition vers le nouveau système et de réduire la tâche de remplir une demande dans les circonstances où le demandeur a déjà présenté la preuve, l'avocat du gouvernement et celui du demandeur devraient s'efforcer d'élaborer une déclaration de faits commune sur certaines ou toutes les questions en litige à partir de la preuve présentée.

### Ordre de priorité au PEI

En considérant les demandes au PEI, y compris les demandes au MARC qui ont été transférées au PEI, la priorité ira, dans l'ordre :

- a) Aux demandes des personnes qui soumettent un certificat médical indiquant qu'elles ont des problèmes de santé qui entraveront leur capacité de participer à une audition si elle retarde;
- b) Aux demandes des personnes de 70 ans et plus;
- c) Aux demandes des personnes de 60 ans et plus;
- d) Aux personnes qui ont terminé l'interrogatoire préalable;
- e) Aux personnes qui réclament en tant que membres d'un groupe.

Parmi les personnes des catégories d) ou e) ci-dessus, la santé d'un auteur allégué qui a indiqué qu'il présentera une preuve à une audition peut servir à établir une priorité.



## **ARTICLES DU MANDAT DE LA COMMISSION DE VÉRITÉ ET DE RÉCONCILIATION, ANNEXE N DE LA CRRPI, INTÉGRÉS PAR RENVOI**

### **10. Événements**

Les événements liés à la Commission de vérité et de réconciliation sont répartis en trois volets essentiels : événements nationaux, événements communautaires, et obtention de déclarations personnelles et divulgation des faits. Une cérémonie de clôture mettra fin au processus de vérité et de réconciliation.

#### **(A) Événements nationaux**

Les événements nationaux sont le moyen de faire participer le public canadien au processus de la divulgation des faits et de la réconciliation et de l'éduquer au sujet du système des pensionnats, de l'expérience des anciens élèves et de leurs familles, et des séquelles permanentes de ces établissements.

Tous les événements nationaux doivent comporter les composantes communes suivantes :

- k) la participation de hauts représentants du gouvernement et des entités religieuses;

#### **B) Événements communautaires**

Le but visé est de faire en sorte que les événements communautaires soient organisés par les collectivités et répondent aux besoins des anciens élèves, de leurs familles et des personnes touchées par les séquelles des pensionnats, y compris les besoins spéciaux des collectivités où étaient situés les pensionnats indiens.

Les événements communautaires ont les fonctions suivantes :

- c) à la demande des collectivités, faire participer les entités religieuses, les anciens employés des écoles et les représentants du gouvernement au processus de réconciliation;
- f) à la demande des collectivités, autoriser la participation des hauts représentants du gouvernement et des églises;

#### **D) Cérémonie de clôture**

À la conclusion de son mandat, la Commission organise une cérémonie de clôture pour honorer l'importance de tous les événements survenus durant son mandat. Des hauts représentants des églises et du gouvernement participent à cette cérémonie.

### **14. Budget et ressources**

Les parties institutionnelles assument leur part des frais de participation et de présence aux événements de la Commission et aux événements communautaires, de même que des frais de remise des documents. À la demande de la partie qui fournit les documents, la

Commission prend à charge les frais de copie, de balayage, de numérisation, ou d'autres moyens de reproduire les documents.

## ANNEXE F

### INFORMATION POUR DONNER AVIS AUX ENTITÉS ANGLICANES (entités autre que le General Synod, la Missionary Society et la Société)

Nom de l'entité	Adresse de notification
1. Diocese of Algoma	PO Box 1168 Sault Ste Marie, ON P6A 5N7
2. Diocese of Arctic	Synod Office PO Box 190 Yellowknife, NT X1A 2N2
3. Diocese of Athabasca	PO Box 6868 Peace River, AB T8S 1S6
4. Diocese of Brandon	PO Box 21009 RPO West End Brandon, MB R7B 3W8
5. Diocese of British Columbia	900 Vancouver Street Victoria, BC V8V 3V7
6. Diocese of Caledonia	PO Box 278 Prince Rupert, BC V8J 3P6
7. Diocese of Calgary	Synod Office 560 – 1207 11 Avenue, SW Calgary, AB T3C 0M5
8. Diocese of Cariboo	P.O. Box 1979 100 Mile House, BC V0K 2E0
9. Anglican Parishes of the Central Interior	PO Box 1979 100 Mile House, BC V0K 2E0
10. Diocese of Central Newfoundland	34 Fraser Road Gander, NL A1V 2E8
11. Diocese of Eastern Newfoundland & Labrador	19 King's Bridge Road St John's, NL A1C 3K4
12. Diocese of Edmonton	10035 103 Street Edmonton, AB T5J 0X5
13. Diocese of Fredericton	115 Church Street

Nom de l'entité	Adresse de notification
	Fredericton, NB E3B 4C8
14. Diocese of Huron	190 Queens Avenue London, ON N6A 6H7
15. Diocese of Keewatin	915 Ottawa Street Keewatin, ON P0X 1C0
16. Diocese of Kootenay	1876 Richter Street Kelowna, BC V1Y 2M9
17. Diocese of Montreal	1444 Union Avenue Montreal, QC H3A 2B8
18. Diocese of Moosonee	PO Box 841 Schumacher, ON P0N 1G0
19. Diocese of New Westminster	580 – 401 West Georgia Street Vancouver, BC V6B 5A1
20. Diocese of Niagara	Cathedral Place 252 James Street, North Hamilton, ON L8R 2L3
21. Diocese of Nova Scotia & Prince Edward Island	5732 College Street Halifax, NS B3H 1X3
22. Diocese of Ontario	90 Johnson Street Kingston, ON K7L 1X7
23. Diocese of Ottawa	71 Bronson Avenue Ottawa, ON K1R 6G6
24. Diocese of Qu'Appelle	1501 College Avenue Regina, SK S4P 1B8
25. Diocese of Quebec	31 rue des Jardins Quebec, QC G1R 4L6
26. Diocese of Rupert's Land	935 Nesbitt Bay Winnipeg, MB R3T 1W6
27. Diocese of Saskatchewan	1308 5th Avenue, East

Nom de l'entité	Adresse de notification
	Prince Albert, SK S6V 2H7
28. Diocese of Saskatoon	PO Box 1965 Saskatoon, SK S7K 3S5
29. Diocese of Toronto	135 Adelaide Street, East Toronto, ON M5C 1L8
30. Diocese of Western Newfoundland	Anglican Diocesan Centre 25 Main Street Corner Brook, NL A2H 1C2
31. Diocese of Yukon	Synod Office PO Box 31136 RPO Whitehorse, YT Y1A 5P7

**ANNEXE « O-3 »  
ENTENTE DE RÈGLEMENT**

ENTENTE CONCLUE LE \_\_\_\_\_ 2006

entre

**SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA,  
REPRÉSENTÉE PAR LE MINISTRE RESPONSABLE DU BUREAU DE LA  
RÉSOLUTION DES QUESTIONS DES PENSIONNATS INDIENS CANADA**  
(ci-après appelée le « *gouvernement* »)

et

**LES ENTITÉS CATHOLIQUES NOMMÉES À L'ANNEXE A**  
(ci-après appelées les « *entités catholiques* »)

et

**L'EPISCOPAL CORPORATION OF SASKATOON**

et

**LA SOCIÉTÉ** (nom à déterminer)

ATTENDU QUE le *gouvernement* et certaines *entités catholiques* ont participé au développement et au fonctionnement de pensionnats pour des enfants autochtones au Canada;

ET ATTENDU QUE le *gouvernement* et les *entités catholiques* sont parties à un *Accord de principe* entre eux-mêmes, les *demandeurs*, l'APN et certaines autres confessions religieuses, daté du 20 novembre 2005, dans lequel les *entités catholiques* ont convenu de conclure un accord de règlement final afin de rendre exécutoire l'*Accord de principe* et le Protocole d'entente signés entre eux à la même date;

ET ATTENDU QUE des anciens élèves des pensionnats ont allégué avoir subi des sévices et d'autres préjudices de la part du *gouvernement* et de certaines des *entités catholiques*;

ET ATTENDU QUE le *gouvernement* et les *entités catholiques* reconnaissent que les actions en justice peuvent être accusatoires, longues et onéreuses et souvent qu'elles ne représentent pas la meilleure façon de régler les réclamations pour sévices;

ET ATTENDU QUE les parties désirent un règlement équitable, global et durable des séquelles des *pensionnats indiens* et axé, entre autres, sur la guérison et la réconciliation;

ET ATTENDU QUE le *gouvernement* et les *entités catholiques* sont et demeurent résolus à travailler conjointement avec les *demandeurs* pour les aider dans leur processus de guérison et de réconciliation et à recourir à des processus justes, sécuritaires, efficaces et opportuns afin de valider et de régler les *réclamations pour sévices subis dans un PI*, en évitant de causer d'autres traumatismes aux *demandeurs* et en protégeant également la réputation des personnes dont on allèguerait à tort qu'elles sont les auteurs de sévices;

ET ATTENDU QUE le *gouvernement* reconnaît l'importance de permettre aux *entités catholiques* de poursuivre leur contribution à la société canadienne et, grâce à la présente *Entente*, soutient leur viabilité continue;

LE PRÉSENT MÉMOIRE ATTESTE :

## **PARTIE I : DÉFINITIONS**

1.1 Les définitions suivantes s'appliquent à l'ensemble de la présente *Entente* et, sauf indication expresse, à tout document subséquent adopté en vue de ses objectifs :

« *Accord de principe* » désigne l'accord signé le 20 novembre 2005 entre le *gouvernement*, représenté par l'honorable Frank Iacobucci, les *demandeurs* des *PI*, l'APN, certaines *entités catholiques*, d'autres confessions religieuses et d'autres;

« *Assemblée des Premières Nations* » ou « *APN* » désigne l'organisation nationale représentant les Premières nations du Canada, créée par une Charte de ses membres en 1985;

« *autre entité catholique* » désigne :

- a) l'une ou plus d'une des entités suivantes, qui ne sont pas parties à la présente *Entente*, mais qui ont conclu, le 10 mai 2004, une entente avec le *gouvernement* prévoyant, entre autres, le paiement d'une *indemnité*, qui a été pleinement acquittée : les Jésuites du Haut-Canada, la Corporation épiscopale catholique romaine du diocèse de Sault St. Marie en Ontario, Canada, ou les Filles de Marie; ou
- b) l'Episcopal Corporation of Saskatoon, qui est partie à la présente *Entente*, mais qui n'avait pas de *PI* dans son territoire et qui n'avait pas affecté de personnel à un *PI*;

« *autre réclamation visée par une quittance* » désigne toute réclamation réputée avoir fait l'objet d'une quittance conformément aux *ordonnances d'approbation*;

« *Convention de règlement relative aux pensionnats indiens* » ou « *CRRPI* » désigne la Convention de règlement datée du \_\_\_\_\_ 2006 (conclue entre le Canada, certains *demandeurs*, représentés par le National Consortium, le Merchant Law Group et les avocats indépendants, l'APN, les représentants des Inuits et les *organismes religieux*, au sens de la *CRRPI*), approuvée par les *ordonnances d'approbation*;

« *coûts* » désigne les coûts adjugés, les coûts convenus, les coûts du *MARC* ou les coûts du *PEI*, qui doivent être payés à un *demandeur* dans le cas d'une *réclamation pour sévices subis dans un PI*;

« *demandeur* » désigne une personne qui est autorisée à faire une réclamation en vertu du *Modèle alternatif de règlement des conflits* ou du *Processus d'évaluation indépendant* établi sous le régime de la *Convention de règlement relative aux pensionnats indiens* ou un ancien élève d'un *PI* ou une autre personne qui s'est exclue de la Convention de règlement et a fait une *réclamation pour sévices subis dans un PI*;

« *Entente* », « aux présentes », « à la présente » et les expressions similaires désignent la présente *Entente* et toute modification à cet égard, y compris toutes les annexes jointes à la présente *Entente*;

« *entité catholique* » désigne l'une ou l'autre des entités énumérées à l'Annexe A aux présentes;

« *entités catholiques* » désigne les entités énumérées à l'Annexe A aux présentes;

« *Fondation autochtone de guérison* » ou « *FADG* » désigne la société sans but lucratif créée en vertu de la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*, L.R.C. 1970, ch. C-32 pour répondre aux besoins de guérison des Autochtones affectés par les *pensionnats indiens*;

« *gouvernement* » désigne le gouvernement du Canada;

« *indemnité* » désigne les dommages-intérêts, les *coûts* et les intérêts accordés ou convenus dans le cas d'une *réclamation pour sévices subis dans un PI*;

« *Modèle alternatif de règlement des conflits* » ou « *MARC* » désigne le processus de règlement extrajudiciaire des *réclamations pour sévices subis dans un PI* annoncé par la ministre responsable de Résolution des questions des pensionnats indiens Canada le 6 novembre 2003, tel que modifié le cas échéant;



« *ordonnances d'approbation* » désigne les jugements ou les ordonnances par lesquels les tribunaux autorisent les recours collectifs et approuvent la *Convention de règlement relative aux pensionnats indiens*, conformément aux lois régissant les recours collectifs ou à la common law;

« *pensionnat indien* » ou « *PI* » désigne un ou plusieurs des *pensionnats indiens* énumérés à l'Annexe E ou F de la *Convention de règlement relative aux pensionnats indiens* et tout autre pensionnat ajouté à cette liste conformément au processus établi dans la Convention de règlement, dans lesquels l'une ou l'autre des *entités catholiques* était présente ou auxquels elle était associée à un autre titre, ou qui étaient exploités dans son territoire de compétence;

« *Processus d'évaluation indépendant* » ou « *PEI* » désigne le processus servant à valider et indemniser certaines réclamations pour sévices prouvés, tel qu'établi à l'Annexe B de l'*Accord de principe*, tel que modifié par les *ordonnances d'approbation* ou, par la suite, conformément à une procédure approuvée par ces jugements;

« *réclamation dans le cadre du PEI* » désigne une réclamation réglée au moyen du *PEI* établi par les *ordonnances d'approbation*;

« *réclamation pour sévices subis dans un PI* » désigne une demande continue définie aux fins du *PEI*, ou hors du cadre du *PEI*, visant à obtenir une *indemnité* pour les mauvais traitements ou la négligence dont un enfant aurait été victime dans le cadre de l'exploitation d'un *pensionnat indien* ou en relation avec celle-ci, autre qu'une réclamation découlant de la perte totale ou partielle alléguée de langue ou de culture autochtone (demande continue définie dans le *PEI*), qui est fondée sur :

un ou plusieurs délits intentionnels tels que l'agression physique ou sexuelle, la séquestration ou la souffrance morale infligée intentionnellement, pour lesquels le *gouvernement* ou les *entités catholiques* ont accepté ou acceptent la responsabilité du fait d'autrui;

la négligence ou la violation du devoir fiduciaire à l'égard de laquelle le *gouvernement* ou les *entités catholiques* ont accepté ou acceptent une part de la responsabilité légale;

tout autre chef de responsabilité reconnu par les tribunaux à la date d'entrée en vigueur de la présente *Entente*, à l'égard duquel le *gouvernement* ou une *entité catholique* a accepté ou accepte une part de la responsabilité légale;

« *réclamation validée* » désigne une *réclamation pour sévices subis dans un PI* qui s'est avérée fondée :

à la suite d'une décision finale selon le *MARC*, le *PEI* ou un tribunal; ou

à la suite d'une évaluation effectuée par un avocat du *gouvernement* conformément à la présente *Entente*, et notamment aux principes établis à l'article 2.9;

et « *validation* » désigne l'une ou l'autre des méthodes ci-dessus utilisées pour décider si une *réclamation pour sévices subis dans un PI* est une *réclamation validée*.

« *services non financiers* » parfois appelés services en nature, inclut des services, des contributions, des engagements ou des programmes, selon le contexte;

« *Société* » désigne la société créée par les *entités catholiques* en vertu de la présente *Entente*, ladite société devant fonctionner et agir conformément à la présente *Entente*;

1.2 Il est entendu, aux fins de la présente *Entente*, que les définitions de la présente *Entente* ont préséance sur celles que renferme la *CRRPI*. Lorsqu'un mot ou un terme est *en italique* dans la présente *Entente* et qu'il n'est pas défini, la définition énoncée dans la *CRRPI* s'applique, à moins que le contexte ne s'y prête pas.

1.3 Les annexes suivantes sont jointes à la présente *Entente* et y sont intégrées et en font partie, du fait du présent renvoi, de façon aussi complète que si elles étaient incluses dans le corps de la présente *Entente* :

Annexe A, Liste des *entités catholiques*;

Annexe B, Comité catholique d'évaluation des services, de guérison et de réconciliation;

Annexe C, Modalités régissant les paiements à la *Fondation autochtone de guérison* (« *FADG* ») par la *Société*;

Annexe D, Quittance complète et finale des personnes qui s'excluent de la *CRRPI*;

Annexe E, Processus de production des documents destinés à la Commission de vérité et de réconciliation;

Annexe F, Articles de la *CRRPI* intégrés par renvoi;

Annexe G, Noms et adresses des *entités catholiques* aux fins de notification.

## **PARTIE 1A ENTRÉE EN VIGUEUR**

1A.1 La présente *Entente* deviendra effective et exécutoire pour les parties à la *date d'entrée en vigueur* (voir l'article 1.01 de la *CRRPI*). Il est entendu que si la *CRRPI* ne devient pas effective et exécutoire, la présente *Entente* sera sans effet.

## **PARTIE II : CONTESTATION ET RÈGLEMENT DES RÉCLAMATIONS POUR SÉVICES SUBIS DANS UN PI**

2.1 Tant et aussi longtemps qu'il existe une possibilité de régler une réclamation uniquement sur la base des allégations qui font partie de la définition d'une *réclamation pour sévices subis dans un PI*, cette possibilité doit être traitée comme telle aux fins de la présente *Entente*, nonobstant le fait que des réclamations pour la présumée perte totale ou partielle de langue ou de culture ou d'autres réclamations ne faisant pas partie de la définition sont également faites.

2.2 Dans la présente partie, une référence à l'une ou l'autre des *entités catholiques* se réfère uniquement aux *entités catholiques* qui ont été associées au *PI* d'où émane une réclamation ou au sein de la compétence territoriale desquelles se trouve ou bien se trouvait à un certain moment le *PI* et qui est partie de la présente *Entente*.

2.3 Le *gouvernement* a l'intention de contester ou de régler toutes les *réclamations pour sévices subis dans un PI* dans lesquelles il est une partie nommée. Dans le cas de réclamations fondées sur des délits intentionnels survenus avant le 14 mai 1953, le *gouvernement* invoquera l'immunité si le cas est porté devant les tribunaux et ne jouera aucun rôle dans la contestation après qu'un tribunal aura conclu à une telle immunité. Le *gouvernement* fournira un avis écrit de son intention à toute *entité catholique* qui est partie de ces réclamations, au plus tard 120 jours avant le début d'un tel procès, et ces *entités catholiques* contesteront les réclamations ou les régleront autrement.

2.3.1 Le *gouvernement* convient d'indemniser entièrement l'*entité catholique* pour toute *indemnité* payée à un *demandeur* conformément à cet article ou à l'article 4.2.; et

2.3.2 Le *gouvernement* indemniserá de plus l'*entité catholique* pour les honoraires d'avocat et les dépenses encourues par l'*entité catholique* pour la contestation d'une *réclamation pour sévices subis dans un PI* fondée sur un délit civil intentionnel commis avant le 14 mai 1953 pour la période allant de la date à laquelle un tribunal a rejeté la réclamation à l'encontre du *gouvernement* sur la base de l'immunité de la Couronne jusqu'à la date du règlement de la réclamation. L'indemnité sera d'un montant convenu entre le *gouvernement* et l'*entité catholique* ou déterminé en vertu de la Partie V de la présente. En cas de recours à la Partie V, les parties et tout

médiateur nommé en vertu de l'article 5.6 devront tenir compte des règles, des principes et de la jurisprudence qui s'appliqueraient relativement à la détermination de la valeur d'un compte d'avocat à son client dans la province ou le territoire où la réclamation a été déposée.

2.4 Chaque *entité catholique* coopérera lors de la contestation et du règlement de toutes les *réclamations pour sévices subis dans un PI* déposées contre elle, soit présentées dans le cadre du *PEI* ou hors de ce cadre, et peut choisir de participer, à ses propres frais, à la contestation de toute réclamation, ou de certains de ses aspects, sous réserve des règles et procédures applicables. Dans le cas d'une réclamation qui a été réglée au moyen du *PEI*, le droit de l'entité de participer et ses obligations sont établis dans les règles du *PEI*.

2.5 Le *gouvernement* convient de coopérer avec les *entités catholiques* pour minimiser les situations dans lesquelles le *demandeur* fait valoir des causes d'action ou des théories de responsabilité particulières contre l'une ou l'autre des *entités catholiques* dans une *réclamation pour sévices subis dans un PI*.

2.6 Le *gouvernement*, à la demande d'une *entité catholique*, divulguera et produira les dossiers et les documents pertinents à l'avocat de l'*entité catholique* visée et à ses recherchistes ou experts, à l'exception des dossiers et des documents auxquels s'appliquent et à l'égard desquels sont invoqués le secret professionnel de l'avocat ou tout autre privilège judiciaire et qui sont assujettis à la législation sur la protection des renseignements personnels ou qui soulèvent des questions à cet égard. Toute information tirée de ces documents en application du présent article sera utilisée exclusivement pour les processus de *MARC* ou de *PEI* ou pour la contestation de la *réclamation pour sévices subis dans un PI* pour lesquels les informations ont été obtenues, à moins d'une entente écrite contraire.

2.7 Le *gouvernement*, la *Société* et les *entités catholiques* conviennent que les directives données à leurs avocats respectifs seront conformes à la lettre et à l'esprit de la présente et acceptent et reconnaissent en outre que leurs représentants et avocats respectifs reçoivent toutes leurs directives de leur propre mandant, qu'ils agissent en son nom et qu'ils le représentent exclusivement.

2.8 Dans les 60 jours suivant l'entrée en vigueur de la présente *Entente*, le *gouvernement* et les *entités catholiques*, retireront tout appel en garantie ou toute demande reconventionnelle dans une *réclamation pour sévices subis dans un PI*, sur une base réciproque, sans frais, sauf dans le cas d'une action qui inclut des allégations allant au-delà d'une *réclamation pour sévices subis dans un PI*, et s'abstiendront de déposer de telles demandes dans le cadre d'une action qui contient des allégations allant au-delà des *réclamations pour sévices subis dans un PI*.

2.9 Les dispositions des Annexes III et IV du *PEI* s'appliquent à la collecte et à la soumission de documents ainsi qu'à la participation et à la preuve d'un auteur allégué de sévices dans le *PEI*.

2.9A Sur demande du gouvernement, chaque *entité catholique* lui donnera accès à tout document en sa possession qui pourrait l'aider à valider les demandes de *paiement d'expérience commune (PEC)*, au sens donné à ce terme dans la *CRRPI*, aux frais du *gouvernement*.

2.10 Dans le cas d'un litige et, sous réserve des Annexes III et IV du *PEI*, et dans le cadre du *PEI*, lorsque l'*entité catholique* choisit de ne pas participer à la validation, au règlement ou à la contestation d'une *réclamation pour sévices subis dans un PI* en litige et dans le *PEI*, à la condition que les dispositions suivantes s'appliquent, l'*entité catholique*, à ses propres frais :

2.10.1 donnera suite à toute demande raisonnable d'information de la part du *gouvernement* au cours des procédures;

2.10.2 donnera à l'avocat du *gouvernement* et à ses recherchistes ou experts plein accès à toutes les bases de données et à tous les dossiers pertinents, à l'exception des documents auxquels s'appliquent et à l'égard desquels sont invoqués le secret professionnel de l'avocat ou tout autre privilège reconnu judiciairement. Toute information tirée de ces documents en application du présent article sera utilisée exclusivement pour les processus de *MARC* ou de *PEI* ou pour la contestation de la *réclamation pour sévices subis dans un PI* pour lesquels les informations ont été obtenues, à moins d'une entente écrite contraire;

2.10.3 participera, par le biais d'un représentant, dans la mesure qui correspond à ses valeurs et traditions, à toutes les cérémonies d'excuses, de réconciliation ou de clôture qui sont convenues comme faisant partie du règlement d'une *réclamation pour sévices subis dans un PI* et, à la condition que les modalités de la présente *Entente* aient été respectées, appuiera les résultats obtenus comme si elle avait été représentée par un avocat et avait contesté la réclamation. Il est entendu que l'*entité catholique* assume ses propres frais de participation à la cérémonie, et non les frais de la cérémonie proprement dite;

2.10.4 divulguera et produira les documents pertinents en sa possession ou sous son contrôle, et fournira des déclarations de témoins sur demande;

2.10.5 assistera, comme il convient, à l'interrogatoire de ses témoins et facilitera autrement le témoignage des témoins à son emploi; et

2.10.6 répondra à la demande raisonnable d'un *demandeur* à l'effet qu'un représentant des *entités catholiques* assiste à une audition lorsqu'un *demandeur* témoigne ou relate son expérience dans un *PI* d'une manière ou d'une autre.

2.11 Si, dans le cadre du *PEI*, l'*entité catholique* choisit de ne pas participer à la validation, au règlement ou à la contestation d'une *réclamation pour sévices subis dans un PI*, et sous réserve de l'Annexe III du *PEI*, le *gouvernement* :

2.11.1 à la condition que la déclaration d'un témoin soit soumise au préalable ou que la personne fournisse une entrevue complète au *gouvernement*, paiera les frais raisonnables de voyage et d'hébergement d'un membre, d'un employé ou d'un ancien employé de l'*entité catholique* afin qu'il compare à l'audition dans le cadre du *MARC* ou du *PEI*. Dans le cas d'autres procédures impliquant une *réclamation pour sévices subis dans un PI*, le *gouvernement* ne sera responsable des dépenses reliées à la participation d'un membre, d'un employé ou d'un ancien employé de l'*entité catholique* que lorsque le *gouvernement* requiert la participation de tels membres, employés ou anciens employés pour ses propres fins; et

2.11.2 participera aux négociations visant à déterminer le montant de l'indemnité dans tout règlement, et pourra les conclure.

2.12 Chaque *entité catholique* fournira tous les documents pertinents à la Commission de vérité et de réconciliation, conformément à l'Annexe E.

2.13 Une *réclamation pour sévices subis dans un PI* présentée hors du cadre du *PEI* ne sera réglée que lorsque le fardeau de preuve appliqué par les tribunaux pour des questions de gravité comparable aura été satisfait. Le règlement offert sera fondé sur des considérations reposant sur des preuves et des principes juridiques. Une *réclamation dans le cadre du PEI* sera réglée conformément aux modalités et conditions du *PEI*.

2.13.1 Lorsqu'une *entité catholique* informe le *gouvernement* par écrit qu'elle souhaite être consultée avant que le *gouvernement* règle une *réclamation dans le cadre du PEI* sans tenir d'audience, le *gouvernement* consultera l'*entité catholique* à la condition que celle-ci s'engage, dans les deux semaines de la notification, à observer un échéancier et un processus raisonnables pour des fins de consultation.

2.14 Lorsqu'un procès est tenu dans un cas soulevé dans le cadre du *PEI*, le *gouvernement* et les *entités catholiques* s'abstiendront d'invoquer toute défense fondée sur la prescription et les délais préjudiciables ou toute autre défense visant à éviter que soit examiné le fond du litige. Cet article ne s'applique pas aux réclamations faites par des *demandeurs* qui se sont exclus de la *CRRPI*.

2.14.1 Lorsque la demande d'un demandeur exclu peut être réglée, le *gouvernement* et l'*entité catholique* concernée conviennent qu'elle sera réglée sans égard à une défense qui aurait pu être invoquée et qui ne touche pas le fond du litige, par exemple la prescription ou le retard indu. Advenant qu'une telle réclamation en arrive à un procès, l'immunité de la Couronne, s'il y a lieu, sera invoquée par le *gouvernement* et l'*entité catholique* sera libre de déterminer quelle défense elle entend faire valoir.

2.15 Lorsqu'une *entité catholique* en fera la demande par écrit, le *gouvernement* fournira à l'*entité catholique* ou à ses représentants désignés, en temps opportun, des copies des requêtes introductives d'instances visant un *PI* signifiées au *gouvernement* et des avis d'interrogatoire qu'il signifie aux *demandeurs* afin de faciliter la prise de décisions éclairées au sujet de la participation possible de l'*entité catholique*.

2.16 Lorsque des *réclamations pour sévices subis dans un PI* sont portées en litige, le *gouvernement* et les *entités catholiques* s'aviseront mutuellement de toute ouverture pour un règlement démontrée par des *demandeurs*.

2.17 Lorsqu'une *entité catholique* reçoit du Secrétariat du *PEI* une copie de la demande de participation du *demandeur* au *PEI* ou reçoit du *gouvernement* une copie de la demande de participation au *MARC*, l'*entité catholique* convient d'être liée par les conditions qui lui sont imposées en ce qui a trait à la confidentialité ou, si elle ne convient pas de le faire dans un ou plusieurs cas, de retourner le ou les documents sans les copier, les lire ou les utiliser de quelque façon.

2.18 Les quittances des membres *des recours collectifs*, des membres *du recours collectif Cloud* et des *demandeurs non pensionnaires* sont conformes à la *CRRPI*, et plus particulièrement aux articles 4.06, 11.01, 11.02 et à l'Annexe P et aux dispositions des *ordonnances d'approbation*. Dans le cadre de tout règlement d'une réclamation déposée par toute personne non liée par la *CRRPI* conclu en relation avec un *pensionnat indien* ou découlant du fonctionnement générale de *pensionnats indiens*, le *gouvernement* obtiendra un désistement de la réclamation et une quittance pour lui-même et pour l'*entité catholique* visée pour toute réclamation passée, présente et future, maintenant connue ou non ou existante selon la loi, reliée, ou se rapportant directement ou indirectement, à un *pensionnat indien*.

2.18.1 La quittance d'une personne non liée par la *CRRPI* sera sous la forme jointe à l'Annexe D.

2.19 Les *entités catholiques*, la *Société* et le *Canada* conviennent qu'ils n'intenteront pas de poursuites ou de réclamation de quelque nature que ce soit contre l'autre partie ou ses avocats en relation de près ou de loin avec la validation, le règlement ou la contestation de toute réclamation présentée dans le cadre du *MARC* ou du *PEI* ou de toute demande exclue et conviennent que le présent article constituera une défense pleine et entière contre de telles réclamations et qu'il sera interdit aux parties de récupérer en tout ou en partie les montants réclamés par voie de dommages-intérêts, intérêts, coûts ou dépens relatifs à de telles réclamations. Les parties conviennent en outre de s'indemniser mutuellement pour tous les coûts, dépens et dommages-intérêts subis par chacune d'elles à la suite des poursuites ou des réclamations intentées contre une autre partie ou ses avocats.

2.20 L'article 2.19 n'a pas pour effet d'empêcher le *gouvernement* ou une *entité catholique* d'exercer des recours pour faire appliquer les dispositions de la présente *Entente*.

### **PARTIE III : GUÉRISON ET RÉCONCILIATION ET ENGAGEMENTS FINANCIERS**

3.1 Les *entités catholiques* créeront une société sans but lucratif pour la guérison et la réconciliation aux fins exclusives de mettre en œuvre et de fournir les *services non financiers* et financiers prévus dans la présente *Entente* et, sous réserve de l'approbation par le *gouvernement* de ses statuts constitutifs, auront créé la *Société* avant la signature de la présente *Entente*. La *Société* fournira au *gouvernement* ses documents et règlements constitutifs dès l'incorporation et tels qu'amendés le cas échéant ainsi que les états financiers sur ses opérations dans les 120 jours suivant la fin de chaque année financière, jusqu'à ce que les engagements financiers et de services prévus dans la présente *Entente* et la *Convention de règlement* aient été remplis.

3.1.1 Le *gouvernement* se réserve le droit d'examiner et d'approuver les statuts constitutifs de la *Société*, et ce avant toute incorporation.

3.2 La *Société* conservera des fonds, des comptes et des dossiers distincts pour chacune des contributions énumérées ci-dessous : 29 000 000 \$ en argent, 25 000 000 \$ en *services non financiers* et les fonds recueillis lors de la campagne nationale de collecte de fonds.

3.3 Chacune des *entités catholiques* et l'Episcopal Corporation of Saskatoon conviennent de payer ou de transférer à la *Société*, pour utilisation conformément à la présente *Entente*, le montant d'argent indiqué dans une liste confidentielle fournie au sous-ministre de RQPIC. Cette liste devra comprendre un calendrier de paiement et des montants à payer pour chaque entité (« liste de paiement »). Le total de ces engagements individuels sera d'au moins 29 000 000 \$, moins le montant intégral payé par une ou plusieurs des *entités catholiques* ou une *autre entité catholique* pour les *indemnités des réclamations pour sévices subis dans un PI* à la date à laquelle la présente *Entente* entre en vigueur (le « montant net »).

3.3.1 Dans les 60 jours de l'entrée en vigueur de la présente *Entente*, le *gouvernement* et chaque *entité catholique* ou *autre entité catholique* s'entendront sur le montant qui a été payé par ces dernières pour les *réclamations pour sévices subis dans un PI*. Le solde du montant payable pour chaque *entité catholique* qui figure dans la liste de paiement sera garanti par un billet à ordre et un acquiescement à jugement en faveur de la *Société* de la part de l'*entité catholique* concernée. Le total des billets à ordre et des acquiescements à jugement devra être le montant net. Les billets à ordre et les acquiescements à jugement seront détenus en fiducie par la *Société* et seront utilisés contre l'entité uniquement en cas de défaut de sa part.

3.3.2 Chaque *entité catholique* paiera sa part du montant net sur une période de cinq ans, de la manière indiquée dans la liste de paiement, débutant le jour suivant



l'entrée en vigueur de la présente *Entente* ou à une date antérieure, dont peuvent convenir les parties, mais en aucun cas la contribution annuelle de chaque *entité catholique* à la *Société* ne sera inférieure à 20 % du montant net. Le versement annuel sera payé à la *Société* par chaque entité au plus tard le 31 mars de l'année pour laquelle il est dû. Tous les paiements sont sujets à une vérification par une personne dûment qualifiée nommée par le *gouvernement*.

3.4 La *Société* paiera les montants qui lui seront confiés sous le régime de l'article 3.3 à la *FADG*, conformément à l'Annexe C ou conformément à l'Annexe B, sous réserve de l'exception prévue à l'article 4 de l'Annexe C.

3.5 Chaque *entité catholique* et l'Episcopal Corporation of Saskatoon devront fournir les *services non financiers* décrits dans une liste confidentielle (« liste des *services non financiers* »). Cette liste sera fournie par la *Société* au sous-ministre de RQPIC.

3.5.1 La liste devra préciser le montant que doit verser chaque entité et le calendrier de paiement. La valeur totale des *services non financiers* fournis pour les *entités catholiques*, collectivement, sera de 25 000 000 \$ sur une période de dix ans pour les anciens élèves des *PI*, leur famille et leur communauté, aux fins de la guérison et de la réconciliation.

3.6 La détermination des *services non financiers* admissibles à cet égard sera faite conformément aux dispositions de l'Annexe B. La période de dix ans débutera le jour suivant l'entrée en vigueur de la présente *Entente*, sous réserve de l'exception prévue à l'Annexe B, article 10. Un minimum de 2 500 000 \$ en *services non financiers* sera versé chaque année au cours de la période de dix ans ou jusqu'à ce que les contributions sous forme de *services non financiers* totalisent 25 000 000 \$, selon la première occurrence.

3.6.1 Aucune *entité catholique* ne peut être tenue de verser, au titre des *services non financiers*, un montant supérieur à celui que prévoit la Liste des *services non financiers*. Les *services non financiers* sont assujettis à une vérification de leur prestation et de leur conformité à l'Annexe B ainsi qu'à une vérification comptable.

3.7 Chaque *entité catholique* doit fournir un billet à ordre et un acquiescement à jugement à la *Société*, qui amassera ainsi le montant prévu au titre de *services non financiers* qu'elle doit fournir. Les billets à ordre et les acquiescements à jugement seront détenus en fiducie par la *Société* afin d'être utilisés seulement en cas de défaut, et seulement contre l'entité en défaut.

3.8 Le *gouvernement* a le droit de recevoir annuellement de la *Société* et des *entités catholiques* des renseignements suffisants pour lui permettre de vérifier l'exécution des obligations énoncées aux articles 3.3 et 3.5 de la présente *Entente*.

3.8.1 Le Canada peut divulguer aux autres *organismes religieux* les montants totaux déterminés en vertu des articles 3.3.2 et 3.6 de l'*Entente* annuellement pour que ces derniers puissent déterminer leurs propres obligations financières proportionnelles en vertu de leurs ententes respectives avec le *gouvernement*.

3.9 Chaque *entité catholique* et la *Société* conviennent également de déployer tous les efforts possibles, tout au long de la période de sept ans, à compter du lendemain de l'entrée en vigueur de la présente *Entente*, pour recueillir, par le biais d'une campagne nationale à être organisée par la *Société*, 25 000 000 \$ pour la guérison et la réconciliation des anciens élèves des *PI*, de leur famille et de leur communauté. Les fonds recueillis par le biais de la campagne nationale, après déduction des frais d'administration raisonnables et nécessaires pour recueillir les fonds, seront versés à la *Société* sur une base annuelle et attribués sous forme de subventions, conformément à l'Annexe B.

3.9.1 Tous les efforts possibles auront été déployés si la campagne de financement démontre à l'échelle du Canada, pendant chacune des sept années, une approche et des moyens correspondant à l'approche et aux moyens utilisés par les campagnes de collecte de fonds nationales gérées professionnellement, y compris celles menées par les universités et les fondations hospitalières.

3.9.2 Chaque *entité catholique* collaborera avec les autres *entités catholiques* et avec la *Société* en vue de permettre à la *Société* de respecter ses obligations en vertu de l'article 3.9.

3.9.3 Aucune entité ne sera en défaut face à ses obligations relatives aux efforts à déployer ou à sa collaboration pendant la campagne si, en ce qui concerne la campagne dans son ensemble, tous les efforts possibles ont été déployés.

3.9.4 Il est entendu que le fait de ne pas lever 25 millions de dollars ne constitue pas en soi une situation de défaut.

3.10 Le *gouvernement* a le droit de recevoir annuellement de la *Société* et des *entités catholiques* des renseignements suffisants pour lui permettre de vérifier que tous les efforts possibles ont été déployés et de vérifier le montant d'argent recueilli grâce à la campagne de financement pancanadienne.

3.10.1 Le Canada peut divulguer aux autres *organismes religieux* les montants totaux amassés annuellement grâce à la campagne de financement pancanadienne pour que ces derniers puissent déterminer leurs propres obligations financières proportionnelles en vertu de leurs ententes respectives avec le *gouvernement*.

3.11 Avant l'entrée en vigueur de la présente *Entente*, chaque *entité catholique* doit produire une déclaration assermentée d'un agent dûment autorisé visant à démontrer au *gouvernement*, conformément aux normes reconnues, qu'elle a la capacité de remplir ses obligations sous le régime de la présente *Entente*.

3.12 Dans la mesure où les contributions versées à la *Société* en vertu de l'article 3.3 le sont dans les délais requis par la présente *Entente*, les intérêts accumulés sur les fonds détenus par la *Société* seront utilisés par cette dernière, d'abord pour le paiement des frais d'administration raisonnables de la *Société* et, par la suite, comme prévu à l'Annexe B. Les intérêts sur tout versement payé à la *Société* avant l'échéance seront crédités à l'entité faisant le paiement pour la période de temps allant de la date du paiement jusqu'à la date d'échéance.

3.12.1 Si, sur une base annuelle, les coûts d'administration raisonnables dépassent le montant des intérêts générés par les fonds, les coûts d'administration raisonnables d'exploitation de la *Société* peuvent, avec le consentement écrit du *gouvernement*, être payés à même le montant du capital détenu par la *Société*. Le *gouvernement* ne peut refuser, sans motif raisonnable, le consentement prévu au présent article.

3.13 Seront considérés comme un défaut de la part d'une *entité catholique* les situations ou événements suivants :

3.13.1 Le manquement aux obligations énoncées à l'article 3.3, au premier paragraphe de l'article 3.5, et aux articles 3.7 et 3.11, pendant plus de 60 jours;

3.13.2 Le manquement aux obligations énoncées à l'article 3.9;

3.13.3 La fusion avec une autre entité selon des modalités qui ne prévoient pas que l'entité fusionnée assume les responsabilités et les obligations qui incombent à l'organisme qui se fusionne sous le régime de la présente *Entente*, de la Convention de règlement et des *ordonnances d'approbation*, une déclaration d'insolvabilité ou de faillite ou le dépôt d'une proposition ou d'une cession de biens au profit des créanciers en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* ou d'une loi similaire au Canada ou dans toute autre juridiction, ou encore la cessation de l'exploitation ou la liquidation, à moins qu'avant la fusion, l'insolvabilité, la faillite, la liquidation ou la cession, une *autre entité catholique* solvable et disposant de fonds suffisants pour honorer les obligations de la première entité assume les obligations d'une telle entité sous le régime de la présente *Entente*.

3.14 En cas de défaut de la part d'une *entité catholique*, au sens de l'article 3.13, la *Société* devra informer le *gouvernement* par écrit et la *Société* prendra les mesures nécessaires pour corriger le manquement.

3.15 En outre, en ce qui a trait au manquement décrit à l'article 3.13.1, la *Société* ou le *gouvernement*, selon le cas, aura les droits suivants :

3.15.1 La *Société* a le droit d'utiliser le billet à ordre et l'acquiescement à jugement produits par l'*entité catholique* en défaut comme elle le juge à propos pour réaliser le ou les montants en souffrance de l'entité en défaut, incluant le

droit de déposer une action, une requête ou un recours, et celui d'exécuter les billets à ordre et les acquiescements à jugement;

3.15.2 Le *gouvernement*, à sa seule discrétion, peut demander à la *Société* de lui remettre le billet à ordre et l'acquiescement à jugement signés par l'*entité catholique* en défaut et, le cas échéant, peut les utiliser comme elle le juge à propos pour réaliser le montant en souffrance de l'entité en défaut, incluant le droit de déposer une action, une requête ou un recours, et celui d'exécuter le billet à ordre et l'acquiescement à jugement.

3.15.3 Le *gouvernement*, à sa seule discrétion, peut demander à la *Société* de prendre toutes les mesures de recouvrement nécessaires à l'aide du billet à ordre et de l'acquiescement à jugement signés par l'entité en défaut.

3.15.4 Toutes les sommes recouvrées conformément aux articles 3.15.1, 3.15.2 ou 3.15.3 seront appliquées, en premier lieu, au paiement des frais raisonnables reliés au recouvrement sur le billet à ordre et l'acquiescement à jugement au moyen du dépôt d'une action, d'une requête ou d'un recours et d'une exécution et, deuxièmement, pour remplir les obligations de l'entité en défaut sous le régime de la présente *Entente*.

3.16 Seront considérés comme un défaut de la part de la *Société* les situations ou événements suivants :

3.16.1 le manquement à ses obligations énoncées aux articles 3.2, 3.4, 3.7, 3.15.2 ou 3.15.3 de la présente *Entente*;

3.16.2 Le défaut de remplir ses obligations aux termes de l'article 3.9;

3.16.3 La fusion avec une autre entité selon des modalités qui ne prévoient pas que l'entité fusionnée assume les responsabilités et les obligations de la *Société* en vertu de la présente *Entente*, de la Convention de règlement et des jugements des *recours collectifs*, une déclaration d'insolvabilité ou de faillite ou le dépôt d'une proposition ou d'une cession de biens au profit des créanciers aux termes de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* ou d'une loi semblable au Canada ou dans toute juridiction ou encore la cessation de l'exploitation ou la liquidation de la *Société* à moins qu'avant la fusion, la déclaration d'insolvabilité ou la faillite, la liquidation ou la cession, une autre société solvable et disposant de fonds suffisants pour honorer les obligations de la *Société* assume les obligations de la *Société* sous le régime de la présente *Entente*.

3.17 En cas de défaut de la part de la *Société*, en plus de tout autre moyen de recours dont le *gouvernement* peut se prévaloir aux termes de la loi, le *gouvernement* peut :

3.17.1 Chercher à obtenir réparation en vertu de la partie V de manière accélérée et, à défaut de résolution en vertu de la partie V, présenter au tribunal une demande sommaire d'ordonnance réparatrice; ou

3.17.2 Nommer un séquestre à la *Société*.

3.18 Si les dispositions des articles 3.3 ou 3.5 à 3.7 ne sont pas pleinement respectées, et si le *gouvernement* a pris des mesures raisonnables contre l'entité en défaut visant l'exécution du billet et de l'acquiescement à un jugement contre ladite entité et que les obligations de cette entité demeurent en souffrance, alors le *gouvernement* peut, en plus de tout autre droit ou toute autre réparation que la loi ou la présente *Entente* peut accorder au *gouvernement*, déclarer la présente *Entente* ou, à sa seule discrétion, toute partie de ladite *Entente* comme nulle en ce qui concerne l'*entité catholique* en défaut au moyen d'un avis écrit à toutes les *entités catholiques* et à la *Société*, ou le *gouvernement* peut demander au tribunal une ordonnance retirant le nom de l'*entité catholique* en défaut des quittances présumées qui découlent de la *CRRPI*. Dans ce cas, l'*entité catholique* en défaut accepte d'acquiescer au jugement.

3.19 Nonobstant l'article 3.17.1, lorsqu'un différend survient quant à savoir si les obligations d'une *entité catholique* ou de la *Société* définies à l'article 3.9 de la présente *Entente* ont été respectées, en plus des mesures réparatrices prévues à la partie V de la présente *Entente*, le *gouvernement* peut en tout temps renvoyer sommairement l'affaire au tribunal approprié. Si le tribunal juge que l'*entité catholique* ou la *Société* n'a pas respecté ses obligations aux termes de l'article 3.9, le *gouvernement* doit examiner les propositions raisonnables faites par l'*entité catholique* en défaut ou la *Société*, selon le cas, pour remédier au défaut. Les réparations peuvent comprendre des efforts supplémentaires de collecte de fonds, des *services non financiers* ou des liquidités supplémentaires. En outre :

3.19.1 Lorsque le *gouvernement* et une *entité catholique* en défaut ne s'entendent pas sur une réparation, le *gouvernement* peut déclarer la présente *Entente* ou, à sa seule discrétion, toute partie de ladite *Entente* comme nulle en ce qui concerne l'*entité catholique* en défaut au moyen d'un avis écrit à toutes les *entités catholiques* et à la *Société*, ou le *gouvernement* peut par la suite demander au tribunal une ordonnance retirant le nom de l'*entité catholique* en défaut des quittances présumées qui découlent de la *CRRPI*. Dans un tel cas, l'*entité catholique* en défaut accepte d'acquiescer au jugement.

3.20 Les articles et les annexes de la *Convention de règlement relative aux pensionnats indiens* énumérés ci-après et reproduits à l'Annexe F ci-joint sont intégrés à l'*Entente* et en font partie par suite de cette référence de façon aussi complète que s'ils étaient inclus dans le corps de la présente *Entente*. Les articles et les annexes de la Convention de règlement intégrés par renvoi sont les suivants : des définitions choisies à l'article 1.01, 4.01, 4.05, 4.06, 7.01(2), 7.01(3), 11.01, 11.02, 11.03, 13.02, 13.03, 13.10, 13.11, 15.01(3); les Annexes II page 20 (iii) (iv), III page 22 (i), IV page 24 (i) (vii), X pages 41 à 44 et XI pages 45 et 46 de l'Annexe D, les articles 10A(k), 10B(c)(f) et 10D de

l'Annexe N, l'article 3 de la partie 14 de l'Annexe P en intégralité ainsi que les définitions de l'article 1.01 de la *CRRPI* nécessaires pour donner sens et effet aux articles et aux annexes susmentionnés de la *CRRPI*.

#### **PARTIE IV : RÉPARTITION ET PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ**

4.1 Lorsqu'une *réclamation pour sévices subis dans un PI* est réglée après l'entrée en vigueur de la présente *Entente*, le *gouvernement* paiera au complet la totalité de l'indemnité payable pour une telle *réclamation* et les *entités catholiques* n'assumeront aucune part de responsabilité quant au paiement d'une telle *indemnité*.

4.1.1 Pour plus de certitude, il est convenu que toutes les *indemnités* concernant les *réclamations pour sévices subis dans un PI* payées par les *entités catholiques* à compter de l'entrée en vigueur de la présente *Entente* demeureront intactes et seront prises en compte conformément à l'article 3.3.1.

4.2 Nonobstant l'article 4.1, lorsqu'une partie ou la totalité de l'indemnité accordée lors d'un procès pour une *réclamation pour sévices subis dans un PI* se rapporte uniquement à un délit intentionnel commis avant le 14 mai 1953 auquel la Couronne est soustraite par son immunité, l'*entité catholique* contre laquelle le jugement est rendu paiera 100 % de l'indemnité qui est reliée à un tel délit intentionnel et l'article 4.1 ne s'appliquera qu'au solde d'une telle *indemnité*, s'il y a lieu. Les dispositions des articles 2.3 et 4.7 s'appliqueront au montant de l'indemnité payée par une *entité catholique* en vertu du présent article de façon à indemniser l'*entité catholique* en temps opportun.

4.3 Après l'entrée en vigueur de la présente *Entente*, le *gouvernement* offrira de payer le solde de l'indemnité, d'un *demandeur* dont la *réclamation pour sévices subis dans un PI* a été réglée par le *gouvernement* sans la contribution d'une *entité catholique* qui était partie à une telle *réclamation* et qui est partie aux *ordonnances d'approbation*, lorsqu'un tel règlement a été d'un montant représentant une réduction fixée de l'indemnité évaluée. Il est entendu, toutefois, qu'aucun montant ne sera payé à un *demandeur* conformément au présent article sans que le *demandeur* accepte au préalable de reconnaître que ledit montant représente le règlement entier et final de sa *réclamation* contre l'*entité catholique* et le *gouvernement* et qu'il leur accorde une quittance.

4.4 L'*entité catholique* sera dégagée de toute responsabilité relative au paiement d'une *indemnité* au titre des *réclamations pour sévices subis dans un PI* si elle se conforme pleinement à ses obligations aux termes de la présente *Entente*, et dès lors ne sera pas tenue par le *gouvernement* de verser d'autres sommes ou de fournir d'autres *services non financiers*.

4.4.1 L'Episcopal Corporation of Saskatoon, qui n'avait pas de *PI* dans son territoire et qui n'avait pas affecté de personnel à un *PI*, est partie à la présente *Entente* dans la mesure où elle est appelée à apporter une contribution financière

et à fournir des *services non financiers* (conformément aux articles 3.3, 3.5 à 3.8, 3.11 et à l'Annexe B de la présente *Entente*) et où elle est tenue de se conformer aux exigences relatives à la production de documents et de témoins et à la participation aux cérémonies (conformément aux articles 2.10 et 2.12 de la présente *Entente*). L'Episcopal Corporation of Saskatoon sera dégagée de toute responsabilité relative au paiement d'une *indemnité* au titre des *réclamations pour sévices subis dans un PI* si elle se conforme pleinement à ses obligations aux termes de la présente *Entente*, et dès lors ne sera pas tenue par le *gouvernement* de verser d'autres sommes ou de fournir d'autres *services non financiers*.

4.4A Les Jésuites du Haut-Canada, la Corporation épiscopale catholique romaine du diocèse de Sault Ste. Marie en Ontario, Canada, et les Filles de Marie, qui sont d'autres *entités catholiques* qui ont conclu avec le *gouvernement* une entente prévoyant le paiement d'une *indemnité* (paiement pleinement acquitté) et qui ne sont pas parties à la présente *Entente*; ne tireront aucun avantage et ne seront investis d'aucune obligation sous le régime de la présente *Entente*.

4.5 Lorsque les modalités de la présente *Entente* auront été entièrement respectées, le *gouvernement* accordera une quittance et libèrera à jamais les *entités catholiques* de toute cause d'action, réclamation ou demande de dommages-intérêts pour des *réclamations pour sévices subis dans un PI* ou des réclamations incluses dans les *ordonnances d'approbation* nonobstant toute disposition contraire prévue dans la présente ou ailleurs. Dans un tel cas, le *gouvernement* conviendra également de ne pas présenter de réclamation ou de demande ni n'entreprendre, de maintenir ou de poursuivre quelque autre cause ou procès pour dommages-intérêts, *indemnité*, perte ou quelque autre forme de dédommagement que ce soit contre les *entités catholiques* découlant directement ou indirectement de toute *réclamation pour sévices subis dans un PI* ou de toute autre réclamation visée dans la *CRRPI*.

4.6 Dans la mesure où une *entité catholique* respecte ses obligations en vertu de la présente *Entente*, le *gouvernement* accepte d'indemniser cette *entité catholique* contre toute demande d'*indemnité* payable à un *demandeur* à l'égard d'une *réclamation pour sévices subis dans un PI*. Si une *entité catholique* ne respecte pas ses obligations aux termes de la présente *Entente*, le *gouvernement* n'indemniser pas cette *entité catholique* pendant la période où celle-ci a manqué à ses obligations.

4.7 Lorsque la *Société* certifie qu'une *entité catholique* a pleinement rempli ses obligations aux termes des articles 3.3 et 3.5 de la présente *Entente*, et dans la mesure où tous les efforts possibles ont été déployés jusqu'à maintenant, où la campagne de financement pancanadienne est réussie par rapport aux autres campagnes nationales de financement gérées professionnellement et où l'*entité catholique* s'engage à poursuivre tous les efforts possibles dans le cadre de la campagne pancanadienne, le *gouvernement* doit libérer et décharger pour toujours cette *entité catholique* de toute cause d'action, réclamation ou demande de dommages-intérêts concernant les *réclamation pour sévices subis dans un PI* ou les réclamations incluses dans les *ordonnances d'approbation* et il ne présentera pas de réclamation ou de demande ni n'entreprendra, maintiendra ou

poursuivra quelque autre cause ou procès pour *indemnité* contre cette *entité catholique* dans le cadre d'une *réclamation pour sévices subis dans un PI*.

**PARTIE V :**  
**RÉSOLUTION DES CONFLITS**  
**CONCERNANT LA PRÉSENTE ENTENTE**

5.1 Les parties à la présente *Entente* partagent les objectifs suivants dans le cadre de la mise en oeuvre de l'*Entente*, à savoir :

5.1.1 de coopérer mutuellement pour développer des relations de travail harmonieuses;

5.1.2 de prévenir ou, à défaut, de minimiser les désaccords;

5.1.3 d'identifier rapidement les désaccords et de les régler de la façon la plus économique et la plus expéditive; et

5.1.4 de régler les désaccords dans un climat non accusatoire, informel et axé sur la collaboration.

5.2 S'il survient ou s'il y a eu conflit relativement à la présente *Entente*, ou à un manquement à celle-ci, à sa validité ou à son interprétation ou à une question s'y rapportant, les parties au conflit s'efforceront, de façon diligente, de régler le conflit en négociant de bonne foi.

5.2.1 L'article 5.2 n'abroge pas les droits énoncés aux articles 3.15, 3.17, 3.18 et 3.19 ni le droit de demander exécution de l'engagement énoncé à l'article 5.7.

5.3 Si les parties au conflit ne règlent pas toutes les questions en litige au cours ou à la suite des négociations, leurs droits concernant les problèmes non résolus demeureront inchangés par les négociations dans toute procédure subséquente.

5.4 Le *gouvernement* et les *entités catholiques*, collectivement, nommeront chacune, dans les soixante (60) jours de la date de signature de la présente *Entente*, une personne comme étant leur personne désignée à un Comité directeur de mise en oeuvre pour qu'elle supervise l'administration et l'interprétation des dispositions de la présente *Entente* et fourniront par écrit le nom de leur personne désignée à l'autre partie. Aux fins de la présente partie, le *gouvernement* pourra nommer une personne désignée et les *entités catholiques*, collectivement, pourront nommer une personne désignée.

5.5 Les deux personnes désignées formant le Comité directeur de mise en oeuvre se rencontreront dans la province de l'Alberta, ou ailleurs au Canada, comme convenu, au moins une fois au cours de chaque année civile, pendant la durée de la présente *Entente*. L'objet de chaque réunion sera d'examiner le rendement dans le cadre de la présente *Entente* et de régler par voie de consensus tous les conflits qui surviennent ou qui sont



survenus relativement à l'interprétation et à la mise en oeuvre de la présente *Entente*. Le procès-verbal de chaque réunion sera signé par chacune des personnes désignées à la fin de la réunion et remis au *gouvernement*, à la *Société* et aux *entités catholiques*.

5.6 Si les parties à un conflit sont incapables de régler le conflit par voie de négociation dans un délai de 120 jours, l'une ou l'autre partie peut demander qu'on entreprenne une médiation pour régler le conflit. Le médiateur serait une tierce partie neutre qui n'a pas le pouvoir de régler le conflit mais qui en faciliterait le règlement.

5.6.1 La médiation sera menée par un médiateur, conjointement accepté par le *gouvernement* et les *entités catholiques* au conflit.

5.6.2 Les parties au conflit feront une tentative sérieuse de régler le conflit au moyen de la médiation en :

5.6.2.1 identifiant les intérêts sous-jacents;

5.6.2.2 isolant les points d'accord et de désaccord;

5.6.2.3 examinant des solutions de rechange;

5.6.2.4 envisageant des compromis ou des accommodements; et

5.6.2.5 coopérant pleinement avec le médiateur et en examinant et en répondant rapidement à toutes les communications du médiateur.

5.6.3 Une partie à la médiation peut se retirer en tout temps de la médiation en donnant un avis écrit d'au moins 21 jours de son intention à l'autre partie et au médiateur.

5.7 Nonobstant l'article 5.6, le *gouvernement* peut demander, par un avis écrit, que la *Société* ou une *entité catholique* respecte un engagement pris dans le cadre de la présente *Entente*.

5.7.1 Lorsque le *gouvernement* a fait parvenir une demande écrite à la *Société* ou à l'*entité catholique*, conformément à la présente *Entente*, afin que le destinataire s'exécute dans les 60 jours et que la demande n'a pas été respectée, le *gouvernement* peut demander, par voie sommaire, à un tribunal compétent siégeant dans le territoire ou la province où la *Société* ou l'*entité catholique* est établie, d'émettre une ordonnance mandatoire pour que la *Société* ou l'*entité catholique* se conforme immédiatement à son obligation.

5.7.2 La *Société* ou l'*entité catholique* peut soumettre les documents de réponse à la demande par voie sommaire et les règles des tribunaux ayant compétence détermineront par la suite le processus à suivre pour juger la demande.

5.7.3 Si le tribunal examinant la demande par voie sommaire conclut que la *Société* ou l'*entité catholique* ne s'est pas conformée à ses obligations sous le régime de la présente *Entente*, le tribunal peut ordonner que la *Société* ou l'*entité catholique* se conforme immédiatement à de telles obligations.

## **PARTIE VI : GÉNÉRALITES**

6.1 Un avis sera donné, à moins d'indication contraire précise, par écrit et adressé à la partie à laquelle il est destiné et sera réputé avoir été reçu par l'autre partie le jour où sa réception est attestée par signature, s'il s'agit d'un envoi par courrier certifié et, s'il est expédié par télécopieur ou par courrier électronique, le jour ouvrable suivant la date de la transmission. L'adresse postale et le numéro de télécopieur des parties seront :

Dans le cas des *entités catholiques* :

Veuillez consulter l'Annexe G de la présente *Entente*.

Dans le cas de l'Episcopal Corporation of Saskatoon :

100 5<sup>th</sup> Avenue North  
Saskatoon SK S7K 2N7

À l'attention de : ●  
Télécopieur : ●

Copie à :

David Stack  
McKercher McKercher & Whitmore LLP  
374 Third Avenue South  
Saskatoon SK S7K OG6  
Télécopieur : (306) 653-2669  
Courriel : d.stack@mckercher.ca

Dans le cas de la *Société* :

●

À l'attention de : Président du Conseil  
Télécopieur : ●

Copie à :

W. Rod Donlevy

374 Third Avenue South  
Saskatoon (Saskatchewan) S7K 1M5  
Télécopieur : (306) 653-2669  
Courriel : [r.donlevy@mckercher.ca](mailto:r.donlevy@mckercher.ca)

Pierre-L. Baribeau  
1, Place Ville-Marie  
Bureau 4000  
Montréal (Québec) H3B 4M4  
Télécopieur : (514) 871-8977  
Courriel : [pbaribeau@lavery.qc.ca](mailto:pbaribeau@lavery.qc.ca)

Dans le cas du *gouvernement* :

Sous-ministre  
Résolution des questions des pensionnats indiens Canada,  
3<sup>e</sup> étage  
90, rue Sparks  
Ottawa (Ontario) K1A 0H4

Télécopieur : (613) 996-2811

Copie à :

Ministère de la Justice  
Services juridiques  
5<sup>e</sup> étage  
90, rue Sparks  
Ottawa (Ontario) K1A 0H4

À l'attention de : Avocat principal  
Télécopieur : (613) 996-1810

Copie à :

Sous-procureur général du Canada  
Édifice du ministère de la Justice  
284, rue Wellington  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

À l'attention de : Sous-procureur général adjoint, Droit des  
Autochtones  
Télécopieur : (613) 996-4737

ou toute autre adresse postale, de courrier électronique ou numéro de télécopieur,  
comme les parties peuvent, le cas échéant, s'en aviser mutuellement par écrit.

6.2 La présente *Entente* lie les *entités catholiques*, la *Société* et leurs successeurs et ayants droit et le *gouvernement* et s'applique en leur faveur.

6.3 Toute disposition de la présente *Entente* qui est ou qui devient interdite ou inapplicable dans toute province ou territoire et qui régit l'interprétation, l'applicabilité ou la force exécutoire de la présente *Entente* n'invalide pas les autres dispositions de la présente *Entente* qui sont jugées dissociables de la disposition interdite ou inapplicable dans toute province ou territoire et n'y porte pas atteinte et son interdiction ou son inapplicabilité dans une province ou un territoire n'invalide pas ou ne rend pas inapplicable cette disposition dans toute autre province ou territoire.

6.4. Aucune modification, addition ou exemption d'une disposition de la présente *Entente* ou de quelque autre entente prévue ou envisagée dans la présente *Entente*, ni aucun consentement à une dérogation de la part d'une partie à la présente *Entente* ou de son représentant n'a d'effet à moins d'être sous forme écrite et signée par les parties à la présente *Entente* et, dans un tel cas, la modification, l'addition ou l'exemption ou le consentement n'est applicable que dans le cas précis aux fins duquel le consentement a été donné.

6.5. Aucune renonciation, action ou omission d'une partie à la présente *Entente* ne s'applique ni ne peut être interprétée de manière à affecter une situation subséquente de défaut, par cette partie, à toute disposition de la présente *Entente* ou au titre des résultats ou des droits qui en découlent.

6.6 Les délais prévus à la présente *Entente* sont de rigueur.

6.7. Il est interdit aux députés à la Chambre des communes et aux sénateurs de participer à la présente *Entente* ou d'en profiter autrement qu'à titre de membre ou d'agent de la Société, d'une *entité catholique* ou qu'à titre de *demandeur*.

6.8. La présente *Entente* constitue l'entente complète entre les parties et annule et remplace tous les accords, engagements, déclarations ou représentations antérieurs, sous forme écrite ou verbale, en ce qui les concerne, sauf ce qui suit :

6.8.1 Les dispositions des ententes entre le *gouvernement* et les *entités catholiques* énumérées à l'Annexe A qui étaient en vigueur à compter de la date de prise d'effet de la présente *Entente* continuent de s'appliquer aux fins de déterminer les droits et les obligations dans les procédures du *MARC*, sans toutefois s'appliquer à quelque question financière que ce soit.

6.9 La présente *Entente* doit être interprétée conformément aux lois en vigueur dans la province de l'Ontario, sous réserve, comme toujours, des lois fédérales prépondérantes ou applicables. Aucune disposition de la présente *Entente* ne doit être considérée ou interprétée comme une limite, une dispense ou une dérogation, eu égard aux prérogatives de la Couronne fédérale.

6.10 Le *gouvernement*, les *entités catholiques* et la *Société* reconnaissent que la participation aux négociations menant à la signature de la présente *Entente* et que sa signature même ne constituent pas une reconnaissance par le *gouvernement*, les *entités catholiques* ou la *Société* d'une responsabilité financière ou juridique envers une partie relativement aux réclamations découlant de l'exploitation d'un *PI* ou s'y rapportant. Le *gouvernement*, les *entités catholiques* et la *Société* conviennent qu'ils ne feront pas valoir comme preuve ou argument dans une réclamation judiciaire l'un contre l'autre relativement aux réclamations découlant de l'exploitation d'un *PI* ou s'y rapportant, les négociations qui ont mené à la présente *Entente* et à sa signature.

6.11. La présente *Entente* peut être signée en plusieurs exemplaires.

EN FOI DE QUOI les parties ont demandé à leurs dirigeants respectifs dûment autorisés de signer la présente *Entente* à la date indiquée précédemment.

<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	SISTERS OF CHARITY, PERSONNE
	)	MORALE ÉGALEMENT CONNUE SOUS
	)	LE NOM DE SISTERS OF CHARITY OF ST.
_____ Signataire autorisé des Sisters of Charity,	)	VINCENT DE PAUL, HALIFAX ET SOUS
personne morale également connue sous le	)	LE NOM DE SISTERS OF CHARITY OF
nom de Sisters of Charity of St. Vincent de	)	HALIFAX
Paul, Halifax et sous le nom de Sisters of	)	
Charity of Halifax	)	
	)	_____ (signature)
_____ Nom en lettres moulées	)	
	)	_____ (nom du signataire)
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
_____ Fonction	)	
	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
	)	

<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	THE ROMAN CATHOLIC EPISCOPAL
	)	CORPORATION OF HALIFAX
	)	
_____ Signataire autorisé de la Roman Catholic Episcopal Corporation of Halifax	)	
	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
	)	

<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	LES SOEURS DE NOTRE-DAME-
	)	AUXILIATRICE
	)	
_____ Signataire autorisé des Soeurs de Notre-Dame- Auxiliatrice	)	
	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
	)	

<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	LES SOEURS DE ST-FRANCOIS-D'ASSISE
	)	
	)	
_____ Signataire autorisé des Soeurs de St-Francois- d'Assise	)	
	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
	)	

<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	INSTITUT DES SOEURS DU BON-
	)	CONSEIL
	)	
_____ Signataire autorisé de l'Institut des Soeurs du Bon-Conseil	)	
	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
 <b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	LES SOEURS DE SAINT-JOSEPH DE
	)	SAINT-HYACINTHE (THE SISTERS OF ST.
	)	JOSEPH OF ST. HYACINTHE)
_____ Signataire autorisé des Soeurs de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe (The Sisters of St. Joseph of St. Hyacinthe)	)	
	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
 <b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	LES SOEURS DE JÉSUS-MARIE
	)	
	)	
_____ Signataire autorisé des Soeurs de Jésus-Marie	)	
	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
	)	

<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	LES SOEURS DE L'ASSOMPTION DE LA
	)	SAINTE-VIERGE
	)	
_____ Signataire autorisé des Soeurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge	)	
	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
 <b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	LES SOEURS DE L'ASSOMPTION DE LA
	)	SAINTE-VIERGE DE L'ALBERTA
	)	
_____ Signataire autorisé des Soeurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge de l'Alberta	)	
	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
 <b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	LES SOEURS DE LA CHARITÉ DE
	)	ST-HYACINTHE
	)	
_____ Signataire autorisé des Soeurs de la Charité de St-Hyacinthe	)	
	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale



<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	LES OEUVRES OBLATES DE L'ONTARIO
	)	
	)	
_____ Signataire autorisé des Oeuvres Oblates de l'Ontario	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
	)	
<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	LES RÉSIDENCES OBLATES DU QUÉBEC
	)	
	)	
_____ Signataire autorisé des Résidences Oblates du Québec	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
	)	
<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	LA CORPORATION ÉPISCOPALE
	)	CATHOLIQUE ROMAINE DE LA BAIE
	)	JAMES (THE ROMAN CATHOLIC
_____ Signataire autorisé de la Corporation	)	EPISCOPAL CORPORATION OF JAMES
Épiscopale Catholique Romaine de la Baie	)	BAY) THE CATHOLIC DIOCESE OF
James (The Roman Catholic Episcopal	)	MOOSONEE
Corporation of James Bay)	)	
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (signature)
	)	
_____ Adresse	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Fonction	)	_____ (titre)
	)	
	)	Je suis autorisé à lier la personne morale

<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	SOEURS GRISES DE MONTRÉAL/GREY
	)	NUNS OF MONTREAL
	)	
_____ Signataire autorisé des Soeurs Grises de	)	
Montréal/Grey Nuns of Montreal	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
	)	
<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	SISTERS OF CHARITY (GREY NUNS) OF
	)	ALBERTA
	)	
_____ Signataire autorisé des Sisters of Charity (Grey	)	
Nuns) of Alberta	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
	)	
<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	LES SOEURS DE LA CHARITÉ DES
	)	T.N.-O.
	)	
_____ Signataire autorisé des Soeurs de la Charité des	)	
T.N.-O.	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale

<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	HÔTEL-DIEU DE NICOLET (HDN)
	)	
	)	
_____ Signataire autorisé de l'Hôtel-Dieu de Nicolet (HDN)	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
	)	
<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	LES SOEURS GRISES DU MANITOBA
	)	INC. - THE GREY NUNS OF MANITOBA
	)	INC.
_____ Signataire autorisé des Soeurs Grises du Manitoba Inc. - The Grey Nuns of Manitoba Inc.	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
	)	
<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	LA CORPORATION ÉPISCOPALE
	)	CATHOLIQUE ROMAINE DE LA BAIE
	)	D'HUDSON - THE ROMAN CATHOLIC
_____ Signataire autorisé de la Corporation Épiscopale Catholique Romaine de la Baie d'Hudson - The Roman Catholic Episcopal Corporation of Hudson's Bay	)	EPISCOPAL CORPORATION OF HUDSON'S BAY
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (signature)
	)	
_____ Adresse	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Fonction	)	_____ (titre)
	)	
	)	Je suis autorisé à lier la personne morale

<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	MISSIONARY OBLATES - GRANDIN
	)	
	)	
_____ Signataire autorisé des Missionary Oblates - Grandin	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale

<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	LES OBLATS DE MARIE IMMACULÉE DU MANITOBA
	)	
	)	
_____ Signataire autorisé des Oblats de Marie Immaculée du Manitoba	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale

<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	THE ARCHIEPISCOPAL CORPORATION OF REGINA
	)	
	)	
_____ Signataire autorisé de la Archiepiscopal Corporation of Regina	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale

<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	THE SISTERS OF THE PRESENTATION
	)	
_____	)	
Signataire autorisé des Sisters of the	)	
Presentation	)	_____
	)	(signature)
	)	
_____	)	
Nom en lettres moulées	)	_____
	)	(nom du signataire)
	)	
_____	)	
Adresse	)	_____
	)	(titre)
	)	
_____	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
Fonction	)	

<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	THE SISTERS OF ST. JOSEPH OF SAULT
	)	ST. MARIE
	)	
_____	)	
Signataire autorisé des Sisters of St. Joseph of	)	
Sault St. Marie	)	
	)	_____
	)	(signature)
	)	
_____	)	
Nom en lettres moulées	)	_____
	)	(nom du signataire)
	)	
_____	)	
Adresse	)	_____
	)	(titre)
	)	
_____	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
Fonction	)	

<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	LES SOEURS DE LA CHARITÉ
	)	D'OTTAWA - SISTERS OF CHARITY OF
	)	OTTAWA
_____	)	
Signataire autorisé des Soeurs de la Charité	)	
d'Ottawa - Sisters of Charity of Ottawa	)	
	)	_____
	)	(signature)
	)	
_____	)	
Nom en lettres moulées	)	_____
	)	(nom du signataire)
	)	
_____	)	
Adresse	)	_____
	)	(titre)
	)	
_____	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
Fonction	)	

<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	OBLATES OF MARY IMMACULATE - ST.
	)	PETER'S PROVINCE
	)	
_____ Signataire autorisé des Oblates of Mary	)	
Immaculate - St. Peter's Province	)	
	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	THE SISTERS OF SAINT ANN
	)	
	)	
_____ Signataire autorisé des Sisters of Saint Ann	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
	)	
<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	SISTERS OF INSTRUCTION OF THE
	)	CHILD JESUS
	)	
_____ Signataire autorisé des Sisters of Instruction of	)	
the Child Jesus	)	
	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale

<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	THE BENEDICTINE SISTERS OF MT.
	)	ANGEL OREGON
	)	
_____ Signataire autorisé des Benedictine Sisters of Mt. Angel Oregon	)	
	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	LES PÈRES MONTFORTAINS
	)	
	)	
_____ Signataire autorisé des Pères Montfortains	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
	)	
<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	THE ROMAN CATHOLIC BISHOP OF
	)	KAMLOOPS CORPORATION SOLE
	)	
_____ Signataire autorisé de la Roman Catholic Bishop of Kamloops Corporation Sole	)	
	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
	)	

<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	THE BISHOP OF VICTORIA,
	)	CORPORATION SOLE
	)	
_____ Signataire autorisé du Bishop of Victoria, Corporation Sole	)	
	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
 <b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	THE ROMAN CATHOLIC BISHOP OF
	)	NELSON CORPORATION SOLE
	)	
_____ Signataire autorisé de la Roman Catholic Bishop of Nelson Corporation Sole	)	
	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
 <b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	ORDER OF THE OBLATES OF MARY
	)	IMMACULATE IN THE PROVINCE OF
	)	BRITISH COLUMBIA
_____ Signataire autorisé de l'Order of the Oblates of Mary Immaculate in the Province of British Columbia	)	
	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale



<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	THE SISTERS OF CHARITY OF
	)	PROVIDENCE OF WESTERN CANADA
	)	
_____ Signataire autorisé des Sisters of Charity of Providence of Western Canada	)	
	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
	)	
<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	LA CORPORATION ÉPISCOPALE
	)	CATHOLIQUE ROMAINE DE GROUARD
	)	
_____ Signataire autorisé de la Corporation Épiscopale Catholique Romaine de Grouard	)	
	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
	)	
	)	
<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	ROMAN CATHOLIC EPISCOPAL
	)	CORPORATION OF KEEWATIN
	)	
_____ Signataire autorisé de la Roman Catholic Episcopal Corporation of Keewatin	)	
	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
	)	
	)	

<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	LA CORPORATION ARCHIÉPISCOPALE
	)	CATHOLIQUE ROMAINE DE
	)	ST-BONIFACE
_____	)	
Signataire autorisé de la Corporation	)	
Archiépiscopale Catholique Romaine de	)	
St-Boniface	)	
	)	_____
	)	(signature)
	)	
_____	)	_____
Nom en lettres moulées	)	(nom du signataire)
	)	
_____	)	
Adresse	)	
	)	_____
	)	(titre)
	)	
_____	)	
Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
 <b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	LES MISSIONNAIRES OBLATES DE ST-
	)	BONIFACE - THE MISSIONARY OBLATES
	)	SISTERS OF ST. BONIFACE
_____	)	
Signataire autorisé des Missionnaires Oblates	)	
de St-Boniface - The Missionary Oblates	)	
Sisters of St. Boniface	)	
	)	_____
	)	(signature)
	)	
_____	)	_____
Nom en lettres moulées	)	(nom du signataire)
	)	
_____	)	
Adresse	)	
	)	_____
	)	(titre)
	)	
_____	)	
Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
 <b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	ROMAN CATHOLIC ARCHIEPISCOPAL
	)	CORPORATION OF WINNIPEG
	)	
_____	)	
Signataire autorisé de la Roman Catholic	)	
Archiepiscopal Corporation of Winnipeg	)	
	)	_____
	)	(signature)
	)	
_____	)	_____
Nom en lettres moulées	)	(nom du signataire)
	)	
_____	)	
Adresse	)	
	)	_____
	)	(titre)
	)	
_____	)	
Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
	)	

**SIGNÉE** en présence de :

\_\_\_\_\_  
Signataire autorisé de la Corporation  
Épiscopale Catholique Romaine de Prince  
Albert

\_\_\_\_\_  
Nom en lettres moulées

\_\_\_\_\_  
Adresse

\_\_\_\_\_  
Fonction

) LA CORPORATION ÉPISCOPALE  
) CATHOLIQUE ROMAINE DE PRINCE  
) ALBERT

) \_\_\_\_\_  
) *(signature)*

) \_\_\_\_\_  
) *(nom du signataire)*

) \_\_\_\_\_  
) *(titre)*

) Je suis autorisé à lier la personne morale

**SIGNÉE** en présence de :

\_\_\_\_\_  
Signataire autorisé de la Roman Catholic  
Bishop of Thunder Bay

\_\_\_\_\_  
Nom en lettres moulées

\_\_\_\_\_  
Adresse

\_\_\_\_\_  
Fonction

) THE ROMAN CATHOLIC BISHOP OF  
) THUNDER BAY

) \_\_\_\_\_  
) *(signature)*

) \_\_\_\_\_  
) *(nom du signataire)*

) \_\_\_\_\_  
) *(titre)*

) Je suis autorisé à lier la personne morale

**SIGNÉE** en présence de :

\_\_\_\_\_  
Signataire autorisé de l'Immaculate Heart  
Community of Los Angeles CA

\_\_\_\_\_  
Nom en lettres moulées

\_\_\_\_\_  
Adresse

\_\_\_\_\_  
Fonction

) IMMACULATE HEART COMMUNITY OF  
) LOS ANGELES CA

) \_\_\_\_\_  
) *(signature)*

) \_\_\_\_\_  
) *(nom du signataire)*

) \_\_\_\_\_  
) *(titre)*

) Je suis autorisé à lier la personne morale

<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	ARCHDIOCESE OF VANCOUVER THE
	)	ROMAN CATHOLIC ARCHBISHOP OF
	)	VANCOUVER
_____ Signataire autorisé de l'Archdiocese of	)	
Vancouver The Roman Catholic Archbishop of	)	
Vancouver	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	
_____ Fonction	)	(titre)
	)	
	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	ROMAN CATHOLIC DIOCESE OF
	)	WHITEHORSE
	)	
_____ Signataire autorisé du Roman Catholic Diocese	)	
of Whitehorse	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	
_____ Fonction	)	(titre)
	)	
	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	THE ROMAN CATHOLIC EPISCOPAL
	)	CORPORATION OF MACKENZIE-FORT
	)	SMITH
_____ Signataire autorisé de la Roman Catholic	)	
Episcopal Corporation of Mackenzie-Fort	)	
Smith	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	
_____ Fonction	)	(titre)
	)	
	)	Je suis autorisé à lier la personne morale

<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	THE ROMAN CATHOLIC EPISCOPAL
	)	CORPORATION OF PRINCE RUPERT
	)	
_____ Signataire autorisé de la Roman Catholic Episcopal Corporation of Prince Rupert	)	
	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
	)	
<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	EPISCOPAL CORPORATION OF
	)	SASKATOON
	)	
_____ Signataire autorisé de l'Episcopal Corporation of Saskatoon	)	
	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
	)	
<b>SIGNÉE</b> en présence de :	)	OMI LACOMBE CANADA INC.
	)	
	)	
_____ Signataire autorisé d'OMI Lacombe Canada Inc.	)	
	)	_____ (signature)
	)	
_____ Nom en lettres moulées	)	_____ (nom du signataire)
	)	
_____ Adresse	)	
	)	_____ (titre)
	)	
_____ Fonction	)	Je suis autorisé à lier la personne morale
	)	

**SIGNÉE** en présence de :

\_\_\_\_\_  
Signataire autorisé de la *Société* ●

\_\_\_\_\_  
Nom en lettres moulées

\_\_\_\_\_  
Adresse

\_\_\_\_\_  
Fonction

**SIGNÉE** en présence de :

\_\_\_\_\_  
Ministre

) LA SOCIÉTÉ ●

)

)

)

) \_\_\_\_\_  
(signature)

)

) \_\_\_\_\_  
(nom du signataire)

)

) \_\_\_\_\_  
(titre)

)

) Je suis autorisé à lier la personne morale

)

) SA MAJESTÉ DU CHEF DU CANADA,  
) représentée par le ministre de Résolution des  
) questions des pensionnats indiens Canada

)

)

) \_\_\_\_\_  
(signature)

)

) \_\_\_\_\_  
(nom du signataire)

)

) \_\_\_\_\_  
Ministre

)

## **ANNEXE A**

### **LISTE DES ENTITÉS CATHOLIQUES**

1. Sisters of Charity, personne morale connue sous le nom de Sisters of Charity of St. Vincent de Paul, Halifax ou sous le nom de Sisters of Charity of Halifax
2. The Roman Catholic Episcopal Corporation of Halifax
3. Les Soeurs de Notre-Dame-Auxiliatrice
4. Les Soeurs de St-Francois D'Assise
5. Institut des Soeurs Du Bon-Conseil
6. Les Soeurs de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe (The Sisters of St. Joseph of St. Hyacinthe)
7. Les Soeurs de Jésus-Marie
8. Les Soeurs de L'Assomption de la Sainte-Vierge
9. Les Soeurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge de l'Alberta
10. Les Soeurs de la Charité de St-Hyacinthe
11. Les Oeuvres Oblates de l'Ontario
12. Les Résidences Oblates du Québec
13. La Corporation Épiscopale Catholique Romaine de la Baie James (The Roman Catholic Episcopal Corporation of James Bay) The Catholic Diocese of Moosonee
14. Soeurs Grises de Montréal/  
Grey Nuns of Montreal
15. Sisters of Charity (Grey Nuns) of Alberta

16. Les Soeurs de La Charité des T.N.-O.  
Grey Nun's Regional Centre
17. Hôtel-Dieu de Nicolet (HDN)
18. Les Soeurs Grises du Manitoba Inc. -  
The Grey Nuns of Manitoba Inc.
19. La Corporation Épiscopale  
Catholique Romaine de la Baie d'Hudson  
The Roman Catholic Episcopal Corporation  
of Hudson's Bay
20. Missionary Oblates - Grandin
21. Les Oblats de Marie Immaculée  
du Manitoba
22. The Archbishop of Regina
23. The Sisters of the Presentation
24. The Sisters of St. Joseph of Sault Ste. Marie
25. Les Soeurs de la Charité d'Ottawa -  
Sisters of Charity of Ottawa
26. Oblates of Mary Immaculate -  
St. Peter's Province
27. The Sisters of Saint Ann
28. Sisters of Instruction of the Child Jesus
29. The Benedictine Sisters of Mt. Angel Oregon
30. Les Pères Montfortains
31. The Roman Catholic Bishop of Kamloops  
Corporation Sole
32. The Bishop of Victoria, Corporation Sole
33. The Roman Catholic Bishop of Nelson  
Corporation Sole



34. Order of the Oblates of Mary Immaculate in  
the Province of British Columbia
35. The Sisters of Charity of Providence  
of Western Canada
36. La Corporation Épiscopale Catholique  
Romaine de Grouard
37. Roman Catholic Episcopal Corporation  
of Keewatin
38. La Corporation Archevêpiscopale  
Catholique Romaine de St-Boniface
39. Les Missionnaires Oblates de St-Boniface  
The Missionary Oblate Sisters  
of St. Boniface
40. Roman Catholic Archiepiscopal  
Corporation of Winnipeg
41. La Corporation Épiscopale Catholique  
Romaine De Prince Albert
42. The Roman Catholic Bishop of Thunder Bay
43. Immaculate Heart Community  
of Los Angeles CA
44. Archdiocese of Vancouver  
The Roman Catholic  
Archbishop of Vancouver
45. Roman Catholic Diocese of Whitehorse  
The Catholic Episcopal  
Corporation of Whitehorse
46. The Roman Catholic Episcopal Corporation  
of Mackenzie-Fort Smith
47. The Roman Catholic Episcopal  
Corporation of Prince Rupert
48. OMI Lacombe Canada Inc.

## ANNEXE B

### COMITÉ CATHOLIQUE D'ÉVALUATION DES SERVICES DE GUÉRISON ET DE RÉCONCILIATION

1. Les parties conviennent qu'il y aura un comité connu comme étant le Comité catholique d'évaluation des services de guérison et de réconciliation (« le Comité ») qui sera chargé d'attribuer des sommes à prélever sur l'argent confié en dépôt à la *Société* et d'approuver les *services non financiers* et les programmes admissibles, le tout conformément à la présente *Entente*.
2. Les coûts d'administration raisonnables liés au fonctionnement du Comité doivent d'abord être payés au moyen des intérêts sur les fonds détenus par la *Société* et peuvent ensuite, avec le consentement écrit du *gouvernement*, être payés à même le montant du capital détenu par la *Société*. Le *gouvernement* ne peut refuser sans motif raisonnable de donner le consentement dont il est question au présent article.
3. Le Comité sera formé de sept membres, dont trois seront nommés par les *entités catholiques*; trois par l'*APN*; et un membre sera nommé par Résolution des questions des pensionnats indiens Canada.
4. Autant que possible, le Comité prendra des décisions par voie de consensus. Lorsqu'il est impossible d'en arriver à un consensus au moyen de discussions et de compromis raisonnables, les décisions peuvent être prises à la majorité simple.
5. L'objectif directeur du Comité sera de veiller à ce que les programmes et services admissibles soient consacrés à la guérison et à la réconciliation des anciens élèves des *pensionnats indiens* et de leur famille. Pour plus de certitude, les parties reconnaissent que les programmes et services axés sur la communauté peuvent être admissibles, dans la mesure où le Comité obtient l'assurance que les retombées des programmes et services sont raisonnablement reliées à la guérison et à la réconciliation des anciens élèves des *PI* et de leur famille.
6. Lorsqu'un programme ou service existant est proposé, le Comité peut certifier le programme dans la mesure où il estime que le programme ou service ou qu'un volet du programme ou service en cause est nouveau ou ne pourrait être maintenu autrement.
7. Les programmes et services doivent être ouverts à tous les Autochtones, sans égard à la confession religieuse.

8. En outre, le Comité prendra en considération les critères suivants en ce qui concerne les demandes de subventions et l'approbation des *services non financiers* :
- a) Les Autochtones ont-ils contribué à l'élaboration et la prestation du programme?
  - b) Le programme a-t-il été efficace dans le passé?
  - c) Dans quelle mesure les communautés autochtones sont-elles impliquées dans le programme?
  - d) Le programme ou le service vise-t-il les anciens élèves, leur famille ou leur communauté et à remédier aux séquelles laissées par les *PI*, et notamment à fournir de l'aide pour recouvrer l'histoire de leur vécu?
  - e) Quelle partie du coût global du programme répond aux problèmes sociaux, psychologiques et de santé sans égard au caractère religieux?
9. Lorsque le Comité approuve un service ou un programme en tant que *service non financier* admissible, il doit évaluer la valeur monétaire du programme à la lumière du coût réel et de la valeur marchande de services similaires. Le moins élevé des deux montants issus de cette évaluation doit être utilisé à moins qu'il n'existe des raisons impérieuses de choisir le montant le plus élevé.
10. Le Comité exigera des demandeurs qu'ils certifient qu'aucun programme non financier dont il est proposé de reconnaître l'admissibilité n'a reçu de subventions provenant soit de la contribution en argent comptant de 29 000 000 \$ des *entités catholiques* en vertu de l'*Entente*, soit des fruits de la collecte de fonds prévue dans l'*Entente*. Il est entendu que cette condition vise seulement à s'assurer que les services financés dans le cadre du règlement (ou une partie de ceux-ci) ne sont pas comptés comme des *services non financiers* admissibles.
11. Nonobstant l'article 6 de la présente annexe, le Comité peut, à titre de mesure provisoire, créditer la valeur d'un programme ou d'un service offert entre le 31 mars 2005 et l'entrée en vigueur de la présente Entente aux services non financiers, à condition :
- a) qu'il réponde aux critères définis aux articles 7 et 8 de la présente annexe;
  - b) que le programme ou le service n'ait pas existé avant le 31 mars 2005, à moins que le Canada y consente;
  - c) que le même programme ou service ne puisse être certifié pendant une période suivant l'entrée en vigueur de l'*Entente*, à moins qu'il soit possible de démontrer qu'il ne se poursuivrait pas par ailleurs;

- d) que le montant total crédité pour les programmes et les services fournis avant l'entrée en vigueur de l'Entente ne puisse en aucun cas dépasser la valeur de 1 500 000 \$.

12. Les parties conviennent que le Comité peut se réunir et prendre des décisions en vertu de l'article 11 de la présente annexe avant l'entrée en vigueur de l'Entente et que, suivant l'entrée en vigueur de l'Entente, les décisions prises par le Comité pendant cette période seront ratifiées sans autre forme d'examen et que les dépenses et les coûts raisonnables encourus seront remboursés par la Société conformément à l'article 3.12 de l'Entente. Il est entendu que si l'Entente n'entre pas en vigueur, les décisions prises en vertu des articles 11 et 12 seront sans effet et que la Société n'aura aucune obligation d'effectuer des remboursements.

## ANNEXE C

### MODALITÉS RÉGISSANT LES PAIEMENTS À LA FONDATION AUTOCHTONE DE GUÉRISON (« FADG ») PAR LA SOCIÉTÉ

La *Société* verse les sommes qui lui sont confiées en vertu de l'article 3.3 de la manière suivante :

1. La *Société* doit recevoir les demandes de financement des programmes de guérison et de réconciliation.
2. Lorsque la demande est acceptée par la *Société*, cette dernière doit transmettre la demande à la *FADG* qui l'examine.
3. Lorsque la *FADG* approuve la demande à la lumière de ses critères habituels, la *Société* doit payer à la *FADG* le montant du financement approuvé pour le programme.
4. Sous réserve de l'article 5 de la présente annexe, lorsque la *FADG* rejette une demande, la *Société* peut financer le programme si ce dernier répond aux critères énoncés à l'Annexe B.
5. Au moins 80 % des sommes payées en vertu de l'article 3.3 de l'*Entente* doivent être transférées à la *FADG*, conformément à la présente annexe.
6. Si, à la fin de la période de 5 ans prévue à l'article 3.3.2, la *Société* n'a pas dépensé toutes les sommes payées en vertu de l'article 3.3 de l'*Entente* conformément aux articles 1 à 5 de la présente annexe, le solde doit être payé à la *FADG* pour être dépensé conformément à ses critères habituels, à moins que le *gouvernement* et la *Société* en conviennent différemment par écrit.

## ANNEXE D

### QUITTANCE COMPLÈTE ET FINALE À L'ÉGARD DES RÉCLAMATIONS DES PERSONNES QUI S'EXCLUENT DE LA CRRPI

EN CONTREPARTIE du paiement de la somme de 10,00 \$ et autre contrepartie valable, le tout devant être entièrement versé en fidéicommiss à mes procureurs, \_\_\_\_\_ :

1. Je, \_\_\_\_\_, libère complètement et définitivement chacune des parties suivantes, séparément et solidairement:

a) Sa Majesté la Reine du chef du Canada, le procureur général du Canada, leurs successeurs et ayants droit ainsi que leurs ministres, fonctionnaires, employés, préposés, partenaires, mandants, procureurs, subrogés, représentants et agents;

b) [L'organisme religieux] et ses prédécesseurs, successeurs, cessionnaires, ayants droit et leurs dirigeants, employés, membres, préposés, directeurs, actionnaires, partenaires, mandants, procureurs, assureurs, subrogés, représentants, administrateurs, séquestres et agents;

(les « bénéficiaires de la quittance ») de toute action ou cause d'action, responsabilité, réclamation et demande de quelque nature que j'ai pu avoir, que j'ai actuellement ou que je pourrais avoir à leur endroit, à l'égard de dommages, contributions, indemnisations, de coûts, de dépenses ou d'intérêts (que je connaisse l'existence de ces réclamations ou causes d'action ou non à l'heure actuelle) découlant ou en conséquence des situations suivantes:

a) à ma présence et/ou mes expériences dans tout pensionnat indien;

b) au fonctionnement de tout pensionnat indien.

2. L'alinéa 1 de la présente quittance inclut les réclamations que je possède personnellement et que je pourrais déposer directement ou par l'entremise d'autres personnes, groupes ou personnes morales, en mon nom ou à titre de représentant, par voie de recours collectif ou de toute autre forme de recours.

3. En outre, je libère complètement et définitivement les bénéficiaires de la quittance de toute réclamation que j'ai ou aurais pu déposer contre eux dans le cadre de toute action intentée contre certains ou l'ensemble des bénéficiaires de la quittance, soit [numéro de dossier de la cour] déposé dans le [district judiciaire] de [nom exact de la cour], pour indemnisation et dommages-intérêts et autres mesures réparatrices liés à ma présence et/ou à mes expériences au pensionnat indien \_\_\_\_\_ (« l'action »). J'accepte de me désister de l'action.

4. Les réclamations et causes d'action dont il est question aux alinéas 1 à 3 sont appelées dans la présente quittance les « réclamations quittancées ».
5. Je ne déposerai pas d'autre réclamation de quelque nature que ce soit contre les bénéficiaires de la quittance en ce qui concerne les réclamations quittancées.
6. Il est entendu que dans l'éventualité où je déposais, directement ou par l'entremise d'une autre personne, une nouvelle réclamation ou demande, ou menaçais d'intenter une action contre l'une des personnes morales ou physiques visée par une réclamation quittancée, la présente quittance pourrait être invoquée en tant que préclusion et défense complète contre une telle réclamation ou action.
7. Je déclare et je certifie qu'aucune des réclamations quittancées n'a été cédée à une autre personne ou société.
8. J'accepte de ne pas déposer ou poursuivre, à l'endroit d'une personne physique ou morale qui pourrait réclamer des dommages, une contribution, ou une indemnité de la part de l'un ou l'autre des bénéficiaires de la quittance une poursuite en rapport avec ma réclamation quittancée et ce, que ce soit en application des dispositions de la *Loi sur le partage de la responsabilité* (Ontario) ou de ses équivalents dans les autres provinces ou territoires de common law, de la common law, ou de toute autre loi d'autres juridictions.
9. De plus, je m'engage à indemniser les bénéficiaires des quittances contre d'éventuelles réclamations qui pourraient être déposées contre eux par d'autres personnes, personnes morales, gouvernements ou organismes gouvernementaux et qui feraient suite ou seraient liées de quelque façon aux paiements qui m'auraient été versés par cette personne physique, cette personne morale, ce gouvernement ou cet organisme gouvernemental relativement aux réclamations quittancées. Le présent alinéa vise, sans s'y limiter, les réclamations concernant des services ou des traitements médicaux ou dentaires que j'aurais reçus, ainsi que celles concernant une indemnité qui m'aurait été accordée par d'autres gouvernements ou instances gouvernementales en dédommagement d'une réclamation quittancée qui portait sur des voies de fait criminelles.
10. Advenant que j'intente ultérieurement une action qui n'est pas une réclamation en dommages-intérêts liée aux réclamations quittancées, mais pour cause de blessures ou de préjudices identiques ou apparentés aux blessures ou aux préjudices découlant de ces réclamations, et que l'une ou l'autre des bénéficiaires de la quittance compte parmi les parties à cette action, l'objet et la somme de la présente quittance, de même que les détails relatifs aux dommages-intérêts ou préjudices ayant motivé les réclamations quittancées, pourront être divulgués par les bénéficiaires de la quittance devant le tribunal dans le contexte de l'action ultérieure.

11. Je reconnais et déclare comprendre les dispositions de la présente quittance et avoir signé cette dernière de plein gré. Je reconnais de plus avoir demandé et obtenu un avis juridique concernant les réclamations dont je me suis désisté et la présente quittance.

12. Je comprends que les bénéficiaires de la quittance ne reconnaissent aucune responsabilité envers moi par l'acceptation de cette quittance ou par tout paiement pouvant m'être versé.

J'ai signé cette quittance le \_\_\_\_\_ 200\_.

FAIT DEVANT :

\_\_\_\_\_  
Témoin

\_\_\_\_\_  
[Nom du signataire de la  
quittance]

Adresse

Sceau

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Fonction

\_\_\_\_\_



## ANNEXE E

### PROCESSUS DE PRODUCTION DES DOCUMENTS DESTINÉS À LA COMMISSION DE VÉRITÉ ET DE RÉCONCILIATION

1. Afin d'assurer l'efficacité du processus de vérité et de réconciliation, les *entités catholiques* fourniront tous les documents pertinents en leur possession ou sous leur contrôle à la Commission de vérité et de réconciliation (la « Commission ») et pour son usage, sous réserve du droit à la protection des renseignements personnels d'une personne prévu par la loi applicable relative à la protection des renseignements personnels, et sous réserve de la législation sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels applicable, à l'exception des documents auxquels le secret professionnel de l'avocat s'applique lorsqu'il est invoqué.
2. Dans les cas où le droit à la protection des renseignements personnels d'une personne est en cause, et sous réserve de la législation applicable en matière de protection des renseignements personnels et d'accès à l'information, les chercheurs de la Commission auront accès aux documents, à la condition que les renseignements personnels soient protégés. Dans les cas où le secret professionnel de l'avocat est invoqué, la partie l'invoquant fournira une liste de tous les documents pour lesquels le secret professionnel est invoqué.
3. Les *entités catholiques* ne sont pas tenues de renoncer à la possession de leurs documents originaux en faveur de la Commission. Elles sont tenues de compiler tous les documents pertinents de façon organisée à des fins d'examen de la part de la Commission et de permettre l'accès à leurs archives afin que la Commission puisse remplir son mandat. La production de documents ne requiert pas la production de documents originaux. Les originaux, ou copies certifiées conformes, peuvent être fournis ou les originaux peuvent être fournis temporairement à des fins de photocopie si les documents originaux ne doivent pas être conservés par la Commission.
4. Chaque *entité catholique* assumera les frais de fourniture des documents. Si la partie qui fournit des documents le demande, les frais de photocopie, de balayage, de numérisation ou d'autres moyens de reproduction des documents seront assumés par la Commission.
5. La Commission peut confier au Comité d'administration national (« CAN »), comme l'y autorise l'alinéa 4.11 (12)(j) de la *Convention de règlement relative aux pensionnats indiens* datée du 2006, la tâche de régler les conflits relatifs à la production, à la destruction et à l'archivage de documents ainsi qu'au contenu de rapports, aux recommandations et aux décisions de la Commission concernant la portée de sa recherche et les enjeux à examiner. La Commission

fera tous les efforts possibles pour régler le problème elle-même avant d'en saisir le CAN.

6. Le CAN peut examiner et trancher la question dont la Commission a été saisie sous le régime de l'article 5 ou en saisir tout tribunal pour une nouvelle audition.
7. Lorsque le CAN rend une décision sous le régime de l'article 6, les *entités catholiques*, de plein droit, peuvent présenter une demande à tout tribunal pour une nouvelle audition.

## ANNEXE F

### ARTICLES DE LA CRRPI INTÉGRÉS PAR RENVOI

#### ARTICLE QUATRE MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION

##### 4.01 Recours collectifs

Les *parties* conviennent que toutes les déclarations de recours collectif et actions représentatives actuelles, sauf le recours collectif *Cloud*, déposées contre le *Canada* relativement aux pensionnats indiens, peu importe le tribunal ou la région du Canada visée, mais exception faite de la Cour fédérale du Canada (les « demandes originales »), seront regroupées en une déclaration omnibus dans chaque juridiction (les « recours collectifs »). La déclaration omnibus nommera tous les demandeurs qui figuraient aux demandes originales, ainsi que le *Canada* et les *organismes religieux* à titre de défendeurs.

##### 4.05 Autorisation sur consentement

- 1) Les *parties* conviennent que, en même temps que seront déposées les demandes énoncées au paragraphe 4.03, des requêtes seront soumises à chacun des *tribunaux* afin qu'ils autorisent chacun des recours collectifs à des fins de règlement, conformément aux conditions énoncées dans les présentes.
- 2) L'autorisation sera sollicitée à la condition expresse que, conformément aux demandes d'autorisation prévues à l'alinéa 4.05 (1), chacun des *tribunaux* autorise les recours collectifs suivant les termes et conditions prévus au paragraphe 4.06, exception faite des variations de groupes et de sous-groupes définies aux paragraphes 4.02 et 4.04 des présentes.

##### 4.06 Ordonnances d'approbation

Des *ordonnances d'approbation* seront demandées pour :

- a) intégrer par renvoi la présente *convention* en entier;
- b) ordonner et déclarer que tous les *membres des recours collectifs*, y compris les *personnes frappées d'incapacité*, sont assujetties à ces ordonnances, à moins qu'elles ne s'excluent des recours collectifs ou soient réputées s'en être exclues à l'expiration du *délai d'exclusion*;
- c) ordonner et déclarer qu'à l'expiration du *délai d'exclusion*, toutes les actions pendantes relatives aux *pensionnats indiens* autres que les recours collectifs, qui ont été intentées devant n'importe quel tribunal compétent contre le *Canada* ou

les *organismes religieux*, à l'exception des recours individuels intentés au Québec qui n'auront pas fait l'objet d'un désistement à l'expiration du *délai d'exclusion*, seront réputées rejetées sans frais, à moins qu'une personne se soit exclue ou qu'elle soit réputée s'être exclue à l'expiration du *délai d'exclusion*.

- d) ordonner et déclarer qu'à l'expiration du *délai d'exclusion*, tous les *membres des recours collectifs*, à moins qu'ils s'en soient exclus ou qu'ils soient réputés s'en être exclus à l'expiration du *délai d'exclusion*, donnent quittance aux défendeurs et *autres organismes religieux quittancés* à l'égard de toutes les poursuites qu'ils ont intentées, auraient pu intenter ou pourraient plus tard intenter contre les défendeurs et les *autres organismes religieux quittancés* relativement aux *pensionnats indiens* ou au fonctionnement des *pensionnats indiens*.
- e) ordonner et déclarer que, si le nombre de *candidats admissibles au PEC* qui s'excluent, ou sont réputés exclus conformément aux *ordonnances d'approbation*, est supérieur à cinq mille (5 000), la Convention est résiliée et les *ordonnances d'approbation* révoquées en entier, ce qui ne sera surbordonné qu'au droit du *Canada*, à son entière discrétion, de renoncer à l'application du paragraphe 4.14 des présentes.
- f) ordonner et déclarer qu'à l'expiration du *délai d'exclusion*, tous les *membres des recours collectifs* qui ne se sont pas exclus ne pourront faire aucune demande liée à un *pensionnat indien* ou au fonctionnement d'un *pensionnat indien* contre toute personne qui, à son tour, pourrait déposer une demande contre l'un des défendeurs ou d'*autres organismes religieux exonérés*.
- g) ordonner et déclarer que les obligations assumées par les défendeurs en vertu des présentes constituent le règlement complet et final de toute demande, par un *membre d'un recours collectif*, qui soit liée à un *pensionnat indien* ou au fonctionnement d'un *pensionnat indien*, et que les *ordonnances d'approbation* constituent les seuls recours pouvant être exercés relativement à une telle demande.
- h) ordonner et déclarer que les *tribunaux* doivent approuver les honoraires et débours de tous les avocats qui sont parties aux présentes, conformément aux articles quatre (4) et treize (13) des présentes, à l'exception des honoraires et débours du *CNA* et du *groupe de travail du PEI*, qui seront versés dans tous les cas.
- i) ordonner et déclarer que, nonobstant les sous-alinéas 4.06 c), d) et f), un *membre d'un recours collectif* qui, au cinquième anniversaire de la *date d'entrée en vigueur*, n'a jamais intenté de poursuite, autre que le recours collectif relatif à un *pensionnat indien* ou au fonctionnement d'un *pensionnat indien*, n'a jamais participé à un *projet pilote* ou déposé une demande en vertu du *Mode alternatif de règlement des conflits* ou du *PEI*, peut intenter une

poursuite pour toute *demande continue* qui relève de la compétence du tribunal où la poursuite est intentée. Il est entendu que les règlements, procédures et critères du *PEI* ne s'appliquent pas à de telles poursuites.

- j) ordonner et déclarer que, dans les cas où une poursuite autorisée en vertu du sous-alinéa 4.06 i) est intentée, la quittance réputée prévue au paragraphe 11.01 est modifiée de façon à permettre que la poursuite puisse procéder uniquement dans le cas de *demandes continues*.
- k) ordonner et déclarer que, dans le cas d'une poursuite intentée en vertu du sous-alinéa 4.06 i), tous les délais de prescription sont interrompus pendant une période de cinq ans à compter de la *date d'entrée en vigueur*, et que les parties s'abstiennent d'invoquer toute défense fondée sur les retards et délais préjudiciables durant cette période.

## **ARTICLE SEPT VÉRITÉ, RÉCONCILIATION ET COMMÉMORATION**

### **7.01 Vérité et réconciliation**

- 2) La *Commission* de vérité et de réconciliation peut demander au *CAN* de régler des différends qui portent sur la production, l'élimination et l'archivage de documents, le contenu du rapport de la *Commission* et ses recommandations, ainsi que les décisions de la *Commission* relatives à l'étendue de sa recherche et des sujets à examiner. La *Commission* s'efforcera elle-même de régler le différend avant de s'en remettre au *CAN*.
- 3) À la suite d'une décision rendue par le *CAN* relativement à un différend ou à un désaccord relatif à la *Commission* de vérité et de réconciliation, comme le précise l'alinéa 7.01(2), *l'organisme religieux* ou le *Canada*, ou encore les deux, peuvent s'adresser aux tribunaux pour obtenir une nouvelle audition.

## **ARTICLE ONZE QUITTANCE**

### **11.01 Quittance des *membres des recours collectifs* et du *recours collectif Cloud***

- 1) Les *ordonnances d'approbation* déclareront que dans le cas des *membres des recours collectifs* et des *membres du recours collectif Cloud* :
  - a) chaque *membre des recours collectifs* et chaque *membre du recours collectif Cloud* a donné quittance entière et définitive à chaque partie

quittancée de toute action, cause d'action, responsabilité en common law, en droit civil du Québec et découlant de la loi, contrat, réclamation et demande de quelque nature que ce soit, qu'elle ait été déposée ou qu'elle puisse avoir été déposée, qu'elle soit connue ou inconnue, pour des dommages, contributions, indemnités, coûts, dépenses et intérêts que ce *membre* a détenue, détient ou pourrait détenir directement ou indirectement, ou de quelque façon que ce soit à l'issue ou au moyen d'un droit subrogé ou cédé, ou autrement, relativement à un *pensionnat indien* ou au fonctionnement d'un *pensionnat indien*, et cette quittance s'applique à toute réclamation de ce type qui a été ou aurait pu être déposée dans le cadre de toute procédure, notamment les recours collectifs ou le recours collectif *Cloud*, qu'elle soit faite directement par le *membre d'un recours collectif* ou le *membre du recours collectif Cloud* ou par tout autre personne, groupe ou personne morale agissant au nom ou à titre de représentant du *membre d'un recours collectif* ou du *membre du recours collectif Cloud*;

- b) les *membres des recours collectifs* et les *membres du recours collectif Cloud* sont réputés convenir de ne faire aucune réclamation ou demande ou de n'engager aucune action ou procédure contre toute partie quittancée ou toute autre personne contre laquelle une réclamation pourrait entraîner une demande envers la partie quittancée pour des dommages, des contributions, des indemnités ou autre dédommagement en vertu de quelque disposition de la *Loi sur le partage de la responsabilité*, L.R.O. 1990, ch. N.3 ou de son équivalent dans les autres juridictions, dans la common law, dans le droit civil du Québec ou dans tout autre législation de l'Ontario ou autre juridiction relativement à un pensionnat indien ou au fonctionnement d'un pensionnat indien;
- c) les obligations et les responsabilités du *Canada*, des *organismes religieux* et des *autres organismes religieux exonérés* qui sont prévues dans les

présentes constituent la contrepartie pour les quittances et autres engagements énoncés aux sous-alinéas 11.01a) et b) inclusivement, et cette contrepartie constitue un règlement complet et final de toute demande dont il est question dans les présentes. Les *membres des recours collectifs* et les *membres du recours collectif Cloud* n'ont droit qu'aux prestations prévues et aux indemnités payables en vertu des présentes, en tout ou en partie, comme seul recours pour telle action, cause d'action, responsabilité, réclamation ou demande.

- 2) Nonobstant l'alinéa 11.011), il n'y aura pas de quittance accordée à l'égard d'une poursuite (à l'exception des demandes des familles telles que définies dans les recours collectifs et dans le recours collectif *Cloud*) susceptible d'être intentée par un *membre d'un recours collectif* ou un *membre du recours collectif Cloud* si cette quittance ne survenait qu'en raison d'une demande d'un membre d'une famille dans le cadre des recours collectifs ou du recours collectif *Cloud*.

#### **11.02 Quittances des *demandeurs non pensionnaires***

- 1) Les *ordonnances d'approbation* stipuleront que les *demandeurs non pensionnaires* devront, lorsqu'ils accèderont au *PEI*, signer une quittance sous la forme apparaissant à l'annexe P des présentes;
- 2) Rien, aux sous-alinéas 4.06 c), d) ou f) ou au sous-alinéa 11.01 1)a), n'empêchera un *demandeur non pensionnaire* de soumettre sa demande au *PEI*.
- 3) Il est entendu que rien, au paragraphe 11.02, n'empêchera l'institution d'intenter une action en justice conformément aux sous-alinéas 4.06 i) et j) des présentes.

#### **11.03 Demandes par les demandeurs exclus ou autres**

Advenant le cas où toute personne non liée par les présentes dépose une demande ou une demande reconventionnelle, fait une réclamation ou demande ou engage une action ou procédure contre tout défendeur désigné dans *les recours collectifs* ou *le recours collectif*

*Cloud* relativement à un *pensionnat indien* ou au fonctionnement d'un *pensionnat indien*, aucun montant payable à cette personne par un défendeur désigné dans les recours collectifs ou le recours collectif *Cloud* ne sera puisé dans le *fonds de la somme désignée*.

## **ARTICLE TREIZE HONORAIRES**

### **13.02 Honoraires de négociation (de juillet 2005 au 20 novembre 2005)**

- 1) Le *Canada* accepte de payer chaque avocat, outre les avocats des *organismes religieux*, ayant participé aux négociations du règlement amorcées en juillet 2005 qui ont abouti à l'*Accord de principe*, pour le temps consacré aux négociations du règlement jusqu'à la date de l'*Accord de principe*, à son tarif horaire habituel, plus les débours raisonnables ainsi que la TPS et la TVP, s'il y a lieu, étant entendu toutefois qu'aucune somme n'est payable, en vertu du présent alinéa 13.02(1), pour des honoraires payés au préalable directement par le *BRQPIC*.
- 2) Tous les honoraires dûs en vertu de l'alinéa 13.02(1) seront payés au plus tard 60 jours après la *date d'entrée en vigueur*.

### **13.03 Honoraires menant à la Convention de règlement (du 20 novembre 2005 à la signature de la *Convention*)**

- 1) Le *Canada* accepte de payer tous les avocats, sauf ceux qui représentent les *organismes religieux*, pour le temps qu'ils auront consacré à la mise au point de la présente *convention* entre le 20 novembre 2005 et sa signature, selon le tarif horaire habituel de chaque avocat, plus les débours raisonnables ainsi que la TPS et la TVP, s'il y a lieu, étant entendu toutefois qu'aucune somme n'est payable, en vertu du présent alinéa 13.03(1), pour des honoraires payés au préalable directement par le *BRQPIC*.
- 2) Aucun honoraire ne sera payé en vertu de l'alinéa 13.03(1) pour tout travail payé aux termes du paragraphe 13.04 des présentes.
- 3) Tous les honoraires dûs en vertu de l'alinéa 13.03(1) seront payés au plus tard 60 jours après la *date d'entrée en vigueur*.

### **13.10 Honoraires du CNA**

- 1) Le *Canada* paiera les honoraires au *CNA* selon un tarif horaire raisonnable et remboursera des débours raisonnables aux membres du *CNA*, mais de tels montants ne comporteront aucun honoraire pour le *Canada* ou les *organismes religieux*.



- 2) Sous réserve de l'alinéa 13.10(4), les honoraires prévus à l'alinéa 13.10(1) et comptabilisés après le 1<sup>er</sup> avril 2006 devront s'inscrire dans les limites d'un budget de fonctionnement de soixante mille dollars (60 000 \$) par mois.
- 3) Dans des circonstances extraordinaires, le *CNA* peut solliciter du financement supplémentaire du *Canada*, jusqu'à concurrence d'un montant mensuel maximal de quinze mille dollars (15 000 \$), nonobstant l'alinéa 13.10(2) et sous réserve de l'alinéa 13.10(4).
- 4) Le 1<sup>er</sup> juillet 2006, puis le premier jour de tous les mois subséquents, le *Canada* examinera et réévaluera le budget de fonctionnement maximal visé à l'alinéa 13.10(2) et le financement supplémentaire maximum pour dépenses extraordinaires visé à l'alinéa 13.10(3). Il est loisible au *Canada*, à sa discrétion exclusive, de réduire ou d'augmenter le budget de fonctionnement maximal ou le financement supplémentaire maximum pour dépenses extraordinaires, ou les deux.
- 5) Les avocats nommés par le *CNA* pour procéder à la rédaction, à l'autorisation et à l'approbation du règlement seront rémunérés selon leur tarif horaire habituel, et ils pourront régulièrement présenter une facture de débours raisonnables que paiera le *Canada*. Ces honoraires et débours ne sont pas assujettis aux limites du budget de fonctionnement exposées à l'alinéa 13.10(2).
- 6) S'ils sont nommés par le *CNA* et approuvés par le *Canada*, les autres avocats qui doivent comparaître en cour recevront des honoraires de deux mille dollars (2 000 \$) par journée d'audience. De tels honoraires ne sont pas assujettis aux limites du budget de fonctionnement exposées à l'alinéa 13.10(2).
- 7) Le *CNA* et les avocats nommés pour représenter le *CNA*, présenteront leurs factures au *BRQPIC* qui les paiera dans un délai de 60 jours à compter de la date de leur dépôt.
- 8) Le *CNA* présentera ses factures au *BRQPIC* qui, avant de les payer, en vérifiera la conformité avec la *Directive du Conseil du Trésor sur les voyages* qui figure à l'annexe Q.

### **13.11 Honoraires du CAN**

- 1) Le *Canada* paiera aux membres du *CAN* les honoraires selon un tarif horaire raisonnable tout en n'excédant pas le budget de fonctionnement mensuel précisé à l'alinéa 13.11(2) des présentes; cependant, les représentants du *Canada* et des *organismes religieux* ne seront pas payés en vertu des présentes.

- 2) Sous réserve de l'alinéa 13.11(4), toutes les sommes prévues à l'alinéa 13.10(1) devront s'inscrire dans les limites d'un budget de fonctionnement de soixante mille dollars (60 000 \$) par mois.
- 3) Dans des circonstances extraordinaires, le *CAN* peut solliciter du financement supplémentaire au *Canada* jusqu'à concurrence d'un montant mensuel maximal de quinze mille dollars (15 000 \$), nonobstant l'alinéa 13.11(2) et sous réserve de l'alinéa 13.11(4).
- 4) Le premier jour du premier mois qui suit la *date d'entrée en vigueur*, puis le premier jour de chaque mois subséquent, le *Canada* examinera et réévaluera le budget de fonctionnement maximal visé à l'alinéa 13.11(2) et le financement supplémentaire maximum pour dépenses extraordinaires visé à l'alinéa 13.11(3). Il est loisible au *Canada*, à sa discrétion exclusive, de réduire ou d'augmenter le budget de fonctionnement maximal ou le financement supplémentaire maximum pour dépenses extraordinaires, ou les deux.
- 5) Le *CAN* présentera ses factures au *BRQPIC* qui, avant de les payer, en vérifiera la conformité avec la *Directive du Conseil du Trésor sur les voyages*, qui figure à l'annexe Q.

## ARTICLE QUINZE DISPOSITIONS TRANSITOIRES

### 15.01 Caractère sans préjudice

Les *parties* conviennent que l'engagement de ne pas porter préjudice pris dans la lettre du sous-ministre du *BRQPIC* de juillet 2005 et jointe à l'annexe R signifie qu'à la suite de l'entrée en vigueur :

- 3) Après l'entrée en vigueur des *ordonnances d'approbation*, à la demande d'un *candidat admissible au PEI* dont la demande pour sévices subis dans les *pensionnats indiens* a été réglée par le *Canada* sans participation d'une entité catholique telle que définie à l'annexe C des présentes, un tel règlement ayant été d'un montant représentant une réduction fixe de l'indemnité évaluée, le *Canada* paiera le solde de l'indemnité évaluée au *candidat admissible au PEI*. Sous réserve, cependant, qu'aucun montant ne sera payé à un *candidat admissible au PEI* en vertu de présent paragraphe tant que ce candidat ne conviendra pas d'accepter un tel montant comme indemnité complète et finale de sa demande contre une entité catholique telle que définie à l'annexe C des présentes, et de la libérer par le biais de la quittance essentiellement décrite au paragraphe 11.02 des présentes.

## **ARTICLES DE L'ANNEXE D DE LA CRRPI (PROCESSUS D'ÉVALUATION INDÉPENDANT) INTÉGRÉS PAR RENVOI**

### **Annexe II : ACCEPTATION DE LA DEMANDE (Annexe D, page 20)**

- iii) À l'admission de la demande dans le PEI, le Secrétariat transmettra une copie de celle-ci au gouvernement et à l'entité religieuse qui est une partie aux jugements des recours collectifs et qui était impliquée dans le pensionnat indien visé.
- Une entité religieuse peut renoncer à son droit de recevoir les avis de demandes pour toute réclamation ou toute catégorie de réclamation définie en avisant le Secrétariat par écrit et peut également modifier ou annuler cette renonciation en tout temps par un avis écrit.
- iv) Les conditions suivantes s'appliquent à la transmission de la demande au gouvernement ou à une entité religieuse :
- La demande sera uniquement dévoilée aux personnes qui doivent la voir pour aider le gouvernement à établir sa défense ou pour aider les entités religieuses à se défendre ou en rapport avec leur couverture d'assurance.
  - Si des renseignements de la demande doivent être dévoilés à un auteur allégué, seuls les renseignements pertinents à l'allégation de sévices par cette personne seront dévoilés. L'auteur allégué n'obtiendra pas l'adresse du demandeur ou l'adresse de l'un ou l'autre des témoins nommés dans le formulaire de demande, non plus que les renseignements du formulaire concernant les effets des sévices allégués sur le demandeur à moins que celui-ci demande expressément que ces renseignements soient communiqués à l'auteur allégué.
  - Chaque personne à qui la demande est dévoilée, y compris les avocats de toutes les parties, doit convenir de respecter sa confidentialité. Les entités religieuses déploieront les plus grands efforts pour obtenir le même engagement de tout assureur auquel elles sont obligées de dévoiler la demande.
  - Des copies seront faites uniquement lorsque c'est absolument nécessaire et toutes les copies autres que celles en possession du gouvernement seront détruites à la conclusion de l'affaire, à moins que le demandeur demande que d'autres personnes conservent une copie ou que l'avocat d'une partie soit obligé de conserver une copie afin de respecter ses obligations professionnelles.

**Annexe III : PARTICIPATION DES AUTEURS ALLÉGUÉS (ANNEXE D, page 22)**

- i) Les défendeurs tenteront de trouver l'auteur allégué pour l'inviter à l'audition. Si l'auteur allégué est décédé, s'il est impossible de le trouver ou s'il refuse l'invitation, l'audition peut quand même avoir lieu.

**Annexe IV : COLLECTE D'INFORMATION, DATES D'AUDITION, PRÉSENCE ET PARTICIPATION À CELLES-CI (ANNEXE D, page 24)**

- i. Les défendeurs rassembleront leurs documents et les présenteront au Secrétariat.
  
- vii. Étant donné la nature non contradictoire du PEI, du rôle neutre et inquisitoire qu'y jouent les adjudicateurs et la nécessité de respecter la sécurité du demandeur, ni l'auteur allégué ni son avocat ne peuvent être présents lorsque le demandeur témoigne sans le consentement préalable du demandeur. Lorsque l'avocat d'une entité religieuse est également l'avocat de l'auteur allégué, cela signifie qu'il ne peut assister à l'audition pendant que le demandeur témoigne sans le consentement préalable de ce dernier. Les représentants du gouvernement peuvent toujours assister à cette partie de l'audition, tout comme les représentants des entités religieuses qui sont des parties aux jugements des recours collectifs, sauf leur avocat s'il est également l'avocat de l'auteur allégué en cette affaire.

**Annexe X : UTILISATION DE CONNAISSANCES EXTRAJUDICIAIRES PAR LES ADJUDICATEURS**

**INTRODUCTION**

Plusieurs questions surviendront concernant la capacité des adjudicateurs de faire usage de l'information obtenue ou connue au-delà de celle fournie par les parties dans chaque cas individuel. Cette question présente plusieurs aspects :

- utilisation de l'information contextuelle ou de la connaissance personnelle, par exemple sur :
  - les écoles
  - l'abus à l'égard des enfants et ses impacts
  - le réseau des pensionnats
  
- accumulation d'information d'audition en audition, par exemple sur :
  - les auteurs allégués et le modus operandi des auteurs prouvés
  - les conditions dans une école
  - les conclusions quant à la crédibilité

- utilisation de précédents d'autres adjudicateurs
- capacité des adjudicateurs de se consulter

L'approche à adopter à l'égard de ces questions est présentée ci-après, suivant la source d'information en question.

### 1. Documents d'orientation fournis aux adjudicateurs

On fournira aux adjudicateurs des documents d'orientation sur le réseau des pensionnats et son fonctionnement ainsi que sur les abus à l'égard des enfants et leurs impacts.

Si les documents d'orientation sont identifiés spécifiquement comme contenant des opinions ou des faits incontestés, ils peuvent être utilisés comme suit :

Les adjudicateurs doivent prendre connaissance de cette documentation. Ils peuvent l'utiliser pour interroger les témoins, mais également pour tirer des conclusions de fait et soutenir les inférences de la preuve qu'ils trouvent crédible, par exemple pour conclure que des traumatismes d'un certain genre peuvent découler d'une agression sexuelle subie par un enfant. Ces utilisations de cette information sont justifiées par le fait que les représentants de tous les intérêts en jeu ont convenu de son inclusion dans les documents d'orientation en vue de cet usage, et tous les participants à une audition auront accès aux documents d'orientation.

Aussi souvent que possible, l'adjudicateur devrait utiliser l'information à l'audition pour formuler les questions aux témoins qui peuvent être en mesure de formuler des commentaires à son sujet ou dont le témoignage peut être contredit, soutenu ou expliqué par l'information. Lorsque cela est impossible, l'utilisation que l'adjudicateur se propose d'en faire pour arriver à une décision devrait être indiquée aux parties à l'audition afin de leur donner une chance de commenter l'information dans leurs représentations, mais cela n'est pas une condition préalable à ce que l'adjudicateur en fasse l'utilisation proposée.

Lorsque l'information est utilisée pour tirer une conclusion de fait, ou faire une inférence, elle devrait être citée et sa pertinence et la justification de son utilisation devraient être mentionnées dans la décision.

Lorsque les documents d'orientation fournis aux adjudicateurs ne représentent pas des opinions ou des faits incontestés, ils peuvent être utilisés par les adjudicateurs comme suit :

Les adjudicateurs peuvent utiliser cette catégorie de documents d'orientation pour interroger les témoins ou vérifier la preuve, mais ils ne peuvent se fonder

sur ces documents comme source indépendante de leurs conclusions de fait ou de leur évaluation de l'impact réel des abus sur une personne.

## 2. Connaissance personnelle du phénomène de l'abus et de ses impacts

Certains adjudicateurs peuvent posséder de vastes antécédents de travail avec les abus à l'égard des enfants ou peuvent obtenir de l'information sur les abus et leurs impacts lors de séances de formation ou par des programmes d'éducation permanente, ou par leurs propres lectures ou recherches.

L'approche pour utiliser ce genre d'information est la suivante :

Les adjudicateurs peuvent recourir à leur connaissance personnelle, à la formation qu'ils ont reçue ou à du matériel éducatif d'ordre général comme base pour interroger les témoins ou vérifier la preuve, mais ne peuvent s'en servir comme source indépendante pour leurs conclusions de fait ou leur évaluation de l'impact réel des abus sur une personne.

## 3. Collections de documents

Les adjudicateurs obtiendront une collection de documents du Canada et, éventuellement, d'une Église, sur chaque pensionnat pour lequel ils tiennent des auditions. Cette documentation sera également accessible au demandeur et à son avocat.

L'approche pour utiliser ce genre d'information est la suivante :

Les adjudicateurs doivent prendre connaissance de cette documentation, qui peut être utilisée comme source d'une conclusion de fait ou de crédibilité. Si elle est utilisée par les adjudicateurs, elle doit être citée et sa pertinence et sa justification doivent être mentionnées dans le rapport.

Parce que cette information est spécifique au pensionnat en question et est fournie à l'avance, les adjudicateurs doivent la connaître avant de commencer une audition à laquelle elle s'applique. Cependant, avant de s'appuyer sur des documents particuliers pour aider à décider dans un cas donné, l'adjudicateur devrait obtenir le consentement des parties ou présenter les extraits pertinents aux témoins qui peuvent être en mesure de formuler des commentaires à leur sujet ou dont le témoignage peut être contredit ou soutenu par la documentation. Lorsqu'il n'y a aucun témoin de ce genre ou qu'une ou plusieurs parties contestent l'utilisation des documents, l'adjudicateur peut quand même les utiliser dans sa décision, mais chaque fois que possible, il devrait informer les parties de son utilisation proposée du document de sorte qu'elles puissent en tenir compte dans leurs représentations.

#### 4. Conclusions antérieures

Les adjudicateurs entendront la preuve et tireront leurs conclusions de fait sur les opérations des divers pensionnats, leur configuration, les conditions les entourant, les actes et les connaissances des employés adultes et lorsqu'une personne est reconnue avoir commis un certain nombre d'agressions d'une façon particulière, leur *modus operandi*.

L'approche pour l'utilisation de ce genre d'information est la suivante :

Les adjudicateurs doivent traiter chaque demande comme une demande unique à trancher selon la preuve présentée, plus l'information dont l'utilisation est autorisée expressément selon les lignes directrices convenues pour ce processus. Ils ne peuvent pas utiliser les conclusions antérieures qu'ils ont tirées, y compris celles concernant la crédibilité, et encore moins être liés par elles.

Ils peuvent toutefois utiliser l'information provenant d'auditions antérieures pour enquêter sur les aveux ou admissions possibles ou, à défaut de cela, interroger les témoins. Cette capacité d'utiliser l'information d'auditions antérieures à ces fins spécifiques découle du fait que le PEI n'est pas un processus de confrontation contrôlé par les parties. Le modèle inquisitoire est plutôt utilisé pour que les adjudicateurs s'informent de ce qui s'est produit, en utilisant leurs compétences et leur jugement pour interroger les témoins afin de déterminer les faits.

Il ne serait pas juste de fonder une décision sur une preuve d'une audition antérieure puisque certaines ou toutes les parties ne connaîtraient pas son contexte et seraient incapables d'en contester la fiabilité, mais il n'est pas approprié d'insister pour que les adjudicateurs agissent comme si chaque cas était leur premier cas. Leur travail exige d'eux de vérifier la preuve et de déterminer les faits. Bien qu'ils ne puissent pas convoquer des témoins, c'est leur devoir de les interroger, et ils doivent être libres de poser les questions et de suivre les champs d'enquête qu'ils croient pertinents. Si cette croyance découle du sens commun, de l'instinct ou de quelque chose entendu lors d'une autre audition, cela est approprié comme fondement d'une enquête, mais, en l'absence d'un aveu ou de faits admis, non comme une preuve.

#### 5. Stare decisis

Bien que des motifs soient rendus dans chaque cas, le PEI ne fonctionne pas au moyen de précédents d'application obligatoire. Tous les adjudicateurs ont un pouvoir égal et ne devraient pas se considérer liés par les décisions antérieures les uns des autres. Par voie de consultation, les adjudicateurs peuvent arriver à une interprétation commune de certaines questions de procédure, mais chaque cas doit être déterminé à son mérite.

## ANNEXE XI : TRANSITION DES PROJETS DES LITIGES OU DU MODE ALTERNATIF DE REGLEMENT DES CONFLITS ET PRIORITÉS POUR AVOIR ACCÈS AU PEI

Toutes les personnes ayant des réclamations relatives aux pensionnats indiens qui satisfont aux critères du PEI peuvent demander que leurs réclamations y soit admises, sauf :

1. Les demandeurs qui ont réglé leur réclamation judiciairement ou par le Mode alternatif de règlement des conflits (ci-après appelé MARC) existant, sauf tel que prévu dans les règles de transitions établies par les jugements des recours collectifs;
2. Les demandeurs dont la réclamation a été tranchée par un procès.

Il est entendu que la participation à des discussions infructueuses avec le gouvernement ou une Église dans le but de régler les réclamations n'empêche pas l'accès au PEI. Ce n'est que lorsqu'une des conditions ci-haut s'applique qu'une demande de participer au nouveau processus sera rejetée.

### Règles s'appliquant à la preuve existante

Lorsqu'un demandeur qui a présenté une preuve dans une procédure antérieure lors d'un projet pilote ou d'une audition selon le MARC ou le PEI (si une nouvelle audition a été ordonnée suite à un examen) ou de procédures judiciaires (y compris les réponses à des questions écrites ou la participation à un interrogatoire au préalable) veut participer au PEI et y est admissible :

- i. Le dossier de la preuve antérieure doit être fourni à l'adjudicateur du PEI qui peut l'utiliser comme fondement pour interroger le demandeur;
- ii. Le demandeur doit comparaître devant l'adjudicateur pour témoigner si une audition a lieu;
- iii. Le demandeur peut confirmer sa preuve antérieure plutôt que de recommencer son témoignage à l'audition;
- iv. Le demandeur peut être interrogé par l'adjudicateur au même titre que les autres demandeurs.

Le fait qu'un dossier est transféré du cadre judiciaire où les règles documentaires sont différentes ne change pas les types de documents permis dans le cadre du PEI. Il est entendu que les seules évaluations d'experts permises dans le PEI sont celles faites par un expert convenu sur l'ordre et sous la direction d'un adjudicateur.

### Potentiel d'accélérer le transfert

Afin d'accélérer la transition vers le nouveau système et de réduire la tâche de remplir une demande dans les circonstances où le demandeur a déjà présenté la preuve, l'avocat



du gouvernement et celui du demandeur devraient s'efforcer d'élaborer une déclaration de faits commune sur certaines ou toutes les questions en litige à partir de la preuve présentée.

#### Ordre de priorité au PEI

En considérant les demandes au PEI, y compris les demandes au MARC qui ont été transférées au PEI, la priorité ira, dans l'ordre :

- a) Aux demandes des personnes qui soumettent un certificat médical indiquant qu'elles ont des problèmes de santé qui entraveront leur capacité de participer à une audition si elle retarde;
- b) Aux demandes des personnes de 70 ans et plus;
- c) Aux demandes des personnes de 60 ans et plus;
- d) Aux personnes qui ont terminé l'interrogatoire préalable;
- e) Aux personnes qui réclament en tant que membres d'un groupe.

Parmi les personnes des catégories d) ou e) ci-dessus, la santé d'un auteur allégué qui a indiqué qu'il présentera une preuve à une audition peut servir à établir une priorité.

## **ARTICLES DU MANDAT DE LA COMMISSION DE VÉRITÉ ET DE RÉCONCILIATION, ANNEXE N DE LA CRRPI, INTÉGRÉS PAR RENVOI**

### **10. Événements**

Les événements liés à la Commission de vérité et de réconciliation sont répartis en trois volets essentiels : événements nationaux, événements communautaires, et obtention de déclarations personnelles et de la vérité. Une cérémonie de clôture mettra fin au processus de vérité et de réconciliation.

#### **(A) Événements nationaux**

Les événements nationaux sont le moyen de faire participer le public canadien au processus de vérité et de réconciliation et de l'éduquer au sujet du système des pensionnats, de l'expérience des anciens élèves et de leurs familles, et des séquelles permanentes de ces établissements.

Tous les événements nationaux doivent comporter les composantes communes suivantes :

- k) la participation de hauts représentants du gouvernement et des entités religieuses;

#### **B) Événements communautaires**

Le but visé est de faire en sorte que les événements communautaires soient organisés par les collectivités et répondent aux besoins des anciens élèves, de leurs familles et des personnes touchées par les séquelles des pensionnats, y compris les besoins spéciaux des collectivités où étaient situés les pensionnats indiens.

Les événements communautaires ont les fonctions suivantes :

- c) à la demande des collectivités, faire participer les entités religieuses, les anciens employés des écoles et les représentants du gouvernement au processus de réconciliation;
- f) à la demande des collectivités, autoriser la participation des hauts représentants du gouvernement et des églises;

#### **D) Cérémonie de clôture**

À la conclusion de son mandat, la Commission organise une cérémonie de clôture pour honorer l'importance de tous les événements survenus durant son mandat. Des hauts représentants des églises et du gouvernement participent à cette cérémonie.

### **14. Budget et ressources**

Les parties institutionnelles assument leur part des frais de participation et de présence aux événements de la Commission et aux événements communautaires, de même que des frais de remise des documents. À la demande de la partie qui fournit les documents, la

Commission prend à charge les frais de copie, de balayage, de numérisation, ou d'autres moyens de reproduire les documents.

## ANNEXE G

### NOMS ET ADRESSES DES ENTITÉS CATHOLIQUES AUX FINS DE NOTIFICATION

Nom et adresse des <i>entités catholiques</i>	Adresse de notification
1. <b>Sisters of Charity, personne morale connue sous le nom de Sisters of Charity of St. Vincent de Paul, Halifax ou sous le nom de Sisters of</b> 150 Bedford Highway Halifax NS B3M 3J5	Thomas Macdonald Blois Nickerson & Bryson Barristers and Solicitors 1568 Hollis Street P.O. Box 2147 Halifax NS B3J 3B7 (902) 425-6000 (téléphone) (902) 429-7347 (télécopieur)
2. <b>The Roman Catholic Episcopal Corporation of Halifax</b> 151 Grafton Street Halifax NS B3J 2Y3	Hugh Wright McInnes Cooper 160 Lower Water Street P.O. Box 730 Halifax NS B3J 2V1 (902) 444-8616 (téléphone) (902) 425-6350 (télécopieur)
3. <b>Les Soeurs de Notre-Dame-Auxiliatrice</b> 895, rue Perreault Est Rouyn-Noranda QC J9X 5H5	Pierre-L. Baribeau Lavery de Billy 1, Place Ville-Marie Bureau 4000 Montréal QC H3B 4M4 (514) 877-2965 (téléphone) (514) 871-8977 (télécopieur)
4. <b>Les Soeurs de St-Francois D'Assise</b> 2700, rue Lacordaire Montréal QC H1N 2M6	Pierre-L. Baribeau Lavery de Billy 1, Place Ville-Marie Bureau 4000 Montréal QC H3B 4M4 (514) 877-2965 (téléphone) (514) 871-8977 (télécopieur)
5. <b>Institut des Soeurs du Bon-Conseil</b> 1381, rue Roy Normandin QC G8M 3V4	Pierre-L. Baribeau Lavery de Billy 1, Place Ville-Marie Bureau 4000 Montréal QC H3B 4M4 (514) 877-2965 (téléphone) (514) 871-8977 (télécopieur)

	<b>Nom et adresse des <i>entités catholiques</i></b>	<b>Adresse de notification</b>
6.	<b>Les Soeurs de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe</b> <b>(The Sisters of St. Joseph of St. Hyacinthe)</b> a/s de Sr Marie-Claire Dupont, Supérieure générale 805, avenue Raymond St-Hyacinthe (Québec) J2S 5T9	Pierre-L. Baribeau Lavery de Billy 1, Place Ville-Marie Bureau 4000 Montréal QC H3B 4M4 (514) 877-2965 (téléphone) (514) 871-8977 (télécopieur)
7.	<b>Les Soeurs de Jésus-Marie</b> 10070, avenue D'Auteuil Montréal QC H3L 2K1	Pierre-L. Baribeau Lavery de Billy 1, Place Ville-Marie Bureau 4000 Montréal QC H3B 4M4 (514) 877-2965 (téléphone) (514) 871-8977 (télécopieur)
8.	<b>Les Sœurs de L'Assomption de la Sainte-Vierge</b> 311, rue Saint-Jean-Baptiste Nicolet QC J3T 1H5	Pierre-L. Baribeau Lavery de Billy 1, Place Ville-Marie Bureau 4000 Montréal QC H3B 4M4 (514) 877-2965 (téléphone) (514) 871-8977 (télécopieur)
9.	<b>Les Soeurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge de l'Alberta</b> 8533 90 Street Edmonton AB T6C 3L4	Pierre-L. Baribeau Lavery de Billy 1, Place Ville-Marie Bureau 4000 Montréal QC H3B 4M4 (514) 877-2965 (téléphone) (514) 871-8977 (télécopieur)
10.	<b>Les Soeurs de la Charité de St-Hyacinthe</b> 16470, avenue Bourdages Sud Saint-Hyacinthe QC J2T 4J8	Pierre-L. Baribeau Lavery de Billy 1, Place Ville-Marie Bureau 4000 Montréal QC H3B 4M4 (514) 877-2965 (téléphone) (514) 871-8977 (télécopieur)
11.	<b>Les Oeuvres Oblates de l'Ontario</b> L'Édifice Deschatelets 175, rue Main Ottawa ON K1S 1C3	Pierre Champagne/Ron Caza Heenan Blaikie 55, rue Metcalfe, bureau 300 Ottawa ON K1P 6L5 (613) 236-0596 (téléphone) (613) 236-9632 (télécopieur)

Nom et adresse des <i>entités catholiques</i>	Adresse de notification
12. <b>Les Résidences des Oblates du Québec</b> L'Édifice Deschatelets 175, rue Main Ottawa ON K1S 1C3	Pierre Champagne/Ron Caza Heenan Blaikie 55, rue Metcalfe, bureau 300 Ottawa ON K1P 6L5 (613) 236-0596 (téléphone) (613) 236-9632 (télécopieur)
13. <b>La Corporation Épiscopale Catholique Romaine de la Baie James (The Roman Catholic Episcopal Corporation of James Bay)</b> <b>The Catholic Diocese of Moosonee</b> Catholic Diocese of Moosonee C.P. 40 2 Bay Road Moosonee ON P0L 1Y0 (705) 336-2908 (téléphone) (705) 336-2759 (télécopieur)	Pierre Champagne/Ron Caza Heenan Blaikie 55, rue Metcalfe, bureau 300 Ottawa ON K1P 6L5 (613) 236-0596 (téléphone) (613) 236-9632 (télécopieur)
14. <b>Soeurs Grises de Montréal/ Grey Nuns of Montreal</b> 138, rue Saint-Pierre Montréal QC H2Y 2L7	W. Roderick Donlevy/Michel Thibault McKercher McKercher & Whitmore LLP 374 Third Avenue South Saskatoon SK S7K 1M5 (306) 653-2000 (téléphone) (306) 653-2669 (télécopieur)
15. <b>Sisters of Charity (Grey Nuns) of Alberta</b> Grey Nuns Regional Centre 9810 - 165 <sup>th</sup> Street Edmonton AB T5P 3S7 (780) 974-4799 (téléphone) (780) 484-7145 (télécopieur)	W. Roderick Donlevy/Michel Thibault McKercher McKercher & Whitmore LLP 374 Third Avenue South Saskatoon SK S7K 1M5 (306) 653-2000 (téléphone) (306) 653-2669 (télécopieur)
16. <b>Les Soeurs de La Charité des T.N.-O.</b> Grey Nun's Regional Centre 9810 - 165 <sup>th</sup> Street Edmonton AB T5P 3S7 (780) 974-4799 (téléphone) (780) 484-7145 (télécopieur)	W. Roderick Donlevy/Michel Thibault McKercher McKercher & Whitmore LLP 374 Third Avenue South Saskatoon SK S7K 1M5 (306) 653-2000 (téléphone) (306) 653-2669 (télécopieur)
17. <b>Hôtel-Dieu de Nicolet (HDN)</b>	W. Roderick Donlevy/Michel Thibault McKercher McKercher & Whitmore LLP 374 Third Avenue South Saskatoon SK S7K 1M5 (306) 653-2000 (téléphone) (306) 653-2669 (télécopieur)

Nom et adresse des <i>entités catholiques</i>	Adresse de notification
18. <b>The Grey Nuns of Manitoba Inc. - Les Soeurs Grises du Manitoba Inc.</b> Grey Nun's Regional Centre 9810 - 165 <sup>th</sup> Street Edmonton AB T5P 3S7 (780) 974-4799 (téléphone) (780) 484-7145 (télécopieur)	W. Roderick Donlevy/Michel Thibault McKercher McKercher & Whitmore LLP 374 Third Avenue South Saskatoon SK S7K 1M5 (306) 653-2000 (téléphone) (306) 653-2669 (télécopieur)
19. <b>La Corporation Épiscopale Catholique Romaine de la Baie d'Hudson The Roman Catholic Episcopal Corporation of Hudson's Bay</b> C.P. 10 Churchill MB R0B 0E0	Rheal Teffaine R. E. Teffaine Law Corporation 247 Provencher Blvd Winnipeg MB R2H OG6 (204) 925-1900 (téléphone) (204) 925-1907 (télécopieur)
20. <b>Missionary Oblates - Grandin</b> 21 Meadowview Drive St. Albert AB T8N 1R9 (780) 459-2586 (téléphone) (780) 459-2797 (télécopieur)	Curtis Onishenko McKercher McKercher & Whitmore LLP 374 Third Avenue South Saskatoon SK S7K 1M5 (306) 653-2000 (téléphone) (306) 653-2669 (télécopieur)
21. <b>Les Oblats de Marie Immaculée du Manitoba</b> 474, rue Aulneau Piece St-Boniface MB R2H 2V2	Rheal Teffaine R. E. Teffaine Law Corporation 247 Provencher Blvd Winnipeg MB R2H OG6 (204) 925-1900 (téléphone) (204) 925-1907 (télécopieur)
22. <b>The Archiepiscopal Corporation of Regina</b> 445 Broad Street North Regina SK S4R 2X8	James Ehmann, Q.C. Kanuka Thuringer LLP 1400-2500 Victoria Avenue Regina SK S4P 3X2 (306) 525-7200 (téléphone) (306) 359-0590 (télécopieur)
23. <b>The Sisters of the Presentation</b> 1405 Mgr Pascal Place Prince Albert SK S6V 5J1	Mitchell Holash Harrandence Logue Holash Harlon Building P.O. Box 2080 1102 1 <sup>st</sup> Avenue West Prince Albert SK S6V 6V4 (306) 764-4244 (téléphone) (306) 764-4949 (télécopieur)

	<b>Nom et adresse des <i>entités catholiques</i></b>	<b>Adresse de notification</b>
. 24.	<b>The Sisters of St. Joseph of Sault St. Marie</b> 2025 Main Street West North Bay ON P1B 2X6	Charles Gibson Vincent Dagenais Gibson LLP 600-325, rue Dalhousie Ottawa ON K1N 7G2 (613) 241-2701 poste 232 (téléphone) (613) 241-2599 (télécopieur)
25.	<b>Les Soeurs de la Charité d'Ottawa - Sisters of Charity of Ottawa</b> 9, rue Bruyere Ottawa ON K1N 5C9 (613) 241-2710 (téléphone) (613) 241-7139 (télécopieur)	Pierre Champagne/Ron Caza Heenan Blaikie 55, rue Metcalfe, bureau 300 Ottawa ON K1P 6L5 (613) 236-0596 (téléphone) (613) 236-9632 (télécopieur)
. 26.	<b>Oblates of Mary Immaculate - St. Peter's Province</b> 100, rue Main Ottawa ON K1S 1C2	William Sammon Barnes Sammon LLP 200, rue Elgin, bureau 400 Ottawa ON K2P 1L5 (613) 594-8000 (téléphone) (613) 235-7578 (télécopieur)
. 27.	<b>The Sisters of Saint Ann</b> 1550 Begbie Street Victoria BC V8R 1K8	Patrick J. Delsey Law Corporation 1220 –1175 Douglas Street Victoria BC V8W 2E1 (250) 412-0531 (téléphone) (250) 412-0535 (télécopieur)
. 28.	<b>Sisters of Instruction of the Child Jesus</b> Sisters of the Child Jesus 318 Laval Street Coquitlam BC V3K 4W4	Violet Allard Sugden McFee & Roos 700-375 Water Street Vancouver BC V6B 5N3
. 29.	<b>The Benedictine Sisters of Mt. Angel Oregon</b> 840 S. Main Street Mt. Angel OR 973262-9527 USA (503) 845-6141 (téléphone) (503) 845-6585 (télécopieur)	Azool Jaffer-Jeraj Dohm Jaffer & Jeraj 202-1437 Kingsway Vancouver BC V5N 2R6 (604) 871-3550 (téléphone) (604) 871-3560 (télécopieur)
. 30.	<b>Les Pères Montfortains</b> Maison Provinciale des Montfortains 6455, avenue Louis-Riel Montréal QC H1M 1P1	Bernie Buettner Harper Grey LLP 3200 Vancouver Street 650 Georgia Street West Vancouver BC V6B 4P7 (604) 687-0411 (téléphone) (604) 669-9385 (télécopieur)
. 31.	<b>The Roman Catholic Bishop of Kamloops</b>	John Hogg



Nom et adresse des <i>entités catholiques</i>	Adresse de notification
<b>Corporation Sole</b> 635A Tranquille Road Kamloops BC V2B 3H5 (250) 376-3351 (téléphone)	Morelli Chertkow LLP Suite 300, 180 Seymour Street Kamloops BC V2C 2E3 (250) 374-3344 (téléphone) (250)374-1144 (télécopieur)
. 32. <b>The Bishop of Victoria, Corporation Sole</b> The Roman Catholic Bishop of Victoria (nom dans la plupart des litiges) 1 – 4044 Nelthorpe Street Victoria BC V8X 2A1	Frank D. Corbett Jawl and Bundon 4 <sup>th</sup> Floor, 1007 Fort Street Victoria BC V8V 3K5 (250) 385-5787 (téléphone) (250) 385-4354 (télécopieur)
. 33. <b>The Roman Catholic Bishop of Nelson Corporation Sole</b> 402 Richards Street West Nelson BC V1L 3K3 (250) 354-4740	John Hogg Morelli Chertkow LLP Suite 300, 180 Seymour Street Kamloops BC V2C 2E3 (250) 374-3344 (téléphone) (250) 374-1144 (télécopieur)
. 34. <b>Order of the Oblates of Mary Immaculate in the Province of British Columbia</b> The OMI in B.C.; St. Paul's Province 1311 The Crescent Vancouver BC V6H 1T7 (604) 736-9363 (téléphone)	Fr. Terry McNamara OMI 1311 The Crescent Vancouver BC V6H 1T7 (604) 736-9363 (téléphone)
. 35. <b>The Sisters of Charity of Providence of Western Canada</b> Les Soeurs de la Charité de la Providence des Territoires du Nord-Ouest (prédécesseur) 3005 119 Street Edmonton AB T6J 5R5	Ray Baril, Q.C. Chomicki Baril Mah LLP 1201 10088-102 Avenue Edmonton AB T5J 4K2 (780) 702-2317 (téléphone) (780) 420-1763 (télécopieur)
. 36. <b>La Corporation Épiscopale Catholique Romaine de Grouard</b> P.O. Box 388 210 1 <sup>st</sup> Street West McLennan AB T0H 2L0	Karen Trace McCuaig Desrochers LLP 2401 TD Tower 10088-102 Avenue Edmonton AB T5J 2Z1 (780) 426-4660 (téléphone) (780) 426-0982 (télécopieur)
. 37. <b>Roman Catholic Episcopal Corporation of Keewatin</b> Box 270 The Pas MB R9A 1K4	James Ehmann, Q.C. Kanuka Thuringer LLP 1400-2500 Victoria Avenue Regina SK S4P 3X2 (306) 525-7200 (téléphone) (306) 359-0590 (télécopieur)

	<b>Nom et adresse des <i>entités catholiques</i></b>	<b>Adresse de notification</b>
. 38.	<b>La Corporation Archiépiscope Catholique Romaine de St-Boniface</b> 151, Avenue de la Cathédrale Winnipeg MB R2H 0H6	Rheal Teffaine R. E. Teffaine Law Corporation 247 Provencher Blvd Winnipeg MB R2H OG6 (204) 925-1900 (téléphone) (204) 925-1907 (télécopieur)
. 39.	<b>Les Missionnaires Oblates de St-Boniface The Missionary Oblate Sisters of St. Boniface</b> 601 Aulneau St. Winnipeg MB R2H 2V5	Rheal Teffaine R. E. Teffaine Law Corporation 247 Provencher Blvd Winnipeg MB R2H OG6 (204) 925-1900 (téléphone) (204) 925-1907 (télécopieur)
. 40.	<b>Roman Catholic Archiepiscopal Corporation of Winnipeg</b> 1495 Pembina Highway Winnipeg MB R3T 2C6	Bill Emslie, Q.C. Aikins, MacAulay & Thorvaldson LLP 30 <sup>TH</sup> Floor – 360 Main Street Winnipeg MB R3C 4G1 (204) 957-4674 (téléphone) (204) 957-0840 (télécopieur)
. 41.	<b>La Corporation Épiscopale Catholique Romaine De Prince Albert</b> 1415 4 <sup>th</sup> Avenue West Prince Albert SK S6V 5H1	Mitchell Holash Harrandence Loque Holash Harlon Building P.O. Box 2080 1102 1 <sup>st</sup> Avenue West Prince Albert SK S6V 6V4 (306) 764-4244 (téléphone) (306) 764-4949 (télécopieur)
42.	<b>The Roman Catholic Bishop of Thunder Bay</b> 1222 Reaume Street Thunder Bay ON P7B 1C4 P.O. Box 10400 Thunder Bay ON P7B 6T8	John Cyr Weiler Maloney Nelson 1001 William Street, Suite 201 Thunder Bay ON P7B 6M1 (807) 625-8880 (téléphone) (807) 623-4947 (télécopieur)
43.	<b>Immaculate Heart Community of Los Angeles CA</b> Sisters of the Most Holy Immaculate Heart of the Blessed Virgin Mary	Mark Rowan Watson Goepel Maledy LLP 1700 – 1075 Georgia Street West Vancouver BC V6E 3C9 (604) 642-5656 (téléphone) (604) 683-8328 (télécopieur)
44.	<b>Archdiocese of Vancouver</b>	Mary Margaret MacKinnon

Nom et adresse des <i>entités catholiques</i>	Adresse de notification
<b>The Roman Catholic Archbishop of Vancouver</b> 150 Robson Street Vancouver BC V6B 2A7 (604) 683-0281(téléphone)	Guild, Yule and Company LLP 20 <sup>th</sup> Flr, 595 Burrard Street PO Box 49170 Vancouver BC V7X 1R7 (604) 844-5537 (téléphone) (604) 688-1315 (télécopieur)
45. <b>Roman Catholic Diocese of Whitehorse</b> The Catholic Episcopal Corporation of Whitehorse 406 Steele Street Whitehorse Yukon Y1A 2C8 (867) 667-2437 (867) 667-4713	Azool Jaffer-Jeraj Dohm Jaffer & Jeraj 202-1437 Kingsway Vancouver BC V5N 2R6 (604) 871-3550 (téléphone) (604) 871-3560 (télécopieur)
46. <b>The Roman Catholic Episcopal Corporation of Mackenzie-Fort Smith</b> 5117-52 <sup>nd</sup> Street Yellowknife NT X1A 1T7	Karen Trace McCuaig Desrochers LLP 2401 TD Tower 10088-102 Avenue Edmonton AB T5J 2Z1 (780) 426-4660 (téléphone) (780) 426-0982 (télécopieur)
47. <b>The Roman Catholic Episcopal Corporation of Prince Rupert</b> P.O. Box 7000 Prince George BC V2N 3Z2	Gary R. Brown Hope Heinrich Barristers and Solicitors 1598 6 <sup>th</sup> Avenue Prince George BC V2L 5G7 (250) 563-0681(téléphone) (250) 562-3761 (télécopieur)
48. <b>OMI Lacombe Canada Inc.</b> Office of the Treasurers 151, avenue Laurier Est Ottawa ON K1N 6N8 (613) 230-2225 (téléphone) (613) 230-2948 (télécopieur) Timothy Coonen, OMI	David Stack McKercher McKercher & Whitmore LLP 374 Third Avenue South Saskatoon SK S7K 1M5 (306) 653-2000 (téléphone) (306) 653-2669 (télécopieur)

**ANNEXE « O-4 »**  
**ENTENTE DE RÈGLEMENT**

ENTENTE CONCLUE LE \_\_\_\_\_ 2006

entre

**SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA,**  
**REPRÉSENTÉE PAR LE MINISTRE RESPONSABLE DE RÉOLUTION DES**  
**QUESTIONS DES PENSIONNATS INDIENS CANADA**  
(ci-après appelée le « *gouvernement* »)

et

**L'ÉGLISE-UNIE DU CANADA**  
(ci-après appelée l'« *Église* »)

ATTENDU QUE le *gouvernement* et l'*Église* ont participé au développement et au fonctionnement de pensionnats pour des enfants autochtones au Canada;

ET ATTENDU QUE des anciens élèves des pensionnats ont allégué avoir subi des sévices et d'autres préjudices de la part du *gouvernement* et de l'*Église*;

ET ATTENDU QUE le *gouvernement* et l'*Église* ont tous deux exprimé des regrets pour le mal involontaire fait aux Autochtones dans les pensionnats;

ET ATTENDU QUE le *gouvernement* et l'*Église* désirent un règlement équitable, global et durable des séquelles des *pensionnats indiens* et axé, entre autres, sur la guérison, la réconciliation et le paiement d'une *indemnité* pour les *réclamations validées*;

ET ATTENDU QUE les anciens élèves qui ont subi des sévices dans les pensionnats devraient recevoir une *indemnité* pour les préjudices décrits dans les *réclamations validées*;

ET ATTENDU QUE le *gouvernement* et l'*Église* reconnaissent que les actions en justice peuvent être accusatoires, très longues et onéreuses et souvent qu'elles ne représentent pas la meilleure façon de régler les réclamations pour sévices;

ET ATTENDU QUE le *gouvernement* et l'*Église* sont et demeurent résolus à travailler conjointement avec les *demandeurs* pour les aider dans leur processus de guérison et de réconciliation et à recourir à des processus justes, sécuritaires, efficaces et opportuns afin de valider et de régler les *réclamations pour sévices subis dans un PI*, en évitant de causer d'autres traumatismes aux *demandeurs* et en protégeant également la réputation des personnes dont on allèguerait à tort qu'elles sont les auteurs de sévices;

ET ATTENDU QUE les représentants du *gouvernement* et de l'*Église* sont parties à un *Accord de principe* entre eux-mêmes, les *demandeurs*, l'*APN* et certaines autres confessions religieuses, daté du 20 novembre 2005, dans lequel les parties ont convenu de conclure un accord de règlement final afin de rendre exécutoire l'*Accord de principe*;

LE PRÉSENT MÉMOIRE ATTESTE :

## **PARTIE I DÉFINITIONS**

1.1 Les définitions suivantes s'appliquent à l'ensemble de la présente *Entente* et, sauf indication expresse, à tout document subséquent adopté en vue de ses objectifs :

« *Accord de principe* » désigne l'accord signé le 20 novembre 2005 entre le *gouvernement*, représenté par l'honorable Frank Iacobucci, les *demandeurs* des *PI*, l'*APN*, l'*Église*, d'autres confessions religieuses et d'autres;

« *Assemblée des Premières Nations* » ou « *APN* » désigne l'organisation nationale représentant les Premières nations du Canada, créée par une Charte de ses membres en 1985;

« *autre réclamation visée par une quittance* » désigne toute réclamation réputée avoir fait l'objet d'une quittance conformément aux jugements des recours collectifs;

« *Comité d'évaluation des services de guérison et de réconciliation de l'Église-unie* » ou « *CESGREU* » désigne le comité établi en vertu de l'Annexe B de la présente *Entente*;

« *Convention de règlement relative aux pensionnats indiens* » ou « *CRRPI* » désigne la Convention de règlement datée du \_\_\_\_\_ 2006 (conclue entre le Canada, certains *demandeurs*, représentés par le National Consortium, le Merchant Law Group et les avocats indépendants, l'*APN*, les représentants des Inuits et les organismes religieux, au sens de la *CRRPI*), et approuvée par les *ordonnances d'approbation*;

« *coûts* » désigne les coûts adjugés, les coûts convenus, les coûts du *MARC* ou les coûts du *PEI*, qui doivent être payés à un *demandeur* dans le cas d'une *réclamation pour sévices subis dans un PI*;

« *demandeur* » désigne une personne qui est autorisée à faire une réclamation en vertu du *Modèle alternatif de règlement des conflits* ou du *Processus d'évaluation indépendant* établi sous le régime de la *Convention de règlement relative aux pensionnats indiens* ou un ancien élève d'un *PI* ou une autre personne qui s'est

exclue de la Convention de règlement et a fait une *réclamation pour sévices subis dans un PI*;

« *Église* » désigne l'Église-unie du Canada, fondée selon une convention formée entre les membres de ses Églises fondatrices et incorporée entre 1924 et 1926 par le Parlement du Canada, S.C. 1924 ch. 100, et les législatures de diverses provinces. Les lois ont adopté la convention et elles sont connues comme la *Loi de l'Église-unie du Canada*;

« *Entente* », « aux présentes », « à la présente » et les expressions similaires désignent la présente *Entente* et toute modification à cet égard, y compris toutes les annexes jointes à la présente *Entente*;

« *Entente de règlement catholique* » désigne l'entente conclue entre certaines entités catholiques, la *Société •* et le *gouvernement* en date du \_\_\_\_ 2006;

« *Fondation autochtone de guérison* » ou « *FADG* » désigne la société sans but lucratif créée en vertu de la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*, L.R.C. 1970, ch. C-32 pour répondre aux besoins de guérison des Autochtones affectés par les *pensionnats indiens*;

« *gouvernement* » désigne le gouvernement du Canada;

« *indemnité* » désigne les dommages-intérêts, les *coûts* et les intérêts accordés ou convenus dans le cas d'une *réclamation pour sévices subis dans un PI*;

« *Modèle alternatif de règlement des conflits* » ou « *MARC* » désigne le processus de règlement extrajudiciaire des *réclamations pour sévices subis dans un PI* annoncé par le ministre responsable de Résolution des questions des pensionnats indiens Canada le 6 novembre 2003, tel que modifié le cas échéant;

« *ordonnances d'approbation* » désigne les jugements ou les ordonnances par lesquels les tribunaux autorisent les *recours collectifs* et approuvent la *Convention de règlement relative aux pensionnats indiens*, conformément aux lois régissant les recours collectifs ou à la common law;

« *pensionnat indien* » ou « *PI* » désigne un ou plusieurs des *pensionnats indiens* énumérés à l'Annexe A de la présente *Entente* et tout autre pensionnat ajouté à cette liste conformément au processus établi dans la *Convention de règlement relative aux pensionnats indiens*, dans lesquels l'*Église* était présente ou auxquels elle était associée à un autre titre;

« *Processus d'évaluation indépendant* » ou « *PEI* » désigne le processus servant à valider et indemniser certaines réclamations pour sévices prouvés, tel qu'établi à l'Annexe B de l'*Accord de principe*, tel que modifié par les *ordonnances*

*d'approbation* ou, par la suite, conformément à une procédure approuvée par ces jugements;

« *réclamation dans le cadre du PEI* » désigne une réclamation réglée au moyen du *PEI* établi par les *ordonnances d'approbation*;

« *réclamation pour sévices subis dans un PI* » désigne une demande continue définie aux fins du *PEI*, ou hors du cadre du *PEI*, visant à obtenir une *indemnité* pour les mauvais traitements ou la négligence dont un enfant aurait été victime dans le cadre de l'exploitation d'un *pensionnat indien* ou en relation avec celle-ci, autre qu'une réclamation découlant de la perte totale ou partielle alléguée de langue ou de culture autochtone (demande continue définie dans le *PEI*), qui est fondée sur :

un ou plusieurs délits intentionnels tels que l'agression physique ou sexuelle, la séquestration ou une souffrance morale infligée intentionnellement, pour lesquels le *gouvernement* ou l'*Église* a accepté ou accepte la responsabilité du fait d'autrui;

la négligence ou la violation du devoir fiduciaire à l'égard de laquelle le *gouvernement* ou l'*Église* a accepté ou accepte une part de la responsabilité légale;

tout autre chef de responsabilité reconnu par les tribunaux à la date d'entrée en vigueur de la présente *Entente*, à l'égard duquel le *gouvernement* ou l'*Église* a accepté ou accepte une part de la responsabilité légale;

« *réclamation validée* » désigne une *réclamation pour sévices subis dans un PI* qui s'est avérée fondée :

à la suite d'une décision finale selon le *MARC*, le *PEI* ou un tribunal; ou

à la suite d'une évaluation effectuée par un avocat du *gouvernement* conformément à la présente *Entente*, et notamment aux principes établis dans la Partie III de la présente;

et « *validation* » désigne l'une ou l'autre des méthodes ci-dessus utilisées pour décider si une *réclamation pour sévices subis dans un PI* est une *réclamation validée*.

« *services non financiers* » parfois appelés services en nature inclut les services, contributions, engagements ou programmes, selon le contexte;

1.2 Il est entendu, aux fins de la présente *Entente*, que les définitions de la présente *Entente* ont préséance sur celles que renferme la *CRRPI*. Lorsqu'un mot ou un terme est en italique dans la présente *Entente* et qu'il n'est pas défini, la définition énoncée dans la *CRRPI* s'applique, à moins que le contexte ne s'y prête pas.

1.3 Les annexes suivantes sont jointes à la présente *Entente* et y sont intégrées et en font partie, du fait du présent renvoi, de façon aussi complète que si elles étaient incluses dans le corps de la présente *Entente* :

Annexe A, *Pensionnats indiens* associés à l'Église-unie;

Annexe B, Guérison et réconciliation et critères des *services non financiers*;

Annexe C, Quittance complète et finale des réclamations des personnes qui s'excluent de la *CRRPI*.

## **PARTIE II ENTRÉE EN VIGUEUR**

2.1 La présente *Entente* deviendra effective et exécutoire pour les parties à la *date d'entrée en vigueur* (voir l'article 1.01 de la *CRRPI*). Il est entendu que si la *CRRPI* ne devient pas effective et exécutoire, la présente *Entente* sera sans effet.

## **PARTIE III CONTESTATION ET RÈGLEMENT DES RÉCLAMATIONS POUR SÉVICES SUBIS DANS UN PI**

3.1 Tant et aussi longtemps qu'il existe une possibilité de régler une réclamation uniquement sur la base des allégations qui font partie de la définition d'une *réclamation pour sévices subis dans un PI*, cette possibilité doit être traitée comme telle aux fins de la présente *Entente*, nonobstant le fait que des réclamations découlant de la présumée perte totale ou partielle de langue ou de culture autochtone ou d'autres réclamations ne faisant pas partie de la définition sont également faites.

3.2 Le *gouvernement* a l'intention de contester ou de régler toutes les *réclamations pour sévices subis dans un PI* dans lesquelles il est une partie nommée. Dans le cas de réclamations fondées sur des délits intentionnels survenus avant le 14 mai 1953, le *gouvernement* invoquera l'immunité si le cas est porté devant les tribunaux et ne jouera aucun rôle dans la contestation après qu'un tribunal aura conclu à une telle immunité. Le *gouvernement* fournira un avis écrit de son intention à l'*Église*, au plus tard 120 jours avant le début d'un tel procès, et l'*Église* contestera les réclamations ou les réglera autrement.



3.2.1 Le *gouvernement* convient d'indemniser entièrement l'*Église* pour toute *indemnité* payée à un *demandeur* conformément au présent article ou à l'article 5.2; et

3.2.2 Le *gouvernement* indemnifiera de plus l'*Église* pour les honoraires d'avocat et les dépenses encourues par l'*Église* pour la contestation d'une *réclamation pour sévices subis dans un PI* fondée sur un délit civil intentionnel commis avant le 14 mai 1953 pour la période allant de la date à laquelle un tribunal a rejeté la réclamation à l'encontre du *gouvernement* sur la base de l'immunité de la Couronne jusqu'à la date du règlement de la réclamation. L'indemnité sera d'un montant convenu entre le *gouvernement* et l'*Église* ou déterminé en vertu de la Partie VI de la présente. En cas de recours à la Partie VI, les parties et tout médiateur nommé en vertu de l'article 6.6 devront tenir compte des règles, des principes et de la jurisprudence qui s'appliqueraient relativement à la détermination de la valeur du compte personnel d'un avocat à son client dans la province ou territoire où la réclamation a été déposée.

3.3 L'*Église* coopérera pour ce qui est de la contestation et du règlement de toutes les *réclamations pour sévices subis dans un PI* déposées contre elle, soit présentées dans le cadre du *PEI* ou hors de ce cadre, et peut choisir de participer, à ses propres frais, à la contestation de toute réclamation, ou de certains de ses aspects, sous réserve des règles et procédures applicables. Dans le cas d'une réclamation qui a été réglée au moyen du *PEI*, le droit de l'*Église* de participer et ses obligations sont établis dans la présente.

3.4 Le *gouvernement* convient de coopérer avec l'*Église* pour minimiser les situations dans lesquelles le *demandeur* fait valoir des causes d'action ou des théories de responsabilité particulières contre l'*Église* dans une *réclamation pour sévices subis dans un PI*.

3.5 Le *gouvernement*, à la demande de l'*Église*, divulguera et produira les dossiers et les documents pertinents à l'avocat de l'*Église* et à ses recherchistes ou experts, à l'exception des dossiers et documents auxquels s'appliquent et à l'égard desquels sont invoqués le secret professionnel ou tout autre privilège judiciaire et qui sont assujettis à la législation sur la protection des renseignements personnels ou qui soulèvent des questions à cet égard. Toute information tirée de ces documents en application du présent article sera utilisée exclusivement pour les processus du MARC ou du *PEI* ou pour la contestation de la *réclamation pour sévices subis dans un PI* pour lesquels les informations ont été obtenues, à moins d'une entente écrite contraire.

3.6 Le *gouvernement* et l'*Église* conviennent que les directives données à leurs avocats respectifs seront conformes à la lettre et à l'esprit de la présente et acceptent et reconnaissent en outre que leurs représentants et avocats respectifs reçoivent toutes leurs directives de leur propre mandant, qu'ils agissent en son nom et qu'ils le représentent exclusivement.

3.7 Dans les soixante (60) jours suivant l'entrée en vigueur de la présente *Entente*, le *gouvernement* et l'*Église* retireront tout appel en garantie ou toute demande reconventionnelle dans une *réclamation pour sévices subis dans un PI*, sur une base réciproque, sans frais, sauf dans le cas d'un recours collectif ou poursuites par représentant qui inclut des allégations allant au-delà d'une *réclamation pour sévices subis dans un PI*, et s'abstiendront de déposer de telles demandes à l'avenir, sauf dans le cadre d'un recours collectif ou poursuites par représentant qui contient des allégations allant au-delà des *réclamations pour sévices subis dans un PI*.

3.8 Les dispositions des Annexes III et IV du *PEI* s'appliquent à la collecte et à la soumission de documents ainsi qu'à la participation et à la preuve d'un auteur allégué de sévices dans le *PEI*.

3.8A Sur demande du *gouvernement*, l'*Église* lui donnera accès à tout document en sa possession qui pourrait l'aider à valider les demandes de *paiement d'expérience commune (PEC)*, au sens donné à ce terme dans la *CRRPI*.

3.9 Dans le cas d'un litige, et sous réserve des dispositions des Annexes III et IV du *PEI*, et dans le cadre du *PEI*, lorsque l'*Église* choisit de ne pas participer à la validation ou au règlement d'une *réclamation pour sévices subis dans un PI*, l'*Église*, à ses propres frais :

3.9.1 donnera suite à toute demande raisonnable d'information de la part du *gouvernement* au cours des procédures;

3.9.2 donnera à l'avocat du *gouvernement* et à ses recherchistes ou experts un plein accès à toutes les bases de données et à tous les dossiers pertinents, à l'exception des documents auxquels s'appliquent et à l'égard desquels sont invoqués le secret professionnel de l'avocat ou tout autre privilège reconnu judiciairement. Toute information tirée de ces documents en application du présent article sera utilisée exclusivement pour les processus de *MARC* ou de *PEI* ou pour la contestation de la *réclamation pour sévices subis dans un PI* pour lesquels les informations ont été obtenues, à moins d'une entente écrite contraire;

3.9.3 participera, par le biais d'un représentant ou plus, dans la mesure qui correspond à ses valeurs et traditions, à toutes les cérémonies d'excuses, de réconciliation ou de clôture qui sont convenues comme faisant partie du règlement d'une *réclamation pour sévices subis dans un PI* et, à la condition que les modalités de la présente *Entente* aient été respectées, appuiera les résultats obtenus comme si elle avait été représentée par un avocat et avait contesté la réclamation;

3.9.3.1 Il est entendu que l'*Église* assume les frais de participation de son représentant à l'événement ou à la cérémonie, mais n'est pas responsable du coût de l'événement ou de la cérémonie proprement dite;

3.9.4 divulguera et produira les documents pertinents en sa possession ou sous son contrôle, et fournira des déclarations de témoins sur demande;

3.9.5 assistera, comme il convient, à l'interrogatoire préalable de ses témoins et facilitera autrement le témoignage des témoins à son emploi; et

3.9.6 répondra à la demande raisonnable d'un *demandeur* à l'effet qu'un représentant de l'Église-unie assiste à une audience lorsqu'un *demandeur* témoigne ou relate son expérience dans un *PI* d'une manière ou d'une autre.

3.10 Si, dans le cadre du *PEI*, l'Église choisit de ne pas participer à la validation ou au règlement d'une *réclamation pour sévices subis dans un PI*, et sous réserve de l'Annexe III du *PEI* :

3.10.1 À la condition que la déclaration d'un témoin soit soumise au préalable ou que la personne fournisse une entrevue complète au *gouvernement*, le *gouvernement* paiera les frais raisonnables de voyage et d'hébergement d'un membre, d'un employé ou d'un ancien employé de l'Église afin qu'il compareisse à l'audition dans le cadre du *MARC* ou du *PEI*. Dans le cas d'autres procédures impliquant une *réclamation pour sévices subis dans un PI*, le *gouvernement* ne sera responsable que des dépenses reliées à la participation d'un membre, d'un employé ou d'un ancien employé de l'Église lorsque le *gouvernement* requiert la participation de tels membres, employés ou anciens employés pour ses propres fins; et

3.10.2 Sous réserve de l'article 3.11, le *gouvernement* participera aux négociations visant à déterminer le montant de l'*indemnité* dans tout règlement, et pourra les conclure.

3.11 Nonobstant toute disposition contraire dans la Convention de règlement ou le *PEI*, il est convenu, en ce qui concerne les *réclamations dans le cadre du PEI* auxquelles l'Église contribue financièrement à l'*indemnité* payée à un *demandeur*, que le *gouvernement*, à la seule discrétion de l'Église, demandera que la réclamation fasse l'objet d'une audition. Dans l'éventualité où l'Église insiste pour qu'une audition se tienne de cette manière, l'Église paiera 50 % des coûts raisonnables de l'audience.

3.11.1 Dans le cas d'une *réclamation dans le cadre du PEI* à laquelle l'Église ne contribue pas financièrement à l'*indemnité* qui en découle, le *gouvernement* convient de consulter l'Église avant de régler la réclamation.

3.12 Lorsqu'un procès est tenu dans un cas soulevé dans le cadre du *PEI*, le *gouvernement* et l'Église s'abstiendront d'invoquer toute défense fondée sur la prescription et les délais préjudiciables ou toute autre défense visant à éviter que soit examiné le fond du litige. Cet article ne s'applique pas aux réclamations faites par des *demandeurs* qui se sont exclus de la *CRRPI*.

3.12.1 Lorsque la demande d'un demandeur exclus peut être réglée, le *gouvernement* et l'*Église* conviennent qu'elle sera réglée sans égard à une défense qui aurait pu être invoquée et qui ne touche pas le fond du litige, par exemple la prescription ou le retard indu. Advenant qu'une telle réclamation en arrive à un procès, l'immunité de la Couronne, s'il y a lieu, sera invoquée par le *gouvernement* et l'*Église* sera libre de déterminer quelle défense elle entend faire valoir.

3.13 Le *gouvernement* fournira à l'*Église*, en temps opportun, des copies des requêtes introductives d'instances visant un *PI* signifiées au *gouvernement* et des avis d'interrogatoire qu'il signifie aux *demandeurs* afin de faciliter la prise de décisions éclairées au sujet de la participation possible de l'*Église*.

3.14 Lorsque des *réclamations pour sévices subis dans un PI* sont portées en litige, le *gouvernement* et l'*Église* s'aviseront mutuellement de toute ouverture pour un règlement démontrée par des *demandeurs*.

3.15 Lorsque l'*Église* reçoit du Secrétariat du *PEI* une copie de la demande de participation du *demandeur* au *PEI* ou reçoit du *gouvernement* une copie de la demande de participation au *MARC*, l'*Église* convient d'être liée par les conditions qui lui sont imposées en ce qui a trait à la confidentialité ou, si elle ne convient pas de le faire dans un ou plusieurs cas, de retourner le ou les documents sans les copier, les lire ou les utiliser de quelque façon.

3.16 Les quittances des membres *des recours collectifs*, des membres *du recours collectif Cloud* et des *demandeurs non pensionnaires* sont conformes à la *CRRPI*, et plus particulièrement aux articles 4.06, 11.01, 11.02 et à l'Annexe P et aux dispositions des *ordonnances d'approbation*. Dans le cadre de tout règlement d'une réclamation déposée par toute personne non liée par la *CRRPI* conclu en relation avec un *pensionnat indien* ou découlant du fonctionnement général de *pensionnats indiens*, le *gouvernement* obtiendra un désistement de la réclamation et une quittance pour lui-même et pour l'*Église* pour toute réclamation passée, présente et future, maintenant connue ou non ou existante selon la loi, reliée, ou se rapportant directement ou indirectement, à un *pensionnat indien*.

3.16.1 La quittance d'une personne non liée par la *CRRPI* sera sous la forme jointe à Annexe C.

3.17 L'*Église* et le Canada conviennent qu'ils n'intenteront pas de poursuites ou de réclamation de quelque nature que ce soit contre l'autre partie ou ses avocats en relation de près ou de loin avec la validation ou le règlement de toute réclamation présentée dans le cadre du *MARC* ou du *PEI* ou de toute demande exclue et conviennent que le présent article constituera une défense pleine et entière contre de telles réclamations et qu'il sera interdit aux parties de récupérer en tout ou en partie les montants réclamés par voie de dommages-intérêts, intérêts, coûts ou dépens relatifs à de telles réclamations. Les parties conviennent en outre de s'indemniser mutuellement pour tous les coûts, tous les dépens et tous les préjudices subis par chacune d'elles à la suite des poursuites ou des réclamations intentées contre une autre partie ou ses avocats.

3.18 L'article 3.17 n'a pas pour effet d'empêcher le *gouvernement* ou une *Église* d'exercer des recours pour faire appliquer les dispositions de la présente *Entente*.

#### **PARTIE IV**

#### **GUÉRISON ET RÉCONCILIATION ET ENGAGEMENTS FINANCIERS**

4.1 Les parties conviennent que le maximum que l'*Église* devra fournir pour les *réclamations pour sévices subis dans un PI* est de 6 891 170 \$ déterminés comme suit :

4.1.1 Un montant de 4 710 420 \$, constitué de 2 529 670 \$ en argent et de 2 180 750 \$ en *services non financiers*, ce qui représente la part proportionnelle de l'*Église* relativement à la valeur monétaire en argent et en *services non financiers* prévues dans l'*Entente de règlement catholique* (à savoir 29 000 000 \$ en argent et 25 000 000 \$ en *services non financiers* demandés aux entités catholiques), plus

4.1.2 Un maximum de 2 180 750 \$, qui représente la part proportionnelle assumée par l'*Église* de l'engagement pris par les entités catholiques de s'efforcer, par une campagne nationale sur sept ans, de lever 25 000 000 \$, comme le prévoit l'*Entente de règlement catholique*. La période de sept ans commence le jour suivant l'entrée en vigueur de l'*Entente de règlement catholique*.

4.1.2.1 Sur les 2 180 750 \$ prévus à l'article 4.1.2, l'*Église* paiera 1 744 600 \$, quel que soit le montant obtenu par les entités catholiques grâce à la campagne nationale, et paiera 436 150 \$ de plus si les entités catholiques amassent plus de 20 000 000 \$.

4.1.2.2 L'*Église* devra s'acquitter de sa contribution en *services non financiers* sur un maximum de dix ans à compter du 31 mars 2005.

4.2 Sous réserve des dispositions de l'article 5.2 de la présente *Entente*, l'*Église* n'aura aucune autre obligation de payer une indemnité pour les *réclamations pour sévices subis dans un PI* au-delà des montants établis à l'article 4.1.

4.2.1 Il est entendu que le *gouvernement* convient qu'il sera responsable de toute autre *indemnité* dans le cadre du *MARC* et du *PEI*, et de tous les règlements et jugements concernant les *réclamations pour sévices subis dans un PI* dans le cadre du *PEI* ou les réclamations de *demandeurs* qui s'excluent du règlement, sauf dans le cas des réclamations pour perte alléguée de langue et de culture par les *demandeurs* qui s'excluent du règlement.

4.3 Nonobstant les articles 4.1, 4.2 et 5.1, l'*Église* conserve le droit, à sa seule discrétion, de faire en tout ou en partie sa contribution aux *services non financiers* en argent et le droit, à sa seule discrétion, de faire des contributions supplémentaires en argent ou non financières au-delà de celles que la présente *Entente* lui impose.

4.4 Les parties conviennent qu'au 20 novembre 2005, la somme de 5 444 420 \$ a été payée par l'*Église* en *indemnité* aux *demandeurs* pour les *réclamations validées*.

4.5 Dans les 60 jours de l'entrée en vigueur de la présente *Entente*, le *gouvernement* et l'*Église* conviendront du montant de l'*indemnité* payée par l'*Église* entre le 20 novembre 2005 et la date d'entrée en vigueur de la présente *Entente* (la « période de transition »). Dans les 60 jours d'une telle entente, le *gouvernement* paiera à l'*Église* :

4.5.1 le montant de l'*indemnité*, ne dépassant pas 1 010 600 \$, payée par l'*Église* à titre d'*indemnité*, entre le 20 novembre 2005 et la date d'entrée en vigueur de la présente *Entente*, montant qui sera irrévocablement consacré au financement du *CESGREU* et payé conformément aux modalités de l'Annexe B (montant consacré au *CESGREU*); et

4.5.2 le montant de l'*indemnité* payé par l'*Église* entre le 20 novembre 2005 et la date d'entrée en vigueur de la présente *Entente* qui dépasse 1 010 600 \$.

4.6 Le montant de 5 444 420 \$ établi à l'article 4.4, majoré du montant déterminé conformément à l'article 4.5, sera porté au crédit de l'*Église* et défalqué des montants devant être payés ou des *services non financiers* à fournir conformément aux articles 4.1, 4.7, 4.8 et 4.9.

4.7 Le montant à déduire en vertu du crédit établi par l'article 4.6 ou devant être payé par l'*Église* après l'épuisement du crédit, le cas échéant, jusqu'à concurrence de 6 891 170 \$ que l'*Église* doit payer sera déterminé comme suit :

4.7.1 La somme résultant de l'addition de 4 710 420 \$ et de 1 744 600 \$ (des articles 4.1.1 et 4.1.2.1), soit 6 455 020 \$, moins le montant déterminé selon l'article 4.5; plus

4.7.2 Le montant amassé par les entités catholiques grâce à la campagne nationale qui dépasse 20 000 000 \$ et jusqu'à concurrence de 25 000 000 \$, multiplié par 0,08723.

4.7.3 Aux fins des calculs en vertu de la présente *Entente*, la campagne catholique de collecte de fonds se terminera sept ans après la date d'entrée en vigueur de la présente *Entente* ou s'étendra sur une plus longue période dont pourront convenir l'*Église* et le *gouvernement*, sans toutefois se prolonger au-delà de 10 ans après l'entrée en vigueur de la présente *Entente*.

4.7.4 Au plus tard 60 jours après la date à laquelle le montant amassé par les entités catholiques grâce à la campagne nationale dépasse 20 000 000 \$, le *gouvernement* présentera une déclaration à l'*Église* contenant l'information suffisante pour permettre à l'*Église* de vérifier le montant amassé par les entités catholiques.

4.8 Tout montant devant être payé par l'*Église* en argent ou en *services non financiers* peut être acquitté au moyen de subventions pour la guérison et la réconciliation conformément à l'Annexe B, et un crédit correspondant accordé en regard des paiements ou des *services non financiers* requis en vertu de l'article 4.1.

4.8.1 Toutes les décisions concernant l'admissibilité des subventions pour la guérison et la réconciliation seront prises par le *Comité d'évaluation des services de guérison et de réconciliation de l'Église-unie* (« CESGREU ») établi conformément à l'Annexe B à la présente.

4.8.2 Les frais d'administration raisonnables pour le fonctionnement du Comité peuvent, avec le consentement par écrit du *gouvernement*, être payés à même les montants qui seraient autrement appliqués aux subventions ou aux *services non financiers*. Le *gouvernement* ne pas refuser, sans motif raisonnable, le consentement auquel fait référence le présent article.

4.9 Tout montant devant être payé par l'*Église* peut servir à contribuer à l'*indemnité* payable à un *demandeur* pour une *réclamation pour sévices subis dans un PI*, et la contribution du *gouvernement* à telle *indemnité* sera réduite en conséquence. Dans ce cas, il y aura un crédit accordé à l'*Église* en regard des paiements ou des *services non financiers* requis en vertu de l'article 4.1. Le crédit correspondra au montant de la contribution de l'*Église* à l'*indemnité* destinée au *demandeur*.

4.9.1 L'*Église* convient de donner au *gouvernement* un avis raisonnable de son intention d'invoquer cet article pour toute *réclamation validée* avant la mise au point finale de la documentation du règlement.

4.10 Seront considérés comme un manquement les situations ou événements suivants :

4.10.1 Le défaut de verser les sommes ou de fournir les *services non financiers* prévus dans la présente *Entente*; ou

4.10.2 La fusion avec une autre entité selon des modalités qui ne prévoient pas que l'entité fusionnée assume les responsabilités et les obligations de l'*Église* sous le régime de la présente *Entente*, de la Convention de règlement et des *ordonnances d'approbation*, une déclaration d'insolvabilité ou de faillite ou le dépôt d'une proposition ou d'une cession de biens au profit des créanciers en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* ou d'une loi similaire au Canada ou dans toute juridiction ou encore la cessation de l'exploitation ou la liquidation à moins qu'avant la fusion, l'insolvabilité ou la faillite, la liquidation ou la cession, une autre entité solvable et disposant de fonds suffisants pour honorer les obligations de l'*Église* assume les obligations de l'*Église* sous le régime de la présente *Entente*, de la Convention de règlement et des *ordonnances d'approbation*.

4.11 En cas de manquement au sens de l'article 4.10, en plus de tout autre moyen de recours ou droit dont le *gouvernement* peut se prévaloir à l'encontre de l'*Église* aux termes de la loi, le *gouvernement* peut :

4.11.1 Chercher réparation en vertu de la Partie V de manière accélérée et, à défaut de résolution en vertu de la Partie V, présenter au tribunal une demande sommaire d'ordonnance réparatrice.

## **PARTIE V RÉPARTITION ET PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ**

5.1 Sous réserve des droits de l'*Église* prévus à l'article 4.3, lorsqu'une *réclamation pour sévices subis dans un PI* est réglée après l'entrée en vigueur de la présente *Entente*, le *gouvernement* paiera au complet la totalité de l'*indemnité* payable pour une telle réclamation et l'*Église* n'assumera aucune responsabilité quant au paiement d'une telle *indemnité*.

5.1.1 Pour plus de certitude, il est convenu que toutes les *indemnités* concernant les *réclamations pour sévices subis dans un PI* payées par l'*Église* à compter de l'entrée en vigueur de la présente *Entente* demeureront intactes et le montant ainsi payé en conformité avec l'article 4.5 sera déduit des montants établis à l'article 4.1.

5.2 Nonobstant l'article 5.1, lorsqu'une partie ou la totalité de l'*indemnité* accordée lors d'un procès se rapporte uniquement à un délit intentionnel commis avant le 14 mai 1953, l'*Église* paiera 100 % de l'*indemnité* qui est reliée à un tel délit intentionnel, et l'article 5.1 ne s'appliquera qu'au solde d'une telle *indemnité*, s'il y a lieu. Les dispositions des articles 3.2 et 5.6 s'appliqueront au montant de l'*indemnité* payée par l'*Église* en vertu du présent article de façon à indemniser l'*Église* en temps opportun.

5.3 Après l'entrée en vigueur de la présente *Entente*, le *gouvernement*, à la demande d'un demandeur dont la *réclamation pour sévices subis dans un PI* a été réglée par le *gouvernement* sans la contribution de l'*Église*, selon des modalités qui ne dégagent pas



l'*Église* de sa responsabilité potentielle envers le demandeur, un tel règlement ayant été d'un montant représentant une réduction fixe de l'*indemnité* évaluée, offrira de payer le solde de l'*indemnité* évaluée au *demandeur*. Il est entendu, toutefois, qu'aucun montant ne sera payé à un *demandeur* conformément au présent article sans que le *demandeur* accepte au préalable de reconnaître que ledit montant représente le règlement entier et final de sa réclamation contre l'*Église* et le *gouvernement* et qu'il leur accorde une quittance.

5.4 L'*Église* s'acquitte de sa responsabilité au titre des *indemnités* pour les *réclamations pour sévices subis dans un PI* en remplissant intégralement ses obligations sous le régime de la présente *Entente*. En contrepartie, le *gouvernement* n'exigera pas le paiement d'autres montants ou n'exigera pas que d'autres *services non financiers* soient fournis par l'*Église*.

5.5 Advenant que les modalités de la présente *Entente* soient entièrement respectées alors, nonobstant toute disposition contraire prévue dans la présente ou ailleurs, le *gouvernement* accordera une quittance et libérera à jamais l'*Église* de toute cause d'action, réclamation ou demande de dommages-intérêts pour des *réclamations pour sévices subis dans un PI* ou des réclamations incluses dans les *ordonnances d'approbation*. Dans un tel cas, le *gouvernement* conviendra également de ne pas faire de réclamations ou de demandes ou de ne pas engager, maintenir ou porter en justice une poursuite, une cause ou des procédures pour dommages-intérêts, *indemnité*, perte ou quelque autre forme de dédommagement que ce soit contre l'*Église* découlant directement ou indirectement de toute *réclamation pour sévices subis dans un PI* ou de toute autre réclamation visée dans les *ordonnances d'approbation*.

5.6 Le *gouvernement* convient que le respect intégral de la présente *Entente* par l'*Église* constituera péremptoirement une préclusion dans l'éventualité d'une telle demande, action ou procédure, et qu'une défense de préclusion pourra alors être plaidée à cet égard, et convient en outre d'indemniser l'*Église* de toutes les réclamations et demandes de dommages-intérêts et coûts et débours adjugés payables à toute partie autre que l'*Église* dans toute *réclamation pour sévices subis dans un PI* ou toute autre réclamation visée dans les *ordonnances d'approbation*.

## **PARTIE VI**

### **RÉSOLUTION DES CONFLITS CONCERNANT LA PRÉSENTE ENTENTE**

6.1 Le *gouvernement* et l'*Église* partagent les objectifs suivants dans le cadre de la mise en oeuvre de l'*Entente*, à savoir :

6.1.1 de coopérer mutuellement pour développer des relations de travail harmonieuses;

6.1.2 de prévenir ou, à défaut, de minimiser les désaccords;

6.1.3 d'identifier rapidement les désaccords et les régler de la façon la plus économique et la plus expéditive; et

6.1.4 de régler les désaccords dans un climat non accusatoire, informel et axé sur la collaboration.

6.2 S'il survient ou s'il y a eu conflit relativement à la présente *Entente*, ou à un manquement à celle-ci, à sa validité ou à son interprétation ou à une question s'y rapportant, ils s'efforceront, de façon diligente, de régler le conflit au moyen de négociations de bonne foi.

6.2.1 L'article 6.2 n'abroge pas le droit de mettre un terme à la présente *Entente* conformément à l'article 4.11, ni le droit de demander exécution de l'engagement énoncé à l'article 6.7.

6.3 Si le *gouvernement* et l'*Église* ne règlent pas toutes les questions en litige au cours ou à la suite des négociations, leurs droits concernant les problèmes qui demeurent non résolus demeureront inchangés par les négociations dans toute procédure subséquente.

6.4 Le *gouvernement* et l'*Église* nommeront chacun, dans les soixante (60) jours de la date de signature de la présente *Entente*, une personne comme étant leur personne désignée à un Comité directeur de mise en oeuvre pour qu'elle supervise l'administration et l'interprétation des dispositions de la présente *Entente* et fourniront par écrit le nom de leur personne désignée à l'autre partie.

6.5 Les deux personnes désignées formant le Comité directeur de mise en oeuvre se rencontreront dans la province de l'Ontario, ou ailleurs au Canada, comme convenu, au moins une fois au cours de chaque année civile, pendant la durée de la présente *Entente*. L'objet de chaque réunion sera d'examiner le rendement dans le cadre de la présente *Entente* et de régler par voie de consensus tous les conflits qui surviennent ou qui sont survenus relativement à l'interprétation et à la mise en oeuvre de la présente *Entente*. Le procès-verbal de chaque réunion sera signé par chacune des personnes désignées à la fin de la réunion et remis au *gouvernement* et à l'*Église*.

6.6 Si le *gouvernement* et l'*Église* sont incapables de régler le conflit par voie de négociation dans un délai de 120 jours, l'une ou l'autre partie peut demander qu'on entreprenne une médiation pour régler le conflit. Le médiateur serait une tierce partie neutre qui n'a pas le pouvoir de régler le conflit mais qui en faciliterait le règlement.

6.6.1 La médiation sera menée par un médiateur, conjointement accepté par le *gouvernement* et l'*Église*.

6.6.2 Le *gouvernement* et l'*Église* feront une tentative sérieuse de régler le conflit au moyen de la médiation en :

6.6.2.1 identifiant les intérêts sous-jacents;

6.6.2.2 isolant les points d'accord et de désaccord;

6.6.2.3 examinant des solutions de rechange;

6.6.2.4 envisageant des compromis ou des accommodements; et

6.6.2.5 coopérant pleinement avec le médiateur et en examinant et en répondant rapidement à toutes les communications du médiateur.

6.6.3 Le gouvernement ou l'*Église* peut se retirer en tout temps de la médiation en donnant un avis écrit d'au moins 21 jours de son intention à l'autre partie et au médiateur.

6.7 Nonobstant l'article 6.6, le *gouvernement* peut demander, par un avis écrit, que l'*Église* respecte un engagement pris dans le cadre de la présente *Entente*.

6.7.1 Lorsque le *gouvernement* fait parvenir une demande écrite à l'*Église*, conformément à la présente *Entente*, afin que le destinataire s'exécute dans les 60 jours et que la demande n'a pas été respectée, le *gouvernement* peut demander, par voie sommaire, à un tribunal compétent siégeant dans le territoire ou la province où l'*Église* est établie, d'émettre une ordonnance mandatoire pour que l'*Église* se conforme immédiatement à son obligation.

6.7.2 L'*Église* peut soumettre les documents de réponse à la demande sommaire et les règles des tribunaux ayant compétence détermineront par la suite le processus à suivre pour juger la demande sommaire.

6.7.3 Si le tribunal examinant la demande sommaire conclut que l'*Église* ne s'est pas conformée à ses obligations sous le régime de la présente *Entente*, le tribunal peut ordonner qu'elle se conforme immédiatement à ses obligations.

## **PARTIE VII GÉNÉRALITÉS**

7.1 Un avis sera donné, à moins d'indication contraire précise, par écrit et adressé à la partie à laquelle il est destiné et sera réputé avoir été reçu par l'autre partie le jour où sa réception est attestée par signature, s'il s'agit d'un envoi par courrier certifié et, s'il est expédié par télécopieur ou par courrier électronique, le jour ouvrable suivant la date de la transmission. L'adresse postale et le numéro de télécopieur des parties seront :

7.1.1 Dans le cas de l'*Église* :

Agent du Conseil général, Pensionnats indiens  
Église-unie du Canada

3250, rue Bloor Ouest, bureau 300  
Toronto (Ontario) M4E 3H8

Télécopieur : (416) 231-3103

Copie à :

Conseiller juridique  
Église-unie du Canada  
3250, rue Bloor Ouest, bureau 300  
Toronto (Ontario) M4E 3H8

Télécopieur : (416) 232-6006

7.1.2 Dans le cas du *gouvernement* :

Sous-ministre  
Résolution des questions des pensionnats indiens Canada  
90, rue Sparks, 3<sup>e</sup> étage  
Ottawa (Ontario) K1A 0H4

Télécopieur : (613) 996-2811

Copie à :

Ministère de la Justice  
Services juridiques  
90, rue Sparks, 5<sup>e</sup> étage  
Ottawa (Ontario) K1A 0H4

À l'attention de : Avocat principal  
Télécopieur : (613) 996-1810

Copie à :

Sous-procureur général du Canada  
Édifice du ministère de la Justice  
284, rue Wellington  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

À l'attention de : Sous-procureur général adjoint  
Droit des Autochtones  
Télécopieur : (613) 996-4737

ou toute autre adresse postale, numéro de télécopieur ou adresse électronique,  
comme les parties peuvent, le cas échéant, s'en aviser mutuellement par écrit.

7.2 La présente *Entente* lie l'*Église* et ses successeurs et ayants droit et le *gouvernement* et s'applique en leur faveur.

7.3 Toute disposition de la présente *Entente* qui est ou qui devient interdite ou inapplicable dans toute province ou territoire et qui régit l'interprétation, l'applicabilité ou la force exécutoire de la présente *Entente* n'invalide pas les autres dispositions de la présente *Entente* qui sont jugées dissociables de la disposition interdite ou inapplicable dans toute province ou territoire et n'y porte pas atteinte et son interdiction ou son inapplicabilité dans une province ou un territoire n'invalide pas ou ne rend pas inapplicable cette disposition dans toute autre province ou territoire.

7.4. Aucune modification, addition ou exemption d'une disposition de la présente *Entente* ou de quelque autre entente prévue ou envisagée dans la présente *Entente*, ni aucun consentement à une dérogation de la part d'une partie à la présente *Entente* ou de son représentant n'a d'effet à moins d'être sous forme écrite et signée par les parties à la présente *Entente* et, dans un tel cas, la modification, l'addition ou l'exemption ou le consentement n'est applicable que dans le cas précis aux fins duquel le consentement a été donné.

7.5. Aucune renonciation, action ou omission d'une partie à la présente *Entente* ne s'applique ni ne peut être interprétée de manière à affecter une situation subséquente de manquement ou de défaut, par cette partie, à toute disposition de la présente *Entente* ou au titre des résultats ou des droits qui en découlent.

7.6 Les délais prévus à la présente *Entente* sont de rigueur.

7.7. Il est interdit aux députés à la Chambre des communes et aux sénateurs de participer à la présente *Entente* ou d'en profiter autrement qu'à titre de membre ou d'agent de l'*Église* ou qu'à titre de *demandeur*.

7.8. La présente *Entente* constitue l'entente complète entre les parties et annule et remplace tous les accords, engagements, déclarations ou représentations antérieurs, sous forme écrite ou verbale, en ce qui les concerne.

7.9 La présente *Entente* doit être interprétée conformément aux lois en vigueur dans la province de l'Ontario, sous réserve, comme toujours, des lois fédérales prépondérantes ou applicables. Aucune disposition de la présente *Entente* ne doit être considérée ou interprétée comme une limite, une dispense ou une dérogation, eu égard aux prérogatives de la Couronne fédérale.

7.10 Le *gouvernement* et l'*Église* reconnaissent que la participation aux négociations menant à la signature de la présente *Entente* et que sa signature même ne constituent pas une reconnaissance par le *gouvernement* ou l'*Église* d'une responsabilité financière ou juridique envers une partie relativement aux réclamations découlant de l'exploitation d'un *PI* ou s'y rapportant. Le *gouvernement* et l'*Église* conviennent qu'ils ne feront pas



## **ANNEXE A**

### **PENSIONNATS INDIENS ASSOCIÉS À L'ÉGLISE-UNIE**

#### **En tout temps :**

##### **Colombie-Britannique**

Cocqualeetza

Kitimaat

##### **Alberta**

Edmonton Indian Residential School

Morley Indian Residential School

##### **Manitoba**

Brandon Indian Residential School

Norway House Indian Residential School

##### **Ontario**

Mount Elgin Indian Residential School

#### **Après le 10 juin 1925 :**

##### **Colombie-Britannique**

Ahousaht Indian Residential School

Alberni Indian Residential School

##### **Saskatchewan**

File Hills Indian Residential School

Round Lake Indian Residential School

##### **Manitoba**

Portage la Prairie Indian Residential School

## ANNEXE B

### CRITÈRES D'APPROBATION DES SERVICES DE GUÉRISON ET DE RÉCONCILIATION ET DES SERVICES NON FINANCIERS

1. Les parties conviennent qu'il y aura un comité connu comme étant le *Comité d'évaluation des services de guérison et de réconciliation de l'Église-unie* (« le Comité ») qui sera chargé d'approuver les *services non financiers* fournis aux programmes admissibles, conformément à la présente *Entente*.
2. Le Comité sera formé de cinq membres, dont chacun sera nommé par la All Native Circle Conference of the Church, le B.C. Native Ministries Council of the Church, le General Council Executive of the Church, l'APN et le *gouvernement*.
3. Autant que possible, le Comité prendra des décisions par voie de consensus. Lorsqu'il est impossible d'en arriver à un consensus au moyen de discussions et de compromis raisonnables, les décisions peuvent être prises à la majorité des membres du Comité.
4. L'objectif directeur du Comité sera de veiller à ce que les programmes et services admissibles soient consacrés sur la guérison et à la réconciliation des anciens élèves des *pensionnats indiens* et de leur famille. Pour plus de certitude, les parties reconnaissent que les programmes et services axés sur la communauté peuvent être admissibles, dans la mesure où le Comité obtient l'assurance que les retombées des programmes et services sont raisonnablement reliées à la guérison et à la réconciliation des anciens élèves des *PI* et de leur famille.
5. Lorsqu'un programme ou service existant est proposé, le Comité peut certifier le programme dans la mesure où le Comité estime que le programme ou service ou qu'un volet du programme ou service en cause est nouveau ou ne pourrait être maintenu autrement.
6. Les programmes et services doivent être ouverts à tous les Autochtones, sans égard à la confession religieuse.
7. En outre, le Comité prendra en considération les critères suivants en ce qui concerne les demandes de subventions et l'approbation des *services non financiers* :
  - a) Les Autochtones ont-ils contribué à l'élaboration et la prestation du programme?
  - b) Le programme a-t-il été efficace dans le passé?
  - c) Dans quelle mesure les communautés autochtones sont-elles impliquées dans le programme?



- d) Le programme ou le service vise-t-il les anciens élèves, leur famille ou leur communauté et à remédier aux séquelles laissées par les *PI*, et notamment à fournir de l'aide pour recouvrer l'histoire de leur vécu?
  - e) Quelle partie du coût global du programme répond aux problèmes sociaux, psychologiques et de santé, sans égard au caractère religieux?
8. Lorsque le Comité approuve un service ou un programme en tant que *service non financier* admissible, il doit évaluer la valeur monétaire du programme à la lumière du coût réel et de la valeur marchande de services similaires. Le moins élevé des deux montants issus de cette évaluation doit être utilisé à moins qu'il n'existe des raisons impérieuses de choisir le montant le plus élevé.
9. Le Comité exigera des demandeurs qu'ils certifient qu'aucun programme non financier dont il est proposé de reconnaître l'admissibilité n'a reçu de subventions provenant des contributions de l'*Église* à la guérison et à la réconciliation en vertu de l'*Entente*. Il est entendu que cette condition vise seulement à s'assurer que les services financés dans le cadre du règlement (ou une partie de ceux-ci) ne sont pas comptés comme des *services non financiers* admissibles.
10. Nonobstant l'article 5 de la présente Annexe, le Comité peut, à titre de mesure provisoire, créditer la valeur d'un programme ou d'un service offert entre le 31 mars 2005 et l'entrée en vigueur de la présente *Entente* aux contributions non financières, à condition :
- a) qu'il réponde aux critères définis aux articles 6 et 7 de la présente Annexe;
  - b) que le programme ou le service n'ait pas existé avant le 31 mars 2005, à moins que le Canada y consente;
  - c) que le même programme ou service ne puisse être certifié pendant une période suivant l'entrée en vigueur de l'*Entente*, à moins qu'il soit possible de démontrer qu'il ne se poursuivrait pas par ailleurs;
  - d) que le montant total crédité pour les programmes et les services fournis avant l'entrée en vigueur de l'*Entente* ne puisse en aucun cas dépasser la valeur de 130 845 \$.
11. Les parties conviennent que le Comité peut se réunir et prendre des décisions en vertu de l'article 10 de la présente Annexe avant l'entrée en vigueur de l'*Entente* et que, suivant l'entrée en vigueur de l'*Entente*, les décisions prises par le Comité pendant cette période seront ratifiées sans autre forme d'examen et que les dépenses et les coûts raisonnables encourus seront remboursés par l'*Église* et portés au crédit de leur dette conformément à l'*Entente*. Il est entendu que si l'*Entente* n'entre pas en vigueur, les décisions prises en vertu des articles 10 et 11

seront sans effet et que l'*Église* n'aura aucune obligation d'effectuer des remboursements.

## ANNEXE C

### QUITTANCE COMPLÈTE ET FINALE À L'ÉGARD DES RÉCLAMATIONS DES PERSONNES QUI S'EXCLUENT DE LA CRRPI

EN CONTREPARTIE du paiement de la somme de 10,00 \$ et autre contrepartie valable, le tout devant être entièrement versé en fidéicommiss à mes avocats, \_\_\_\_\_ :

1. Je, \_\_\_\_\_, libère complètement et définitivement chacune des parties suivantes, séparément et solidairement:

a) Sa Majesté la Reine du chef du Canada, le procureur général du Canada, leurs successeurs et ayants droit ainsi que leurs ministres, fonctionnaires, employés, préposés, partenaires, mandants, procureurs, subrogés, représentants et agents;

b) [L'organisme religieux] et ses prédécesseurs, successeurs, cessionnaires, ayants droit et leurs dirigeants, employés, membres, préposés, directeurs, actionnaires, partenaires, mandants, procureurs, assureurs, subrogés, représentants, administrateurs, séquestres et agents;

(les « bénéficiaires de la quittance ») de toute action ou cause d'action, responsabilité, réclamation et demande de quelque nature que j'ai pu avoir, que j'ai actuellement ou que je pourrais avoir à leur endroit, à l'égard de dommages, contributions, indemnisations, de coûts, de dépenses ou d'intérêts (que je connaisse l'existence de ces réclamations ou causes d'action ou non à l'heure actuelle) découlant ou en conséquence des situations suivantes:

a) à ma présence et/ou mes expériences dans tout pensionnat indien;

b) au fonctionnement de tout pensionnat indien.

2. L'alinéa 1 de la présente quittance inclut les réclamations que je possède personnellement et que je pourrais déposer directement ou par l'entremise d'autres personnes, groupes ou personnes morales, en mon nom ou à titre de représentant, par voie de recours collectif ou de toute autre forme de recours.

3. En outre, je libère complètement et définitivement les bénéficiaires de la quittance de toute réclamation que j'ai ou aurais pu déposer contre eux dans le cadre de toute action intentée contre certains ou l'ensemble des bénéficiaires de la quittance, soit [numéro de dossier de la cour] déposé dans le [district judiciaire] de [nom exact de la cour], pour indemnisation et dommages-intérêts et autres mesures réparatrices liés à ma présence et/ou à mes expériences au pensionnat indien \_\_\_\_\_ (« l'action »). J'accepte de me désister de l'action.

4. Les réclamations et causes d'action dont il est question aux alinéas 1 à 3 sont appelées dans la présente quittance les « *réclamations quittancées* ».
5. Je ne déposerai pas d'autre réclamation de quelque nature que ce soit contre les bénéficiaires de la quittance en ce qui concerne les *réclamations quittancées*.
6. Il est entendu que dans l'éventualité où je déposais, directement ou par l'entremise d'une autre personne, une nouvelle réclamation ou demande, ou menaçais d'intenter une action contre l'un des bénéficiaires quittancés, la présente quittance pourrait être invoquée en tant que préclusion et défense complète contre une telle réclamation ou action.
7. Je déclare et je certifie qu'aucune des réclamations quittancées n'a été cédée à une autre personne ou société.
8. J'accepte de ne pas déposer ou poursuivre, à l'endroit d'une personne physique ou morale qui pourrait réclamer des dommages, une contribution, ou une indemnité de la part de l'un ou l'autre des bénéficiaires de la quittance une poursuite en rapport avec ma réclamation quittancée et ce, que ce soit en application des dispositions de la *Loi sur le partage de la responsabilité* (Ontario) ou de ses équivalents dans les autres provinces ou territoires de common law, de la common law, ou de toute autre loi d'autres juridictions.
9. De plus, je m'engage à indemniser les bénéficiaires des quittances contre d'éventuelles réclamations qui pourraient être déposées contre eux par d'autres personnes, personnes morales, gouvernements ou organismes gouvernementaux et qui feraient suite ou seraient liées de quelque façon aux paiements qui m'auraient été versés par cette personne physique, cette personne morale, ce gouvernement ou cet organisme gouvernemental relativement aux réclamations quittancées. Le présent alinéa vise, sans s'y limiter, les réclamations concernant des services ou des traitements médicaux ou dentaires que j'aurais reçus, ainsi que celles concernant une indemnité qui m'aurait été accordée par d'autres gouvernements ou instances gouvernementales en dédommagement d'une réclamation quittancée qui portait sur des voies de fait criminelles.
10. Advenant que j'intente ultérieurement une action qui n'est pas une réclamation en dommages-intérêts liée aux réclamations quittancées, mais pour cause de blessures ou de préjudices identiques ou apparentés aux blessures ou aux préjudices découlant de ces réclamations, et que l'une ou l'autre des bénéficiaires de la quittance compte parmi les parties à cette action, l'objet et la somme de la présente quittance, de même que les détails relatifs aux dommages-intérêts ou préjudices ayant motivé les réclamations quittancées, pourront être divulgués par les bénéficiaires de la quittance devant le tribunal dans le contexte de l'action ultérieure.

11. Je reconnais et déclare comprendre les dispositions de la présente quittance et avoir signé cette dernière de plein gré. Je reconnais de plus avoir demandé et obtenu un avis juridique concernant les réclamations dont je me suis désisté et la présente quittance.

12. Je comprends que les bénéficiaires de la quittance ne reconnaissent aucune responsabilité envers moi par l'acceptation de cette quittance ou par tout paiement pouvant m'être versé.

J'ai signé cette quittance le \_\_\_\_\_ 200\_.

FAIT DEVANT :

\_\_\_\_\_  
Témoin

\_\_\_\_\_  
[Nom du signataire de la  
quittance]

Adresse

Sceau

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Fonction

\_\_\_\_\_

**ANNEXE P****QUITTANCE DÉFINITIVE**

EN CONTREPARTIE de mon acceptation dans le processus d'évaluation indépendant, décrit à l'annexe D de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens,

1. Je, soussigné, \_\_\_\_\_, libère et décharge complètement et définitivement chacune des parties suivantes :

- i) Sa Majesté la Reine du chef du Canada, le procureur général du Canada, leurs successeurs et ayants droits, ainsi que leurs ministres, administrateurs, officiers, employés, fonctionnaires;
- ii) Les Églises et les entités religieuses énumérées à l'Annexe A de cette Quittance;

(les « parties quittancées ») à l'égard de toute action ou cause d'action, responsabilité, réclamation ou demande de quelque nature que ce soit que j'ai eu dans le passé, que j'ai présentement ou que j'aurai dans le futur contre elles (que j'ai connaissance ou non l'existence de ces réclamations ou causes d'action à l'heure actuelle), dans le contexte ou en conséquence des situations suivantes :

- (a) ma participation à une activité ou à un programme associé à tout pensionnat indien ou offert dans l'un de ces établissements;
- (b) fonctionnement des pensionnats indiens,

à condition que la présente quittance ne m'empêche pas de participer au processus d'évaluation indépendant conformément à ses modalités.

2. L'alinéa 1 de la présente quittance inclut les réclamations qui me concernent personnellement et que je pourrais déposer, directement ou par l'entremise d'autres personnes, groupes ou personnes morales, en mon nom personnel ou à titre de représentant, par voie de recours collectif ou de toute autre forme de recours.

3. [Si le demandeur a intenté une action] En outre, je libère et décharge complètement et définitivement les parties quittancées de toute réclamation que j'ai ou aurais pu déposer contre elles dans le cadre de toute action intentée contre le procureur général du Canada et [insérer le nom de toute autre partie], soit [n° du dossier de la Cour] déposé dans le district judiciaire de [district judiciaire] de [nom de la Cour], pour indemnisation et dommages-intérêts liés à mes expériences au pensionnat indien (« l'action »). En contrepartie de mon acceptation dans le processus d'évaluation indépendant, je consens à me désister de mon action.

4. Les réclamations et les causes d'action invoquées aux alinéas 1, 2 et 3 [OU 1 et 2 si le paragraphe 3 ci-dessus a été supprimé puisqu'aucune action n'a été déposée] sont nommées « réclamations quittancées » dans la présente quittance.

5. Je ne déposerai pas d'autre réclamation de quelque nature que ce soit contre les parties quittancées en ce qui concerne les réclamations quittancées.

6. Je comprends que dans l'éventualité où je déposais directement ou par l'entremise d'une autre personne, une nouvelle réclamation ou demande, ou menaçais d'intenter une action contre l'une des parties quittancées, la présente quittance pourrait être invoquée à titre de fin de non-recevoir et de défense entière contre une telle réclamation ou action.

7. Je déclare solennellement et confirme que je n'ai cédé aucune des réclamations quittancées à une personne physique ou morale.

8. J'accepte de ne pas déposer ou de poursuivre une action concernant ma réclamation quittancée à l'encontre d'une personne physique ou morale qui pourrait

réclamer des dommages, une contribution ou une indemnité de la part de l'une ou l'autre des parties quittancées et ce, que ce soit en application des dispositions de la *Loi sur le partage de la responsabilité* (Ontario) ou de ses équivalents dans les autres provinces ou territoires de common law, de la common law, ou de toute autre loi d'autres juridictions.

9. En outre, je m'engage à indemniser les parties quittancées à l'égard de toute réclamation qui pourrait être déposée contre elles par toute personne physique ou morale, tout gouvernement ou tout organisme gouvernemental, et qui ferait suite ou serait liée de quelque façon que ce soit aux paiements qui m'auraient été versés par cette personne physique ou morale, ce gouvernement ou cet organisme gouvernemental relativement aux réclamations quittancées. Le présent alinéa inclut, sans toutefois s'y limiter, les réclamations liées à des services ou des traitements médicaux et/ou dentaires que j'ai reçus, ainsi que celles concernant une indemnité qui m'aurait été accordée par d'autre gouvernement ou organisme gouvernemental en dédommagement d'une réclamation quittancée qui portait sur des voies de fait criminelles.

10. Si je dépose ultérieurement une action qui n'est pas une réclamation en dommages-intérêts liés aux réclamations quittancées concernant des préjudices ou des blessures identiques ou semblables aux préjudices et aux blessures découlant des réclamations quittancées, et qu'une ou plusieurs des parties quittancées soient mises en cause dans ces actions, l'existence et le montant de la présente quittance, ainsi que les détails des dommages ou des préjudices se rapportant aux réclamations quittancées pourront être divulgués par les parties quittancées au tribunal dans le contexte d'une telle réclamation ultérieure.

11. Je reconnais et déclare que je comprends pleinement les dispositions de la présente quittance, et que j'ai signé cette quittance de plein gré en vue d'obtenir les avantages du processus d'évaluation indépendant. Je reconnais de plus que j'ai sollicité et obtenu des conseils juridiques concernant les réclamations quittancées et la présente quittance.



12. Je comprends que Sa Majesté la Reine n'accepte aucune responsabilité à mon égard par l'acceptation de la présente quittance ou le versement éventuel d'une somme quelconque.

En foi de quoi j'ai signé la présente quittance en ce \_\_\_\_\_<sup>e</sup> jour de \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ 201\_\_.

**SIGNÉE, SCELLÉE ET DÉLIVRÉE  
EN PRÉSENCE DE :**

\_\_\_\_\_  
Témoin

\_\_\_\_\_(SCEAU)  
[Nom du signataire de la Quittance]

Adresse :

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**ANNEXE “A”**

The Anglican Church of Canada Resolution Corporation

The General Synod of the Anglican Church of Canada

The Missionary Society of the Anglican Church of Canada

The Incorporated Synod of the Diocese of Algoma

The Synod of the Diocese of Athabasca

The Anglican Synod of the Diocese of British Columbia

The Synod of the Diocese of Calgary

The Diocese of the Synod of Cariboo

The Incorporated Synod of the Diocese of Huron

The Synod of the Diocese of Keewatin

The Bishop of Moosonee

The Diocese of Moosonee

The Synod of the Diocese of New Westminster

The Synod of the Diocese of Qu'Appelle

The Synod of the Anglican Church of the Diocese of Quebec

The Diocese of Saskatchewan

The Synod of the Diocese of Yukon

The Bishop of the Arctic

The Diocese of the Arctic

**Initiales du Signataire**

**Initiales du Témoin**

The Anglican Synod of the Diocese of Caledonia

The Diocesan Synod of Central Newfoundland

The Diocesan Synod of Eastern Newfoundland and Labrador

The Synod of the Diocese of Edmonton

The Diocesan Synod of Fredericton

The Synod of the Diocese of Kootenay

The Synod of the Diocese of Montreal

The Synod of the Diocese of Niagara

The Diocesan Synod of Nova Scotia and Prince Edward Island

The Incorporated Synod of the Diocese of Ontario

The Incorporated Synod of the Diocese of Ottawa

The Synod of the Diocese of Rupert's Land

The Diocese of Saskatoon

The Incorporated Synod of the Diocese of Toronto

The Diocesan Synod of Western Newfoundland

The Synod of the Diocese of Brandon

The Canada Impact North Ministries

The Company for the Propagation of the Gospel in New England (also known as The New England Company)

Anglican Parishes of the Central Interior

**Initiales du Signataire**

**Initiales du Témoin**

The Presbyterian Church in Canada

The Trustee Board of the Presbyterian Church in Canada

The Women's Missionary Society of the Presbyterian Church in Canada

The United Church of Canada

The Foreign Mission of the Presbyterian Church in Canada

Board of Home Missions and Social Services of the Presbyterian Church in Canada

The Board of Home Missions of the United Church of Canada

The Women's Missionary Society of the United Church of Canada

The Baptist Church in Canada

The Methodist Church of Canada

The Missionary Society of the Methodist Church of Canada (also known as the Methodist Missionary Society)

Sisters of Charity, a body corporate also known as Sisters of Charity of St. Vincent de Paul, Halifax also known as Sisters of Charity Halifax

The Roman Catholic Episcopal Corporation of Halifax

Les Soeurs De Notre Dame-Auxiliatrice

Les Soeurs de St. François D'Assise

Institut Des Soeurs Du Bon Conseil

Les Soeurs de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe (The Sisters of St. Joseph of St. Hyacinthe)

**Initiales du Signataire**

**Initiales du Témoin**

Les Soeurs De Jésus-Marie

Les Soeurs de l'Assomption de La Sainte Vierge

Les Soeurs de l'Assomption de la Sainte Vierge de l'Alberta

Les Soeurs de la Charité de St.-Hyacinthe

Les Oeuvres Oblates de l'Ontario

Les Résidences Oblates du Québec

La Corporation Épiscopale Catholique Romaine de la Baie James (The Roman Catholic Episcopal Corporation of James Bay)

The Catholic Diocese of Moosonee

Soeurs Grises de Montréal/Grey Nuns of Montreal

Sisters of Charity (Grey Nuns) of Alberta

Les Soeurs de La Charité des T.N.O.

Hôtel-Dieu de Nicolet (HDN)

The Grey Nuns of Manitoba Inc. – Les Soeurs Grises du Manitoba Inc.

La Corporation Épiscopale Catholique Romaine de la Baie d'Hudson (The Roman Catholic Episcopal Corporation of Hudson's Bay)

Missionary Oblates – Grandin

Les Oblats de Marie Immaculée du Manitoba

The Archiepiscopal Corporation of Regina

The Sisters of the Presentation

**Initiales du Signataire**

**Initiales du Témoin**

The Sisters of St. Joseph of Sault St. Marie

Les Soeurs de la Charité d'Ottawa – Sisters of Charity of Ottawa

Sisters of Instruction of the Child Jesus

Oblates of Mary Immaculate – St. Peter's Province

The Sisters of St. Ann

The Benedictine Sisters of Mt. Angel Oregon

Les Pères Montfortains

The Roman Catholic Bishop of Kamloops Corporation Sole

The Bishop of Victoria, Corporation Sole

The Roman Catholic Bishop of Nelson Corporation Sole

Order of the Oblates of Mary Immaculate in the Province of British Columbia

The Sisters of Charity of Providence of Western Canada

Les Soeurs de Charité de la Providence des Territoires du Nord Ouest  
(predecessor)

La Corporation Épiscopale Catholique Romaine de Grouard

Roman Catholic Episcopal Corporation of Keewatin

La Corporation Archiépiscopale Catholique Romaine de St. Boniface

Les Missionnaires Oblates de St. Boniface - The Missionary Oblate Sisters of St.  
Boniface

Roman Catholic Archiepiscopal Corporation of Winnipeg

**Initiales du Signataire**

**Initiales du Témoin**

La Corporation Épiscopale Catholique Romaine de Prince Albert

The Roman Catholic Bishop of Thunder Bay

Immaculate Heart Community of Los Angeles CA

Archdiocese of Vancouver - The Roman Catholic Archbishop of Vancouver

Roman Catholic Diocese of Whitehorse

The Catholic Episcopal Corporation of Whitehorse

The Catholic Episcopal Corporation of MacKenzie

The Roman Catholic Episcopal Corporation of Prince Rupert

Episcopal Corporation of Saskatoon

OMI Lacombe Canada Inc.

Mt. Angel Abbey Inc.

**Initiales du Signataire**

**Initiales du Témoin**



## Directive sur les voyages

# Directive sur les voyages

(Also published in English as *Travel Directive*)

La Directive sur les voyages a été élaborée de concert avec les représentants de l'employeur et des agents négociateurs membres du Conseil national mixte. Ses dispositions font partie des conventions collectives des parties concernées en vertu du Règlement du Conseil national mixte. Les dispositions s'appliquent aussi aux personnes qui ne sont pas assujetties aux conventions collectives tel qu'il est indiqué dans la directive ou selon la politique de l'employeur.

Pour de plus amples renseignements sur le Conseil national mixte, veuillez consulter le site Web : <http://www.njc-cnm.gc.ca>.

**Nota :** Veuillez prendre note que vous devez avoir la capacité d'accès à Internet pour accéder le site mentionné ci-haut.

## Table des matières

<b>Principes.....</b>	<b>1</b>
<b>Généralités .....</b>	<b>1</b>
<b>Date d'entrée en vigueur.....</b>	<b>2</b>
<b>Objet et portée .....</b>	<b>2</b>
<b>Champ d'application .....</b>	<b>2</b>
<b>Définitions.....</b>	<b>2</b>
<b>Partie I Administration.....</b>	<b>5</b>
1.1    Autorisation .....	5
1.2    Programmes de fidélisation .....	5
1.3    Paiements en trop.....	5
1.4    Reçus .....	5
1.5    Responsabilités .....	6
1.6    Fournisseurs, services et produits.....	7
1.7    Avances de voyage.....	7
1.8    Formules applicables aux voyages .....	7
1.9    Changement du lieu de travail .....	7





---

## Directive sur les voyages

<b>Partie II Assurances .....</b>	<b>8</b>
2.1 Régimes d'assurance et indemnisation .....	8
2.2 Assurance-automobile .....	9
<b>Partie III Modules sur les voyages.....</b>	<b>10</b>
3.1 Module 1 – Voyages dans la zone d'affectation – Sans nuitée .....	10
3.2 Module 2 – Voyages hors de la zone d'affectation – Sans nuitée .....	14
3.3 Module 3 – Voyages au Canada et dans les États continentaux des États-Unis – avec nuitée .....	18
3.4 Module 4 – Voyages internationaux – avec nuitée.....	26
<b>Partie IV Circonstances spéciales de voyage.....</b>	<b>33</b>
4.1 Agents d'escorte.....	33
4.2 Officiers et équipages de navire.....	33
4.3 Besoins particuliers en matière de transport .....	34
<b>Partie V Urgences, maladies, blessures et décès en cours de déplacement</b>	<b>35</b>
5.1 Décès en cours de déplacement .....	35
5.2 Urgences, maladies et blessures au cours d'un voyage en cours de déplacement	35



## Directive sur les voyages

### Principes

Les principes énoncés ci-après ont été élaborés par les représentants des agents négociateurs de concert avec les représentants de la partie patronale du Conseil national mixte. Ces principes constituent la pierre angulaire de la gestion des voyages d'affaires du gouvernement et devraient aider tous les membres du personnel et de la direction à établir des pratiques de voyage justes, raisonnables et modernes dans toute la fonction publique.

**Confiance** – accroître le pouvoir et la latitude des employés et des gestionnaires d'agir d'une manière juste et raisonnable.

**Souplesse** – créer un environnement dans lequel les décisions de gestion respectent l'obligation d'adaptation, répondent au mieux aux besoins et aux préférences des employés et tiennent compte des nécessités du service dans l'organisation des préparatifs de voyage.

**Respect** – créer un environnement sensible aux besoins des employés et des processus favorables aux voyages.

**Valorisation des gens** – reconnaître les employés d'une manière professionnelle tout en soutenant les employés, leurs familles, leur santé et la sécurité des voyages.

**Transparence** – assurer l'application cohérente, juste et équitable de la politique et de ses pratiques.

**Pratiques de voyage modernes** – adopter des pratiques de gestion des voyages qui soutiennent les principes et tiennent compte des tendances et des réalités de l'industrie des voyages; élaborer et mettre en oeuvre le cadre et la structure appropriés de responsabilisation des voyages.

### Généralités

#### **Convention collective**

La présente directive est considérée comme faisant partie intégrante des conventions collectives conclues entre les parties représentées au sein du Conseil national mixte. Les fonctionnaires doivent pouvoir la consulter facilement.

#### **Procédure de règlement des griefs**

Dans les cas d'allégations selon lesquelles le contenu de la présente directive a été mal interprété ou mal appliqué, la procédure de règlement des griefs applicable à tous les fonctionnaires syndiqués en vertu de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* sera celle décrite à l'article 14.0 du *Règlement du Conseil national mixte*. Pour les fonctionnaires non syndiqués, c'est la procédure de règlement de griefs du ministère ou de l'organisme concerné qui s'applique.



## Directive sur les voyages

### Date d'entrée en vigueur

La présente directive entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2002.

### Objet et portée

La présente directive a pour objet de garantir un traitement juste aux fonctionnaires appelés à effectuer des voyages en service commandé conformément aux principes susmentionnés. Les dispositions de la présente directive sont impératives et prévoient le remboursement de dépenses raisonnables qui ont dû être engagées pendant un voyage en service commandé. Ces dispositions font en sorte que les fonctionnaires n'ont pas à engager des frais supplémentaires. Elles ne doivent pas constituer une source de revenu ni de rémunération quelconque, lesquels ouvriraient la voie au gain personnel.

### Champ d'application

La présente directive s'applique aux fonctionnaires de la fonction publique, au personnel exonéré et à d'autres personnes voyageant en service commandé, y compris à des fins de formation. Elle ne s'applique pas aux personnes dont les voyages d'affaires sont régis par d'autres autorisations.

### Définitions

**Classe économique** (*economy class*) - classe normale des voyages d'affaires par avion, y compris les billets spéciaux à tarif réduit. Elle exclut la première classe et la classe d'affaires ou les classes équivalentes.

**Conjoint ou conjoint de fait** (*spouse or common-law partner*) – conformément à la Loi sur la modernisation de certains régimes d'avantages et d'obligations, les parties au présent protocole conviennent que :

- a) dans les conventions collectives conclues entre les parties au présent protocole, le terme « conjoint » est remplacé par l'expression « époux ou conjoint de fait ». Une relation de conjoint de fait existe lorsque, pour une période continue d'au moins un an, un employé a vécu dans une relation conjugale avec une personne. Le mot « époux » désigne la personne mariée l'employée.
- b) aux fins des Directives sur le service extérieur, le terme « conjoint » est remplacé par l'expression « époux ou conjoint de fait ». Une relation de conjoint de fait existe lorsque, pour une période continue d'au moins un an, un employé a vécu dans une relation conjugale avec une personne. Cet « époux ou conjoint de fait » doit se qualifier comme « personne à charge » au titre des Directives sur le service extérieur. Le mot « époux » désigne la personne mariée à l'employée.

**Déclaration** (*declaration*) – énoncé écrit et signé par le voyageur qui dresse la liste et atteste des dépenses engagées pour lesquelles il ne possède pas de reçu.



---

## Directive sur les voyages

**Déplacement** (*travel status*) - absence du voyageur hors de sa zone d'affectation pendant un voyage en service commandé.

**Employeur** (*employer*) – sa Majesté du chef du Canada, représentée par le Conseil du Trésor; comprend en outre les personnes autorisées à exercer les pouvoirs conférés au Conseil du Trésor.

**Faux frais** (*incidental expense allowance*)

**Canada et États continentaux des États-Unis** (*Canada and Continental USA*) – indemnité servant à couvrir les frais qui peuvent être attribués à un déplacement et à l'égard desquels la présente directive ne prévoit aucun autre type de remboursement ou d'indemnité et pouvant compenser pour les dépenses engagées en raison du déplacement. Il s'agit, mais non de façon limitative, des dépenses telles les pourboires, le blanchissage, le nettoyage à sec, l'eau en bouteille, les appels téléphoniques, la tonte de pelouse, le déneigement, les rondes de sécurité au domicile, l'arrosage des plantes, les services postaux, le soin aux animaux de compagnie, les branchements et les services de télécommunications, et l'envoi de certains effets personnels.

**International** (*International*) – indemnité servant à couvrir les frais qui peuvent être attribués à un déplacement et à l'égard desquels la présente directive ne prévoit aucun autre type de remboursement ou d'indemnité et pouvant compenser pour les dépenses engagées en raison du déplacement. Il s'agit, mais non de façon limitative, des dépenses telles les pourboires, le blanchissage, le nettoyage à sec, la tonte de pelouse, le déneigement, les rondes de sécurité au domicile, l'arrosage des plantes, les services postaux, le soin aux animaux de compagnie, les branchements et les services de télécommunications, et l'envoi de certains effets personnels.

**Fonctionnaire** (*employee*) – personne au service de la fonction publique fédérale.

**Indemnité globale** (*comprehensive allowance*) – indemnité quotidienne qui peut prévoir un montant versé au titre d'une partie ou de la totalité des repas, des faux frais, du transport quotidien et du logement.

**Lieu de travail** (*workplace*)

**Permanent/régulier** (*permanent/regular*) – endroit permanent unique déterminé par l'employeur où un fonctionnaire exerce habituellement les fonctions de son poste ou d'où il relève.

**Temporaire** (*temporary*) – endroit unique où un fonctionnaire exerce temporairement les fonctions de son poste ou d'où il relève dans la zone d'affectation.

**Logement** (*accommodation*)

**Logement commercial** (*commercial accommodation*) – établissements d'hébergement, comme un hôtel, un motel, une résidence d'affaires ou un appartement.



---

## Directive sur les voyages

**Locaux d'hébergement du gouvernement et d'une institution** (*government and institutional accommodation*) - les centres de formation du gouvernement fédéral, les universités, les collèges, les établissements militaires canadiens ou étrangers, les hôpitaux des AAC, les roulottes, les tentes ou autre installation que l'État possède, régit, autorise ou dirige, y compris les établissements d'enseignement qui offrent l'hébergement pour la nuit.

**Logement particulier non commercial** (*private non-commercial accommodation*) - habitation privée ou établissement non commercial où le fonctionnaire ne loge pas de façon habituelle.

**Personne à charge** (*dependant*) – personne qui habite en permanence avec le ou la fonctionnaire à sa résidence et :

- a) qui est le conjoint du fonctionnaire, ou
- b) qui est un enfant naturel, un enfant issu d'un mariage antérieur de son conjoint, un enfant adopté, incluant un enfant adopté par des Autochtones en vertu de la pratique courante d'adoption selon les coutumes autochtones, ou un enfant en tutelle de ce fonctionnaire ou du conjoint du fonctionnaire qui est à la fois à la charge du fonctionnaire et
  - (i) qui est âgé d'au plus 18 ans; ou
  - (ii) qui est à la charge du fonctionnaire en raison d'une déficience physique ou intellectuelle; ou
  - (iii) qui fréquente à plein temps une école ou un autre établissement d'enseignement qui assure une formation ou un enseignement théorique de nature pédagogique, professionnelle ou technique; ou
- c) qui est un parent, un grand-père, une grand-mère, un frère, une sœur, un oncle, une tante, une nièce, un neveu, un petit-fils ou une petite-fille du fonctionnaire ou de son conjoint qui est à la fois à la charge du fonctionnaire et
  - (i) qui est âgé d'au plus 18 ans; ou
  - (ii) qui est à la charge du fonctionnaire en raison d'une déficience physique ou intellectuelle; ou
  - (iii) qui fréquente à plein temps une école ou un autre établissement d'enseignement qui assure une formation ou un enseignement théorique de nature pédagogique, professionnelle ou technique.

**Reçu** (*receipt*) - document original ou une copie carbone où figurent la date de la dépense et le montant dépensé par le voyageur.

**Voyage en service commandé** (*government business travel*) - désigne tous les voyages d'affaires autorisés par l'employeur. L'expression est utilisée en rapport avec les circonstances



---

## Directive sur les voyages

dans lesquelles les dépenses prévues dans la présente directive peuvent être payées ou remboursées par l'État.

**Voyageur** (*traveller*) – une personne qui voyage en service commandé autorisé.

**Zone d'affectation** (*headquarters area*) - région qui s'étend sur 16 kilomètres du lieu de travail assigné en empruntant la route terrestre la plus directe, sûre et praticable.

## Partie I Administration

### 1.1 Autorisation

1.1.1 Il incombe à l'employeur d'autoriser les voyages d'affaires et de déterminer s'il est nécessaire de voyager, et de garantir que tous les préparatifs de voyage sont conformes aux dispositions de la présente directive. Comme suite à une consultation entre l'employeur et le fonctionnaire, l'organisation des préparatifs de voyage doit répondre au mieux aux besoins et aux préférences des employés et aux nécessités du service de l'employeur.

1.1.2 Les voyages d'affaires doivent être autorisés par écrit au préalable de manière à garantir que tous les préparatifs de voyage sont conformes aux dispositions de la présente directive. Dans des circonstances particulières, le voyage peut être autorisé après coup par l'employeur.

1.1.3 Les dépenses découlant d'une interprétation erronée ou d'une autre erreur peuvent ou non être remboursées. Toutefois, ces situations seront examinées au cas par cas.

### 1.2 Programmes de fidélisation

1.2.1 Dans la mesure où l'État n'a pas à débours des frais supplémentaires, les fonctionnaires qui voyagent en service commandé peuvent adhérer à des programmes de fidélisation et utiliser les avantages offerts par l'industrie du tourisme à des fins officielles ou personnelles. Ces privilèges sont subordonnés à l'utilisation des services et produits approuvés par le gouvernement.

### 1.3 Paiements en trop

1.3.1 Les paiements en trop, notamment les remboursements ou les versements qui ne sont pas conformes à la présente directive, doivent être recouvrés auprès du voyageur à titre de dette à l'État.

### 1.4 Reçus

1.4.1 Lorsque le voyageur certifie que le reçu est perdu, qu'il a été détruit accidentellement ou qu'il était impossible de l'obtenir, une déclaration peut remplacer le reçu.



---

## Directive sur les voyages

### 1.5 Responsabilités

#### 1.5.1 L'employeur doit :

- a) établir la structure de délégation adéquate en vue de se conformer à la présente directive;
- b) s'assurer que la présente directive est accessible au lieu de travail normal du fonctionnaire, pendant les heures de travail de ce dernier;
- c) de concert avec le fonctionnaire
  - (i) déterminer s'il est nécessaire de voyager;
  - (ii) faire en sorte que les préparatifs de voyage sont conformes aux dispositions de la présente directive; et
  - (iii) veiller à prendre des mesures d'adaptation tant qu'il n'en résulte pas une contrainte excessive.
- d) autoriser les voyages d'affaires;
- e) vérifier et approuver les demandes d'indemnité de déplacement avant que les frais ne soient remboursés; et
- f) faire en sorte que tous les préparatifs de voyage respectent les lois fédérales et les politiques de l'employeur qui s'appliquent, telles que la Loi sur l'équité en matière d'emploi et la Loi sur les langues officielles.

#### 1.5.2 Le voyageur doit :

- a) prendre connaissance des dispositions de la présente directive;
- b) consulter l'employeur et obtenir l'autorisation de voyager conformément à la présente directive;
- c) informer l'employeur ou ses fournisseurs des mesures d'adaptation qui doivent être prises pour répondre à ses besoins;
- d) remplir et présenter une demande d'indemnité de déplacement accompagnée des documents à l'appui nécessaires aussitôt que possible après la fin du voyage d'affaires. Lorsque le voyage dure plus d'un mois, le voyageur peut présenter une demande d'indemnité de déplacement provisoire avant la fin du voyage; et
- e) être responsable de l'annulation des réservations au besoin, de la sauvegarde des avances de voyage et des fonds fournis et de la remise des fonds excédentaires en temps opportun.





---

## Directive sur les voyages

1.5.3 Lorsque l'employeur et le fonctionnaire n'arrivent pas à trouver une solution aux obstacles qui nuisent aux personnes handicapées pouvant découler de l'application de la présente directive, l'employeur et le fonctionnaire doivent consulter un spécialiste de l'équité en matière d'emploi du ministère ou de la partie syndicale, ou les deux.

### **1.6 Fournisseurs, services et produits**

Les fonctionnaires qui voyagent en service commandé doivent avoir recours aux fournisseurs, aux services et aux produits sélectionnés et approuvés par le gouvernement aux fins des déplacements officiels lorsqu'ils sont accessibles. Si le fonctionnaire doit utiliser une carte individuelle de voyage pour accéder à ces fournisseurs, services et produits, il doit avoir accepté qu'une carte lui soit remise et doit accepter de s'en servir.

1.6.2 Il faut utiliser en priorité les fournisseurs, les services et les produits canadiens.

1.6.3 Si, en raison des circonstances, il n'a pas été possible de payer au préalable des dépenses de voyage, il faut rembourser au voyageur les frais réels et raisonnables étayés par des reçus.

### **1.7 Avances de voyage**

1.7.1 Les fonctionnaires qui voyagent en service commandé doivent obtenir une avance de voyage si les services et les produits approuvés par le gouvernement ne sont pas payés d'avance ou qu'il est impossible de les payer en utilisant une carte individuelle de voyage.

1.7.2 Si un fonctionnaire décide de ne pas obtenir ou utiliser une carte individuelle de voyage, le fonctionnaire et l'employeur devront discuter de la possibilité de lui accorder une avance. En pareil cas, les avances de voyage ne doivent pas être indûment refusées.

### **1.8 Formules applicables aux voyages**

1.8.1 Il faut utiliser les formules applicables aux voyages d'affaires du gouvernement pour obtenir une autorisation de voyager et pour présenter une demande d'indemnité de déplacement accompagnée des documents à l'appui, au besoin.

### **1.9 Changement du lieu de travail**

1.9.1 Lorsqu'un fonctionnaire est assigné d'un lieu de travail permanent à un lieu de travail temporaire pour une durée de moins de 30 jours civils consécutifs, les dispositions de la présente directive doivent être suivies.

1.9.2 Lorsqu'un fonctionnaire est assigné d'un lieu de travail permanent à un lieu de travail temporaire, pour une durée de 30 jours civils consécutifs et plus, les dispositions de la présente directive doivent être suivies sauf si les conditions suivantes sont réunies : le fonctionnaire doit obtenir, par écrit, un préavis de 30 jours civils concernant le changement du lieu de travail. Dans les cas où le fonctionnaire n'est pas avisé par écrit du changement de lieu de travail, les





---

## Directive sur les voyages

conditions de la présente directive doivent être suivies pour la durée du changement de lieu de travail jusqu'à concurrence de 60 jours civils.

## Partie II Assurances

### 2.1 Régimes d'assurance et indemnisation

2.1.1 Si un fonctionnaire tombe malade ou est blessé ou décède pendant un voyage en service commandé, lui-même ou, s'il y a lieu, les personnes à sa charge, sont protégés en vertu des autorisations suivantes, sous réserve des conditions qui y sont énoncées :

- a) la convention collective ou toute autre autorisation régissant les conditions d'emploi, par exemple les congés pour accident du travail et les indemnités de départ,
- b) la *Loi sur l'indemnisation des employés de l'État*,
- c) le *Règlement sur l'indemnisation en cas d'accident d'aviation*,
- d) la *Loi sur la pension de la fonction publique*,
- e) le Régime de pensions du Canada ou le Régime de rentes du Québec,
- f) le Régime d'assurance pour les cadres de gestion de la fonction publique,
- g) le Régime d'assurance-invalidité,
- h) le Régime de soins de santé de la fonction publique (pour les frais médicaux et les frais d'hospitalisation qui ne sont pas payés en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des employés de l'État*),
- i) la Politique sur l'immunité accordée aux fonctionnaires de l'État en cas de poursuite civile intentée contre un fonctionnaire par une tierce partie,
- j) l'assurance contractée dans le cadre de la passation d'un marché avec des fournisseurs ou pour l'obtention de services et de produits approuvés par le gouvernement.

2.1.2 Les détails concernant les programmes d'indemnisation de la fonction publique se trouvent à l'Appendice A.

2.1.3 Les fonctionnaires sont priés de vérifier auprès de leur agent d'assurance s'ils sont suffisamment assurés s'ils prennent un vol non commercial.

2.1.4 Les voyageurs qui souscrivent à une assurance complémentaire ne peuvent pas se faire rembourser la prime, mais ont droit au remboursement de la prime d'une assurance applicable au



---

## Directive sur les voyages

remplacement (ou aux réparations) des bagages perdus ou endommagés pendant un voyage d'affaires, sauf si cette assurance est fournie.

### **2.2 Assurance-automobile**

2.2.1 Les fonctionnaires autorisés à utiliser un véhicule de l'État doivent conduire eux-mêmes. Le gouvernement fédéral auto-assure ses propres véhicules et n'assume aucune responsabilité lorsque des conducteurs non autorisés sont personnellement responsables d'un accident.

2.2.2 Les voyageurs autorisés à louer un véhicule doivent souscrire à une assurance-collision sans franchise pour toute la période de location de l'automobile. Cette protection ne coûte rien lorsqu'ils utilisent une carte individuelle de voyage approuvée par le gouvernement. Si les voyageurs ne peuvent pas utiliser une telle carte, ils doivent être remboursés pour les frais engagés pour souscrire à une assurance-collision sans franchise.

2.2.3 Les voyageurs ne peuvent pas demander le remboursement de la prime d'assurance-accident corporel.

2.2.4 L'employeur n'assume pas, à l'égard des véhicules particuliers, de responsabilités financières autres que le paiement de l'indemnité prévue pour le nombre de kilomètres parcourus et le paiement de la prime d'assurance d'affaires supplémentaires au besoin. L'employeur ne rembourse pas les franchises prévues par la police d'assurance.

2.2.5 Les véhicules particuliers ou autres moyens de transport utilisés en service commandé doivent être à tout le moins protégés par une assurance-automobile provinciale/territoriale/gouvernementale/d'État dont la protection englobe la responsabilité civile et les dommages matériels.

2.2.6 La prime supplémentaire de l'assurance-responsabilité civile et dommages matériels, l'assurance-collision et la prime globale pendant une certaine période seront remboursées lorsqu'il est nécessaire de souscrire à une assurance d'affaires supplémentaire pour un véhicule.

2.2.7 Les voyageurs qui comptent transporter des passagers sont priés de vérifier auprès de leur agent d'assurance s'ils sont suffisamment assurés.



---

## Directive sur les voyages

### Partie III Modules sur les voyages

#### **3.1    *Module 1 – Voyages dans la zone d’affectation – Sans nuitée***

Les dispositions énoncées dans le présent Module sur les voyages s’appliquent dans le cas d’un fonctionnaire en voyage en service commandé dans la zone d’affectation pour un séjour sans nuitée.

##### **3.1.1    *Logement***

Le remboursement des frais de logement engagés par le fonctionnaire dans sa zone d’affectation ne doit pas normalement être autorisé. Si un fonctionnaire se trouve dans l’une des situations exceptionnelles suivantes, il doit être considéré comme en déplacement et ses frais de logement doivent lui être remboursés, conformément aux dispositions du Module 3 :

- a)      logement dans les locaux du gouvernement pour participer à des conférences, à des réunions ou à des cours de formation de plus d’un jour;
- b)      logement sur les campus universitaires ou collégiaux pour participer à des conférences, à des réunions ou à des cours de formation de plus d’un jour;
- c)      logement dans des établissements commerciaux seulement dans des situations exceptionnelles ou d’urgence, lorsque les fonctionnaires sont tenus de demeurer près de leur poste pour des périodes beaucoup plus longues que la durée normale du travail, par exemple le maintien de l’ordre en période de crise ou le prolongement des séances de négociation collective.

##### **3.1.2    *Dépenses supplémentaires***

Le fonctionnaire doit être remboursé pour les dépenses non prévues par ailleurs qu’il engage (par exemples photocopies, service de traitement de textes, télécopies, connexions Internet, location et transport de machines de bureau nécessaires et transport d’effets personnels nécessaires).

##### **3.1.3    *Eau en bouteille***

Sans objet pour ce module.

##### **3.1.4    *Taux de change***

Sans objet pour ce module.

##### **3.1.5    *Garde des personnes à charge***

Sans objet pour ce module.



---

## Directive sur les voyages

### **3.1.6 Communications à domicile**

Sans objet pour ce module.

### **3.1.7 Faux frais**

Sans objet pour ce module.

### **3.1.8 Assurances**

Se reporter à la Partie II et à l'Appendice A.

### **3.1.9 Repas**

À moins d'indications contraires dans les conditions d'emploi ou les conventions collectives, les frais de repas pris dans la zone d'affectation ne doivent pas normalement être remboursés.

Les frais de repas, appuyés de reçus, peuvent être remboursés dans les limites prévues à l'Appendice C concernant les indemnités pour les repas dans les situations suivantes :

- a) lorsqu'un fonctionnaire est tenu de travailler pendant ses heures normales de repas ou au-delà de celles-ci, et se trouve clairement dans une situation où les dépenses pour son repas sont plus élevées qu'elles ne le seraient normalement;
- b) lorsque le fonctionnaire est tenu d'assister à des conférences, à des colloques, à des réunions ou à des audiences publiques comportant des séances en fin de semaine ou les jours fériés;
- c) lorsque le fonctionnaire est tenu d'assister à des conférences, à des colloques, à des réunions et à des audiences publiques officielles qui durent toute la journée et que les repas font partie intégrante des activités;
- d) lorsque le fonctionnaire, à titre de représentant de l'employeur, participe à des séances de négociation collective;
- e) lorsque, en restant ensemble pour la pause-repas normale, les membres d'un groupe de travail ou d'un comité effectuant des études intensives améliorent leur efficacité;
- f) lorsque le remboursement des dépenses est manifestement raisonnable et légitime parce qu'elles découlent des fonctions du fonctionnaire.

### **3.1.10 Périodes de repos**

Sans objet pour ce module.



## Directive sur les voyages

### 3.1.11 Transports

Le moyen de transport doit être déterminé en tenant compte du coût, de la durée, de la commodité, de la sécurité et de l'accessibilité. En plus des conditions présentées dans la présente section aux sous-sections Commercial, Véhicules et Autres moyens de transport, les dépenses liées au moyen de transport sélectionné, telles que les frais de traversier, de péages et d'amarrage, sont remboursées.

Lorsque des heures supplémentaires ou les déplacements autorisés perturbent les habitudes quotidiennes de déplacement du fonctionnaire, les frais de transport supplémentaires qu'il a dû assumer pour le trajet entre le domicile et le lieu de travail lui sont remboursés.

Lorsque les conditions stipulées à la sous-section Changement de lieu de travail ne sont pas respectées, le transport jusqu'au lieu de travail temporaire est fourni ou le fonctionnaire doit être remboursé selon le taux par kilomètre pour la distance parcourue entre la résidence et le lieu de travail temporaire, ou entre le lieu de travail permanent et le lieu de travail temporaire, selon la plus courte de ces distances.

#### a) **Commercial**

Dans la mesure du possible, lorsque les transports commerciaux sont autorisés et utilisés, le voyageur doit recevoir les billets prépayés dont il a besoin.

Il convient d'envisager l'utilisation de taxis, de navettes et des services de transport en commun locaux pour les déplacements sur courte distance. Les dépenses réelles sont remboursées, sur présentation des reçus.

#### b) **Autres moyens de transport**

À l'occasion, l'employeur peut autoriser d'autres moyens de transport qui ne sont pas habituellement utilisés sur les routes pour des déplacements en service commandé lorsque ces moyens de transport sont sûrs, économiques et pratiques.

Les voyageurs qui utilisent ces autres moyens de transport touchent un remboursement au taux par kilomètre applicable selon la distance qu'ils auraient parcourue selon un itinéraire direct, si la distance est connue. Si elle ne l'est pas, le voyageur touche un remboursement pour la distance réelle ou raisonnable parcourue.

#### c) **Véhicules**

La norme applicable aux véhicules de location est une voiture de série intermédiaire. L'utilisation d'une voiture de location dont la taille dépasse la norme établie doit être autorisée lorsque des facteurs comme, sans en exclure d'autres, la sécurité, les besoins du voyageur et le volume ou le poids des marchandises transportées entrent en jeu.



---

## Directive sur les voyages

Les taux par kilomètre payables pour l'usage d'un véhicule particulier conduit en service commandé autorisé sont précisés à l'Appendice B. Les voyageurs doivent suivre les itinéraires les plus directs, sûrs et praticables et ne doivent demander un remboursement qu'à l'égard des distances qu'il est nécessaire de parcourir en service commandé.

Lorsque le fonctionnaire est autorisé à se servir d'un véhicule particulier en service commandé dans sa zone d'affectation, il sera remboursé selon les taux par kilomètre prévus à l'Appendice B.

Les frais de stationnement ne sont habituellement pas payés lorsque le fonctionnaire est de service à son lieu de travail. Pour toute journée où il est autorisé à se servir d'un véhicule particulier pour se déplacer en service commandé, le fonctionnaire touche le remboursement des frais réels de stationnement pour cette journée.

### ***3.1.12 Voyage de fin de semaine au foyer***

Sans objet pour ce module.

### ***3.1.13 Voyage de fin de semaine – solutions de rechange***

Sans objet pour ce module.



---

## Directive sur les voyages

### **3.2 Module 2 – Voyages hors de la zone d'affectation – Sans nuitée**

Les dispositions énoncées dans le présent Module sur les voyages s'appliquent dans le cas d'un voyageur en service commandé hors de la zone d'affectation pour un séjour sans nuitée.

#### **3.2.1 Logement**

Sans objet pour ce module.

#### **3.2.2 Dépenses supplémentaires**

Le fonctionnaire doit être remboursé pour les dépenses non prévues par ailleurs qu'il engage (par exemple communications d'affaires, photocopies, service de traitement de textes, télécopies, connexions Internet, location et transport de machines de bureau nécessaires et transport d'effets personnels nécessaires).

Lorsque le plan du déplacement est changé pour des raisons indépendantes de la volonté du fonctionnaire, celui-ci doit se faire rembourser des frais raisonnables pour les appels téléphoniques effectués pour réorganiser son plan de déplacement.

Lorsqu'un fonctionnaire est tenu de se rendre en service commandé hors du Canada, l'employeur doit prendre les dispositions nécessaires pour qu'il obtienne le passeport et/ou le visa, les inoculations, les vaccins, les radiographies et les certificats médicaux dont il a besoin, selon le cas, sans que cela ne lui coûte quoi que ce soit. Dans la mesure du possible, les fonctionnaires doivent obtenir les services médicaux auprès des ministères de la Santé, des Affaires des anciens combattants ou de la Défense nationale.

#### **3.2.3 Eau en bouteille**

Sans objet pour ce module.

#### **3.2.4 Taux de change**

Les dépenses engagées pour la conversion d'un montant raisonnable en devises étrangères et la reconversion de tout solde en devises canadiennes doivent être remboursées, sur présentation des reçus, pour toutes les transactions et sources.

Lorsque ces dépenses ne sont pas étayées par des reçus, le taux de change moyen de la Banque du Canada doit s'appliquer. Dans les cas où la Banque du Canada ne fournit pas un taux de change, un autre taux de change fourni par une institution bancaire établie, déterminée par l'employeur, s'applique. Le taux correspond à la moyenne des taux en vigueur à la date de l'entrée dans le pays et à la date de sortie du pays.



---

## Directive sur les voyages

### ***3.2.5 Garde des personnes à charge***

Un fonctionnaire tenu d'effectuer un voyage en service commandé doit toucher le remboursement pour les dépenses réelles et raisonnables engagées pour la garde des personnes à charge. A cet effet, une indemnité quotidienne jusqu'à concurrence de 35 \$ CAN par ménage est remboursable si une déclaration est fournie. Si un reçu est fourni, l'indemnité quotidienne est remboursable jusqu'à concurrence de 75 \$ CAN par ménage si :

- a) le fonctionnaire est le seul fournisseur de soins d'une personne à charge âgée de moins de 18 ans ou ayant une déficience physique ou intellectuelle; ou
- b) les deux fonctionnaires vivant sous le même toit et travaillant pour le gouvernement fédéral sont les seuls fournisseurs de soins d'une personne à charge âgée de moins de 18 ans ou ayant une déficience physique ou intellectuelle et doivent en même temps effectuer un voyage en service commandé.

L'indemnité de garde des personnes à charge s'applique uniquement aux dépenses encourues en raison d'un voyage et correspondant à des dépenses additionnelles que le fonctionnaire n'aurait pas encourues s'il n'avait pas voyagé.

### ***3.2.6 Communications à domicile***

Sans objet pour ce module.

### ***3.2.7 Indemnité pour faux frais***

Sans objet pour ce module.

### ***3.2.8 Assurances***

Se reporter à la Partie II et à l'Appendice A.

### ***3.2.9 Repas***

Le voyageur doit recevoir une indemnité de repas pour chaque petit déjeuner, déjeuner et dîner pendant son déplacement.

Les indemnités pour les repas doivent être remboursées selon les taux précisés à l'Appendice C.

Une indemnité ne doit pas être versée à un voyageur pour un repas qui lui est fourni gratuitement. Dans les situations exceptionnelles où les voyageurs sont obligés de déboursier des montants supplémentaires parce que les repas servis ne suffisent pas, les frais réels engagés peuvent être remboursés si des reçus sont présentés et si le montant ne dépasse pas l'indemnité prévue pour le repas en question.





## Directive sur les voyages

Lorsqu'un voyageur a payé davantage pour ses repas que les indemnités prévues pour des raisons indépendantes de sa volonté, les dépenses réelles et raisonnables autorisées sont remboursées sur présentation des reçus.

Le remboursement des repas pour les travailleurs de quarts doit être fondé sur une séquence des repas, c'est-à-dire petit déjeuner, déjeuner et dîner, établie selon le début du quart du travailleur.

### **3.2.10 Périodes de repos**

Sans objet pour ce module.

### **3.2.11 Transports**

Le moyen de transport doit être déterminé en tenant compte du coût, de la durée, de la commodité, de la sécurité et de l'accessibilité. En plus des conditions présentées dans la présente section aux sous-sections Commercial, Véhicules et Autres moyens de transport, les dépenses associées au moyen de transport sélectionné, telles que les frais de traversier, de péages et d'amarrage, sont remboursées.

Lorsque des heures supplémentaires ou les déplacements autorisés perturbent les habitudes quotidiennes de déplacement du fonctionnaire, les frais de transport supplémentaires qu'il a dû assumer pour le trajet entre le domicile et le lieu de travail lui sont remboursés.

#### **a) Commercial**

Dans la mesure du possible, lorsque les transports commerciaux sont autorisés et utilisés, le voyageur doit recevoir les billets prépayés dont il a besoin.

La norme applicable aux déplacements en avion est celle du voyage en classe économique. Il faut choisir le tarif aérien le plus économique, compte tenu de l'itinéraire établi à ce moment-là et effectuer les réservations le plus longtemps possible à l'avance.

La norme applicable aux déplacements par train est la classe d'une catégorie supérieure à la classe économique.

Il convient d'envisager l'utilisation de taxis, de navettes et des services de transport en commun locaux pour les déplacements sur courte distance. Les dépenses réelles doivent être remboursées. Des reçus ne devront être fournis que si le montant de la course en taxi dépasse dix dollars.

#### **b) Autres moyens de transport**

À l'occasion, l'employeur peut autoriser d'autres moyens de transport qui ne sont pas habituellement utilisés sur les routes pour des déplacements en service commandé lorsque ces moyens de transport sont sûrs, économiques et pratiques.



---

## Directive sur les voyages

Les voyageurs qui utilisent ces autres moyens de transport touchent un remboursement au taux par kilomètre applicable selon la distance qu'ils auraient parcourue selon un itinéraire direct, si la distance est connue. Si elle ne l'est pas, le voyageur touche un remboursement pour la distance réelle ou raisonnable parcourue.

### c) Véhicules

La norme applicable aux véhicules de location est une voiture de série intermédiaire. L'utilisation d'une voiture de location dont la taille dépasse la norme établie doit être autorisée lorsque des facteurs comme, sans en exclure d'autres, la sécurité, les besoins du voyageur et le volume ou le poids des marchandises transportées entrent en jeu.

Les taux par kilomètre payables pour l'usage d'un véhicule particulier conduit en service commandé autorisé sont précisés à l'Appendice B. Les voyageurs doivent suivre les itinéraires les plus directs, sûrs et praticables et ne doivent demander un remboursement qu'à l'égard des distances qu'il est nécessaire de parcourir en service commandé.

Les voyageurs que l'on conduit ou que l'on prend au terminus doivent recevoir l'indemnité kilométrique selon la distance parcourue en direction et en provenance du terminus pour chaque voyage aller-retour.

Dans l'intérêt de la sécurité au volant, le fonctionnaire autorisé à conduire lui-même une voiture ne devrait pas normalement parcourir une distance supérieure :

- à 250 kilomètres après avoir travaillé toute une journée,
- à 350 kilomètres après avoir travaillé une demi-journée,
- à 500 kilomètres un jour où il n'a pas travaillé.

Les frais de stationnement doivent être remboursés lorsqu'il est plus pratique et économique de laisser le véhicule particulier au terminus pendant la période d'absence.

Pour toute journée où il est autorisé à se servir d'un véhicule particulier pour se déplacer en service commandé, le fonctionnaire touche le remboursement des frais réels de stationnement pour cette journée.

### ***3.2.12 Voyages de fin de semaine***

Sans objet pour ce module.

### ***3.2.13 Voyages de fin de semaine – solutions de rechange***

Sans objet pour ce module.



---

## Directive sur les voyages

### **3.3 Module 3 – Voyages au Canada et dans les États continentaux des États-Unis – avec nuitée**

Les dispositions énoncées dans le présent Module sur les voyages s'appliquent dans le cas d'un voyageur en service commandé pendant un séjour avec nuitée au Canada ou dans les États continentaux des États-Unis.

Une indemnité globale quotidienne peut être accordée lorsque les indemnités établies ne sont pas pratiques, raisonnables ou équitables.

#### **3.3.1 Logement**

La norme en matière de logement est la chambre individuelle dans des établissements sûrs, bien situés et confortables.

Différentes options de logement sont disponibles. En règle générale, il s'agit d'hôtels, de motels, de résidences d'affaires, d'appartements, de logements particuliers non commerciaux et de locaux d'hébergement du gouvernement ou d'une institution.

Il faut se servir du répertoire gouvernemental des hôtels comme guide au moment de déterminer le coût, l'emplacement et le type de logement.

Sauf autorisation contraire du ministère, lorsque le déplacement se rapporte à des activités tenues au sein d'une institution, le fonctionnaire doit séjourner dans les locaux d'hébergement de l'institution.

Dans le cas des fonctionnaires en déplacement dans des bases militaires, l'employeur ne peut pas refuser sans raison valable la demande d'un fonctionnaire qui veut plutôt occuper un logement commercial ou particulier non commercial, à moins que des raisons de service ou de sécurité n'imposent l'utilisation d'un logement spécial.

Bien que les voyageurs séjournent normalement dans un logement commercial, l'utilisation de logements particuliers non commerciaux est une pratique à encourager. Un voyageur qui séjourne dans un logement particulier non commercial doit toucher le remboursement au taux précisé à l'Appendice C. En outre, les coûts de transport terrestre doivent être autorisés lorsqu'ils sont rentables. La rentabilité doit être déterminée en comparant le coût total du transport et de l'hébergement dans un logement particulier non commercial à celui de l'hébergement dans un logement commercial ou un local d'hébergement du gouvernement ou d'une institution et du transport associé.

Pour les déplacements de plus de 30 jours civils consécutifs au même endroit, il convient d'encourager l'utilisation de résidences d'affaires, d'appartements, de logements particuliers non commerciaux et de locaux d'hébergement du gouvernement ou d'une institution. Les voyageurs qui optent de séjourner dans un hôtel après le 30<sup>e</sup> jour lorsque des résidences d'affaires ou des



---

## Directive sur les voyages

appartements sont libres à proximité du lieu de travail ne touchent que le remboursement prévu pour les frais de résidences d'affaires ou d'appartements disponibles.

### ***3.3.2 Dépenses supplémentaires***

Le fonctionnaire doit être remboursé pour les dépenses non prévues par ailleurs qu'il engage (par exemple communications d'affaires, photocopies, service de traitement de textes, télécopies, connexions Internet, location et transport de machines de bureau nécessaires et transport d'effets personnels nécessaires).

Lorsque le plan du déplacement est changé pour des raisons indépendantes de la volonté du fonctionnaire, celui-ci doit se faire rembourser des frais raisonnables pour les appels téléphoniques effectués pour réorganiser son plan de déplacement.

Lorsqu'un fonctionnaire est tenu de se rendre en service commandé hors du Canada, l'employeur doit prendre les dispositions nécessaires pour qu'il obtienne le passeport et/ou le visa, les inoculations, les vaccins, les radiographies et les certificats médicaux dont il a besoin, selon le cas, sans que cela ne lui coûte quoi que ce soit. Dans la mesure du possible, les fonctionnaires doivent obtenir les services médicaux auprès des ministères de la Santé, des Affaires des anciens combattants ou de la Défense nationale.

### ***3.3.3 Eau en bouteille***

Incluse dans les faux frais.

### ***3.3.4 Taux de change***

Les dépenses engagées pour la conversion d'un montant raisonnable en devises étrangères et la reconversion de tout solde en devises canadiennes doivent être remboursées, sur présentation des reçus, pour toutes les transactions et sources.

Lorsque ces dépenses ne sont pas étayées par des reçus, le taux de change moyen de la Banque du Canada doit s'appliquer. Dans les cas où la Banque du Canada ne fournit pas un taux de change, un autre taux de change fourni par une institution bancaire établie, déterminée par l'employeur, s'applique. Le taux correspond à la moyenne des taux en vigueur à la date de l'entrée dans le pays et à la date de sortie du pays.

### ***3.3.5 Garde des personnes à charge***

Un fonctionnaire tenu d'effectuer un voyage en service commandé doit toucher le remboursement pour les dépenses réelles et raisonnables engagées pour la garde des personnes à charge. À cet effet, une indemnité quotidienne jusqu'à concurrence de 35 \$ CAN par ménage est remboursable si une déclaration est fournie et si un reçu est fourni, l'indemnité quotidienne est remboursable jusqu'à concurrence de 75 \$ CAN par ménage. Le fonctionnaire a droit à ces indemnités si : (révisé le 26 novembre 2004)



---

## Directive sur les voyages

a) le fonctionnaire est le seul fournisseur de soins d'une personne à charge âgée de moins de 18 ans ou ayant une déficience physique ou intellectuelle; ou

b) les deux fonctionnaires vivant sous le même toit sont les seuls fournisseurs de soins d'une personne à charge âgée de moins de 18 ans ou ayant une déficience physique ou intellectuelle et doivent effectuer un voyage en service commandé pendant la même période. (révisé le 26 novembre 2004)

L'indemnité de garde des personnes à charge s'applique uniquement aux dépenses encourues en raison d'un voyage et qui sont des dépenses additionnelles encourues par le fonctionnaire quand il ne voyage pas. (révisé le 26 novembre 2004)

### **3.3.6 Communications à domicile**

Les communications à domicile sont incluses dans les faux frais.

L'exception suivante s'applique : les fonctionnaires en déplacement à bord d'un navire doivent être autorisés à effectuer des appels téléphoniques à domicile d'une durée totale ne dépassant pas dix minutes en utilisant le système téléphonique disponible pour chaque période de trois jours consécutifs où ils sont absents du port d'attache. Dans le cas des navires dotés de systèmes de communication par satellites, l'appel téléphonique ne doit pas durer plus de cinq minutes.

### **3.3.7 Faux frais**

Le voyageur touche une indemnité de faux frais pour les dépenses diverses non précisées ailleurs dans la présente directive pour chaque jour ou partie de jour passé en déplacement tel qu'il est énoncé à l'Appendice C. Ne compte pas comme une partie de jour les journées où un vol de fin de soirée arrive à la zone d'affectation du voyageur après minuit.

L'exception suivante s'applique : soixante-quinze pour cent (75 %) de l'indemnité de faux frais doit être versée aux taux précisés à l'Appendice C à compter du 31<sup>e</sup> jour civil consécutif de déplacement au même endroit lorsque des résidences d'affaires ou des appartements situés à proximité du lieu de travail sont à la disposition du voyageur ou lorsque ce dernier opte d'occuper un logement particulier.

Lorsqu'un voyageur visite le même jour des lieux au Canada et aux États-Unis, l'indemnité de faux frais devra être celle qui s'applique à l'endroit où il commence la journée.

### **3.3.8 Assurances**

Se reporter à la Partie II et à l'appendice A.



## Directive sur les voyages

### 3.3.9 Repas

Le voyageur doit recevoir une indemnité de repas pour chaque petit déjeuner, déjeuner et dîner pendant son déplacement.

Les indemnités pour les repas doivent être remboursées selon les taux précisés à l'Appendice C.

L'exception suivante s'applique : soixante-quinze pour cent (75 %) de l'indemnité pour les repas est versée aux taux précisés à l'Appendice C à compter du 31<sup>e</sup> jour civil consécutif de déplacement au même endroit lorsque des résidences d'affaires ou des appartements situés à proximité du lieu de travail sont à la disposition du voyageur ou lorsque ce dernier opte d'occuper un logement particulier.

Une indemnité ne doit pas être versée au fonctionnaire pour un repas qui lui est fourni gratuitement. Dans les situations exceptionnelles où les voyageurs sont obligés de déboursier des montants supplémentaires parce que les repas servis ne suffisent pas, les frais réels engagés peuvent être remboursés si des reçus sont présentés et si le montant ne dépasse pas l'indemnité prévue pour le repas en question.

Lorsqu'un voyageur a payé davantage pour ses repas que les indemnités prévues pour des raisons indépendantes de sa volonté, les dépenses réelles et raisonnables autorisées sont remboursées sur présentation des reçus.

Le remboursement des repas pour les travailleurs de quarts doit être fondé sur une séquence des repas, c'est-à-dire petit déjeuner, déjeuner et dîner, établie selon le début du quart du travailleur.

### 3.3.10 Périodes de repos

Sauf entente contraire, il faut fixer les itinéraires de façon à prévoir :

- a) une période de repos convenable; et/ou
- b) une escale pour la nuit après un temps de déplacement continu d'au moins neuf heures.

Le temps de déplacement correspond au temps passé dans tout moyen de transport en route vers la destination et le temps d'attente pour les correspondances immédiates. Celui-ci comprend le temps de déplacement en direction et en provenance du terminus d'un transporteur.

Une période de repos convenable ne doit pas être indûment refusée.

### 3.3.11 Transports

Le moyen de transport doit être déterminé en tenant compte du coût, de la durée, de la commodité, de la sécurité et de l'accessibilité. En plus des conditions présentées dans la présente section aux sous-sections Commercial, Véhicules et Autres moyens de transport, les dépenses



---

## Directive sur les voyages

associées au moyen de transport sélectionné, telles que les frais de traversier, de péages et d'amarrage, sont remboursées.

Lorsque des heures supplémentaires ou les déplacements autorisés perturbent les habitudes quotidiennes de déplacement du fonctionnaire, les frais de transport supplémentaires qu'il a dû assumer pour le trajet entre le domicile et le lieu de travail lui sont remboursés.

### a) **Commercial**

Dans la mesure du possible, lorsque les transports commerciaux sont autorisés et utilisés, le voyageur doit recevoir les billets prépayés dont il a besoin.

La norme applicable aux déplacements en avion est celle du voyage en classe économique. Il faut choisir le tarif aérien le plus économique, compte tenu de l'itinéraire établi à ce moment-là et effectuer les réservations le plus longtemps possible à l'avance.

La norme applicable aux déplacements par train est la classe d'une catégorie supérieure à la classe économique.

Il convient d'envisager l'utilisation de taxis, de navettes et des services de transport en commun locaux pour les déplacements sur courte distance. Les dépenses réelles sont remboursées. Des reçus ne devront être fournis que si le montant de la course en taxi dépasse dix dollars.

### b) **Autres moyens de transport**

À l'occasion, l'employeur peut autoriser d'autres moyens de transport qui ne sont pas habituellement utilisés sur les routes pour des déplacements en service commandé lorsque ces moyens de transport sont sûrs, économiques et pratiques.

Les voyageurs qui utilisent ces autres moyens de transport touchent un remboursement au taux par kilomètre applicable selon la distance qu'ils auraient parcourue selon un itinéraire direct, si la distance est connue. Si elle ne l'est pas, le voyageur touche un remboursement pour la distance réelle ou raisonnable parcourue.

### c) **Véhicules**

La norme applicable aux véhicules de location est une voiture de série intermédiaire. L'utilisation d'une voiture de location dont la taille dépasse la norme établie doit être autorisée lorsque des facteurs comme, sans en exclure d'autres, la sécurité, les besoins du voyageur et le volume ou le poids des marchandises transportées entrent en jeu.





## Directive sur les voyages

Les taux par kilomètre payables pour l'usage d'un véhicule particulier conduit en service commandé autorisé sont précisés à l'Appendice B. Les voyageurs doivent suivre les itinéraires les plus directs, sûrs et praticables et ne doivent demander un remboursement qu'à l'égard des distances qu'il est nécessaire de parcourir en service commandé.

Les voyageurs que l'on conduit ou que l'on prend au terminus doivent recevoir l'indemnité kilométrique selon la distance parcourue en direction et en provenance du terminus pour chaque voyage aller-retour.

Dans l'intérêt de la sécurité au volant, le fonctionnaire autorisé à conduire lui-même une voiture ne devrait pas normalement parcourir une distance supérieure :

- à 250 kilomètres après avoir travaillé toute une journée,
- à 350 kilomètres après avoir travaillé une demi-journée,
- à 500 kilomètres un jour où il n'a pas travaillé.

Les frais de stationnement doivent être remboursés lorsqu'il est plus pratique et économique de laisser le véhicule particulier au terminus pendant la période d'absence.

Pour toute journée où il est autorisé à se servir d'un véhicule particulier pour se déplacer en service commandé, le fonctionnaire touche le remboursement des frais réels de stationnement pour cette journée.

### ***3.3.12 Voyages de fins de semaine au foyer***

Le recours aux dispositions de voyage de fins de semaine au foyer ou de ses solutions de rechange ne constitue pas une interruption d'un déplacement continu au même endroit.

Un fonctionnaire en déplacement pendant une fin de semaine ou au-delà de cette période a droit à un voyage de fin de semaine au foyer, pourvu que les conditions suivantes soient remplies :

- a) l'horaire de travail permet son absence; et
- b) des services de transport privés ou publics sont disponibles et il est à la fois raisonnable et pratique d'y recourir.

Toutes les fins de semaine :

Un fonctionnaire admissible à se rendre chez lui toutes les fins de semaine touche le remboursement de ses frais de transport réels jusqu'à concurrence des montants suivants :

- a) les frais de son maintien au lieu de déplacement pour la fin de semaine (c.-à-d. indemnités de logement, de repas et de faux frais, et autres indemnités pour les dépenses), si la réservation pour le logement a été annulée pour la fin de semaine; ou





## Directive sur les voyages

b) si le fonctionnaire n'a pas annulé la réservation pour le logement, le montant indiqué à l'Appendice C comme indemnité de transport – voyages de fin de semaine au foyer doit s'appliquer.

Toutes les trois fins de semaine en moyenne :

Il peut arriver que l'endroit où le fonctionnaire est en déplacement pendant plus de 30 jours civils consécutifs au Canada ou dans les états continentaux des États-Unis soit suffisamment éloigné de son foyer qu'un voyage toutes les fins de semaine au foyer soit hors de question.

Dans ces situations où un voyage à toutes les fins de semaine au foyer est hors de question, le fonctionnaire peut rentrer chez lui une fin de semaine sur trois en moyenne, pourvu qu'il soit en déplacement continu. Il peut organiser ces voyages au foyer afin de répondre à des besoins personnels jusqu'à concurrence du nombre total de voyages auxquels il a droit.

Le fonctionnaire touche un remboursement pour le prix du billet d'avion aller-retour le plus économique, pour les frais nécessaires de transport terrestre pour se rendre au terminus du transporteur et en revenir et pour les repas servis en route. Le billet d'avion aller-retour le plus économique doit être réservé 14 jours d'avance et compter obligatoirement un séjour du samedi soir. Les frais de repas et les faux frais payés à destination ne sont pas remboursés. Il n'est pas nécessaire d'annuler la réservation pour le logement au lieu de déplacement.

### ***3.3.13 Voyage de fin de semaine – solutions de rechange***

#### **a) Pour le fonctionnaire**

Pourvu que l'employeur n'exige pas du fonctionnaire qu'il demeure au lieu de déplacement, ce dernier peut passer la fin de semaine à un autre endroit. Pour avoir droit à un remboursement, il devra : annuler le logement (et les repas fournis sur place) au lieu de déplacement; présenter un reçu pour le logement commercial occupé à l'autre endroit, le cas échéant; ne pas retourner à son domicile ou à sa zone d'affectation pendant la fin de semaine.

Le remboursement doit se limiter aux frais de maintien du fonctionnaire au lieu de déplacement et doit comprendre les frais de logement et des repas, les faux frais et les autres dépenses.

Il incombe au fonctionnaire de prendre toutes les dispositions requises pour le voyage sans recourir aux services gouvernementaux approuvés. Le fonctionnaire doit assumer l'entière responsabilité du voyage comme s'il n'était pas en service commandé.

Le recours à cette disposition n'annule pas l'admissibilité du fonctionnaire aux voyages de fins fins de semaine au foyer.



---

**Directive sur les voyages**

**b) Pour le conjoint ou une personne à charge du fonctionnaire**

En guise de solution de rechange aux voyages de fin de semaine au foyer par le fonctionnaire, le conjoint et/ou les personnes à charge peuvent être autorisés à rendre visite au fonctionnaire si cela n'entraîne pas de frais supplémentaires pour l'employeur. Le voyage par avion et les arrangements de voyage seront traités par les fournisseurs du gouvernement. Les frais de transport terrestre pour se rendre au transporteur public et en revenir seront remboursés. Il incombe au fonctionnaire de souscrire à une assurance pour son conjoint et/ou les personnes à charge. (révisé le 27 février 2004)



---

## Directive sur les voyages

### **3.4 Module 4 – Voyages internationaux – avec nuitée**

Les dispositions énoncées dans le présent Module sur les voyages s'appliquent dans le cas d'un voyageur en service commandé pendant un séjour avec nuitée hors du Canada ou des États continentaux des États-Unis.

Une indemnité globale quotidienne peut être accordée lorsque les indemnités établies ne sont pas pratiques, raisonnables ou équitables.

#### **3.4.1 Logement**

La norme en matière de logement est la chambre individuelle dans des établissements sûrs, bien situés et confortables.

Différentes options de logement sont disponibles. En règle générale, il s'agit d'hôtels, de motels, de résidences d'affaires, d'appartements, de logements particuliers non commerciaux et de locaux d'hébergement du gouvernement ou d'une institution.

Il faut se servir du répertoire gouvernemental des hôtels comme guide au moment de déterminer le montant, l'emplacement et le type du logement.

Sauf autorisation contraire du ministère, lorsque le déplacement se rapporte à des activités tenues au sein d'une institution, le voyageur doit séjourner dans les locaux d'hébergement de l'institution.

Dans le cas des fonctionnaires en déplacement dans des bases militaires, l'employeur ne peut pas refuser sans raison valable la demande d'un fonctionnaire qui veut plutôt occuper un logement commercial ou particulier non commercial, à moins que des raisons de service ou de sécurité n'imposent l'utilisation d'un logement spécial.

Bien que les voyageurs séjournent normalement dans un logement commercial, l'utilisation de logements particuliers non commerciaux est une pratique à encourager. Un voyageur qui séjourne dans un logement particulier non commercial doit toucher le remboursement au taux précisé à l'Appendice D. En outre, les coûts de transport terrestre doivent être autorisés lorsqu'ils sont rentables. La rentabilité doit être déterminée en comparant le coût total du transport et de l'hébergement dans un logement particulier non commercial à celui de l'hébergement dans un logement commercial ou un local d'hébergement du gouvernement ou d'une institution et du transport associé.

Pour les déplacements de plus de 30 jours civils consécutifs au même endroit, il convient d'encourager l'utilisation de résidences d'affaires, d'appartements, de logements particuliers non commerciaux et de locaux d'hébergement du gouvernement ou d'une institution. Les voyageurs qui optent de séjourner dans un hôtel après le 30<sup>e</sup> jour lorsque des résidences d'affaires ou des appartements sont libres à proximité du lieu de travail ne touchent que le remboursement prévu pour les frais de résidences d'affaires ou d'appartements disponibles.



---

## Directive sur les voyages

### **3.4.2 Dépenses supplémentaires**

Le fonctionnaire doit être remboursé pour les dépenses non prévues par ailleurs qu'il engage (par exemple communications d'affaires, photocopies, service de traitement de textes, télécopies, connexions Internet, location et transport de machines de bureau nécessaires et transport d'effets personnels nécessaires).

Lorsque le plan du déplacement est changé pour des raisons indépendantes de la volonté du fonctionnaire, celui-ci doit se faire rembourser des frais raisonnables pour les appels téléphoniques effectués pour réorganiser son plan de déplacement.

Lorsqu'un fonctionnaire est tenu de se rendre en service commandé hors du Canada, l'employeur doit prendre les dispositions nécessaires pour qu'il obtienne le passeport et/ou le visa, les inoculations, les vaccins, les radiographies et les certificats médicaux dont il a besoin, selon le cas, sans que cela ne lui coûte quoi que ce soit. Dans la mesure du possible, les fonctionnaires doivent obtenir les services médicaux auprès des ministères de la Santé, des Affaires des anciens combattants ou de la Défense nationale.

### **3.4.3 Eau en bouteille**

Les frais d'eau en bouteille doivent être remboursés lorsque cela est jugé nécessaire et le remboursement doit être étayé par des reçus et s'appliquer à une quantité raisonnable.

### **3.4.4 Taux de change**

Les dépenses engagées pour la conversion d'un montant raisonnable en devises étrangères et la reconversion de tout solde en devises canadiennes doivent être remboursées, sur présentation des reçus, pour toutes les transactions et sources.

Lorsque ces dépenses ne sont pas étayées par des reçus, le taux de change moyen de la Banque du Canada doit s'appliquer. Dans les cas où la Banque du Canada ne fournit pas un taux de change, un autre taux de change fourni par une institution bancaire établie, déterminée par l'employeur, s'applique. Le taux correspond à la moyenne des taux en vigueur à la date de l'entrée dans le pays et à la date de sortie du pays.

### **3.4.5 Garde des personnes à charge**

Un fonctionnaire tenu d'effectuer un voyage en service commandé doit toucher le remboursement pour les dépenses réelles et raisonnables engagées pour la garde des personnes à charge. A cet effet, une indemnité quotidienne jusqu'à concurrence de 35 \$ CAN par ménage est remboursable si une déclaration est fournie. Si un reçu est fourni, l'indemnité quotidienne est remboursable jusqu'à concurrence de 75 \$ CAN par ménage si :

- a) le fonctionnaire est le seul fournisseur de soins d'une personne à charge âgée de moins de 18 ans ou ayant une déficience physique ou intellectuelle; ou



---

## Directive sur les voyages

b) les deux fonctionnaires vivant sous le même toit et travaillant pour le gouvernement fédéral sont les seuls fournisseurs de soins d'une personne à charge âgée de moins de 18 ans ou ayant une déficience physique ou intellectuelle et doivent en même temps effectuer un voyage en service commandé.

L'indemnité de garde des personnes à charge s'applique uniquement aux dépenses encourues en raison d'un voyage et correspondant à des dépenses additionnelles que le fonctionnaire n'aurait pas encourues s'il n'avait pas voyagé.

### ***3.4.6 Communications à domicile***

Pour chaque période de trois jours consécutifs en déplacement, les fonctionnaires touchent un remboursement correspondant à la valeur d'un appel de dix minutes à domicile, sur présentation des reçus.

Dans le cas de systèmes de communication par satellites, l'appel téléphonique ne doit pas durer plus de cinq minutes.

Les fonctionnaires qui disposent d'une carte d'appels téléphoniques internationaux ou qui ont recours au réseau international de l'État pour parler à des membres de leur famille ne doivent pas réclamer le remboursement des frais d'appels téléphoniques à domicile.

### ***3.4.7 Faux frais***

Le voyageur touche une indemnité de faux frais pour les dépenses diverses non précisées ailleurs dans la présente directive pour chaque jour ou partie de jour passé en déplacement tel qu'il est énoncé à l'Appendice D. Ne compte pas comme une partie de jour les journées où un vol de fin de soirée arrive à la zone d'affectation du voyageur après minuit.

L'exception suivante s'applique : soixante-quinze pour cent (75 %) de l'indemnité de faux frais doit être versée aux taux précisés à l'Appendice D à compter du 31<sup>e</sup> jour civil consécutif de déplacement au même endroit lorsque des résidences d'affaires ou des appartements situés à proximité du lieu de travail sont à la disposition du voyageur ou lorsque ce dernier opte d'occuper un logement particulier.

Lorsqu'un voyageur visite le même jour des pays différents, l'indemnité de faux frais devra être celle qui s'applique à l'endroit où il commence la journée.

### ***3.4.8 Assurances***

Se reporter à la Partie II et l'Appendice A.



---

## Directive sur les voyages

### 3.4.9 Repas

Le voyageur doit recevoir une indemnité de repas pour chaque petit déjeuner, déjeuner et dîner pendant son déplacement.

Les indemnités pour les repas doivent être remboursées selon les taux précisés à l'Appendice D.

L'exception suivante s'applique : soixante-quinze pour cent (75 %) de l'indemnité pour les repas est versée aux taux précisés à l'Appendice D à compter du 31<sup>e</sup> jour civil consécutif de déplacement au même endroit lorsque des résidences d'affaires ou des appartements situés à proximité du lieu de travail sont à la disposition du voyageur ou lorsque ce dernier opte d'occuper un logement particulier.

Lorsqu'aucune indemnité de repas n'a été fixée pour un pays donné, ou que la variation soudaine des taux de change ou de fortes poussées inflationnistes invalident l'indemnité fixée, les frais réels et raisonnables sont remboursés sur présentation des reçus.

Une indemnité ne doit pas être versée au voyageur pour un repas qui lui est fourni gratuitement. Dans les situations exceptionnelles où les voyageurs sont obligés de déboursier des montants supplémentaires parce que les repas servis ne suffisent pas, les frais réels engagés peuvent être remboursés si des reçus sont présentés et si le montant ne dépasse pas l'indemnité prévue pour le repas en question.

Lorsqu'un voyageur a payé davantage pour ses repas que les indemnités prévues pour des raisons indépendantes de sa volonté, les dépenses réelles et raisonnables autorisées pour tous les frais de repas engagés le jour du déplacement en question sont remboursées sur présentation des reçus.

### 3.4.10 Périodes de repos

Sauf entente contraire, il faut fixer les itinéraires de façon à prévoir :

- a) une période de repos convenable; et/ou
- b) une escale pour la nuit après un temps de déplacement continu d'au moins neuf heures.

Le temps de déplacement correspond au temps passé dans tout moyen de transport en route vers la destination et le temps d'attente pour les correspondances immédiates. Celui-ci comprend le temps de déplacement en direction et en provenance du terminus d'un transporteur.

Une période de repos convenable ne doit pas être indûment refusée.



## Directive sur les voyages

### 3.4.11 Transports

Le moyen de transport doit être déterminé en tenant compte du coût, de la durée, de la commodité, de la sécurité et de l'accessibilité. En plus des conditions présentées dans la présente section aux sous-sections Commercial, Véhicules et Autres moyens de transport, les dépenses associées au moyen de transport sélectionné, telles que les frais de traversier, de péages et d'amarrage, sont remboursées.

Lorsque des heures supplémentaires ou les déplacements autorisés perturbent le mode de déplacement habituel du fonctionnaire, les frais de transport supplémentaires qu'il a dû assumer pour le trajet entre le domicile et le lieu de travail lui sont remboursés.

#### a) **Commercial**

Dans la mesure du possible, lorsque les transports commerciaux sont autorisés et utilisés, le voyageur doit recevoir les billets prépayés dont il a besoin.

La norme applicable aux déplacements en avion est celle du voyage en classe économique. Il faut choisir le tarif aérien le plus économique, compte tenu de l'itinéraire établi à ce moment-là et effectuer les réservations le plus longtemps possible à l'avance.

Des voyages par avion en classe «affaires» doivent être autorisés lorsque disponibles et si le temps de déplacement continu en avion excède neuf heures. Le temps de déplacement continu en avion débute à l'heure prévue du départ et se termine à l'heure d'arrivée à destination ou au moment de l'escale pour la nuit ou du repos en escale correspondant à une escale pour la nuit.

La norme applicable aux déplacements par train est la classe qui suit immédiatement la catégorie économique habituelle.

Il convient d'envisager l'utilisation de taxis, de navettes et des services de transport en commun locaux pour les déplacements sur courte distance. Les dépenses réelles sont remboursées, sur présentation des reçus.

#### b) **Autres moyens de transport**

À l'occasion, l'employeur peut autoriser d'autres moyens de transport qui ne sont pas habituellement utilisés sur les routes pour des déplacements en service commandé lorsque ces moyens de transport sont sûrs, économiques et pratiques.

Les voyageurs qui utilisent ces autres moyens de transport touchent un remboursement au taux par kilomètre applicable selon la distance qu'ils auraient parcourue selon un itinéraire direct, si la distance est connue. Si elle ne l'est pas, le voyageur touche un remboursement pour la distance réelle ou raisonnable parcourue.



---

## Directive sur les voyages

### c) Véhicules

La norme applicable aux véhicules de location est une voiture de série intermédiaire. L'utilisation d'une voiture de location dont la taille dépasse la norme établie doit être autorisée lorsque des facteurs comme, sans en exclure d'autres, la sécurité, les besoins du voyageur et le volume ou le poids des marchandises transportées entrent en jeu.

Les taux par kilomètre payables pour l'usage d'un véhicule particulier conduit en service commandé autorisé sont précisés à l'Appendice B. Les voyageurs doivent suivre les itinéraires les plus directs, sûrs et praticables et ne doivent demander un remboursement qu'à l'égard des distances qu'il est nécessaire de parcourir en service commandé.

Les voyageurs que l'on conduit ou que l'on prend au terminus doivent recevoir l'indemnité kilométrique selon la distance parcourue en direction et en provenance du terminus pour chaque voyage aller-retour.

Dans l'intérêt de la sécurité au volant, le fonctionnaire autorisé à conduire lui-même une voiture ne devrait pas normalement parcourir une distance supérieure :

- à 250 kilomètres après avoir travaillé toute une journée,
- à 350 kilomètres après avoir travaillé une demi-journée,
- à 500 kilomètres un jour où il n'a pas travaillé.

Les frais de stationnement doivent être remboursés lorsqu'il est plus pratique et économique de laisser le véhicule particulier au terminus pendant la période d'absence.

Pour toute journée où il est autorisé à se servir d'un véhicule particulier pour se déplacer en service commandé, le fonctionnaire touche le remboursement des frais réels de stationnement pour cette journée.

### ***3.4.12 Voyages de fin de semaine au foyer***

Le recours aux dispositions de voyage de fins de semaine au foyer ou de ses solutions de rechange ne constitue pas une interruption d'un déplacement continu au même endroit.

Un fonctionnaire en déplacement pendant une fin de semaine ou au-delà de cette période a droit à un voyage de fin de semaine au foyer pourvu que les conditions suivantes soient remplies :

- a) l'horaire de travail permet son absence; et
- b) des services de transport privés ou publics sont disponibles et il est à la fois raisonnable et pratique d'y recourir.





## Directive sur les voyages

Pourvu que le fonctionnaire soit en déplacement continu, il peut revenir chez lui conformément au tableau ci-après :

Minimum de : 7 semaines = 1 voyage  
12 semaines = 2 voyages  
17 semaines = 3 voyages  
22 semaines = 4 voyages

Le fonctionnaire obtient un remboursement pour le prix du billet d'avion aller-retour le plus économique, sur présentation des reçus, pour les frais nécessaires de transport terrestre pour se rendre au terminus du transporteur et en revenir et pour les repas servis en route. Les frais de repas et les faux frais payés à destination ne sont pas remboursés. Il n'est pas nécessaire d'annuler la réservation pour le logement au lieu de déplacement.

Le billet d'avion aller-retour le plus économique doit être réservé 14 jours d'avance et compter obligatoirement un séjour du samedi soir. Le fonctionnaire peut organiser ces voyages au foyer afin de répondre à des besoins personnels jusqu'à concurrence du nombre total de voyages auxquels il a droit.

### ***3.4.13 Voyage de fin de semaine – solutions de rechange***

#### **a) Pour le fonctionnaire**

Pourvu que l'employeur n'exige pas du fonctionnaire qu'il demeure au lieu de déplacement, ce dernier peut passer la fin de semaine à un autre endroit. Les dispositions prises à cet égard sont fonction du contexte diplomatique et des mesures de sécurité. Pour avoir droit à un remboursement, il devra : annuler le logement (et les repas fournis sur place) au lieu de déplacement; présenter un reçu pour le logement commercial occupé à l'autre endroit, le cas échéant; ne pas retourner à son domicile ou à sa zone d'affectation pendant la fin de semaine.

Le remboursement doit se limiter aux frais de maintien du fonctionnaire au lieu de déplacement et doit comprendre les frais de logement et des repas, les faux frais et les autres dépenses.

Il incombe au fonctionnaire de prendre toutes les dispositions requises pour le voyage sans recourir aux services gouvernementaux approuvés. Le fonctionnaire doit assumer l'entière responsabilité du voyage comme s'il n'était pas en service commandé.

Le recours à cette disposition n'annule pas l'admissibilité du fonctionnaire aux voyages de fins de semaine au foyer.



## Directive sur les voyages

### b) Pour le conjoint ou une personnes à charge du fonctionnaire

En guise de solution de rechange aux voyages de fin de semaine au foyer par le fonctionnaire, le conjoint et/ou les personnes à charge peuvent être autorisés à rendre visite au fonctionnaire si cela n'entraîne pas de frais supplémentaires pour l'employeur. Le voyage par avion et les arrangements de voyage seront traités par les fournisseurs du gouvernement. Les frais de transport terrestre pour se rendre au transporteur public et en revenir seront remboursés. Les dispositions prises à cet égard sont fonction du contexte diplomatique et des mesures de sécurité. Il incombe au fonctionnaire de souscrire à une assurance pour son conjoint et/ou les personnes à charge. (révisé le 27 février 2004)

## Partie IV Circonstances spéciales de voyage

### 4.1 Agents d'escorte

4.1.1 Une période de repos convenable pour les fonctionnaires exerçant les fonctions d'agents d'escorte doit être de 16 heures pour les voyages de 8 à 24 heures; et de 24 heures dans le cas des voyages d'une durée de plus de 24 heures.

Le temps de déplacement correspond au temps passé dans tout moyen de transport en route vers la destination et le temps d'attente pour les correspondances immédiates. Celui-ci comprend le temps de déplacement en direction et en provenance du terminus d'un transporteur.

### 4.2 Officiers et équipages de navire

4.2.1 Le lieu de travail d'un officier de navire ou d'un membre d'un équipage de navire doit être réputé être un édifice adéquat, déterminé par l'employeur et situé :

- a) au port d'attache du navire, dans le cas des fonctionnaires travaillant normalement à bord d'un navire; ou
- b) à l'endroit où les fonctionnaires exercent normalement leurs fonctions lorsqu'ils ne travaillent pas à bord d'un navire.

4.2.2 Durant toute période où le fonctionnaire est tenu par l'employeur d'être à bord d'un navire indépendant (p. ex. un bâtiment, une drague ou un chaland munis d'installations permettant d'y dormir et d'y prendre ses repas), le fonctionnaire doit être considéré comme dans la zone d'affectation, que le navire y soit effectivement ou non. Dans ce contexte, il faut entendre par « période » tout le temps pendant lequel le fonctionnaire est affecté au navire et non seulement le temps qu'il passe à l'accomplissement même de tâches particulières quand il est de quart.



---

## Directive sur les voyages

4.2.3 Si le navire indépendant lui-même se trouve à l'extérieur de la zone d'affectation réelle, le fonctionnaire doit être considéré comme étant en déplacement lorsqu'il est tenu par l'employeur de descendre à terre (sauf en cas de cantonnement à terre) et que, pendant cette absence, il reste à l'extérieur de la zone d'affectation réelle.

4.2.4 Dans les circonstances susmentionnées, le fonctionnaire est considéré en déplacement lorsqu'il est en congé de maladie, mais non lorsqu'il prend un congé autorisé. Dans ce dernier cas toutefois, il a droit à ce que prévoient les dispositions sur les voyages d'affaires que renferme sa convention collective, à condition que celles-ci s'appliquent dans les circonstances.

4.2.5 Pour déterminer ce qui revient au fonctionnaire pour son logement, ses repas et ses faux frais lorsqu'il est tenu de descendre à terre, il faut se reporter aux dispositions pertinentes de la présente directive, suivant le cas. Nonobstant ce qui précède, le fonctionnaire ne doit pas être indemnisé pour ses repas et son logement pendant son séjour à terre, si sa convention collective contient des dispositions qui s'appliquent dans son cas.

4.2.6 À moins d'indications contraires dans la convention collective, aux fins de l'application des dispositions portant sur les voyages de fin de semaine au foyer, le fonctionnaire ne doit pas être considéré comme en déplacement pendant la période qu'il passe à exercer ses fonctions habituelles à bord d'un navire indépendant.

4.2.7 Les dispositions qui se rapportent aux urgences ou au décès pendant les voyages en service commandé s'appliquent aux officiers et aux équipages de navire ainsi qu'aux membres d'autres groupes professionnels qui sont de service à bord d'un navire après que celui-ci a quitté le port d'attache, tout comme si ces fonctionnaires étaient en déplacement.

4.2.8 Pour chaque période de trois jours consécutifs où les fonctionnaires sont en déplacement à bord d'un navire et absents du port d'attache, les fonctionnaires doivent être autorisés à effectuer des appels téléphoniques à domicile d'une durée totale ne dépassant pas dix minutes en utilisant le système téléphonique disponible. Dans le cas des navires dotés de systèmes de communication par satellites, l'appel téléphonique ne doit pas durer plus de cinq minutes.

### **4.3 Besoins particuliers en matière de transport**

4.3.1 Lorsque le voyageur éprouve une aversion pour les voyages en avion, l'employeur doit s'efforcer de dresser un horaire de travail qui laissera au fonctionnaire le temps d'utiliser d'autres moyens de transport.



## Directive sur les voyages

### Partie V

### Urgences, maladies, blessures et décès en cours de déplacement

#### 5.1 Décès en cours de déplacement

5.1.1 Si le fonctionnaire décède lorsqu'il est en déplacement, l'employeur doit autoriser le paiement des dépenses nécessaires qui s'ajoutent à celles qu'aurait occasionnées le décès s'il était survenu dans la zone d'affectation. Les frais remboursés doivent être réduits de tout montant payable en vertu de quelque autre autorisation. Les frais suivants sont inclus dans les dépenses qui peuvent être payées aux termes du présent paragraphe :

- a) à l'endroit où le décès est survenu, l'ambulance, le corbillard, l'embaumement, le coffre extérieur (mais non le prix d'un cercueil) et tout autre service ou article requis par les lois locales en matière de santé; et
- b) le transport de la dépouille jusqu'à la zone d'affectation ou, si les survivants en expriment le vœu, jusqu'à tout autre lieu, jusqu'à concurrence des frais occasionnés par le transport de la dépouille jusqu'à la zone d'affectation. Les frais d'escorte qui s'ajoutent aux frais de transport de la dépouille ne sont remboursés que lorsqu'une escorte est exigée par la loi.

5.1.2 Lorsque la dépouille n'est pas transportée, les frais de voyage d'un proche parent ou d'un représentant de la famille jusqu'au lieu d'inhumation sont remboursés comme s'il s'agissait d'un fonctionnaire.

#### 5.2 Urgences, maladies et blessures au cours d'un voyage en cours de déplacement

5.2.1 Le remboursement des frais d'utilisation d'un véhicule convenable comme une ambulance ou un taxi doit être autorisé dans le cas du fonctionnaire qui tombe malade ou se blesse dans l'exercice de ses fonctions ou en déplacement lorsque, de l'avis de l'employeur, du fonctionnaire ou du médecin traitant, la nature de la maladie ou de la blessure est telle que le fonctionnaire doit être transporté à un centre de soins médicaux, au lieu de travail, au logement occupé en déplacement ou chez lui.

5.2.2 Le fonctionnaire touche le remboursement des dépenses nécessaires occasionnées par une maladie ou un accident survenant en cours de déplacement, dans la mesure où l'employeur est convaincu que ces dépenses s'ajoutent à celles que le fonctionnaire aurait engagées s'il était resté chez lui et qu'elles ne peuvent être remboursées en vertu d'une police d'assurance, de la *Loi sur l'indemnisation des employés de l'État* ou de toute autre autorisation.

5.2.3 Le fonctionnaire qui tombe malade ou qui est victime d'un accident dans un pays étranger doit recevoir si possible l'avance comptable nécessaire et justifiée s'il a à faire face à des frais médicaux élevés. Ces frais pourront plus tard être remboursés à l'employeur en vertu d'une police d'assurance personnelle, de la *Loi sur l'indemnisation des employés de l'État* ou de toute autre autorisation.



---

## Directive sur les voyages

5.2.4 Lorsque, de l'avis du médecin traitant, l'état du fonctionnaire qui est tombé malade ou qui a eu un accident justifie la présence d'un proche parent ou d'un représentant de la famille, les frais réels et raisonnables de déplacement peuvent être remboursés à ce dernier, tout comme s'il s'agissait d'un fonctionnaire de la fonction publique.

5.2.5 Si le fonctionnaire en déplacement tombe malade ou a un accident, ou si une situation d'urgence se produit au foyer (maladie grave selon un médecin, feu, inondation, tempête de verglas, par exemple), il peut être autorisé à retourner plus tôt qu'il ne l'était prévu.

5.2.6 Si un voyage au foyer est effectué en vertu du présent article, il ne faut pas en tenir compte lorsqu'il s'agit de déterminer l'admissibilité du fonctionnaire aux voyages de fin de semaine au foyer.

5.2.7 Lorsqu'un voyage au foyer pour les raisons mentionnées dans le présent article n'est pas justifié, les frais raisonnables d'appels interurbains à la maison sont remboursés.





## ANNEXE R

Juillet 2005

### **À l'intention des anciens étudiants des pensionnats indiens et de leurs conseillers juridiques :**


Le 30 mai dernier, l'honorable Frank Iacobucci a été nommé par le gouvernement fédéral pour diriger les discussions avec les conseillers juridiques des anciens élèves, des Églises, les responsables de l'Assemblée des Premières Nations et d'autres groupes intéressés afin de régler, de manière juste et durable, les séquelles des pensionnats indiens. L'objectif de cette lettre est de rassurer les anciens étudiants sur le fait que leur participation à l'un ou l'autre des processus, qu'il s'agisse du mode alternatif de règlement des conflits (MARC) ou du processus légal, ne portera pas préjudice à leur capacité de tirer profit des bénéfices qui pourraient découler des discussions dirigées par M. Iacobucci.

Les discussions, sous la direction de M. Iacobucci, auront surtout pour but, en plus d'étudier différents moyens de reconnaître l'expérience des anciens étudiants dans les pensionnats, de s'assurer que les anciens étudiants ont des options pour poursuivre leurs demandes d'indemnisation pour les sévices sexuels ou physiques importants subits et de trouver de nouvelles façons de les soutenir tout au long du processus de guérison. Le gouvernement fédéral et l'Assemblée des Premières Nations ont signé, également le 30 mai dernier, un accord politique qui définit la base sur laquelle ils prévoient résoudre les questions relatives aux séquelles des pensionnats indiens.

Vous trouverez ci-joint un communiqué de presse, de la documentation et des questions et des réponses.

Le gouvernement fédéral est déterminé à régler les demandes d'indemnisation des anciens élèves des pensionnats indiens de manière juste et en un temps raisonnable et à mettre en œuvre les changements nécessaires à son approche afin d'obtenir une plus grande réconciliation avec les peuples autochtones.

Nous espérons que cette lettre clarifie la situation auprès des anciens étudiants des pensionnats et de leurs conseillers juridiques qui participent présentement au mode alternatif de règlement des conflits ou au processus légal.

  
Mario Dion

**ANNEXE « S »**  
**Membres du comité national de certification**

Paul Vickery  
Ministère de la Justice Canada  
234, rue Wellington  
Tour Est, salle 1001  
Immeuble de la Banque du Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Peter Grant  
Hutchins Grant & Associates  
Avocats  
900 – 777, rue Hornby  
Vancouver (Colombie-Britannique) V6Z 1S4

John Phillips  
Avocats  
Doane Phillips Young LLP  
bureau 300  
53, rue Jarvis  
Toronto (Ontario) M5C 2H2

Kirk Baert  
Koskie Minsky LLP  
Avocats  
900-20, rue Queen Ouest  
Toronto (Ontario) M5H 3R3

Tony Merchant  
Merchant Law Group  
Avocats  
Saskatchewan Drive Plaza  
100-2401 promenade Saskatchewan.  
Regina (Saskatchewan) S4P 4H8

John Page  
Cassels Brock & Blackwell LLP  
Avocats  
2100 Scotia Plaza  
40, rue King Ouest  
Toronto (Ontario) M5H 3C2

Janice Payne  
Nelligan O'Brien Payne  
Avocats  
1900 – 66, rue Slater  
Ottawa (Ontario) K1P 5H1

Annexe T  
Projets pilotes du MARC

1. Alkali (Colombie-Britannique)  
École : St. Joseph's, Williams Lake  
Communauté : Alkali Lake
2. Battleford (Saskatchewan)  
Écoles : St. Anthony's, Thunderchild, St. Michael's  
Communautés : Red Pheasant, Mosquito, Sweetgrass
3. Grollier (Territoires du Nord-Ouest)  
École : Grollier Hall  
Communautés : diverses communautés des Territoires du Nord-Ouest et de l'Alberta
4. Hazelton (Colombie-Britannique)  
École : Edmonton Indian Residential School  
Communauté : Hazelton
5. Kawacatoose (Saskatchewan)  
Écoles : Gordon, Lebret, Muscowekan  
Communauté : Kawacatoose
6. Projet pilote du Manitoba  
Écoles : diverses écoles  
Communautés : Fort Alexander, Norway House et Waterhen
7. Shubenacadie (Nouveau-Brunswick)  
École : Shubenacadie en Nouvelle-Écosse  
Communautés : Red Bank et autres
8. Ste Anne's School  
École : Ste Anne's  
Communautés : Fort Albany et autres communautés de l'Ontario
9. Regina Urban Project (Saskatchewan)  
Écoles : Lebret, Muscowekan Marieval, Gordon's  
Communauté : Regina
10. Beardy et Okemasis (Saskatchewan) (Meyahyawin)  
Écoles: St. Michael's, Duck Lake



Annexe U

Membres du groupe de travail sur le PEI

<p>Michael R. Troy Merchant Law Group Barristers and Solicitors Saskatchewan Drive Plaza 100-2401, promenade Saskatchewan Regina (Saskatchewan) S4P 4H8</p> <p>Leonard S. Marchand Fulton &amp; Company Barristers and Solicitors 248, avenue Second Kamloops (Colombie-Britannique) V2C 2C9</p> <p>David Paterson Paterson Law Office 302-10252, 135<sup>e</sup> rue Surrey (Colombie-Britannique) V3T 4C2</p> <p>Kathleen E. Mahoney Professeure University of Calgary Faculté de droit, 4330 Murray Fraser Hall 2500, promenade de l'Université N.O. Calgary (Alberta) T2N 1N4</p> <p>Hugo Prud'homme Corporation régionale Inuvialuit Sac 21 Inuvik (Territoires du Nord-Ouest) X0E 0T0</p>	<p>Alexander D. Pettingill Cassels Brock &amp; Blackwell LLP Barristers and Solicitors Plaza Scotia 2100-40, rue King ouest Toronto (Ontario) M5H 3C2</p> <p>Doug Ewart Conseiller principal du Sous ministre Résolution des questions des pensionnats indiens Canada 90, rue Sparks, bureau 341 Ottawa (Ontario) K1A 0H4</p> <p>James Ward Droit des Autochtones Justice Canada Pensionnats indiens Cour Robson 900 - 840, rue Howe Vancouver (Colombie-Britannique) V6Z 2S9</p>
---	---

## ANNEXE V

### Entente entre le gouvernement du Canada et le Merchant Law Group concernant la vérification des honoraires d'avocat

Le gouvernement du Canada et le Merchant Law Group conviennent que les honoraires du Merchant Law Group, en plus de devoir faire l'objet d'un affidavit, en conformité avec l'article ■ de l'Accord de principe, seront assujettis au processus de vérification décrit ci-après.

1) Les feuilles de temps du Merchant Law Group, les fichiers informatiques de ses travaux en cours et toute autre pièce justificative liée aux réclamations d'honoraires du Merchant Law Group seront mis à la disposition d'une firme qui sera choisie par le représentant fédéral, l'honorable Frank Iacobucci, aux fins d'examen et de vérification.

2) Le représentant fédéral examinera les documents produits au terme du processus de vérification et consultera le Merchant Law Group pour s'assurer que le montant à payer au Merchant Law Group en honoraires est raisonnable et équitable, compte tenu des tarifs et des barèmes utilisés pour l'établissement des honoraires à payer aux autres avocats dans le cadre du règlement, et compte tenu d'un facteur multiplicatif de 3 à 3,5 vu le temps consacré aux dossiers de recours collectifs et le fait que le Merchant Law Group a consacré du temps à un ensemble de recours collectifs et de dossiers individuels.

3) Si le représentant fédéral n'est pas satisfait au terme de l'étape 2 qui précède, lui et le Merchant Law Group déploieront tous les efforts raisonnables pour s'entendre sur un autre montant à verser en honoraires d'avocat au Merchant Law Group.

4) Si le représentant fédéral et le Merchant Law Group ne parviennent pas à s'entendre au terme de l'étape 3 qui précède, le montant à verser en honoraires d'avocat au Merchant Law Group sera établi par arbitrage exécutoire; cependant, le montant établi ne pourra être supérieur à 40 millions de dollars ni inférieur à 25 millions de dollars. La décision sera rendue par un arbitre unique, qui sera un juge à la retraite,

a) choisi par le représentant fédéral et le Merchant Law Group à partir d'une liste constituée des noms suivants :

- (i) John Major;
- (ii) Peter Cory;
- (iii) John Morden; et
- (iv) Allan McEachern;

b) si, par ailleurs, l'arbitre ne peut être choisi conjointement, il sera choisi par le représentant fédéral, en consultation avec Tony Merchant, et nommé conformément à la *Arbitration Act (Loi sur l'arbitrage)* de la Saskatchewan, et l'arbitrage aura lieu en Saskatchewan.

gnanhr

Tony Merchant M  
Paul J. J. J.

LE CANADA, représenté par l'Honorable  
Frank Iacobucci

-et-

LES DEMANDEURS, représentés par le National Consortium,  
le Merchant Law Group et les autres avocats soussignés

-et-

Les avocats indépendants

-et-

L'ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS et LES REPRÉSENTANTS DES  
INUITS

-et-

LE GENERAL SYNOD OF THE ANGLICAN CHURCH OF CANADA,  
L'ÉGLISE PRESBYTÉRIENNE AU CANADA,  
L'ÉGLISE UNIE DU CANADA ET  
LES ENTITÉS CATHOLIQUES ROMAINES

**CONVENTION DE RÈGLEMENT**  
**RELATIVE AUX PENSIONNATS INDIENS**

# CONVENTION DE RÈGLEMENT RELATIVE AUX PENSIONNATS INDIENS

## TABLE DES MATIÈRES

	Page
<b>Article un – Interprétation</b>	
1.01 Définitions.....	7
1.02 Titres .....	17
1.03 Sens étendu.....	18
1.04 Ambiguïté.....	18
1.05 Renvois législatifs .....	18
1.06 Jour de prise de mesures.....	18
1.07 Ordonnance définitive .....	19
1.08 Devises .....	19
1.09 Annexes.....	19
1.10 Aucune autre obligation .....	20
<b>Article deux – Date à laquelle la convention devient exécutoire</b>	
2.01 Caractère exécutoire.....	21
2.02 Indivisibilité de la Convention .....	21
<b>Article trois – Financement</b>	
3.01 Financement du PEC.....	22
3.02 Financement du Fonds de la guérison .....	22
3.03 Financement de la Commission de vérité et de réconciliation .....	23
3.04 Financement du Fonds de la commémoration .....	23
3.05 Financement du PEI .....	24
3.06 Prestations sociales.....	24
3.07 Demandes des familles.....	25
<b>Article quatre – Mise en œuvre de la Convention</b>	
4.01 Recours collectifs .....	25
4.02 Teneur des recours collectifs .....	26
4.03 Ordonnance sur consentement.....	26
4.04 Membres des groupes.....	27
4.05 Autorisation sur consentement .....	27
4.06 Ordonnances d'approbation .....	28
4.07 Ordonnance d'approbation du recours collectif Cloud.....	31
4.08 Notification .....	31
4.09 Comité national d'autorisation .....	32
4.10 Comités d'administration .....	33
4.11 Comité d'administration national.....	34
4.12 Comités d'administration régionaux .....	38
4.13 Évaluation par le CAN .....	40
4.14 Seuil d'exclusion .....	40
4.15 Recours devant la Cour fédérale qui font exception.....	40

## **Article cinq – Paiement d’expérience commune**

5.01 PEC .....	41
5.02 Montant du PEC .....	41
5.03 Intérêts sur le fonds de la somme désignée .....	42
5.04 Processus de demande de PEC .....	42
5.05 Examen et vérification de l’actif .....	43
5.06 Insuffisance de la somme désignée .....	44
5.07 Excédent de la somme désignée .....	44
5.08 Frais d’administration du PEC .....	46
5.09 Procédure d’appel du PEC .....	46

## **Article six – Processus d’évaluation indépendant**

6.01 PEI .....	47
6.02 Date limite pour le dépôt d’une demande de PEI .....	47
6.03 Ressources .....	47
6.04 Notification de la date limite pour le dépôt d’une demande de PEI .....	50

## **Article sept – Vérité, réconciliation et commémoration**

7.01 Vérité et réconciliation .....	50
7.02 Commémoration .....	51

## **Article huit – Guérison**

8.01 Guérison .....	51
8.02 Accessibilité des services de santé mentale et de soutien affectif .....	51

## **Article neuf – Organismes religieux**

9.01 Organismes religieux .....	52
---------------------------------	----

## **Article dix – Devoirs du fiduciaire**

10.01 Fiduciaire .....	53
------------------------	----

## **Article onze – Quittance**

11.01 Quittance des membres des recours collectifs et les membres du recours collectif Cloud .....	55
11.02 Quittances des demandeurs non pensionnaires .....	57
11.03 Demandes par les demandeurs exclus ou autres .....	58
11.04 Fin des litiges .....	59

## **Article douze – Autres pensionnats indiens**

12.01 Demande d’ajout d’établissement .....	60
---	----

## **Article treize – Honoraires**

13.01 Honoraires .....	62
13.02 Honoraires de négociation (de juillet 2005 au 20 novembre 2005) .....	62
13.03 Honoraires menant à la Convention de règlement (du 20 novembre 2005 à la signature de la Convention) .....	63
13.04 Honoraires depuis le 20 novembre 2005 (pour les membres du CNA) .....	63
13.05 Aucuns honoraires associés aux versements de PEC .....	64



13.06	Honoraires pour mandats de représentation .....	64
13.07	Attestation des honoraires .....	65
13.08	Honoraires du National Consortium et de Merchant Law Group.....	65
13.09	Honoraires, dépens et débours pour le recours collectif Cloud .....	67
13.10	Honoraires du CNA.....	68
13.11	Honoraires du CAN.....	69
13.12	Honoraires des CAR.....	71
13.13	Honoraires du groupe de travail du PEI .....	71
13.14	Honoraires du Comité de surveillance .....	72
 <b>Article quatorze – Premières nations, Inuits, Inuvialuits et Métis</b>		
14.01	Inclusion.....	73
 <b>Article quinze – Dispositions transitoires</b>		
15.01	Caractère sans préjudice.....	73
15.02	Acceptation et transfert des demandes faites en vertu du Mode alternatif de règlement des conflits .....	75
 <b>Article seize – Conditions et expiration</b>		
16.01	Entente conditionnelle.....	76
16.02	Expiration de la Convention.....	77
 <b>Article dix-sept –Versement du PEC aux représentants personnels</b>		
17.01	Indemnité en cas de décès le ou après le 30 mai 2005 .....	77
17.02	Membres décédés du recours collectif Cloud.....	77
17.03	Personnes frappées d'incapacité.....	78
 <b>Article dix-huit – Dispositions générales</b>		
18.01	Inaccessibilité .....	78
18.02	Indemnité globale.....	79
18.03	Lois applicables.....	79
18.04	Règlement des différends .....	79
18.05	Avis.....	79
18.06	Convention globale .....	80
18.07	Portée de la Convention.....	80
18.08	Exemplaires.....	80
18.09	Langues officielles.....	81

Le 8 mai 2006

**Convention de règlement  
relative aux pensionnats indiens**

**ATTENDU QUE :**

- A. Le Canada et certains organismes religieux ont exploité des pensionnats indiens afin d'y éduquer des enfants autochtones, et ces enfants ont subi des sévices et des préjudices;
- B. Les parties souhaitent résoudre pour de bon et de manière juste et globale les séquelles laissées par les pensionnats indiens;
- C. Les parties souhaitent également promouvoir la guérison, l'éducation, la vérité, la réconciliation et la commémoration;
- D. Le 20 novembre 2005, les parties ont conclu un accord de principe afin de tourner la page sur l'épisode des pensionnats indiens, à savoir :
  - i) régler les recours collectifs et le recours collectif *Cloud*, conformément aux présentes;
  - ii) prévoir que le Canada versera la somme désignée au *fiduciaire* pour le paiement d'expérience commune;
  - iii) instaurer le processus d'évaluation indépendant;
  - iv) mettre sur pied une Commission de vérité et de réconciliation;
  - v. constituer un fonds de dotation pour la *Fondation autochtone de guérison* afin de financer des programmes de guérison relatifs aux

séquelles laissées par les pensionnats indiens, dont les effets intergénérationnels;

vi) allouer des fonds en vue de commémorer l'épisode des pensionnats indiens;

E. Sous réserve des ordonnances d'approbation, les parties conviennent d'amender et de réunir toutes les déclarations de recours collectifs en cours et envisagés, de façon à créer une seule série de recours collectifs aux fins du règlement;

F. Sous réserve des ordonnances d'approbation, et pourvu qu'à l'expiration du *délai d'exclusion* le *seuil d'exclusion* ne soit pas franchi, les *parties* conviennent de régler les recours collectifs aux conditions énoncées dans les présentes;

G. Sous réserve des ordonnances d'approbation et aux conditions énoncées dans les présentes, les parties acceptent de régler toutes les actions individuelles en cours relativement aux pensionnats indiens, mises à part les poursuites intentées par des personnes qui s'exclueront des recours collectifs de la manière prévue aux présentes ou qui seront réputées s'en être exclues en vertu de l'article 1008 du *Code de procédure civile* du Québec;

H. Les présentes ne doivent nullement être interprétées comme une reconnaissance de responsabilité par l'un ou l'autre des défendeurs nommés dans les recours collectifs ou dans le recours collectif *Cloud*.



**EN CONSÉQUENCE**, et en contrepartie des accords mutuels, conventions et engagements ici exposés, les parties conviennent que toute action, cause d'action, responsabilité, réclamation et demande de quelque nature que ce soit pour des dommages, contributions, indemnités, débours, dépens et intérêts que toute membre des recours collectifs ou du recours collectif *Cloud* a détenu, détient ou détiendra relativement à un pensionnat indien ou au fonctionnement d'un pensionnat indien, qu'une telle réclamation ait été faite dans une poursuite, notamment les recours collectifs, ou ait pu l'être, sera définitivement réglée aux conditions exposées dans les présentes à la date d'entrée en vigueur; et les parties quittancées n'auront plus d'autre obligation que celles énoncées dans les présentes.

## **ARTICLE UN INTERPRÉTATION**

### **1.01 Définitions**

Dans la présente convention, les termes suivants se définissent comme suit :

« *Accord de principe* » s'entend de l'accord signé le 20 novembre 2005 entre le Canada, représenté par l'honorable Frank Iacobucci; les demandeurs, représentés par le National Consortium, le Merchant Law Group, l'Inuvialuit Regional Corporation, la Société Makivik, la Nunavut Tunngavik Inc., les avocats indépendants et l'Assemblée des Premières Nations; le Synode général de l'Église anglicane du Canada, l'Église presbytérienne au Canada, l'Église Unie du Canada et les entités catholiques romaines;

« *Avocat indépendant* » signifie les avocats des demandeurs qui ont signé les présentes, autres que ceux qui les ont signées en qualité d'avocats de l'Assemblée des Premières Nations ou des représentants des Inuits, et autres que ceux qui sont membres du Merchant Law Group ou d'une société du National Consortium;

« *Autres organismes religieux quittancés* » s'entend des diocèses de l'Église anglicane du Canada nommés à l'annexe G et des entités catholiques nommées à l'annexe H, qui n'ont pas exploité un pensionnat indien ou qui ne comptaient aucun pensionnat indien à l'intérieur de leur territoire et qui ont apporté ou apporteront une contribution financière en vue du règlement des demandes déposées par des personnes qui ont fréquenté les pensionnats indiens.

« *BRQPIC* » désigne le Bureau de la résolution des questions des pensionnats indiens Canada;

« *CAN* » s'entend du Comité d'administration national prévu à l'article quatre (4) des présentes;

« *Canada* » ou « *gouvernement* » s'entend du gouvernement du Canada;

« *Candidat admissible au PEC* » signifie tout ancien élève qui a habité dans un pensionnat indien avant le 31 décembre 1997 et qui était toujours vivant le 30 mai 2005, qui ne s'exclut pas d'un recours collectif ou qui n'est pas réputé s'en être exclu pendant le délai d'exclusion, ou qui est une personne faisant partie du recours collectif *Cloud* à titre d'élève;

« *CAR* » s'entend des Comités d'administration régionaux prévus à l'article quatre (4) des présentes;

« *CNA* » s'entend du Comité national d'autorisation prévu à l'article quatre (4) des présentes;

« *Comité de surveillance* » s'entend du Comité de surveillance prévu au Processus d'évaluation indépendant joint comme annexe D;

« *Commission* » s'entend de la Commission de vérité et de réconciliation mise sur pied conformément à l'article sept (7) des présentes;

« *Crédits personnels* » s'entend de crédits sans valeur monétaire, transférables uniquement à un membre de la famille telle que définie dans les recours collectifs ou le recours collectif *Cloud*, qui peuvent être combinés aux *crédits personnels* d'autres personnes et échangés uniquement contre des *services éducatifs* personnels ou collectifs offerts par des entités ou des groupes éducationnels approuvés conjointement par le Canada et l'Assemblée des Premières Nations, aux conditions qui seront fixées par le *Canada* et l'Assemblée des Premières Nations. Des conditions similaires seront élaborées par le Canada et les représentants des Inuits à l'intention des candidats inuits admissibles au *PEC* qui l'ont reçu. Dans le cadre de ces discussions avec l'Assemblée des Premières Nations et les représentants des Inuits, le *Canada* bénéficiera de l'apport des avocats des groupes nommés aux sous-alinéas 4.09(4)d), e), f) et g);



« *Date d'approbation* » s'entend de la date de la dernière ordonnance d'approbation émise par un tribunal;

« *Date d'entrée en vigueur* » signifie la date la plus tardive parmi

- (1) Celle de trente (30) jours suivant l'expiration du délai d'exclusion,
- (2) le lendemain de la date limite à laquelle un membre d'un recours collectif dans l'un ou l'autre des territoires de compétence peut interjeter appel ou obtenir l'autorisation d'en appeler des ordonnances d'approbation,
- (3) et la date de la décision finale rendue à la suite d'un appel ayant trait aux ordonnances d'approbation;

« *Date limite pour le dépôt d'une demande de PEC* » correspond au quatrième anniversaire de la date d'entrée en vigueur;

« *Date limite pour le dépôt d'une demande de PEI* » correspond au cinquième anniversaire de la date d'entrée en vigueur;

« *Délais d'exclusion* » signifie le délai commençant à la date d'approbation apparaissant sur les ordonnances d'approbation;

« *Demandes continues* » correspond aux demandes prévues à la section I de l'annexe D des présentes;

« *Demande de PEC* » s'entend d'une demande de paiement pour expérience commune, présentée essentiellement selon le modèle prévu à l'annexe A aux

présentes et signée par le candidat admissible au *PEC* ou son représentant personnel, accompagnée des documents exigés par la demande de *PEC*;

« ***Demandeur admissible au PEI*** » s'entend de tout demandeur admissible au *PEC* ou un requérant non pensionnaire et comprend le terme « demandeur » utilisé dans le *PEI*;

« ***Demandeurs non pensionnaires*** » signifie toutes les personnes qui n'ont pas habité dans un pensionnat indien et qui, avant l'âge de 21 ans, étaient autorisées par un employé adulte d'un pensionnat indien d'être à l'intérieur du périmètre d'un pensionnat indien pour prendre part à des activités scolaires autorisées avant le 31 décembre 1997. Il est entendu que les demandeurs non pensionnaires ne sont ni membres d'un recours collectif, ni membres du recours collectif *Cloud*;

De manière collective, « ***Église*** » ou « ***organisme religieux*** » désigne le Synode général de l'Église anglicane du Canada, la Société des missions de l'Église anglicane en Canada, les diocèses de l'Église anglicane du Canada nommés à l'annexe B, l'Église presbytérienne au Canada, le Bureau de fiducie de l'Église presbytérienne au Canada, la Foreign Mission of the Presbyterian Church in Canada, le Board of Home Missions and Social Services of the Presbyterian Church in Canada, la Women's Missionary Society of the Presbyterian Church in Canada, l'Église Unie du Canada, le Board of the Home Missions of the United Church of Canada, la Women's Missionary Society of the United Church of Canada, l'Église Méthodiste du Canada, la Société des Missions de l'Église Méthodiste du Canada et les entités catholiques nommées à l'annexe C.

« **Fiduciaire** » désigne Sa Majesté du chef du Canada, représentée par les ministres en charge de Résolution des questions des pensionnats indiens Canada et de Service Canada. Initialement, les ministres représentatifs seront, respectivement, la ministre du Patrimoine canadien et de la Condition féminine et la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences;

« **Fondation autochtone de guérison** » désigne la société à but non lucratif créée en vertu de la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Lois révisées du Canada, 1970 afin de répondre aux besoins de guérison des Autochtones touchés par les séquelles des pensionnats indiens, y compris leurs effets intergénérationnels.

« **Fonds de la somme désignée** » signifie le fonds de fiducie créé pour recevoir la somme désignée, laquelle sera allouée conformément à l'article 5 des présentes;

« **Groupe de travail du PEI** » s'entend des avocats nommés à l'annexe U des présentes;

« **Jour ouvrable** » signifie une journée autre que le samedi, le dimanche, un jour considéré férié en vertu des lois de la province ou du territoire où vit la personne qui doit prendre des mesures conformément aux présentes, ou encore un jour décrété férié par une loi fédérale du Canada et observé dans la province ou le territoire en question;



« **Membres des recours collectifs** » englobent toutes les personnes, y compris les personnes frappées d'incapacité, qui font partie d'un groupe décrit dans les *recours collectifs* et qui ne se sont pas exclues ou ne sont pas réputées s'être exclues des *recours collectifs* avant la fin du délai d'exclusion;

« **Membres du recours collectif Cloud** » sont ceux qui font partie des groupes autorisés dans le recours collectif *Cloud*;

« **Membres du recours collectif Cloud à titre d'élèves** » sont ceux qui font partie du groupe des élèves autorisé dans le recours collectif *Cloud*;

« **Mode alternatif de Règlement des conflits (MARC)** » s'entend du modèle de règlement des conflits que propose le Canada depuis novembre 2003;

« **Ordonnances d'approbation** » signifie les jugements ou les ordonnances par lesquels les tribunaux autorisent les recours collectifs et approuvent cette convention comme étant juste, raisonnable et dans le meilleur intérêt des membres des recours collectifs ou du recours collectif *Cloud* aux fins de règlement des recours collectifs, conformément aux lois régissant les recours collectifs, à la common law ou au droit civil du Québec;

« **Parties** » désigne de manière collective et individuelle les signataires de la présente convention;

« **Parties quittancées** » désigne, solidairement, individuellement et collectivement, les défendeurs nommés dans les recours collectifs et le

recours collectif *Cloud*, ainsi que leurs auteurs actuels ou antérieures, qu'il s'agisse de sociétés mères, de filiales ou de sociétés affiliées ou liées et leurs employés, mandataires, dirigeants, administrateurs, actionnaires, associés, directeurs, membres, procureurs, assureurs, subrogés, représentants, exécuteurs, liquidateurs, prédécesseurs, successeurs, héritiers, ayants droit et cessionnaires respectifs, ainsi que les entités nommées aux annexes B, C, G et H des présentes;

« *PEC* » ou « *paiement d'expérience commune* » s'entend d'un montant forfaitaire versé à un candidat admissible au *PEC*, conformément à l'article cinq (5) des présentes;

« *Pensionnats indiens* » désigne :

- 1) les établissements nommés à la liste « A » du modèle de règlement des conflits du BRQPIC, qui figure à l'annexe E;
- 2) les établissements nommés à l'annexe F (« autres pensionnats indiens »), laquelle pourra au besoin être élargie, conformément au paragraphe 12.01 des présentes;
- 3) tout établissement qui est réputé répondre aux critères des alinéas 12.01(2) et (3) des présentes;

« *Personne frappée d'incapacité* » désigne :

- 1) un mineur au sens où l'entend la province ou le territoire de résidence de la personne concernée;



- 2) une personne incapable de gérer ses affaires, de poser un jugement raisonnable ou de prendre des décisions raisonnables concernant ses affaires, en raison d'une incapacité mentale, et pour qui un représentant personnel a été nommé.

« *Processus d'évaluation indépendant* » ou « *PEI* » s'entend du processus emprunté pour régler les demandes continues; il est présenté à l'annexe D;

« *Programmes ou services d'éducation* » s'entendent entre autres de ceux offerts par les universités, les collèges ou les écoles de métiers ou de formation, ou qui se rapportent à l'alphabétisation ou aux métiers, de même que des programmes ou services qui traitent de la préservation, de la mise en valeur, de la réappropriation ou de la compréhension de l'histoire, des cultures ou des langues autochtones;

« *Projet pilote* » s'entend des projets de règlement des conflits décrits à l'annexe T des présentes;

« *Recours collectifs* » s'entend des déclarations omnibus de recours collectifs relatifs aux pensionnats indiens prévus à l'article quatre (4) des présentes;

« *Recours collectif Cloud* » fait référence à l'affaire *Marlene C. Cloud et autres c. le Procureur général du Canada et al.* (C40771) autorisée par une ordonnance émise à Toronto le 16 février 2005 par la Cour d'appel de l'Ontario;

« *Représentant du gouvernement fédéral* » s'entend de l'honorable Frank Iacobucci;

« *Représentant personnel* » s'entend, dans le cas d'une personne décédée, d'un exécuteur, d'un administrateur, d'un administrateur de succession, d'un fiduciaire ou d'un liquidateur; dans le cas d'une *personne frappée d'incapacité* mentale, d'un tuteur, d'un curateur ou d'un curateur public, ou leur équivalent; dans le cas d'un mineur, de la personne ou de l'entité nommée pour administrer ses affaires, ou du tuteur s'il y a lieu;

« *Représentants des Inuits* » comprend la Inuvialuit Regional Corporation (« IRC »), la Nunavut Tunngavik Inc. (« NTI ») et la Société Makivik; cette désignation peut inclure d'autres organisations ou sociétés qui représentent les Inuits;

« *Résidents étrangers* » s'entend des personnes membres des recours collectifs qui, à la date d'approbation, n'habitent pas dans une province ou un territoire du Canada;

« *Seuil d'exclusion* » signifie le seuil établi au paragraphe 4.14 des présentes;

« *Somme désignée* » signifie un milliard neuf cent millions de dollars (1 900 000 000 \$) moins tout montant déjà versé sous forme de paiement anticipé, le cas échéant, au moment de la date d'entrée en vigueur;

« *Tribunal compétent* » désigne la cour de la province ou du territoire où réside le membre du recours collectif à la date d'approbation, sauf que :

- a) les résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard seront réputés être visés par l'*ordonnance d'approbation* de la Cour supérieure de justice de l'Ontario;
- b) les personnes résidant à l'étranger seront réputées être visées par l'*ordonnance d'approbation* de la Cour supérieure de justice de l'Ontario;

« **Tribunaux** » signifie, collectivement, la Cour supérieure du Québec, à la Cour supérieure de justice de l'Ontario, à la Cour du Banc de la Reine du Manitoba, à la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan, à la Cour du Banc de la Reine de l'Alberta, à la Cour suprême de la Colombie-Britannique, à la Cour de justice du Nunavut, à la Cour suprême du territoire du Yukon et à la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest;

## **1.02 Titres**

La division de la présente *Convention* en articles, en sections et en annexes, et l'ajout d'une table des matières et de titres ont pour seule fin de la rendre plus facile à consulter et non pour en modifier l'interprétation. Le terme « aux présentes » et toute expression similaire font référence à la présente *convention* et non, en particulier, à un article, à une section ou à toute autre portion de la *convention*. À moins d'une incompatibilité du sujet ou du contexte avec les présentes, toute mention d'article, de section et d'annexe a trait aux articles, aux sections et aux annexes de la présente *convention*.



### **1.03 Sens étendu**

Dans les présentes, le singulier comprend le pluriel et *vice versa*, le masculin ou le féminin s'applique aux personnes de l'un ou de l'autre sexe, et le mot personne comprend les particuliers, les partenariats, les associations, les fiducies, les organismes non constitués en société, les sociétés et les autorités gouvernementales. L'expression « y compris » signifie « y compris, sans restreindre la généralité de ce qui précède ».

### **1.04 Ambiguïté**

Les *parties* reconnaissent qu'elles ont examiné les modalités de la présente *convention* et qu'elles ont contribué à les établir, et elles conviennent que toute règle d'interprétation selon laquelle les ambiguïtés seront réglées à l'encontre des parties chargées de la rédaction ne s'appliquera pas à l'interprétation des présentes.

### **1.05 Renvois législatifs**

À moins de l'incompatibilité du sujet ou du contexte avec les présentes, ou sauf disposition contraire, un renvoi à une loi s'applique à la loi en vigueur à la date des présentes ou telle qu'elle a été modifiée, remise en vigueur ou remplacée, et comprend les règlements d'application qui en découlent.

### **1.06 Jour de prise de mesures**

Une mesure devant être prise à une date qui correspond à un jour non ouvrable, ou au plus tard à cette date, est prorogée jusqu'au premier *jour*

*ouvrable* suivant.

### **1.07 Ordonnance définitive**

Aux fins des présentes, un jugement ou une ordonnance devient définitif à l'expiration du délai d'appel ou de demande d'autorisation d'en appeler d'un jugement ou d'une ordonnance, sans qu'un appel ne soit porté ou sans qu'on ait demandé l'autorisation d'interjeter appel ou, dans les cas contraires, lorsque l'appel ou la demande d'autorisation et les autres appels ont été tranchés et que tout autre dernier délai d'appel est expiré.

### **1.08 Devises**

Les montants qui figurent aux présentes sont en monnaie ayant cours légal au Canada.

### **1.09 Annexes**

Les annexes suivantes sont intégrées aux présentes et en font autant partie que si elles figuraient dans le corps principal de la Convention:

Annexe A – Formulaire de demande du PEC

Annexe B – Diocèses de l'Église anglicane

Annexe C – Entités catholiques romaines

Annexe D – Processus d'évaluation indépendant

Annexe E – Pensionnats

Annexe F – Autres pensionnats

Annexe G – Entités anglicanes quittancés

Annexe H – Entités catholiques quittancés  
Annexe I – Convention de fiducie  
Annexe J – Directive découlant de la politique de commémoration  
Annexe K – Plan de notification du règlement  
Annexe L – Représentation du processus  
Annexe M – Entente de financement entre la *Fondation autochtone de guérison* et le Canada  
Annexe N – Mandat de la Commission de vérité et de réconciliation  
Annexe O-1 – Entente avec les entités de l'Église presbytérienne au Canada  
Annexe O-2 – Entente avec les entités de l'Église anglicane  
Annexe O-3 – Entente avec les entités de l'Église catholique  
Annexe O-4 – Entente avec l'Église Unie du Canada  
Annexe P – Quittance complète et finale du PEI  
Annexe Q – Directive sur les voyages du Conseil du Trésor  
Annexe R – Lettre d'engagement relatif aux quittances données  
Annexe S – Membres du Comité national d'autorisation  
Annexe T – Projets pilotes  
Annexe U – Membres du groupe de travail du PEI  
Annexe V – Accord entre le gouvernement du Canada et le Merchant Law Group concernant la vérification des honoraires d'avocat

### **1.10 Aucune autre obligation**

Il est entendu que le *Canada* n'aura aucune obligation relative au *PEC*, au *PEI*, à la vérité et à la réconciliation, à la commémoration, à l'éducation et à la guérison, autres que les obligations et responsabilités précisées dans les présentes.



## **ARTICLE DEUX**

### **DATE À LAQUELLE LA CONVENTION DEVIENT EXÉCUTOIRE**

#### **2.01 Caractère exécutoire**

Cette Convention deviendra exécutoire à compter de sa *date d'entrée en vigueur*, et liera toutes les *parties*, y compris les *membres des recours collectifs* ou les *membres du recours collectif Cloud*, conformément au paragraphe 4.14. Toutes les *ordonnances d'approbation*, y compris celle du recours collectif *Cloud*, viendront approuver les présentes à l'égard de tous les *membres des recours collectifs* et tous les *membres du recours collectif Cloud* qui résident dans la province ou le territoire du tribunal qui a rendu l'*ordonnance d'approbation* ou qui sont considérés visés par ladite ordonnance, conformément au paragraphe 4.04 des présentes. Aucune autre approbation d'un tribunal quant à un paiement devant être versé à un *membre d'un recours collectif* ou à un *membre du recours collectif Cloud* ne sera nécessaire.

#### **2.02 Indivisibilité de la Convention**

Aucune des dispositions contenues dans les présentes n'entrera en vigueur tant que les tribunaux ne les auront pas toutes approuvées sauf que les honoraires, frais et les débours du *CNA* seront néanmoins couverts.

## ARTICLE TROIS

### FINANCEMENT

#### 3.01 Financement du PEC

- 1) À la *date d'entrée en vigueur*, le Canada versera en fiducie la *somme désignée* aux représentants juridiques des *membres des recours collectifs* et des *membres du recours collectif Cloud*. Les *membres des recours collectifs* et les *membres du recours collectif Cloud* conviennent que, lorsque leurs représentants juridiques recevront la *somme désignée*, ils la remettront en totalité au *fiduciaire* sur-le-champ conformément à leur directive irrévocable.
- 2) Les *parties* reconnaissent que le *fonds de la somme désignée* sera détenu et administré par le *fiduciaire*, comme le prévoit la convention de fiducie contenue à l'annexe I des présentes.

#### 3.02 Financement du Fonds de la guérison

- 1) À la *date d'entrée en vigueur*, le Canada transférera cent vingt-cinq millions de dollars (125 000 000 \$) dans un fonds constitué pour une période de cinq ans et destiné à la *Fondation autochtone de guérison*, conformément à l'article huit (8) des présentes. Après l'entrée en vigueur, les obligations et responsabilités du Canada en matière de financement de la guérison se limiteront à celles exposées dans les présentes.



### **3.03 Financement de la Commission de vérité et de réconciliation**

- 1) Le *Canada* versera soixante millions de dollars (60 000 000 \$), en deux versements, pour la création et le fonctionnement de la *Commission*. Deux millions de dollars (2 000 000 \$) seront débloqués à la *date d'approbation* pour entamer les travaux de démarrage préalables à la création de la *Commission*. Le solde de cinquante-huit millions de dollars (58 000 000 \$) sera transféré dans un délai de trente (30) jours à compter de l'approbation, par le *Canada*, du budget de la *Commission*. Après la date du dernier transfert, le *Canada* n'aura aucune autre obligation ou responsabilité eu égard au financement des activités de vérité et de réconciliation que celles énoncées dans les présentes.
- 2) Le *Canada* nommera un directeur général intérimaire qui sera chargé d'entamer les travaux de démarrage de la *Commission*. Le directeur général intérimaire peut être appelé à soumettre des rapports au *CNA*. Il sera nommé le plus tôt possible après la *date d'approbation* et restera en poste jusqu'à la nomination des commissaires. Le *Canada* assumera le salaire du directeur général pendant l'intérim.

### **3.04 Financement du Fonds de la commémoration**

Le fonds de commémoration sera de vingt millions de dollars

(20 000 000 \$) et s'appliquera aussi bien à des projets de commémoration d'envergure nationale que communautaire. Le financement sera disponible conformément à la directive découlant de la politique de commémoration, qui se trouve à l'annexe J. Il est entendu que le financement prévu au présent paragraphe 3.04 englobe le financement de dix millions de dollars (10 000 000 \$) déjà alloué à des activités de commémoration. Ce montant préalablement alloué de dix millions de dollars (10 000 000 \$) ne sera pas disponible avant la *date d'entrée en vigueur*. Après la *date d'entrée en vigueur*, les seules obligations et responsabilités du *Canada* en matière de financement de la commémoration seront celles énoncées dans les présentes.

### **3.05 Financement du *PEI***

Le *Canada* allouera suffisamment de fonds au *PEI* pour assurer une exécution pleine et opportune des dispositions de l'article six (6) des présentes.

### **3.06 Prestations sociales**

- 1) Le *Canada* fera de son mieux pour obtenir l'accord des provinces et des territoires afin que la réception de tout paiement découlant des présentes ne réduise en rien la quantité, la nature ou la durée des prestations sociales ou des prestations d'aide sociale payables à un *membre d'un recours collectif* ou un *membre du recours collectif Cloud*, en vertu d'une loi provinciale ou territoriale au Canada.
- 2) Le *Canada* fera de son mieux pour obtenir l'accord des ministères

fédéraux concernés pour que la réception de tout paiement prévu aux présentes ne réduise en rien la quantité, la nature ou la durée des prestations sociales ou des prestations d'aide sociale qui s'inscrivent dans un programme fédéral d'aide sociale, dont la Sécurité de la vieillesse et le Régime de pensions du Canada, et qui sont payables à un *membre d'un recours collectif ou un membre du recours collectif Cloud*.

### **3.07 Demandes des familles**

Les parties conviennent que les programmes mentionnés aux paragraphes 3.02, 3.03 et 3.04 seront à la disposition des *membres du recours collectif Cloud* et les *membres des autres recours collectifs*, y compris les groupes composés des membres des familles décrits dans les recours collectifs.

## **ARTICLE QUATRE MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION**

### **4.01 Recours collectifs**

Les *parties* conviennent que toutes les déclarations de recours collectif et actions représentatives actuelles, sauf le recours collectif *Cloud*, déposées contre le *Canada* relativement aux pensionnats indiens, peu importe le tribunal ou la région du Canada visée, mais exception faite de la Cour fédérale du Canada (les « demandes originales »), seront regroupées en une déclaration omnibus dans chaque juridiction (les « recours collectifs »). La



déclaration omnibus nommera tous les demandeurs qui figuraient aux demandes originales, ainsi que le *Canada* et les *organismes religieux* à titre de défendeurs.

#### **4.02 Teneur des recours collectifs**

- 1) Les recours collectifs feront valoir des causes d'action communes qui regrouperont et engloberont toutes les demandes et causes d'action formulées dans les demandes originales.
- 2) Sous réserve du paragraphe 4.04, les recours collectifs engloberont tous les groupes compris dans les demandes originales, auxquelles des modifications seront apportées au besoin afin de limiter les groupes et sous-groupes autorisés par chaque tribunal à sa juridiction territoriale, exception faite du sous-groupe des Autochtones défini dans la demande *Fontaine c. Procureur général du Canada* (05-CV-294716 CP), un recours collectif déposé à la Cour supérieure de justice de l'Ontario le 5 août 2005, lequel ne sera pas intégré au sein des recours collectifs.

#### **4.03 Ordonnance sur consentement**

- 1) Les *parties* consentiront à une ordonnance émise par chacun des *tribunaux* pour amender et réunir les demandes originales, conformément aux paragraphes 4.01 et 4.02 des présentes.
- 2) Il est entendu que l'ordonnance émise par la Cour supérieure de justice de l'Ontario n'amendera ni ne réunira le recours collectif *Cloud* aux autres recours collectifs.

#### **4.04 Membres des groupes**

Dans chaque recours collectif, l'appartenance d'un membre à un groupe sera déterminée en fonction de la province ou du territoire de résidence du membre à la *date d'approbation*, sauf :

- a) les résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard;
- b) les *résidents étrangers*,

qui sont considérés comme faisant partie du groupe de l'Ontario.

#### **4.05 Autorisation sur consentement**

- 1) Les *parties* conviennent que, en même temps que seront déposées les demandes énoncées au paragraphe 4.03, des requêtes seront soumises à chacun des *tribunaux* afin qu'ils autorisent chacun des recours collectifs à des fins de règlement, conformément aux conditions énoncées dans les présentes.
- 2) L'autorisation sera sollicitée à la condition expresse que, conformément aux demandes d'autorisation prévues à l'alinéa 4.05 (1), chacun des *tribunaux* autorise les recours collectifs suivant les termes et conditions prévus au paragraphe 4.06, exception faite des variations de groupes et de sous-groupes définies aux paragraphes 4.02 et 4.04 des présentes.

#### 4.06 Ordonnances d'approbation

Des *ordonnances d'approbation* seront demandées pour :

- a) intégrer par renvoi la présente *convention* en entier;
- b) ordonner et déclarer que tous les *membres des recours collectifs*, y compris les *personnes frappées d'incapacité*, sont assujetties à ces ordonnances, à moins qu'elles ne s'excluent des recours collectifs ou soient réputées s'en être exclues à l'expiration du *délai d'exclusion*;
- c) ordonner et déclarer qu'à l'expiration du *délai d'exclusion*, toutes les actions pendantes relatives aux *pensionnats indiens* autres que les recours collectifs, qui ont été intentées devant n'importe quel tribunal compétent contre le *Canada* ou les *organismes religieux*, à l'exception des recours individuels intentés au Québec qui n'auront pas fait l'objet d'un désistement à l'expiration du *délai d'exclusion*, seront réputées rejetées sans frais, à moins qu'une personne se soit exclue ou qu'elle soit réputée s'être exclue à l'expiration du *délai d'exclusion*.
- d) ordonner et déclarer qu'à l'expiration du *délai d'exclusion*, tous les *membres des recours collectifs*, à moins qu'ils s'en soient exclus ou qu'ils soient réputés s'en être exclus à l'expiration du *délai d'exclusion*, donnent quittance aux défendeurs et *autres organismes religieux quittancés* à l'égard de toutes les poursuites qu'ils ont intentées, auraient pu intenter ou pourraient plus tard intenter contre les défendeurs et les *autres organismes religieux quittancés*



relativement aux *pensionnats indiens* ou au fonctionnement des *pensionnats indiens*.

- e) ordonner et déclarer que, si le nombre de *candidats admissibles au PEC* qui s'excluent, ou sont réputées exclus conformément aux *ordonnances d'approbation*, est supérieur à cinq mille (5 000), la Convention est résiliée et les *ordonnances d'approbation* révoquées en entier, ce qui ne sera surbordonné qu'au droit du *Canada*, à son entière discrétion, de renoncer à l'application du paragraphe 4.14 des présentes.
- f) ordonner et déclarer qu'à l'expiration du *délai d'exclusion*, tous les *membres des recours collectifs* qui ne se sont pas exclus ne pourront faire aucune demande reliée à un *pensionnat indien* ou au fonctionnement d'un *pensionnat indien* contre toute personne qui, à son tour, pourrait déposer une demande contre l'un des défendeurs ou d'*autres organismes religieux exonérés*.
- g) ordonner et déclarer que les obligations assumées par les défendeurs en vertu des présentes constituent le règlement complet et final de toute demande, par un *membre d'un recours collectif*, qui soit reliée à un *pensionnat indien* ou au fonctionnement d'un *pensionnat indien*, et que les *ordonnances d'approbation* constituent les seuls recours pouvant être exercés relativement à une telle demande.
- h) ordonner et déclarer que les *tribunaux* doivent approuver les honoraires et débours de tous les avocats qui sont parties aux présentes, conformément aux articles quatre (4) et treize (13) des présentes, à l'exception des honoraires et débours du *CNA* et du

*groupe de travail du PEI*, qui seront versés dans tous les cas.

- i) Ordonner et déclarer que, nonobstant les sous-alinéas 4.06 c), d) et f), un *membre d'un recours collectif* qui, au cinquième anniversaire de la *date d'entrée en vigueur*, n'a jamais intenté de poursuite, autre que le recours collectif relatif à un *pensionnat indien* ou au fonctionnement d'un *pensionnat indien*, n'a jamais participé à un *projet pilote* ou déposé une demande en vertu du *Mode alternatif de règlement des conflits* ou du *PEI*, peut intenter une poursuite pour toute *demande continue* qui relève de la compétence du tribunal où la poursuite est intentée. Il est entendu que les règlements, procédures et critères du *PEI* ne s'appliquent pas à de telles poursuites.
- j) ordonner et déclarer que, dans les cas où une poursuite autorisée en vertu du sous-alinéa 4.06 i) est intentée, la quittance réputée prévue au paragraphe 11.01 est modifiée de façon à permettre que la poursuite puisse procéder uniquement dans le cas de *demandes continues*.
- k) ordonner et déclarer que, dans le cas d'une poursuite intentée en vertu du sous-alinéa 4.06 i), tous les délais de prescription sont interrompus pendant une période de cinq ans à compter de la *date d'entrée en vigueur*, et que les parties s'abstiennent d'invoquer toute défense fondée sur les retards et délais préjudiciables durant cette période.
- l) ordonner et déclarer que, nonobstant le sous-alinéa 4.06 d), une poursuite (à l'exception des demandes d'un groupe composés des



membres des familles tels que décrit dans les recours collectifs et dans le recours collectif *Cloud*) susceptible d'être intentée par un *membre d'un recours collectif ou un membre du recours collectif Cloud* ne peut se faire opposer une quittance si cette quittance n'existe que du fait que le demandeur est un membre d'un groupe composé des membres de la famille décrit dans les recours collectifs ou le recours collectif *Cloud*.

#### **4.07 Ordonnance d'approbation du recours collectif *Cloud***

Une *ordonnance d'approbation* distincte s'appliquera au recours collectif *Cloud* qui, à l'exception des groupes de personnes et du paragraphe 17.02 des présentes, renfermera les mêmes dispositions que celles qui figurent aux *ordonnances d'approbation* prévues par les présentes.

#### **4.08 Notification**

- 1) Les *parties* conviennent que le *CNA* mettra en œuvre un Plan de notification du règlement des recours collectifs relatifs aux *pensionnats indiens*, qui sera préparé par Hilsoft Notifications, de façon générale, sous la forme présentée à l'annexe K.
- 2) Le *CNA* dressera une liste des avocats qui sont actuellement chargés des réclamations relatives aux *pensionnats indiens* et qui acceptent d'être liés par les conditions des présentes, et ce, avant la *date d'approbation*, qui sera précisée dans les documents et sur le site Web du plan de notification.

- 3) Les avis légaux contiendront un coupon d'exclusion qui pourra être envoyé par la poste à une boîte postale située à Edmonton, en Alberta.
- 4) Le *Canada* financera une ligne d'appel sans frais qui transmettra de l'information préenregistrée sur le règlement. Un message énoncera que, bien que ce ne soit pas obligatoire, les membres des recours collectifs peuvent retenir les services d'un avocat, s'ils le désirent.

#### **4.09 Comité national d'autorisation**

- 1) Les *parties* acceptent de mettre sur pied un *CNA* chargé :
  - a) de désigner les avocats retenus pour rédiger les documents d'autorisation par consentement et pour obtenir l'autorisation et l'approbation des présentes;
  - b) de fournir des commentaires et des conseils au *fiduciaire*, à sa demande;
  - c) d'obtenir par consentement les autorisations et approbations des *ordonnances d'approbation* auprès des *tribunaux*, à la condition expresse que ces derniers les autorisent toutes suivant les mêmes termes et conditions;
  - d) d'exercer tous les pouvoirs nécessaires à l'exécution des fonctions afférentes au *processus d'évaluation indépendant*.
- 2) Le *CNA* comptera sept (7) membres avec l'intention que les décisions soient prises par consensus.

- 3) À défaut de consensus, la prise de décisions doit reposer sur une majorité de cinq (5) des sept (7) membres.
- 4) La composition du *CNA* prévoit un (1) avocat pour chacun des groupes suivants :
  - a) Le *Canada*;
  - b) Les *organismes religieux*;
  - c) L'Assemblée des Premières Nations;
  - d) Le National Consortium;
  - e) Le Merchant Law Group;
  - f) Les *Représentants des Inuits*;
  - g) Les *Avocats indépendants*.
- 5) Le *CNA* sera dissous à la *date d'entrée en vigueur*.
- 6) Nonobstant l'alinéa 4.09(4), les *organismes religieux* peuvent désigner un deuxième avocat chargé d'assister et de participer aux réunions du *CNA*. Le deuxième avocat désigné ne peut prendre part à aucun des votes tenus en vertu de l'alinéa 4.09(3).

#### **4.10 Comités d'administration**

- 1) Pour mettre en œuvre les ordonnances d'approbation, les *parties* acceptent de mettre sur pied des comités d'administration, soit :
  - a) un Comité d'administration national (« *CAN* »);



- b) trois comités d'administration régionaux (« *CAR* »);
- 2) Nonobstant l'alinéa 4.10(1), ni le *CAN* ni les *CAR* ne se réuniront ou n'amorceront leurs activités, quelles qu'elles soient, avant la *date d'entrée en vigueur*, à moins que le *Canada* n'y consente.

#### **4.11 Comité d'administration national**

- 1) Le *CAN* comptera un (1) avocat pour chacun des groupes nommés au paragraphe 4.09(4).
- 2) Chaque groupe nommera son premier membre au *CAN* au plus tard à la signature des présentes.
- 3) Chaque membre du *CAN* peut désigner une personne qui participera en son nom aux réunions du *CAN* et y exercera ses pouvoirs, son autorité et ses responsabilités.
- 4) Si un membre du *CAN* meurt, remet sa démission ou arrive à la fin de son mandat, ou si la Cour invoque l'alinéa 4.11(6) des présentes, le groupe représenté par ce membre nommera un remplaçant comme membre du *CAN*.
- 5) Le mandat des membres du *CAN* est d'une durée de deux (2) ans.
- 6) En cas de différend entourant la nomination ou les services d'une personne comme membre du *CAN*, le groupe ou l'individu en cause peut s'adresser au tribunal de la province ou du territoire où habite la personne concernée pour obtenir des conseils et des directives.

- 7) Les *parties* reconnaissent que le *Canada* ne sera pas responsable des coûts associés à une requête prévue à l'alinéa 4.11(6), relativement à la nomination d'une personne à titre de membre du *CAN*.
- 8) Aucun membre du *CAN* ne peut être membre d'un *CAR* ou du *Comité de surveillance* pendant la durée de son mandat au *CAN*.
- 9) Les décisions du *CAN* seront prises par consensus mais, à défaut, elles devront reposer sur une majorité de cinq (5) des sept (7) membres. Si on n'arrive pas à obtenir l'appui d'une majorité de cinq (5) membres, le différend pourra être soumis, par une majorité simple de quatre (4) membres du *CAN*, au tribunal compétent du territoire d'où origine le différend au moyen d'un renvoi présenté selon l'intitulé *In Re pensionnats indiens*.
- 10) Nonobstant l'alinéa 4.11(9), si un vote avait pour effet d'augmenter le coût des *ordonnances d'approbation*, qu'il s'agisse d'indemnités ou de questions de procédure, le *représentant du Canada* doit compter parmi les cinq (5) membres majoritaires.
- 11) Un différend en rapport avec l'application de l'alinéa 4.11(10) ne peut être renvoyé à un tribunal.
- 12) Le mandat du *CAN* consiste à :
  - a) interpréter les *ordonnances d'approbation*;
  - b) fournir des conseils et commentaires au *fiduciaire* relativement au *paiement d'expérience commune*;
  - c) assurer, dans la mesure du possible, une exécution uniforme des

*ordonnances d'approbation* à la grandeur du pays;

- d) produire et mettre en œuvre un protocole de politiques portant sur la mise en œuvre des *ordonnances d'approbation*;
- e) élaborer un document exposant des méthodes standard en vue de l'exécution des *ordonnances d'approbation*;
- f) servir de tribune d'appel aux *CAR*;
- g) évaluer la poursuite des activités des *CAR*, conformément au paragraphe 4.13;
- h) si les *CAR* cessaient leurs activités conformément au paragraphe 4.13, assurer l'exécution de leur mandat;
- i) entendre les requêtes des *CAR* qui découlent d'un différend entourant la nomination ou les services d'un de leurs membres;
- j) examiner et trancher les renvois faits par la *Commission* de vérité et de réconciliation conformément à l'alinéa 7.01(2) des présentes ou, sans trancher les renvois, les soumettre à n'importe quel tribunal pour obtenir une décision.
- k) entendre les appels logés par des *candidats admissibles au PEC*, comme le précise l'alinéa 5.09(1), et recommander la couverture des frais prévus à l'alinéa 5.09(3) des présentes.
- l) s'adresser à un tribunal afin qu'il tranche sur le refus d'ajouter un établissement, comme le prévoit l'article 12.01 des présentes;



- m) retenir et instruire un procureur aux conditions fixées par le *Canada* en vue de s'acquitter de son mandat énoncé aux sous-alinéas 4.11(12) j), l) et q), et à l'alinéa 4.11(13) des présentes;
  - n) dresser une liste des avocats qui s'occupent actuellement des réclamations relatives aux *pensionnats indiens* et qui acceptent d'être liés par les conditions de la présente *convention*, conformément à l'alinéa 4.08(5);
  - o) exercer tous les pouvoirs nécessaires à l'exécution des fonctions afférentes au *PEI*;
  - p) demander au *Canada* d'allouer des fonds additionnels au *PEI*, conformément à l'alinéa 6.03(3) des présentes;
  - q) demander aux *tribunaux* des ordonnances en vue de modifier le *PEI*, conformément à l'alinéa 6.03(3) des présentes.
  - r) recommander au *Canada* de publier une notification supplémentaire précisant la *date limite pour le dépôt d'une demande de PEI aux membres des recours collectifs et aux membres du recours collectif Cloud*, conformément à l'article 6.04 des présentes.
- 13) Lorsqu'un désaccord sur les conditions des *ordonnances d'approbation* oppose le *fiduciaire* au *CAN*, l'un ou l'autre peut soumettre le désaccord au tribunal qui a compétence dans le territoire d'où origine l'objet du désaccord, au moyen d'un renvoi présenté selon l'intitulé *In Re pensionnats indiens*.

- 14) Sous réserve de l'alinéa 6.03(3), on ne peut apporter aucune modification de fond aux *ordonnances d'approbation* sans le consentement unanime du *CAN*, entériné à l'unanimité par les *tribunaux*.
- 15) Le représentant du *Canada* au *CAN* fera office de secrétaire du *CAN*.
- 16) Nonobstant l'alinéa 4.11(1), les *organismes religieux* peuvent désigner un deuxième avocat chargé d'assister aux réunions du *CAN* et d'y participer. Le deuxième avocat désigné ne peut prendre part à aucun des votes tenus en vertu de l'alinéa 4.11(9).

#### **4.12 Comités d'administration régionaux**

- 1) Un (1) *CAR* agira au profit des *membres des recours collectifs*, comme le précise l'article 4.04, et des *membres du recours collectif Cloud* dans les trois (3) régions suivantes :
  - a) Colombie-Britannique, Alberta, Territoires du Nord-Ouest et Yukon;
  - b) Saskatchewan et Manitoba;
  - c) Ontario, Québec et Nunavut.
- 2) Chacun des trois (3) *CAR* comptera trois (3) membres choisis parmi les quatre (4) groupes représentant les demandeurs, que l'on retrouve aux sous-alinéas 4.09(4) d), e), f) et g) des présentes.
- 3) Au plus tard à la date de signature de la présente *convention*, les



groupes nommés aux sous-alinéas 4.09(4) d), e), f) et g) des présentes choisiront les membres initiaux des trois (3) *CAR*, dont les noms seront communiqués au *Canada*.

- 4) Si un membre du *CAR* meurt, remet sa démission ou arrive à la fin de son mandat, ou si la Cour invoque l'alinéa 4.12(7) des présentes, un remplaçant sera nommé au *CAR* par le groupe représenté par le membre en question.
- 5) Le mandat des membres des *CAR* est d'une durée de deux (2) ans.
- 6) Chaque membre des *CAR* peut désigner une personne qui participera en son nom aux réunions du *CAR* et y exercera ses pouvoirs, son autorité et ses responsabilités.
- 7) En cas de différend entourant la nomination ou les services d'un membre des *CAR*, le groupe ou la personne en cause peut demander au *CAN* de trancher le différend.
- 8) Aucun membre des *CAR* ne peut être membre du *CAN* ou du *Comité de surveillance* pendant la durée de son mandat au *CAR*.
- 9) Chaque *CAR* sera indépendant des autres *CAR*, et ses décisions devront faire l'unanimité parmi ses trois membres. S'il n'est pas possible d'atteindre un consensus, la majorité l'emportera.
- 10) Si un *candidat admissible au PEC*, un membre d'un *CAR* ou un membre du *CAN* n'est pas satisfait d'une décision rendue par un *CAR*, il peut demander au *CAN* de trancher la question.
- 11) Les *CAR* ne se pencheront que sur les questions administratives

courantes qui concernent la mise en œuvre des *ordonnances d'approbation* au sein de leur région et qui n'ont pas une portée nationale. En aucun cas, un *CAR* n'aura le pouvoir de revoir une décision relative au *PEI*.

#### **4.13 Évaluation par le CAN**

Dix-huit mois après la *date d'entrée en vigueur*, le *CAN* évaluera la nécessité de maintenir les activités des trois (3) *CAR*, et il rendra une décision qui devra faire l'unanimité parmi ses membres.

#### **4.14 Seuil d'exclusion**

Si le nombre de candidats admissibles au *PEC* qui s'excluent, ou qui sont réputés s'être exclus en vertu des *ordonnances d'approbation* est supérieur à cinq mille (5 000), la présente *convention* sera résiliée et les *ordonnances d'approbation* révoquées en entier, ce qui ne sera subordonné qu'au droit du *Canada*, et à son entière discrétion, de renoncer à appliquer le présent article. Le *Canada* a le droit de renoncer à l'application du présent article jusqu'à trente (30) jours après la fin du *délai d'exclusion*.

#### **4.15 Recours devant la Cour fédérale qui font exception**

Les *parties* conviennent que le recours collectif envisagé dans l'affaire *Kenneth Sparvier et al. c. Procureur général du Canada* déposée à la Cour fédérale le 13 mai 2005 (n° du dossier de la Cour : T 848-05), et le recours collectif envisagé dans la cause *George Laliberté et al. c. Procureur général du Canada*, déposée à la Cour fédérale le 23 septembre 2005 (n° du dossier de la Cour : T-1620-05), seront l'objet de désistements sans frais au plus tard à la *date d'entrée en vigueur*.

## ARTICLE CINQ

### *PAIEMENT D'EXPÉRIENCE COMMUNE*

#### **5.01 PEC**

Sous réserve des articles 17.01 et 17.02, le *Canada* versera un *paiement d'expérience commune* à partir du *fonds de la somme désignée* à chaque *candidat admissible* qui a déposé une *demande de PEC*, pourvu que :

- 1) la *demande de PEC* soit soumise au *fiduciaire*, conformément aux dispositions des présentes;
- 2) la *demande de PEC* soit reçue avant la *date limite*;
- 3) la *demande de PEC* soit validée conformément aux dispositions des présentes;
- 4) le *candidat admissible au PEC* était vivant le 30 mai 2005.

#### **5.02 Montant du PEC**

Le montant du *paiement d'expérience commune* sera de :

- 1) dix mille dollars (10 000 \$) pour chaque *candidat admissible au PEC* qui a habité dans un ou plusieurs *pensionnats indiens* pendant une année scolaire ou une portion d'année scolaire;
- 2) une somme additionnelle de trois mille dollars (3 000 \$) pour chaque *candidat admissible au PEC* qui a habité dans un ou plusieurs *pensionnats indiens*, pour chaque année scolaire, ou portion d'une telle année, après la première année scolaire;



- 3) moins tout paiement anticipé déjà versé relativement au *PEC*.

### **5.03 Intérêts sur le fonds de la somme désignée**

Les intérêts s'accumuleront et seront versés sur l'actif du fonds *de la somme désignée*, conformément au décret du Conseil privé 1970-300 du 17 février 1970, et à l'alinéa 21(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, comme le stipule la convention de fiducie contenue à l'annexe I.

### **5.04 Processus de demande de PEC**

- 1) Aucun *candidat admissible* ne recevra un *PEC* sans avoir d'abord présenté une demande de *PEC* au *fiduciaire*.
- 2) Le *fiduciaire* n'acceptera aucune *demande de PEC* avant la *date d'entrée en vigueur* ou après la *date limite de dépôt des demandes de PEC*.
- 3) Nonobstant les alinéas 5.01(2) et 5.04(2) des présentes, lorsque le *fiduciaire* estime qu'un *candidat admissible au PEC* est frappé d'*incapacité* à la *date limite du dépôt des demandes de PEC*, ou qu'il n'a pu acheminer la *demande de PEC* avant la *date limite de dépôt des demandes* stipulée à l'alinéa 5.04(2) par suite de difficultés ou de circonstances exceptionnelles, le *fiduciaire* examinera la *demande de PEC* déposée après la *date limite*, mais en aucun cas il n'acceptera une demande qui lui est soumise plus d'un an après la *date limite*, à moins que le tribunal n'en décide autrement.

- 4) Nul ne peut soumettre plus d'une (1) *demande de PEC* pour lui-même.
- 5) S'il ne dépose pas de *demande de PEC* selon les termes de l'article 5.04, le *candidat admissible au PEC* n'aura pas droit à un *paiement d'expérience commune* et ce droit sera éteint à jamais.
- 6) Le *fiduciaire* traitera la totalité des *demandes de PEC* essentiellement en conformité avec les dispositions de l'annexe L ci-jointe. Toutes les *demandes de PEC* feront l'objet d'une vérification.
- 7) Le *fiduciaire* informera le *candidat admissible au PEC* de sa décision relativement à sa *demande de PEC*, dans un délai de 60 jours de la décision rendue.
- 8) Le *fiduciaire* rend des décisions finales et exécutoires pour le demandeur et le *fiduciaire*, qui ne peuvent être contestées qu'au moyen de la procédure d'appel du PEC prévue à l'article 5.09 des présentes.
- 9) Le *fiduciaire* accepte de verser tous les *paiements d'expérience commune* le plus rapidement possible.

## **5.05 Examen et vérification de l'actif**

- 1) Le *fiduciaire* effectuera un examen du *fonds de la somme désignée* au premier anniversaire de la *date d'entrée en vigueur* ou avant, puis par intervalles, pour déterminer si le *fonds de la*

*somme désignée* est suffisant pour payer tous les *candidats admissibles au PEC* qui ont déposé une *demande de PEC* à la date de l'examen.

- 2) Le *fiduciaire* effectuera une vérification du *fonds de la somme désignée* au cours des douze (12) mois qui suivront la *date limite de dépôt des demandes de PEC*, afin de déterminer ce qu'il en reste à la *date de cette vérification*.

#### **5.06 Insuffisance de la somme désignée**

Si un examen mené conformément à l'alinéa 5.05(1) révèle que le *fonds de la somme désignée* ne suffit pas à payer tous les *candidats admissibles au PEC* qui ont déposé une *demande*, à la date de l'examen, pour recevoir le *paiement d'expérience commune* auquel ils ont droit, le *Canada* ajoutera un montant suffisant pour combler tout déficit à cet égard dans les 90 jours suivant le moment où le *fiduciaire* l'a avisé du manque à combler.

#### **5.07 Excédent de la somme désignée**

- 1) Si la vérification prévue à l'alinéa 5.05(2) révèle que la balance du *fonds de la somme désignée* excède de plus de quarante millions de dollars (40 000 000 \$) le montant nécessaire pour le versement des *paiements d'expérience commune* à tous les *candidats admissibles au PEC* qui ont fait une *demande* avant la *date limite*, l'excédent sera réparti proportionnellement entre tous ceux qui ont reçu un *paiement d'expérience commune*, jusqu'à concurrence de trois mille dollars (3 000 \$) par personne, sous forme de *crédits personnels*.
- 2) Une fois que le montant maximal des *crédits personnels* aura été



versé à tous les *candidats admissibles au PEC* qui ont reçu le *PEC* et que les frais d'administration connexes auront été acquittés, tout montant qui subsistera dans le *fonds de la somme désignée* sera transféré au National Indian Brotherhood Trust Fund (fonds fiduciaire de la Fraternité nationale des Indiens) (NIBTF) et à la Inuvialuit Education Foundation (fondation de l'éducation inuvialuit) (IEF), conformément aux politiques applicables du Conseil du Trésor, dans les proportions indiquées à l'alinéa 5.07(5). Les sommes ainsi transférées seront consacrées à des *programmes d'éducation*, à des conditions convenues par le NIBTF et la IEF qui garantiront à tous les *membres des recours collectifs*, y compris les membres des Premières nations, les Inuits, les Inuvialuits et les Métis, un accès équitable et raisonnable à ces programmes. Dans le cadre de ses discussions avec le NIBTF et la IEF, le *Canada* obtiendra l'apport des avocats des groupes visés aux sous-alinéas 4.09 d), e), f) et g).

- 3) Si la vérification prévue à l'alinéa 5.05(2) révèle que la balance du *fonds de la somme désignée* excède de moins de quarante millions de dollars (40 000 000 \$) le montant qui a été nécessaire pour le versement des *paiements d'expérience commune* à tous les *candidats admissibles* qui ont fait une *demande* avant la *date limite*, aucun *crédit personnel* ne sera accordé, et l'excédent sera versé au NIBTF et à la IEF dans les proportions indiquées à l'alinéa 5.07(5), aux mêmes fins et aux mêmes conditions que celles prévues à l'alinéa 5.07(2).
- 4) L'excédent qui subsistera dans le *fonds de la somme désignée* au

1<sup>er</sup> janvier 2015 sera versé au NIBTF et à la IEF dans les proportions indiquées à l'alinéa 5.07(5), aux mêmes fins et aux mêmes conditions que celles prévues à l'alinéa 5.07(2).

- 5) Les sommes dans le *fonds de la somme désignée* seront versées respectivement au NIBTF et à la IEF dans les proportions suivantes : pour le NIBTF, en fonction du total des *candidats admissibles au PEC* autres que les Inuits et les Inuvialuits qui ont reçu le *PEC*; pour la IEF, en fonction du total des *candidats inuits et inuvialuits admissibles au PEC* qui ont reçu le *PEC*.

#### **5.08 Frais d'administration du PEC**

- 1) Il est entendu que le *Canada* assumera tous les frais d'administration internes du *PEC* et de sa distribution
- 2) Il est entendu que tous les frais d'administration internes liés aux *crédits personnels* et à leur distribution seront payés à même la *somme désignée*.

#### **5.09 Procédure d'appel du PEC**

- 1) Si une demande au titre du *PEC* est rejetée en tout ou en partie, le demandeur peut en appeler de la décision auprès du *CAN*.
- 2) Si le *CAN* rejette l'appel en tout ou en partie, le demandeur peut s'adresser au tribunal compétent afin qu'il tranche la question
- 3) Le *CAN* peut recommander au *Canada* d'assumer les frais entraînés par un appel en vertu de l'alinéa 5.09(1). Dans des circonstances exceptionnelles, le *CAN* peut s'adresser au tribunal compétent afin



d'obtenir une ordonnance selon laquelle le *Canada* devra assumer les frais entraînés par un appel fait en vertu de l'alinéa 5.09(1).

## ARTICLE SIX

### *PROCESSUS D'ÉVALUATION INDÉPENDANT*

#### **6.01 *PEI***

Un *processus d'évaluation indépendant* sera instauré, comme le prévoit l'annexe D des présentes.

#### **6.02 *Date limite pour le dépôt d'une demande de PEI***

- 1) Les *demandes de PEI* ne seront pas acceptées avant la *date d'entrée en vigueur* ou après la *date limite pour le dépôt d'une demande de PEI*.
- 2) Si un *candidat admissible au PEI* ne présente pas sa demande conformément à l'alinéa 6.02(1), ce candidat n'aura pas droit au *PEI*, et ce droit de demande d'admissibilité au *PEI* sera éteint à jamais.
- 3) Toutes les *demandes de PEI* déposées avant la *date limite* seront traitées conformément au *PEI* tel qu'il est décrit à l'annexe D des présentes.

### 6.03 Ressources

- 1) Les *parties* conviennent que le *Canada* injectera suffisamment de ressources dans le *PEI* afin de s'assurer que :
  - a) Au terme de la période de démarrage de six mois commençant à la *date d'entrée en vigueur* :
    - i) Les *demandes continues* qui ont été acceptées au titre du *PEI* seront traitées à un rythme minimal de deux mille cinq cents (2 500) pour chaque période de douze mois subséquente;
    - ii) Les demandeurs de chacune de ces deux mille cinq cents (2 500) *demandes continues* se feront proposer une date d'audition dans un délai de neuf mois suivant l'acceptation de leur demande. L'audition aura lieu dans les neuf mois suivant l'acceptation de la demande ou dans un délai raisonnable subséquent, à moins que le défaut du demandeur de répondre à une ou plusieurs exigences du *PEI* ne vienne empêcher l'atteinte de cet objectif.
  - b) Nonobstant le sous-alinéa 6.03(1)a), tout demandeur de *PEI* dont la demande a été acceptée en vertu de ce processus dans les dix-huit (18) mois de la *date d'entrée en vigueur* se fera proposer une date d'audition avant la fin d'une autre période de neuf mois. L'audition aura lieu dans les neuf mois suivant l'acceptation de la demande ou dans un délai raisonnable subséquent, à moins que le défaut du demandeur de répondre

à une ou plusieurs exigences du *PEI* ne vienne empêcher l'atteinte de cet objectif.

- c) Tous les demandeurs de *PEI* dont la demande a été acceptée après la date anniversaire de dix-huit (18) mois qui suit l'entrée en vigueur se feront offrir une audition dans un délai de 9 mois suivant l'acceptation de la demande ou dans un délai raisonnable subséquent, à moins que le défaut du demandeur de répondre à une ou plusieurs exigences du *PEI* ne vienne empêcher l'atteinte de cet objectif.
  - d) Il est entendu que toutes les *demandes de PEI* déposées avant la *date limite pour le dépôt d'une demande de PEI* seront traitées avant la date anniversaire de six ans qui suit l'entrée en vigueur, à moins que le défaut du demandeur de répondre à une ou plusieurs exigences du *PEI* ne vienne empêcher l'atteinte de cet objectif.
- 2) Si moins de deux mille cinq cents (2 500) *demandes continues* sont déposées à chaque période de douze mois, le *Canada* ne sera tenu que de fournir les ressources nécessaires au traitement des demandes au rythme où elles sont déposées et dans les délais prévus aux sous-alinéas 6.03(1)a) et b) des présentes.
- 3) Nonobstant l'alinéa 4.11(11), advenant que les *demandes continues* ne soient pas traitées au rythme et dans les délais prévus aux sous-alinéas 6.03(1) a) et b) des présentes, le *CAN* peut demander à ce que le *Canada* injecte des ressources supplémentaires pour le traitement des demandes et, au terme



d'un délai raisonnable laissant au *Canada* le temps de s'ajuster, demander aux *tribunaux* les ordonnances qui permettront de respecter l'alinéa 6.03(1).

#### **6.04 Notification de la *date limite pour le dépôt d'une demande de PEI***

Le *CAN* peut recommander au *Canada* d'envoyer une notification supplémentaire de la *date limite pour le dépôt d'une demande de PEI*.

### **ARTICLE SEPT**

## **VÉRITÉ, RÉCONCILIATION ET COMMÉMORATION**

#### **7.01 Vérité et réconciliation**

- 1) Un mécanisme de divulgation de la vérité et de la réconciliation sera instauré conformément à l'annexe N des présentes.
- 2) La *Commission* de vérité et de réconciliation peut demander au *CAN* de régler des différends qui portent sur la production, l'élimination et l'archivage de documents, le contenu du rapport de la *Commission* et ses recommandations, ainsi que les décisions de la *Commission* relatives à l'étendue de sa recherche et des sujets à examiner. La *Commission* s'efforcera elle-même de régler le différend avant de s'en remettre au *CAN*.
- 3) À la suite d'une décision rendue par le *CAN* relativement à un différend ou à un désaccord relatif à la *Commission* de vérité et de

réconciliation, comme le précise l'alinéa 7.01(2), *l'organisme religieux* ou le *Canada*, ou encore les deux, peuvent s'adresser aux tribunaux pour obtenir une nouvelle audition.

## **7.02 Commémoration**

Les propositions de commémoration seront traitées conformément à la directive découlant de la politique de commémoration qui figure à l'annexe J des présentes.

# **ARTICLE HUIT**

## **GUÉRISON**

## **8.01 Guérison**

- 1) Pour favoriser l'accès aux programmes de guérison, le *Canada* dotera la *Fondation autochtone de guérison* d'un fonds, comme le précise l'article 3.02, à des termes et conditions essentiellement similaires à celles présentées dans l'ébauche jointe à l'annexe M des présentes.
- 2) Au plus tard à la date du quatrième anniversaire de l'entrée en vigueur, le *Canada* évaluera les initiatives et les programmes de guérison déployés par la *Fondation autochtone de guérison*, afin d'en déterminer l'efficacité et de recommander si le financement devrait être poursuivi au-delà de la période de cinq ans et, le cas échéant, dans quelle mesure.

## **8.02 Accessibilité des services de santé mentale et de soutien affectif**

Le *Canada* accepte de maintenir ses services de santé mentale et de soutien affectif et de les rendre accessibles aux personnes dont la demande est traitée en vertu du *processus d'évaluation indépendant* ou qui sont admissibles à une indemnité en vertu de ce même processus. Le Canada accepte aussi de rendre ces services accessibles aux bénéficiaires du *paiement d'expérience commune* ainsi qu'aux participants à des activités de vérité et de réconciliation ou de commémoration.

## **ARTICLE NEUF**

### ***ORGANISMES RELIGIEUX***

#### **9.01 Organismes religieux**

Les *parties* conviennent que les *organismes religieux* participeront à la présente *convention* selon les dispositions dans les présentes et conformément aux ententes entre le *Canada* et les *organismes religieux* qui sont jointes sous forme d'annexe O-1, Entente avec les entités de l'*Église presbytérienne* au Canada, d'annexe O-2, Entente avec les entités de l'*Église anglicane*, d'annexe O-3, Entente avec les entités de l'*Église catholique* et d'annexe O-4, Entente avec l'*Église Unie* du Canada.



## ARTICLE DIX

### DEVOIRS DU *FIDUCIAIRE*

#### 10.01 Fiduciaire

1) En plus des devoirs exposées dans la Convention de fiducie, les devoirs et responsabilités du *fiduciaire* sont :

- a) élaborer, installer et mettre en œuvre des systèmes et des procédures pour le traitement, l'évaluation et la prise de décisions concernant les *demandes de PEC* qui soient simples quant à la forme, permettent des paiements rapides et assurent un mécanisme de vérification efficace. Les demandes à traiter comprennent les *demandes de PEC* essentiellement selon l'Annexe L des présentes;
- b) élaborer, installer et mettre en œuvre des systèmes et des procédures nécessaires afin de s'acquitter de ses obligations, conformément à la Convention de fiducie qui figure à l'annexe I des présentes;
- c) élaborer, installer et mettre en œuvre des systèmes et des procédures en vue de verser les indemnités associées aux *demandes de PEC* validées;
- d) soumettre des rapports au *CAN* et aux *tribunaux* concernant les *demandes de PEC* reçues, les demandes administrées et les indemnités versées;

- e) fournir des effectifs en quantité raisonnable pour l'exécution de ses tâches, et les former à ces tâches;
- f) conserver ou voir à la conservation de comptes rendus exacts de ses activités et de son administration du *PEC*, y compris le versement des indemnités sous forme de *PEC*, préparer les états financiers, les rapports et les dossiers requis par le *CAN* et les *tribunaux*, selon la forme et le contenu prescrits par les *tribunaux*, et les soumettre aux *tribunaux* aussi souvent qu'ils l'exigent;
- g) recevoir toutes les demandes de renseignements et toute correspondance concernant la validation des *demandes de PEC*, et y répondre, examiner et évaluer toutes les *demandes de PEC*, prendre les décisions concernant les *demandes de PEC*, informer de ses décisions conformément aux présentes et communiquer avec les *candidats admissibles au PEC*, en français ou en anglais, selon le choix de chaque candidat;
- h) recevoir toutes les demandes et la correspondance relatives au versement des indemnités associées aux *demandes valides de PEC*, et y répondre, verser les indemnités conformément aux présentes, et communiquer avec les *candidats admissibles au PEC*, en français ou en anglais, selon le choix de chaque candidat;
- i) administrer les *crédits personnels* conformément au paragraphe 5.07 des présentes;



- j) tenir à jour une base de données comportant toutes les données nécessaires pour permettre au *CAN* et aux *tribunaux* d'évaluer, périodiquement, la viabilité financière et la suffisance du *fonds de la somme désignée*, sous réserve des lois applicables;
- k) s'acquitter de tout autre devoir ou responsabilité que lui assignent les *tribunaux*, le cas échéant.

## ARTICLE ONZE

### QUITTANCE

#### 11.01 Quittance des *membres des recours collectifs* et du *recours collectif Cloud*

- 1) Les *ordonnances d'approbation* déclareront que dans le cas des *membres des recours collectifs* et des *membres du recours collectif Cloud* :
  - a) chaque *membre des recours collectifs* et chaque *membre du recours collectif Cloud* a donné quittance entière et définitive à chaque partie quittancée de toute action, cause d'action, responsabilité en common law, en droit civil du Québec et découlant de la loi, contrat, réclamation et demande de quelque nature que ce soit, qu'elle ait été déposée ou qu'elle puisse avoir été déposée, qu'elle soit connue ou inconnue, pour des dommages, contributions, indemnités, coûts, dépenses et intérêts que ce *membre* a détenue, détient ou pourrait détenir

directement ou indirectement, ou de quelque façon que ce soit à l'issue ou au moyen d'un droit subrogé ou cédé, ou autrement, relativement à un *pensionnat indien* ou au fonctionnement d'un *pensionnat indien*, et cette quittance s'applique à toute réclamation de ce type qui a été ou aurait pu être déposée dans le cadre de toute procédure, notamment les recours collectifs ou le recours collectif *Cloud*, qu'elle soit faite directement par le *membre d'un recours collectif* ou le *membre du recours collectif Cloud* ou par tout autre personne, groupe ou personne morale agissant au nom ou à titre de représentant du *membre d'un recours collectif* ou du *membre du recours collectif Cloud*;

- b) les *membres des recours collectifs* et les *membres du recours collectif Cloud* sont réputés convenir de ne faire aucune réclamation ou demande ou de n'engager aucune action ou procédure contre toute partie quittancée ou toute autre personne contre laquelle une réclamation pourrait entraîner une demande envers la partie quittancée pour des dommages, des contributions, des indemnités ou autre dédommagement en vertu de quelque disposition de la *Loi sur le partage de la responsabilité*, L.R.O. 1990, ch. N.3 ou de son équivalent dans les autres juridictions, dans la common law, dans le droit civil du Québec ou dans tout autre législation de l'Ontario ou autre juridiction relativement à un pensionnat indien ou au fonctionnement d'un pensionnat indien;

- c) les obligations et les responsabilités du *Canada*, des *organismes religieux* et des *autres organismes religieux exonérés* qui sont prévues dans les présentes constituent la contrepartie pour les quittances et autres engagements énoncés aux sous-alinéas 11.01a) et b) inclusivement, et cette contrepartie constitue un règlement complet et final de toute demande dont il est question dans les présentes. Les *membres des recours collectifs* et les *membres du recours collectif Cloud* n'ont droit qu'aux prestations prévues et aux indemnités payables en vertu des présentes, en tout ou en partie, comme seul recours pour telle action, cause d'action, responsabilité, réclamation ou demande.
- 2) Nonobstant l'alinéa 11.01(1), il n'y aura pas de quittance accordée à l'égard d'une poursuite (à l'exception des demandes des familles telles que définies dans les recours collectifs et dans le recours collectif *Cloud*) susceptible d'être intentée par un *membre d'un recours collectif* ou un *membre du recours collectif Cloud* si cette quittance ne survient qu'en raison d'une demande d'un membre d'une famille dans le cadre des recours collectifs ou du recours collectif *Cloud*.

## **11.02 Quittances des demandeurs non pensionnaires**

- 1) Les *ordonnances d'approbation* stipuleront que les *demandeurs non pensionnaires* devront, lorsqu'ils accèderont au *PEI*, signer une quittance sous la forme apparaissant à l'annexe P des présentes;
- 2) Rien, aux sous-alinéas 4.06 c), d) ou f) ou au sous-alinéa 11.01(1)a),



n'empêchera un *demandeur non pensionnaire* de soumettre sa demande au *PEI*.

- 3) Il est entendu que rien, au paragraphe 11.02, n'empêchera l'institution d'intenter une action en justice conformément aux sous-alinéas 4.06 i) et j) des présentes.

### **11.03 Demandes par les demandeurs exclus ou autres**

Advenant le cas où toute personne non liée par les présentes dépose une demande ou une demande reconventionnelle, fait une réclamation ou demande ou engage une action ou procédure contre tout défendeur désigné dans *les recours collectifs* ou *le recours collectif Cloud* relativement à un *pensionnat indien* ou au fonctionnement d'un *pensionnat indien*, aucun montant payable à cette personne par un défendeur désigné dans les recours collectifs ou le recours collectif *Cloud* ne sera puisé dans le *fonds de la somme désignée*.

#### 11.04 Fin des litiges

- 1) Sur signature des présentes, les représentants des demandeurs nommés dans les recours collectifs et le recours collectif *Cloud*, ainsi que les avocats de chacun des groupes désignés aux sous-alinéas 4.09(4) c), d), e), f) et g) coopéreront avec les défendeurs désignés dans *les recours collectifs* et *le recours collectif Cloud* afin d'obtenir l'approbation des présentes et la participation générale à tous les aspects de la présente *convention* par les *membres des recours collectifs* et les *membres du recours collectif Cloud* ainsi que par les *demandeurs non pensionnaires*.
- 2) Dans les cinq jours suivant la *date d'approbation*, chaque avocat de chacun des groupes désignés aux sous-alinéas 4.09(4) c), d), e), f) et g) s'engagera à ne pas commencer ou poursuivre, ni aider ou conseiller, une action ou procédure contre une partie quittancée, ou contre une personne pouvant réclamer une contribution ou une indemnité d'une de ces parties quittancées de quelque façon reliée ou découlant de toute demande assujettie aux présentes, ayant pour but ou effet de miner la portée des présentes, dans la mesure où rien dans les présentes n'empêche un avocat de conseiller à une personne de s'exclure des recours collectifs ou de continuer de se faire représenter par lui.

## ARTICLE DOUZE

### AUTRES *PENSIONNATS INDIENS*

#### 12.01 Demande d'ajout d'établissement

- 1) Toute personne ou organisme (le « requérant ») peut demander l'ajout d'un établissement à l'annexe F, conformément aux critères définis à l'alinéa 12.01(2) des présentes, en soumettant au *Canada* le nom de l'établissement et tout renseignement pertinent que le demandeur a en sa possession.
- 2) Voici les critères pour l'ajout d'un établissement à l'annexe F :
  - a) l'enfant avait été placé dans un pensionnat, hors de son foyer familial, par le *Canada* ou en vertu de son autorité pour fins d'éducation;
  - b) le *Canada* était conjointement ou exclusivement responsable du fonctionnement du pensionnat et de la garde des pensionnaires.
- 3) Voici des exemples des indicateurs selon lesquels le *Canada* était conjointement ou exclusivement responsable du fonctionnement du pensionnat et de la garde des pensionnaires :
  - a) l'institution était la propriété du gouvernement fédéral;
  - b) le *Canada* agissait en lieu et place des parents de l'enfant;
  - c) le *Canada* était au moins partiellement responsable de l'administration de l'établissement;



- d) le *Canada* inspectait ou avait le droit d'inspecter l'établissement;
  - e) le *Canada* avait ou non désigné l'établissement comme un *pensionnat indien*.
- 4) Dans les 60 jours de la réception d'une requête d'ajout d'établissement à l'annexe F, le *Canada* effectuera des recherches sur l'établissement proposé et déterminera s'il constitue un *pensionnat indien* comme le définissent les présentes, puis il transmettra au requérant et au *CAN* :
- a) sa décision à savoir si l'établissement est un *pensionnat indien*;
  - b) la justification écrite de cette décision;
  - c) une liste des documents à l'appui de la décision;
- pourvu que le *Canada* puisse demander au requérant une prolongation du délai pour effectuer les recherches.
- 5) Si le requérant ou le *CAN* contestent la décision du Canada de refuser l'ajout d'un établissement proposé, le requérant pourra s'adresser au tribunal compétent, ou le *CAN* pourra s'adresser au tribunal de la province ou du territoire de résidence du requérant pour qu'il tranche la question.
- 6) Si le *Canada* ajoute un établissement à l'annexe F en vertu de l'alinéa 12.01(4), le *Canada* pourra rembourser au requérant ses frais juridiques et les débours raisonnables.

## ARTICLE TREIZE

### HONORAIRES

#### 13.01 Honoraires

Le *Canada* accepte d'acquitter les honoraires des conseillers juridiques comme il est convenu aux présentes.

#### 13.02 Honoraires de négociation (de juillet 2005 au 20 novembre 2005)

- 1) Le *Canada* accepte de payer chaque avocat, outre les avocats des *organismes religieux*, ayant participé aux négociations du règlement amorcées en juillet 2005 qui ont abouti à *l'Accord de principe*, pour le temps consacré aux négociations du règlement jusqu'à la date de *l'Accord de principe*, à son tarif horaire habituel, plus les débours raisonnables ainsi que la TPS et la TVP, s'il y a lieu, étant entendu toutefois qu'aucune somme n'est payable, en vertu du présent alinéa 13.02(1), pour des honoraires payés au préalable directement par le *BRQPIC*.
- 2) Tous les honoraires dûs en vertu de l'alinéa 13.02(1) seront payés au plus tard 60 jours après la *date d'entrée en vigueur*.



**13.03 Honoraires menant à la Convention de règlement (du 20 novembre 2005 à la signature de la *Convention*)**

- 1) Le *Canada* accepte de payer tous les avocats, sauf ceux qui représentent les *organismes religieux*, pour le temps qu'ils auront consacré à la mise au point de la présente *convention* entre le 20 novembre 2005 et sa signature, selon le tarif horaire habituel de chaque avocat, plus les débours raisonnables ainsi que la TPS et la TVP, s'il y a lieu, étant entendu toutefois qu'aucune somme n'est payable, en vertu du présent alinéa 13.03(1), pour des honoraires payés au préalable directement par le *BRQPIC*.
- 2) Aucun honoraire ne sera payé en vertu de l'alinéa 13.03(1) pour tout travail payé aux termes du paragraphe 13.04 des présentes.
- 3) Tous les honoraires dûs en vertu de l'alinéa 13.03(1) seront payés au plus tard 60 jours après la *date d'entrée en vigueur*.

**13.04 Honoraires depuis le 20 novembre 2005 (pour les membres du *CNA*)**

- 1) Les honoraires payables aux avocats à partir du 20 novembre 2005 seront payés conformément aux conditions énoncées aux alinéas 13.10(1), (2), (4) et (5) des présentes.
- 2) Sous réserve de l'article 13.07, tous les honoraires dûs en vertu des articles 13.06 et 13.08 seront payés au plus tard 60 jours après la

*date d'entrée en vigueur.*

### **13.05 Aucuns honoraires associés aux versements du PEC**

Aucun avocat ni aucune société d'avocats ayant signé la présente *convention de règlement* ou accepté un paiement de ses honoraires par le *Canada*, conformément aux articles 13.06 ou 13.08 des présentes, ne peut réclamer des honoraires ou débours à un *candidat admissible au PEC* relativement à un *paiement d'expérience commune*.

### **13.06 Honoraires pour mandats de représentation**

Chaque avocat ayant eu un mandat de représentation ou entretenu une relation professionnelle établie (un « mandat de représentation ») avec un *candidat admissible au PEC* en date du 30 mai 2005 recevra un montant équivalant au moindre de deux montants :

- a) le montant des travaux en cours non payés à la date de *l'Accord de principe* eu égard au mandat de représentation,
- b) quatre mille dollars (4 000 \$) plus les débours raisonnables ainsi que la TPS et la TVP, s'il y a lieu,

et conviendra qu'aucuns autres honoraires ne seront réclamés eu égard au *PEC*.

### **13.07 Attestation des honoraires**

Afin de recevoir paiement en vertu de l'article 13.06 des présentes, chaque avocat devra fournir au *BRQPIC* une déclaration assermentée attestant le nombre de mandats de représentation qu'il détenait auprès de *candidats admissibles au PEC* en date du 30 mai 2005, et le montant des travaux en cours eu égard à chacun de ces mandats tels que comptabilisés à leur système de tenue du temps ou déterminés après examen. Le *BRQPIC* examinera ces déclarations assermentées dans les 60 jours de la *date d'entrée en vigueur*, s'y reportera pour vérifier les montants à payer aux avocats et enclenchera auprès des avocats individuels les processus de vérification supplémentaires requis selon les circonstances avec le consentement des avocats concernés, consentement qui ne pourra être refusé sans motif raisonnable.

### **13.08 Honoraires du National Consortium et de Merchant Law Group**

- 1) Le National Consortium recevra quarante millions de dollars (40 000 000 \$) plus les débours raisonnables, ainsi que la TPS et la TVP s'il y a lieu, en contrepartie du nombre important de *candidats admissibles au PEC* qu'il représente et du travail en recours collectif réalisé au nom des *candidats admissibles au PEC*. Tout avocat associé, employé ou autrement affilié au National Consortium, ne peut prétendre aux paiements décrits aux articles 13.02 et 13.06 des présentes.



- 2) Les honoraires du Merchant Law Group seront fixés conformément aux dispositions de *l'Accord de principe* signé le 20 novembre 2005 et de l'entente du 20 novembre 2005 conclue entre le Canada et le Merchant Law Group concernant la vérification des honoraires d'avocats, jointe aux présentes en annexe V, sauf que la décision décrite au paragraphe 4 de cette dernière entente sera prise par le juge Ball ou, s'il n'est pas disponible, par un autre juge de la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan plutôt que par un arbitre.
- 3) Le *représentant du gouvernement fédéral* enclenchera des processus de vérification supplémentaire eu égard aux montants qui sont payables au National Consortium, comme ces parties en ont convenu.
- 4) Dans l'éventualité où le *représentant du gouvernement fédéral* et le National Consortium ou le Merchant Law Group ne peuvent s'entendre sur le montant payable pour les débours raisonnables faits jusqu'au 20 novembre 2005 inclusivement, en vertu de l'alinéa 13.08(1) des présentes, le *représentant du gouvernement fédéral* renverra la question :
  - a) à la Cour supérieure de justice de l'Ontario, ou à une autorité officielle désignée par elle, si le différend concerne le National Consortium;
  - b) à la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan, ou à une autorité officielle désignée par elle, si le différend concerne le Merchant Law Group;

qui déterminera ce montant.

5) Les cabinets membres du National Consortium sont :

Thomson, Rogers	Troniak Law Office
Richard W. Courtis Law Office	Koskie Minsky LLP
Field LLP	Leslie R. Meiklejohn Law Office
David Paterson Law Corp.	Huck Birchard
Docken & Company	Ruston Marshall
Arnold, Pizzo, McKiggan	Rath & Company
Cohen Highley LLP	Levene Tadman Gutkin Golub
White, Ottenheimer & Baker	Coller Levine
Thompson Dorfman Sweatman	Adams Gareau
Ahlstrom Wright Oliver & Cooper	

Tous les honoraires payables en vertu de l'article 13.08 seront acquittés au plus tard 60 jours après l'entrée en vigueur.

**13.09 Honoraires, dépens et débours pour le recours collectif *Cloud***

- 1) Le *Canada* paiera tous les dépens attribués dans le recours collectif *Cloud* et non payés en date du 20 novembre 2005 aux avocats des demandeurs dans ce recours. Le Canada ne cherchera pas à recouvrer quelque portion des dépens payés en vertu du présent alinéa 13.09(1) des entités anglicanes désignées comme défenderesses dans le recours collectif *Cloud*.
- 2) Le Canada assumera les honoraires et les débours des demandeurs dans le recours collectif *Cloud*, comme le prescrit l'article treize

(13) des présentes.

### **13.10 Honoraires du CNA**

- 1) Le *Canada* paiera les honoraires au *CNA* selon un tarif horaire raisonnable et remboursera des débours raisonnables aux membres du *CNA*, mais de tels montants ne comporteront aucun honoraire pour le *Canada* ou les *organismes religieux*.
- 2) Sous réserve de l'alinéa 13.10(4), les honoraires prévus à l'alinéa 13.10(1) et comptabilisés après le 1<sup>er</sup> avril 2006 devront s'inscrire dans les limites d'un budget de fonctionnement de soixante mille dollars (60 000 \$) par mois.
- 3) Dans des circonstances extraordinaires, le *CNA* peut solliciter du financement supplémentaire du *Canada*, jusqu'à concurrence d'un montant mensuel maximal de quinze mille dollars (15 000 \$), nonobstant l'alinéa 13.10(2) et sous réserve de l'alinéa 13.10(4).
- 4) Le 1<sup>er</sup> juillet 2006, puis le premier jour de tous les mois subséquents, le *Canada* examinera et réévaluera le budget de fonctionnement maximal visé à l'alinéa 13.10(2) et le financement supplémentaire maximum pour dépenses extraordinaires visé à l'alinéa 13.10(3). Il est loisible au *Canada*, à sa discrétion exclusive, de réduire ou d'augmenter le budget de fonctionnement maximal ou le financement supplémentaire maximum pour dépenses extraordinaires, ou les deux.



- 5) Les avocats nommés par le *CNA* pour procéder à la rédaction, à l'autorisation et à l'approbation du règlement seront rémunérés selon leur tarif horaire habituel, et ils pourront régulièrement présenter une facture de débours raisonnables que paiera le *Canada*. Ces honoraires et débours ne sont pas assujettis aux limites du budget de fonctionnement exposées à l'alinéa 13.10(2).
- 6) S'ils sont nommés par le *CNA* et approuvés par le *Canada*, les autres avocats qui doivent comparaître en cour recevront des honoraires de deux mille dollars (2 000 \$) par journée d'audience. De tels honoraires ne sont pas assujettis aux limites du budget de fonctionnement exposées à l'alinéa 13.10(2).
- 7) Le *CNA* et les avocats nommés pour représenter le *CNA*, présenteront leurs factures au *BRQPIC* qui les paiera dans un délai de 60 jours à compter de la date de leur dépôt.
- 8) Le *CNA* présentera ses factures au *BRQPIC* qui, avant de les payer, en vérifiera la conformité avec la *Directive du Conseil du Trésor sur les voyages* qui figure à l'annexe Q.

### **13.11 Honoraires du *CAN***

- 1) Le *Canada* paiera aux membres du *CAN* les honoraires selon un tarif horaire raisonnable tout en n'excédant pas le budget de fonctionnement mensuel précisé à l'alinéa 13.11(2) des présentes; cependant, les représentants du *Canada* et des *organismes religieux*

ne seront pas payés en vertu des présentes.

- 2) Sous réserve de l'alinéa 13.11(4), toutes les sommes prévues à l'alinéa 13.10(1) devront s'inscrire dans les limites d'un budget de fonctionnement de soixante mille dollars (60 000 \$) par mois.
- 3) Dans des circonstances extraordinaires, le *CAN* peut solliciter du financement supplémentaire au *Canada* jusqu'à concurrence d'un montant mensuel maximal de quinze mille dollars (15 000 \$), nonobstant l'alinéa 13.11(2) et sous réserve de l'alinéa 13.11(4).
- 4) Le premier jour du premier mois qui suit la *date d'entrée en vigueur*, puis le premier jour de chaque mois subséquent, le *Canada* examinera et réévaluera le budget de fonctionnement maximal visé à l'alinéa 13.11(2) et le financement supplémentaire maximum pour dépenses extraordinaires visé à l'alinéa 13.11(3). Il est loisible au *Canada*, à sa discrétion exclusive, de réduire ou d'augmenter le budget de fonctionnement maximal ou le financement supplémentaire maximum pour dépenses extraordinaires, ou les deux.
- 5) Le *CAN* présentera ses factures au *BRQPIC* qui, avant de les payer, en vérifiera la conformité avec la *Directive du Conseil du Trésor sur les voyages*, qui figure à l'annexe Q.



### **13.12 Honoraires des CAR**

- 1) Les membres des *CAR* recevront des honoraires selon un tarif horaire raisonnable qui s'inscrira dans les limites du budget mensuel de fonctionnement exposées à l'alinéa 13.12(2).
- 2) Le *Canada* dotera chaque *CAR* d'un budget de fonctionnement qui se chiffrera, tout au plus, à sept mille dollars (7 000 \$) par mois; toutefois, chaque *CAR* peut solliciter des fonds supplémentaires pour couvrir des dépenses extraordinaires.
- 3) Les *CAR* présenteront leurs factures au *BCRQPI* qui, avant de les payer, en vérifiera la conformité avec la *Directive du Conseil du Trésor sur les voyages*, qui figure à l'annexe Q.

### **13.13 Honoraires du groupe de travail du PEI**

- 1) Le *Canada* accepte de payer chacun des membres du *groupe de travail du PEI*, autres que les avocats représentant le *Canada* ou les *organismes religieux*, ayant participé aux réunions du *groupe de travail du PEI* à partir du 20 novembre 2005, pour le temps qu'ils y ont consacré jusqu'à la *date d'entrée en vigueur*, comme le *Canada* l'a demandé par écrit, à leur tarif horaire habituel, plus les débours raisonnables ainsi que la TPS et la TVP, s'il y a lieu, étant entendu toutefois qu'aucune somme n'est payable, en vertu du présent alinéa 13.13(1), pour des honoraires payés au préalable directement par le *BRQPIC*.

- 2) Aucuns honoraires ne seront payés en vertu de l'alinéa 13.13(1) pour les heures facturées en application de l'article 13.02 ou 13.03.
- 3) Les membres du *groupe de travail du PEI* présenteront leurs factures au *BRQPIC* qui devra les payer dans les soixante (60) jours suivants.

### **13.14 Honoraires du *Comité de surveillance***

1. Le *Canada* accepte de payer les honoraires de chacun des membres du *Comité de surveillance*, autres que les membres représentant le *Canada* et les *organismes religieux*, au même tarif et aux mêmes conditions que ceux applicables à l'occasion aux adjudicateurs nommés au *PEI*.
2. Nonobstant l'alinéa 13.14(1), les membres du *Comité de surveillance* se verront verser les honoraires fixés à l'alinéa 13.14(1) pour une période n'excédant pas trois jours par mois pour les mois pendant lesquels des réunions se tiennent en personne, ou n'excédant pas un jour par mois pour les mois pendant lesquels la réunion se tient par téléconférence ou autrement.
3. Les membres du *Comité de surveillance* présenteront leurs factures au *BRQPIC* qui les paiera dans les 60 jours et qui, avant de les payer, en vérifiera la conformité avec la *Directive du Conseil du Trésor sur les voyages* qui figure à l'annexe Q.

## ARTICLE QUATORZE

### PREMIÈRES NATIONS, INUITS, INUVIALUITS ET MÉTIS

#### 14.01 Inclusion

Il est entendu que tout *candidat admissible au PEC* ayant habité dans un *pensionnat indien* est admissible au *PEC* et aura accès au *PEI*, conformément aux dispositions des présentes qui incluent tous les élèves inuits, inuvialuits, métis et des Premières nations.

## ARTICLE QUINZE

### DISPOSITIONS TRANSITOIRES

#### 15.01 Caractère sans préjudice

Les *parties* conviennent que l'engagement de ne pas porter préjudice pris dans la lettre du sous-ministre du *BRQPIC* de juillet 2005 et jointe à l'annexe R signifie qu'à la suite de l'entrée en vigueur :

- 1) Tous les *candidats admissibles au PEC* ont droit de soumettre une *demande de PEC* même si, dans leur cas, une quittance a été signée ou un jugement a été rendu relativement à un *pensionnat indien* avant la *date d'entrée en vigueur*.
- 2) Si une quittance à une demande concernant un *pensionnat indien* a été signée après le 30 mai 2005 afin de recevoir un montant adjugé en vertu du *Mode alternatif de règlement des conflits* :



- a) le *Canada* ajustera le montant adjugé pour tenir compte de l'échelle d'indemnisation établie à la page 3 du *PEI* qui figure à l'annexe D des présentes;
  - b) le *candidat admissible au PEI* peut demander une réouverture de son audition pour qu'on tienne compte de l'allocation de points relatifs à la catégorie des pertes d'occasions décrite à la page 3 du *PEI* jointe comme annexe D des présentes et conforme aux critères du *PEI*, dans le cas où l'adjudicateur considère que sa demande correspond au plus haut niveau de la catégorie des pertes d'occasions indirectes du *Mode alternatif de règlement des conflits*;
  - c) un *candidat admissible au PEI* qui dit avoir été victime de sévices sexuels par un autre pensionnaire dans la catégorie SL4 ou SL5, et s'il est prouvé que ces sévices furent les plus graves dans son cas, peut bénéficier d'une réouverture de son audition pour qu'on tienne compte de cette allégation conformément aux critères du *PEI*.
- 3) Après l'entrée en vigueur des *ordonnances d'approbation*, à la demande d'un *candidat admissible au PEI* dont la demande pour sévices subis dans les *pensionnats indiens* a été réglée par le *Canada* sans participation d'une entité catholique telle que définie à l'annexe C des présentes, un tel règlement ayant été d'un montant représentant une réduction fixe de l'indemnité évaluée, le *Canada* paiera le solde de l'indemnité évaluée au *candidat admissible au PEI*. Sous réserve, cependant, qu'aucun montant ne sera payé à un

*candidat admissible au PEI* en vertu de présent paragraphe tant que ce candidat ne conviendra pas d'accepter un tel montant comme indemnité complète et finale de sa demande contre une entité catholique telle que définie à l'annexe C des présentes, et de la libérer par le biais de la quittance essentiellement décrite au paragraphe 11.02 des présentes.

- 4) Jusqu'à la *date d'entrée en vigueur*, le *Canada* s'efforcera de régler les cas qui sont actuellement devant les tribunaux, notamment ceux qui ne s'inscriraient pas dans le *PEI*.

#### **15.02 Acceptation et transfert des demandes faites en vertu du *Mode alternatif de règlement des conflits*.**

- 1) Aucune demande de règlement en vertu du *Mode alternatif de règlement des conflits* ne sera acceptée après la *date d'approbation*.
- 2) Les demandes de règlement en vertu du *Mode alternatif de règlement des conflits* reçues au plus tard à la *date d'approbation*, pour lesquelles la date d'audience n'aurait pas été fixée à la *date d'entrée en vigueur*, seront traitées comme suit :
  - a) toute demande qui n'allègue que des sévices physiques sera traitée en vertu du *Mode alternatif de règlement des conflits*, sauf si le demandeur souhaite la transférer au *PEI*;
  - b) toute demande qui comprend une allégation de sévices sexuels sera transférée au *PEI*, sauf si le demandeur, dans un délai de 60 jours suivant la réception de l'avis du transfert proposé,

exprime par écrit qu'il souhaite poursuivre sa demande en vertu du *Mode alternatif de règlement des conflits*.

- 3) Une personne dont la demande est transférée en vertu de l'alinéa 15.02(2) des présentes n'a pas à remplir une demande supplémentaire pour le *PEI* mais peut modifier sa demande existante dans la mesure requise pour réclamer les indemnités offertes au titre du *PEI*.
- 4) Tout candidat admissible au *PEI* qui a reçu mais contesté une décision en vertu du *Mode alternatif de règlement des conflits* ou une décision d'un *projet pilote*, peut déposer une demande en vertu du *PEI* dans la mesure où toutes les preuves utilisées à l'audition du *Mode alternatif de règlement des conflits* ou du *projet pilote* sont transférées au *PEI*.

## ARTICLE SEIZE

### CONDITIONS ET EXPIRATION

#### 16.01 Entente conditionnelle

La présente *convention* sera sans effet tant qu'elle n'aura pas reçu l'approbation des *tribunaux*, et dans le cas où ces approbations ne seraient pas accordées par chacun des *tribunaux* selon des modalités essentiellement identiques, outre les variations de catégories prévues aux articles 4.04 et 4.07 des présentes, cette *convention* sera alors résiliée et aucune des *parties* ne sera redevable à aucune autre *partie* aux présentes, sauf que les



honoraires et débours des membres du *CNA* seront payés dans toute éventualité.

#### **16.02 Expiration de la *Convention***

La présente *convention* sera en vigueur tant que toutes les obligations qu'elle contient n'auront pas été remplies.

### **ARTICLE DIX-SEPT VERSEMENT DU *PEC* AUX REPRÉSENTANTS PERSONNELS**

#### **17.01 Indemnité en cas de décès le ou après le 30 mai 2005**

Si un *candidat admissible au PEC* décède le ou après le 30 mai 2005 et que la *demande de PEC* requise à l'article cinq (5) a été soumise au *fiduciaire* par lui avant son décès, ou par son *représentant personnel* après son décès et dans la période définie à l'alinéa 5.04(2), le *représentant personnel* recevra le montant payable en vertu de l'article cinq (5), montant auquel le *candidat admissible au PEC* aurait eu droit de son vivant.

#### **17.02 Membres décédés du recours collectif *Cloud***

Nonobstant l'article 17.01, si un *candidat admissible au PEC* faisant partie d'un groupe autorisé dans le recours collectif *Cloud* est décédé le ou après le 5 octobre 1996, et que la *demande de PEC* requise en vertu de l'article cinq (5) a été soumise au *fiduciaire* par son *représentant personnel* dans la période définie à l'alinéa 5.04(2), le *représentant personnel* recevra le

montant payable en vertu de l'article cinq (5) des présentes, montant auquel le *candidat admissible au PEC* aurait eu droit de son vivant.

### ***17.03 Personne frappée d'incapacité***

Si un *candidat admissible au PEC* est ou devient *frappé d'incapacité* avant de recevoir un *paiement d'expérience commune* et que la *demande de PEC* requise en vertu de l'article cinq (5) a été soumise au *fiduciaire* par lui avant qu'il ne soit *frappé d'incapacité*, ou par son *représentant personnel* après qu'il ait été *frappé d'incapacité*, dans la période prévue à l'alinéa 5.04(2), le *représentant personnel* recevra le montant payable en vertu de l'article cinq (5) auquel le *candidat admissible au PEC* aurait eu droit s'il n'avait pas été *frappé d'incapacité*.

## **ARTICLE DIX-HUIT**

### **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **18.01 Incessibilité**

Aucun montant payé en vertu des présentes ne peut faire l'objet d'une cession, et toute cession est nulle d'une nullité absolue, sauf disposition expresse dans les présentes.



## **18.02 Indemnité globale**

Il est entendu que les montants payables aux *candidats admissibles au PEI* en vertu des présentes sont inclusifs de tout intérêt avant jugement ou autres montants pouvant être réclamés par les *candidats admissibles au PEI*.

## **18.03 Lois applicables**

La présente *convention* est régie par les lois de l'Ontario.

## **18.04 Règlement des différends**

Les *parties* conviennent d'épuiser tous les mécanismes de règlement des différends prévus dans les présentes avant de s'adresser aux *tribunaux* pour obtenir des directives sur la mise en application, l'administration ou la modification des présentes ou sur la mise en œuvre des *ordonnances d'approbation*. Le recours au tribunal se fera sur permission du Tribunal, après avis à toutes les parties concernées, ou autrement en conformité avec les présentes.

## **18.05 Avis**

Tout avis ou autre type de communication relatif aux présentes sera transmis par écrit et livré personnellement ou par voie électronique, et adressé à chaque membre du *CNA* ou du *CAN*, selon le cas, ou à toute autre adresse, numéro de communication individuelle ou électronique qu'une partie peut

transmettre, le cas échéant, par un avis écrit, conformément au présent paragraphe. Tout avis ou autre type de communication sera exclusivement considéré comme donné, s'il est livré en personne, le jour de la livraison proprement dite et, s'il est communiqué par voie électronique, le jour de la transmission pendant les heures d'affaires du destinataire et le *jour ouvrable* suivant s'il est transmis en dehors des heures d'affaires. Les noms et adresses professionnelles des membres du *CNA* sont fournis à l'annexe S.

#### **18.06 Convention globale**

Les présentes constituent l'entente globale entre les *parties* eu égard à la question visée par les présentes et annulent et remplacent tout arrangement ou accord autre ou antérieure entre les *parties* sur cette question. Il n'existe pas de représentation, garantie, modalité, condition, engagement, convention ou entente collatérale, expresse, implicite ou obligatoire entre les *parties* eu égard à la question visée par les présentes, autres que ceux mentionnés expressément dans les présentes.

#### **18.07 Portée de la Convention**

Les présentes lient les parties et bénéficient à leurs héritiers, ayants droit, exécuteurs testamentaires, administrateurs et successeurs respectifs.

#### **18.08 Exemplaires**

Les présentes peuvent être signées en n'importe quel nombre d'exemplaires, chacun étant réputé être un original et, pris dans leur ensemble, étant réputés

ne constituer qu'une seule et même convention.

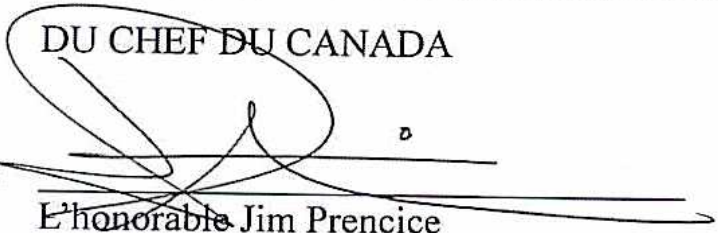
### 18.09 Langues officielles

Le Canada préparera une traduction française des présentes, pour utilisation lors des audiences d'approbation. Avant la *date d'entrée en vigueur*, le Canada prendra à charge les frais de préparation d'une version française qui fera autorité, y compris les frais de révision par une personne désignée par les *parties*. La version française faisant autorité doit être signée par les mêmes *parties* qui ont signé la présente convention; une fois signée, elle aura le même poids et la même force de loi.

EN FOI DE QUOI les *parties* ont signé la présente convention.

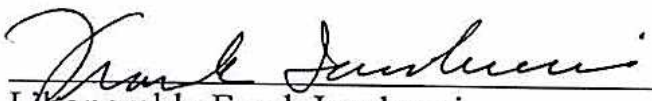
POUR LE COMPTE DE SA MAJESTÉ LA REINE  
DU CHEF DU CANADA

Par:

  
L'honorable Jim Prencice

LE REPRÉSENTANT FÉDÉRAL

Par:

  
L'honorable Frank Iacobucci

L'ASSEMBLÉE DES PREMIERES  
NATIONS

Par: \_\_\_\_\_  
Phil Fontaine, le Chef national

Par: \_\_\_\_\_  
Kathleen Mahoney

CORPORATION RÉGIONALE  
INUVIALUIT

Par: \_\_\_\_\_  
Hugo Prud'homme

NATIONAL CONSORTIUM

Par: \_\_\_\_\_  
Craig Brown

COHEN HIGHLY LLP

Par: \_\_\_\_\_  
Russell Raikes

L'ÉGLISE UNIE DU CANADA

Par: \_\_\_\_\_  
Jim Sinclair, secrétaire général

Par: \_\_\_\_\_  
Cynthia Gunn, avocate et conseillère  
juridique

NUNAVUT TUNNGAVIK INC.

Par: \_\_\_\_\_  
Janice Payne

LA SOCIÉTÉ MAKIVIK

Par: \_\_\_\_\_  
Gilles Gagné

MERCHANT LAW GROUP

Par: \_\_\_\_\_  
E. F. Anthony Merchant, C.R.

L'ÉGLISE PRESBYTÉRIENNE AU  
CANADA

Par: \_\_\_\_\_  
Stephen Kendall, greffier principal



LE SYNODE GÉNÉRAL DE  
L'ÉGLISE ANGLICANE DU  
CANADA

Par:

\_\_\_\_\_  
Peter C. H. Blachford,  
trésorier, Synode général

SISTERS OF CHARITY, ENTITÉ  
ÉGALEMENT CONNUE COMME  
SISTERS OF CHARITY OF ST.  
VINCENT DE PAUL, HALIFAX,  
ÉGALEMENT CONNUE COMME  
SISTERS OF CHARITY OF  
HALIFAX

Par:

\_\_\_\_\_  
Thomas Macdonald

THE ROMAN CATHOLIC  
EPISCOPAL CORPORATION OF  
HALIFAX

Par:

\_\_\_\_\_  
Hugh Wright

LES SOEURS DE ST-FRANÇOIS  
D'ASSISE

Par:

\_\_\_\_\_  
Pierre L. Baribeau

LES SOEURS DE SAINT-JOSEPH DE  
SAINT-HYACINTHE (The Sisters of St.  
Joseph of St. Hyacinthe)

Par:

\_\_\_\_\_  
Pierre L. Baribeau

LES SOEURS DE L'ASSOMPTION DE  
LA SAINTE VIERGE

Par:

\_\_\_\_\_  
Pierre L. Baribeau

LES SOEURS DE NOTRE-DAME  
AUXILIATRICE

Par:

\_\_\_\_\_  
Pierre L. Baribeau

INSTITUT DES SOEURS DU BON  
CONSEIL

Par:

\_\_\_\_\_  
Pierre L. Baribeau

LES SOEURS DE JÉSUS-MARIE

Par: \_\_\_\_\_  
Pierre L. Baribeau

LES SOEURS DE LA CHARITÉ DES  
T.N.O.

Par: \_\_\_\_\_  
W. Roderick Donlevy ou Michael  
Thibault

LES SOEURS DE L'ASSOMPTION  
DE LA SAINTE VIERGE DE  
L'ALBERTA

Par: \_\_\_\_\_  
Pierre L. Baribeau

LES OEUVRES OBLATES DE  
L'ONTARIO

Par: \_\_\_\_\_  
Pierre Champagne ou Ron Caza

LES SOEURS DE LA CHARITÉ  
DE ST-HYACINTHE

Par: \_\_\_\_\_  
Pierre L. Baribeau

LA CORPORATION ÉPISCOPALE  
CATHOLIQUE ROMAINE DE LA  
BAIE JAMES (The Roman Catholic  
Episcopal Corporation of James Bay)  
THE CATHOLIC DIOCESE OF  
MOOSONEE

Par: \_\_\_\_\_  
Pierre Champagne ou Ron Caza

LES RÉSIDENCES OBLATES DU  
QUÉBEC

Par: \_\_\_\_\_  
Pierre Champagne ou Ron Caza

SOEURS GRISES DE MONTRÉAL  
/ GREY NUNS OF MONTREAL

Par: \_\_\_\_\_  
W. Roderick Donlevy ou Michael  
Thibault

SISTERS OF CHARITY (GREY NUNS)  
OF ALBERTA

Par: \_\_\_\_\_  
W. Roderick Donlevy ou Michael  
Thibault

HÔTEL-DIEU DE NICOLET  
(HDN)

Par: \_\_\_\_\_  
W. Roderick Donlevy

THE GREY NUNS OF MANITOBA  
INC. – LES SOEURS GRISES DU  
MANITOBA INC.

Par: \_\_\_\_\_  
W. Roderick Donlevy

MISSIONARY OBLATES-  
GRANDIN

Par: \_\_\_\_\_  
Curtis Onishenko

THE ARCHIEPISCOPAL  
CORPORATION OF REGINA

Par: \_\_\_\_\_  
Archbishop of Regina

THE SISTERS OF ST. JOSEPH OF  
SAULT ST. MARIE

Par: \_\_\_\_\_  
Charles Gibson

OBLATES OF MARY IMMACULATE  
ST. PETER'S PROVINCE

Par: \_\_\_\_\_  
Gilbert J.S. – Mason, OMI

Par: \_\_\_\_\_  
Jan Rademaker, OMI

LA CORPORATION ÉPISCOPALE  
CATHOLIQUE ROMAINE DE LA  
BAIE D'HUDSON / THE ROMAN  
CATHOLIC EPISCOPAL  
CORPORATION OF HUDSON'S BAY

Par: \_\_\_\_\_  
Rheal Teffaine

LES OBLATS DE MARIE  
IMMACULÉE DU MANITOBA

Par: \_\_\_\_\_  
Rheal Teffaine

THE SISTERS OF THE  
PRESENTATION

Par: \_\_\_\_\_  
Mitchell Holash

LES SOEURS DE LA CHARITÉ  
D'OTTAWA – SISTERS OF  
CHARITY OF OTTAWA

Par: \_\_\_\_\_  
Pierre Champagne ou Ron Caza

THE SISTERS OF SAINT ANN

Par: \_\_\_\_\_  
Patrick J. Delsey Law Corporation

SISTERS OF INSTRUCTION OF  
THE CHILD JESUS

Par: \_\_\_\_\_  
Violet Allard

LES PÈRES MONTFORTAINS

Par: \_\_\_\_\_  
Bernie Buettner

THE BISHOP OF VICTORIA,  
CORPORATION SOLE

Par: \_\_\_\_\_  
Frank D. Corbett

ORDER OF THE OBLATES OF MARY  
IMMACULATE IN THE PROVINCE  
OF BRITISH COLUMBIA

Par: \_\_\_\_\_  
Fr. Terry MacNamara, OMI

LA CORPORATION ÉPISCOPALE  
CATHOLIQUE ROMAINE DE  
GROUARD

Par: \_\_\_\_\_  
Administrator of the Diocese of Grouard

THE BENEDICTINE SISTERS OF  
MT. ANGEL OREGON

Par: \_\_\_\_\_  
Azool Jaffer-Jeraj

THE ROMAN CATHOLIC BISHOP OF  
KAMLOOPS, CORPORATION SOLE

Par: \_\_\_\_\_  
John Hogg

THE ROMAN CATHOLIC BISHOP OF  
NELSON, CORPORATION SOLE

Par: \_\_\_\_\_  
John Hogg



THE SISTERS OF CHARITY OF  
PROVIDENCE OF WESTERN  
CANADA (anciennement Les Soeurs  
de Charité de la Providence des  
Territoires du Nord Ouest)

Par: \_\_\_\_\_  
Ray Baril, Q.C.

ROMAN CATHOLIC EPISCOPAL  
CORPORATION OF KEEWATIN

Par: \_\_\_\_\_  
Archbishop of Keewatin

LA CORPORATION  
ARCHIÉPISCOPALE  
CATHOLIQUE ROMAINE DE ST.  
BONIFACE

Par: \_\_\_\_\_  
Rheal Teffaine

ROMAN CATHOLIC  
ARCHIEPISCOPAL  
CORPORATION OF WINNIPEG

Par: \_\_\_\_\_  
Bill Emslie, Q.C.

THE ROMAN CATHOLIC BISHOP OF  
THUNDER BAY

Par: \_\_\_\_\_  
John Cyr

ARCHDIOCESE OF VANCOUVER –  
THE ROMAN CATHOLIC  
ARCHBISHOP OF VANCOUVER

Par: \_\_\_\_\_  
Mary Margaret MacKinnon

LES MISSIONNAIRES OBLATES DE  
ST. BONIFACE / THE MISSIONARY  
OBLATE SISTERS OF ST. BONIFACE

Par: \_\_\_\_\_  
Rheal Teffaine

LA CORPORATION ÉPISCOPALE  
CATHOLIQUE ROMAINE DE PRINCE  
ALBERT

Par: \_\_\_\_\_  
Mitchell Holash

IMMACULATE HEART  
COMMUNITY OF LOS ANGELES,  
CA

Par: \_\_\_\_\_  
Mark Rowan

KESHEN MAJOR

Par: \_\_\_\_\_  
Greg Rickford

ROMAN CATHOLIC DIOCESE OF  
WHITEHORSE

Par: \_\_\_\_\_  
Azool Jaffer-Jeraj

F. J. SCOTT HALL LAW  
CORPORATION

Par: \_\_\_\_\_  
Scott Hall

THE ROMAN CATHOLIC  
EPISCOPALE CORPORATION OF  
MACKENZIE

Par: \_\_\_\_\_  
Archbishop of MacKenzie

THE ROMAN CATHOLIC EPISCOPAL  
CORPORATION OF PRINCE RUPERT

Par: \_\_\_\_\_  
Gary R. Brown

FULTON & COMPANY

Par: \_\_\_\_\_  
Len Marchand, P. Eng.

ROSE A. KEITH, LLP

Par: \_\_\_\_\_  
Rose A. Keith

LACKOWICZ, SHIER &  
HOFFMAN

Par: \_\_\_\_\_  
Dan Shier

CABOTT & CABOTT

Par: \_\_\_\_\_  
Laura I. Cabott

BILKEY, QUINN

MACDERMID LAMARSH

Par: \_\_\_\_\_  
David Bilkey

Par: \_\_\_\_\_  
Robert Emigh (Saskatoon)

Par: \_\_\_\_\_  
Kevin Simcoe

HEATHER SADLER JENKINS

WALLBRIDGE, WALLBRIDGE

Par: \_\_\_\_\_  
Sandra Staats

Par: \_\_\_\_\_  
Kathleen Erin Cullin

PETER GRANT & ASSOCIATES

DUBOFF EDWARDS HAIGHT &  
SCHACHTER

Par: \_\_\_\_\_  
Peter Grant

Par: \_\_\_\_\_  
Harley Schachter

Par: \_\_\_\_\_  
Brian O'Reilly

MACDERMID LAMARSH  
GORSALITZ

MACPHERSON LESLIE & TYERMAN  
LLP

Par: \_\_\_\_\_  
Robert Emigh (Fort McMurray)

Par: \_\_\_\_\_  
Maurice Laprairie, Q.C.

JOHN A. TAMMING LAW  
OFFICE

DINNING HUNTER LAMBERT &  
JACKSON

Par: \_\_\_\_\_  
John A. Tamming

Par: \_\_\_\_\_  
Eric Wagner

KOSKIE MINSKY LLP

Par: \_\_\_\_\_  
Kirk M. Baert

BIAMONTE CAIRO & SHORTREED

Par: \_\_\_\_\_  
Terry Antonello

GILLES GAGNÉ

Par: \_\_\_\_\_  
Gilles Gagné

CUELENAERE, KENDALL,  
KATZMAN & WATSON

Par: \_\_\_\_\_  
Michael D. Nolin

GREY MUNDAY LLP

Par: \_\_\_\_\_  
Leighton B. U. Grey

GATES AND COMPANY

Par: \_\_\_\_\_  
Sheldon Stener

DIOCESE OF SASKATOON

Par: \_\_\_\_\_  
W. Roderick Donlevy

CRYSTAL MCLEOD LAW FIRM

Par: \_\_\_\_\_  
Crystal McLeod

DUFOUR & JACQUES

Par: \_\_\_\_\_  
Patrick Jacques

OMI LACOMBE AND CORPORATION

Par: \_\_\_\_\_  
W. Roderick Donlevy

MCDUGALL GAULEY LLP

Par: \_\_\_\_\_  
Wayne L. Bernakevitch

BRONSTEIN & COMPANY

Par: \_\_\_\_\_  
Stephen J. Bronstein

ROSS, SCULLION

Par: \_\_\_\_\_  
Kevin J. Scullion

CARROLL MAYES

Par: \_\_\_\_\_  
Karen Webb

BERTHA JOSEPH, LLB, MBA

Par: \_\_\_\_\_  
Bertha Joseph

LISA M. DEWAR FAMILY LAW &  
MEDIATION

Par: \_\_\_\_\_  
Lisa M. Dewar

BRIDGELAND LAW PRACTICE

Par: \_\_\_\_\_  
Cheryllynn Klassen

RUSSELL KRONICK LLB

Par: \_\_\_\_\_  
Russell S. Kronick

NELSON & NELSON

Par: \_\_\_\_\_  
Stephen B. Nelson